

L'AFRIQUE FACE AU COVID

AFRICA CONFRONTS COVID



Bénin / Cameroun / Egypte / Kenya
Maroc / Mozambique / Niger / Ouganda
République Démocratique du Congo
Rwanda / Sénégal / Tchad

Benin / Cameroon / Egypt / Kenya
Morocco / Mozambique / Niger / Uganda
Democratic Republic of Congo
Rwanda / Senegal / Chad

Septembre / September 2020

www.thecasablancaclub.com

“

« J'ai appris que le courage n'était pas l'absence de peur, mais le triomphe sur elle. L'homme courageux n'est pas celui qui n'a pas peur, mais celui qui vainc cette peur.» **Nelson Mandela.**

"I learned that courage was not the absence of fear, but the triumph over it. The brave man is not he who does not feel afraid, but he who conquers that fear." **Nelson Mandela.**

”

THINK TANKS FONDATEURS

FOUNDING THINK TANKS

FOOD, AGRICULTURE AND NATURAL RESOURCES POLICY ANALYSIS NETWORK (FANRPAN) / AFRIQUE DU SUD - SOUTH AFRICA

BÉNIN DU FUTUR / BÉNIN - BENIN

CAMERCAP-PARC / CAMEROUN - CAMEROON

UNIVERSITÉ DU CAIRE / EGYPTE - EGYPT

THE ADAPTIVE LEADERSHIP AFRICA INSTITUTE (TALAI) / KENYA - KENYA

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES GÉOSTRATÉGIQUES - ATLANTIS / MAROC - MOROCCO

NATIONAL COUNCIL FOR FOOD SECURITY AND NUTRITION / MOZAMBIQUE - MOZAMBIQUE

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DE SÉCURITÉS (CNESS) / NIGER - NIGER

COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS) / NIGER - NIGER

WHITE INK INSTITUTE FOR STRATEGY EDUCATION AND RESEARCH (WISER) / NIGERIA - NIGERIA

INTERNATIONAL WOMEN'S CENTRE FOR EMPOWERMENT (IWCE) / OUGANDA - UGANDA

NATIONAL PLANNING AUTHORITY / OUGANDA- UGANDA

COLLÈGE DES HAUTES ÉTUDES DE STRATÉGIE ET DE DÉFENSE (CHESD) / RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO - DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

HIGHLANDS CENTRE OF LEADERSHIP FOR DEVELOPMENT (HLC-L4D) / RWANDA - RWANDA

AFRICA WORLDWIDE GROUP (AWG) / SÉNÉGAL - SENEGAL

TIMBUKTU INSTITUTE / SÉNÉGAL - SENEGAL

INSTITUTE OF TOMORROW / SUDAN - SUDAN

CENTRE D'ÉTUDES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME (CEDPE) / TCHAD - CHAD

SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

LE PROJET ET SES ACTEURS THE PROJECT AND THE TEAM	P07 P28
COVID-19 EN AFRIQUE, VERS UNE APPROCHE PLURIELLE COVID-19 IN AFRICA : TOWARD A PLURAL APPROACH	P08 P29
BÉNIN / BENIN	P50
CAMEROUN / CAMEROON	P80
EGYPTE / EGYPT	P108
KENYA / KENYA	P128
MAROC / MOROCCO	P152
MOZAMBIQUE / MOZAMBIQUE	P180
NIGER / NIGER	P200
NIGER/ NIGER	P228
OUGANDA / UGANDA	P250
OUGANDA / UGANDA	P276
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO/ DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO	P288
RWANDA / RWANDA	P310
SÉNÉGAL / SENEGAL	P348
TCHAD /CHAD	P378
REMERCIEMENTS ACKNOWLEDGEMENTS	P397



The Casablanca Club is an Association of African research centers and Think Tanks with the simple objective of amplifying authentic African voices in African research on the world's youngest and fastest developing continent.

The Club was founded in late 2019 to support rising and authoritative thought leaders offering African insight access to global platforms. A key focus of the Club is to develop sustainable support and resources for African research centers and thought leaders, as well as to provide channels and venues for collaboration with partners and colleagues across the world.

As an innovative organisation, we seek to build and develop a compelling presence and responsive network in these trying times. We welcome all outreach and new partners who would join with us at the Club.



LE PROJET ET SES ACTEURS



Le Club de Casablanca est une association composée de Centres de Recherches et de Think Tank africains qui ont souhaité partager avec nous, notre volonté d'élargir notre champ des possibles en donnant une voix forte et représentative à l'Afrique dans le monde des chercheurs de solutions.

Aujourd'hui, Le Club de Casablanca et ses experts, regroupe un peu plus d'une vingtaine de pays représentatifs des diverses régions du Continent

Mandaté par nos pairs pour assurer la présidence et la montée en puissance du Club de Casablanca, ainsi que nous l'avons baptisé dans la continuité de « l'Africa Security Forum » placé Sous Le Haut Patronage De Sa Majeste Le Roi Mohammed VI. Ce Club travaille actuellement en trois langues, que sont l'arabe, le français et l'anglais et demain en d'autres langues, par volonté d'ouverture et de respect des histoires de ces pays qui composent le Continent.

Animé par une volonté conjointe de donner rapidement une réalité à notre Club de Casablanca, lui même inscrit dans la dynamique des relations sud sud impulsée par le Roi Mohammed VI et les chefs d'Etats africains, il a été décidé de conduire une analyse multiple sur cette pandémie qu'est le COVID 19, aux effets jusqu'alors inconnus en raison de sa propagation rapide et mondiale.

A l'aide d'une trame commune, les Centres de Recherches qui composent le Club de Casablanca et qui représentent les très nombreux particularismes géographiques, ethniques et sociologiques de l'Afrique, ont rédigés des analyses centrées sur leur pays et sur et la manière dont cette maladie est arrivée, s'est diffusée et comment les Etats ont mis en œuvre des stratégies de réponse.

Il nous a semblé intéressant aussi de proposer en introduction au niveau du Club de Casablanca, par le biais de notre Centre de Recherches et d'Etudes Géostratégiques « Atlantis », une analyse, appuyée sur les rapports pays de nos membres pour lancer une réflexion plus globale sur l'avenir à court et moyen terme.

La prospective, l'analyse géopolitique et géostratégique étant un des domaines d'excellence d'Atlantis et en l'absence de références historiques pour ce type de pandémie, cela reste néanmoins un exercice compliqué particulièrement dans le cadre de l'Afrique qui présente actuellement un nombre de cas moins important que dans d'autres Continents à ce virus.

Nous vous souhaitons bonne lecture de l'ensemble de ces travaux et certain que cela éveillera de l'intérêt auprès de vous, chercheurs, Centres de Recherches ou Organismes continentaux pour nous rejoindre ou nous solliciter.

Driss Benomar
Président



COVID-19 EN AFRIQUE, VERS UNE APPROCHE PLURIELLE


**Par Abdelhamid Nechad, Professeur à l'ESCA Ecole de Management
& Mostafa Amali, Chercheur au Centre de Recherches et d'Études
Géostratégiques - Atlantis**

La pandémie Covid-19 a commencé en Chine où cette maladie est apparue dans la province de Hubei à Wuhan, en décembre 2019, avant de s'étendre au reste du monde au début de l'année 2020. Au total, environ 24 millions de cas de contamination, dont plus de 900.000 décès, sont recensés dans le monde à la fin du mois d'août 2020. Plus de quatre cas sur dix se situent aux États-Unis et au Brésil, les deux pays les plus touchés en nombre de contaminations et de décès. Les États-Unis dépassent la barre des 5,8 millions de contaminations et de 180 000 morts et le Brésil franchit le seuil de 3,7 millions de contaminations et de 120 000 morts. L'Europe compte environ 3,6 millions de cas de contamination et plus de 250 000 décès.

Les chiffres des contaminations communiqués ne reflètent qu'une part du nombre réel de cas, plusieurs pays n'utilisant les tests que pour le traçage ou ne disposant pas de ressources suffisantes pour mener de larges campagnes de dépistage.

En Afrique, le premier cas de Covid-19 s'est déclaré en Égypte le 14 février, suivie de par l'Algérie et le Nigéria deux semaines plus tard. Les premiers porteurs contaminés étaient, pour la plupart, des personnes venant d'Europe ou de Chine. Depuis lors, la pandémie ne cesse de progresser sur le nôtre continent. Le cap de 1,2 million de cas a été dépassé, ce qui représente environ 5 % des cas dans le monde, avec plus de 30 000 décès, soit environ 3,5 % du total des décès dans le monde. L'Afrique, dont la population représente 15% de la population mondiale, demeure cependant le continent le moins touché pour le moment par rapport aux autres continents. Autre caractéristique, la répartition des cas y est très inégale car seuls 5 des 54 pays d'Afrique regroupent 75 % des cas recensés. Parmi les pays qui affichent un nombre de cas élevé pour un million d'habitants, figurent l'Afrique du Sud, Djibouti, le Gabon et le Cap Vert. Les cas augmentent toujours dans une dizaine de pays, mais cette hausse « n'est pas exponentielle », selon l'OMS. L'Afrique du Sud, le pays le plus industrialisé d'Afrique, compte plus de la moitié des cas confirmés du continent, avec plus de 615 000 infections et plus de 13 000 décès. Il est le 5e pays le plus touché au monde, derrière les États-Unis, le Brésil, l'Inde et la Russie.

Sur le plan économique, la pandémie a mis à mal les efforts du continent en matière de développement. Ainsi, le taux de croissance en Afrique subsaharienne devrait baisser en passant de 2,4 % en 2019 à -5,1% en 2020.



Selon la dernière édition de « l’Africa’s Pulse », le rapport semestriel de la Banque mondiale consacré à la conjoncture économique africaine, la région Afrique devrait plonger dans sa première récession depuis plus de 25 ans.

Dès l’apparition des premiers cas de contamination, la plupart des pays d’Afrique ont pris une série de mesures pour ralentir la propagation du virus et réduire son impact, parmi lesquelles la sensibilisation des citoyens, le dépistage, le confinement, les mesures de distanciation, les subventions sociales, le soutien de l’activité économique. Suivant la tendance mondiale à la reprise des activités commerciales et économiques, les pays africains ont commencé, dès la fin du mois de juin, à rouvrir progressivement leurs économies et à retrouver un rythme de vie quasi normal. Ainsi et suivant les pays les couvre-feux ont été levés, les plages, les lieux de culte, les hôtels, les restaurants et cafés ainsi que la reprise des activités culturelles, ont été de nouveau autorisés avec le maintien des mesures préventives. Le but de ces mesures conjoncturelles étant d’éviter un ralentissement économique prolongé, mais au risque d’une augmentation importante des cas de contamination liés au Covid-19.

Six mois après la détection du premier cas de Covid-19 en Afrique, nous nous sommes efforcés, au sein du « Club de Casablanca », d’identifier les impacts les plus importants de la pandémie, ainsi que les éventuelles opportunités que pourrait générer la crise actuelle. Notre réflexion concerne l’effet de la crise sur les économies et les populations africaines, ainsi que les possibilités de développement du commerce intra-africain, l’innovation technologique, et les promesses que pourrait représenter un nouveau pacte politique et social entre les dirigeants et les citoyens.

Les rapports reçus ont pour objet de dresser la situation de la pandémie dans 12 pays d’Afrique, d’évaluer les mesures prises par les gouvernements pour contrer la propagation du virus et de tenter d’imaginer l’avenir du continent à l’aune de la pandémie. Les contributions sont l’aboutissement d’une réflexion engagée par les Think-tanks membres du Club de Casablanca.

Il nous a été ainsi permis de relever la diversité des approches adoptées par les différents pays du continent et des résultats découlant de ces démarches. Entre résilience et mutation, le Covid-19 est en train de changer profondément la nature et l’orientation des mesures de lutte contre la pandémie. Au-delà des aspects strictement économiques et sanitaires, il convient d’analyser la crise sous un angle géopolitique du fait de sa forte corrélation avec les autres aspects qui risquent d’impacter négativement l’avenir du continent.



CONSTATS ÉTABLIS

A/ LE SAHEL

/ NIGER

Le Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) aborde le cas de Niger sous l'angle d'une analyse hétérodoxe de la crise sanitaire. Au-delà des aspects classiques, chronologie de la crise, impacts socio-économiques, sanitaires, sécuritaire, l'auteur tente d'évaluer la présence et l'impact du Covid-19 dans la société nigérienne en mettant en évidence le rôle des contingences locales, dans l'émergence d'une conception originale de la pandémie dans une société cernée, de tous bords, par les maux sociaux.

Le Centre Régional AGRHYMET (CILSS), quant à lui, soulève l'impact du Covid-19 jumelé à la menace acridienne, sur la sécurité alimentaire et dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Cette contribution permet de lancer la réflexion autour des outils de résilience des pays du Sahel face à une pandémie atypique.

/ TCHAD

Le cas du Tchad est fortement similaire à celui du Niger. Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) explique que le pays a été touché de plein fouet par la crise sanitaire. Comparativement à d'autres pays africains, le système de santé au Tchad est très fragile et ne favorise pas une bonne prise en charge des personnes malades.

Dans un pays où l'économie nationale est de nature agricole et principalement rentière, ce qui rend le pays fortement vulnérable aux chocs extérieurs, où le manque d'équipements susceptibles de faire face à la pandémie du COVID 19, les moyens importants tant au plan financier, que matériel ou bien des ressources humaines qualifié font cruellement défaut ont créés une situation économique et sociale difficile a laquelle le pays peine à faire face.

B/ L'AFRIQUE DE L'OUEST ET L'AFRIQUE CENTRALE

/BÉNIN

Le Think-tank Bénin du Futur établit un point d'étape sur la pandémie en analysant les réactions du gouvernement, des partenaires extérieurs, des populations et des acteurs de la vie socio-économique, culturelle et politique du pays tout en insistant sur les insuffisances de ces actions à travers une approche aussi bien critique que constructive.

/ SÉNÉGAL

Le Think-tank Africa World-Wide Group estime que la crise sanitaire a engendré une mise en standby du plan Sénégal Émergent et une croissance, certes importante durant les six dernières années, aux résultats mitigée puisque celle-ci n'a pas entraîné une réelle création d'emplois ou une réduction de la pauvreté. Au-delà des aspects économiques, l'auteur met l'accent sur les autres difficultés liées à la pandémie en particulier sur le plan sanitaire ainsi que sur l'insuffisance de l'action gouvernementale. A la fin de son rapport, l'auteur propose une double approche, institutionnelle et communautaire, comme voie de sortie de crise.

/ RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense (CHESD) met l'accent sur les dimensions non visibles immédiatement de la crise sanitaire en République Démocratique du Congo. Certes, les dégâts sont jusqu'à maintenant moins importants que ceux subis par d'autres pays pendant le même laps de temps. Toutefois, force est de constater que la crise s'est traduite non seulement par des effets directs, impact sur la santé des individus, sur le système de santé, l'activité économique, mais également par un effet indirect considérable dont les principales victimes sont les citoyens au travers des moyens de subsistance, de l'éducation des enfants, ou des violences conjugales. L'auteur souligne qu'au-delà de ses aspects apparents, la pandémie est également une crise de sens qui a mis la pensée politique à rude épreuve.


/ CAMEROUN

Le rapport réalisé par le CAMERCAP- PARC fournit un aperçu de l'impact de la pandémie au Cameroun et en Afrique centrale en général sur le plan économique, sanitaire, social et sécuritaire. Le rapport analyse la gestion de la crise par les autorités publiques en insistant sur les capacités du pays à faire face à la pandémie. Plusieurs questionnements ont été soulevés, quelle aura été l'approche endogène de cette crise sanitaire dans la zone Afrique centrale ? Quel rôle pour la coopération internationale pendant et après la crise ? Par ailleurs, quelles propositions de mesures de résilience la région Afrique Centrale a-t-elle conçues ?

C/ L'AFRIQUE DE L'EST

/ OUGANDA

L'Autorité Nationale de Planification (NPA) de l'Ouganda tente de mettre en lumière les politiques monétaires et budgétaires prévues afin de stimuler la croissance économique, ainsi que les impacts collatéraux sur les différentes politiques en matière de gestion de la pandémie en Ouganda et au niveau de la région de l'Afrique de l'Est en général.



Les recommandations clés ont été résumées ainsi que les principaux enseignements. L'Institut de l'Autonomie des Femmes en Afrique estime, pour sa part, que la pandémie dévoile une façade cachée de la société ougandaise, en mettant au jour des problèmes sociaux qui, dans des circonstances ordinaires, sont généralement réglés par l'effet d'actes altruiste et de philanthropiques. Dans l'ensemble, la pandémie a littéralement fait apparaître un autre Ouganda qui, à bien des égards, devrait conserver ce nouveau mode de vie.

/KENYA

The Adaptive Leadership Africa Institute met l'accent sur les prouesses en matière de lutte contre la pandémie dans un pays comme le Kenya. Certes, des critiques ont été adressées au gouvernement, toutefois, une vision optimiste met en exergue une démarche collective et participative où un vrai partenariat public-privé a été mis en place. Dans la dernière partie du rapport, plusieurs recommandations ont été formulées invitant les parties concernées à engager une profonde réflexion autour des différentes voies de sortie de crise.

/RWANDA

Le rapport réalisé par High Lands Centre of Leadership for Development (L4D) définit les mesures de réponses politiques en cours et les impacts socio-économiques à court et moyen terme de la COVID-19 sur le Rwanda. Il met l'accent sur le commerce extérieur de marchandises, les petites et moyennes entreprises (PME) et l'agriculture. Les résultats indiquent qu'en dépit des mesures politiques, prometteuses par étapes, prises par le gouvernement du Rwanda et de la façon dont la population réagit positivement à ces mesures, ces sous-secteurs seront négativement affectés par le COVID-19 à différents niveaux. Au-delà des mesures monétaires et fiscales prises pour gérer les effets immédiats de COVID-19, le rapport prône la mise en œuvre d'actions plus innovantes, susceptibles d'assurer une résilience face aux effets de la pandémie à long terme.

/MOZAMBIQUE

Le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (CONSAN) met l'accent sur l'impact économique et social de la pandémie sur le Mozambique, pays largement tributaire des IDE et de l'aide internationale et dont la sécurité alimentaire se trouve menacée sous l'effet du confinement. La combinaison de ces éléments place l'économie nationale dans une situation de risque imminent. Il est important de souligner que, malgré les nombreux mécanismes qui ont été mis en place, l'économie du Mozambique sera gravement affectée par les chocs économiques d'autres pays partenaires et découlant du Covid-19, de la chute de plusieurs secteurs d'activité et d'une série d'intervenants économiques. L'augmentation des prix des denrées alimentaires, conjuguée à la réduction du pouvoir d'achat de la population due à la suspension d'une série d'activités économiques en raison de la pandémie, réduira la consommation de denrées alimentaires.

D/ L'AFRIQUE DU NORD

/EGYPTE

Le rapport sur l'Égypte par l'Université du Caire aborde les aspects multidimensionnels du Covid-19. L'auteur s'est efforcé de mettre en lumière les différentes configurations de la pandémie et son impact aussi bien sur l'économie que sur la population.

Il a mis en évidence les difficultés auxquelles est confrontée l'économie égyptienne triplement pénalisée par la chute des principales sources de devises étrangères en raison du ralentissement économique mondial et des mesures de verrouillage à l'étranger. Il s'agit des transferts de fonds de la diaspora égyptienne, du tourisme et des revenus du canal de Suez. En dépit d'une situation alarmante, l'Égypte sera le seul pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à afficher une croissance positive de 2% en 2020, selon les prévisions du FMI. Cela tient principalement au programme de réformes économiques qui a été mis en place de 2016 à 2019, soutenu par un crédit de 12 milliards de dollars accordé par le FMI, ainsi qu'à une diversification croissante de l'économie égyptienne.

/ MAROC


Selon le rapport du Centre d'Études et de Recherches Géostratégiques « Atlantis », le Maroc renvoie l'image d'un pays qui est parvenu à gérer avec efficacité la crise à travers une série de mesures proactives. Ces actions ont porté leurs fruits, ne serait-ce qu'en termes de préservation d'un système de santé fragilisé par le PAS appliqué durant les années 1980 et la réduction drastique des dépenses sociales, en particulier celles destinées à l'éducation et à la santé. Pour le « Centre Atlantis », nul doute que la pandémie aura un impact négatif sur les différents secteurs de l'économie ainsi que sur de larges franges de la population. L'expérience cumulée en matière de management des crises laisse présager toutefois un avenir confiant en termes de résilience aussi bien sur le plan économique que social. Dans une logique de solidarité avec ses voisins du Sud, le Maroc a consenti des aides au profit de 16 pays d'Afrique. Une initiative largement saluée par la communauté internationale.

E/ CAS PARTICULIER DES DEUX GÉANTS DE L'AFRIQUE : LE NIGÉRIA ET L'AFRIQUE DU SUD

S'il est communément admis que la crise sanitaire affecte l'ensemble du continent, elle est éprouvée différemment selon les pays. Les impacts suivants sont ressentis pour le Nigeria et l'Afrique du Sud.

/ NIGÉRIA

Dans tous les scénarios prévisibles, le Nigéria sera confronté à une probable contraction économique. Dans le meilleur des cas, épidémie contenue, la croissance du PIB du pays pourrait passer de 2,5 % à -3,4 % en 2020, soit une baisse de près de six points. Cela se traduirait par une réduction du PIB



d'environ 20 milliards de dollars, dont plus des deux tiers seront dus à la baisse du prix du pétrole, vu le statut du Nigeria de grand exportateur d'hydrocarbures. Dans les scénarios où l'épidémie n'est pas contenue, le taux de croissance du PIB pourrait tomber à -8,8 %, ce qui se traduirait par une réduction du PIB de quelque 40 milliards de dollars. Le principal facteur de cette perte serait une réduction des dépenses de consommation dans les domaines de l'alimentation, de l'habillement et des transports.

Le gouvernement fédéral est donc confronté au défi simultané de combattre la crise de santé publique de la pandémie tout en essayant de soutenir une économie affaiblie. Étant donné les preuves de plus en plus nombreuses que les impacts sociaux et économiques de ces deux crises risquent d'être importants, le gouvernement accélère les interventions politiques à pour atténuer ces impacts négatifs. Il est essentiel de limiter les effets de la crise pour empêcher l'aggravation de la pauvreté. Avant la crise, environ 4 Nigériens sur 10 vivaient en dessous du seuil de pauvreté et des millions d'autres vivaient juste au-dessus de ce seuil, ce qui les rendaient vulnérables au retour à la pauvreté en cas de choc.

/ AFRIQUE DU SUD

Selon le scénario de l'explosion contenue, la croissance du PIB en Afrique du Sud pourrait passer de 0,8 % à -2,1 %. Cela représenterait une réduction du PIB de quelque 10 milliards de dollars, dont environ 40 % seraient dus aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement en importations, qui auront un impact sur l'industrie manufacturière, les métaux et les mines en particulier. Le tourisme et la consommation seront également fortement touchés. Toutefois, l'Afrique du Sud étant un importateur de pétrole, cet impact sera amorti par la baisse des prix du pétrole. Dans les scénarios où l'épidémie n'est pas contenue, la croissance du PIB pourrait tomber à -8,3 %, ce qui se traduirait par une perte de quelque 35 milliards de dollars. Cet impact serait dû aux perturbations des dépenses des ménages et des entreprises en matière de transports, d'alimentation, et de divertissements, ainsi qu'à la pression prolongée sur les exportations. Le récent déclassé de la note de crédit souverain de l'Afrique du Sud risque d'exacerber ces perspectives.

De manière plus visible, la fermeture des frontières a entraîné des niveaux de manque jamais atteints, les revenus des ménages s'étant effondrés et les denrées alimentaires étant devenues de plus en plus difficiles d'accès. D'autres conséquences sociales, telles que les pertes d'emploi, les interruptions des programmes de santé publique, la perte d'accès à l'éducation et à d'autres services de soutien aux enfants, les problèmes croissants de santé mentale et l'augmentation de la violence sexiste, aggravent le dénuement dans de nombreuses communautés. Ces conséquences sociales laisseront un lourd héritage même lorsque le virus aura été maîtrisé grâce à un vaccin ou à un traitement efficace.



LES DIMENSIONS GÉOPOLITIQUES DE LA CRISE SANITAIRE EN AFRIQUE


Une revue des publications sur le Covid-19 fait apparaître des volets de la crise qui relèvent plutôt du champ de la géopolitique. En effet, la pandémie a alimenté les tensions à l'échelon mondial, ce qui ne manquera pas d'impacter l'Afrique. Les États-Unis accusent la Chine d'être à l'origine de la maladie, tandis que Pékin tente de gagner des amis en offrant de l'aide aux pays touchés, exacerbant les tensions existantes entre les grandes puissances, ce qui complique la coopération en matière de gestion des crises. D'autres problèmes, plus spécifiquement africains, s'insèrent sans détours dans une perspective géopolitique globale, telle la question migratoire, la sécurité et le terrorisme. Combiné à d'autres facteurs d'ordre généraux l'assemblage de ces dimensions laisse présager une nouvelle configuration des rapports interafricains, entre l'Afrique et les grandes puissances et entre l'Afrique et les pays émergents. Il est important de rappeler que même si, à première vue, ces questions peuvent sembler distinctes les unes des autres, elles devraient être traitées conjointement car elles influencent et s'influencent mutuellement.

A/ CRISE SANITAIRE ET INCIDENCE SÉCURITAIRE

L'épidémie mondiale pourrait faire des ravages dans les États fragiles, déclencher des troubles généralisés et mettre à rude épreuve les systèmes de gestion des crises. Ses implications sont particulièrement graves pour ceux qui sont pris au milieu d'un conflit si la maladie perturbe les flux d'aide humanitaire, limite les opérations de paix et détourne les parties en conflit des efforts diplomatiques naissants ou en cours.

Le ralentissement économique spectaculaire déjà en cours perturbera les flux commerciaux et créera un chômage qui fera des dégâts sans précédent. Une telle récession pourrait faire payer un lourd tribut aux États fragiles où le risque de troubles et de conflits est le plus élevé. Les populations africaines touchées par un conflit sont susceptibles d'être particulièrement vulnérables aux épidémies. Dans de nombreux cas, la guerre ou les troubles prolongés ont laissé les systèmes de santé nationaux en grande faiblesse et peu en mesure d'assumer une pandémie telle celle que nous connaissons.

En plus de ces problèmes structurels, il peut être difficile de persuader les populations qui seraient en manque de confiance vis-à-vis de leurs gouvernants de suivre les directives de santé publique. A la suite du déclenchement de l'épidémie d'Ebola de 2014 en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, le virus s'est initialement propagé sans contrôle non seulement en raison de la faiblesse de la surveillance épidémiologique et de l'insuffisance des capacités et de la réponse des systèmes de santé, mais aussi parce que les gens étaient à la fois démunis et sceptiques quant à ce que leurs gouvernements disaient ou leur demandaient de faire.



Outre la sécurité précaire, en particulier dans le Sahel et le bassin du lac Tchad, les restrictions imposées par le Covid-19 entravent les efforts humanitaires visant à soutenir et à aider les personnes dans le besoin.


Cette situation combinée aux autres effets économiques du COVID-19, comme la perte de la manne touristique dans des régions qui dépendent fortement du tourisme pourraient entraîner des chocs économiques qui dureront bien au-delà de la crise immédiate, créant ainsi un potentiel de perturbations prolongées du travail et d'instabilité sociale et rendant possible la probabilité d'une crise humanitaire sans précédent.

B/ LES PRÉMICES D'UNE CRISE MIGRATOIRE

Le COVID-19 affectera très probablement les conditions de vie des migrants et renforcera les facteurs aggravants par cette la mobilité irrégulière. Sur le plan politique, les informations qui alimentent la peur des « étrangers » peuvent être faciles à diffuser et à consommer en temps de crise lorsque l'économie ralentit et que des politiques sociales et économiques tournées vers l'intérieur semblent moins efficaces.

C'est ainsi que la pandémie de coronavirus a rendu difficile la mobilité au sein de l'Union Européenne. Longtemps considéré comme l'un des grands succès de l'intégration européenne, l'espace Schengen est partiellement gelé, suite à la fermeture de ses frontières. Malgré son caractère temporaire, cette fermeture aura inévitablement des conséquences sur la mobilité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne.

Les migrants bloqués aux frontières extérieures des pays devraient bénéficier de ressources adéquates pour prévenir la propagation de la pandémie. Une attention particulière devrait être accordée à la détection précoce des personnes infectées et à leur traitement. Or, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) affirme que les trois quarts des réfugiés et des migrants dans le monde sont accueillis dans des pays en développement où les infrastructures sanitaires sont très limitées. Par conséquent, des fonds spécifiques devraient être consacrés à la fourniture de kits de détection et d'équipements sanitaires aux structures concernées des pays d'accueil. Les travailleurs humanitaires devraient également être autorisés à poursuivre leurs missions auprès des migrants et des réfugiés dans des conditions optimales, en leur fournissant les ressources nécessaires. Sur un autre plan, les responsables des Nations unies tirent la sonnette d'alarme au sujet de l'infection par COVID-19 des déplacés dans les différents camps en Afrique.



De nombreuses personnes fuyant les affrontements se réfugient dans des camps de fortune où les pratiques d'hygiène de base et de distanciation sociale sont rendues impossibles par le manque d'eau en particulier ainsi que par l'exiguïté des espaces de vie. Dans de nombreux cas, l'impact de COVID-19 sur les réfugiés et les personnes déplacées sera ressenti de manière plus forte par les femmes et les enfants, qui constituent souvent la majorité des déplacés dans les régions touchées par les conflits ou les famines.

C/ LA CRISE SANITAIRE, UNE OPPORTUNITÉ POUR LES GROUPES TERRORISTES ?


À la l'aune du COVID-19 et de ses effets collatéraux, sur les dynamiques sociales et les efforts de lutte contre le terrorisme, il nous a semblé opportun de proposer une nouvelle analyse du développement de ce phénomène sur le continent. Malgré la pandémie, les attaques et actes terroristes n'ont pas cessés. Durant cette crise, certains groupes terroristes se sont montrés très actifs en particulier dans la zone d'opérations du G5 Sahel, pensant pouvoir profiter d'une conjoncture favorable.

Le regain d'activité des groupes terroristes est lié en grande partie à une baisse de l'activité des forces armées dans les zones de conflits, car déployées soit pour renforcer les structures sanitaires, soit pour assurer la sécurité des frontières ou le respect des mesures prises face au COVID.

Ainsi, saisissant l'opportunité de la propagation de la pandémie, les groupuscules extrémistes adoptant la violence comme mode d'action font régner la terreur parmi les populations les plus vulnérables de certaines zones du continent. Les kidnappings des jeunes femmes et d'enfants sont devenues monnaie courante dans certaines régions. Les cas à citer à titre d'illustration sont nombreux :

Le groupe JNIM (Jamaat Nusrat al Islam wa al Mouslimin) a profité de l'absence de l'armée régulière malienne sur une partie du front, pour reprendre le contrôle de la majeure partie de la région du Gourma malien, chassant même l'ISGS (Organisation de l'Etat Islamique au Grand Sahara) de certains de ses bastions traditionnels dans la province du Soum au nord .

Basé au Mali et au Burkina Faso, Al Katiba Macina ou Front de Libération de Macina, créé en janvier 2015, avec comme leader Amadou Koufa, a attaqué, le 15 juin, un convoi militaire au Mali, tuant 24 soldats. Le groupe est également accusé d'avoir commis une attaque contre une base militaire ivoirienne le 11 juin.



Ansaru, une filiale d'AQ basée dans le nord-ouest du Nigéria, créée en 2009 en tant que faction de Boko Haram et devenue indépendante en 2012, a repris ses activités depuis janvier 2020.

Une attaque lui a été attribuée le 15 Janvier au cours de laquelle 6 soldats ont été tués et des civils kidnappés.

Basé entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, l'Organisation de l'État Islamique au Grand Sahara (ISGS), filiale de l'Etat Islamique, est active dans cette zone. La France, agissant dans le cadre du G5Sahel aurait arrêté un dirigeant important de l'ISGS le 6 juin.

Dans ce contexte de persistance de l'activité terroriste et parallèlement à la poussée de la pandémie, d'autres attaques ont été commises :

En mars 2020, les combattants du groupe Boko Haram ont assassiné 92 soldats tchadiens au moment où plus de 56 de ses membres ont été tués par l'armée nigériane. Au cours du même mois, deux kamikazes attaquent l'ambassade des États-Unis à Tunis, l'un d'eux est abattu par la police et l'autre se fait exploser, tuant un policier qui protégeait l'ambassade et blessant 4 autres ainsi qu'une femme civile .


Les 29 et 30 mai, plusieurs attaques terroristes dans le nord et l'est du Burkina Faso ont fait au moins une cinquantaine de victimes, majoritairement civiles.

Le 10 juin, dans le village de Felo, dans l'État du Borno au Nigéria, des assaillants de l'EIAO (Etat Islamique en Afrique de l'Ouest), une filiale de Boko Haram, tue près de 69 personnes.

Le 9 août 2020, une attaque a été perpétrée dans la réserve de Kouré au Niger, faisant huit morts dont six français travaillant pour l'organisation humanitaire ACTED. L'attentat est l'œuvre d'un groupe de terroristes non encore identifié.

D/ COVID-19 : VERS UNE NOUVELLE CONFIGURATION DE RELATIONS AFRIQUE- ÉMERGENTS

Mitigés et controversés de par leur nature, les rapports entre l'Afrique et les BRIC n'étaient pas toujours au beau-fixe en particulier avec la Chine, certains experts estimant qu'il s'agirait plutôt d'une forme dissimulée de néocolonialisme.




Les gouvernements africains qui entretiennent des relations commerciales étroites avec la Chine ressentent l'effet du ralentissement provoqué par l'épidémie en provenance de Wuhan. Les producteurs de pétrole sont eux déjà aux prises avec l'effondrement des prix de l'énergie. Des pays comme le Nigeria, qui entretient de solides liens d'import/export avec la Chine et qui dépend des prix du pétrole pour soutenir ses finances publiques, en souffrent. Abuja aurait envisagé de réduire ses dépenses de 10 % en 2020, ce qui signifie que les autorités pourraient devoir manquer à leurs promesses d'augmenter le salaire minimum.

Un point important à garder à l'esprit est que même avant l'apparition du coronavirus, plusieurs pays d'Afrique étaient de plus en plus préoccupés par le niveau d'accumulation de la dette vis-à-vis de la Chine, due en grande partie à des projets d'infrastructure. De nombreux observateurs ont fait valoir que les dettes insoutenables ou ce qui a été qualifié de « piège à dette » par de nombreux analystes augmentent la dépendance vis-à-vis du débiteur, ici de la Chine. Un rapport détaillé publié en 2018 par le Centre « Belfer pour la science et les affaires internationales » a qualifié de « diplomatie du livre de la dette » le processus employé par la Chine qui accorde des prêts aux pays en développement, qu'ils sont souvent incapables de rembourser.

Dans un monde post-coronavirus, il est possible que l'Afrique réévalue ses liens économiques avec la Chine. Un certain nombre de pays ont déjà commencé à faire allusion à la nécessité de renégocier les prêts chinois. C'est le cas de la Tanzanie. Le président tanzanien, John Magufuli, qui a exhorté les créanciers internationaux à annuler les dettes des nations africaines, a décidé d'annuler un prêt chinois estimé à 10 milliards de dollars. Afin d'endiguer le ralentissement économique lié au Covid-19, le président nigérien, Mouhamadou Issoufou, avait appelé de ses vœux à un « plan Marshall pour l'Afrique ». Son homologue sénégalais Macky Sall a réclamé une annulation ou un allègement de la dette publique contractée à l'étranger.

Fin mars, les ministres africains des Finances avaient relancé la discussion. Leur appel avait été appuyé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui conseille une aide de 2500 milliards de dollars, dont la remise de 250 milliards de dette, pour amortir la crise du Covid-19 en Afrique.

L'Union européenne (UE) a accordé en avril 2020 un financement de 194 millions d'euros aux pays du G5 Sahel pour renforcer leurs forces de sécurité et elle s'est engagée au cours d'une vidéoconférence à examiner la demande d'une annulation de la dette africaine .



La Chine, premier bailleur du continent, semble être sur la voie d'un rééchelonnement de la dette. Pékin pourrait geler les remboursements pour soutenir les économies africaines.

Quant aux relations Afro-indiennes, elles sont moins controversées que celles avec la Chine. L'Inde est actuellement le quatrième partenaire commercial de l'Afrique et la troisième destination des exportations africaines. Après l'Asie du Sud, l'Afrique est le deuxième plus grand bénéficiaire de l'aide indienne à l'étranger, avec des lignes de crédit d'une valeur de près de 10 milliards de dollars réparties sur 100 projets dans 41 pays. 6 000 soldats indiens sont déployés dans le cadre de missions de maintien de la paix des Nations unies dans cinq zones de conflit en Afrique.


Toutefois, il convient de signaler que durant la pandémie l'intérêt de l'Inde pour ses partenaires africains a nettement régressé. L'Inde a prodigué principalement des aides en nature, kits de détection et hydroxy-chloroquine d'une valeur ne dépassant pas les 8 millions de dollars. Une somme insignifiante pour un pays considéré comme étant le deuxième partenaire commercial de l'Afrique avec un volume d'échanges de plus 45 milliards de dollars annuels.

La relative indifférence indienne à l'égard de l'Afrique dans le cadre des aides face au Corona virus, va certainement peser sur les relations Afro-indiennes pour la période post Covid 19.

L'attitude de la Russie est « moins mitigée » que celle de ses homologues chinois et indien. Le ministère russe des affaires étrangères a déclaré que certains pays avaient demandé le soutien de Moscou pour combattre le Covid-19 et que ces demandes sont « soigneusement étudiées », en ajoutant que les taux de propagation du virus sont relativement faibles en Afrique, à l'exception de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc et de l'Afrique du Sud .

Il est donc clair que pour les russes, la fourniture d'une assistance globale en matière de réponse face au Covid19 pour l'Afrique semble peu probable au niveau continental. Historiquement, la Russie a toujours eu une préférence marquée pour la région du Maghreb et les pays d'Afrique australe. Ainsi, au cours des mois d'avril et mai, des aides ont été fournies à l'Algérie, à l'Égypte, au Maroc et à la Tunisie. En Afrique australe, les bénéficiaires ont été le Mozambique, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. On est en mesure d'imaginer les raisons à la fois économiques et géopolitiques qui ont présidées à ce choix.

Concernant le Brésil, son intérêt pour le continent passe par le Maroc. Le Brésil est la troisième destination des exportations marocaines et le premier partenaire du Royaume en Amérique Latine.



Toutefois, la participation du Brésil à l'effort de lutte contre la pandémie en Afrique est quasiment inexistante y compris les pays lusophones comme l'Angola, le Mozambique, La Guinée Bissau et le Cap-Vert.

En ce qui concerne la Turquie, l'autre grand Émergent, son ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu a transmis plusieurs messages sur l'avenir des relations turco-africaines. Dans ce cadre, il a présenté chiffres à l'appui l'évolution du partenariat turco-africain au cours des dernières 18 années, avec de solides relations diplomatiques, économiques et commerciales, une importante aide humanitaire pour l'Afrique, des bourses d'études supérieures ou encore un plus grand nombre de vols de Turkish Airlines vers les destinations africaines. Le ministre turc a précisé que cette vision gagnant-gagnant se poursuivrait durant la période post-coronavirus.

Au moment où les grands Émergents adoptent une attitude mitigée à l'égard de l'Afrique, le Royaume du Maroc fait figure de nouvelle force montante du continent. Le Roi Mohammed VI a proposé le lancement d'une initiative de chefs d'État africains visant à établir un cadre opérationnel afin d'accompagner les pays du continent dans les différentes phases de gestion de la pandémie.

Il n'y a aucun doute que, dans une logique post-Covid, l'Afrique continuera à faire l'objet de convoitises de la part des grandes puissances et des puissances émergentes en raison de ses énormes potentialités, capital humain, taux de croissance et richesses naturelles. Toutefois, face à l'indifférence des unes et l'implication des autres, l'Afrique sera certainement amenée à revoir en profondeur ses relations avec le reste du monde. La nouvelle configuration des rapports avec les BRIC comme avec les autres émergents pourrait tenir compte de ce que chaque pays ou sous-région aura pu capitaliser comme expérience durant la pandémie.



PROSPECTIVE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Selon la dernière édition « d’Africa’s Pulse », le rapport semestriel de la Banque mondiale consacré à la conjoncture économique africaine, la région devrait plonger dans sa première récession depuis plus de 25 ans : « La pandémie du Covid-19 met en évidence les limites des sociétés et des économies du monde entier, et elle risque de porter un coup particulièrement dur aux pays africains », déclare Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour l’Afrique. « Nous mobilisons un maximum de ressources pour aider les pays à répondre aux besoins médicaux immédiats et essentiels à la survie de leur population. C’est pourquoi nous appelons les créanciers bilatéraux officiels à un moratoire du service de la dette qui permettrait de libérer des liquidités indispensables pour renforcer les services de santé afin de faire face au COVID-19 et sauver des vies, financer les filets de protection sociale pour préserver les moyens de subsistance, aider les travailleurs qui ont perdu leur emploi, soutenir les petites et moyennes entreprises et assurer la sécurité alimentaire ».

Selon le même rapport, il est fortement recommandé aux dirigeants africains de renforcer les systèmes de santé et de réagir rapidement et efficacement afin d’éviter une interruption dans les chaînes d’approvisionnement alimentaire avec tout ce que cela pourrait entraîner comme dégâts. Les auteurs du rapport préconisent également de mettre en place de « filets de sécurité » à destination des populations vulnérables et des travailleurs du secteur informel.

Si la plupart des pays africains sont touchés à des degrés différents par la pandémie, la croissance du produit intérieur brut réel devrait, en particulier, impacter les trois plus grandes économies d’Afrique que sont le Nigéria, l’Angola et l’Afrique du Sud. Les pays qui seront le plus durement touchés sont ceux dont les exportations portent principalement sur des matières premières. Il s’agit des Etats communément appelés « pays rentiers ».

Il n’est pas exclu que la crise sanitaire soit doublée d’une crise alimentaire forte car la contraction de la production agricole pourrait atteindre 7%. Toujours selon la Banque mondiale, les importations de denrées alimentaires vont accuser une sérieuse baisse en passant de 13 à 25%, pénalisées par des coûts de transaction élevés et une demande intérieure en berne.

Le rapport de la Banque mondiale insiste sur la nécessité de proposer des réponses politiques adaptées au contexte des économies africaines, notamment en ce qui concerne la place importante du secteur informel ainsi que les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontés les gouvernements. Il met l’accent en particulier sur la réduction des marges de manœuvre budgétaires, le surendettement et le manque global des capacités opérationnelles pour répondre à la crise.

Pour César Calderon, économiste à la Banque mondiale et auteur principal du rapport, seul un allègement de la dette permettra un retour aux équilibres sociaux et, par la même occasion, préserver les acquis macroéconomiques de la région. Le même point de vue est défendu par les économistes du FMI. Ces derniers soulignent l’importance de prise de mesures rapides en vue d’aider les pays en développement à renforcer leurs actions contre la pandémie et à améliorer la veille sanitaire, tout en soutenant le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois.




COVID-19 : UNE MENACE MAIS AUSSI UNE OPPORTUNITÉ POUR L'AFRIQUE

La crise sanitaire entrainera certainement un ralentissement de la croissance. Au départ, on tablait sur un taux de 3,2%. Aujourd'hui, les analyses les plus optimistes laissent présager un avenir sombre concernant la croissance en Afrique avec un taux aux alentours de -1%. Le coût économique du confinement est estimé à 69 milliards de dollars par mois. Pour Le Dr Songwe « Les principaux défis auxquels chaque pays est confronté sont de préserver les emplois, d'empêcher les citoyens de s'enfoncer davantage dans la pauvreté et de protéger les plus vulnérables tout en réprimant la propagation du virus ». En conséquence, « il est nécessaire d'apporter un soutien immédiat d'au moins 100 milliards de dollars US pour répondre aux besoins sanitaires et humanitaires, de mettre en place des mesures de relance économique d'urgence pour apporter un soutien budgétaire aux pays, et d'augmenter les liquidités du secteur privé pour protéger les emplois ». Il ajoute « Nous sommes dans une longue période de faible croissance, ce qui signifie une pauvreté accrue sur les marchés africains, en particulier dans les pays qui dépendent du pétrole pour les recettes publiques et les devises ».

Avec un vaccin qui ne pourrait pas voir le jour avant 2021 au plus tôt, l'Afrique pourrait subir un recul considérable en matière de lutte contre la pauvreté après une bonne dizaine d'années de lutte contre le dénuement et de progrès relatifs dans le domaine de la santé publique. Dans un continent où l'économie continue d'être tributaire du cours des matières premières, un grand nombre de pays rentiers verront leurs réserves de devises diminuer du fait de la chute des cours du pétrole et du gaz sur le marché mondial. Sans parler de la baisse des recettes publiques et donc de l'augmentation de la pauvreté.

Pour le Fairfax Africa Fund, les prévisions économiques du continent dépendront de plusieurs facteurs, dont le plus important est de savoir si un vaccin sera disponible rapidement ou non. Si c'est le cas, il y a « une forte probabilité d'expansion des activités économiques mondiales, y compris en Afrique, avec une croissance globale du PIB revenant à des niveaux presque égaux à ceux d'avant le COVID-19 dans les 18 à 24 mois ». Les auteurs du rapport ajoutent que si aucun vaccin n'est développé dans les 12 prochains mois, l'Afrique connaîtra des taux de chômage jamais atteints par le passé, sans parler de la faiblesse des recettes publiques et toute l'incertitude que cela pourrait générer.

Il est communément admis que la pandémie a énormément impacté les chaînes d'approvisionnements. Des perturbations qui ont influencé la structure des échanges au niveau mondial.



Les marchés africains n'ont pas été épargnés par ce mouvement du fait de leur dépendance aux marchés internationaux, en particulier, en matière d'importations. Ainsi, la pandémie va ouvrir certainement de nouvelles opportunités pour les producteurs africains capables de produire à meilleur coût des produits habituellement importés. La situation actuelle peut être l'occasion de concrétiser le projet de la zone continentale africaine de libre-échange (ZLECAF) lancé en 2018. Ce projet d'envergure indispensable à une Afrique moderne est une déjà une réalité il reste à souhaiter que cela se mette en œuvre concrètement au travers de la manifestation d'une volonté politique forte émergeant de la situation créée par la pandémie et que l'Afrique soit au rendez-vous de son histoire.

L'autre opportunité qu'offre la crise de la Covid-19 aux africains est l'expansion de l'économie numérique. Le commerce électronique est en train de connaître un boom sans précédent en Afrique. De l'avis des experts du FMI ; il s'agit probablement d'un processus irréversible. Toujours selon le FMI, l'utilisation des TIC connaît un rythme croissant sur l'ensemble du continent. Cela pourrait concerner les paiements en ligne, l'administration, l'éducation par exemple.

Mimi Alemayehou, de fairfaxafrica, a fait des remarques similaires. « Les tableaux virtuels, les signatures en ligne et le partage de documents sans papier deviennent de plus en plus la norme dans de nombreux cercles d'affaires africains » , a-t-elle déclaré. « Bien qu'elles existent depuis un certain temps, ces technologies n'étaient pas considérées comme des formes acceptables pour faire des affaires en Afrique avant la pandémie. Il sera difficile de faire marche arrière une fois que la situation sera redevenue normale » .

CONCLUSION

En guise de conclusion, il convient de souligner que la pandémie de Covid-19 en Afrique n'est pas seulement une crise sanitaire mais aussi un cataclysme économique et une tragédie humaine.

Les économies, les modes de vie ainsi que le pouvoir d'achat ont été fortement impactés, car la demande de produits de base africains a chuté et le tourisme a drastiquement diminué. Les envois de fonds, qui représenteraient plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB), se tarissent également. Le prix du pétrole, qui représente 40 % des exportations africaines et 7,4 % du PIB, a régressé de moitié, ce qui a fortement réduit les revenus de pays comme le Nigeria et l'Algérie. Un effondrement similaire des prix du café et du cacao a fait baisser les revenus de l'Éthiopie, du Kenya, de la Côte d'Ivoire et d'autres pays producteurs.

La pandémie a eu un impact démesuré sur les ménages et les entreprises en particulier issues du secteur de l'informel. En temps de crise, ce qui préoccupe l'africain modeste ce sont les moyens de subsistance. Les travailleurs du secteur informel, soit 85,8 % de la population active, qui ne bénéficient d'aucune protection sociale ni d'amortisseurs contre les chocs économiques, sont confrontés à des conséquences dévastatrices. Cela est particulièrement vrai pour les femmes qui constituent la majorité des travailleurs de ce secteur.


La pandémie a mis également en évidence des fragilités et des inégalités qui datent d'il y a longtemps, notamment la discrimination systémique à l'égard des femmes et des filles.

Selon un rapport du PNUD, une augmentation alarmante des niveaux de violence dans les foyers et des violations des droits de l'homme dans le cadre du confinement a été constatée. Sans parler de la multiplicité des cas de souffrance, d'anxiété, de frustration et d'angoisse.

Il n'y a aucun doute que les dirigeants africains ont pris des mesures pertinentes afin de permettre de préserver des vies et de sauver les économies de l'effondrement. Toutefois, le manque de visibilité à moyen terme, les pénuries majeures comme les dysfonctionnement structurels et organisationnels devront être pris en compte non seulement par les concernés mais aussi par les communautés internationales avant d'assister à des catastrophes humanitaires jamais imaginées.

En effet, le rythme des perturbations risque de s'accélérer dans les mois à venir, surtout dans les pays dont l'économie dépend fortement des exportations de pétrole. La croissance économique de l'Afrique pourrait se contracter, poussant environ 29 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. A mesure que le bilan s'alourdit, la scolarisation en présentiel est suspendue, ce qui oblige bon nombre d'enfants à quitter l'école, créant ainsi une incertitude quant à leur avenir et fait perdre une partie des réalisations des cinq dernières années. Les pénuries de denrées alimentaires de base, notamment de maïs, d'huile et de farine, pourraient déclencher une crise alimentaire forte

Sur la base de ce constat, nous estimons que les gouvernements, le secteur privé et les institutions internationales devraient revoir en profondeur leurs stratégies et imaginer de nouveaux mécanismes afin de préserver les moyens de subsistance dans un continent profondément inégalitaire, où règnent la pauvreté, l'analphabétisme et la violence.



Face à une situation aussi dramatique, il y a aussi l'espoir, ancré dans l'esprit des coutumes, de la tradition, celui de la solidarité et de bonté africaine exprimé par ce dicton : « Je suis parce que Nous sommes »

De jeunes chefs d'entreprises ou chercheurs africains aujourd'hui savent proposer des solutions innovantes aux problèmes de santé. Les gouvernements ont annoncé des mesures d'aide dans ce sens. Les entreprises reconvertisent leurs chaînes de production pour fabriquer des masques, des désinfectants, des blouses et bien d'autres choses encore.

Ces développements positifs contribuent à maintenir l'espoir, c'est pour cela qu'il y a quelques mois à peine, on parlait de cette Afrique du possible. Le développement de l'accès à l'internet a continué à repousser les frontières du partage et de l'innovation pour les Africains, en particulier chez les jeunes.

Nous devons donc avoir confiance dans le fait que la pandémie n'est pas forcément une fatalité, et que le soleil de l'Afrique peut briller à nouveau, grâce à la jeunesse du continent, à l'innovation et à de véritables partenariats pour mieux se relancer. Malgré les effets dévastateurs de la pandémie, l'Afrique peut mieux se reconstruire. Voici quelques moyens à titre d'exemple pour y parvenir :

Premièrement, améliorer l'accès aux fournitures médicales à un prix abordable en créant des voies pour faciliter la circulation rapide, en suspendant les droits de douane sur les articles médicaux, en établissant des mécanismes de contrôle des prix et en encourageant la fabrication locale de fournitures médicales.

Deuxièmement, protéger les petites et moyennes entreprises, notamment en accordant des avantages fiscaux et en tirant parti des possibilités offertes par l'économie numérique.

Troisièmement, mettre en œuvre la zone de libre-échange continentale africaine afin d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique et de positionner son économie de manière à ce qu'elle puisse mieux résister aux futurs chocs mondiaux.

Quatrièmement, profiter de la crise pour accélérer la transition vers une croissance à faible intensité de carbone avec un passage à des économies qui évitent la pollution atmosphérique, créent des emplois verts et assurent une consommation et une production propres et durables.

Cinquièmement, les femmes doivent être présentes à la table des décisions. Il est également urgent de faire appel au talent des jeunes si on veut vraiment réussir à transformer l'Afrique en une terre d'inclusion et de prospérité qui servira les générations futures.

En somme, six mois après l'apparition du Covid-19 en Afrique, l'incertitude reste de mise. Les experts les plus chevronnés hésitent à exprimer des avis lorsqu'il s'agit de se prononcer quant à l'avenir. Toutefois, tous s'accordent sur le fait que la lutte contre la pandémie a été largement favorisée par l'action combinée des gouvernements, des institutions, des universitaires, des entreprises, de la société civile et des citoyens ordinaires. Le retour à la normale dépendra en premier lieu de la pérennisation de cet esprit de solidarité même si cela reste assez relatif face à une Afrique multiforme.

En dernier ressort, l'ampleur de l'impact de la pandémie dépendra de la réaction de la population et de sa résilience ainsi que de la réponse apportée par les pouvoirs publics pour une lutte générale contre les inégalités, la mal gouvernance et la corruption.

BIBLIOGRAPHIE

<https://www.lci.fr/international/carte-coronavirus-bresil-etats-unis-mexique-chine-espagne-quels-sont-les-pays-les-plus-touche-dans-le-monde-2143601.html>

<https://www.health.govt.nz/our-work/diseases-and-conditions/covid-19-novel-coronavirus/covid-19-current-situation/covid-19-current-cases/covid-19-significant-clusters>

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/09/covid-19-coronavirus-drives-sub-saharan-africa-toward-first-recession-in-25-years>

<https://www.fairfaxafrica.com/>

<https://covid19africawatch.org/100-days-of-covid-19-in-africa/>

<https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya>

<https://allafrica.com/stories/202005150276.html>

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/06/pdf/COVID19-pandemic-impact-on-remittance-flows-sayeh.pdf>

<https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/brief/monitoring-covid-19-impact-on-nigerian-households>.

<https://afrique.latribune.fr/economie/conjoncture/2017-06-10/afrique-du-sud-apres-fitch-et-standard-moody-s-abaisse-egalement-sa-note-735902.html>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/29/l-union-europeenne-va-examiner-l-annulation-de-la-dette-africaine-demandee-par-le-g5-sahel_6038127_3212.html

<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/3/5e7e0adea/laces-services-sante-essentiel-lutter-contre-covid-19-sauver-vie-refugies.html>

https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/rapport_de_la_covid-19_en_afrique_du_nord_fr-final_1.pdf

Friedman J., Islamist-Inspired Terrorist Activities during the COVID-19 Period, working paper.

Hugon P., L'Afrique des incertitudes, Broché, Paris, 1995.

Jacquemot P., L'Afrique des possibles, les défis de l'émergence, EKarthala, Paris, 2017.

Moyo D., L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique, JCLattès, Paris, 2009.

Next Einstein Forum, Best in Classe, Covid-19 responses, May 2020.

Policy Center for the New South, La Stratégie du Maroc face au Covid-19, in Policy Paper, PP 20-07, avril 2020.

THE PROJECT AND THE TEAM



The Casablanca Club was founded at the 2019 Africa Security Forum (placed under the High Patronage of His Majesty King Mohammed VI) as an association of African research centers, and think tanks sharing a vision for strengthening Africa's voice in research across the world.

Today, the Casablanca Club, its members and experts bring together perspectives from regions across the Continent.

The Casablanca Club currently operates across three working languages, English, French and Arabic, with plans for other African languages in the future. The members of the Casablanca Club represent many of the remarkable geo-political, ethnic, and sociological features of Africa.

Producing useful planning input and geostrategic analysis on the uniquely broad economic and human impact of this pandemic is proven as a complicated exercise globally and is no less so in Africa, where policy constraints are considerable and material from the outset.

Motivated by a desire to quickly make the Casablanca Club a working and relevant undertaking, itself is part of the dynamic of south-south relations impulsed by the King Mohammed VI and the African Heads of State. The first joint study of the Casablanca Club is on the pandemic of COVID-19, with a localized focus on early effects from its rapid and worldwide spread.

From the Casablanca Club member perspective of my institution, the Atlantis Center for Research and Geostrategic Studies, this collection of country reports from our fellow Club members seems an appropriate first step for the Casablanca Club and an important early African contribution to a more global reflection on the pandemic and policy requirements in the near to medium term.

In the spirit of collegiality, please accept the collection for the value and insight it offers and as an early outreach from African researchers, research centers and affiliated organizations of the Casablanca Club to join us and engage.

*Driss Benomar
Chairman*




COVID-19 IN AFRICA : TOWARD A PLURAL APPROACH

***By Abdelhamid Nechad, Professor at the ESCA School of Management
& Mostafa Amali, Researcher at the Centre for Geostrategic Research and
Studies - Atlantis***

The Covid-19 virus emerged in China, it was identified in Hubei province in the city of Wuhan in December 2019 and spread to the rest of the world in early 2020, becoming a pandemic of historic proportions before the end of the first quarter. In total, about 24 million cases of contamination, including more than 900,000 deaths, were already recorded worldwide at the end of August 2020. There have been uneven impacts and inconsistent information, owing primarily to policy responses constrained further by local sustainability. As of this writing, more than four out of ten recorded cases were in the United States and Brazil, at the time the two countries most affected in terms of the reported numbers of infections and deaths. The United States surpassed the 5.8 million contamination and 180,000 deaths, and Brazil crossed the threshold of 3.7 million contaminations and 120,000 deaths. Europe had approximately 3.6 million cases of contamination and more than 250,000 deaths.

The reported infection figures in Africa reflect only a portion of the actual number of cases, as many countries use tests only for tracing or do not have resources to conduct large screening campaigns.

The first confirmed COVID-19 case in Africa was reported in Egypt on February 14, followed by Algeria and Nigeria two weeks later. Most of the identified early cases were imported from Europe and China. Since then, the pandemic has continued to spread across our continent. The threshold of 1.2 million cases has been surpassed, representing about 5% of global cases, with more than 30,000 deaths, or about 3.5% of total deaths worldwide. Africa, whose population represents 15% of the world's population, still appeared to be the least affected continent to date. Another characteristic was that the distribution of cases was very uneven, as only 5 of the 54 African countries account for 75% of the cases recorded. Among the countries with a high number of cases per million inhabitants are South Africa, Djibouti, Gabon, and Cape Verde. Cases were still increasing in a dozen countries, but this increase was «not exponential,» according to the WHO. South Africa, the most industrialized country in Africa, accounts for more than half of the continent's confirmed cases, with more than 615,000 infections and more than 13,000 deaths or about a 2% fatality rate on confirmed cases. South Africa's recorded cases made it the 5th most affected country in the world, behind the United States, Brazil, India, and Russia—as of this writing.



Economically, the pandemic has undermined the continent's development. For example, the growth rate in sub-Saharan Africa is expected to drop from 2.4% in 2019 to a -5.1% decline in 2020. According to the latest edition of «Africa's Pulse,» the World Bank's biannual report on Africa's economic situation, the Bank is expecting the region to experience its first recession in more than 25 years.

As soon as the first cases appeared, many African countries took a series of measures to control the spread of the virus and reduce its impact, including citizen awareness, screening, containment, distancing measures, social subsidies, and financial support. With the resumption of trade and economic activities, these countries began to gradually reopen their economies and chart a return to an almost normal pace of life. Depending on the country, curfews were lifted; beaches, worship's places, hotels, restaurants, and cafes as well as the resumption of cultural activities were allowed with preventive measures. These measures were aimed at a balance between avoiding a prolonged economic slowdown and the risk of increased cases.

Six months after the detection of the first case of Covid-19 in Africa, the «Club of Casablanca» has assembled a snapshot of the most important impacts of the early phases of the pandemic, as well as to identify opportunities that could emerge from the current crisis. Our focus has been to highlight African perspectives on the effect of the crisis on African economies and populations, the possibilities for accelerating the development of intra-African trade, technological innovation, and the promise of renewed political and social bonds between citizens and their leadership.

The published reports offer assessments of the pandemic in 12 African countries, measures taken by governments to control the impact of the virus, and initial efforts to re-imagine the future of the continent in light of the pandemic. The contributions are the first publication offered by the authors and their institutions as members of The Casablanca Club.

We cannot but note a diversity in approaches adopted by the countries of the continent. By testing Africa's resilience, Covid-19 has already profoundly changed the nature and direction of future pandemic response. Beyond economic and health considerations, thought leaders across Africa will need to analyze the pandemic from a geopolitical point of view. The accelerating impact of the pandemic is already observable in other stresses and fault lines that adversely challenge the future of the continent.

FINDINGS

A/ LE SAHEL

/ NIGER

The National Center for Strategic and Security Studies (CNESS) approaches the challenges faced in Niger from the perspective of a multi-disciplinary analysis of the health crisis. Beyond the conventional aspects, the chronology of the crisis, the socio-economic, health and security impacts, our partner from CNESS evaluates the impact of Covid-19 in Nigerien society by highlighting the role of local considerations in the emergence of the pandemic in a society circumscribed on all sides by social troubles.

The AGRHYMET Regional Centre (CILSS), for its part, raises the impact of Covid-19 coupled with the emergent threat of locust swarms on food security in the Sahel and West Africa region. Our partner's contribution launches a reflection on the resilience of Sahel countries facing extraordinary and growing challenges now exacerbated by an unprecedented pandemic.

/ CHAD

Chad offers a case that is very similar to Sahel neighbor Niger. The Center for Studies for Development and Prevention of Extremism (CEDPE) provides perspective on a country that was hit hard by the health crisis. Compared to other African countries, the health system in Chad is very fragile and is not set up for efficient care of cases.

Where most of the national economy is agricultural, the country is highly vulnerable to external shocks, lacking resources and equipment capable of coping with the pandemic. Significant gaps in financial, material or skilled human resources created a difficult economic and social situation exacerbated by the pandemic that the country is struggling to cope with.

B/ WEST AND CENTRAL AFRICA

/ BENIN

The think tank Benin of the Future establishes a platform for a perspective on the pandemic analyzing the reactions of the government, external partners, populations, and key actors in the socio-economic, cultural, and political life of the country, shedding light on insufficiencies and effectiveness of actions through an approach that is both incisive as well as constructive.



/ SENEGAL

The advisory work of the Africa World-Wide Group offers a view that the health crisis has forced the Senegal Emerging Plan to be put on standby and relegating growth—significant over the last six years—to mixed results since it has not led to sustainable job creation nor to poverty reduction. Beyond economic aspects, our partner author emphasizes that difficulties related to the pandemic, particularly in the health field, have highlighted inadequacies for government action. At the end of his report and to chart a way out of the crisis, the author proposes a dual approach, engaging both institutional and community solutions.

/ DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

The think tank College of High Strategy and Defense Studies (CHESD) focuses on the health crisis in the Democratic Republic of Congo. Admittedly, the damage so far is less significant than other countries over the same period. However, it must be noted that the crisis has not only had direct effects impact on the health of individuals, the health system, and economic activity, but also through a considerable indirect effect, on citizens through livelihoods, children's education, and domestic violence. The author emphasizes that beyond its apparent aspects, the pandemic is also a crisis of meaning that has tested political thinking in the DRC.


/ CAMEROON

The report produced by our partner CAMERCAP-PARC provides an overview of the impact of the pandemic in Cameroon and Central Africa in general on the economic, health, social, and security levels. The report analyzes the management of the crisis by the public authorities with an emphasis on the country's capacity to cope with the pandemic. Several questions have been raised, what has been the endogenous approach to this health crisis in the Central African zone? What role for international cooperation during and after the crisis? Moreover, what proposals for resilience measures has the Central African region designed?

C/ EAST AFRICA

/ UGANDA

Uganda's National Planning Authority (NPA) is fully engaged attempting to highlight the monetary and fiscal policies to stimulate economic growth, as well as the collateral impacts on the various policies for managing the pandemic in Uganda and the East African region. Key recommendations are summarized for lessons learned.



The Institute for Women's Empowerment in Africa, for its part, offers that the stress of the pandemic reveals façades of Ugandan society, exposing social problems that under ordinary circumstances are usually solved through less urgent altruistic and philanthropic acts. All in all, the pandemic has forced a glimpse of another Uganda that may offer an improved way of life.

/ KENYA

The Adaptive Leadership Africa Institute in Nairobi focuses on ways of fighting the pandemic in a country like Kenya. While constructive criticism has been offered for use by government policy makers, an inclusive vision emphasizes a collective and participatory approach where a true public-private partnership is in place. In the last part of the report, several recommendations were made, inviting parties concerned to engage on different ways out of the crisis.

/ RWANDA

The report produced by the High Lands Centre of Leadership for Development (L4D) defines current policy response measures and short and medium-term socio-economic impacts of COVID-19 on Rwanda. L4D focuses on foreign trade in goods, small and medium enterprises (SMEs), and agriculture. Early results indicate that, despite phased policy measures taken by the Government of Rwanda and the positive response of the population to these measures, these sub-sectors will still be negatively affected by COVID-19 at different levels. Beyond the monetary and fiscal measures taken to manage the immediate effects of COVID-19, the report calls for innovative actions to ensure resilience from pandemic effects in the long term.

/ MOZAMBIQUE

The National Council for Food Security and Nutrition (NCFSN) emphasizes food security aspects of the economic and social impact of the pandemic on Mozambique, a country that is heavily dependent on foreign funding, direct investment (FDI) and international aid, and whose food security is threatened by pandemic confinement. The combination of these elements places the national economy at imminent risk. It is important to note that, despite the many mechanisms that have been put in place, NCFSN notes that Mozambique's economy will be severely affected by economic shocks from partner countries arising from Covid-19, with the collapse of several sectors of activity and a range of economic actors. The increase in food prices, combined with the reduction in the purchasing power of the population due to the suspension of a range of economic activities as a result of the pandemic, will reduce food consumption.



D/ NORTH AFRICA

/ EGYPT

The Egypt report by partners at Cairo University addresses the multidimensional aspects of Covid-19. The author has tried to highlight the different configurations of the pandemic and its impact on both the economy and the population. He highlighted the difficulties faced by the Egyptian economy, which has been tripled by the fall of the main sources of foreign currency due to the global economic slowdown and the locking measures abroad. These include remittances from the Egyptian Diaspora, tourism, and income from the Suez Canal. Despite an alarming situation, Egypt will be the only country in the Middle East and North Africa to post positive growth of 2 % in 2020, according to IMF forecasts. This is mainly due to the economic reform program that has been put in place from 2016 to 2019, supported by a \$12 billion credit from the IMF, as well as the increasing diversification of the Egyptian economy.

/ MOROCCO

According to the report of the Atlantis Center for Geostrategic Studies and Research, Morocco reflects the image of a country effectively managing the crisis through a series of proactive measures. These actions have borne fruit, if only in terms of preserving a health system weakened by policies applied during the 1980s and a drastic reduction in social spending, especially in education and health. Atlantis offers that there is no doubt that the pandemic will damage various sectors of the economy as well as large proportions of the population. However, experience in crisis management points to confidence in terms of future economic and social resilience. In a spirit of solidarity with its southern neighbors, Morocco has granted aid to 16 African countries. This initiative has been widely welcomed by the international community.

E/ THE SPECIAL CASE OF THE TWO GIANTS OF AFRICA : NIGERIA AND SOUTH AFRICA

While it is generally accepted that the health crisis affects the entire continent, it is experienced differently from one country to another. The following cover impacts being felt in Nigeria and South Africa.

/ NIGERIA

In foreseeable scenarios, Nigeria faces probable economic contraction. In the best case scenario, with the epidemic contained, the country's GDP could shift from growth at 2.5% to a contraction of -3.4% in 2020, a change of nearly six points. This would result in a reduction in GDP of about \$20 billion, more than two-thirds of which would be due to lower oil prices, reflecting Nigeria's status as a major hydrocarbon exporter. In scenarios where the epidemic is not contained, GDP contraction rate could drop to -8.8 %, resulting in a loss in GDP of about \$40 billion. The main factor in this loss would be a reduction in consumer spending on food, clothing, and transportation. The federal government faces the simultaneous challenge of fighting the public health crisis of the pandemic while trying to support a weakened economy. Given growing evidence that the social and economic impacts of these two crises are likely to be significant, the government is accelerating policy interventions to mitigate negative impacts. Mitigating effects of the crisis is essential to prevent deepening of poverty. Before the crisis, about 4 out of 10 Nigerians lived below the poverty line and millions more lived just above it, making them vulnerable to a return to poverty.

/ SOUTH AFRICA

Under the contained boom scenario, GDP growth in South Africa could fall from growth of 0.8% to contraction of -2.1%. This would represent a reduction in GDP of about \$10 billion, of which about 40% would be due to disruptions in the import supply chain, which will impact manufacturing, metals, and mining in particular. Tourism and consumption will also be strongly affected. However, since South Africa is an oil importer, the impact will be cushioned by lower oil prices. In scenarios where the epidemic is not contained, GDP contraction could drop to -8.3%, resulting in a loss of some \$35 billion. This impact would be due to disruptions in household and business spending on transportation, food and entertainment, as well as prolonged pressure on exports. The recent downgrade of South Africa's sovereign credit rating may exacerbate this outlook.

More visibly, border closures have led to a collapse in household incomes and access to food has become increasingly difficult. Other social consequences, such as job losses; disruptions to public health programs; loss of access to education and other child support services; growing mental health problems; and increased gender-based violence exacerbate deprivation in many communities. These social consequences will have a grave legacy even when the virus has been brought under control with an effective vaccine or treatment.



GEOPOLITICAL DIMENSIONS OF THE HEALTH CRISIS IN AFRICA

A review of the publications on Covid-19 reveals aspects of the crisis which are more in the field of geopolitics. Indeed, the pandemic has fueled tensions at the global level, which will not fail to impact Africa. The United States blames China for the disease, while Beijing is trying to win friends by offering aid to affected countries, exacerbating tensions between the major powers and complicating cooperation in crisis management. Other problems, more specifically African ones, fit neatly into a global geopolitical perspective, such as the migration issue, security, and terrorism. Combined with other general factors, the combination of these dimensions suggests a new configuration of inter-African relations, between Africa and the major powers and between Africa and emerging countries. It is important to recall that even if these issues may appear to be distinct from each other, at first glance, they should be addressed jointly because they influence and affect each other.


A/ HEALTH CRISIS AND SAFETY INCIDENCE:

The global epidemic has the potential to wreak havoc in fragile states, trigger widespread unrest, and strain crisis management systems. Its implications are particularly serious for those caught amid conflict—if the disease disrupts humanitarian aid flows, limits peace operations, and diverts conflict parties from nascent or ongoing diplomatic efforts.

The dramatic economic downturn already underway will disrupt trade flows and create unemployment that will cause unprecedented damage. Such a recession could take a heavy toll on fragile states where the risk of unrest and conflict is highest. Conflict-affected populations in Africa are likely to be particularly vulnerable to epidemics. In many cases, war or protracted unrest has left national health systems very weak and unable to cope with a pandemic such as the current one.

In addition to these structural problems, it can be difficult to persuade populations who may lack confidence in their governments to follow public health guidelines. Following the outbreak of the 2014 Ebola epidemic in Guinea, Liberia, and Sierra Leone, the virus initially spread unchecked not only because of weak epidemiological surveillance and insufficient health system capacity and response but also because people were both powerless and skeptical about what their governments were saying or asking them to do.

In addition to precarious security, particularly in the Sahel and Lake Chad Basin, restrictions imposed by Covid-19 hampered humanitarian efforts to support and assist those in need.



This situation combined with the other economic effects of Covid-19, such as the loss of tourism windfall in regions that rely heavily on tourism, could lead to economic shocks that will last well beyond the immediate crisis, creating the potential for prolonged labor disruptions and social instability and making possible the likelihood of an unprecedented humanitarian crisis.

B/ THE BEGINNINGS OF A MIGRATION CRISIS

COVID-19 will most likely affect the living conditions of migrants and reinforce the factors that aggravate irregular mobility. Politically, the information that fuels fear of «foreigners» may be easy to disseminate and consume in times of crisis when the economy slows down and inward-looking social and economic policies seem less effective.

For example, the coronavirus pandemic has made mobility within the European Union difficult. Long considered one of the great successes of European integration, the Schengen area is partially frozen, following closure of its borders. Despite its temporary nature, this closure will inevitably have consequences on mobility both within and outside the European Union.

Migrants stranded at countries' external borders should be given adequate resources to prevent the spread of the pandemic. Special attention should be paid to the early detection of infected persons and their treatment. However, the International Organization for Migration (IOM) states that three-quarters of the world's refugees and migrants are hosted in developing countries where health infrastructures are very limited. Therefore, specific funds should be devoted to the provision of detection kits and health equipment to the relevant structures in the host countries. Humanitarian workers should also be allowed to continue their missions with migrants and refugees under optimal conditions, providing them with the necessary resources.

On another level, UN officials are sounding the alarm about the COVID-19 infection of IDPs in various camps in Africa. Many people fleeing the clashes take refuge in makeshift camps where basic hygiene and social distancing practices are made impossible by the lack of water in particular and the cramped living spaces. In many cases, the impact of COVID-19 on refugees and IDPs will be felt most acutely by women and children, who often make up the majority of displaced in areas affected by conflict or famine.

C/ IS THE HEALTH CRISIS AN OPPORTUNITY FOR TERRORIST GROUPS?

Following the advent of COVID-19 and its collateral effects on social dynamics and efforts to combat terrorism, it seemed appropriate to propose a new analysis of the development of this phenomenon on the continent. Despite the pandemic, terrorist attacks and acts have not ceased. During this crisis, certain terrorist groups have been very active, particularly in the G5 Sahel zone of operations, believing that they could take advantage of a weakened economic climate.

The renewed activity of terrorist groups is largely related to a reduction in activity by armed forces in conflict zones, as they were re-deployed either to strengthen health structures or to ensure border security or compliance with measures taken against COVID.


Thus, seizing the opportunity of the spread of the pandemic, extremist groups adopting violence as a mode of action are spreading terror among the most vulnerable populations in certain areas of the continent. Kidnappings of young women and children have become commonplace in some areas. There are numerous illustrative cases :

*The **JNIM group** (Jamaat Nusrat al Islam wa al Mouslimin) took advantage of the absence of the regular Malian army on part of the front line to regain control of most of the Malian Gourma region, even driving the ISGS (Organization of the Islamic State in the Great Sahara) from some of its traditional strongholds in the northern province of Soum .*

***Based in Mali and Burkina Faso**, Al Katiba Macina or Macina Liberation Front, created in January 2015, with leader Amadou Koufa as its leader, attacked a military convoy in Mali on June 15, killing 24 soldiers. The group is also accused of an attack on an Ivorian military base on June 11.*

***Ansaru**, an AQ subsidiary based in northwestern Nigeria, which was established in 2009 as a faction of Boko Haram and became independent in 2012, resumed operations in January 2020. An attack was attributed to it on January 15 in which six soldiers were killed and civilians kidnapped.*

***Based on Mali, Burkina Faso, and Niger**, the Organization of the Islamic State in the Great Sahara (ISGS), a subsidiary of the Islamic State, is active in the area. France, acting within the framework of the G5 Sahel, reportedly arrested an important ISGS leader on June 6.*



In this context of persistent terrorist activity and parallel with the outbreak of the pandemic, other attacks have been committed :

In March 2020, fighters of the Boko Haram group murdered 92 Chadian soldiers while more than 56 of its members were killed by the Nigerian army. In the same month, two suicide bombers attacked the US Embassy in Tunis, one of them shot dead by police and the other detonated its device, killing a policeman protecting the embassy and injuring four others, and injuring a female civilian.

On May 29 and 30, several terrorist attacks in northern and eastern Burkina Faso killed at least 50 people, most of them civilians.

On June 10, in the village of Felo, in the state of Borno in Nigeria, attackers from the EIAO (Islamic State in West Africa), a branch of Boko Haram, killed nearly 69 people.


On August 9, 2020, an attack was perpetrated in the Kouré reserve in Niger, killing eight people including six French nationals working for the humanitarian organization ACTED. The attack was carried out by an (as yet) unidentified group of terrorists.

D/ TOWARD A NEW CONFIGURATION IN AFRICAN-RISING POWERS RELATIONS

Mixed and controversial, the relations between Africa and the Rising Powers were not always at the top of the agenda, especially with China, with some experts believing that it was rather a hidden form of neo-colonialism.

African governments that have close trade relations with China are feeling the effect of the slowdown caused by the pandemic. Oil producers are already struggling with the collapse of energy prices. Countries like Nigeria, which have strong import/export ties with China and depend on oil prices to support its public finances, are suffering. Abuja is reportedly planning to cut spending by 10% in 2020, which means the authorities may have to break promises to raise the minimum wage.

An important point to keep in mind is that even before the emergence of the coronavirus, several African countries were increasingly concerned about debt accumulation to China, largely due to infrastructure projects. Many observers argued that unsustainable debt or what has been called a



«debt trap» by analysts increases dependence on the debtor, in this case, China. A detailed report published in 2018 by the Belfer Center for Science and International Affairs called China's process of granting loans to developing countries, which they are often unable to repay, «debt book diplomacy.»

In a post-coronavirus world, Africa may be re-evaluating its economic ties with China. Countries have already begun to allude to the need to renegotiate Chinese loans. This is the case of Tanzania, President John Magufuli, who has urged international creditors to cancel the debts of African nations, has decided to cancel a Chinese loan estimated at \$10 billion. To stem the economic slowdown linked to Covid-19, Nigerian President Mouhamadou Issoufou had called for a «Marshall Plan for Africa.» His Senegalese counterpart Macky Sall called for the cancellation or relief of public debt contracted abroad. By the end of March, African finance ministers had revived the discussion. Their call had been supported by the United Nations Conference on Trade and Development (CNUCED), which calls for aid of \$2.5 trillion, including the forgiveness of \$250 billion in debt, to cushion the Covid-19 crisis in Africa.

The European Union (EU) granted in April 2020 a funding of 194 million Euros to the G5 Sahel countries to strengthen their security forces, pledged during a video conference to consider the request for cancellation of African debt.

China, the continent's leading donor, seems to be on the way to rescheduling its debt. Beijing could freeze repayments to support African economies.

As for Afro-Indian relations, they are less controversial than those with China. India is currently Africa's fourth-largest trading partner and third-largest destination for African exports. After South Asia, Africa is the second-largest recipient of Indian foreign aid, with lines of credit worth nearly \$10 billion for 100 projects in 41 countries. Some 6,000 Indian soldiers are deployed on UN peacekeeping missions in five conflict zones in Africa. However, it should be noted that during the pandemic, India's interest in its African partners declined sharply. India provided mainly in-kind assistance, detection kits, and hydroxy-chloroquine worth no more than \$8 million, an insignificant sum for a country considered to be Africa's second-largest trading partner with annual trade volumes of more than \$45 billion. India's relative indifference towards Africa in the context of aid in the face of the Coronavirus will certainly weigh on Afro-Indian relations in the post-COVID19 period.



Russia's attitude is «less mixed» than that of its Chinese and Indian counterparts. The Russian Foreign Ministry said some countries have requested Moscow's support in fighting Covid-19 and that such requests are «carefully considered,» adding that virus spread rates are relatively low in Africa, except for Algeria, Egypt, Morocco, and South Africa.

It is clear that, for the Russians, the provision of comprehensive response assistance to Covid19 for Africa seems unlikely at the continental level. Historically, Russia has had a strong preference for the Maghreb region and southern African countries. Thus, during April and May, assistance was provided to Algeria, Egypt, Morocco, and Tunisia. In southern Africa, the beneficiaries were Mozambique, South Africa, and Zimbabwe. One can imagine both economic and geopolitical reasons for this choice.

As for Brazil, its interest in the continent is led by Brazilian exports to Nigeria, Angola and Morocco, and led by Algeria, Morocco and South Africa on the import side. However, Brazil's participation in the effort to fight against the pandemic in Africa is almost non-existent, including Portuguese-speaking countries such as Angola, Mozambique, Guinea Bissau, and Cape Verde.

As for Turkey, another major rising power, its Minister of Foreign Affairs Mevlüt Çavuşoğlu has conveyed several messages on the future of Turkish-African relations. In this context, he presented figures supporting the evolution of the Turkish-African partnership over the last 18 years, with strong diplomatic, economic, and commercial relations, significant humanitarian aid for Africa, scholarships for higher education, or more Turkish Airlines flights to African destinations. The Turkish minister said this win-win vision would continue in the post-coronavirus period.

At a time when the major rising external powers are adopting a mixed attitude towards Africa, the Kingdom of Morocco is emerging as a new rising internal power on the continent. King Mohammed VI has proposed the launch of an initiative of African Heads of State to establish an operational framework to accompany the countries of the continent in the different phases of pandemic management.

While most African countries are affected to varying degrees by the pandemic, real gross domestic product growth is expected to impact, in particular, the three largest African economies, Nigeria, Angola, and South Africa. The states which will be the hardest hit by global economic slowdowns are those whose budgets depend on revenue paid to the states or state-owned entities on exports that are mainly exported as raw materials. These states are often referred to as «rentier states.»



LOOKING AHEAD TO THE INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS

According to Africa's Pulse, the World Bank's semi-annual report on Africa's economic situation, the region is expected to plunge into its first recession in more than 25 years:

«The Covid-19 pandemic highlights the limitations of societies and economies around the world, and is likely to deal a particularly severe blow to African countries,» says Hafez Ghanem, World Bank Vice President for Africa. «We are mobilizing maximum resources to help countries meet the immediate and life-saving medical needs of their people. That is why we are calling on official bilateral creditors for a debt service moratorium that would free up much-needed cash to strengthen health services to address COVID-19 and save lives, fund social safety nets to preserve livelihoods, help workers who have lost their jobs, support small and medium enterprises, and ensure food security.»

Also, African leaders are urged to strengthen health systems and respond quickly and effectively to avoid disruption in food supply chains with all the damage that this could entail. The authors of the report also recommend putting in place «safety nets» for vulnerable populations and workers in the informal sector.

While most African countries are affected to varying degrees by the pandemic, the pandemic expected to adversely impact real gross domestic product in the three largest economies in Africa—Nigeria, Angola, and South Africa.

World Bank, food imports will fall from 13 to 25%, penalized by high transaction costs, and a drop in domestic demand.

It is not excluded that the health crisis will be coupled with a strong food crisis because the contraction of agricultural production could reach 7%. According to the World Bank, food imports will fall from 13 to 25%, penalized by high transaction costs, and a drop in domestic demand.

The World Bank report emphasizes the need to propose policy responses adapted to the context of African economies, particularly about the important role of the informal sector and the specific constraints faced by governments. It places particular emphasis on the reduction of fiscal space, the debt overhang and the overall lack of operational capacity to respond to the crisis.

For César Calderon, World Bank economist and a lead author of the report, only debt relief will allow a return to social equilibrium and, at the same time, preserve the region's macroeconomic gains.

The same point of view is defended by IMF economists. They stress the importance of taking rapid action to help developing countries strengthen their actions against the pandemic and improve health monitoring while supporting the private sector to enable businesses to continue their activities and maintain jobs.



COVID-19 : A THREAT BUT ALSO AN OPPORTUNITY FOR AFRICA


The health crisis will certainly lead to a slowdown in growth. Initially, a growth rate of 3.2% was expected. Today, the most optimistic analyses point to bleak growth in Africa with a contraction rate of around -1%. The economic cost of containment is estimated at \$69 billion per month.

In a Milken Institute report, Dr. Vera Songwe, Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Africa and U.N. Under-Secretary General, told COVID-19 Africa Watch, «The main challenges facing each country are to preserve jobs, prevent citizens from falling further into poverty, and protect the most vulnerable while curbing the spread of the virus.» As a result, «there is a need for immediate support of at least US\$100 billion to address health and humanitarian needs, emergency economic stimulus measures to provide financial support to countries, and increased liquidity to the private sector to protect jobs. He added, «We are in a long period of low growth, which means increased poverty in African markets, particularly in countries that depend on oil for government revenues and foreign exchange.»

While a vaccine may not be available until 2021 at the earliest, Africa could experience a significant setback in poverty reduction after a decade of fighting poverty and relative progress in public health. In a continent where the economy continues to be dependent on commodity prices, many rentier countries will see foreign exchange reserves shrink as a result of falling world market prices for oil and gas, not to mention a decline in government revenues and an increase in poverty.

For Fairfax Africa Fund, the economic outlook for the continent will depend on several factors, the most important of which is whether or not a vaccine will be available soon. If so, there is «a strong likelihood of expansion of global economic activity, including in Africa, with overall GDP growth returning to almost pre-COVID levels within 18 to 24 months.» The authors of the report added that if no vaccine is developed in the next 12 months, Africa will experience historically unprecedented levels of unemployment, not to mention low government revenues and all the uncertainty that this could generate.

It is widely acknowledged that the pandemic has had a huge impact on supply chains. Disruptions that have influenced global trade patterns.



African markets have not been spared from this movement because of their dependence on international markets, particularly imports, and the pandemic will certainly open new opportunities for African producers able to produce more cheaply products that are usually imported. The current situation may provide an opportunity to concretize the Continental African Free Trade Area (FTAA) project launched in 2018. This large-scale project, essential for modern Africa, is already a reality. It is to be hoped that it will be implemented concretely through the manifestation of a strong political will emerging from the situation created by the pandemic.

The other opportunity offered by the crisis of Covid-19 to Africans is the expansion of the digital economy. E-commerce is experiencing an unprecedented boom in Africa. In the opinion of IMF experts, this process is probably irreversible. Also, according to the IMF, the use of ICTs is increasing across the continent. This could affect online payments, administration, and education, for example.

Mimi Alemayehou of Fairfax Africa made similar remarks. «Virtual spreadsheets, online signatures, and paperless document sharing are increasingly becoming the norm in many African business circles,» she said. «Although these technologies have been around for some time, they were not considered acceptable forms of doing business in Africa before the pandemic. It will be difficult to turn back the clock once the situation returns to normal.



CONCLUSION

The Covid-19 pandemic in Africa is not only a health crisis but also an economic cataclysm and a human tragedy.


Economies, quality of life as well as purchasing power have been heavily impacted as the international demand for African exports, mostly commodities, has dropped and tourism has been drastically reduced. Remittances, which are estimated to account for more than 10% of gross domestic product (GDP), are also drying up. The price of oil, which accounts for 40% of African exports and 7.4% of GDP, has halved, sharply reducing revenues in countries such as Nigeria and Algeria. A similar collapse in coffee and cocoa prices reduced early 2020 revenues in Ethiopia, Kenya, Ivory Coast, and other producing countries.

The pandemic has had a disproportionate impact on households and businesses, particularly those in the informal sector. In times of crisis, the concern of Africans of modest means is daily livelihoods. Informal sector workers, 85.8 % of the labor force, usually have no social protection or buffers against economic shocks, and usually face devastating consequences. This is particularly true for women, who constitute the majority of workers in this sector.

Thus the pandemic has also highlighted long-standing vulnerabilities and inequalities, including systemic discrimination against women and girls.

According to a UNDP report, there has been an alarming increase in levels of domestic violence and human rights violations under pandemic containment, not to mention the multiplicity of cases of suffering, anxiety, frustration, and anguish.

African leaders have sought to take appropriate measures to help save livelihoods and economies from collapse. However, the acceleration effect of the pandemic and the lack of visibility into the impact of the pandemic in the medium term goes further than major shortages in equipment, supplies and resources. Stress can be expected to impact structural and organizational dysfunctions that will have to be addressed not only by those directly concerned but also by international community organizations responding to humanitarian challenges on a scale unprecedented in this century.



Indeed, the pace of the disruptions is likely to increase in the coming months, especially in countries where economies are heavily dependent on oil exports. Africa's economic growth could contract, as the World Bank projects it will, pushing an estimated 29 million more people into extreme poverty. As the balance sheet grows heavier, face-to-face schooling is being suspended, forcing many children out of school, creating uncertainty about their future, and losing ground on some of the achievements for the youth of the past five years. Shortages of basic foodstuffs, particularly maize, oil, and flour, could trigger a severe food crisis.


Based on this accelerating scenario, we believe that governments, the private sector, and international institutions will find a need for thoroughly reviewing strategies for new mechanisms to preserve livelihoods in a deeply unequal continent where poverty, illiteracy, and violence were already major challenges.

Faced with such a dramatic situation, there is also hope, rooted in the African spirit of custom, tradition, solidarity and kindness expressed in this saying : «I am, because we are.»

Today, young African entrepreneurs and researchers know how to propose innovative solutions to health problems. Governments have announced support measures in this direction. Companies are reconvertng production lines to manufacture masks, disinfectants, gowns and much more. These positive developments are helping to sustain hope, which is why just a few months ago, people were talking about this being Africa of the possible. The development of internet access has continued to push the frontiers of sharing and innovation for Africans, especially among the young.

Ultimately, the extent of the pandemic's impact will depend on the population's response and resilience, as well as on the response of the public authorities to a general fight in which there can only be less tolerance for inequality, weak governance and corruption.

We can only be confident that the pandemic offers both challenge and opportunity, with nothing necessarily inevitable. Africa's opportunity can shine, the continent's youth, innovation, and genuine partnerships can build to a better path and a relaunch of opportunity. Despite the devastating effects of the pandemic, or in light of them, Africa can build and rebuild where needed. Here are a few examples featured in this survey :



First, improve access to affordable medical supplies by creating channels to facilitate rapid movement, suspending tariffs on medical items, establishing price control mechanisms, and encouraging the local manufacture of medical supplies.

Second, protect small and medium-sized enterprises, including by providing tax benefits and taking advantage of the opportunities offered by the digital economy.

Third, implement the African Continental Free Trade Area to accelerate Africa's industrialization and position its economy to better withstand future global shocks.

Fourth, accelerate the transition to low-carbon growth with a shift to economies that avoid air pollution, create green jobs, and ensure clean and sustainable consumption and production.

Fifth, increase the seats at the decision-making table. Women and leadership should converge without impediment. There is an urgent need to harness the talents of the young if we are truly to succeed in transforming Africa into a land of inclusion and prosperity that will serve future generations.

In short, six months after the appearance of Covid-19 in Africa, much uncertainty remains. The most seasoned experts are reluctant to express firm opinions when it comes to deciding on the likeliest of possible futures.

However, all agree that the fight against the pandemic has been greatly aided by combined action of governments, institutions, academics, businesses, civil society and ordinary citizens. A return to normalcy will depend first and foremost on the sustainability of this spirit of solidarity, and how it remains a key feature of what will certainly be a multifaceted Africa.

REFERENCES

<https://www.lci.fr/international/carte-coronavirus-bresil-etats-unis-mexique-chine-espagne-quels-sont-les-pays-les-plus-touchees-dans-le-monde-2143601.html>

<https://www.health.govt.nz/our-work/diseases-and-conditions/covid-19-novel-coronavirus/covid-19-current-situation/covid-19-current-cases/covid-19-significant-clusters>

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/09/covid-19-coronavirus-drives-sub-saharan-africa-toward-first-recession-in-25-years>

<https://www.fairfaxafrica.com/>

<https://covid19africawatch.org/100-days-of-covid-19-in-africa/>

<https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya>

<https://allafrica.com/stories/202005150276.html>

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/06/pdf/COVID19-pandemic-impact-on-remittance-flows-sayeh.pdf>

<https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/brief/monitoring-covid-19-impact-on-nigerian-households>.

<https://afrique.latribune.fr/economie/conjoncture/2017-06-10/afrique-du-sud-apres-fitch-et-standard-moody-s-abaisse-egalement-sa-note-735902.html>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/29/l-union-europeenne-va-examiner-l-annulation-de-la-dette-africaine-demandee-par-le-g5-sahel_6038127_3212.html

<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/3/5e7e0adea/laces-services-sante-essentiel-lutter-contre-covid-19-sauver-vie-refugies.html>

https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/rapport_de_la_covid-19_en_afrique_du_nord_fr-final_1.pdf

Friedman J., *Islamist-Inspired Terrorist Activities during the COVID-19 Period*, working paper.

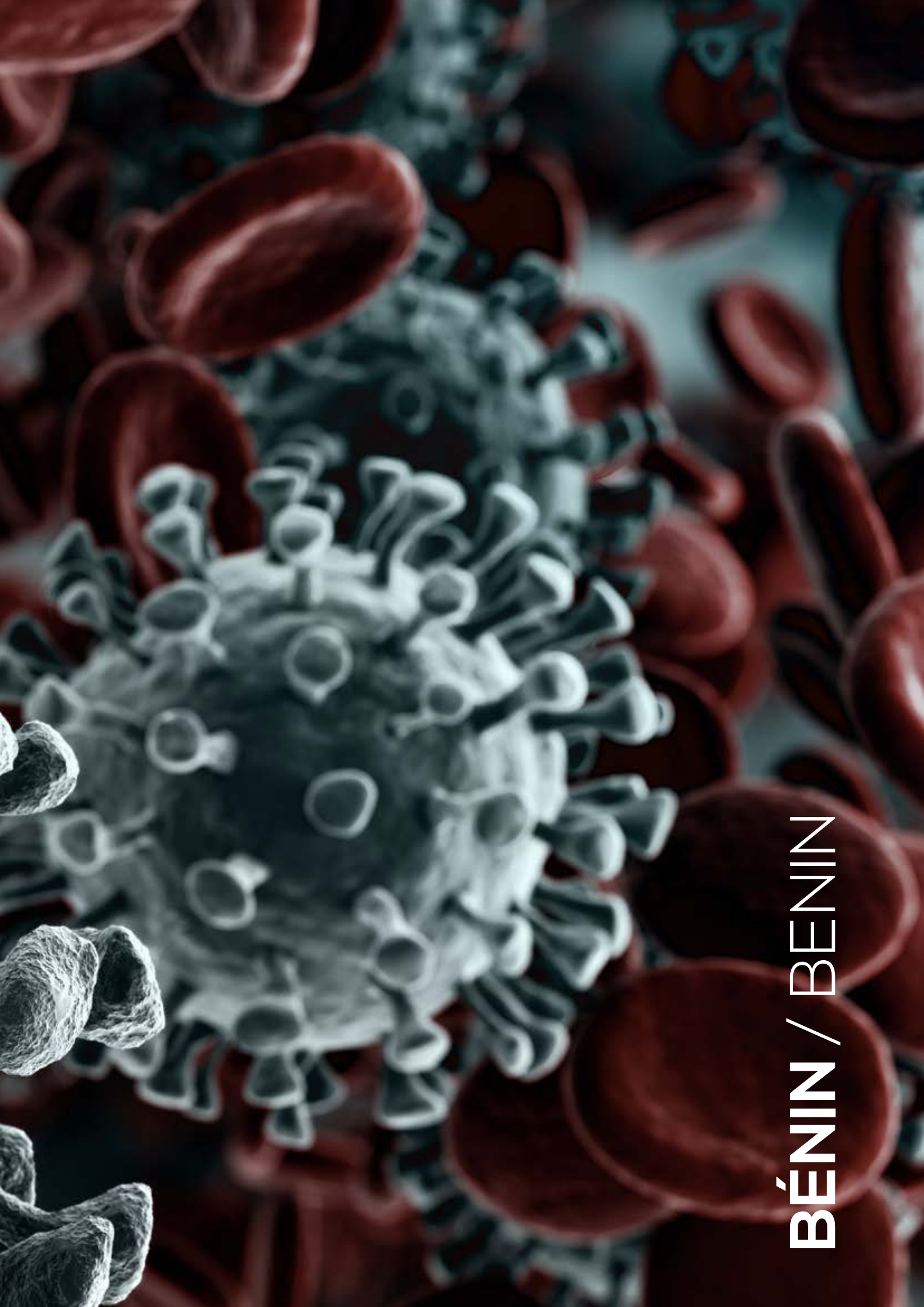
Hugon P., *L'Afrique des incertitudes*, Broché, Paris, 1995.

Jacquemot P., *L'Afrique des possibles, les défis de l'émergence*, EKarthala, Paris, 2017.

Moyo D., *L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, JCLattès, Paris, 2009.

Next Einstein Forum, *Best in Classe, Covid-19 responses*, May 2020.

Policy Center for the New South, *La Stratégie du Maroc face au Covid-19*, in Policy Paper, PP 20-07, avril 2020.



BÉNIN / BENIN



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



Opérant principalement au Bénin, aux États-Unis et en France, Bénin du Futur est un creuset de réflexions pour l'animation de recherches et la conduite d'études destinées à éclairer les gouvernants, les milieux d'affaires et les citoyens sur les grands enjeux de développement du Bénin.

Notre mission se décline sous trois axes : analyser, proposer et sensibiliser.

Based in Benin, and in the United States and France, Benin du Future is a reflection melting pot for research and studies intended to enlighten policymakers, Business circles and citizens on major development challenges in Benin.

Our mission is declined under three axes : analyze, propose and raise awareness.



Dallys Tom MEDALI

*Président du Think Tank
Bénin du Futur*

Dallys Tom MEDALI est un membre fondateur du Club de Casablanca et le Président du think tank Bénin du Futur. Il est aussi un Expert- Comptable (CPA) accrédité par l'État de New York aux États-Unis, un Expert dans la lutte contre la fraude financière (CFE) et le blanchiment d'argent (CAMS). Précédemment, Dallys a travaillé pour les cabinets internationaux d'Audit et de Consulting PWC et BDO à New York où il a conseillé et assiste de grands groupes bancaires, diverses multinationales et divers fonds d'investissement.

Dallys Tom MEDALI is a founding member of the Club of Casablanca and the President of the think tank Benin du Futur. He is also a Chartered Accountant (CPA) accredited by the State of New York in the United States and an Expert in the fight against financial fraud (CFE) and money laundering (CAMS). Dallys worked for the international Auditing and Consulting firms PWC and BDO in New York, where he advised and assisted large banking groups, various multinationals, and various investment funds.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT	P53
INTRODUCTION	P55
GÉNÉRALITÉS SUR LE COVID-19	P56
A / INFORMATIONS DE BASE SUR LE VIRUS	
B / SYMPTÔMES, DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DE LA MALADIE	
C / TRANSMISSION ET SYMPTÔMES	
D / PROGRESSION DE LA MALADIE DANS LE MONDE	
IMPACT DE LA PANDEMIE COVID-19 AU BÉNIN	P58
A / IMPACTS SANITAIRES	
B / IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES	
C / IMPACTS SÉCURITAIRES	
D / IMPACTS CULTURELS	
ORGANISATION ET GESTION DE CRISE AU BÉNIN	P64
A / CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES	
B / LE CORDON SANITAIRE	
C / AUTRES MESURES POUR ATTÉNUER LA PROPAGATION DU VIRUS	
D / LA LEVÉE DES RESTRICTIONS	
ANALYSES ET PERSPECTIVES	P68
A / POINTS FORTS DE L'ORGANISATION	
B / POINTS FAIBLES DE L'ORGANISATION	
C / ENJEUX POLITIQUES ET DÉMOCRATIQUES	
D / INCIDENCE MACROÉCONOMIQUE ET SECTORIELLE DU COVID-19	
LE BÉNIN FACE À L'ANNULATION DE LA DETTE	P73
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	P74
LISTE DES GRAPHES ET ILLUSTRATIONS	P76
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	P77

RÉSUMÉ

La planète a été sérieusement prise au dépourvu par le Covid-19. Le Bénin, situé à plus de 10 000 kilomètres du foyer de départ de la pandémie en Asie, n'a pas été épargné. Le premier cas a été enregistré à Cotonou le 16 mars 2020. Le gouvernement a immédiatement pris des mesures drastiques pour rassurer l'opinion publique et développer sa stratégie de réponse. Si dans un premier temps, la pandémie a été bien contenue, la situation a changé environ deux semaines après l'organisation des élections municipales le 17 mai 2020. Cet événement, quoique vital pour la démocratie et l'administration du pays, a accru la transmission du virus, en dépit des mesures préventives instituées.

Dans ce rapport, après une familiarisation avec le virus, ses symptômes et modes de propagation, nous faisons un point d'étape sur la pandémie et sur son impact aux niveaux sanitaire, socio-économique, culturel, politique et même sécuritaire. Les départements recensant le plus de cas sont le Littoral, l'Atlantique et l'Ouémé, tous concentrés au Sud du pays et enregistrant la majorité des flux migratoires. L'aéroport de Cotonou se situe à environ 50 km des chefs-lieux de chacun de ces trois départements. Nous étudions comment différentes communes et régions du pays ont été affectées, mais aussi comment les localités se sont organisées pour relever le défi. Par exemple nous nous appesantissons sur la réponse de la commune de Ouidah. Nous analysons aussi la réaction du gouvernement, des partenaires extérieurs, des populations et des divers acteurs de la vie publique.

Le Bénin, comme les autres pays de la région, a une capacité sanitaire limitée. Fort heureusement, le gouvernement a eu très tôt l'idée d'aménager des hôpitaux bien définis et exclusivement réservés pour le traitement des malades du COVID-19. La réception de masques et autres équipements en provenance de la Chine et la promotion de l'innovation et de la production locale ont permis au pays d'entrer rapidement en possession du matériel nécessaire pour gérer la crise. Une des toutes premières mesures prises par le gouvernement fut l'interdiction des regroupements et des cultes au niveau des centres religieux. Un cordon sanitaire rigoureusement supervisé a été installé autour des dix communes les plus exposées à la pandémie.

Après un bilan sur les forces et faiblesses de la réponse béninoise, notre rapport s'achève par des recommandations pertinentes et variées à l'endroit du gouvernement pour la période d'urgence mais aussi des mesures à mettre en œuvre après la crise. Certaines de ces recommandations ont d'ailleurs déjà été mises en application lorsque, suite au conseil des ministres du 10 juin 2020, le gouvernement initia une ligne de crédit de 100 milliards de francs CFA à taux zéro au profit des entreprises ; et un programme de soutien au secteur productif pour un total de 74,12 milliards de francs CFA.



ABSTRACT

The whole planet was caught off guard by the Covid-19 crisis. The country of Benin, located more than 10,000 kilometers away from the starting point in Asia, was not spared. The first case was recorded in Cotonou on March 16th 2020. The government immediately took action to calm the public and craft a strategy. Although the pandemic was initially well contained, the situation changed about two weeks after the municipal elections were held on May 17th 2020. This key democratic event unwittingly became a vector for an increase in virus spread, despite the preventive measures.

In this report, we first revisit the virus, its symptoms and transmission modes, before discussing its impact from a public health, socio-economic, cultural, political and even security standpoints. The counties with the most cases (Littoral, Atlantique and Ouémé), are all in the south of the country. They are the most populated, have the most migratory flows, and are relatively close to the Cotonou International Airport. Next, we study how the municipalities organized themselves to rise to the challenge. We look more closely to the local response in the city of Ouidah. We also analyze the response of the central government, external partners, the populations themselves, and various stakeholders of the nation.

Benin, like other countries in the region, has limited medical infrastructures. Fortunately, the government quickly decided to setup some hospitals exclusively reserved for the treatment of COVID-19 patients. The delivery of masks and other equipment from China and the promotion of domestic innovation and production allowed the country to quickly coordinate all the necessary equipment to manage the crisis. Mass public gatherings and religious services were promptly forbidden across the country. A rigorously supervised sanitary curfew zone was created around the ten cities with higher risk of spread.

After discussing the strengths and weaknesses of the Beninese response, our report concludes with tailored and detailed recommendations for the authorities, to be implemented immediately or after the crisis. We are excited to report that some of these suggestions have already been embraced and implemented by the government. For instance, on June 10th 2020, an interest-free credit line of 100 billion CFA francs was put in place to assist various businesses; as well as a bailout fund of 74.12 billion CFA francs.

INTRODUCTION

L'humanité a été sérieusement prise au dépourvu par le Covid-19, une pandémie qui secoue tous les continents et altère dramatiquement les modes de vie de toute la population mondiale.

Les expressions comme « confinement », « masque », « distancement social », « lavage de main » et bien d'autres sont entrées dans le vocabulaire commun et ont saisi l'actualité mondiale.

Tout ce remous est le fait d'un tout nouveau virus : le Covid-19. « Covid » correspond à Coronavirus Disease et « 19 » correspond à l'année pendant laquelle il est apparu, c'est-à-dire fin 2019. Le virus a une structure biologique beaucoup moins complexe qu'une cellule humaine et pourtant il continue de mystifier les chercheurs du monde entier.

Le Bénin, situé à plus de 10 000 kilomètres du foyer de départ de la pandémie, Wuhan dans la province de Hubei en Chine, n'a pour autant pas été épargné par le mal. Le Bénin a enregistré son premier cas à Cotonou le 16 mars 2020, alors que le monde comptait déjà environ 7 000 décès liés au Covid-19. Il s'agissait d'un citoyen du Burkina Faso en visite dans le pays, après un séjour en Belgique et au Burkina Faso. Le gouvernement a immédiatement pris des mesures drastiques pour rassurer l'opinion publique et développer sa stratégie de réponse.

Les conséquences de cette pandémie au Bénin sont nombreuses et complexes. Les manifestations affectent la région ouest-africaine sur les plans humain, économique, social, culturel, environnemental et politique.

Trois mois après ces premières mesures, il est encore tôt pour tirer des conclusions sur les actions qui ont été ou auraient dû être menées. Cependant, dans ce rapport nous comptons faire un point d'étape sur la pandémie, et analyser la réaction du gouvernement, des partenaires extérieurs, des populations, et des divers acteurs de la vie socio-économique, culturelle et politique du pays.



GÉNÉRALITÉS SUR LE COVID-19

A/ INFORMATIONS DE BASE SUR LE VIRUS

Selon la définition de l'OMS, « Les coronavirus forment une vaste famille de virus qui peuvent être des pathogènes chez les animaux ou chez l'homme. On sait que, chez l'être humain, plusieurs coronavirus peuvent entraîner des infections respiratoires dont les manifestations vont du simple rhume à des maladies plus graves comme le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Le dernier coronavirus qui a été découvert est responsable de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui affecte actuellement l'Afrique et le reste du monde.

B/ SYMPTÔMES, DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DE LA MALADIE

Toujours d'après l'OMS et conformément aux publications scientifiques consultées, « les symptômes les plus fréquents de la COVID-19 sont la fièvre, la toux sèche et la fatigue. D'autres symptômes moins courants peuvent également apparaître chez certaines personnes, comme des courbatures et des douleurs, une congestion nasale, des maux de tête, une conjonctivite, des maux de gorge, une diarrhée, une perte du goût ou de l'odorat, une éruption cutanée ou une décoloration des doigts de la main ou du pied. Ces symptômes sont généralement bénins et apparaissent de manière progressive. Certaines personnes, bien qu'infectées, ne présentent que des symptômes très discrets.

Pour ce qui concerne le traitement, l'OMS indique que certains remèdes occidentaux, traditionnels ou domestiques peuvent apporter du confort et soulager les symptômes de la COVID-19 dans le cas d'une infection bénigne, mais aucune étude n'a permis de démontrer l'efficacité d'un médicament actuel pour prévenir ou traiter la maladie. L'organisation internationale ne recommande de prendre aucun médicament, y compris les antibiotiques, en automédication pour prévenir ou guérir le COVID-19. Elle préconise plutôt l'adoption massive des gestes barrières pour limiter la propagation.

Cependant, plusieurs essais cliniques de médicaments occidentaux ou traditionnels sont en cours.

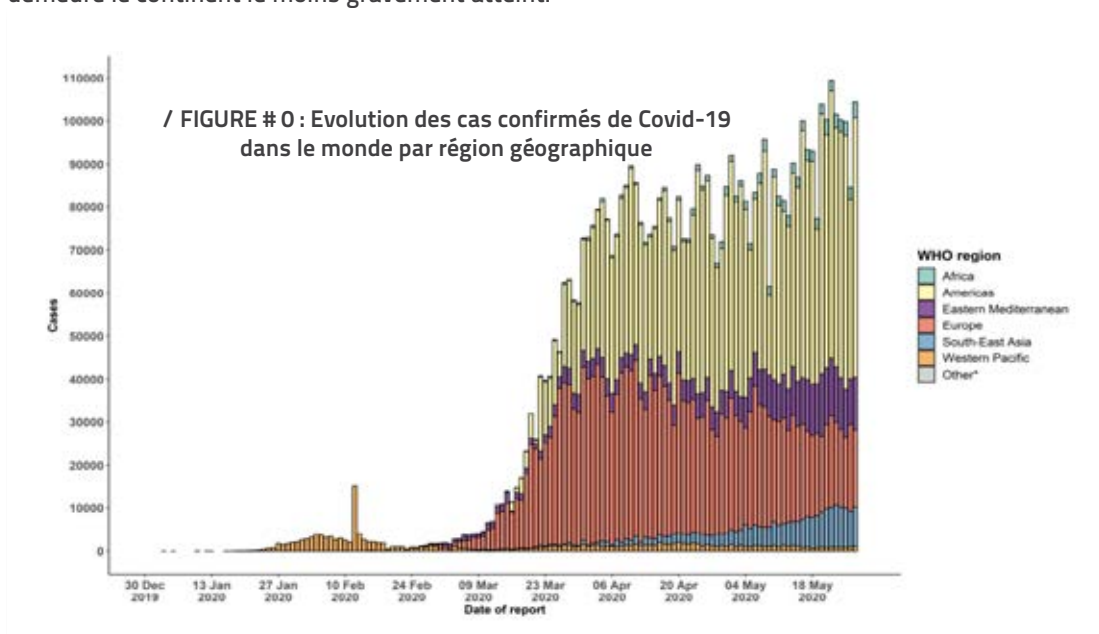
C/ TRANSMISSION DE LA MALADIE

L'OMS soutient que le COVID-19 est transmis par des personnes porteuses du virus. La maladie se transmet principalement d'une personne à une autre par le biais de gouttelettes respiratoires expulsées par le nez ou par la bouche lorsqu'une personne malade tousse, éternue ou parle. Ces gouttelettes sont relativement lourdes, ne parcourent pas de longues distances et tombent rapidement au sol. Il est possible de contracter le COVID-19 en cas d'inhalation de ces gouttelettes. Ces dernières peuvent aussi se retrouver sur des objets ou des surfaces autour de la personne malade (tables, poignées de porte et rampes, par exemple). On peut alors contracter la maladie si on touche ces objets ou ces surfaces et qu'ensuite on se touche les yeux, le nez ou la bouche."

D/ SYMPTÔMES, DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DE LA MALADIE

Le rapport de situation du 29 mai 2020 de l'OMS démontre bien une évolution quasi-exponentielle de la maladie à travers le monde. Le graphe ci-dessous (Figure #0), présente le nombre de cas confirmés de Covid-19, par jour et par région, du 30 décembre 2019 au 28 mai 2020. (Source : OMS).

En supposant une bonne exhaustivité des données remontées par chacune des régions, les plus touchées sont les Amériques et l'Europe. L'Europe était le foyer le plus important en nombre de cas à la mi-mars 2020, avec un pic début avril 2020, avant de laisser aujourd'hui sa place aux Amériques avec les Etats-Unis et le Brésil en tête de peloton pour ce continent. A la surprise générale, l'Afrique demeure le continent le moins gravement atteint.



IMPACTS DE LA PANDÉMIE COVID 19 AU BÉNIN

A/ IMPACTS SANITAIRES

Les départements recensant le plus de cas sont le Littoral, l'Atlantique et l'Ouémé, tous concentrés au Sud du pays et enregistrant la majorité des flux migratoires. L'aéroport de Cotonou se situe à environ 50 km des chefs-lieux de chacun de ces trois départements.

Le Zou et le Plateau, départements du centre du Bénin, ne sont pas épargnés et comptent quelques cas importés. Le Borgou et l'Atacora enregistrent quelques cas importés, à priori provenant des pays frontaliers au Nord du Bénin comme le Burkina Faso et le Niger. Cette répartition géographique des cas est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement a choisi d'instaurer un cordon sanitaire afin de bloquer ou de freiner la propagation des cas vers les autres régions du pays.

Le Bénin comme les autres pays de la région a une capacité sanitaire limitée. Fort heureusement, le gouvernement a eu très tôt l'idée d'aménager des hôpitaux bien définis et exclusivement réservés pour le traitement des malades du COVID-19. Plusieurs hôpitaux de ce genre ont été installés sur l'ensemble du territoire dans les chefs-lieux de département et les principales villes. Cela a permis d'éviter la propagation accélérée de la maladie parmi le personnel soignant et parmi les patients admis pour d'autres problèmes médicaux.

La réception de masques et autres équipements en provenance de la Chine et la promotion de l'innovation et de la production locale ont permis au pays de entrer rapidement en possession du matériel nécessaire pour gérer la crise.

/ A la date du 11 Juillet 2020, le bilan sanitaire selon le gouvernement se présente comme suit :

1378 cas confirmés

557 cas guéris

821 patients sous traitement

26 patients décédés

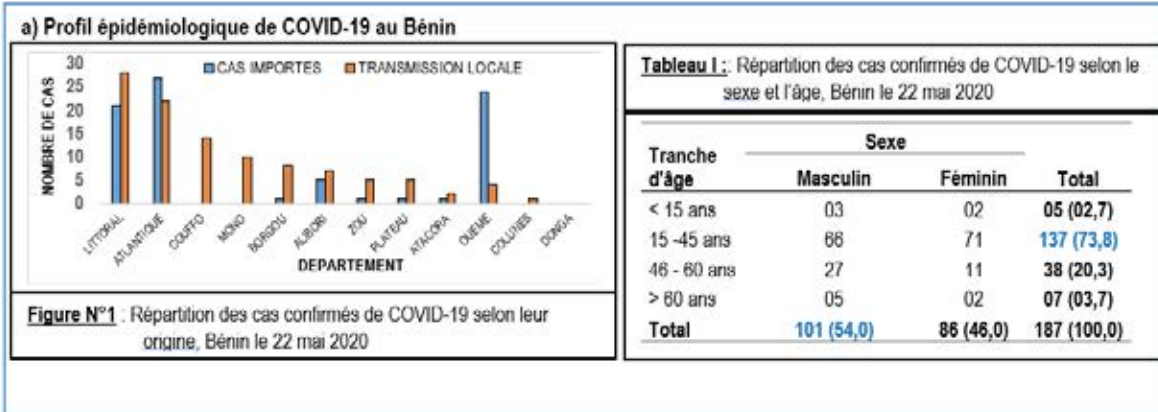
31.346 Tests PCR (Polymerase Chain Reaction Tests) administrés

36.276 Tests TDR (Tests de Diagnostic Rapide ou Tests d'anticorps) administrés.

Selon le John Hopkins Coronavirus Resource Center, le 11 Juillet 2020, le Togo recense 710 cas confirmés et 15 décès. Le Burkina Faso reporte 1033 cas dont 53 décès, et le Niger reporte 1099 cas avec 68 décès. Le Nigeria qui est le pays le plus peuplé du continent et la plus grosse économie africaine, reporte 31.987 cas et 724 décès.

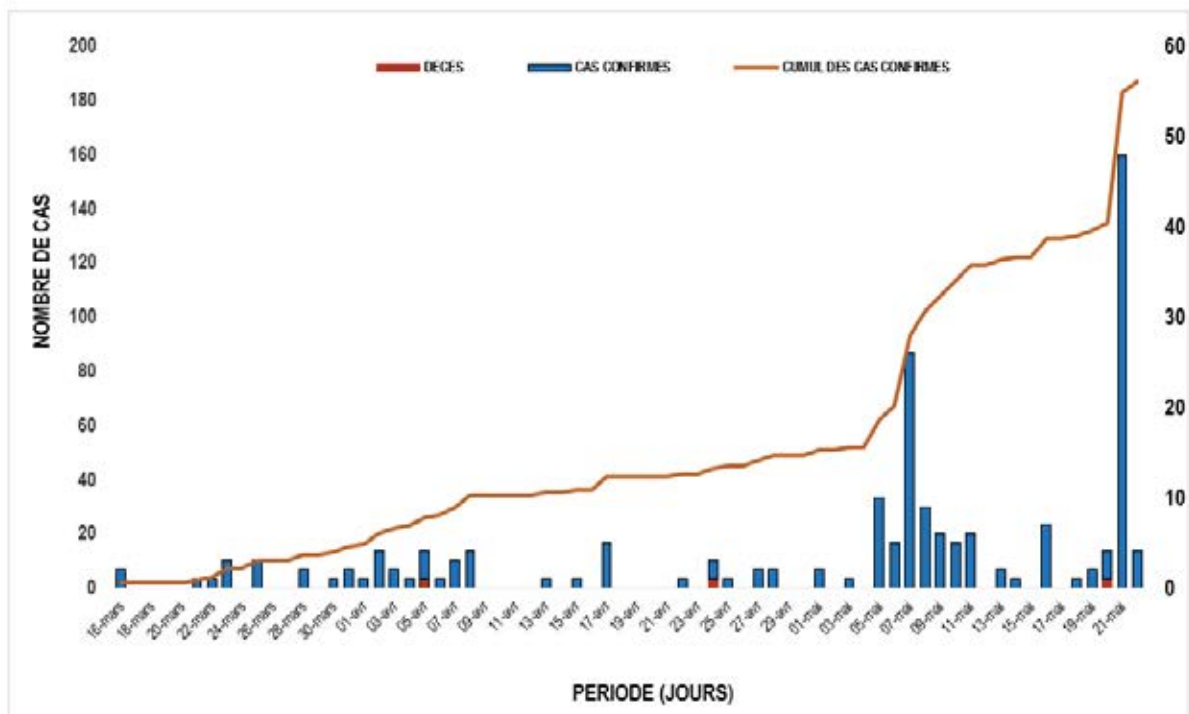
Le Bénin était en meilleure posture par rapport aux pays limitrophes jusqu'en mi-juin ; mais l'organisation des élections communales a contribué au renversement de cette tendance.

/ EPIDÉMIOLOGIE ET SURVEILLANCE DU COVID AU BÉNIN



/ PROGRESSION JOURNALIÈRE DES CAS DE COVID AU BÉNIN

Sans vouloir minimiser la tristesse qu'ils ont pu générer, le Bénin n'a enregistré que 3 décès du fait du Covid-19 à cette date, soit environ un décès tous les 25 jours de la crise. La pente est plus raide à compter de début mai en raison de la mise en place de dispositifs de tests massifs afin de mieux maîtriser la progression de la pandémie.



/ EPIDÉMIOLOGIE ET SURVEILLANCE DU COVID AU BÉNIN

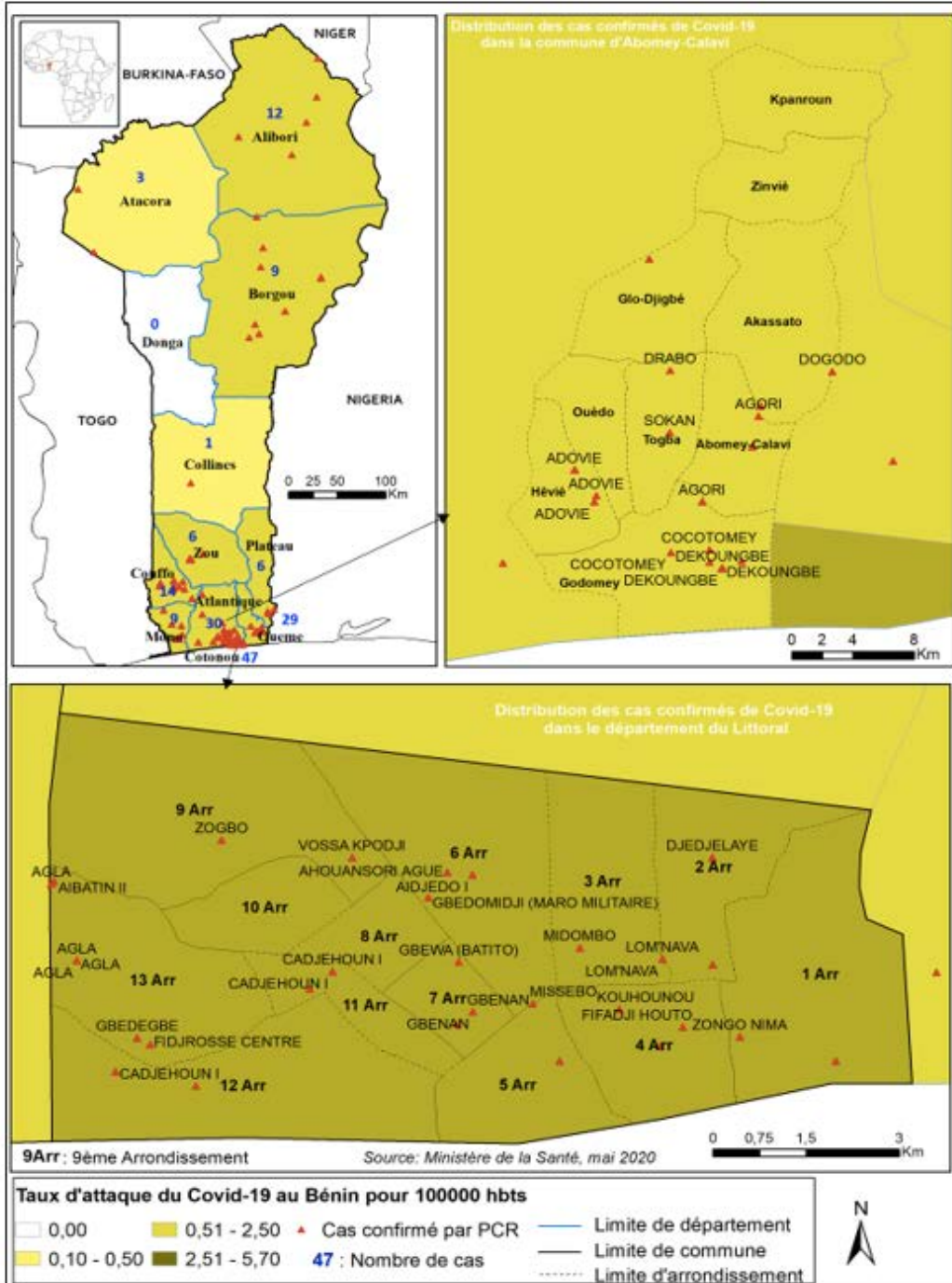


Figure N°03 : Localisation des cas confirmés de COVID-19, Bénin le 22 Mai 2020

AUCUNE TRANCHE D'ÂGE N'A ÉTÉ ÉPARGNÉE, MAIS LA MAJORITÉ DES CAS AFFECTENT LA TRANCHE DES 15 À 45 ANS (ENVIRON 70 % DES CAS IDENTIFIÉS).

B/ IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

La maladie a eu des impacts sur le secteur socio-économique du pays, à cause des diverses mesures prises en réponse à la propagation du virus.

Nous n'avons pas encore de statistiques fiables pour mesurer l'impact de la pandémie sur l'économie béninoise. On peut toutefois identifier les secteurs économiques les plus affectés.

/ LE SECTEUR MÉDICAL

Le décès du premier patient atteint du covid-19, le dimanche 5 avril 2020, a entraîné l'évacuation des patients, la fermeture pour 2 semaines et la mise en quarantaine de tout le personnel de la clinique Mahouna de Cotonou où la patiente était hospitalisée pendant plusieurs jours avant son décès.

Le contrôle positif d'une sage-femme de l'hôpital de la mère et de l'enfant (Homel) de Cotonou, le 6 avril 2020 a envoyé tout le personnel soignant de l'hôpital, soit 106 agents sous quarantaine pour deux semaines. Ce genre de fermeture crée un manque à gagner pour les hôpitaux affectés.

/Sources :

- *Réflexion du Dr N.A Tayéwo KOKODE sur le Covid-19 au Bénin et la fermeture de la Clinique MAHOUNA. L'événement précis du 9 avril 2020*
- *Coronavirus : pourquoi les agents de l'Homel sont toujours en quarantaine. Benin Web TV du 13 avril 2020*

/ LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Les autorités béninoises n'ont jamais complètement fermé l'espace aérien béninois et l'aéroport de Cotonou. Royal Air Maroc, CEIBA Intercontinental, Cronos Airlines et Air Mauritanie ont interrompu tous leurs vols en partance et à destination de Cotonou le 17 mars 2020. La vingtaine d'autres compagnies internationales, régionales et locales qui desservent l'aéroport de Cotonou n'ont pas formellement interrompu leurs vols; mais le trafic aérien a été significativement réduit. Cette réduction s'est traduite par une diminution des recettes de ces compagnies et de l'activité économique des usagers du transport aérien.

Suite à certaines décisions gouvernementales comme la limitation du nombre de passagers à bord des taxis et embarcations à trois (03) au maximum, et l'interdiction aux taxis-motos de transporter plus d'une personne à la fois, une réduction des recettes des acteurs de ces secteurs est probable.

/ LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Les touristes et voyageurs confinés dans leurs pays respectifs et découragés par l'incertitude sur la qualité des soins sanitaires des pays à visiter, et par les mesures de confinement à l'arrivée instaurés par la plupart des pays, ont révisé leurs plans et déserté les sites touristiques. A l'image des places touristiques de Paris et Rome quasi-désertes, les villes touristiques comme Abomey, Ouidah, et Natitingou connaissent une réduction significative des arrivées.

/ LA RESTAURATION, LE SPORT ET L'ÉVÉNEMENTIEL.

Le gouvernement a décrété la fermeture des bars, discothèques, et autres lieux de réjouissance ; et l'obligation de respecter une distance d'un (1) mètre au minimum entre usagers de restaurants et maquis. Une fermeture complète des restaurants n'était pas possible car beaucoup de personnes prennent leurs repas dans ces lieux de restauration.

Plusieurs sommets internationaux et événements culturels ou économiques ont été soit annulés, soit convertis au format virtuel par le biais d'outils comme Zoom et Skype.

Toutes les activités sportives étaient suspendues pendant la période du "confinement". Le stade de l'amitié de Cotonou et les stades départementaux étaient tous clos et interdits d'accès.

Cette liste de secteurs n'est pas exhaustive. Toutefois, l'envergure limitée de la pandémie dans le pays, et le fait qu'il n'y a pas eu de confinement généralisé, ont permis aux travailleurs et aux commerçants de ne pas complètement interrompre leurs activités. Les pertes massives d'emploi signalées dans d'autres pays comme les Etats-Unis, n'ont pas été observées au Bénin.

C/ IMPACTS SÉCURITAIRES

Nous n'avons pas remarqué de changements importants d'un point de vue sécuritaire au niveau des communautés où résident les populations. L'incidence des délits et crimes n'a pas varié de façon significative.

Le contrôle a été renforcé au niveau de l'aéroport international de Cotonou et au niveau des postes frontaliers. Les hôtels réservés pour la mise en quarantaine des voyageurs en provenance de l'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'autres destinations à risque, ont été sécurisées par des forces de l'ordre afin d'assurer le respect effectif de la période de quarantaine.

Des forces de sécurité ont aussi été déployées sur les axes stratégiques pour que le cordon sanitaire soit effectivement respecté. Seules les personnes munies d'une autorisation écrite du préfet de département ou d'une autre autorité compétente pouvaient entrer ou sortir de la zone du cordon sanitaire. Les populations aussi ont compris l'importance de la mesure et ont fait preuve de patience et de discipline.

En termes d'incidents de sécurité, on peut reporter trois situations infortunes. Il y a eu le décès le 23 mai 2020 d'un citoyen béninois, abattu par les forces armées togolaises alors qu'il tentait, en violation des mesures frontalières de confinement, de traverser la frontière Bénin-Togo qui était fermée. Il y a eu aussi le décès d'un étudiant lors d'échauffourées sur le campus de Calavi.

Enfin, un agent des forces de sécurité qui s'est permis de bastonner deux individus parce qu'ils étaient à moto sans leurs masques de protection, a été promptement discipliné et sanctionné par les autorités.

Sources : Au Bénin, le coronavirus a fait deux morts collatérales, Jeune Afrique, 26 mars 2020

D/ IMPACTS CULTURELS

Il a été observé notamment sur Whatsapp et les réseaux sociaux, une non-familiarité des populations aux normes et méthodes scientifiques de validation des traitements. Toutes sortes de remèdes modernes ou traditionnels étaient largement partagées de façon informelle par la population.

Une des toutes premières mesures prises par le gouvernement a été l'interdiction des regroupements et des cultes au niveau des centres religieux (églises, mosquées, couvents et autres). Quoique impopulaire au début, cette mesure a été largement respectée sur toute l'étendue du territoire national.

Les cérémonies d'inhumation se font désormais dans la stricte intimité familiale et ne regroupent pas plus de dix (10) personnes, lesquelles doivent en permanence respecter, les unes par rapport aux autres, la distance d'un (1) mètre minimum. Cette mesure implique un changement culturel majeur car les Béninois étaient habitués aux inhumations pompeuses avec de grandes fêtes, manifestations et cérémonies qui mobilisent des foules importantes, parfois sur plusieurs jours. Si cette mesure se pérennisait, elle permettrait une réduction des dépenses onéreuses auxquelles se livrent habituellement les familles.

ORGANISATION ET GESTION DE LA CRISE AU BÉNIN

A/ CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES

10 JUIN 2020

Initiation d'un programme de soutien au secteur productif avec une dotation financière de 74,12 milliards de francs CFA et d'une ligne de financement à taux zéro de 100 milliards de francs.

27 MAI 2020

A compter du mardi 2 juin 2020, les lieux de culte sont autorisés à rouvrir pour recevoir les fidèles. Les responsables religieux doivent, cependant, veiller à y faire observer le port de masque, le lavage des mains et le respect de la distance de sécurité sanitaire d'un mètre minimum entre personnes. Ils devront également, pour ceux qui en ont la pratique, prescrire la suspension du geste liturgique de paix ou des accolades pendant les célébrations.

13 AVRIL 2020

Le cordon sanitaire composé de Cotonou, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Tori-Bossito, Kpomassè, Toffo, Zè, Sô-Ava, Aguégoués, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Akpro-Missérété, Adjara, et Atchoukpa est prorogé jusqu'au 27 Avril 2020

23 MARS 2020

Un cordon sanitaire a été institué autour des communes que sont Cotonou, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Sèmè-Podji, Porto-Novo, So-Ava, Aguégoués, Akpro-Missérété et Adjara en vue de les isoler du reste du pays à compter du lundi 30 mars 2020 à 00h.

23 MARS 2020

La période des congés de Pâques pour toutes les écoles et universités publiques et privées du Bénin, a été fixée du lundi 30 mars au lundi 13 avril 2020 inclus.

18 MARS 2020

- Mise à disposition par l'État, au profit des pharmacies, supermarchés et autres structures, de stocks de masques de protection dont les prix sont encadrés pour rester accessibles à l'ensemble de nos concitoyens.
- Obligation pour les banques, supermarchés, bars, restaurants, entreprises et autres établissements recevant du public, de prévoir des mesures de protection et d'hygiène, et de faire observer par les clients et usagers, la distance de sécurité sanitaire entre eux.
- Recommandation aux responsables religieux de faire respecter, lors des cultes, la distance de sécurité sanitaire d'au moins un mètre entre fidèles, d'éviter les poignées de mains, les accolades et tous autres gestes contaminants.

- Recommandation aux personnes éplorées de limiter au strict minimum les obsèques de leurs défunts et de différer les manifestations subséquentes.
- Obligation pour les opérateurs de transports en commun, de doter leurs employés ainsi que les passagers en masques ou bavettes appropriés, et de respecter les distances de sécurité sanitaire entre occupants.
- Suspension des préparatifs du pèlerinage à la Mecque en cohérence avec les dispositions prises par les autorités saoudiennes.
- Suspension de toutes les manifestations et tous autres événements non essentiels à caractère sportif, culturel, religieux, politique et festif.
- Suspension de toutes les missions à l'extérieur du pays pour les membres du Gouvernement et pour les cadres de l'administration publique, sauf en cas d'urgence absolue. Les structures et les personnes du secteur privé sont invitées à observer la même prudence.
- Mise en quarantaine systématique et obligatoire de toute personne venant au Bénin par voie aérienne. En conséquence, le Gouvernement a décidé de la réquisition d'un millier de chambres d'hôtel à cette fin. Les frais de quarantaine des nationaux seront assurés par l'Etat tandis que les non nationaux supporteront par eux-mêmes lesdits frais.
- Restriction de la délivrance des visas d'entrée au Bénin
- Limitation à l'extrême nécessité des entrées et sorties aux frontières terrestres du pays. Seules les traversées indispensables seront autorisées en liaison avec les autorités des pays voisins. Des mesures de renforcement du contrôle ont été appliquées pour la mise en quarantaine systématique de toute personne suspecte ou qui tenterait de contourner le dispositif.

16 MARS 2020

Le Bénin a enregistré son premier cas confirmé d'infection au COVID-19.

Sources : Mesures de riposte Covid-19 - Gouvernement du Bénin

B/ LE CORDON SANITAIRE

Un cordon sanitaire a été installé autour des dix communes les plus exposées à la pandémie à savoir : Cotonou, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Tori, Zè, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Akpro-Missérété et Adjara ; dès le lundi 30 mars 2020 à partir de 00h. L'entrée ou la sortie de l'espace du cordon sanitaire était interdite sauf dérogation spéciale des préfets. Les populations sont exhortées à réduire les déplacements au strict minimum nécessaire. Le regroupement de plus de dix (10) personnes est interdit en tous lieux à l'exception des espaces marchands, avec obligation de respecter une distance d'un mètre (1) minimum entre les personnes.

Des forces de sécurité ont aussi été déployées sur les axes stratégiques pour que le cordon sanitaire soit effectivement respecté. Seules les personnes munies d'une autorisation écrite du préfet de département ou d'une autre autorité compétente pouvaient entrer ou sortir de la zone du cordon sanitaire. Les populations aussi ont compris l'importance de la mesure et ont fait preuve de patience et de discipline.

C/ AUTRES MESURES POUR ATTÉNUER LA PROPAGATION DU VIRUS

Parmi les autres mesures mises en place par les autorités béninoises, il est important de souligner le dispositif de communication déployé afin que les populations soient tenues informées de l'origine de la maladie, ses manifestations, les gestes barrières à adopter, ainsi que les actions entreprises par les autorités publiques pour limiter la propagation du virus. Aucun support d'information n'a été oublié : site internet dédié à la gestion de la crise (<https://www.gouv.bj/coronavirus/>), réseaux sociaux (Whatsapp, Facebook, Twitter), émissions télévisées et radios etc. La fréquence de communication sur l'évolution de la maladie ou les actions entreprises est quasi-quotidienne.

/LES MESURES SOCIALES D'ACCOMPAGNEMENT PRISES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES PERSONNES

Des initiatives ont également été prises par des associations, ONGs ou groupements de personnes pour proposer des solutions d'accompagnement pendant la crise. Plus de 120 initiatives différentes ont été recensées à date offrant des services de sensibilisation, d'information, des dons d'équipements de protection ou d'hygiène, etc.

Aussi, de nombreux dons financiers ont été enregistrés, soit plus de 300 dons pour un montant total de plus de 2,5 milliards de FCFA à date. Les montants donnés varient entre 1 000 FCFA et 500 millions de FCFA, et proviennent aussi bien de personnes physiques que de personnes morales. 3 % des donateurs représentent environ 50 % du montant total des dons et regroupent des entreprises appartenant aux secteurs de l'industrie, de l'agro-business et de la finance. Ceci ne tient pas compte des dons reçus d'autres pays, des institutions publiques et des institutions de coopération internationale.

51 dons en nature (alimentaires, équipements d'hygiène et de protection etc.) ont également été réceptionnés. Les donateurs regroupent des ONG, associations et fondations, ainsi que quelques entreprises (en l'occurrence les opérateurs GSM).

/LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PRISES PAR LES AUTORITÉS PUBLIQUES

Une mesure sociale initiée par les autorités publiques et débutant par un recensement des métiers impactés par les mesures de riposte contre le coronavirus (covid-19) au Bénin (conducteurs de taxi-bus (tokpa-tokpa), autocar, taxi inter-ville, taxi/bus transfrontaliers et assimilés, tenanciers et employés de bars, restaurants, maquis et discothèques, artisans,...) a été lancée.

Suite au conseil des ministres du 10 juin 2020, le gouvernement a initié une ligne de crédit de 100 milliards de francs CFA à taux zéro au profit des entreprises ; et un programme de soutien au secteur productif pour un total de 74,12 milliards de francs CFA. Ce montant est réparti comme suit :

- *63,38 milliards de francs CFA au profit des entreprises pour couvrir trois mois de salaire pour les employés déclarés, trois mois de factures d'électricité et/ou pour le remboursement de certaines taxes ;*
- *4,98 milliards de francs CFA d'appui aux artisans et ceux qui exercent de petits métiers ;*
- *5,76 milliards de francs CFA de subvention au profit de tous les citoyens sur les factures d'électricité et d'eau.*

D/ LA LEVÉE DES RESTRICTIONS

Comme indiqué précédemment, le Bénin n'a pas opté pour un confinement généralisé. Seuls les centres d'éducation, les centres religieux et certains établissements à grand risque ont été strictement fermés.

La reprise des cours s'est effectuée le lundi 11 mai 2020 pour tous les écoliers en classe d'examen (CM2) et pour les collégiens (cours secondaires). Les écoliers des classes de cours d'initiation (CI) au cours moyen 1ère année (CM1), reprendront les classes le 10 août 2020 et subiront leurs évaluations du 7 au 11 septembre 2020. Les petits enfants de l'enseignement maternel et les garderies sont de facto en vacances et ne reprendront plus les cours cette année. La rentrée scolaire 2020-2021 est fixée au 28 septembre 2020 pour tous les apprenants.

Dans ce cadre, tous les enseignants et administrateurs d'écoles ont été testés pour le Covid-19. Deux millions de masques ont été distribués aux enseignants, écoliers, élèves et étudiants avec l'obligation d'observer les gestes barrières.

La réouverture des lieux de prière est intervenue le 2 juin 2020, suivie par la levée du cordon sanitaire pour une reprise de la libre circulation des personnes sur tout le territoire béninois. Toutes les autres mesures barrières et les précautions diverses resteront en vigueur.



ANALYSES ET PERSPECTIVES

A/ POINTS FORTS DE L'ORGANISATION

Après quelques ratés au début, un dispositif de quarantaine bien organisé a été mis en place et tous les passagers entrant dans le pays par voie aérienne sont hébergés dans des hôtels de luxe retenus pour l'occasion pendant une durée de deux semaines.

Les frontières terrestres ont été fermées sauf pour les déplacements nécessaires. Elles ont aussi été équipées d'unités sanitaires pour le monitoring de la température et de l'état des voyageurs autorisés à se déplacer.

Un cordon sanitaire strict a été installé principalement dans la zone la plus peuplée au Sud du pays et abritant les grandes villes, afin d'éviter que d'éventuels malades non identifiés ne propagent le coronavirus vers les zones rurales et le Nord du pays.

Le gouvernement a très tôt exigé l'usage généralisé et obligatoire du masque, et coordonné avec les pharmacies pour que les masques soient disponibles et vendus à prix abordable sans surenchère. Une distribution gratuite et massive de masques dans les écoles et autres lieux d'enseignement a été faite lors de la reprise des cours le 11 mai 2020.

La gestion des cas de maladies et le traitement des patients ont aussi été décentralisés ; ce qui a permis de ne pas asphyxier le système sanitaire. Plusieurs centres de santé dans plusieurs communes ont été réquisitionnés et équipés pour participer à l'effort collectif. On peut citer par exemple : l'École de Police, l'Hôpital de Zone d'Allada, un centre à Natitingou. Ces centres prennent en charge uniquement les cas suspects ou confirmés du Covid-19. Le personnel médical y a été doté de matériel de protection et de désinfection nécessaire. Ces centres sont organisés de sorte que les différents départements de prise en charge des cas et des décès puissent minimiser au maximum les nouveaux cas.

Aussi les personnes décédées du Covid-19 sont identifiées par les membres de la famille à travers une morgue vitrée. Mais le processus d'inhumation est réalisé par les membres du comité du centre de gestion du Covid-19. Cela a permis d'éviter la transmission du Covid-19 aux proches du défunt.

La coordination de la réponse au Covid n'était pas uniquement à la charge du ministère de la santé et du gouvernement. Certaines communes ont mis sur pied un comité de gestion des épidémies pour développer une réponse locale et pour superviser l'application des directives nationales. Ces comités sont opérationnels et dirigés la plupart du temps par le maire de la commune avec l'assistance de techniciens chevronnés et de représentants de la société civile.

Le Think Tank Bénin du Futur a pu par exemple observer de près le fonctionnement et les actions du Comité COVID de la commune de Ouidah au Sud du pays. Le Comité a mené plusieurs actions de sensibilisation par la radio, la télévision et dans les écoles. Il a aussi pris des mesures disciplinaires contre les personnes qui n'observent pas l'obligation du port de masque. D'un point de vue régional, le Bénin s'est concerté avec ses voisins pour coordonner le contrôle sanitaire des voyageurs aux niveaux des frontières.

D'un point de vue continental, l'Éthiopie par le biais de sa compagnie nationale Ethiopian Airlines a joué un rôle crucial dans l'acheminement des matériels achetés ou reçus de la Chine (dons de la Fondation Jack Ma et du gouvernement chinois) vers la plupart des pays Africains y compris le Bénin.

Le Bénin a aussi collaboré avec plusieurs pays comme la Chine, le Koweït, le Ghana et bien d'autres pour rapatrier les béninois bloqués à l'extérieur et souhaitant revenir au Bénin.

B/ POINTS FAIBLES DE L'ORGANISATION

La quarantaine sanitaire des voyageurs entrant dans le pays par voie aérienne aurait pu commencer un peu plus tôt. Quelques failles ont aussi été observées au début avant une meilleure organisation.

Le gouvernement a pris l'option de ne pas annoncer de mesures d'appui financier direct au profit des populations. En revanche, les entreprises, administrations, marchés et divers sites commerciaux sont restés fonctionnels pendant la crise, afin de permettre la poursuite des activités économiques. Le numéro vert censé permettre aux populations et aux hôpitaux de promptement reporter les suspicions de cas de Covid-19 ne fonctionnait pas effectivement pendant les premières semaines de sa supposée installation. Cette situation a été résolue par la suite.

La quantité de kits de tests disponibles était très limitée au début de la crise. Un seul laboratoire, l'Institut Pasteur de Cotonou, avait l'expertise et la capacité pour conduire les tests dont les résultats n'étaient connus qu'au bout de plusieurs jours. Cette situation aussi a connu une évolution satisfaisante avec l'installation de nouveaux laboratoires pour un total actuel de quatorze centres capables d'effectuer des tests fiables en un temps record.

Au début de la pandémie, avec les nouvelles chaotiques qui venaient d'Asie et d'Europe, des campagnes de désinformation et de faux remèdes ont été propagés sur les réseaux sociaux, notamment WhatsApp. Ces mesures préventives et curatives allaient des plus logiques aux plus rocambolesques. Pour pallier à la situation, le gouvernement a intensifié les campagnes de sensibilisation y compris dans les langues locales de toutes les régions du pays. Des illustrations et diverses infographies ont été aussi utilisées pour faire circuler les messages véridiques et contrecarrer les fakes news.

C/ ENJEUX POLITIQUES ET DÉMOCRATIQUES

/ MANIFESTATIONS ESTUDIANTINES

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, l'Université d'Abomey Calavi, la plus grande université du pays, a interdit les manifestations de plus de 50 personnes sur tous ses campus, à partir du 18 mars 2020. La fédération nationale des étudiants du Bénin (FNEB), le principal syndicat et organe de défense des droits estudiantins, a plutôt plaidé pour une cessation complète des cours. Cette position étant en contradiction avec celle des autorités rectorales, les trois leaders de la FNEB ont été interpellés par les forces de sécurité. C'est ainsi que des manifestations et des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre entraînant le décès d'un étudiant, ont été observés le 25 mars 2020.

Sources :

- Échauffourées à l'Université d'Abomey-Calavi, 24h au Bénin, Parution du 24 mars 2020
- Des responsables de la FNEB arrêtés, 24h au Bénin, Parution du 24 mars 2020

/ ÉLECTIONS MUNICIPALES

La campagne officielle pour les élections municipales a débuté le 1er mai 2020 pour une durée de deux semaines. En raison de la pandémie de Covid-19, la campagne électorale a été essentiellement médiatique, et les candidats se sont abstenus d'organiser des réunions ou des conférences. Des messages radios ou télévisés, l'internet et les réseaux sociaux, ont été mis à contribution par les différents partis politiques. Après avoir, dans un premier temps, envisagé le report du scrutin du fait de la pandémie, le gouvernement a finalement décidé de l'organiser à la date prévue, soit le 17 mai 2020.

Douze millions de masques et une grande quantité de gels hydro-alcooliques ont été acheminés partout dans le pays afin d'être distribués aux électeurs pendant le vote.

1815 conseillers sont élus dans les 546 arrondissements des 77 communes du pays. Le taux de participation est de 49,14%.

Malgré les mesures prises, il est opportun de se demander si le scrutin n'a pas été un facteur de propagation accrue du virus.

Sources :

- Des élections masquées à l'issue d'une campagne compliquée, Jeune Afrique, 15 mai 2020
- Les résultats des élections municipales du 17 mai 2020, 24h au Bénin, Parution du 21 mai 2020

D/ INCIDENCE MACROÉCONOMIQUE ET SECTORIELLE DU COVID

Grâce à la diligence de l'Institut National de Statistiques et de l'Analyse Économique du Bénin (INSAE), nous avons pu mettre la main sur certains chiffres macroéconomiques concernant le premier trimestre 2020.

L'indice des prix à la production des produits vivriers s'est établi à 112 au 1er trimestre 2020, soit une hausse de 6,0% en variation trimestrielle. Cette évolution est principalement due à l'accroissement des indices des racines et tubercules (+7,4) et des cultures maraîchères (+55,5%), modérée par la baisse des indices des céréales (-34,0%) et des légumineuses (-8,7%). En glissement annuel, on observe également une hausse de 6,6%, en raison des augmentations des indices des racines et tubercules (+17,4%).

En termes simples, une augmentation des prix des produits vivriers a été observée sur les marchés au Bénin. Selon nos enquêtes, d'autres produits comme le ciment utilisé pour les constructions ont aussi connu une hausse de prix. On peut spéculer logiquement que l'incertitude liée aux mesures de confinement et à l'évolution de la pandémie dans le pays, ont significativement contribué à ces hausses de prix.

Les exportations de marchandises du Bénin ont connu une hausse de 120 % au cours du premier trimestre 2020, évaluées à 160,7 milliards de FCFA (528 148,6 tonnes), contre 73,0 milliards de FCFA au trimestre précédent. Comparativement au premier trimestre 2019, on note également une hausse mais plus faible de 6,7% de la valeur totale des exportations. Les ventes de biens locaux à l'extérieur s'élevaient, en effet, à 150,6 milliards de FCFA (356 820,7 tonnes) au premier trimestre 2019.

Les produits ayant contribué principalement à cette hausse sont : les graines et tourteaux de palme et autres fruits oléagineux ou de germes de céréales (3,8 points de pourcentage), les fèves de soja (1,9 points de pourcentage), et les ciments hydrauliques y compris les ciments non pulvérisés dits clinkers, (1,4 points de pourcentage).

La hausse impressionnante des exportations de 120% quand on passe de Q4 2019 à Q1 2020 est par contre surprenante, et ne devrait pas être imputée au coronavirus, mais plutôt à d'autres facteurs comme la reprise des échanges commerciaux terrestres avec le voisin du Nigeria. La frontière terrestre Bénin-Nigeria avait été fermée en Août 2019 et est restée fermée pour plusieurs mois jusqu'en 2020.

Les importations de marchandises ont par contre, baissé de 6,3% au premier trimestre 2020. Elles sont évaluées à 300,4 milliards de FCFA (912 205,0 tonnes). En glissement annuel, les acquisitions de biens ont également baissé de 42,4%. La valeur des achats à l'extérieur était de 521,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2019.

Ce repli relatif s'explique par le recul des importations du riz semi-blanchi, même poli, glacé, étuvé ou converti y compris le riz en brisures (-22,8 points de pourcentage), du butane liquéfié » (-4,9 points de pourcentage), des engrais agricoles (-2,9 points de pourcentage), de l'huile de palme (-2,3 points de pourcentage), et les viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés (-1,4 point de pourcentage).

Un repli en matière de création d'entreprises, coïncidant avec la période d'incidence du Covid-19, a été observé. En avril 2020, le nombre total d'entreprises immatriculées, tous types confondus, est estimé à 2 249 après 2 382 au mois de mars 2020, soit une baisse de 5,6%. Sur les trois derniers mois, les immatriculations d'entreprises sont restées quasiment stables (+0,9%). Par contre, comparées à la même période de l'année précédente (Q1 2019), les immatriculations d'entreprises ont fortement baissé (-37,2%).

Sources :

- Bulletin mensuel des immatriculations d'entreprises au Bénin. Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE). Avril 2020.
- Bulletin trimestriel des statistiques du commerce extérieur au Bénin. INSAE. Mai 2020
- Bulletin trimestriel de l'Indice des Prix à la Production des Produits Agricoles Vivriers au Bénin. INSAE. Mai 2020

D'un point de vue global, beaucoup d'organisations internationales révisent à la baisse les prévisions de croissance des diverses régions du monde pour 2020. C'est le cas par exemple du FMI, de l'OCDE et même de grandes banques comme Goldman Sachs.

Pour ce qui est de la Zone UEMOA, le cabinet d'études Bloomfield Investments basé à Abidjan identifie quatre canaux par lesquels la pandémie affectera les économies de la zone UEMOA :

- *La contraction du commerce international ;*
- *La baisse des transferts financiers des migrants vers leurs pays d'origine ;*
- *La contraction de l'activité économique nationale ;*
- *Les difficultés au niveau des finances publiques, notamment la baisse des recettes fiscales.*

Au Bénin, si le reste de l'année suit les tendances du premier trimestre 2020, le pays ne devrait pas se soucier d'une réduction significative des échanges commerciaux (exports et imports). Par contre, une contraction des recettes fiscales est très plausible. Cela pourrait exacerber la question du financement des nombreux grands travaux entamés dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG).

Une des réponses préconisées par la communauté internationale face au Covid-19 et aux besoins financiers des pays africains est l'annulation d'une partie de la dette.

LE BÉNIN

FACE À L'ANNULATION DE LA DETTE

La solution que constitue l'annulation de la dette prônée par plusieurs Etats Africains correspond à une solution qui a déjà été mise en œuvre dans le passé et qui n'a pas été appréciée par tous les partenaires financiers extérieurs. Les agences de notation, par exemple, ont tendance à dégrader la notation de la dette des pays concernés et à traiter une annulation comme un défaut de paiement.

Le Ministre béninois des Finances, Romuald WADAGNI, craignant que "demander l'indulgence pour ne pas respecter nos engagements (...) handicaperait notre capacité à avoir accès aux financements dans le futur et à renouer avec le chemin de la croissance", s'est prononcé contre l'offre d'annulation. Il postule plutôt pour des solutions nouvelles en matière de financement pour l'Afrique, notamment pendant les crises comme la pandémie actuelle.

En effet, recourir à l'annulation de la dette va déplacer temporairement le goulot d'étranglement que constitue le service de la dette à une date ultérieure sans toutefois régler les difficultés créées par la crise, notamment la baisse de l'activité économique et des recettes fiscales pour la majorité des pays. Pendant que les pays développés recourent, de façon ouverte, à la planche à billet pour financer leur sortie de crise avec des injections monétaires colossales, on propose aux pays africains de juste annuler certaines vieilles dettes.

Le recours à l'annulation de la dette serait donc une solution de nature à diminuer notre capacité à emprunter demain. WADAGNI préconise le recours à des Droits de Tirage Spéciaux (DTS), liquidités mises à disposition par le FMI ou encore le recours à des ressources concessionnelles auprès d'institutions et banques de développement.

Naturellement, d'autres pays africains comme le Sénégal, par le biais de son président Macky SALL, rejettent cette position béninoise et sont en faveur de la remise de dette.

Sources :

- Controverse Bénin/Sénégal sur la dette : la renaissance du débat africain. Kako Nubukpo. Jeune Afrique du 4 mai 2020.
- Interview TV5 MONDE du 28 avril 2020 du Ministre de Finances du Bénin

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

/ CONCLUSION

Après un passage en revue des notions de base sur le Covid-19 (symptômes, dépistage, traitement, propagation, progression de la maladie dans le monde), ce rapport nous a permis d'analyser l'impact de la pandémie sur le système sanitaire béninois, sur la sécurité des populations, et sur la vie socio-économique et culturelle du pays.

Nous avons ensuite scruté l'organisation et la gestion de la crise au Bénin par le gouvernement central et par les pouvoirs locaux. Nous avons passé en revue la chronologie des décisions gouvernementales, l'installation d'un cordon sanitaire national et le processus progressif de levée des restrictions.

Nous avons fait un bilan et relevé les forces et faiblesses de la réponse béninoise, de même que l'incidence du coronavirus sur les indices macroéconomiques et sectoriels, et sur les enjeux politiques et démocratiques du pays, notamment l'élection municipale de Mai 2020.

La Nation béninoise, sous le leadership de son président et de l'actuel ministre de la santé, ont été assez proactifs dans leurs prises de décisions. Mais rien n'est encore fait tant que le virus continue de circuler. Nos recommandations additionnelles s'inspirent des mesures préconisées par l'Union Africaine à l'endroit des pays membres en réponse au Covid-19.

Source : Impact of the coronavirus on the african economy - African Union Commission - 2020

MESURES À COURT TERME

- Amender le budget national pour incorporer les effets de la pandémie sur les recettes et les dépenses prévues, et pour prioriser les dépenses de santé ;
- Créer un fonds d'urgence pour assister les couches les plus vulnérables de la population y compris les travailleurs de l'informel qui n'ont pas accès aux mêmes protections que les agents de l'État et les travailleurs du secteur privé formel ;
- Augmenter les fonds alloués à la recherche scientifique fondamentale et à la recherche médicale, pharmaceutique et traditionnelle ;
- Accorder un support financier et technique aux startups et entreprises qui travaillent sur des solutions innovantes pour parer à la pandémie actuelle et aux crises du futur ;
- Considérer des emprunts sur les marchés financiers pour profiter des taux d'intérêts actuels et pour contrecarrer la baisse des recettes fiscales ;

- Appuyer et accompagner les entreprises, surtout celles qui sont dans les secteurs les plus atteints. L'Etat peut par exemple leur offrir des garanties afin qu'elles puissent se financer plus facilement auprès des banques ;
- Considérer selon le besoin et la praticité, un moratoire pour les secteurs les plus atteints sur le paiement des intérêts financiers, des loyers commerciaux, des impôts et des taxes ;
- Renégocier les termes et conditions des dettes extérieures du pays, à défaut de demander une annulation pure et simple.

MESURES APPLICABLES APRÈS LA PANDÉMIE

- Diversifier l'économie et renforcer les capacités de transformation des matières premières d'exportation (coton, acajou et autres) à l'intérieur du pays ;
- Augmenter la production agricole pour que le pays soit autosuffisant en matière d'alimentation et de besoins nutritionnels ;
- Augmenter la production locale des médicaments génériques et produits pharmaceutiques, car l'enjeu du médicament est hautement stratégique ;
- Aider les tradithérapeutes à tester scientifiquement l'efficacité de leurs remèdes et les aider pour la commercialisation et la distribution des meilleurs produits ;
- Signer et ratifier le traité portant création de l'Agence Africaine du Médicament (AAM) adopté le 11 février 2019 en Ethiopie par les pays de l'Union Africaine ;
- Développer une stratégie de réponse agressive aux maladies habituelles qui reçoivent moins d'attention que le Covid-19, mais qui tuent beaucoup plus ;
- Développer les technologies et infrastructures pouvant permettre la généralisation du télétravail et de l'éducation en ligne, en cas de besoin ;



LISTE DES GRAPHES ET ILLUSTRATIONS

1. Figure # 0 : Evolution des cas confirmés de Covid-19 dans le monde par région géographique

2. Figure # 1 : Répartition des cas confirmés de Covid-19 au Bénin selon leur origine. Bilan à la date du 22 mai 2020

3. Figure # 2 : Répartition des cas confirmés de Covid-19 au Bénin en fonction des dates de notification. Bilan à la date du 22 mai 2020

4. Figure # 3 : Localisation des cas confirmés de Covid-19 au Bénin. Bilan du 22 mai 2020

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

- Emerging understandings of 2019-nCoV, The Lancet, 2020
- Clinical features of patients infected with 2019 novel coronavirus in Wuhan, China, Chaolin Huang et al. Elsevier, 2020
- Hydroxychloroquine and azithromycin as a treatment of COVID-19: results of an open label non-randomized clinical trial, Didier Raoul et al., 2020

RAPPORTS

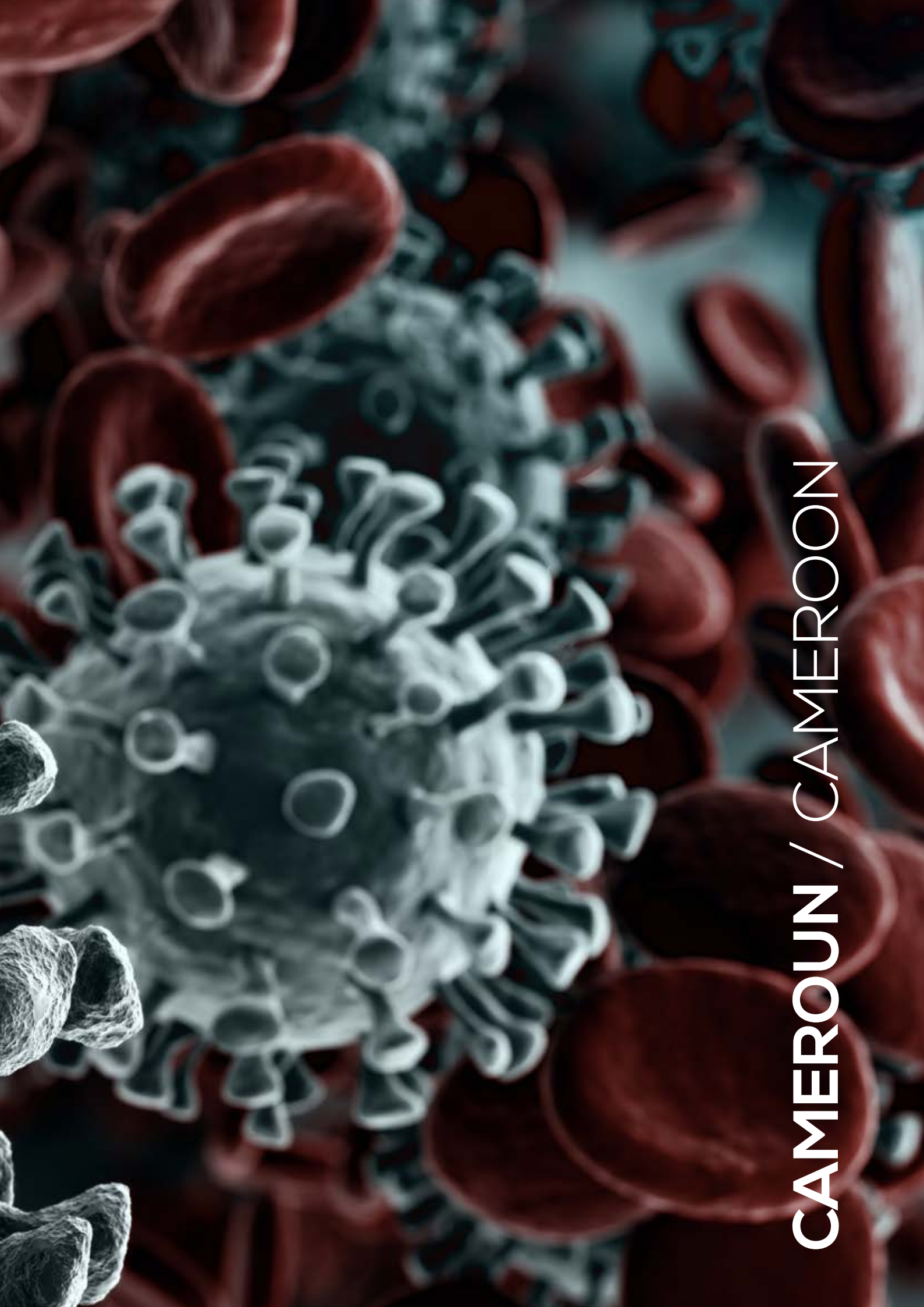
- Impact of the coronavirus on the African economy - African Union Commission - 2020
- Perspectives de l'économie mondiale - Fond Monétaire International (FMI) - Avril 2020
- Impact du Covid-19 sur l'UEMOA - Bloomfield Investments - 2020
- Afrique et médicaments : Ce que révèle la Covid-19, A. I. Houngnigbe, CIAAF - 2020

BULLETINS OFFICIELS

- Ressources de l'OMS sur le Coronavirus, 2020
- John Hopkins University, Coronavirus Resources, 2020
- Mesures de riposte Covid-19 - Publication gouvernementale, 2020
- Bulletin mensuel des immatriculations d'entreprises au Bénin. Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE). Avril 2020.
- Bulletin trimestriel des statistiques du commerce extérieur au Bénin. INSAE. Mai 2020
- Bulletin trimestriel de l'Indice des Prix à la Production des Produits Agricoles Vivriers au Bénin. INSAE. Mai 2020
- Nouvelles mesures en vue d'éviter la propagation de l'épidémie du Coronavirus au Bénin
Publication gouvernementale - 17 mars 2020
- Rapport de situation Covid-19 au Bénin à la date du 23 mai 2020
Publication gouvernementale
- Compte-rendu du conseil des ministres du 10 juin 2020

ARTICLES DE PRESSE

- Point d'actualité et situation économique au Bénin dans le contexte de pandémie du au Covid-19 - Passerelle Nord Sud - Avril 2020
- Controverse Bénin/Sénégal sur la dette : la renaissance du débat africain. Kako Nubukpo. Jeune Afrique. 4 mai 2020.
- <https://www.jeuneafrique.com/939418/economie/tribune-controverse-benin-senegal-sur-la-dette-la-renaissance-du-debat-africain/>
- Interview TV5 MONDE du 28 avril 2020 du Ministre de Finances du Bénin
- <https://information.tv5monde.com/video/coronavirus-et-dette-africaine-un-moratoire-ne-fait-que-repousser-les-difficultes-l-annee>
- Échauffourées à l'Université d'Abomey-Calavi, 24h au Bénin, Parution du 24 mars 2020
- <https://www.24haubenin.info/?Un-etudiant-succombe-a-ses-blessures>
- Des responsables de la FNEB arrêtés, 24h au Bénin, Parution du 24 mars 2020
- <https://www.24haubenin.info/?Des-responsables-de-la-FNEB-arretes>
- Un premier cas de coronavirus confirmé à Cotonou, Voice of America Afrique, 16 mars 2020,
- <https://www.voafrique.com/a/un-premier-cas-de-coronavirus-confirm%C3%A9-%C3%A0-cotonou/5330836.html>
- Des élections masquées à l'issue d'une campagne compliquée, Jeune Afrique, 15 mai 2020
- <https://www.jeuneafrique.com/945489/politique/benin-des-elections-masquees-a-lissue-dune-campagne-compliquee>
- Les résultats des élections municipales du 17 mai 2020, 24h au Bénin, Parution du 21 mai 2020
- <https://www.24haubenin.info/?Les-resultats-des-elections-municipales-du-17-mai-2020>
- Au Benin, le coronavirus a fait deux morts collatérales, Jeune Afrique, 26 mars 2020
- <https://www.jeuneafrique.com/916467/politique/au-benin-le-coronavirus-a-fait-deux-morts-collaterales/>
- Réflexion du Dr N.A Tayéwo KOKODE sur le Covid-19 au Bénin et la fermeture de la Clinique MAHOUNA. L'événement précis. 9 avril 2020
- <https://levenementprecis.com/2020/04/09/reflexion-du-dr-n-a-tayewo-kokode-sur-le-covid-19-au-benin-et-la-fermeture-de-la-clinique-mahouna-les-dieux-sont-tombes-sur-la-tete/>
- Coronavirus : pourquoi les agents de l'Homel sont toujours en quarantaine. Benin Web TV. 13 avril 2020
- <https://beninwebtv.com/2020/04/coronavirus-pourquoi-les-agents-de-lhomel-sont-toujours-en-quarantaine/>



CAMEROON / CAMEROON



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



Le Centre d'Analyse et de Recherche sur les Politiques Économiques et Sociales du Cameroun (CAMERCAP-PARC), est un Think Tank soutenu par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et l'État du Cameroun. Le but visé est de constituer un lien entre le monde de la recherche et les décideurs, en apportant une rigueur académique par des études et des analyses pointues aux problèmes et aux faits économiques et sociaux du pays et de la sous-région. C'est donc une entité à caractère public.

The Center for Analysis and Research on Economic and Social Policies, in Cameroon (CAMERCAP-PARC) is a think tank supported by the African Capacity Building Foundation (ACBF) and the State of Cameroon. Its aim is to constitute a link between the researchers and decision-makers, by bringing academic rigor through studies and cutting-edge analyzes of economic and social problems of the country and the sub-region. It is a public entity.



Barnabe OKOUDA

Directeur Exécutif du Centre d'Analyse et de recherche sur les Politiques Économiques et Sociales au Cameroun (CAMERCAP-PARC)

Diplômé en gestion de la politique économique de l'Université de Yaoundé II (2000) et du CDGMunche en Allemagne. Il est aussi titulaire d'une maîtrise en statistiques. Actuellement directeur exécutif du Centre d'analyse et de recherche des politiques du Cameroun (CAMERCAP-PARC), Il est membre permanent du Groupe d'experts des Nations Unies sur les indicateurs de développement durable (IAEGSDG) et enseignant associé en théorie statistique, gestion et planification de la politique économique dans plusieurs établissements de formation au Cameroun et à l'étranger.

With a Policy Management degree in economics from the University of Yaoundé II (2000) and CDGMunche in Germany, Mr. Okouda also holds a master's degree in statistics. He is currently executive manager of the Analysis Center and economic policy research of Cameroon (CAMERCAP-PARC). He is a permanent member of United Nations Experts on sustainable development (IAEGSDG) and associate lecture in statistical theory, management and economic policy planning in many training establishments in Cameroon and abroad.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT	P83
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	P85
INTRODUCTION	P86
IMPACT DE LA PANDÉMIE AU CAMEROUN ET EN AFRIQUE CENTRALE	P87
A / SUR LE PLAN SANITAIRE	
B / LES CONSÉQUENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU COVID-19	
C / AUTRES CONSÉQUENTES PERCEPTIBLES ET ENVISAGEABLES	
ANALYSE DE LA GESTION DE LA CRISE COVID19 : UNE DEMARCHE SELON L'APPROCHE DES CAPACITES	P96
A / LES QUATRE DIMENSIONS DES CAPACITÉS EN PRÉSENCE FACE À LA PANDÉMIE	
QUELQUES LEÇONS RAPIDES À TIRER DE LA PANDÉMIE	P102
A / LE PLAN DE RIPOSTE À LA CRISE DU COVID19: CAS DU CAMER- OUN	
B / EFFETS IMMÉDIATS D'UN DÉCONFINNEMENT MAL MAÎTRISÉ : LE CAS DU CAMEROUN	
C / LA RÉSILIENCE PAR LE SECTEUR INFORMEL	
D / LES EFFETS DU COVID19 SUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT	
CONCLUSION	P106
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	P107

RÉSUMÉ

La survenue à l'aurore de l'année 2020 de la pandémie du COVID-19 a bouleversé le monde dans ses fondamentaux, générant une crise tridimensionnelle sur les plans sanitaire, économique et sociétal. Le Cameroun est l'un des principaux foyers en Afrique subsaharienne, et particulièrement en Afrique centrale.

La communauté internationale, sous le couvert de l'Organisation des Nations Unies (ONU) semblait pourtant voguer depuis le début de ce XXI^e siècle vers un relatif consensus autour de l'agenda des objectifs de développement durable (ODD), après le succès mitigé de l'agenda dit du millénaire (2000 - 2015). Cet ambitieux programme de développement international, construit autour des piliers de croissance économique, de préservation de l'environnement et d'inclusion sociale, et décliné au niveau national dans un Plan National de Développement, semble sorti de piste. De même, au niveau continental, des programmes comme l'agenda 2063 de l'Union Africaine s'en sortent grippés et paraissent hors des rails.

Face à cette situation de crise d'urgence sanitaire, source d'insécurité, comment le Cameroun et les pays d'Afrique centrale se sont-ils organisés pour créer des conditions de survie ?

La présente analyse, empreinte d'une orientation de politique économique, tente d'apporter quelque lumière pour expliquer la résilience pendant et après le covid. A travers quelques repères objectifs et vérifiables qui ont permis à la sous-région de présenter jusqu'à date un bilan moins catastrophique que les prévisions de l'OMS.

Des solutions semblent pourtant s'être appuyées sur des ressorts jusque-là « mal aimés » tel que le secteur informel, la pharmacopée traditionnelle ou la solidarité populaire. Cela pourrait être des leçons à tirer de cette crise pour l'Afrique.

Un autre constat avéré, vu d'Afrique, de la présente crise au niveau global, est l'échec anticipé du multilatéralisme comme levier de développement durable à l'échelle internationale, afin de ne laisser personne en marge ! D'où cet appel lancé pour une mise à jour des différents agendas de développement mis à mal, particulièrement en ce qui concerne l'ambition d'un partenariat multilatéral plus inventif et productif (ODD17). /-

ABSTRACT

The onset of the COVID-19 pandemic at the dawn of 2020 has fundamentally changed the world, generating three-dimensional health, economic, and societal crises. Cameroon is one of the hottest spots in sub-Saharan Africa, and Central Africa in particular.

The international community, under the guise of the United Nations (UN), however, seemed to be sailing since the beginning of the twenty-first century towards a relative consensus around sustainable development goals (SDGs), after the mixed success of the so-called Millennium goals (2000-2015). This ambitious international development program, built around the pillars of economic growth, environmental preservation, and social inclusion, and rolled out at the national level in a National Development Plan, seems to be off track. Likewise, at the continental level, the African Union's Agenda 2063 now appears to be seized up internationally and off track in the first ten years for its program (FTYIP 2013-2023).

Faced with this emerging health crisis, a source of insecurity, how did Cameroon and the countries of Central Africa organize themselves to create the conditions for survival?

This policy-oriented analysis attempts to shed some light on the explanation of resilience during and after COVID. Some objective and verifiable benchmarks have enabled the sub-region to present less catastrophic results to date, less than the WHO forecasts.

Solutions seem, however, to have been based on forces hitherto «unloved» such as the informal sector, traditional pharmacopeia, or popular solidarity. There could be lessons for Africa from this crisis.

Another proven observation, as seen from Africa, of the present crisis at the global level is the anticipated failure of multilateralism as a lever for sustainable development at the international level, to leave no one on the sidelines! Hence this call for an update of the various undermined development agendas, particularly concerning the ambition of more inventive and productive multilateral partnerships (cf. SDG17).

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACBF / AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION

AFD / AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

BEAC / BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

BTP/ BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

**CAMERCAP-PARC / CENTRE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES/CAMEROON POLICY ANALYSIS AND RESEARCH CENTER**

CAF / CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

CAN / COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE FOOTBALL

CDC / CENTER FOR DISEASES CONTROL

CHAN / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES NATIONS DE FOOTBALL

CEEAC / COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

CEMAC / COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE

CNPS / CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE SOCIALE

COVID-19 / CORONAVIRUS DISEASE 19

ECAM / ENTREPRISES DU CAMEROUN

FCFA / FRANC DE LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE AFRICAINE

FEC / FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

FCR / FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE

FMI / FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GICAM / GROUPEMENT INTER-PATRONAL DU CAMEROUN

MINEPAT / MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

MINFI / MINISTÈRE DES FINANCES

MINSANTE / MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

**OCEAC / ORGANISATION DE COORDINATION ET DE COOPÉRATION POUR LA LUTTE CONTRE
LES GRANDES ENDÉMIES EN AFRIQUE CENTRALE**

OMS / ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PIB / PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

PME / PETITE ET MOYENNE ENTREPRISES

PNUD / PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

PREF / PROGRAMME DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIER

RCA / RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RDC / RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

TIC / TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

TVA / TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

UE / UNION EUROPÉENNE

USD / UNITED STATES DOLLAR



INTRODUCTION

La crise de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) n'a épargné aucun pays au monde indépendamment de la situation géographique ou du niveau de développement. En Afrique subsaharienne, le Cameroun a été l'un des principaux foyers (2e derrière l'Afrique du Sud, avec près de 5400 cas confirmés positifs, 165 décès et près de 1800 guérisons au 28 Mai 2020).

La crise sanitaire a entraîné avec elle une crise économique et sociale /sociétale, allant jusqu'à toucher aux fondamentaux existentiels, telle la relation de l'Homme à la Nature en termes de responsabilité du premier dans la gestion de la seconde.

Face à la panique suscitée par la virulence, la malice et la vitesse de propagation de la pandémie, les mesures de riposte préconisées et appliquées à travers la planète ont rivalisé de rugosité, de fermeté et sévérité. Mais pour quelle efficacité ?

La présente note ambitionne de faire un aperçu de l'impact de la pandémie au Cameroun et en Afrique centrale sur les plans économique, sanitaire, social et sécuritaire. Le rapport essaiera de décrire et d'analyser la gestion de la crise par les autorités publiques en insistant sur la dimension des capacités.

Quelle aura été l'approche endogène, voire anthropologique de cette crise sanitaire dans la zone Afrique centrale ? Quelles leçons pourrons-nous tirer de la coopération internationale pendant et après la crise ?

Par ailleurs, quelles propositions de mesures de résilience la région Afrique a-t-elle proposées, face à ce nouvel état d'esprit dans le monde ? Car il faut le reconnaître, le monde ne sera plus, ou du moins ne devra plus, être le même après le covid-19.

Le présent rapport est organisé autour d'une démarche en deux étages pour aborder les articulations ci-dessus évoquées à savoir : l'Afrique centrale dans la mesure du possible et selon la disponibilité des données dans un premier temps, puis la situation du Cameroun dans un second temps. Une conclusion présentant quelques recommandations de politique boucle la note.

IMPACT DE LA PANDÉMIE AU CAMEROUN ET EN AFRIQUE CENTRALE

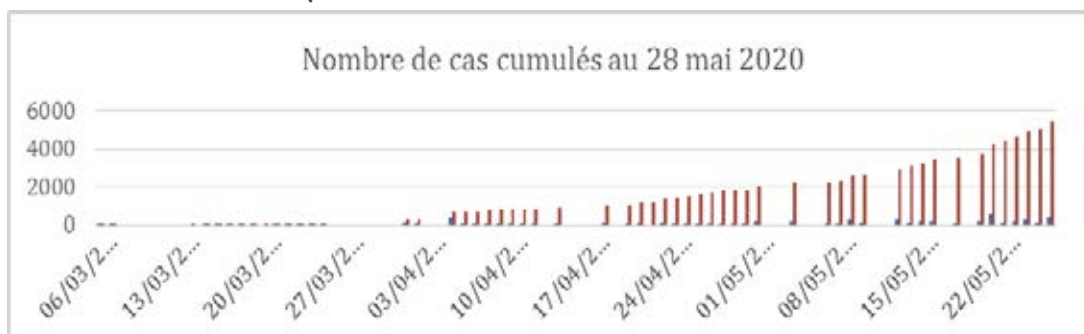
La crise du Covid-19, autant elle surprend par son ampleur, par son expansion géographique quasiment planétaire, autant ses effets vont produire des impacts dans presque tous les secteurs de la vie humaine. Les secteurs plus profondément touchés sont la santé, l'économie et avec un certain décalage dans le temps, l'équilibre psychologique, mental et anthropologique de la société.

A/ SUR LE PLAN SANITAIRE

Les pays de l'Afrique centrale ont enregistré leur premier cas de Covid-19 en mars 2020, soit deux mois après le début de l'épidémie en Chine. Ce timing peut se justifier en première analyse par la mise en circulation tardive des tests de dépistage dans la sous-région. C'est le cas, par exemple, de São-Tome qui a dû faire analyser ses premiers échantillons au Gabon. D'autre part, si la propagation a été moins rapide ici par rapport à d'autres parties du continent, l'une des raisons susceptibles d'expliquer cette situation est certainement la faible ouverture des pays de la sous-région à l'international. Le caractère enclavé de certains pays (Tchad, RCA, Burundi et Rwanda) peut être évoqué comme facteur limitant de la propagation rapide. Par contre, le Cameroun, en raison de sa position carrefour et du flux des échanges avec le premier foyer de la pandémie (la Chine) et l'Europe, a ressenti de plein fouet l'invasion de la pandémie. Le Cameroun est à date le pays ayant le plus grand nombre de cas d'infections et de décès dans toute la zone Afrique centrale à l'opposé du Burundi et du Rwanda selon les chiffres officiels.

Toutefois, malgré les prévisions très fatalistes de l'OMS et des pays occidentaux, la situation du Covid-19 en Afrique centrale reste contrôlable et hors de toute hécatombe, à condition bien sûr que les populations continuent de respecter les mesures barrières de lutte proposées par les autorités.

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE LA PANDÉMIE AU CAMEROUN



Source : Ministère de la santé publique / Centre de coordination des urgences

L'OMS déclare la pandémie en date du 11 mars 2020. La première alerte ayant été donnée le 04 janvier 2020 à travers un bulletin publié au sujet des cas de pneumonie à Wuhan en Chine.

LA SITUATION DE LA PANDÉMIE DANS LES PAYS D'AFRIQUE CENTRALE
AU 26 MAI 2020

	Pays	Date de 1 ^{er} infection déclarée	Cas positifs à date	Décès déclarés	Guérisons confirmées
1	▪ Cameroun	06/03/20	5 044	171	1 917
2	▪ Congo	14/03/20	487	16	147
3	▪ Gabon	12/03/20	2 135	14	562
4	▪ Guinée Eq.	14/03/20	1 043	12	165
5	▪ RCA	14/03/20	652	1	22
6	▪ Tchad	19/03/20	687	61	244
	CEMAC		10 048	275	3 057
7	▪ Angola	21/03/20	70	4	18
8	▪ Burundi	01/04/20	42	1	20
9	▪ RDC	10/03/20	2 297	67	337
10	▪ Rwanda	14/03/20	336	0	238
11	▪ Sao Tomé & P	06/04/20	299	11	7
	CEEAC		13 092	358	3 677

Source : Africa CDC

Au 28 mai 2020, le Cameroun comptait 5348 cas positifs, dépassant la barre psychologique des 5000 personnes infectées. Cette position fait du pays le septième le plus touché en Afrique. On recensait également à date près de 170 décès et quelques 3000 cas de guérison confirmés. Toutefois, les autorités sanitaires et publiques expriment une très grande inquiétude au regard de la tendance exponentielle de la courbe, tenant compte des comportements visiblement laxistes des populations.

B/ LES CONSÉQUENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU COVID-19

/ EN AFRIQUE CENTRALE

S'il est certes difficile à ce stade d'avoir un avis précis sur les conséquences économiques et sociales de la pandémie du Covid-19 dans les pays d'Afrique centrale, tous les indicateurs indiquent néanmoins que l'économie de la sous-région sera durement affectée. D'une part, les pays de cette zone dépendent largement des exportations des matières premières, dont le pétrole, le cacao, le coton, le bois, les minerais, etc. D'autre part, ces exportations se font essentiellement sous forme brute, et ces produits ont vu les cours s'effondrer avec la chute de la demande mondiale. Les deux faits combinés exposent inéluctablement les pays à une récession économique inévitable à court terme. Plusieurs canaux de transmission de l'impact négatif de la crise peuvent ainsi être relevés et synthétisés ci-dessous :

TABLEAU 2 : PRINCIPAUX CANAUX DE TRANSMISSION DE LA RÉCESSION EN AFRIQUE CENTRALE

Origine	Canal de transmission
La chute des termes de l'échange	Les cours du pétrole et des autres produits de base ont connu des baisses inédites depuis au moins une décennie. Les recettes d'exportation desdits produits constituent une part importante voire principale du budget de certains États de la sous-région.
Les contraintes d'offre	Les restrictions de mouvements de personnes et de biens, et le confinement imposés ont accru les coûts de transactions et perturbe fortement le système de production, le commerce, les services ainsi que les transferts des migrants, etc.
La contraction de la demande mondiale	L'incertitude des marchés et de la poussée des comportements de précaution combinées au confinement impactent fatalement la demande, et dans l'ensemble font baisser les revenus des États et le pouvoir d'achat des ménages
L'instabilité des flux et des marchés financiers	La baisse des financements extérieurs, la diminution des investissements directs étrangers et le durcissement des conditions financières intérieures qui vont incontestablement avoir pour effet de limiter les financements en faveur des ménages et des entreprises
Les échanges avec l'extérieur	La baisse d'activité chez les partenaires en particulier et dans le monde en général entraîne une baisse de la demande des produits exportés couplée à une baisse des cours des matières premières
La chute de la production locale	La fermeture des frontières réduit les sources d'approvisionnements en matières premières importées et en biens d'équipement et pièces de rechange, etc. pouvant entraîner des pertes d'emplois et la fermeture des entreprises.
La diminution des transferts des migrants	Les revenus en provenance des migrants constituent une part importante du PIB de certains pays. Le confinement et l'arrêt des activités dans les pays d'accueil devraient induire un assèchement des transferts

Source : CAMERCAP-PARC

TABLEAU 2 : IMPACT MACROÉCONOMIQUE DU COVID19 SUR LES ÉCONOMIES DE LA CEMAC. (ESTIMATIONS AU 20 MARS 2020)

	Perte de croissance (%)			Dégradation (%)
	PIB Total	PIB Pétrolier	PIB non Pétrolier	Solde Budgétaire global
▪ Cameroun*	-3,0	-16,5	-2,2	-2,8
▪ RCA	-7,9	0,0	-3,3	-0,6
▪ Congo*	-7,3	-15,1	-1,0	-12,9
▪ Gabon*	-4,8	-14,3	-2,2	-6,6
▪ Guinée Équatoriale*	-8,9	-14,2	-4,9	-12,7
▪ Tchad*	-4,9	-16,7	-3,0	-4,8
▪ CEMAC	-4,9	-15	-2,4	-6,6

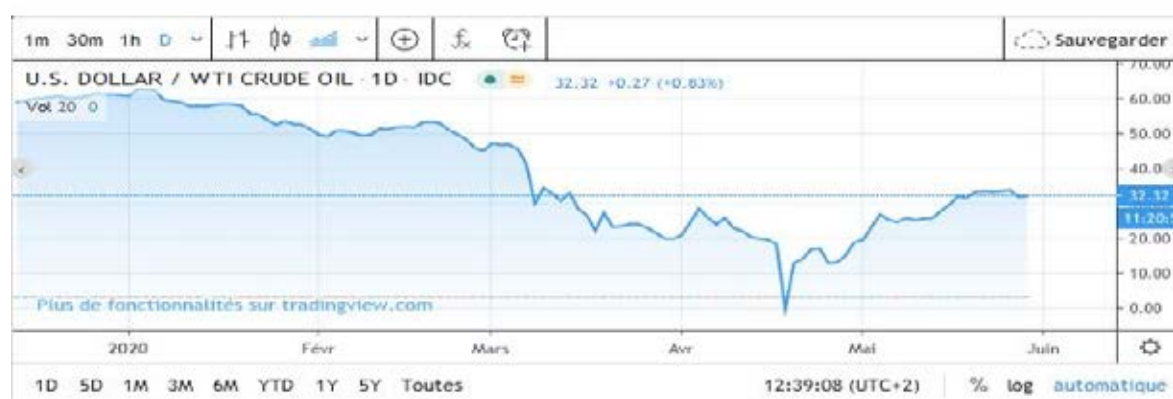
Source : Secrétariat du PREF-CEMAC

SUR LES FINANCES PUBLIQUES.

Les pays exportateurs de pétrole (*) de la zone avaient réalisé leurs prévisions budgétaires pour l'exercice 2020 en intégrant une hypothèse du prix moyen du baril à 56 USD sur l'année. Ce qui fondait ainsi les prévisions du cadrage macroéconomique et budgétaire 2020 et des années suivantes dans le cadre du Programme des réformes économiques et financières en cours avec le FMI et les autres PTFs .

Au 27 avril 2020, la situation du pétrole a tellement empiré jusqu'à atteindre un cours négatif : le lundi 20 avril 2020, au cours d'une journée complètement folle, le cours du baril de 159 litres de pétrole brut côté à New York est tombé à -37,63 dollars, de l'inédit dans l'histoire du marché du pétrole.

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DU PRIX DU BARIL DE PÉTROLE DEPUIS DÉCEMBRE 2019



Source : Capture d'écran <https://prixdubaril.com/>

Voir PREF-CEMAC 2018-2020 avec le FMI, la BAD, la Banque Mondiale, l'AFD et l'Union européenne.

L'impact sur les finances publiques des pays exportateurs de pétrole et de matières premières crée des conditions inéluctables pour une récession dans chacun des pays. Rappelons que le secteur privé reste embryonnaire, et l'État reste le premier employeur dans la sous-région.

En ce qui concerne la situation monétaire, et contrairement aux premières analyses qui faisaient peser un risque de dévaluation en raison d'une éventuelle baisse des réserves en devises, le Gouverneur de la BEAC a déclaré le 10 mai 2020 que l'institution détenait des réserves confortables en devises évaluées à 05 mois d'importations, et d'un taux de couverture des émissions monétaires de 74,66%. Comparée à la situation d'il y a un an, les réserves de la BEAC ont augmenté de 30%. Le spectre d'une dévaluation est donc à écarter.

En ce qui concerne le secteur productif, la crise du Covid19 en Afrique centrale a montré une grande vulnérabilité des PME locales, mais aussi une capacité certaine d'innovation et d'adaptation voire de résilience de certaines unités de production dans d'autres secteurs et qui ont su profité du vent favorable !

/ LE CAS DU CAMEROUN

Les estimations de croissance, selon diverses sources, peuvent diverger sur les chiffres, mais elles convergent toutes pour prédire une récession en 2020. Que ce soient les autorités gouvernementales à travers le Ministère de l'Économie, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), la banque centrale des pays de la communauté, la Commission de la CEMAC, le PNUD bureau du Cameroun, la BAD, le FMI ou la Banque Mondiale, le taux de croissance est estimé entre - 4 et -1,5% du PIB. C'est donc forcément vers une situation très difficile que le pays avance.

En effet, les principaux partenaires au commerce extérieur avec le Cameroun sont les plus concernés par le Covid-19 au monde. Au cours des cinq (05) dernières années : la Chine, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Union Européenne en général, les USA, entre autres, ont représenté en importations et en exportations plus de 60% des échanges du pays. Avec le ralentissement avéré de l'activité économique, la demande en provenance de ces principaux clients va fortement diminuer, et donc des exportations avec, et la conséquence immédiate étant la diminution des flux de devises entrants.

Par ailleurs, du fait de la fermeture des frontières et le confinement imposé dans ces États, les importations, notamment des produits manufacturés et produits alimentaires, en provenance du reste du monde pourraient connaître une inflation certaine, du fait de la rareté (insuffisance de l'offre). On peut donc déduire que l'impact sera violent sur l'économie camerounaise en particulier, et la zone CEMAC en général, au vu du niveau de dépendance affichée.

TABLEAU 2 : PART DE MARCHÉ DES PRINCIPAUX PARTENAIRES DU CAMEROUN EN 2018

	Principaux Fournisseurs	Valeur (millions de FCFA)	%	Principaux Clients	Valeur (millions de FCFA)	%
	Total	3 405 172	100,00	Total	2 112 338	100,00
1	Chine	628 727	18,46	Chine	469 367	22,22
2	France	281 328	8,26	Italie	289 085	13,69
3	Nigeria	189 980	5,58	Pays-Bas	178 042	8,43
4	Pays-Bas	164 494	4,83	France	125 479	5,94
5	Thaïlande	143 681	4,22	Espagne	124 168	5,88
6	USA	132 684	3,90	Belgique	73 430	3,48
7	Togo	115 746	3,40	Bangladesh	70 143	3,32
8	Inde	115 176	3,38	Inde	67 144	3,18
9	Belgique	106 410	3,12	Viet Nam	64 671	3,06
10	Allemagne	101 962	2,99	Malaisie	63 339	3,00
11	Total 10	1 980 188	58,15	Tchad	55 553	2,63
12				USA	54 413	2,58
13				Allemagne	40 254	1,91
14	Autres	1 424 984	41,85	Autres	437 250	20,70

Source : INS Cameroun (Le commerce extérieur en 2018) et nos calculs

/ LES PLUS GROS PERDANTS

En premier, le secteur tourisme est apparu comme la première victime du Covid-19. Avec la fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes de chaque pays, les mesures de confinement obligeant à la fermeture des bars, restaurants et espaces de loisirs ; l'annulation des manifestations sportives (report du championnat d'Afrique des Nations de Football (CHAN) prévu au Cameroun, et probablement de la CAN prévue en 2021), le tourisme aura payé le plus lourd tribut. Dans le même registre, on peut citer tout ce qui est lié à l'événementiel, les conférences internationales, les foires et festivals, etc.

Le secteur des transports étant intimement lié au tourisme subit le même revers. Le confinement et le choc dans le secteur du tourisme ont induit une chute de l'activité dans les industries brassicoles et des autres industries agroalimentaires ; de même, la dynamique dans le secteur construction et BTP connaît un ralentissement du fait de la perturbation des travaux dans plusieurs chantiers en liaison avec les mesures de confinement.

Le Commerce de gros et de détail. La baisse ici sera principalement due aux mesures de confinement, à la réduction des importations et des exportations à cause de la fermeture des frontières, à la baisse de la demande des produits non essentiels à la survie quotidienne.

D'après une étude du Groupement Inter patronal du Cameroun (GICAM), publiée le 25 avril 2020, 85% des entreprises camerounaises estiment que leur chiffre d'affaires est directement affecté, une proportion qui monte à 92% chez les grandes entreprises.

Le syndicat des PME (ECAM) quant à lui affirme dans une tribune publiée dans la presse que les Très Petites Entreprises (TPE) et les PME sont les plus négativement impactées par la pandémie. D'après les résultats de cette étude, les pertes d'après les chefs d'entreprise consultés sont de l'ordre de 60% et peuvent atteindre parfois 80%.

Naturellement, tous ces acteurs privés ont tourné leur regard vers le gouvernement pour des mesures d'accompagnement et de soutien afin d'éviter la banqueroute.

Autre gros perdant en raison du Covid19 et dont on ne parle pas assez de par son caractère non marchand, c'est l'Administration publique. Le confinement et la distanciation recommandés ont accentué l'absentéisme et enfoncé la faible productivité des administrations publiques camerounaises. Or, la production de ce secteur est mesurée par les salaires qui eux, sont réfractaires à la baisse, surtout en ces temps de crise sociale. Aucun ajustement n'est possible dans ce cadre.

Un autre secteur lourdement frappé est le secteur Éducation/Formation. En effet, la troisième mesure du plan de confinement édicté par le Premier Ministre pour contenir la propagation du Covid-19 est la fermeture des établissements scolaires de la maternelle à l'enseignement supérieur, étendu à la formation professionnelle.

L'objectif étant de réduire les possibilités de contamination par des rassemblements, l'école étant par nature un lieu de regroupements de forts effectifs en un lieu fermé. Les élèves et les étudiants sont donc à la maison depuis le 18 mars 2020, une période renouvelable tous les 15 jours.

Pour éviter le spectre d'une année blanche, la reprise des cours en présentiel a été annoncée pour le 01/06/2020, uniquement pour les classes d'examen du primaire et du secondaire, et dans l'enseignement supérieur.

/ LES EXTERNALITÉS POSITIVES

Dans le cadre de la gestion de la pandémie et en raison des mesures barrières préconisées, certaines filières locales de production et de services se sont positionnées et ont vu leur niveau de production exploser au vu de la demande en présence.

• *Laver les mains à l'eau et au savon ou au gel hydroalcoolique ...*

Cette mesure a donné une opportunité exceptionnelle aux entreprises du plastique avec la demande exponentielle des seaux et autres récipients, de la robinetterie, des savons et autres détergents. La petite industrie chimique des désinfectants et gels hydroalcooliques a connu un boom et des artisans informels ont conçu et adapté des solutions de lavage automatiques des mains etc.

• *Porter les masques ...*

Avec la libéralisation après publication des normes de fabrication des masques pour le grand public, le secteur textile/confection a été un des bénéficiaires pour offrir des solutions locales.

• *Restez chez vous...*

Cette disposition barrière aura profité au secteur TIC/Télécoms de manière substantielle. Avec l'encouragement au télétravail et au télé-enseignement, la demande en équipements et services Internet et télécommunications a donné un bol d'air à ce sous-secteur. La demande des services de téléphonie, de messagerie, de vidéo et visioconférence a permis à ce secteur de se relancer.

Le e-commerce n'est pas resté à la traîne, du moins dans l'espace autorisé des livraisons. Il reste à souhaiter que toutes ces habitudes acquises survivent à la crise actuelle pour être pérennisées.



Adaptation des solutions de lavage des mains par les artisans locaux

La population carcérale. La mesure barrière de distanciation sociale a eu un effet bénéfique au profit des personnes détenues dans plusieurs pays d'Afrique centrale. Dans le cas du Cameroun, malheureusement réputé pour la surpopulation carcérale, un décret signé par le Président de la République du Cameroun, pour désengorger les prisons à travers le territoire national le 15 avril 2020, aura permis à près de 5000 personnes de recouvrer la liberté afin d'éviter une contamination de masse dans les prisons.

C/ AUTRES CONSÉQUENTES PERCEPTIBLES ET ENVISAGEABLES

/ LE CHOC PSYCHOLOGIQUE ET SOCIAL

Il est peut-être trop tôt d'en tirer des conclusions, mais ce serait faire preuve d'un déni de réalité si on n'anticipe pas sur les effets psychologiques et anthropologiques de l'actuelle pandémie. En effet, il est établi que la société africaine est fondée sur le rapport étroit entre les communautés, voire des individus et la convivialité. On s'étreint ou on se donne des poignées de main en signe « bon vivre ensemble ».

Comment comprendre qu'éviter de saluer ou de rendre visite à un parent ou un ami, c'est lui vouloir du bien ? Comment enterrer des parents ou des amis ou collègues décédés sans cérémonies funéraires ? « Sans faire le deuil », comme on dit au Cameroun ! Ces considérations, sans les justifier, peuvent expliquer certaines résistances aux mesures barrières édictées par les autorités, et qui malheureusement permettent à la chaîne de transmission de prospérer au sein des communautés. Ce choc psychologique latent et la peur généralisée créée par cette pandémie imprévisible fatalement des conditions pour un développement à terme des maladies mentales qu'il va falloir gérer le moment venu.

/ LE COTÉ REVERS DE L'UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX

L'occasion faisant le larron, les réseaux sociaux ont montré le revers de leurs médailles par une prolifération des fake news, plus dangereuses que la pandémie elle-même. Plus qu'ailleurs, le Cameroun a montré aux yeux du monde, la face hideuse de la mauvaise utilisation des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, à l'occasion de la journée de la liberté de la presse le 03 mai 2020, a déploré ce phénomène des médias plus nocifs pendant la pandémie par la diffusion des fake news. L'UNESCO également avait déjà lancé un appel à ne faire confiance qu'aux sources d'informations crédibles.

Le Cameroun aura été un terreau très fertile comme cas d'école pour cette triste réalité de prolifération des fake news dans ce contexte de pandémie doublé d'une crise sociopolitique.

ANALYSE DE LA GESTION DE LA CRISE COVID19 : UNE DEMARCHE SELON L'APPROCHE DES CAPACITES

Nous distinguons principalement 04 dimensions des capacités. Les 03 premières dimensions telles que définies par ACBF (les capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines) et une 4ème proposée par le CAMERCAP-PARC.

A/ LES QUATRE DIMENSIONS DES CAPACITÉS EN PRÉSENCE FACE À LA PANDÉMIE

/ LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

• AU NIVEAU SOUS-RÉGIONAL :

Bien au-delà de la pandémie, il est fort opportun de rappeler que le processus non achevé du projet d'absorption/fusion de la CEMAC et de la CEEAC ne favorise pas la coordination des politiques en Afrique centrale. Ainsi, sur le plan sanitaire, l'OCEAC basée à Yaoundé, ne dispose pas de capacités suffisantes pour ses missions, et par conséquent n'a pas été très visible dans la gestion de la pandémie en cours.

Sur le plan de la coordination des politiques économiques, la commission de la CEMAC et le secrétariat exécutif de la CEEAC ont plutôt fait entendre un silence assourdissant.

• AU NIVEAU NATIONAL :

Le Cameroun a mis en place un comité interministériel présidé par le Premier Ministre/Chef du Gouvernement qui coordonnait toutes les activités. Une séance hebdomadaire réunit tous les jeudis ses membres pour faire le point. Le comité rend compte et reçoit des orientations directement du Président de la République.

Au plan sectoriel, le Ministère de la Santé avait déjà un dispositif organique fonctionnel avec une Direction de lutte contre les pandémies et les épidémies, ainsi que d'un Centre national de coordination des urgences sanitaires publiques (COUSP) qui ont continué à assurer leurs missions respectives.

/ LES CAPACITÉS ORGANISATIONNELLES

• AU NIVEAU SOUS-RÉGIONAL :

Aucune organisation n'a été mise en place pour la gestion de la pandémie dans l'espace CEMAC/ CEEAC. Le Center for diseases control (CDC) de l'Union Africaine, pourtant basé à Libreville, a apporté quelques appuis conseils aux États de manière singulière, mais pas dans le cadre des organisations sous-régionales. L'OCEAC n'a pas particulièrement été actif tout comme la Direction Régionale de l'OMS pour l'Afrique pourtant basée à Brazzaville.

Sur le plan sanitaire

Plusieurs initiatives ont été prises dans le cadre de la gestion de la pandémie dans la sous-région. Mais du fait des antécédents d'une intégration très fragile, elles n'ont pas produit de grands effets. Chaque pays privilégiant, état d'urgence sanitaire oblige, jouer en solitaire que collectif. Priorité à l'intérêt national s'entend ! Ainsi :

- *Le 18 février 2020, le centre international de conférences de Sipopo en Guinée Équatoriale a abrité la réunion des experts nationaux des pays et partenaires pour le renforcement de la prévention et la préparation à la riposte face à l'épidémie du Covid-19 dans les pays membres de la CEMAC. La pro-action a été appréciable en ce moment-là.*
- *Le 19 avril 2020, les Ministres en charge de la Santé publique des six pays de la CEMAC en collaboration avec la Commission de la CEMAC et l'Organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies en Afrique Centrale (OCEAC) se sont retrouvés à Douala pour statuer sur une stratégie communautaire de riposte contre le Covid-19. En depuis lors, aucune action concrète n'a été entreprise au niveau communautaire !*

Sur le plan socioéconomique

Le 24 mars 2020, la Commission de la CEMAC à travers le Secrétariat Permanent du programme des réformes économiques et financières (PREF-CEMAC) rendait public un rapport intitulé « Incidences économiques et financières du Covid19 sur les économies de la CEMAC et esquisses de solutions ». Le rapport s'achève par des propositions de mesure de mitigation qui feront l'objet d'examen et de validation lors d'une réunion du comité de pilotage extraordinaire du PREF-CEMAC tenu à Brazzaville/ Congo les 26 et 27 mars 2020. On notera également au passage un soutien de la BDEAC à hauteur de CFA trois (03) milliards de FCFA pour faire face à la pandémie, soit CFA 500 millions par pays.

De manière non singulière, les pays de la sous-région ont bénéficié des initiatives de soutien financier de la part de la communauté internationale à travers des annulations et/ou allègements de dette de la part du FMI, la Banque Mondiale et du G20. D'autres appuis directs au niveau bilatéral ont également été recensés au bénéfice de chacun des États (Le Canada, la Suisse, notamment dans le cas du Cameroun).

Au niveau national, l'impact du Covid19 devrait également se traduire par une révision de la loi de finances dans les États afin d'intégrer les nouvelles contraintes relatives à la baisse des recettes et à une réallocation indispensable des ressources en faveur de la gestion de la pandémie.

De plus, les pays de la sous-région auront aussi bénéficié de l'assistance matérielle de donateurs privés, bilatéraux et multilatéraux étrangers. On relèvera au passage le don du milliardaire chinois Jack Ma, fondateur de Ali Baba à l'ensemble des pays de l'Union Africaine, dont ceux de la sous-région. Par la suite, le gouvernement chinois a également apporté plusieurs cargaisons de dons en matériels. Dans cette rubrique, on va recenser plusieurs Agences spécialisées des Nations Unies (PNUD, UNHCR, UNICEF, etc.)

Il faut noter ici dans le cas du Cameroun qu'il aura fallu attendre le mois de mai 2020, soit plus de 02 mois après la détection du premier cas de Covid-19 pour voir l'organisation de la stratégie des 3T : Tester-Tracker-Traiter, l'étendre sur l'ensemble du pays pour épouser la configuration de la carte sanitaire nationale. Ainsi, chacune des 10 régions pouvait disposer d'une unité de prise en charge des 3T en plus des premiers centres établis dans les grandes métropoles (Yaoundé et Douala). Ce dispositif aura eu comme conséquence de faire explorer les chiffres vers la 3^e semaine du mois de mai 2020 (sans exclusive d'un déconfinement relatif observé).

Il est également bon de rappeler que selon les mécanismes prévus en situation d'urgence, toute la prise en charge médicale des malades du Covid-19 était supportée par le Gouvernement.

/ SUR LE PLAN DU CAPITAL HUMAIN

Que ce soit au niveau national ou des autres pays de la sous-région, la situation jusqu'à date n'a pas semblé très critique en ce qui concerne le personnel médical et assimilé. Peut-être en raison de l'ampleur actuelle, le personnel soignant dans les États n'est pas encore à un niveau d'alerte inquiétant. Mais la tendance à l'évolution exponentielle du nombre de cas peut susciter des inquiétudes dans les jours à venir si la pandémie n'est pas maîtrisée.

Cependant, le problème semble plutôt se poser en ce qui concerne la recherche où la mobilisation des ressources humaines y consacrées ne paraît pas très engagée. L'activité se déroule de manière isolée par quelques chercheurs passionnés sans véritable soutien des gouvernements, ni une réelle coordination tant sur le plan scientifique que stratégique tant au niveau national, encore moins à l'échelle sous-régionale.

/ EN CE QUI CONCERNE L'ANCRAGE SOCIOCULTUREL : APPROCHE ENDOGÈNE ET ANTHROPOLOGIQUE DE GESTION DE LA CRISE

L'Afrique centrale est classée comme deuxième poumon de la terre après l'Amazonie avec sa forêt équatoriale et reconnue pour la richesse de sa biodiversité. La pharmacopée traditionnelle, notamment la phytothérapie y est très développée depuis la nuit des temps. C'est donc très naturellement qu'une solution thérapeutique originale issue de la sous-région ne serait pas une surprise.

Beaucoup d'initiatives et de projets ont été lancés dans ce sens. Mais en raison d'une absence de coordination des politiques et de leadership politique pour une solution endogène efficace, des progrès perceptibles ne sont pas encore enregistrés dans ce sens.

On peut toutefois noter des réponses spontanées et naturelles à la fois endogènes et anthropologiques pour faire face à la pandémie. Les plus notables à relever concernent la solidarité populaire et la pharmacopée traditionnelle.

• LA PLACE DE LA PHARMACOPÉE TRADITIONNELLE AFRICAINE

Diverses initiatives se sont manifestées en présentant des propositions de solutions thérapeutiques contre le Covid-19. Certaines d'entre elles ont reçu l'accompagnement et les encouragements du gouvernement (discours du PRC le 19 mai 2020) pour leurs actions. On peut citer dans cette catégorie :

- *Monseigneur Samuel KLEDA, Archevêque catholique de Douala, phytothérapeute connu dans le pays depuis une trentaine d'années, qui met à la disposition des patients testés positifs, une solution d'huiles essentielles à partir d'herbes médicinales. Il a reçu les encouragements du Président de la République à travers le Premier Ministre (photo).*
- *Dr Marlyse MBEZELE Épouse PEYOU, biochimiste et chercheuse ayant quitté les USA pour retourner au pays, qui propose « NGUL BE TARA », un complément alimentaire à base de plantes aux propriétés antivirales, analgésiques et antibiotiques entre autres. Conditionnés en comprimés et en sirop ;*
- *Dr Euloge Yíagnigni Mfopou, et bien d'autres naturopathes et chercheurs avec des éléments probants de leur apport au recouvrement de la santé en cas de covid positif.*

Le Cameroun est également producteur de l'Artemisia, l'un des produits composant la solution malgache Covid-Organics et des anti-paludéens.

On peut discuter, sous réserve des statistiques d'ailleurs très difficiles à produire dans ce cas, mais l'une des causes de la résilience de la sous-région et de la faible mortalité liée au Covid-19 dans cette zone tient certainement aux habitudes d'automédication traditionnelle. Les solutions dites « de grand-mère » ont été renforcées par un recours massif à la pharmacopée traditionnelle : infusion, décoction, sauna traditionnel aux plantes et écorces etc.

Ce recours a par ailleurs été renforcé par la polémique entretenue autour du vaccin et de la thérapie par la chloroquine dans les médias et les réseaux sociaux.

Mais une fois de plus, le gros problème reste une absence de convergence de toutes ces propositions !

• LA SOLIDARITÉ POPULAIRE

De manière quasi spontané, puis systématique, c'est une particularité qui retrouve ses racines dans l'essence de la vie communautaire africaine. Un fort élan de solidarité nationale a vu s'associer les partenaires publics et privés, nationaux et internationaux aux initiatives individuelles pour venir en aide aux plus nécessiteux, souvent à titre préventif.

En effet, le premier plan du 17 mars 2020 incluait entre autres mesures, l'ouverture d'un fonds de solidarité ouvert par le Président de la République du Cameroun à hauteur d'un milliard de FCFA. S'en sont suivies des donations en espèces dans un compte ouvert au Trésor public et un autre dans une institution financière de la place, sous la gestion conjointe du Ministre des finances et du Ministre de la santé publique. Le total des dépôts au 29 mai 2020 cumulait à 1 687 500 000 XAF soit 2 500 000 Euros.

Encadré : Traçabilité des transferts sociaux : un sujet de recherche en économie sociale ?

On a assisté en Afrique centrale à une mobilisation importante dans la lutte contre le Covid-19. Les grandes entreprises et des personnalités ont apporté des dons de toute nature afin de soutenir les initiatives gouvernementales. Il faut rappeler que ce genre d'initiative favorise la redistribution des revenus dans la société. Cette redistribution des revenus est une politique d'atténuation des inégalités de revenus opérée au moyen des transferts sociaux.

En effet, l'ODD10 de l'agenda 2030 est relatif à la réduction des inégalités. Si des actions visibles de solidarité ont été diffusées à travers les médias (chaînes de télévision, Radio et presse), il est aussi apparu que la dimension « marketing publique » a vite pris le pas sur la dimension purement humanitaire de venir en aide au plus défavorisés. Ainsi, Sénateurs, Députés, Élus municipaux, Membres du gouvernement et assimilés, et autres leaders politiques à différents niveaux ont accouru chacun vers sa base politique, son village électoral pour faire des dons. Dès lors, aucun souci ni besoin de centralisation pour mieux coordonner la redistribution en fonction des besoins réels identifiés et ciblés.

Beaucoup d'initiatives et de projets ont été lancés dans ce sens. Mais en raison d'une absence de coordination des politiques et de leadership politique pour une solution endogène efficace, des progrès perceptibles ne sont pas encore enregistrés dans ce sens.

On peut toutefois noter des réponses spontanées et naturelles à la fois endogènes et anthropologiques pour faire face à la pandémie. Les plus notables à relever concernent la solidarité populaire et la pharmacopée traditionnelle.

• LA PLACE DE LA PHARMACOPÉE TRADITIONNELLE AFRICAINE

Diverses initiatives se sont manifestées en présentant des propositions de solutions thérapeutiques contre le Covid-19. Certaines d'entre elles ont reçu l'accompagnement et les encouragements du gouvernement (discours du PRC le 19 mai 2020) pour leurs actions. On peut citer dans cette catégorie :

- *Monseigneur Samuel KLEDA, Archevêque catholique de Douala, phytothérapeute connu dans le pays depuis une trentaine d'années, qui met à la disposition des patients testés positifs, une solution d'huiles essentielles à partir d'herbes médicinales. Il a reçu les encouragements du Président de la République à travers le Premier Ministre (photo).*
- *Dr Marlyse MBEZELE Épouse PEYOU, biochimiste et chercheuse ayant quitté les USA pour retourner au pays, qui propose « NGUL BE TARA », un complément alimentaire à base de plantes aux propriétés antivirales, analgésiques et antibiotiques entre autres. Conditionnés en comprimés et en sirop ;*
- *Dr Euloge Yíagnigni Mfopou, et bien d'autres naturopathes et chercheurs avec des éléments probants de leur apport au recouvrement de la santé en cas de covid positif.*

Le Cameroun est également producteur de l'Artemisia, l'un des produits composant la solution malgache Covid-Organics et des anti-paludéens.

On peut discuter, sous réserve des statistiques d'ailleurs très difficiles à produire dans ce cas, mais l'une des causes de la résilience de la sous-région et de la faible mortalité liée au Covid-19 dans cette zone tient certainement aux habitudes d'automédication traditionnelle. Les solutions dites « de grand-mère » ont été renforcées par un recours massif à la pharmacopée traditionnelle : infusion, décoction, sauna traditionnel aux plantes et écorces etc.

Ce recours a par ailleurs été renforcé par la polémique entretenue autour du vaccin et de la thérapie par la chloroquine dans les médias et les réseaux sociaux.

Mais une fois de plus, le gros problème reste une absence de convergence de toutes ces propositions !

QUELQUES LEÇONS RAPIDES À TIRER DE LA PANDÉMIE

A/ LE PLAN DE RIPOSTE À LA CRISE DU COVID-19 : CAS DU CAMEROUN

/ LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

La sous-région Afrique centrale n'a pas eu ou n'a pas pu mettre en place un plan de riposte communautaire et coordonné face au Covid-19. Cela a été dit plus haut. Cependant, les plans de riposte ont bien été conçus et mis en œuvre au niveau national.

Dans le cas du Cameroun par exemple, il a bien fallu tenir compte du caractère enclavé de la RCA et du Tchad qui dépendent des ports camerounais pour leurs exportations et importations dans l'application de la mesure relative à la fermeture des frontières ; les frontières vers ces deux pays sont donc restées ouvertes sous strict contrôle.

Au plan purement interne, jusqu'au 28 mai 2020, quarante-cinq mesures ont été adoptées selon la chronologie ci-après :

- 17 mars 2020 : 13 mesures, avec cas de contaminés : 10 cas de guérison : 0 cas des décès : 0
- 19 mars 2019 : 03 mesures supplémentaires, avec cas de contaminés : 13 cas de guérison : 0 cas des décès : 0
- 09 avril 2020 : 07 nouvelles mesures, avec cas de contaminés : 688 Cas de guérison : 60 cas des décès : 09
- 16 avril 2020 : 03 nouvelles mesures, avec Cas de contaminés : 1016 cas de guérison : 168 cas des décès : 22
- 30 avril 2020 : 19 mesures dont certaines sur l'allègement du confinement.
Cas de contaminés : 1866 cas de guérison : 934 cas des décès : 61

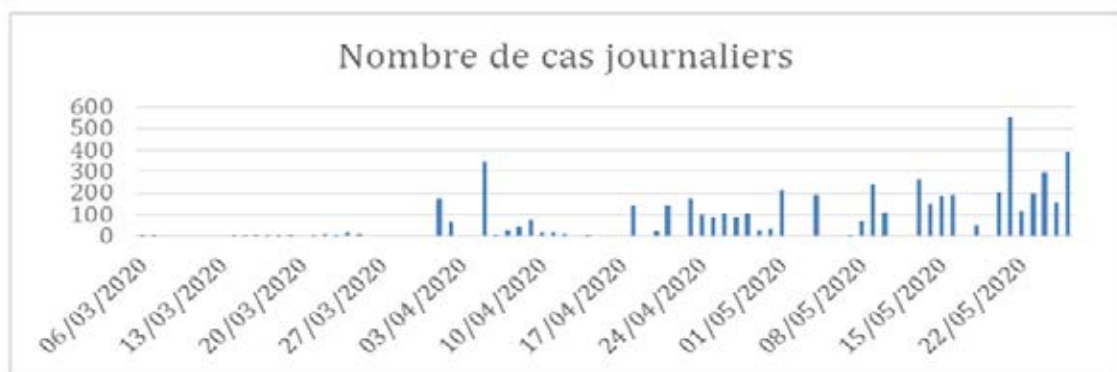
Il faut noter que ces mesures sont prorogées par quinzaine sur décision du Président de la République. Ces mesures portent tant sur le dispositif sécuritaire et sanitaire pour limiter la propagation du virus, que sur le plan d'accompagnement économique et social de la vie de la nation.

B/ EFFETS IMMÉDIATS D'UN DÉCONFINEMENT MAL MAÎTRISÉ : LE CAS DU CAMEROUN

En effet au terme, la phase du confinement allant du 07 mars au 30 avril 2020, le Cameroun compte pour 1866 cas confirmés (soit 56 jours). Sur la base des récriminations des acteurs économiques principalement et des populations, les mesures du 30 avril 2020 donnaient une ouverture à un déconfinement partiel. Il faut déjà rappeler que le caractère du modèle économique et social en Afrique centrale ne permet pas un confinement total comme observé ailleurs. 26 jours après on a pu

observer 3570 nouveaux cas, faisant du pays le 7ème le plus touché en Afrique. Si cette décision de déconfiner se justifie par le poids de l'impact sur l'économie, caractérisée par le fort taux du secteur informel et des emplois précaires où les acteurs vivent le jour au jour, l'on peut relever que les acquis de la phase confinement n'ont pas été consolidés. Le fait d'une mauvaise communication est aussi à relever car les populations ont assimilé à tort que le déconfinement par le gouvernement signifiait la fin de la pandémie, du moins une maîtrise du système de gestion de la crise. D'où le relâchement observé dans le port du masque et l'observation de la distanciation sociale et des gestes barrières dans les espaces publics notamment les bars et autres lieux de loisirs.

Le graphique ci-dessous montre l'explosion des cas positifs dépistés par jour après le 30 avril 2020, date de l'allègement de confinement.



Source : Infographie à partir des données du centre de coordination des urgences sanitaires du Cameroun

C/ LA RÉSILIENCE PAR LE SECTEUR INFORMEL

Comment faire plus avec moins ? Ou comment une situation handicapante peut être porteuse d'espoir. En effet, le caractère dominant du secteur informel de l'économie en Afrique centrale est apparu comme un ressort de résilience constatée face au Covid-19.

Sur le plan sanitaire, nous avons déjà évoqué le recours à la pharmacopée traditionnelle. Nul n'est besoin qu'elle se développe essentiellement dans l'informel. Des tentatives de certification de ses produits font face à des résistances énormes (de la part des ambitions publiques sous la pression des lobbies pharmaceutiques) quand bien même une efficacité certaine est avérée.

L'OMS déclare la pandémie en date du 11 mars 2020. La première alerte ayant été donnée le 04 janvier 2020 à travers un bulletin publié au sujet des cas de pneumonie à Wuhan en Chine.
<https://africanews.com/2020/04/08/coronavirus-sao-tome-et-principe-annonce-ses-premiers-cas/>

Sur le plan économique, les acteurs de ce secteur, de par la précarité de leurs activités ont en eux des aptitudes de reconversion et d'adaptabilité extraordinaires. On peut relever que les couturiers et tailleurs se sont rapidement reconvertis en producteurs de masques lavables et disponibles à des prix abordables pour le citoyen moyen, soit 300 FCFA environ contre près 1500 FCFA pour un masque importé proposé en pharmacie.

Les acteurs informels de la métallurgie et du plastique ont proposé plusieurs solutions de dispositifs de lavage de main à installer dans les lieux publics.



La fabrication et la vente des masques a été libéralisée

D/ LES EFFETS DU COVID19 SUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

La présente crise met à mal la réalisation des engagements pris par les États dans le cadre des agendas nationaux et internationaux de développement. Il s'agit notamment au niveau interne du Plan National de Développement décliné dans chaque pays selon une dénomination spécifique, de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et de celui dit de développement durable des Nations Unies à l'Horizon 2030 décliné en 17 ODD.

Selon nos analyses, il va falloir être lucides et humbles pour constater et admettre que le monde entier a dérapé, que les humains sont tombés de cheval, et qu'à l'instar du cycliste, le monde a fait une chute doublée d'une sortie de piste, mais que ce n'est pas la fin de la course.

Les inégalités ne vont-elles pas s'aggraver si l'on n'en tire pas des leçons profondes au plan individuel et collectif? La réponse d'après notre modeste avis est que l'inclusion sociale reste un idéal à consolider. Et que l'épreuve du Covid-19 a montré des failles qu'il va falloir plâtrer si on veut poursuivre l'aventure des ODD.

Il s'agira donc de lancer un appel mondial à garder le cap vers l'idéal projeté et toute la philosophie à la base pour parvenir à un monde meilleur dans le cadre de cet agenda, avec moins d'inégalités et sans compromettre les générations futures. Pour cela, il semble nécessaire de proposer des assises échelonnées en cascades (selon le modèle consensuel Bottom-Up, qui a prévalu lors des négociations de l'agenda 2030). D'abord au sein des États, puis des sous-régions (les cinq en Afrique), ensuite dans les cinq régions du monde et enfin au niveau global des Nations Unies afin de revisiter cet agenda. On pourrait alors aboutir à un ajustement idéologique et stratégique pour articuler un nouveau partenariat à visage plus humaniste, pour la prospérité des peuples, dans la paix tout en respectant la planète !



CONCLUSION

En nous projetant dans une dimension globale, et dans une tentative d'analyse de la posture du monde post Covid19 face aux engagements par rapport aux agendas de développement 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine.

L'un dans l'autre, les 02 agendas se veulent inclusifs et bâtis autour d'un nouveau partenariat mondial au service du développement durable. C'était en même temps une ambition et une philosophie volontariste de parvenir à un Partenariat mondial efficace pour le développement. Le cadre conceptuel d'élaboration comportant un certain nombre d'objectifs dont un relatif aux moyens de mise en œuvre comme condition de réalisation de tous les autres.

La pandémie du Covid-19 a donc offert une situation réelle et en grandeur nature en plus d'être urgente où ces partenariats devraient se tester et s'évaluer cette approche de développement basée sur le partenariat multilatéral. En moins de 03 mois d'immersion dans la crise que des failles énormes ont été mises à nu. Plusieurs objectifs (ODD) semblent ainsi compromis à l'horizon 2030 alors que nous ne sommes qu'à un tiers du parcours.

Notre proposition serait de repenser lesdits agendas, en particulier celui des ODD en 2030. Des assises urgentes des Chefs d'États et de gouvernements qui l'ont adopté en septembre 2015 devraient être organisées par les Nations Unies dès la fin de la crise pour amender cet agenda, soit dans la durée et des mécanismes, soit dans ses contours et son approche.

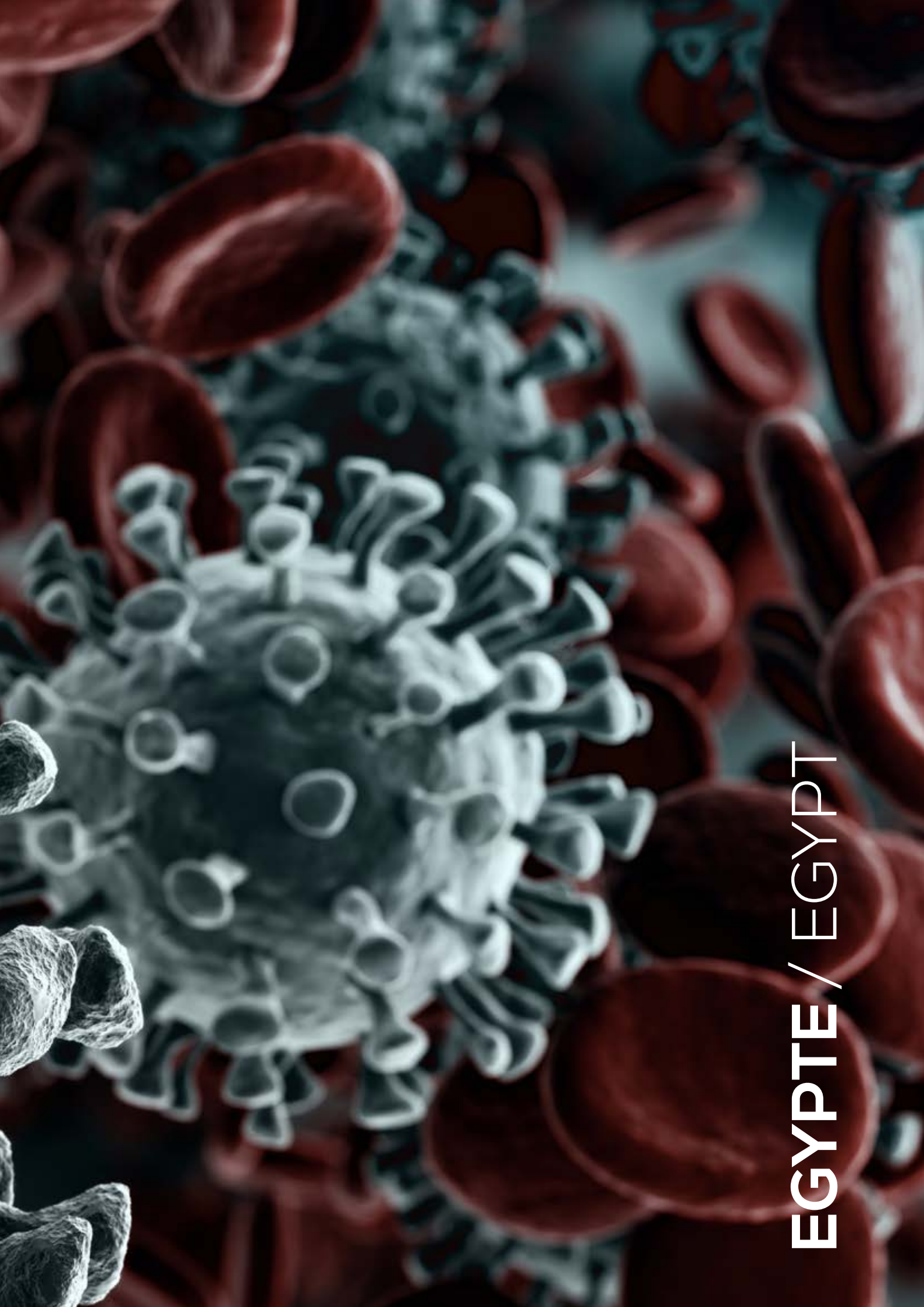
La justification de cet appel à la révision des agendas internationaux de développement tiendrait du fait que les lois et règlements dans un État moderne et démocratique ont pour finalité le bien-être et l'épanouissement de ses populations. C'est pour cela qu'ils varient et s'adaptent d'un État à un autre et d'une période à une autre. Ils ne sont donc pas immuables ad vitam aeternam. La flexibilité est devenue par conséquent un critère de management efficace des organisations et donc des États. Le monde est en situation d'urgence sanitaire internationale.

Saisissons cette opportunité pour asseoir des mesures structurelles de base fortes et solides pour la refondation de notre modèle de développement économique et social.

Voici venu le temps favorable pour assurer et assumer la rupture. /-

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- CAMERCAP-PARC (2020) ; « COVID-19 et les Agendas de développement au Cameroun, En Afrique et dans le monde : Sortie de piste ? » Policy Brief No 5 de mai 2020
- CAMERCAP-PARC (2020) « impact du COVID-19 sur l'Économie Camerounaise » note de veille stratégique sur l'économie nationale sur : <https://camercap-parc.org/impact-du-covid-19-sur-leconomie-camerounaise/>
- CEMAC_Secretariat Permanent « Incidences Économiques et financières du COVID-19 sur les économies de la CEMAC et esquisses de solution, Rapport du Programme de Réforme Économique et Financière de la CEMAC (PREF-CEMAC)
- FMI (juillet 2019), Cameroun : quatrième revue de l'accord au titre de la Facilité Élargie de crédit et demande de dérogation pour non observation des critères de réalisation et de modification de critères de réalisation-Communiqué de presse ; rapport des services du Fmi ; et déclaration de l'administrateur pour le Cameroun ; Rapport du FMI No 19/247
- FMI (avril 2020), Perspectives Économiques Régionales ; Afrique subsaharienne ; Covid-19 : une menace sans précédent pour le développement, Études Économiques et financières.
- FMI (Aout 2019) : « Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Rapport des services du FMI sur les politiques communes à l'appui des programmes de réforme des pays membre, Rapport du FMI No 19/215,
- MINEPAT (2020) 'Impact du Coronavirus sur l'Économie Camerounaise : le Cameroun menacé par la récession en 2020 » rapport ; version du 15 (mars 2020).



EGYPT / EGYPT



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



CAIRO UNIVERSITY

L'université du Caire est une institution d'études supérieures. Elle est la première Université publique en Egypte et la deuxième plus ancienne université après l'Université Al-Azhar. Elle a été créée en 1908 comme université privée à l'initiative d'intellectuels et de leaders égyptiens. Elle est devenue Université d'Etat en 1925.

Cairo University is a higher education institution. It is the first public university in Egypt and the second oldest university after Al-Azhar University. The University was created in 1908 as a private university on the initiative of Egyptian intellectuals and nationalist leaders. It became a State University in 1925.



Hicham MOURAD

PhD

Diplômé de la faculté d'économie et de science politique de l'Université du Caire, M. Hicham Mourad est titulaire d'un doctorat de l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) en 1993. Il est professeur à la faculté d'économie et de science politique de l'Université du Caire depuis 1995 et directeur du Master de relations internationales à l'Université française d'Egypte depuis 2014. Il a enseigné dans de nombreuses universités telles que l'Académie arabe des Sciences et de la Technologie, relevant de la Ligue arabe.

Dr. Hicham Mourad has a degree from the economics and political science Faculty of Cairo University, and a PhD from the University of Paris I (Pantheon-Sorbonne) in 1993. He is professor at the economics and political science faculty of Cairo University since 1995 and director of the Master's program in International Relations at the French University of Egypt since 2014. He taught in many universities such as the Arab Academy of Science and Technology, which is affiliated with the Arab League.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P111

L'ÉCONOMIE EGYPTIENNE ET LE COVID-19

P113

- / DES MESURES ANTI-RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE
- / LE TOURISME
- / LES ENVOIS DE FONDS PAR LES EXPATRIÉS
- / LE SECTEUR INFORMEL
- / L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
- / LE CANAL DE SUEZ
- / LE POIDS DE LA DETTE EXTÉRIEURE
- / LE SECTEUR DE LA SANTÉ
- / LE SECTEUR DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

RÉSUMÉ

Covid-19 : Quel impact sur l'économie égyptienne ?

Rapidement après la propagation du coronavirus en mars, le gouvernement égyptien a mis en place début avril un plan d'une valeur de 6,35 milliards de dollars pour atténuer les effets négatifs de la pandémie sur l'économie. Dans ce contexte, une série de mesures financières et fiscales ont été prises pour soutenir les secteurs et les sources de devises les plus durement touchés, en particulier le tourisme, les envois de fonds par les expatriés, le canal de Suez, le secteur informel et l'industrie manufacturière. Pour financer ces mesures et combler le déficit, le gouvernement s'est tourné vers le Fonds monétaire international qui a fourni une aide financière de 2,8 et 5,2 milliards de dollars sur l'année 2020.

Malgré l'impact négatif multiforme, l'économie égyptienne devrait s'en tirer mieux que l'économie de n'importe quel autre pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Selon le FMI, l'Égypte est le seul pays de cette région qui devrait enregistrer une croissance de 2,0% cette année, grâce à un programme de réformes visant à corriger les importants déséquilibres externes et internes en vigueur entre 2016 et 2019.

Mais si certains secteurs économiques souffrent à cause de la crise du Covid-19, d'autres, malgré les difficultés, ont gagné en fonds, en investissements et en soutien gouvernemental - et devraient continuer de l'être - parce qu'ils étaient à l'avant-garde de la lutte contre le virus. Il s'agit des secteurs de la santé et des technologies de l'information et des communications.



ABSTRACT

Covid-19: What impact on the Egyptian economy?

Quickly, after the spread of the coronavirus in March, the Egyptian government put in place in early April a plan worth \$ 6.35 billion to mitigate the negative effects of the pandemic on the economy. In this context, a series of financial and fiscal measures have been taken to support the sectors and sources of hard currency which have been the most severely affected, in particular: Tourism; remittances by expatriates; the Suez Canal; the informal sector; and the manufacturing industry. To finance these measures and make up for the shortfall, the government turned to the International Monetary Fund, which has provided financial assistance of 2.8 and 5.2 billion dollars over 2020.

Despite the multi-faceted negative impact, the Egyptian economy is expected to fare better than those of other countries in the Middle East and North Africa. According to the IMF, Egypt is the only country in this region which is expected to achieve 2.0% growth this year, thanks to a reform program intended to correct large external and internal imbalances that were in effect between 2016 and 2019.

If some economic sectors are forced to suffer the most from the Covid-19, others, despite difficulties, have gained in funds, investment and government support - and should continue to be - because they were at the forefront of the fight against the virus. These are the sectors of health as well as information and communication technology.

L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE ET LE COVID-19

L'Égypte a commencé le 27 juin à rouvrir progressivement son économie et à retrouver une vie presque normale : couvre-feu levé, réouverture des hôtels, des restaurants et des cafés ainsi que la reprise des activités culturelles, cinéma et théâtre, avec cependant une capacité d'accueil réduite et le maintien des mesures préventives anti-coronavirus. Le but étant d'éviter un ralentissement économique prolongé, mais au risque d'une augmentation importante des cas de contamination et de décès liés au Covid-19. L'Égypte suit en cela la tendance mondiale à la reprise des activités commerciales et économiques, car le prix de la poursuite du verrouillage national devient trop élevé, voire insupportable.

L'Égypte devrait cependant mieux s'en sortir des effets négatifs de la pandémie que les autres pays de la région du Moyen-Orient - Afrique du Nord (MENA). Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'Égypte est le seul pays de cette région qui devrait connaître en 2020 une croissance de 2,0 % de son produit intérieur brut (PIB), alors que les autres connaîtront probablement une contraction de leur économie

La pandémie a négativement impacté l'économie égyptienne, alors qu'un programme de réforme destiné à corriger d'importants déséquilibres extérieurs et intérieurs était en œuvre entre 2016 et 2019, sous l'égide du FMI, qui l'a soutenu par une ligne de crédit de 12 milliards de dollars sur trois ans. Ce programme avait commencé à porter ses fruits avec une croissance économique de plus de 5 % au cours des deux dernières années. Signe d'une stabilité économique accrue, le secteur du tourisme a enregistré en 2018-2019 ses revenus les plus élevés depuis la révolte populaire de 2011.

En outre, les efforts continus visant à améliorer le climat des affaires devaient entraîner une croissance et une diversification économique encore plus fortes du secteur privé en 2020 et au-delà.

économiques. Les effets de la pandémie touchent également les sources majeures de revenus en devises étrangères, où le gouvernement a moins de prise, comme les transferts de fonds des travailleurs expatriés, notamment dans les pays du Golfe, ainsi que les recettes du Canal de Suez. Les restrictions aux voyages internationaux ont provoqué presque un arrêt net des activités touristiques dans le pays, alors que le ralentissement de l'activité économique mondiale a réduit les envois de fonds des Égyptiens travaillant à l'étranger et les revenus du canal de Suez. Ces trois sources représentent ensemble 15,9 % du PIB.

/ DES MESURES ANTI-RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

Dès la propagation du virus, le gouvernement a engagé une action décisive en allouant au début d'avril 100 milliards de livres égyptiennes (6,35 milliards de dollars) pour financer un plan anti-pandémie. Plusieurs mesures financières, fiscales et bancaires ont été prises dans ce cadre pour atténuer les effets économiques négatifs du Covid-19 (voir encadré). Ces mesures portent sur l'adoption d'une panoplie de politiques financières incitatives et d'allègements fiscaux, comme le report de paiement des impôts des particuliers et des entreprises opérant dans les secteurs industriel et touristique et une assistance aux personnes à faible revenu, la mise en place de politiques monétaires pour stimuler la demande, notamment en réduisant les taux d'intérêt et en accordant des garanties de prêt aux banques, ainsi qu'en fournissant des liquidités et des crédits, et en allégeant les charges sur les secteurs touchés, principalement le secteur du tourisme et de voyages, de l'aviation civile, du transport maritime, de l'industrie ainsi que des micros, petites et moyennes entreprises, qui ont subi de plein fouet les effets du coronavirus. Les mesures comprenaient également des réductions des tarifs de l'électricité et du gaz naturel pour les industries ainsi qu'une assistance financière aux travailleurs saisonniers .

Ces mesures jouent essentiellement sur le court terme et visent à atténuer les retombées de la crise sur les différents secteurs de l'économie. Le redressement à long terme de ces derniers sera probablement variable selon les domaines d'activité et graduel. Il dépendra principalement de la reprise de l'économie mondiale qui sera probablement progressive et s'étalera sur la durée.

MESURES FINANCIÈRES

Il s'agit des mesures visant à accroître la liquidité du marché, dont des dépenses publiques aux niveaux national et sectoriel.

- *Poursuivre les méga projets d'infrastructure.*
- *Accroître de 7 % et 12 % respectivement la majoration annuelle des salaires des employés du secteur public et de l'État et de 14 % pour les pensions.*
- *Réduire le taux de dépôt et de prêt au jour le jour de 3 % à la fois afin de créer une accessibilité financière et de réduire le coût d'emprunt.*
- *Un fond de prêt de 50 milliards de livres égyptiennes (3,1 milliards de dollars) à affecter au secteur du tourisme à un taux d'intérêt bonifié pour les nouveaux projets et les projets d'expansion.*
- *Fournir une facilité de crédit pour payer les salaires des employés du secteur du tourisme à rembourser sur une période de 2 ans, avec un délai de grâce de 6 mois.*
- *Exonérer les biens de première nécessité de la règle de couverture en espèces de 100 % de la valeur des importations.*
- *Un fond de 20 milliards de livres égyptiennes (1,25 milliard de dollars) pour soutenir le marché des capitaux.*
- *Subventionner les tarifs d'électricité et de gaz naturel pour le secteur industriel.*
- *Réduire le taux d'intérêt débiteur de 10 % à 8 % pour les secteurs industriel et touristique.*
- *Accorder des subventions en espèces pour les travailleurs rémunérés à la journée d'un montant de 500 livres égyptiennes (31 dollars) par personne.*
- *Faciliter l'accès au crédit par la suppression de certaines restrictions.*
- *Paiement de 1 milliard de livres égyptiennes (62,5 millions de dollars) d'arriérés de subventions à l'exportation et facilitation des procédures d'exportation.*
- *Un prêt gouvernemental de 127,39 millions de dollars accordé en mai 2020 à la compagnie nationale de transport aérien, Egyptair.*

MESURES BANCAIRES

- *Report de règlement des frais de crédit pour les prêts bancaires individuels pour une période de 6 mois et augmentation du montant mensuel du remboursement du prêt de 30 % à 50 % du revenu mensuel.*
- *Suppression des limites de retrait pour les cartes de crédit et report de règlement des intérêts sur cette dernière pour une période de 6 mois.*
- *Allègement de la dette à risque de défaut de paiement pour les montants inférieurs à un million de livres égyptiennes (62 500 dollars).*
- *Accorder un délai de grâce aux prêteurs hypothécaires, aux sociétés d'affacturage et de crédit-bail pour une période de 6 mois.*
- *Effacement de 17 milliards de livres égyptiennes (1,1 milliard de dollars) de dettes de 226 entreprises en difficulté.*
- *Supprimer les frais de paiement en ligne par carte bancaire.*

MESURES FISCALES

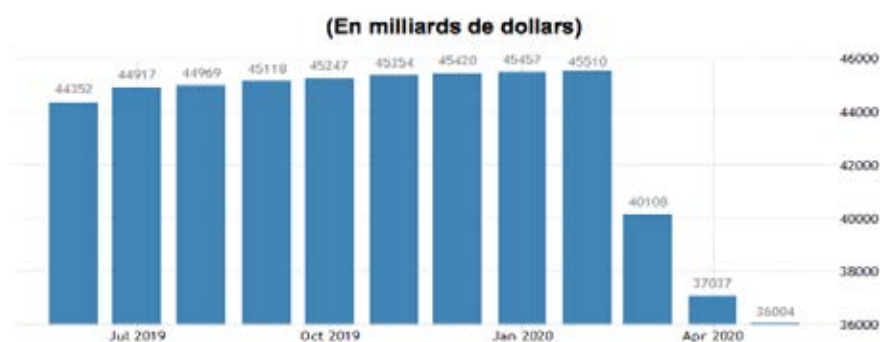
Il s'agit notamment des exonérations fiscales aux niveaux national et sectoriel

- Report de 3 mois du règlement des taxes foncières dans les secteurs touristique et industriel.
- Permettre des versements sur 3 mois pour régler l'impôt sur le revenu des sociétés dans tous les secteurs, entre avril et juin 2020, au lieu d'un règlement unique en avril.
- Prolonger le délai de dépôt des déclarations de revenus des particuliers à partir du 31 mars.
- Augmenter la limite d'exonération fiscale pour les employés de 8 000 à 15 000 livres égyptiennes (de 500 à 938 dollars).
- Réduction des impôts sur le marché des capitaux pour inclure la suppression des droits des timbres fiscaux, le report de la taxe sur la valeur ajoutée des transactions boursières au 1er janvier 2022, l'exonération totale des investisseurs étrangers et la réduction des impôts sur les dividendes des sociétés cotées en Bourse de 10 % à 5 %.

Pour financer ces mesures, couvrir une partie des pertes attendues des revenus ainsi que pour pouvoir remplir ses engagements financiers, le gouvernement a fait appel à deux reprises au FMI. Une première fois en avril afin d'obtenir une aide d'urgence qui a été accordée en mai. Cette assistance de 2,77 milliards de dollars était destinée à répondre aux besoins urgents de la balance des paiements auxquels le pays est confronté en raison du coronavirus, selon l'institution monétaire qui a souligné que son aide cherchait à sauver la stabilité macroéconomique durement gagnée de l'Égypte de l'impact négatif du Covid-19.

Plus concrètement, le FMI visait à aider l'Égypte à financer des dépenses ciblées et temporaires du budget et à limiter la baisse de ses réserves en devises étrangères. Celles-ci sont tombées à 37 milliards de dollars en fin avril, contre 40 milliards en fin mars, après avoir baissé de 5,4 milliards de dollars en mars (Figure 1). Le Premier ministre Mostafa Madbouly a de son côté indiqué que le prêt du FMI est une « étape proactive » contre les répercussions de la pandémie sur l'économie égyptienne et visait à préserver les gains réalisés par les réformes économiques de ces dernières années.

Figure 1 : Les réserves en devises étrangères de juillet 2019 à avril 2020



Le mois suivant, le FMI a conclu un accord Stand by avec l'Égypte pour un prêt de 5,2 milliards de dollars sur un an, afin d'aider le pays à lutter contre les retombées économiques négatives de la pandémie. L'accord est intervenu le 5 juin après que la livre égyptienne, qui était restée stable face au dollar pendant deux mois, a glissé de 2,2 %, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis mars 2017. Cette baisse était due à la forte demande sur la monnaie américaine au moment où les rentrées en devises étrangères étaient en forte baisse en raison de la pandémie.

Selon le FMI, le prêt vise à réaliser plusieurs objectifs : soutenir les efforts du gouvernement pour maintenir la stabilité macroéconomique, faire avancer les principales réformes structurelles, mettre l'Égypte sur une base solide pour une reprise durable ainsi qu'une croissance plus élevée et plus inclusive et la création d'emplois à moyen terme, le financement des dépenses sociales et de santé, l'amélioration de la transparence budgétaire et la stimulation de la croissance tirée par le secteur privé.

/ LE TOURISME

Premier secteur affecté par le coronavirus, le tourisme a contribué en 2019 à hauteur de 12,6 milliards de dollars à l'économie égyptienne, ses revenus les plus élevés depuis 2011, ou l'équivalent de 4,2 % du PIB (figure 2).



Cependant, avec l'avènement de la pandémie du coronavirus, le tourisme a été le premier secteur touché et il sera probablement le dernier à se redresser, car il est improbable que les voyages retrouvent rapidement leurs niveaux antérieurs au Covid-19. Il était prévu que les revenus du secteur soient portés à 18,4 milliards de dollars en 2020, mais les recettes se sont arrêtées à 10,7 milliards réalisés pendant les trois premiers trimestres de l'année fiscale (juillet 2019-mars 2020) avant que le verrouillage national et l'interruption des liaisons aériens ne soient imposés dans la seconde moitié de mars, avec un manque à gagner estimé à 6 milliards de dollars, soit 35 % des recettes en moins.

Dans la période de mars à juin 2020, alors que le COVID-19 faisait des ravages dans le monde, le tourisme a fortement diminué en Égypte, entre 70 et 80 % des réservations d'hôtels ayant été annulées. Les établissements hôteliers ont été fermés depuis la seconde moitié de mars, sur décision du gouvernement qui a annoncé en juin la réouverture au tourisme international à partir de juillet avec une capacité d'accueil réduite à 50 %, afin de respecter les mesures de distanciation sociale nécessaires. Cependant, toutes les activités de groupe, événements, mariages et activités de boîte de nuit et divertissement, sont interdites jusqu'à nouvel ordre.

D'importantes pertes au secteur sont donc attendues probablement jusqu'à la fin de l'année, voire au-delà, avec un taux variable selon l'évolution de la pandémie en Égypte et à l'étranger. Le gouvernement a pris jusqu'ici deux mesures essentielles pour soutenir le secteur du tourisme : le report pour 3 mois du règlement des taxes foncières des sociétés touristiques et le versement échelonné sur 3 mois de l'impôt sur le revenu des sociétés dans tous les secteurs, y compris celui du tourisme. Les professionnels du secteur jugent toutefois ces mesures insuffisantes compte tenu de l'impact colossal du Covid-19.

L'industrie du tourisme est un secteur majeur en Égypte avec des liens solides avec de nombreux secteurs de l'économie. La baisse des dépenses touristiques affectera non seulement les hôtels, les restaurants, les entreprises de transport et de taxi, les guides touristiques, mais aussi les secteurs des produits alimentaires. Par conséquent, l'impact total estimé représente environ une fois et demie la perte directe attendue des revenus touristiques. Environ la moitié des dépenses touristiques concernent l'hébergement et les secteurs de l'alimentation et des boissons, y compris les restaurants ; un quart des recettes est destiné au transport ; tandis que le reste concerne d'autres dépenses, telles que les musées et monuments et l'achat d'artisanat. On estime que les contributions directes et indirectes du tourisme fournissent 12 % du PIB. Le tourisme est également un secteur intensif en main-d'œuvre, qui emploie 1,8 million de personnes, l'équivalent de 9,5 % de l'ensemble de la force de travail .

/ LES ENVOIS DE FONDS PAR LES EXPATRIÉS

Première source de devises étrangères en Égypte, les transferts de fonds des travailleurs égyptiens à l'étranger ont atteint 26,8 milliards de dollars dans l'année fiscale 2018-2019, ou 9,5 % du PIB, en augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente 2017-2018, où ils avaient atteint 25,5 milliards de dollars. Les envois de fonds dans la première moitié de l'année 2019-2020 (juillet-décembre 2019) étaient de 13,7 milliards de dollars, en augmentation de 13,5 % par rapport à la même période de l'année précédente, où ils étaient de 12,1 milliards.

En 2018-2019, les transferts de fonds ont représenté presque l'équivalent de la valeur de toutes les exportations, plus que deux fois les recettes du tourisme, cinq fois la valeur des revenus du Canal de Suez et des investissements directs étrangers. La majorité des fonds envoyés par les expatriés est dépensée à des fins de consommation courante ou pour faire des achats immobiliers et de terrains.

Peu sont mis dans des investissements productifs, comme l'industrie, l'agriculture ou le secteur tertiaire. Les envois de fonds jouent cependant un rôle majeur dans la relance des activités commerciales, dans l'injection de devises fortes dans le secteur bancaire ainsi que comme soupape de sécurité en termes sociaux sur lesquels dépendent des millions de familles égyptiennes.

Selon la Banque mondiale, l'Égypte est le cinquième pays bénéficiaire au monde des envois de fonds de ses expatriés en 2019, après l'Inde (82,2 milliards de dollars), la Chine (70 milliards), le Mexique (38,7 milliards) et les Philippines (34 milliards).

Il n'existe pas de statistiques précises sur le nombre des expatriés égyptiens, mais le département des travailleurs à l'étranger à la Chambre de commerce du Caire estime qu'ils sont autour de cinq millions. Ils se trouvent principalement dans les pays arabes du Golfe, notamment l'Arabie saoudite. 80 % des envois de fonds proviennent des pays arabes exportateurs de pétrole, dont l'Irak et la Libye.

Étant donné que le Covid-19 affecte tous les pays du monde, les transferts de fonds des Égyptiens expatriés devraient en accuser le coup et subir une baisse importante. Au cours des crises économiques passées, les envois de fonds se sont pourtant révélés être une source relativement stable de recettes en devises et une source cruciale de revenus pour de nombreux ménages. Selon une estimation « optimiste », ils baisseront de 10% au cours de l'exercice 2019-2020, semblable à leur baisse à la suite de la crise financière mondiale de l'année 2008/2009. En cette année, les envois de fonds étaient de 7,6 milliards de dollars en baisse par rapport à l'année précédente 2007-2008 ; où ils étaient de 8,6 milliards. Une autre estimation « pessimiste » prévoit que cette baisse ira jusqu'à 15 %.

Le recul des transferts de fonds proviendrait notamment des licenciements auxquels procèderaient les employeurs d'autres pays employant des Égyptiens, les travailleurs les moins qualifiés étant probablement les premiers touchés. La baisse des prix du pétrole peut également entraîner une réduction des projets d'investissement dans les pays du Golfe, provoquant une baisse de la demande sur la main-d'œuvre migrante égyptienne. La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale estime que les perspectives les plus préoccupantes dues au Covid-19 au niveau régional se produiront dans les économies exportatrices de pétrole du monde arabe.

Elle prévoit une perte de 42 milliards de dollars de recettes pétrolières nettes d'ici la fin de cette année et une augmentation de 1,2 % du chômage régional. Selon les projections du FMI, les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman) enregistreront une croissance globale négative en 2020 et certains pourraient mettre jusqu'à 2022 pour se remettre de la crise actuelle. On estime que les ménages ruraux et pauvres seront plus vulnérables à la baisse des envois de fonds, étant donné que les licenciements initiaux sont plus susceptibles de se produire parmi les travailleurs migrants les moins qualifiés. Par conséquent, les ménages ruraux et pauvres perdront plus de revenus de transferts de fonds par rapport aux ménages urbains et aisés. La baisse de la consommation des ménages due à la baisse des transferts de fonds affectera négativement les secteurs des biens de consommation courante et intermédiaires ainsi que le secteur immobilier.

/ LE SECTEUR INFORMEL

Ce secteur représente plus de la moitié de la main-d'œuvre non agricole en Égypte et 63 % de l'ensemble de la force de travail, y compris en agriculture. Le secteur fournit entre 30 % et 40 % du PIB. Le nombre des travailleurs dans le secteur informel a considérablement augmenté dans les années 1990 pendant l'application du programme de réformes économiques basé sur la diminution du rôle de l'État en économie et la privatisation des entreprises publiques. Leur nombre a ensuite crû en raison de la crise financière mondiale en 2008 et à la suite des troubles politiques et économiques consécutifs à la révolte populaire de 2011. Il est estimé que le secteur a absorbé entre 2008 et 2011 quelque 1,6 million de travailleurs qui n'ont pas trouvé d'emploi aussi bien dans le secteur public que privé.

Les travailleurs dans le secteur informel se répartissent entre l'agriculture (44,8 %), la petite industrie (24,6 %), notamment dans les petits ateliers artisanaux de forgeron, de charpenterie, de recyclage de plastique, de production alimentaire ainsi que dans les services. Les 30,6 % restant se trouvent dans les secteurs de la construction, le commerce de détail et la restauration.

Les raisons de l'accroissement du poids du secteur informel se trouvent dans l'incapacité de l'économie formelle à absorber les entrants sur le marché du travail, dont le nombre est estimé à 700 000 par an, et le développement depuis les années 1980 d'une politique industrielle centré sur le capital plutôt que sur la main-d'œuvre.

En outre, plusieurs entreprises ont recours à des pratiques informelles pour pouvoir à la fois bénéficier d'une plus grande liberté d'action et fuir les pesanteurs bureaucratiques ainsi que le paiement de taxes et d'impôts parfois exorbitants. Cet état pousse plusieurs jeunes entrepreneurs à commencer leur entrée sur le marché du travail par créer des entreprises informelles afin d'échapper à un environnement des affaires peu encourageant.

Les entités informelles représentent quelque 90 % des micros et petites entreprises . Elles se caractérisent par leur extrême fragilité, car elles sont incapables d'avoir accès au financement, au terrain pour y établir l'entreprise, au savoir-faire et aux connaissances techniques nécessaires à leur pérennisation. Preuve de cette fragilité, la Banque mondiale a estimé que 20 % seulement des petites entreprises créées en Égypte en 2006 ont pu survivre jusqu'en 2012.

Pour atténuer l'impact de la crise sur la main-d'œuvre non organisée, très affectée par les mesures de verrouillage national et la baisse de la demande, le gouvernement a introduit une compensation monétaire de 500 livres égyptiennes (31 dollars) offerte aux travailleurs informels enregistrés dans la base de données du Ministère de la main-d'œuvre. L'enregistrement avait été fait pour environ un million de personnes travaillant dans la construction, l'agriculture, la pêche et la plomberie. Cette assistance financière est cependant jugée très insuffisante pour pouvoir juguler l'impact de la pandémie sur les activités du secteur informel, d'autant plus les travailleurs dans ce secteur ne bénéficient d'aucune couverture sociale.

/ L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Cette industrie a rapporté à l'économie égyptienne 16,2 % du PIB en 2018-2019 . Elle concerne notamment la transformation ou la préparation de produits à partir de matières premières ou d'autres biens. En l'Égypte, il s'agit essentiellement des produits alimentaires, chimiques et pharmaceutiques, les textiles, les équipements liés à la technologie de l'information et la communication ainsi que l'assemblage de voitures et des produits en plastique. Elle concerne également tous les métaux et minéraux raffinés ainsi que tous les produits en bois.

L'industrie manufacturière devrait subir le contrecoup de la pandémie du Covid-19, avec un recul attendu des exportations, mais aussi des importations des matières premières et des biens intermédiaires qui entrent dans la production en raison des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, notamment de la Chine.

Ces achats constituaient 44 % de l'ensemble des importations égyptiennes en 2018-2019. La réduction des exportations de l'industrie manufacturière sera le résultat combiné des perturbations dans le processus de production en Égypte et du ralentissement économique mondial. Aucun chiffre officiel n'a été publié sur les pertes de ce secteur. Mais on estime cependant que ses exportations devraient chuter d'au moins 15 % en 2020. Lors de la crise financière mondiale en 2008-2009, les exportations du secteur ont baissé de 7 %.

Le gouvernement a pris des mesures proactives de soutien au secteur, notamment en donnant des instructions aux banques publiques d'accorder des taux d'intérêt préférentiels sur les prêts aux micros, petites et moyennes entreprises, ainsi que de simplifier les modalités d'octroi des prêts, dont l'assouplissement de la réglementation obligeant les banques à obtenir des informations détaillées sur les emprunteurs. Le gouvernement a également décidé de réduire les tarifs d'électricité et de gaz naturel dans l'industrie. Ces mesures d'aide sont principalement des palliatifs pour aider les entreprises à résister le plus longtemps à la crise ; le redressement du secteur sera lié à la reprise économique progressive aussi bien au niveau national que mondial.

/ LE CANAL DE SUEZ

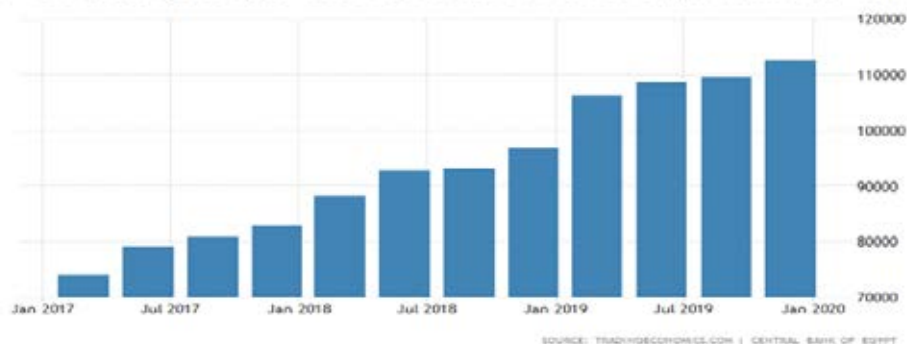
Avec des recettes de 5,7 milliards de dollars en 2018-2019, le Canal de Suez a contribué à hauteur de 2,2 % du PIB de l'Égypte. Étant donné que la pandémie de Covid-19 affecte tous les pays du monde, le commerce mondial a été à son tour considérablement ralenti au cours des derniers mois. Et puisqu'une grande partie de tous les biens échangés dans le monde passent par le canal de Suez, il est estimé que les revenus du canal pourraient diminuer entre 10 % et 15 %, voire plus .

À la suite de la chute des cours du pétrole ces derniers mois, le canal de Suez fait face à une concurrence féroce d'autres routes commerciales maritimes. La réduction du volume de fret chargé a entraîné une augmentation du coût de transport unitaire, modifiant considérablement les structures de coûts des compagnies de navigation : pour beaucoup, il est plus rentable d'emprunter la route du Cap de Bonne Espérance que de traverser le canal de Suez. Alors qu'une flexibilité des tarifs de passage est particulièrement nécessaire en temps de crise, l'Autorité du Canal a au contraire procédé récemment à une augmentation des tarifs de passage des pétroliers, à un moment où les cours du brut accusaient une baisse importante. Du coup, les compagnies pétrolières trouvent moins rentable d'emprunter le Canal de Suez dans un contexte de baisse de la demande, d'augmentation des stocks et de ralentissement économique en raison du coronavirus. Il est donc probable que la baisse des revenus du Canal se poursuive au moins jusqu'au début de l'année prochaine, toute augmentation des recettes sera tributaire de la reprise du commerce mondial.

/ LE POIDS DE LA DETTE EXTÉRIEURE

La baisse des principales sources de revenu en devises étrangères, notamment les transferts de fonds des Égyptiens à l'étranger, le tourisme et le canal de Suez, se répercutera sur le poids de la dette publique extérieure, c'est-à-dire sur le service de cette dette. Ce poids sera des plus importants que la dette publique a suivi une courbe ascendante, notamment depuis 2017 après la dévaluation de la livre égyptienne en novembre 2016, dans le cadre du plan d'ajustement structurel négocié avec le FMI (figure 3).

Figure 3 : La dette publique extérieure de 2017 à 2020 (en milliards de dollars)



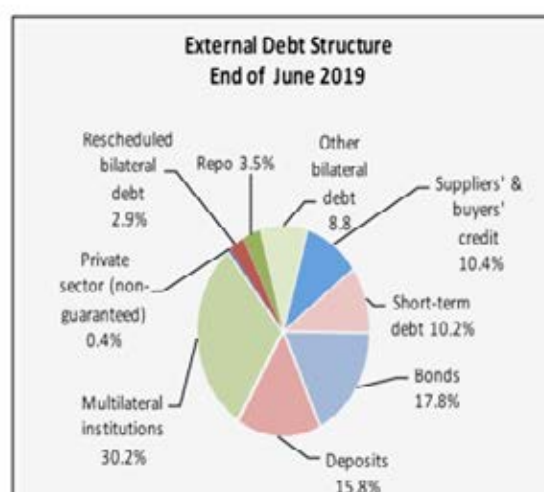
En 2018-2019, la dette a atteint 108,6 milliards de dollars, l'équivalent de 30,8 % du PIB, contre 16,9 % en 2008-2009, l'année de la crise financière mondiale, et 13,2 % en 2010-2011, l'année des troubles post-révolte populaire. Selon des estimations d'avant la pandémie du coronavirus, le service de la dette devait passer en 2019-2020 à 34,4 % du PIB, dépassant davantage le seuil de sécurité de 30 % fixé par le FMI pour les pays en développement. Il devrait désormais augmenter davantage.

On retrouve le même constat de l'alourdissement du poids de la dette lorsqu'on calcule le ratio service de la dette/exportations des biens et services. Celui-ci était de 16,4 % en 2018-2019, après avoir été 13,8 % en 2008-2009 et de 6,3 % en 2010-2011. Le rapport service de la dette/Recettes courantes (transferts de fonds, exportations des biens et services, revenu des investissements) a également grimpé de 4,5 % en 2010-2011 à 5,4 % en 2008-2009, puis à 11,3 % en 2018-2019.

La composition de la dette publique a subi depuis 2015-2016 une modification dans le sens d'une diversification, même si les crédits bilatéraux avec des bailleurs de fonds étatiques et ceux des institutions financières internationales restent dominants (Figure 4). Ceux-ci représentent 42 % de la dette à la fin de l'année fiscale 2018-2019, alors que les dépôts dans la Banque centrale constituent 16 %. Les deux types, qui représentent ensemble 58 %, sont susceptibles de rééchelonnement.

Le reste, 42 %, composé de dettes à court terme, de bons de trésors et de facilités de paiement à moyen terme offertes par les fournisseurs, sont bien plus difficiles à en négocier un rééchelonnement, car il s'agit de créiteurs privés.

Figure 3 : La composition de la dette publique extérieure (Fin juin 2019)



Source : Banque centrale d'Égypte

/ LE SECTEUR DE LA SANTÉ

Si des secteurs de l'économie égyptienne ont le plus à souffrir du coronavirus tels ceux exposés plus haut, d'autres, malgré les difficultés, y ont gagné car ils étaient en première ligne de la lutte contre le virus, comme ceux de la santé et de la technologie de l'information et de la communication (TIC).

Extrêmement sollicité en période de pandémie, le secteur de la santé est parmi les secteurs qui bénéficient aujourd'hui d'une attention particulière des autorités publiques, après des années où il ne figurait pas dans les priorités des dépenses publiques. Ainsi, le secteur ne bénéficiait en 2019 que de 1,2 % du PIB et de 5 % des dépenses publiques, bien en deçà de la moyenne mondiale (7 % et 20 % respectivement, selon l'organisation mondiale de la santé) et des dépenses dans plusieurs autres pays en développement.

Les dépenses publiques dans le secteur étaient de 1,6 % du PIB en 2015-2016 et 2016-2017 avant de baisser à 1,2 % en 2018-2019 et 2019-2020, alors que la constitution de 2014 stipule que les dépenses publiques de la santé soient portées à 3 % du PIB. Les dépenses publiques annuelles sur la santé par personne en Égypte sont de 176 dollars, ou 20 % de la moyenne mondiale qui est de 904 dollars.

Cet état s'explique en partie par le recul de la part des dépenses publiques sur la santé par rapport à celle du secteur privé. Ce dernier contribue à hauteur de 65 % des dépenses globales sur le secteur, alors que la part des dépenses publiques est réduite à 35 %, contrairement à la moyenne mondiale qui est de 74 % pour les dépenses publiques et de 26 % pour le secteur privé. En outre, le système de financement du secteur se caractérise par une part élevée des dépenses personnelles, à 62 %, alors que la moyenne mondiale est de 19 %. Autrement dit, la part des dépenses personnelles sur la santé en Égypte est plus que le triple de la moyenne mondiale.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement a défini la couverture sociale universelle comme un objectif prioritaire pour le développement du secteur de la santé. Un Livre blanc, lancé par le gouvernement en 2014, a établi les étapes de la mise en œuvre de cette couverture sociale universelle. Mais en 2018, seule la moitié de la force de travail, 12 millions de personnes sur un total de 22,5 millions, bénéficiait d'une couverture sociale.

Mais avec la propagation de la pandémie de Covid-19 à partir de la fin du premier trimestre 2020, le gouvernement a mis les bouchées doubles pour soutenir un secteur de la santé tiré au maximum. En avril, la ministre du plan et du développement économique, Hala El-Said, a indiqué que le gouvernement a décidé d'augmenter de 69 % les investissements dans ce secteur au cours de l'exercice 2020-2021, grâce au développement de 79 hôpitaux et de 294 unités de soins primaires dans neuf gouvernorats et à l'accroissement des centres de soins intensifs, où le nombre de lits sera augmenté de 77 %. Le gouvernement a également accordé un soutien monétaire direct d'un montant de 187,6 millions de livres égyptiennes (11,7 millions de dollars) au ministère de la Santé, destiné à la fois aux fournitures médicales et aux mesures préventives, et à des primes au personnel des soins de santé.

Il a décidé également d'allouer 2 % du PIB au secteur de la santé en 2020 et de doubler le taux de dépenses publiques de santé dans le budget de 2020-2021. Le gouvernement a également obtenu en mai une aide de 50 millions de dollars pour renforcer les capacités du secteur de la santé dans la prévention, la détection et le traitement de la pandémie de Covid-19.

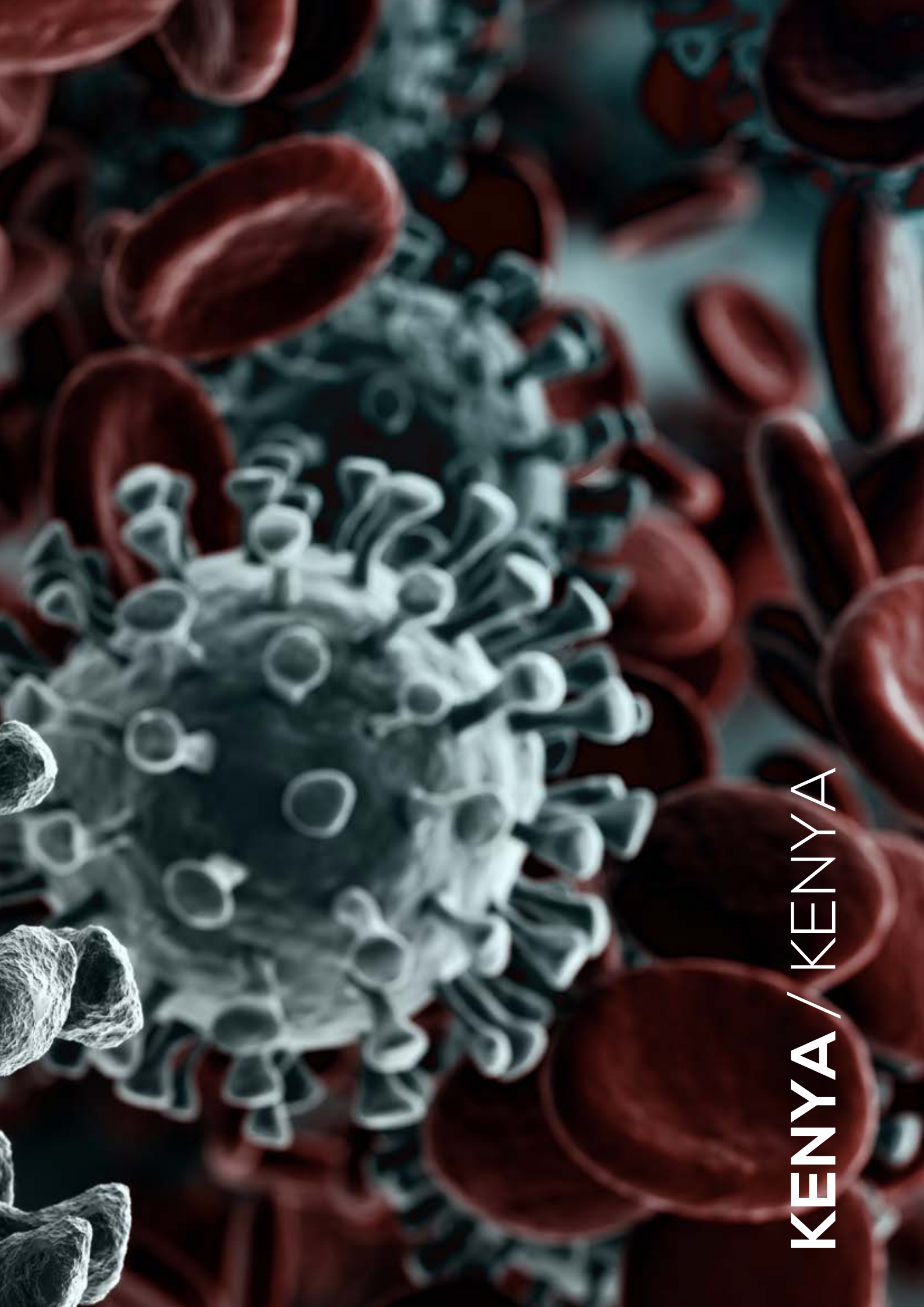
/ LE SECTEUR DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Ce secteur a été également très sollicité en période de confinement et de distanciation sociale. Enseignement à distance pour des millions d'élèves et d'étudiants à tous les âges et niveaux scolaires et universitaires, travail à domicile pour des millions d'employés, achats en ligne, les infrastructures de la TIC et du réseau Internet ont été tirées au maximum.

Le gouvernement a ordonné aux fournisseurs du service, qui sont au nombre de quatre, d'augmenter aussi bien la vitesse que les capacités de transmission de l'information. Du coup, le secteur a bénéficié d'un boom d'investissement et d'une augmentation spectaculaire du chiffre d'affaires. Le ministère du plan et du développement économique a décidé à cet égard d'augmenter les investissements dans les infrastructures du secteur de la TIC de 300 % dans l'exercice 2020-2021, les fonds consacrés à ce domaine dans le prochain budget s'élevant à environ 10 milliards de livres égyptiennes (625 millions de dollars).

Suivant la tendance mondiale, le secteur bénéficiait déjà d'une augmentation constante des investissements pendant les dernières années. En 2018/2019 ; l'ensemble des investissements publics et privés dans la TIC étaient de 35 milliards de livres égyptiennes (2,1 milliards de dollars), alors qu'il était de 28 milliards (1,7 milliard de dollars) l'année précédente 2017-2018, soit une augmentation de 20 %. La majorité de ces investissements était concentrée dans les grandes villes.

En conséquence, le secteur a réalisé un taux de croissance de 16,7% en 2018-2019, dépassant l'objectif gouvernemental de 7 %. Il est prévu qu'il continuera sur sa lancée la prochaine année, porté par les effets de la pandémie de Covid-19, qui a profondément modifié les méthodes de travail et d'enseignement scolaire et universitaire ainsi que les habitudes d'achat de millions d'Égyptiens et d'enseignes commerciales, qui ont découvert les bénéfices du marketing à distance et renforcé en fonction leurs réseaux de livraison à domicile.



KENYA / KENYA



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



**THE ADAPTIVE LEADERSHIP
AFRICA INSTITUTE**

The Adaptive Leadership Africa Institute (TALAI) est un Think-Tank africain qui est engagé à mener des recherches rigoureuses, à développer le leadership adaptatif et à renforcer les capacités organisationnelles. Le Think-Tank guide ses clients vers des interventions vitales qui sont séquencées de manière à assurer une adoption et une adaptation efficaces pour réussir. TALAI est membre fondateur du Club de Casablanca.

The Adaptive Leadership Africa Institute (TALAI) is an African think tank committed to rigorous research, adaptive leadership development and organizational capacity building. The think tank guides its clients to critical path action and interventions that are sequenced to ensure effective adoption and adaptation for success. TALAI is a founding member of the Casablanca Club.



Katra SAMBILI

*President and Founder,
The Adaptive Leadership Africa Institute (talai)*

Katra Sambili est une experte internationale en administration publique avec douze ans d'expérience multisectorielle. Elle travaille actuellement au sein du cabinet de Son Excellence le président Uhuru Kenyatta à titre de directrice principale de la prestation. Dans le passé, elle a travaillé avec divers fonds et programmes des Nations Unies, notamment ONU Femmes, le PNUD et l'UNICEF mais aussi avec Kofi-Annan à l'Union africaine - Panel of Eminent African Personalities (AU-PEAP). En 2016, Mme Sambili a été consultante au Bureau exécutif du Secrétaire général Ban Ki-Moon au siège des Nations Unies à New York.

Katra Sambili is an international public administration expert with twelve years of multi-sectoral experience. She is currently working in the office of His Excellency President Uhuru Kenyatta as Senior Director for Delivery. In the past, she has worked with various UN funds and programs, including UN Women, UNDP and UNICEF, and with Kofi Annan at the African Union-Panel of Eminent African Personalities (AU-PEAP). In 2016, Ms. Sambili was a consultant to the Executive Board of Secretary-General Ban Ki-Moon at UN Headquarters in New York.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P131

OVERVIEW

P133

- / NATIONAL COORDINATION COMMITTEE ON THE RESPONSE TO THE CORONAVIRUS PANDEMIC
- / NATIONAL EMERGENCY RESPONSE COMMITTEE ON CORONAVIRUS
- / NATIONAL ECONOMIC AND BUSINESS RESPONSE COMMITTEE
- / SECURITY PREPAREDNESS AND RESPONSE COMMITTEE
- / COUNTY GOVERNMENT COORDINATION AND FOOD SUPPLY COMMITTEE

SITUATION ANALYSIS : COVID-19 OUTBREAK IN KENYA

P137

- / CHRONOLOGY OF CRITICAL GOVERNMENT INTERVENTIONS
- / ONGOING CHALLENGES
- / GENERAL PUBLIC RESPONSE
- / SECTOR SPECIFIC IMPACT OF THE CORONAVIRUS ON SMES
- / SME SECTOR BACKGROUND
- / TARGETTED EFFECT OF COVID -19 ON THE SME SECTOR
- / THE KENYA NATIONAL BUREAU OF STASTICS (KNBS) SURVEY RESULTAS ON THE EFFECTS OF COVID-19
- / GOVERNEMENT STIMULUS PACKAGE
- / FURTHER MEASURES PROPOSED TO SUPPORT SMES

CONCLUSION

P150

BIBLIOGRAPHIE

P151

RÉSUMÉ

Le présent document constitue une vaste présentation chronologique et une interrogation des interventions cruciales entreprises par le gouvernement du Kenya à la suite de la propagation de la pandémie de coronavirus.

Il met en lumière les structures de gouvernance établies pour gérer l'impact multidimensionnel du COVID-19 d'un point de vue sanitaire et humanitaire et souligne les défis permanents liés à un équipement de test inadéquat, les centres d'isolement et de quarantaine limités et la résistance générale aux changements comportementaux positifs.

En outre, le document fournit un examen de l'incidence de la pandémie sur le secteur des petites et moyennes entreprises (PME), qui occupe 80 % de la main-d'œuvre. Cette analyse est assortie d'un aperçu des mesures d'atténuation mises en œuvre pour soutenir le secteur au moyen d'une série d'initiatives de stimulation économique et d'un assortiment de canaux de secours offerts aux divers intervenants.

Enfin, le document décrit les propositions qui devraient être adoptées pour assurer la durabilité du rebond économique du secteur, une fois la crise dépassée.



ABSTRACT

This paper seeks to undertake a broad chronological presentation and interrogation of the critical interventions undertaken by the Government of Kenya in the aftermath of the Coronavirus pandemic.

It highlights the governance structures established to manage the multi-dimensional impact of COVID-19 from a health and humanitarian perspective and underlines the ongoing challenges of inadequate testing equipment, limited isolation and quarantine centers and general resistance to positive behavioural change.

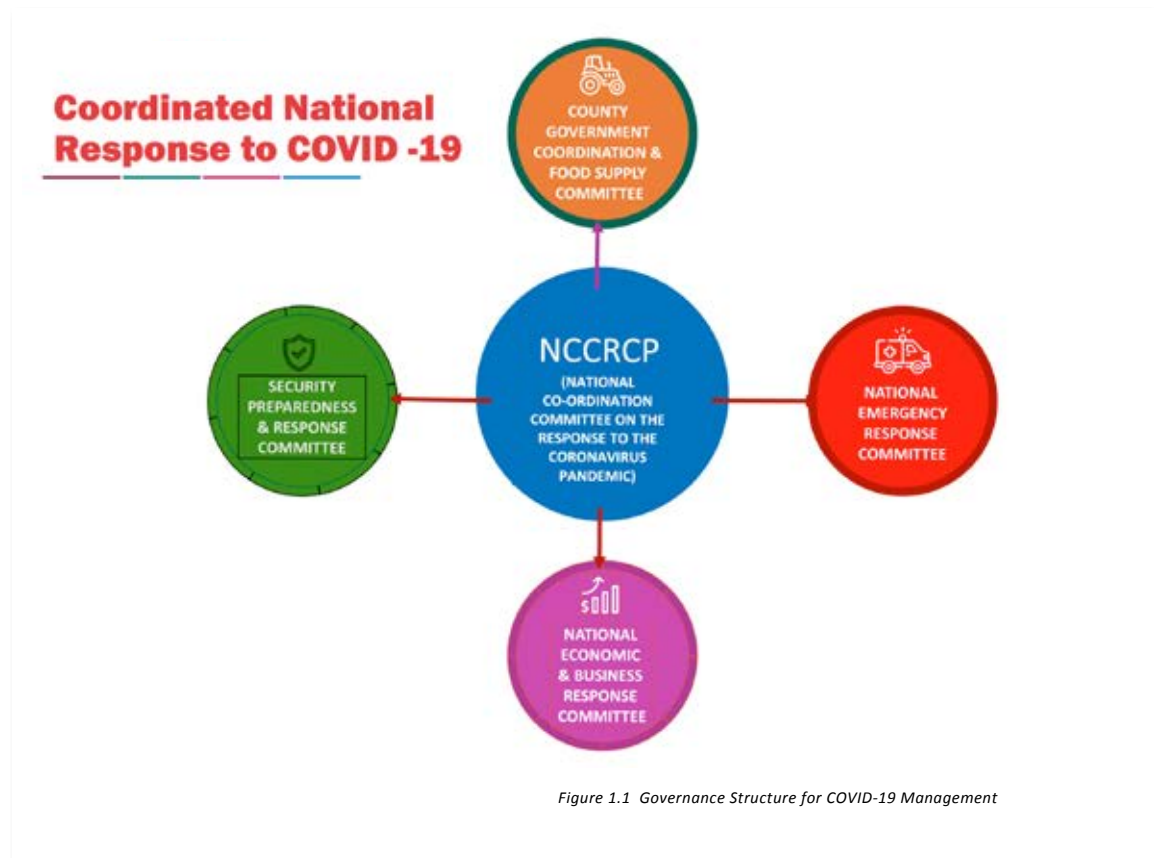
Furthermore, the paper provides an examination of the targeted bearing of the pandemic on the Small and Medium Enterprises (SME) Sector in Kenya which constitutes 80% of economy's workforce. This analysis is coupled with an overview of the mitigation measures implemented to bolster the sector through a series of Economic Stimulus Packages and an assortment of relief channels afforded to the various stakeholders.

Finally, the paper outlines proposals that ought to be adopted to ensure the sustainability of the economic rebound of the sector once the crisis abates.

OVERVIEW

Kenya announced its first reported case of Coronavirus on 13 March 2020 and immediately embarked on a series of emergency measures to contain the spread of the disease.

The initial critical step undertaken in arresting the progress of the disease was the establishment of a comprehensive multi-faceted governance structure to steer crisis management efforts (see Fig. 1.1 below).



This comprehensive « Whole of Government » approach has generated a multi-faceted governance structure that includes the following :

/ NATIONAL COORDINATION COMMITTEE ON THE RESPONSE TO THE CORONAVIRUS PANDEMIC

The NCCRCP is the apex body, led by the Minister for Interior and Coordination of National Government. It provides leadership and policy guidance on the overall response to the pandemic and is tasked with developing a comprehensive package of the legal, policy, financial, technical and logistical resources required by the country.

/ NATIONAL EMERGENCY RESPONSE COMMITTEE ON CORONAVIRUS

Also known as the NERC, it coordinates the preparedness, prevention and response to the threat of the contagion from a health perspective. The NERC operates under the aegis of the Minister of Health with broad membership spanning across the national Government.

/ NATIONAL ECONOMIC AND BUSINESS RESPONSE COMMITTEE

This national government Committee is co-chaired by the Minister of Finance and the Minister of Industry, Trade and Enterprise Development. It oversees response to the macro and microeconomic impact of Covid-19 and develops strategies to ensure swift economic rebound after the crisis.

/ SECURITY PREPAREDNESS AND RESPONSE COMMITTEE

The national government Security Committee is led by the Minister of Defence. It ensures security and order in the country during the pandemic as well as operates a nationwide Command Center from which security strategies are developed and executed.

/ COUNTY GOVERNMENT COORDINATION AND FOOD SUPPLY COMMITTEE

The Minister of Agriculture and the Chairperson of the COUNCIL OF GOVERNORS co-chair this committee, which consistently monitors the availability of staple foods via the Digital Food Balance Sheet and takes necessary action to ensure an adequate food supply for all Kenyans during the pandemic.

Additional Critical Stakeholders

Beyond the institutions operating onboard the national committees, as described above, other critical stakeholders include:

- *The Ministry of Health: Manages health programmes targeted towards the prevention and control of Covid-19 and issues regular reports, statistics and guidelines to the public about the disease.*
- *The 47 County Governments: Identify local quarantine and isolation facilities in the counties, lead preventive and control measures in the counties.*
- *The Private Sector-led Covid-19 Emergency Response Fund: Set up to mobilize resources for emergency response towards containing the spread, effects and impact of the Covid-19 pandemic.*
- *Kenya Medical Research Centre (KEMRI): In charge of sampling, screening and testing of Covid-19 cases.*
- *National Influenza Centre: Screens and tests Covid-19 cases.*
- *Kenya Medical Supplies Authority (KEMSA): Procures and distributes medical supplies.*
- *AMREF and the Red Cross: Sensitizes the public about the disease.*
- *United Nations Country Team in Kenya (WHO, UNICEF, UNDP): Provides financial and informational support to the government.*

Kenya announced its first reported case of Coronavirus on 13 March 2020 and immediately embarked on a series of emergency measures to contain the spread of the disease.

The initial critical step undertaken in arresting the progress of the disease was the establishment of a comprehensive multi-faceted governance structure to steer crisis management efforts (see Fig. 1.1 below).

The coordination of efforts across all State Departments (please see Table 1.1 below) has demonstrated the effectiveness of a "Whole of Government" approach and the importance of strengthening all actors.

Priorities

A chain is only as strong as its weakest link and the advent of Coronavirus has exposed various vulnerabilities within the system for government to address as priorities. Priorities have been organized for each sector, addressed as a priority mandate for services assigned to an appropriate state department or ministry.

TABLE 1.1 PRIORITY SECTOR DEPENDENCIES FOR STATE DEPARTMENT SERVICES

PRIORITY SECTOR DEPENDENCIES FOR STATE DEPARTMENT SERVICES	
MINISTRY	MANDATE (During COVID-19)
Ministry of Water & Sanitation	Safe water supply to health facilities, hand washing facilities for public sanitation and hygiene
Ministry of Energy	Power to operate most medical machines Power for lighting, particularly in dangerous spots Power for communication equipment
Ministry of Information, Communication and Technology (ICT)	Disseminate information about disease Educate the public Follow up and coordination Communication in remote areas as an alternative to other modes that are static Use of media to disseminate health messages Assist health institutions in communications
Ministry of Transport, Infrastructure, Housing, Urban Development and Public Works	Setting up of isolation, quarantine and treatment centers Movement of personnel and commodities Health promotion campaigns
The National Treasury and Planning	Resource mobilization and allocation (personnel, equipment and supplies) Avail contingency funds
Ministry of Interior and Co-ordination of National Government	Coordination of preparedness and response at national and county levels Obtain travelers detailed contact information when required for public health response Crowd control during emergencies Protection of isolation health infrastructure from invasion Protection of health workers and materials Reduce vulnerability, particularly of women and girls to heinous crimes such as gender-based violence
Ministry of Defense	Hard to reach areas the military assist in transport and security Logistical support Provide lifesaving health services
Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation	Animal surveillance and intelligence
Ministry of Education	Social marketing of health activities Education for community health action
Ministry of Foreign Affairs	Diplomacy and regulation of external support External resource mobilization

SITUATION ANALYSIS : COVID-19 OUTBREAK IN KENYA

Since 13 March 2020, when the first case was confirmed in Kenya, a total of 3457 confirmed cases and 100 have died giving a case fatality rate of 2.9 percent have been line listed. Of these, 3095 cases (90 percent) were local transmission and 362 (10 percent) were imported cases.

A mandatory quarantine was instituted on 25 March 2020, with testing of all quarantined people starting on 29 March 2020. As of June 2020, the laboratory test rate stood at 2358 samples per 1,000,000 people.

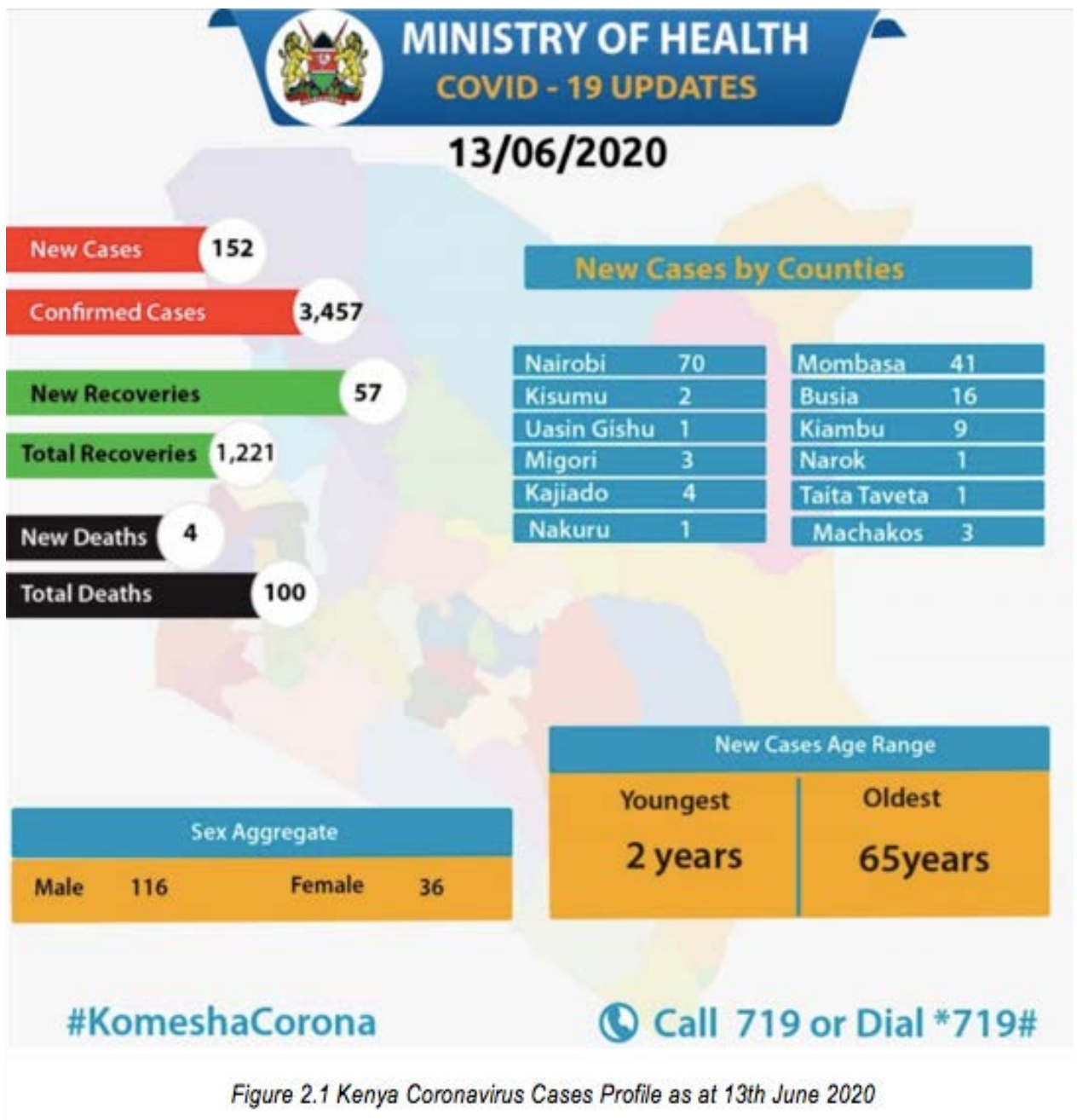


Figure 2.1 Kenya Coronavirus Cases Profile as at 13th June 2020

/ CHRONOLOGY OF CRITICAL GOVERNMENT INTERVENTIONS

- *February 28* : Following the declaration of Covid-19 as a public health emergency of international concern by WHO, the President issued the completion of the national isolation and treatment facility at MBAGATHI HOSPITAL, Kenya's national infectious disease hospital. The government began the Identification and preparation of isolation and treatment facilities in referral hospitals across the country and established the NATIONAL EMERGENCY RESPONSE COMMITTEE ON CORONAVIRUS.
- *March 13* : The first case was confirmed in the country. Patient is moved into a national isolation facility, along with 27 other contacts. Thereafter, screening started, any identified case hospitalized, and contact tracing initiated immediately.
- *March 15* : The President announced the following directives through the Ministry of Foreign Affairs:
 - *Suspension of travel into Kenya from affected countries.*
 - *Kenyan citizens en route were allowed to come in provided they proceeded on to self-quarantine or to a government designated quarantine facility.*
 - *All travelers into Kenya in the last 14 days were ordered to self-quarantine and present themselves to the nearest health facility for testing if they have developed symptoms.*
 - *Suspension of learning in all education institutions.*
 - *Employers are encouraged to allow employees to work from home, except for those offering essential services.*
 - *Use of cashless transactions encouraged and financial services providers encouraged to reduce cost of transactions.*
 - *Social gatherings, including congestion in public transport, discouraged.*
- *March 25* : The Presidency further directed interventions geared towards protecting Kenyans from the economic effects of Covid-19. These include 100% tax relief for persons earning gross monthly income of up to USD 240, the reduction of income tax rate (personal and corporation) from 30% to 25% and the reduction of the turnover tax rate from 3% to 1% for all Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs).

Additionally, these also include the temporary suspension of the listing with the Credit Reference Bureau (CRB) for MSMEs, the appropriation of an additional USD 100 million to the cash transfer programme for vulnerable persons, the reduction of VAT from 16% to 14% to improve cash flows for businesses, the recruitment of additional health workers to support in the management of the spread of COVID-19, the reduction in the salaries of senior government officers to free up monies.

Last, the Central Bank Rate (CBR) was lowered to 7.25% from 8.25% to stimulate credit expansion, and the Cash Reserve Ratio (CRR) was decreased to 4.25% from 5.25% to provide additional liquidity to commercial banks.

A daily curfew from 7 p.m. to 5 a.m. with all movements disallowed except for essential services providers.

- *April 2*: The WORLD BANK approved \$50 million in immediate funding to support Kenya's response to the pandemic under the KENYA COVID-19 EMERGENCY RESPONSE PROJECT.

In addition to this support, the ALIBABA FOUNDATION (Jack Ma) donated medical supplies in two batches in March and April.

- *April 6*: The government ordered restriction of movement of persons in and out of the virus hotspots (Nairobi Metropolitan Area; Mombasa, Kilifi and Kwale counties).

- *April 25*: The president announced the roll-out of the NATIONAL HYGIENE PROGRAMME to promote sanitation and employment in informal settlements.

- *May 1*: Kenya's NATIONAL TREASURY created a fund of close to Sh100 billion to cushion distressed Micro, Small and Medium Enterprises against the coronavirus effects. This was designed to ensure that loan rates remain affordable to MSMEs.

- *May 6*: The IMF Executive Board approved a US\$739 Million Disbursement to Kenya to Address the Impact of the COVID-19 Pandemic.

- *May 11*: Kenya's health authorities announced that all patients being admitted to hospitals will have to be tested for coronavirus to ensure that health workers are protected from infections when handling patients in hospitals.

In addition to this, support from community and individuals has been crucial, though not all well-documented. Local companies and private individuals are making monetary and non-monetary contributions to the Covid-19 Emergency Response Fund. A comprehensive databases of all COVID-19-related Aid received by the Kenyan government exists on the ACTION FOR TRANSPARENCY website.

Furthermore, to ensure that porous borders and security do not compromise our response to this pandemic, security services will upgrade their alert and response measures in every border area. The KENYA NATIONAL BUREAU OF STATISTICS (KNBS), a government agency responsible for collecting, analyzing and disseminating statistical data in Kenya, conducted a survey on the socio economic impact of Coronavirus (COVID-19) on households and individuals in the country. KNBS interviewers called upon respondents and administered a questionnaire through their mobile phones from the same individuals and households twice a month.

/ ONGOING CHALLENGES

- The Ministry of Health had in early April projected that Covid-19 cases in the country would hit 5,000 cases by mid-April and 10,000 cases by end of April. Yet, projections of Covid-19 cases by disease modelling organizations showed that Kenya would hit a daily record of 1,000 cases on April 14th and 4,000 cases on April 21st. The reported cases have been much lower than earlier projected, but mass testing has not been done yet. With the widespread shortage of testing materials, the real number of cases could be higher. Health officials are especially worried about the possible spread of the virus in crowded slums. And even with more tests made available, there is a risk that people avoid being tested to prevent being quarantined.
- A shortage of medical personnel to manage the disease meanwhile the national and county governments have efforts underway to hire more staff. In addition to this, there is a shortage of medical equipment e.g. testing kits, personal protective equipment (PPEs), ventilators, and ICU beds is a limitation in the fight against Covid-19.
- There is a public outcry on the erosive effects of the strict measures to control the pandemic on cultural practices e.g. burials and weddings.
- Myths about Covid-19 in Kenya include that it only affects the elderly or that it is an elitist disease. It is claimed to affect those who travel abroad and those residing in cities. Others include that Africans have natural immunity against the disease. These myths have contributed to reckless behavior by many who for example fail to observe guidelines on social distancing, regular hand washing etc.

/GENERAL PUBLIC RESPONSE

- An opinion poll by Infotrak Research and Consulting released on March 29th indicated that 70 percent of Kenyans prefer a complete lockdown to curb the spread of Covid-19. This view has been supported by some of the leading politicians and public intellectuals. Yet, the government is hesitant to implement a complete lockdown to avoid disruption of livelihoods.
- Businesspeople and traders have protested against the curfew and the cessation of movement in and out of the virus hotspots. They cite negative effects on business.
- The Law Society of Kenya petitioned the judiciary over the constitutionality of the curfew due to reported cases of police brutality in its extreme enforcement.
- Some church leaders went to court in protest of the suspension of church services but the High Court returned a verdict asking churches to find alternative forms of worship.
- The Muslim community has asked for reprieves during Ramadan, a request that the government has turned down.

- Pundits are calling for robust policies targeting food systems e.g. tax reduction, subsidies, and support for e-commerce firms to alleviate the ongoing food crisis that has resulted from the government-imposed containment measures. The food security effects of the pandemic are said to be more pronounced than the health effects.
- As part of the “Kazi Mtaani” initiative thousands of youth living in the slums (Mathare, Kibera, Mukuru and Korogocho) have been enlisted for street cleaning, fumigation, disinfection, garbage collection, bush clearance and drainage unclogging services, among others. April 26 : In a circular, the Head of Public Service Joseph Kinyua, informed that the government is rolling out a voluntary pay cut programme starting this end month covering lower cadre civil servants to support the fight against COVID-19. The law requires that whoever contributes to the fund must still retain at least a third of their gross salaries after all the deductions.
- Fee waivers on person-to-person mobile money transactions on MPESA were approved. Also, a 100% tax relief for persons earning less than Ks.24,000 (US\$ 240) is planned.

/SECTOR SPECIFIC IMPACT OF THE CORONAVIRUS ON SMES

In March 2020, during the launch of the ‘Shared Responsibility, Global Solidarity’ Report, the United Nations Secretary-General stated “the Coronavirus is much more than a health crisis, it is a human crisis ... and the creativity of our response must match the unique nature of the crisis”.

The Coronavirus has had a broad and devastating effect on health and humanitarian aspects of society and for the purpose of this paper, we will interrogate the specific impact on Kenya’s Small-Medium Entrepreneurship Sector.

/SME SECTOR BACKGROUND

The Small and Medium sized Enterprises commonly referred to as SMEs, are the mainstay of the Kenyan economy. SMEs are categorized into those with a turnover of a maximum of KSh. 500,000/- for the small enterprises and a maximum of KSh. 800 million for the medium sized enterprises. The Small-sized enterprises employ less than 10 workers and the Medium-sized enterprises employ up to a maximum of 100 workers. The SME Sector is estimated to comprise over 7.5 million individual enterprises and to provide employment for over 80% of the country’s working population.

Regrettably, a comprehensive database for Kenya’s SMEs has yet to be compiled however, it is agreed that SMEs cut across all sectors of the economy and below is a list that includes but is not limited to all the formal and informal actors within the scope of the sector :

- *Transportation – Trucks, Matatus, Buses, Taxis, Ubers and Boda Boda.*
- *Manufacturing and Distribution of household consumer goods – both in the formal and informal Jua Kali sub sectors that include the wide ranging Jua Kali fabrication sheds, garages and warehouses.*
- *Market traders, Corner shops, mini supermarkets, wholesale and Retail shops.*
- *Construction and Real Estate businesses.*
- *Service providers- Salons, Barbershops, Bars, Restaurants lodgings, house-keeping and cleaning services.*
- *Small scale farm activities,*
- *MPESA shops*
- *Bakeries*

/ TARGETTED EFFECT OF COVID-19 ON THE SME SECTOR

The SME Sector has taken an unprecedented hit by the COVID-19 pandemic's entry, scale and spread in Kenya. The sector has suffered significantly as a result of illnesses affecting its workers but more importantly, SMEs have been adversely affected by the various containment measures that the government has effected to stem the virus' spread.

These measures include: curfews, social distancing, restricted movements, lockdowns, stay at home advisories, wearing masks, random testing for infections, quarantines for suspected persons and their contacts and a host of other restrictive undertakings which have resulted in the temporary closure of certain categories of businesses especially in the services sector.

Transport Sector

// The light transportation of goods across the country from depots to shops, from farms to factories, to markets and from region to region have had minimal interruption so far because the government allowed transportation of goods to function normally, day and night across the country.

It has however faced delays at check points, borders and testing centers for the drivers.

// Buses, Ubers, Taxis, Matatus, and Boda bodas have suffered heavily due to :

Curfews that have drastically reduced hours of work which normally peak in the evenings

Fear of infections in Taxi and Uber cars used by multiple passengers have seen clients decline to use them as much as before.

The restrictions in and out of the big cities of Nairobi and Mombasa has drastically affected Buses and Matatu transport, these being the main routes and destination for most travelers.

Jua Kali Manufacturers

// Manufacturers of household goods have incurred losses due to depressed demand for most products as citizens cut down their purchases.

Only food and few essential products are prioritized by consumers

Consequently, workers have been laid off or sent on leave

These businesses have also cut down on their working hours due to the curfew. Banks for instance close as early as at 3 pm and shops and other outlets by 5 pm.

// The Jua Kali (roadside artisanal trades) yards have experienced low demand for their services due to low volume of traffic on the roads as a result of restrictions on movements.

// Market traders who supply fresh produce have been affected as households shifted to longer lasting dry goods for stocks in homes. Many market outlets have also opted to close down due to fear of exposure to the virus.

// Similarly, wholesale and retail shops have suffered as a result of social distancing requirements and by abbreviated working hours, as well as low demand for most goods due to loss of customer income.

The Service Industry

// Service Providers hair salons, bars, restaurants, lodgings, cleaning services, et al., have been severely affected by the threat of infections due to inevitable close contact of providers with clients.

// The service providers have also been affected by the limited number of hours they have to work due to curfew and lock downs in some areas. This sector has suffered the most in terms of losses in jobs and incomes.

Agricultural Sector

// The farming sub-sector has so far not been affected much, except in horticulture and floriculture, where large numbers of workers have been laid off to avoid mass infections.

// Additionally, international markets for both have been difficult to access due to stoppage of international flights and lockdowns in destination countries.

ICT Sector

// The MPESA shops and other IT-enabling services have done better owing to their increased volumes as people opt to maintain social distance.

// The incentives given by the government and mobile operators of reduced rates and increased limits on amounts of funds that can be transacted daily have boosted the use of the services.

// There has also been a registered increase in the use of online banking and funds movements from bank to bank using PESA link and similar facilities.

Construction sector

// Construction – one of the largest employers of unskilled and semi-skilled labour has largely stopped activities due to the need for social distancing and risk reduction.

// The sector has experienced massive losses of income from layoffs of casual workers, increasing the numbers of vulnerable persons and groups.

// The losses in this sector generate a danger of starvation and insecurity.

The illustrations above demonstrate the extent of the threat that COVID-19 and its broad containment measures have had on different SME sub-sectors.

Conversely, this may trigger the restructuring of economic activities in favour of the sectors that have shown resilience over the severely affected ones who may continue to suffer long term effects. This calls for targeted policy measures to secure their survival.

/ THE KENYA NATIONAL BUREAU OF STATISTICS (KNBS) SURVEY RESULTS ON THE EFFECTS OF COVID-19

Recently, the KNBS has conducted a survey to assess the socio-economic impacts of COVID-19 on Kenyans.

The survey confirmed that COVID-19 has impacted the economy's different sectors to different degrees. It found that a number of sectors have experienced serious shocks due to the pandemic.

- Education; Accommodation and Food Services; Construction and Real Estate; Manufacturing; Transport and the Financial sectors had drastic declines.
- Those that experienced the lowest impacts included essential services like Security; Administration; Health Services and Agriculture.

The COVID-19 effects have also caused sharp price increases in public transport by over 50% and many households have increasingly become unable to pay rents due to loss of jobs and delayed payments. The survey was however limited in its scope.

In the coming weeks, it will be important to conduct further assessments to determine direct and indirect continued effects of COVID-19 on SMEs. A clear picture of these effects at the earliest opportunity will help the country to come up with well-targeted measures to better alleviate shocks on the SMEs.

/ GOVERNMENT STIMULUS PACKAGE

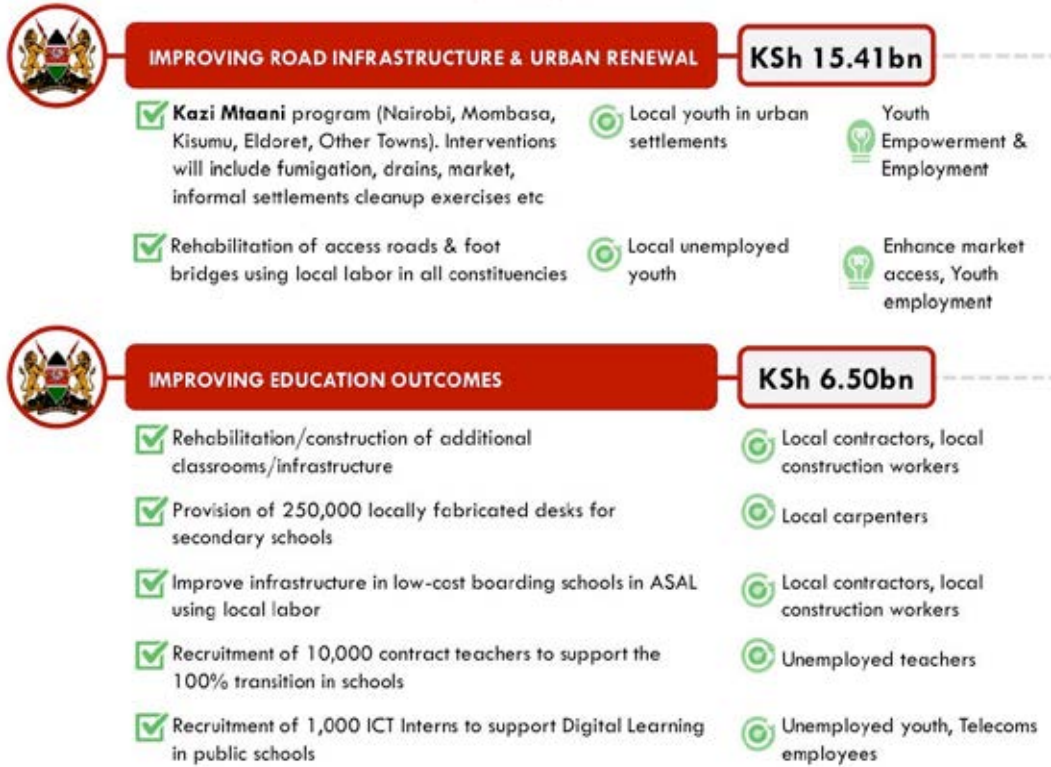
His Excellency the President, Uhuru Kenyatta, early in March this year announced a raft of mitigation measures intended to lessen the impact of COVID-19 on businesses and individual Kenyans.

The mitigation measures as a stimulus package included both fiscal and monetary policy measures as follows :

- *Reduction of individual and corporation tax from 30% to 25%.*
- *100% tax relief for persons earning a maximum of KSh.24,000/- per month.*
- *Reduction of VAT from 16% to 14%.*
- *Reduction of turnover tax from 3% to 1%.*
- *KSh.10 billion transfer to the elderly, orphans and other vulnerable persons.*
- *Priority payments of verified VAT refunds and pending bills owed by government agencies.*
- *A suspension of listing defaulting borrowers during the COVID-19 period.*
- *These measures in effect amounted to a government transfer to a large number of individual and corporate citizens.*
- *The Central Bank of Kenya (CBK) monetary policy measures included:*
- *Lowering the Central Bank Rate (CBR) from 8.25 to 7.25 to signal to the banks the need for them to lower their lending rates.*
- *The reduction of the Cash Ratio Requirement (CRR) at the Central Bank from 5.25 to 4.25 was also intended release greater liquidity into the banking sector to increase availability of loanable funds for borrowers distressed by COVID-19 pandemic.*
- *The CBK also directed Commercial Banks to come up with flexible arrangements to assist distressed borrowers to either reschedule or extend repayment periods.*

In May 2020, the President announced a raft of measures under Economic Stimulus Package 2 which details targeted interventions in the sectors, highlighted in the figure 3.1 below:

Second Economic Stimulus Package (1/4)



Second Economic Stimulus Package (2/4)

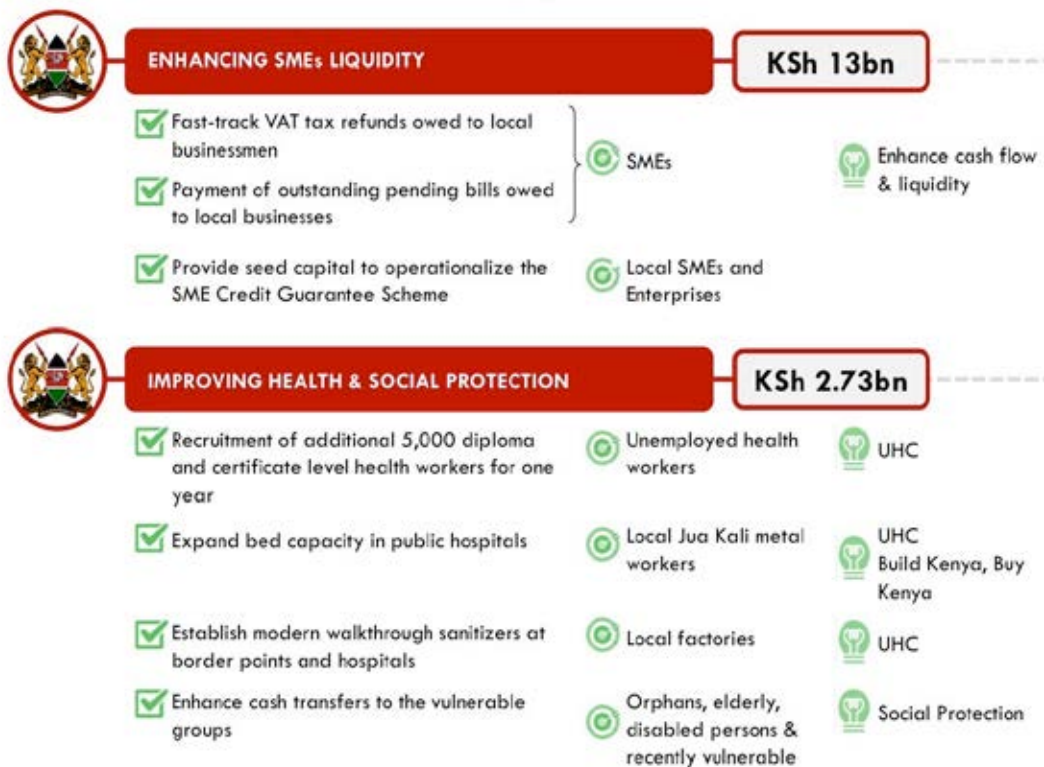


Figure 3.1 Economic Stimulus Package 2

Second Economic Stimulus Package (3/4)

AGRICULTURE & FOOD SECURITY

KSh 4.97bn

- ✓
Subsidize supply of farm inputs through the e-voucher system. Enhance working capital for KMC
 - ✓
Temporary support to cushion flower and horticultural producers to access the international markets

- 🎯
Farmers and farm workers
 - 🎯
Flower farmers and farm workers

- 💡
Food security & nutrition, Youth employment
 - 💡
Food security & nutrition, Youth employment

TOURISM

KSh 6bn

- ✓
Provide Government Grant to Community Conservancies (KWS)
 - ✓
Support to KWS to engage 5,500 community scouts for a period of one year
 - ✓
Promote aggressive post COVID-19 Tourism Marketing/Products - KTB
 - ✓
Support Renovations of hotels through soft loans channeled through the Tourism Finance Corporation
 - ✓
Support Utalii College to guarantee the steady supply of well-trained hospitality professionals.

- 🎯
Local community
 - 🎯
Hotel workers

- 💡
Youth employment
 - 💡
Youth employment

Second Economic Stimulus Package (4/4)

IMPROVING ENVIRONMENT, WATER & SANITATION

KSh 3.82bn

- ✓
Rehabilitation of wells & underground tanks in ASAL using locally available labor
 - ✓
Rehabilitation of water pans in ASAL using local communities
 - ✓
Use local labor to expand rainwater harvesting program in public institutions
 - ✓
Use local labor to undertake flood control and mitigation measures (Gabions)
 - ✓
Tree planting in public institutions (schools & public spaces) sourced from local nurseries

- 🎯
Local welders/metal workers/tank manufacturers
 - 🎯
Local unemployed youth
 - 🎯
Local unemployed youth
 - 🎯
Local tree nursery youth managers

- 💡
Enhanced water access and sanitation
 - 💡
Youth employment, Disaster control
 - 💡
Youth employment

SUPPORTING MANUFACTURING

KSh 1.31bn

- ✓
Purchase of locally assembled cars for use by MDAs
 - ✓
Provide credit to SMMEs in the manufacturing sector (KIE)

- 🎯
Local production & manufacturing

- 💡
Support to local production & manufacturing

Figure 3.1 Economic Stimulus Package 2

/ FURTHER MEASURES PROPOSED TO SUPPORT SMES

The impact of COVID-19 has so far been quite devastating on the SMEs, as earlier indicated. The government's efforts through the Stimulus package has cushioned the sector from experiencing total collapse.

It is not certain how long the pandemic is going to last. In the circumstances of uncertainty, it is prudent to begin to consider options that we may have to take to avoid total collapse of our economy.

In the event that we consider easing the containment measures in the near future, it must be categorically explained to Kenyans that the future is in their own hands. The safety measures and the precautions that have already been issued towards stopping the spread of COVID-19 must be much more rigorously and strictly enforced by every citizen.

As we move towards recovery, some of the following interventions will need to be considered :

- *The Buy Kenya Build Kenya*" concept will need to be deeply engendered in daily life. Kenyans must save the economy by choosing to buy Kenyan-made products as a matter of national interest. Most of the products that we see in our supermarket shelves and trading yards today are imported. If this situation is reversed, we could create a lot of jobs and enhance our incomes.
- *Strengthen the role of e-commerce*. The recent lockdown and forced work from home has shown that a lot can be transacted remotely through online systems. Kenyans need to deepen business engagements through IT platforms to cut on costs and to continue to minimize the COVID-19 risks in the foreseeable future.
- *Sustain regional markets*. The COVID-19 pandemic has forced many countries to look inward for consumer supplies and it is likely that we may have lost a significant market share in the EAC and COMESA regions. We must do a lot of work to regain and retain these markets going forward. A lot will need to be done to become even more competitive than ever before.
- *Establish a Kenyan EXIM Bank*. The idea of an EXIM bank has been in Kenya's policy documents for a long time. It is now more urgent than ever before to expedite the establishment of an EXIM bank to promote our international business. It will ensure that our exporters and importers have adequate financing facilities, training and technical support as necessary.

- *Credit Guarantee Scheme.* A credit guarantee scheme that will support SMEs is critical to the growth of the sector.
- *A long-term lending institution.* The country needs to establish, as a matter of priority, a long term lender that will allow businesses to plan and implement long term projects without the constraints of funding mismatches. Currently, most businesses depend on relatively short term bank loans to finance long-term developments. Such loans have for a long time exposed borrowers to serious mismatches. This lender should be SME-focused.
- *Youth employment programmes.* These need to be reviewed with a view to determine the most viable options and implement them to cushion the youth during this period and at the recovery phase of the economy. The level of youth unemployment was already very high and has been exacerbated by the COVID-19 pandemic.
- *Targetted Funds.* The many funds that we have created over the years such as the Youth Enterprise Development Fund; the Women Enterprise Fund and Uwezo fund among others have not delivered the promise. There is no doubt that these were highly appropriate interventions for the respective groups. What has happened however is that corruption and mismanagement have derailed and rendered them ineffective. They need to be urgently revamped, streamlined and properly supervised to ensure they deliver on their mandates.
- *Comprehensive Database.* A robust database for the SMEs Authority to develop for sector players and to carry out a comprehensive needs assessments for each of the sub-sectors across the SME spectrum, to determine needs and facilitate appropriate interventions to be undertaken to boost growth.



CONCLUSION

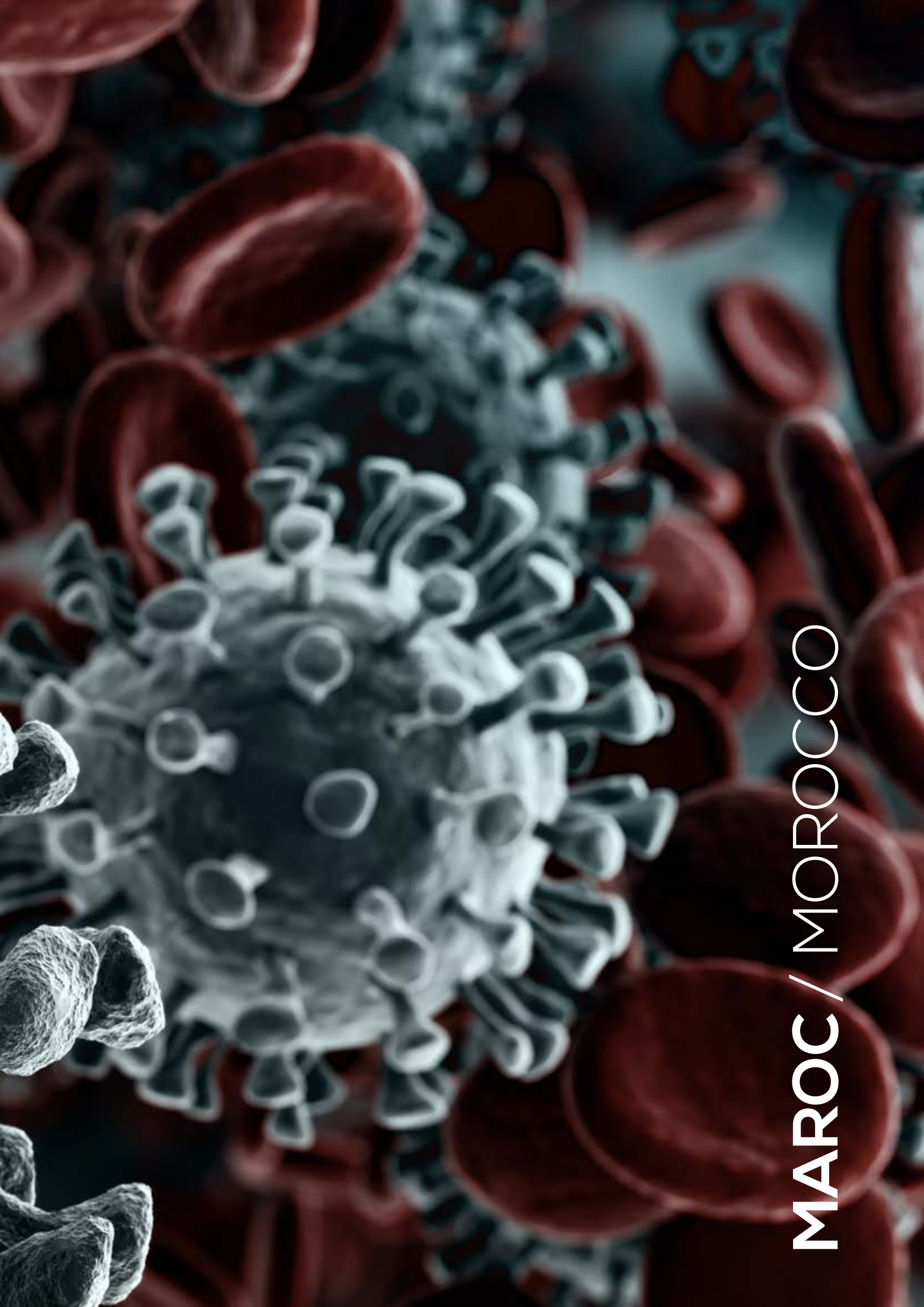
As we implement COVID-19 containment measures, we must ensure a strong partnership between the SMEs Associations and the government in order to come up with effective measures for quicker turnaround of the enterprises. We must also ensure that social protection and economic stimulus measures reach the most vulnerable in the SME sector.

The KNBS needs to prioritize assessment of effectiveness and/or constraints faced in the implementation of the measures given so far by the government in form of fiscal and monetary stimulus policies on the SMEs and advise on what other interventions are urgently needed.

As we continue to confront this pandemic, we must remain cognizant of the need to expand the social protection schemes such as for the elderly and Persons with Disability (PWDs), cash transfers, food and livelihood support. It is necessary to continue to provide income and food support to those who have lost incomes due to losses of jobs and businesses. There is a need for continued collaboration and partnership between National and County governments in the supply and distribution of food and other basic items to vulnerable households across the country.

BIBLIOGRAPHIE

- <https://www.health.go.ke/>
- <https://datapopalliance.org/covid19/c19globalsouthobservatory/kenya/>
- <http://www.mfa.go.ke/?p=3115/>
- <https://www.president.go.ke/2020/03/25/presidential-address-on-the-state-interventions-to-cushion-kenyans-against-economic-effects-of-covid-19-pandemic-on-25th-march-2020/>
- <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/05/06/pr20208-kenya-imf-executive-board-approves-us-million-disbursement-address-impact-covid-19-pandemic>
- <http://kenyalaw.org/kenyalawblog/kenyas-response-to-covid-19/>
- <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/02/kenya-receives-50-million-world-bank-group-support-to-address-covid-19-pandemic>
- <https://www.nation.co.ke/news/Jack-Ma-more-coronavirus-supplies-Kenya-African-countries/1056-5515632-11otqn7z/index.html>
- <https://www.standardmedia.co.ke/article/2001369112/uhuru-unveils-additional-relief-programme>
- <https://www.nation.co.ke/news/Covid-19-emergency-fund-appeals-for-contributions/1056-5515832-toi7nw/index.html>
- <https://actionfortransparency.org/covid-19/aid/>
- <https://www.knbs.or.ke/?p=5858>
- <https://www.nation.co.ke/news/New-coronavirus-cases-could-overwhelm-hospitals/1056-5518414-yccvz/index.html>
- <https://www.researchsquare.com/article/rs-21900/v1>
- <https://www.theguardian.com/global-development/commentisfree/2020/apr/13/were-taking-matters-into-our-own-hands-bracing-for-impact-in-kenya>
- <https://www.bbc.com/news/world-africa-52326316>
- <https://www.pd.co.ke/news/national/government-orders-counties-to-hire-5000-health-staff-31266/>
- <https://www.bbc.com/news/world-africa-52220771>
- <https://www.nation.co.ke/news/Coast-locals-shrug-off-rules-on-coronavirus/1056-5531824-queqy/index.html>
- <https://www.standardmedia.co.ke/article/2001365509/joho-and-roba-call-for-lockdown-to-tame-coronavirus-spread>
- <https://www.standardmedia.co.ke/article/2001368840/uhuru-rules-out-lockdown-as-he-puts-quarantine-escapees-on-notice>
- <https://www.nation.co.ke/news/Kenyans-hours-away-from-curfew-nightmare/1056-5505572-10w70r7/index.html>
- <https://www.capitalfm.co.ke/news/2020/03/Isk-to-petition-court-over-state-curfew/>
- <https://www.kenyanews.go.ke/muslim-leaders-ask-government-for-extension-of-curfew-over-ramadhan/>
- <https://www.nation.co.ke/news/Ways-to-protect-food-system-amid-Covid-19-pandemic/1056-5504182-17ay6z/index.html>
- <https://www.capitalfm.co.ke/news/2020/03/Isk-to-petition-court-over-state-curfew/>
- <https://www.nation.co.ke/news/Ways-to-protect-food-system-amid-Covid-19-pandemic/1056-5504182-17ay6z/index.html>
- <https://www.capitalfm.co.ke/business/2020/05/govt-creates-26000-jobs-for-kenyans-living-in-slums/>
- <https://www.knbs.or.ke/?wpdmpromo=survey-report-on-socio-economic-impact-of-covid-19-on-households>



MAROC / MOROCCO



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



ATLANTIS

مركز للبحوث والدراسات الجيوستراتيجية
Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

ATLANTIS est un Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques, attaché à son indépendance politique et intellectuelle, axé sur la compréhension et l'analyse des problématiques nouvelles impactant le Monde moderne et dont le siège est établi au Maroc à Casablanca. Sa mission est de participer activement, au travers d'équipes d'experts, à la publication de documents d'analyse, d'information et/ou à l'élaboration de propositions d'actions, en vue de participer au débat de la Cité, sur les thématiques sociales, économiques et géostratégiques et au travers du filtre sécuritaire, notre domaine d'excellence.

The ATLANTIS Center for Research and Geostrategic Studies was founded for its political and intellectual independence, and its focus on the understanding and analysis of emerging issues with impact across the modern world, based in Casablanca. Its mission is to participate actively across teams of experts in documentation; analysis of information; practical policy proposals; and discourse on social, economic and geostrategic topics, with a security lens, our domain of excellence.



Driss BENOMAR
Président d'Atlantis

Président Fondateur du Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques « ATLANTIS » basé à Casablanca, et également Fondateur du « Club de Casablanca », une Association de Think Tank Africains qui coopèrent et travaillent ensemble à l'élaboration de solutions globales pour le Continent Africain. Driss Benomar a dirigé la cellule internationale du Ministère de l'Intérieur marocain qu'il a représenté auprès de diverses Organisations Internationales. Il a été également représentant permanent auprès de l'Union Européenne dans le cadre du « Troisième Pilier ». Driss Benomar est un expert reconnu en relations internationales et en gestion de risques sécuritaires, pour des grands intérêts économiques en Europe, en Afrique et au Moyen Orient.

Founding, President of the ATLANTIS Center for Research and Geostrategic Studies based in Casablanca, and also a Founder of the Club of Casablanca, Driss Benomar headed the international unit of the Moroccan Ministry of the Interior, which he represented at various International Organizations. He was also Permanent Representative to the European Union in the framework of the Third Pillar. Driss Benomar is a recognized expert in international relations and security risk management for major economic interests in Europe, Africa and the Middle East.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT	P157
INTRODUCTION	P159
AMPLEUR ET IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19	P160
/ AU PLAN SANITAIRE	
/ AU PLAN ÉCONOMIQUE	
/ AU PLAN SOCIAL	
/ AU PLAN SÉCURITAIRE	
GOVERNANCE DE LA CRISE DE LA COVID-19	P166
/ LES MESURES ÉCONOMIQUES	
/ STRATÉGIE DE COMMUNICATION	
LES DIMENSIONS CULTURELLES DE LA PANDÉMIE COVID-19	P171
/ LA CULTURE DE LA SOLIDARITÉ	
/ TÉLÉTRAVAIL ET INTERNET	
LA COOPÉRATION SANITAIRE CONTINENTALE ET INTERNATIONALE DURANT LA CRISE COVID-19	P173
APPROCHES POSSIBLES DE SORTIE DE CRISE : DÉCONFINEMENT ET RELANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE	P174
/ LE DÉCONFINEMENT ENTRE CONTRAINTES SANITAIRES ET ÉCONOMIQUES	
/ LES APPROCHES DU HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN	
/ L'APPROCHE GOUVERNEMENTALE	
/ LA RELANCE SOCIOÉCONOMIQUE	
CONCLUSION	P177
RÉFÉRENCES BIOGRAPHIQUES	P178

RÉSUMÉ

Le 2 Mars 2020, le virus fait son apparition sur le sol Marocain et, à l'image des pays du Nord de la Méditerranée, le Maroc subit très rapidement les effets directs et indirects de la Pandémie.

Grâce à l'analyse des situations de ses proches voisins et aux enseignements tirés à son profit, le Maroc a entrepris la mise en œuvre, sous les Hautes Instructions de Sa Majeste Le Roi Mohammed VI, que dieu l'assiste, d'une stratégie anticipative de gestion de la pandémie Covid-19, dont l'efficacité a été saluée.

Un plan d'action a été rapidement dessiné autour de trois axes, la Santé, l'Economie et le Social, avec comme impératif fixe par Sa Majeste Le Roi, de donner la priorité à l'humain, affirmant ainsi sa primauté sur les autres aspects.

Pour se faire, la pandémie Covid-19 a imposé aux autorités la mise en place d'un arsenal de mesures et de moyens dédiés et parfois innovants pour la gouvernance d'une crise unique, ainsi que la création de structures de coordination spécialisées.

Des mesures draconiennes ont été prises par le Gouvernement au travers du respect des mesures sanitaires, des gestes barrières ainsi que de la distanciation sociale, en plus du port du masque et du confinement.

Des mesures particulières ont été dédiées aux entreprises pour un montant de 10 milliards de Dirhams, permettant de financer le besoin en fond de roulement des 17.600 entreprises bénéficiaires. Toujours au plan économique l'adaptation par plusieurs unités industrielles marocaines de leurs moyens de production en vue de la confection de masques de protection, a permis au Royaume de se doter d'un stock stratégique de 50 millions de masques mais aussi de maintenir des activités et des emplois.

Au plan social, le Comité de Veille Economique a supervisé l'opération de soutien aux ménages vulnérables, au travers d'une aide mensuelle de 2.000 Dirhams débloquée pour tous les salariés déclarés. De même une aide a été débloquée pour les travailleurs du secteur informel qui ont perçu une allocation de 800 à 1.200 Dirhams, cette mesure a permis d'assister 4,3 millions familles pauvres

Le Maroc a fait preuve d'une très bonne capacité d'analyse de la situation des pays déjà infectés et d'anticipation des mesures à prendre dans le cadre d'un calendrier déjà imaginé. A titre d'exemple de ces mesures, la réquisition des stocks de chloroquine et d'hydroxy-chloroquine ou la définition, non négociée, du protocole de soins à apporter ont été appliqués avec succès.



ABSTRACT

On March 2, 2020, the virus appeared in Morocco and, like the northern Mediterranean countries, Morocco very quickly suffered the direct and indirect effects of the Pandemic.

Thanks to analysis of the situation of its close neighbors, benefitting from lessons learned, Morocco implemented a strategy, under the High Instructions of His Majesty King Mohammed VI, which God assist him, that anticipated managing the Covid-19 pandemic, the effectiveness of which has been praised.

A plan of action was quickly drawn up with a focus on three concentrations, health, economy and social. The implement under the instructions of His Majesty the King, affirming the primacy of human aspects over the rest.

To deal with the Covid-19 pandemic, authorities imposed dedicated and sometimes innovative measures for governance in a unique crisis, as well as the creation of specialized coordination structures.

Draconian measures were imposed by the Government through compliance with health measures, such as barriers and social distancing, in addition to the wearing of masks and self-isolation.

At the economy level, several Moroccan factories retooled production toward making protective masks, which enabled the Kingdom to build a strategic stockpile of 50 million masks but also to ensure activity and jobs. Special provisions were allocated to companies in an amount of 10 billion Dirhams, to finance working capital requirements of the 17,600 beneficiary companies.

At the social level, the Economic Watch Committee oversaw support to vulnerable households, with monthly aid of 2,000 Dirhams released for all declared employees. Likewise, aid has been released for workers in the informal sector who received an allowance of 800 to 1,200 Dirhams, this measure helping 4.3 million impoverished families.

Morocco has a demonstrated capacity for learning from infected countries and for anticipating a framework and timetable in implementing measures. An example of successfully applied measures are the requisition of stocks of chloroquine and hydroxy-chloroquine, and the practical definition of treatment protocols.

INTRODUCTION

COVID-19 ET MAROC UNE GESTION DE REFERENCE DANS UN CONTEXTE INEDIT

L'année 2019 se termine en ouvrant une page inédite de l'histoire du monde contemporain.

A l'origine, Wuhan, République Populaire de Chine, plus de 80.000 personnes contaminées par un virus inconnu, 3350 morts, plusieurs millions d'habitants confinés à l'extrême, dans une quarantaine stricte.

Dans le Monde, plus de 10 Millions d'êtres Humains sont contaminés et plus de 500 000 sont décédés.

Ainsi commence, ce qui à ce jour, est la plus grande pandémie jamais éprouvée, ainsi va naître ce virus, toujours relativement inconnu, la COVID-19.

A l'époque des voyages pour tous et de la mondialisation, tout est en place pour que ce pernicieux virus qui ressemble au départ à une grippe, passe inaperçu et se répand à travers l'Europe.

L'Italie est gravement touchée. La France sévèrement impactée comme la péninsule ibérique plus tard.

Le 2 mars 2020, le virus fait son apparition sur le sol marocain, avec deux cas importés d'Italie. Cette situation déjà perçue comme dramatique a fait immédiatement l'objet de l'intervention personnelle de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, qui au travers de ses Hautes Instructions a immédiatement fixé au gouvernement les priorités et en particulier celles de mettre l'humain au centre de ses actions.

Au regard de l'analyse des situations de ces pays proches voisins et des enseignements tirés à son profit, le Maroc a entrepris l'étude et la mise en œuvre d'une stratégie anticipative de gestion de la pandémie Covid-19, dont l'efficacité a été saluée par de nombreux observateurs étrangers.

Ce rapport va tenter de présenter notre analyse de la situation qui était celle du Maroc au premier jour et de l'état de ses moyens de riposte, puis de la montée en puissance des actions décidées et leur mise en application, puis une première esquisse de ce qui est des mécanismes de relance du pays après quasiment quatre mois de confinement.

AMPLEUR ET IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19

A l'image des pays du Nord de la Méditerranée, le Maroc a subi très rapidement les effets directs et indirects de la Pandémie.

Les principaux secteurs du pays ont été à la fois protégés et impactés par les effets du virus, en particulier au niveau de la Santé, de l'Economie et du Social.

/ AU PLAN SANITAIRE

Les statistiques ci-dessous permettent d'apprécier à la fois l'ampleur et l'amplitude de la pandémie ainsi que l'évolution de certaines mesures sanitaires.

Ces statistiques se présentent sous forme d'un certain nombre d'indicateurs stratégiques, ayant trait à l'évolution quotidienne des tests effectués, des cas déclarés négatifs et de ceux positifs, ainsi que le taux de décès et de guérisons et des nouveaux cas.

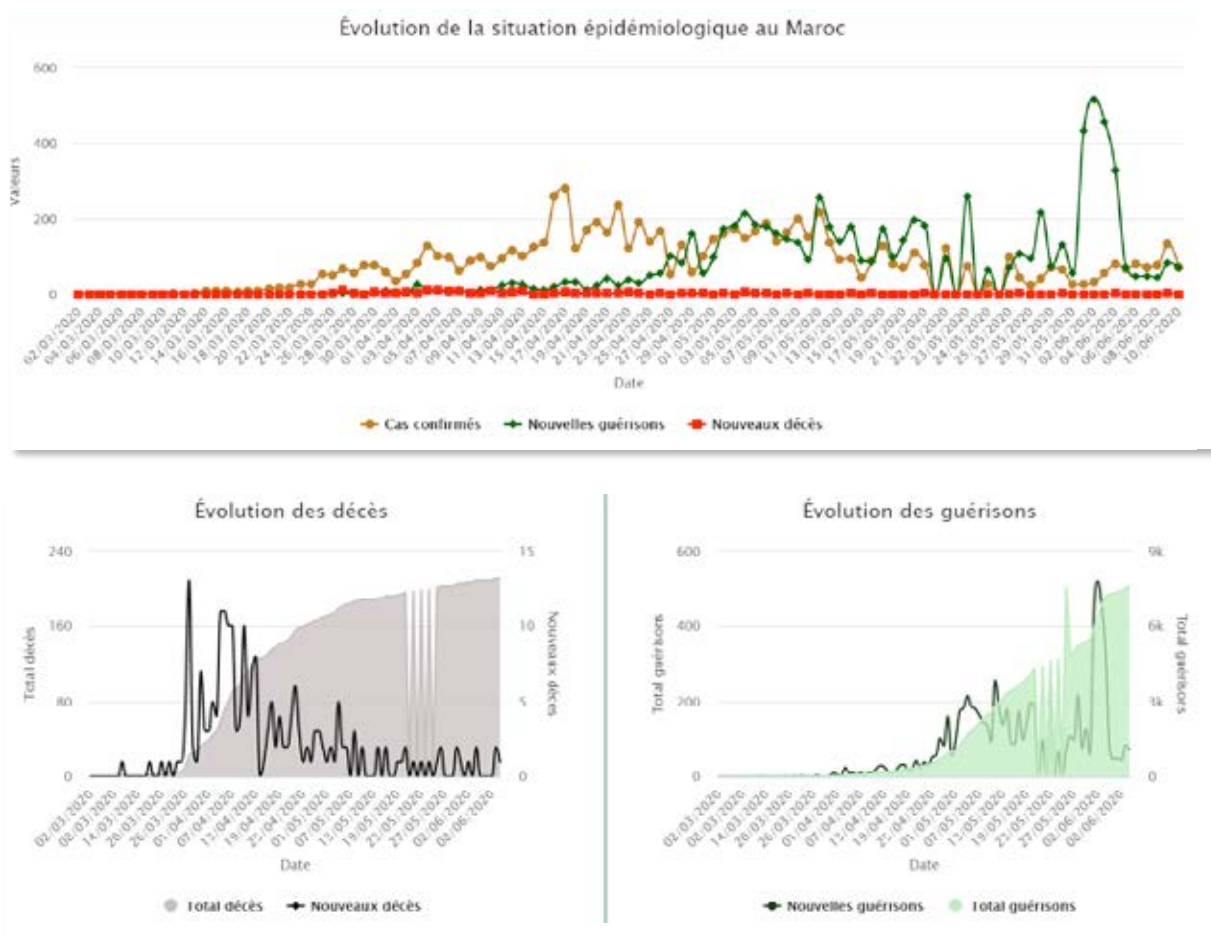


L'analyse de ces statistiques permet de connaître le degré d'évolution de la pandémie Covid-19 et partant, éditer des projections afin de gérer au mieux les ressources hospitalières en fonction du comportement du virus.

L'analyse du taux de mortalité en comparaison avec celui du nombre de cas déclarés positifs au coronavirus permet d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour maîtriser l'extension de la pandémie Covid-19 et l'efficacité des moyens du système de santé⁽¹⁾.

(1) <http://www.haut-commissariat-au-plan.gov.ma>

Au 26 juin 2020, le nombre total des cas de contamination s'élève à 11 465 le nombre des personnes déclarées guéries est de 8560 cas, alors que le total des décès est maintenu à 217 cas ⁽²⁾.



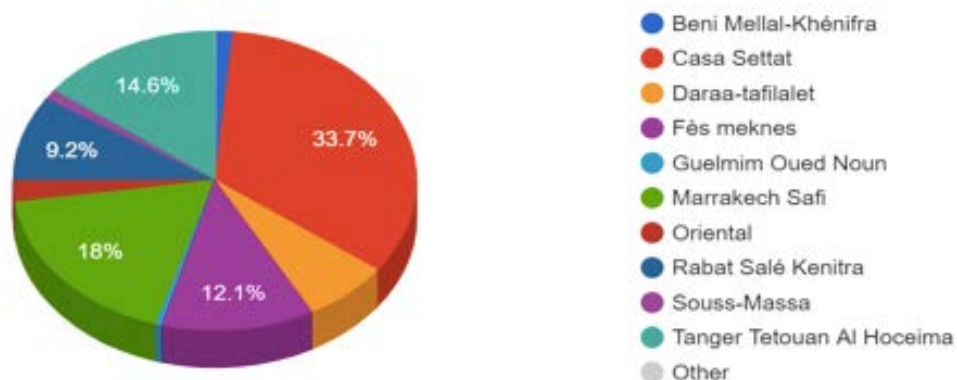
Pour ce qui est de la propagation de la pandémie dans le Royaume, en termes de localisation géographique, nous pouvons constater que les grands centres urbains ont principalement été le plus impactés, en particuliers par le biais de leurs zones industrielles péri-urbaines.

Les zones agricoles ont-elles aussi révélée des clusters de contamination en particulier dans la partie Nord du Maroc.

La région Casablanca-Settat a été à ce jour l'épicentre de la pandémie. Cette région, qui regroupe la capitale économique mais aussi le plus grand nombre de sites industriels, est la région la plus peuplée.

(2) <http://www.santé.gov.ma>

Répartition des cas par région



Les régions les plus impactées après Casablanca-Settat sont la région de Rabat-Salé, Tanger-Tétouan, Marrakech-Safi et enfin Fès - Meknès.

A titre indicatif et à la date de ce rapport le taux de mortalité s'élève à 1,9% (soit 217) et le taux de guérison s'élève à 74,7% (soit 8.560) des 11.465cas confirmés.

/ AU PLAN ÉCONOMIQUE

L'économie marocaine, à l'instar de celles du reste du monde, a été touchée de plein fouet par la pandémie et ses répercussions à la fois en raison des indispensables mesures de protection prises en interne mais aussi en raison de celles de restrictions totales prises par les autres pays.

Les secteurs les plus impactés par la crise du coronavirus sont ceux des services 21,9%, du commerce 20,6%, des secteurs de l'industrie 13,5%, du BTP 12,7%, de l'évènementiel 10,5%, de l'agriculture 5,7%, du tourisme 5,2% et l'artisanat 4,3%.

Parallèlement les structures stratégiques ou indispensables qui se sont retrouvées en arrêt partiel d'activité ne dépassaient pas les 17% de pertes⁽³⁾.

Les répercussions néfastes de cette crise sanitaire se feront sentir sur le rythme de l'assainissement budgétaire du Maroc, les besoins de financement brut et la dette, suite à l'augmentation des dépenses socio-économiques de 215,4 milliards de Dirhams, l'arrêt des exportations, des transports, de la logistique et des recettes du tourisme.

(3) http://www.haut-commissariat_au_plan.gov.ma

Les investissements directs à l'étranger sont en recul de 13,9 milliards de Dirhams et des transferts liés aux ressortissants marocains établis à l'étranger de 54,5 milliards de Dirhams⁽⁴⁾.

Les marchés financiers ont été également impactés par les dommages collatéraux de la pandémie Covid-19, au regard de la baisse drastique de toutes les valeurs boursières.

Rien qu'en deux semaines, du 27 avril au 9 mai 2020, les valeurs des sociétés cotées à la bourse de Casablanca ont chuté à 498 milliards de dirhams alors qu'elles étaient valorisées à 630 milliards de dirhams à la fin du mois de février 2020.

Le secteur bancaire figure parmi ceux qui sont pleinement exposés à la crise de la Covid-19 et à ses conséquences économiques, gravement affecté par la chute des cours des valeurs Attijariwafa Bank a accusé une perte de 24 milliards de Dirhams, la BCP de 11 milliards de Dirhams, la BMCE Bank of Africa de 9 milliards de Dirhams.



Les sociétés les mieux cotées en bourse ont elles aussi encaissées une baisse de valorisation pour Maroc Telecom de 24 milliards de Dirhams, LafargeHolcim Maroc de 13 milliards de Dirhams, Taqa Morocco et Marsa Maroc ont vu leur valorisation baisser de 5 milliards de Dirhams.

(4) www.pm.gov.ma

/ AU PLAN SOCIAL

La société marocaine est composée de salariés du secteur formel parfaitement encadrés en termes de statuts mais une part non négligeable des actifs est aussi composée de travailleurs de l'informel, ce qui a l'évidence a créé, par nature, des situations parfois extrêmes.

Une immense partie de cette population active s'est retrouvée à la fois sans ressources du fait de l'arrêt des entreprises et autres structures, mais aussi dans une situation complexe en termes de vie courante.

Le confinement a imposé l'arrêt de toutes les habitudes sociales et sociétales, participations aux mariages, enterrements, et visites brisant une chaîne sociale que les nouvelles technologies n'ont pu remplacer suffisamment.

La période du ramadan traditionnellement religieuse et familiale, a été une expérience unique en raison des contraintes imposées qui ont modifiées le périmètre habituel de ce temps et en particulier en raison du couvre-feu au moment de la rupture du jeun.

Les différences entre les couches sociales ont potentialisé la difficulté du vivre ensemble. Un appartement de trente mètres carrés (30m²) ou vivent de cinq à six personnes était tout juste supportable, en période de confinement cela est devenu incroyablement difficile, car plus de possibilité d'accès aux bains maures, de prendre l'air sur les places publiques, autant de possibilités d'évasions qui ont du jour au lendemain disparues.

Enfin avec la fermeture des lieux de culte, des cafés et autres lieux de rencontres la population, surtout des couches moyennes, a été fortement impactée.

A l'éclairage de ces quelques points ici proposés, nous comprenons que l'impact a été fort sur les couches les plus fragiles et principalement en raison des pertes de salaires ou de revenus qui parfois permettaient de vivre demain avec l'argent gagné aujourd'hui.

/ AU PLAN SÉCURITAIRE

Il faut relever ici que sur le plan purement sécuritaire, aucun incident particulier ou acte d'incivilité n'a été rapporté.

Il semble même qu'en raison du sentiment d'union nationale développé par les citoyens face à cet ennemi invisible, une sorte de paix des braves se soit instaurée.

Des drapeaux marocains ont fleuri aux fenêtres ici ou là, à l'image de voisins du Nord les gens ont chanté l'hymne national chaque soir à 20 heures, ou applaudi les agents d'autorités, policiers et militaires lors de leurs passages dans les zones d'habitat dense.

Peut-être même que la Nation s'est rapprochée un peu plus de sa Police et de son Armée, allant même à assurer la surveillance du respect des mesures par leurs voisins quitte à signaler tout manquement aux autorités.

L'incertitude et l'inquiétude qui se sont emparées des marocains ont contribué par défaut à la baisse de la criminalité endogène et généré un climat plus serein.

GOUVERNANCE DE LA CRISE DE LA COVID-19

/ LES MESURES SANITAIRES

La propagation rapide de la pandémie Covid-19, a imposé aux autorités la mise en place d'un arsenal de mesures et de moyens dédiés et parfois innovants pour la gouvernance de crise unique, ainsi que la création de structures de coordination spécialisées.

Ainsi, il a été décidé de la création d'une structure dite de Commandement Centralisé afin d'assurer la veille et la coordination entre les services sanitaires, d'instruire les parties prenantes publiques et privées sur l'évolution de la situation sanitaire et les mesures conventionnelles prises pour maîtriser la propagation du coronavirus.

A l'éclairage de l'expérience des pays voisins du Nord, le gouvernement a donc accéléré la conception et la mise en place de mesures fonctionnelles et stratégiques en vue d'optimiser les moyens sanitaires nécessaires pour la gestion d'une situation inédite.

Ces mesures conventionnelles ont été soutenues par d'autres exceptionnelles, à l'instar de la mobilisation de certaines unités industrielles pour la production d'équipements médicaux de protection et de ventilation, notamment de masques ou visières de protection et des respirateurs médicaux.

Parmi les mesures conventionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, il convient de citer chronologiquement :

- 16 mars 2020, fermeture des crèches, écoles, collèges, lycées et universités,
- 16 mars 2020, fermeture des espaces publics et administrations publiques,
- 20 mars 2020, déclaration de l'Etat d'Urgence Sanitaire au Maroc avec restriction des mouvements sur le territoire national,
- 22 mars 2020, suspension de la presse papier,
- 22 mars 2020, les opérateurs de téléphonie mettent en place gratuitement l'accès aux sites et plates formes d'enseignement à distance du ministère,
- 26 mars 2020, lancement du portail électronique pour les indemnités forfaitaires au profit des affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale,
- 27 mars 2020, lancement par la Caisse Centrale de Garantie (CCG) de "Damane Oxygène", mécanisme de crédit dédié au soutien des entreprises,
- 29 mars 2020, report des vacances scolaires du printemps et poursuite de l'enseignement à distance,

- *Le lancement par la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) d'un portail dédié au suivi de la pandémie Covid-19*
- *31 mars 2020, annonce par le ministère des finances de mesures d'accompagnement au profit des institutions et des entreprises publiques,*
- *6 avril 2020, obligation de port d'un masque de protection en plus d'une autorisation pour tout mouvement hors du domicile.*
- *18 avril 2020, prolongation de l'Etat d'Urgence Sanitaire pour 30 jours avec couvre-feu de 19 heures à 05 heures,*
- *19 mai 2020, prolongation de l'Etat d'Urgence Sanitaire de trois semaines toujours avec couvre-feu*
- *19 mai 2020, prolongation de l'Etat d'Urgence pour un mois supplémentaire toujours avec couvre-feu*

En termes de mesures concrètes et opérationnelles et en l'absence de traitement, la meilleure des protections qui a été imposée par le Gouvernement est le respect des mesures sanitaires et des gestes barrières ainsi que la distanciation physique, en plus du port du masque⁽⁵⁾.

Il y a eu également la création d'un Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19. Ce fonds a été principalement alimenté par les contributions volontaires des grands capitaines de l'industrie du Maroc ou tout simplement de personnes privées qui, dans un élan de solidarité, ont considéré leur obligation d'être solidaire.

Ce fonds a été créé pour prendre en charge les dépenses de mise à niveau du dispositif médical, de soutenir l'économie nationale face aux chocs générés par cette pandémie, pour préserver les emplois et atténuer les répercussions sociales de la Covid-19.

Les ressources allouées au secteur de la santé ont servi à l'achat d'équipements médicaux, tels que des appareils respiratoires, du matériel de laboratoire, des kits de dépistage, divers tests de diagnostics rapides ainsi que des équipements hospitaliers comme les lits de réanimation, les médicaments et les consommables médicaux.

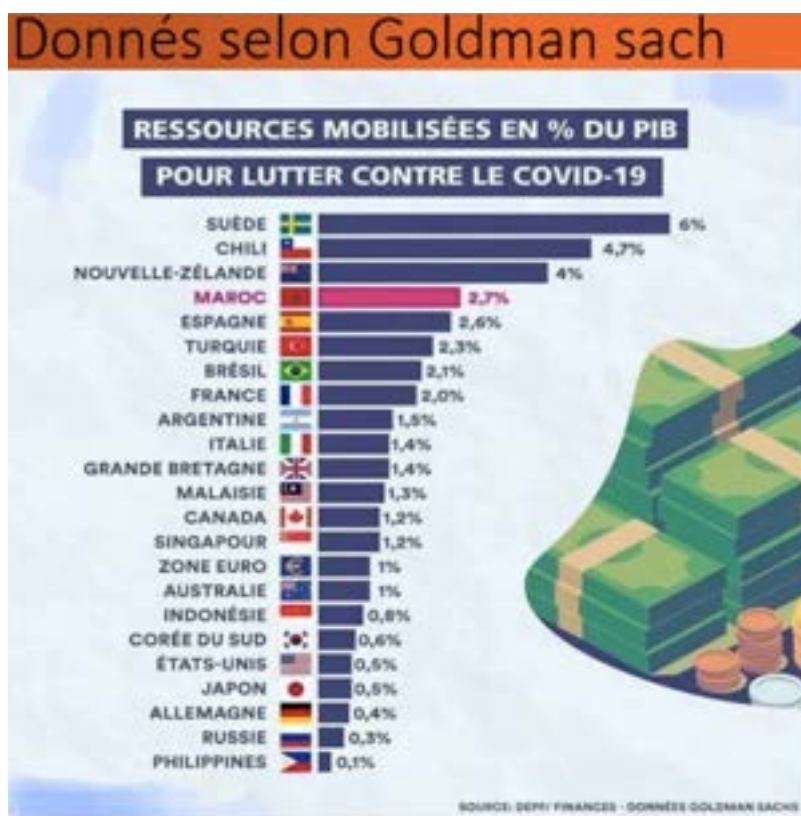
Simultanément, et dès le début, une décision de réquisition d'un certain nombre de produits et médicaments a été prise, assurant au Maroc une primo indépendance dans ce domaine avec des stocks de chloroquine et d'hydroxy-chloroquine en particulier.

(5) www.pm.gov.ma

/ LES MESURES ÉCONOMIQUES

La création d'un Comité de Veille Economique a été décidé dès les premiers jours, pour soutenir les différents secteurs économiques confrontés à cette crise et ce, à travers des mesures visant à contenir les effets de choc sur l'économie nationale, et dans le cadre du respect des recommandations des différentes institutions internationales

Face à l'ampleur de la crise sanitaire et de ses dimensions à travers le monde, le Maroc, sur les Hautes Instructions de Sa Majeste Le Roi, a opté pour le choix difficile du confinement, sacrifiant ainsi l'économie au profit de la santé de ses citoyens.



Cette option s'est vite répercutée sur l'économie nationale engendrant ainsi un ralentissement, voir un arrêt de plusieurs de ses secteurs d'activité, d'où des coûts conséquents à compenser.

Pour ce faire, Le gouvernement a veillé à prendre les mesures nécessaires pour réduire les effets de la crise sanitaire sur les réserves en devises et le maintien de la capacité de l'économie nationale à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques.

A cet effet, Le Parlement a pris une mesure exceptionnelle, en accordant au gouvernement l'autorisation de dépassement du seuil de la dette extérieure, défini dans le cadre de la loi de finances de 2020 et de disposer de la ligne de précaution et de liquidité, afin de l'utiliser comme assurance contre les chocs extrêmes.

De même, il a été procédé sur initiative du Comité de Veille Economique, à la mise en place d'un mécanisme de crédit appelé "Damane Oxygène", qui est garanti à hauteur de 95% par la Caisse Centrale de Garantie (CCG) pour atténuer les impacts de la pandémie Covid-19 sur les entreprises.

A ce jour 17.600 entreprises en ont été bénéficiaires pour un montant de 9,5 milliards de Dirhams, permettant de financer le besoin en fonds de roulement des entreprises bénéficiaires⁽⁶⁾.

Devant l'emballement des bourses mondiales comme de la bourse nationale, l'Autorité Marocaine des Marchés des Capitaux (AMMC) a décidé que la variation des actions en continue ne peut excéder 4%, à la hausse comme à la baisse et 2% pour les actions au fixing.

Certains spécialistes en bourse estiment que cette décision permet de ralentir l'effondrement, alors que d'autres appellent carrément à la suspension des cotations devant la panique des investisseurs.

Cette même Autorité a constaté que le marché des capitaux et ses infrastructures ont fait preuve de résilience durant cette crise sanitaire avant d'annoncer qu'elle va se pencher désormais sur un plan de relance post-Covid, témoignant ainsi de la pertinence des analyses et mesures prises en amont⁽⁷⁾.

Un appui particulier dédié aux besoins du Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 par le Fonds Monétaire International, avec le déblocage de la ligne de soutien de 3 milliards de dollars, par la Banque Mondiale d'une ligne de financement de 270 millions de dollars américain et de l'Union Européenne, d'un montant de 450 millions d'euros sera versé au Maroc pour soutenir son économie.

Pour sa part, la Banque Centrale a injecté, au cours de la première semaine du mois de Juin 2020, dans le marché monétaire national, un montant de 107,2 milliards de Dirhams, réparti comme suit :

39,9 milliards de Dirhams sous forme d'avances à 7 jours sur appel d'offres.

43,4 milliards de Dirhams sous forme d'opérations de pension livrée.

21,1 milliards de Dirhams dans le cadre du programme de soutien au financement de la TPME.

2,8 milliards de Dirhams au titre des opérations dites de swap de change. (10)

(6) www.finances.gov.ma

(7) www.bankalmaghrib.gov.ma

Le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 est intervenu, également, en tant qu'alternative pour pallier aux complications liées à la crise sanitaire, notamment, celles d'ordre socio-économiques.

Le Fonds Spécial a contribué aux aides versées aux salariés affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et en arrêt de travail, mais aussi aux travailleurs opérants dans le secteur informel inscrits au registre de Régime d'Assistance Médicale (RAMED) et par la suite ceux qui n'y sont pas inscrits. Simultanément, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) a décidé du report de paiement des cotisations sociales des employeurs sans pénalités.

Autre mesure, il a été décidé d'un délai pour le remboursement des crédits bancaires de tout type sans pénalités jusqu'au déconfinement total, pour assurer la continuité de la production et sauvegarder les emplois dans les meilleures conditions.

L'adaptation par plusieurs unités industrielles marocaines de leurs moyens de production en vue de la confection de masques de protection, a permis au Royaume de se doter d'un stock stratégique de 50 millions de masques avec une production quotidienne, qui dépasse 10 millions d'unités.

Une fois l'autosuffisance acquise, le Maroc a exporté 18 millions de masques de protection homologués, vers la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Roumanie, le Sénégal, le Bénin, la Mauritanie et l'Algérie.

Cette adaptation de l'outil industriel a permis de relancer des activités et de maintenir des emplois.

/ LES MESURES SOCIALES

L'ordre social a été secoué par l'avènement de la pandémie Covid-19 et les mesures rigoureuses du confinement ont obligé plusieurs entités industrielles à ralentir ou arrêter carrément leurs activités.

Cette situation a généré une perte considérable d'emplois et de revenus difficilement supportables principalement pour les personnes qui ne sont pas abonnés à un système de protection salariale. Il en a été de même pour les très petits entrepreneurs.

Ce faisant, les autorités marocaines ont mis à contribution, le Comité de Veille Economique à l'effet de superviser l'opération de soutien aux ménages vulnérables en l'absence d'un recensement officiel du nombre de personnes évoluant dans le secteur informel⁽⁶⁾.

Des aides financières ont été apportées sans tenir compte du statut réel du travailleur témoignant ainsi d'une volonté affirmée de l'Etat de soutien au plus grand nombre.

Une aide mensuelle de 2.000 Dirhams a été débloquée pour tous les salariés déclarés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

Il en a été de même pour les travailleurs opérants dans le secteur de l'informel qui ont perçu une aide de 800 à 1200 Dirhams en fonction de la taille du ménage, cette mesure a permis d'assister 4,3 millions familles pauvres.

Un suivi quotidien de l'approvisionnement des marchés en produits de première nécessité a été mis en place pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de pénurie mais aussi pour contrôler tant les prix que les conditions d'hygiène des produits et éviter toute fraude.

/ CONTRÔLE DU RESPECT DE L'ETAT D'URGENCE

Pour une maîtrise efficace de la pandémie Covid et une application stricte des mesures déjà décrites comme le confinement ou le port de masque par l'ensemble des citoyens, le Maroc a déployé un dispositif de contrôle permanent, confié aux Forces de Sécurité et de Défense du pays.

La réussite de cette stratégie a imposé une coordination de l'action sur le terrain entre les différents intervenants, l'Administration Publique, la Sûreté Nationale, la Gendarmerie Royale, les Forces Auxiliaires, la Protection Civile ainsi que les Forces Armées Royales, un ensemble mis en œuvre au niveau local par les Walis et Gouverneurs.

Dans le cadre de ces actions de protection des populations, les Agents d'Autorité appuyés par les forces de l'ordre ont contribué à la sensibilisation des populations, à la détection d'éventuels cas positifs au coronavirus ainsi qu'au respect des mesures du confinement.

/ STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été mise en œuvre pour sensibiliser et informer la population au fur et à mesure des décisions prises par le Gouvernement mais aussi sur l'évolution de la Pandémie.

(8) www.pm.gov.ma

Pour ce faire une mobilisation de la Télévision, de la Radio, de la presse électronique, des réseaux sociaux ainsi que des auxiliaires d'autorités a permis d'assurer la meilleure couverture possible du territoire nationale.

Le Ministère de la Santé avec le soutien du Conseil Scientifique Covid-19 a participé à cette stratégie de communication de crise, en fournissant des données techniques et en validant les éléments de langage et les chiffres communiqués hebdomadairement lors de points de presse.

Il a été aussi mis en œuvre, avec l'aide des services de l'Etat par le biais des cellules de vérifications de l'information de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN), une action de contrôle des Fake News.

LES DIMENSIONS CULTURELLES DE LA PANDÉMIE COVID-19

/ LA CULTURE DE LA SOLIDARITÉ

La culture de la solidarité n'a jamais été aussi présente au Maroc, qu'en ce temps de crise sanitaire Covid-19 à l'exemple de la création du Fonds Spécial de la gestion de cette pandémie, une initiative qui a été immédiatement suivie d'effets pour la mise à disposition de fonds soit par les très grands capitaines d'industries du Maroc, soit par les industriels du réseau des PME, ou des contributeurs privés ou personnes anonymes.

Cette volonté d'entraide a été consolidée par d'autres actions, menées par des bénévoles et des acteurs de la société civile, qui, dans un premier temps, ont répertoriés les familles démunies et les sans-abris avant de les faire bénéficier de toutes les formes de dons, mobilisés par elles ⁽⁹⁾.

/ TÉLÉTRAVAIL ET INTERNET

La culture de la solidarité n'a jamais été aussi présente au Maroc, qu'en ce temps de crise sanitaire Covid-19 à l'exemple de la création du Fonds Spécial de la gestion de cette pandémie, une initiative qui a été immédiatement suivie d'effets pour la mise à disposition de fonds soit par les très grands capitaines d'industries du Maroc, soit par les industriels du réseau des PME, ou des contributeurs privés ou personnes anonymes.

Cette volonté d'entraide a été consolidée par d'autres actions, menées par des bénévoles et des acteurs de la société civile, qui, dans un premier temps, ont répertoriés les familles démunies et les sans-abris avant de les faire bénéficier de toutes les formes de dons, mobilisés par elles.

La crise sanitaire Covid-19 a montré l'utilité du télétravail, une pratique peu courante au Maroc.

Télé médecine, Télétravail, Vidéo-Conférences, enseignement à distance, autant de points qui ont démontrés une réelle pertinence dans le cadre d'une crise prolongée comme celle du Coronavirus, mais aussi dans le cadre de la gestion des espaces communs de travail impactés par la distanciation sociale.

Une nouvelle utilisation du support de communication qu'est l'internet est apparue de manière plus prégnante qu'avant, avec là sur utilisation, par rapport à l'avant Covid, des commandes par internet tant pour des plats à emporter que pour des objets comme des masques ou des livres et autres livrables à domicile.

Avec l'absence de la presse papier, la presse électronique a pris peut-être pour un temps, surtout si l'on a une fibre écologique un tant soit peu développée, pris le dessus.

Des réseaux se sont formés échangeant entre leurs membres des publications ou des ouvrages, voir même des bandes dessinées.

(9) www.hcp.gov.ma



LA COOPÉRATION SANITAIRE CONTINENTALE ET INTERNATIONALE DURANT LA CRISE COVID-19

La pandémie inédite de la COVID 19 a impacté frontalement les capacités sanitaires et hospitalières du Monde et en particulier plus fortement celles des pays émergents. Force a été de constater malheureusement que dans un grand nombre de cas à travers le monde les replis sécuritaires dans le pré carré national ont été le premier réflexe.

Cette réaction compréhensible a été rapidement surmontée par de nombreux pays, mais les décisions mises en place comme la fermeture des frontières, des espaces aériens et le besoin d'imaginer de nouveaux modes de réponse, ont repoussés, dans le temps, la coopération internationale et en particulier en direction des plus défavorisés.

L'Union Africaine (UA), disposant pourtant d'organes de coopération, entre autres, le Centre Africain de Contrôle et de prévention des maladies (CACM), n'a pas été très réactive ni en termes de suivi ni en termes de recommandations et de mesures appropriées.

L'UA n'a pas été non plus en mesure de remédier aux insuffisances dont sont victimes aussi bien les systèmes de santé que les économies d'Afrique.

Force est de constater que dès lors qu'un pays, a l'image du Maroc, a pris les mesures nécessaires à conforter son autonomie, immédiatement et dans le cadre des relations Sud-Sud des envois de matériels ont été fait. Il faut noter que ce soutien parfois précieux pour l'Afrique s'est aussi appliqué aux voisins du Nord dans le cadre de relations anciennes de solidarité et de complémentarité.

Dans un cadre plus large, le 13 Avril, le Roi du Maroc a lancé une initiative conjointe avec les Présidents de Côte d'Ivoire et du Sénégal pour unifier les Etats africains dans la lutte contre le virus.

Malheureusement cette initiative qui était orientée vers l'action, en ciblant le partage africain des expériences pour faire face à l'impact sanitaire et socioéconomique du coronavirus, n'a pas été suivi, suite à la déclaration du président de l'UA.

Le 12 juin 2020, Le Roi du Maroc a ordonné l'envoi d'une aide médicale conséquente à 15 pays africains, appartenant à toutes les sous-régions du Continent, à savoir : le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, le Congo, Eswatini, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et la Zambie.

Cette aide était composée de 8 millions de masques, 900.000 visières, 600.000 charlottes, 60.000 blouses, 30.000 litres de gel hydroalcoolique, 75.000 boîtes de chloroquine et 15.000 boîtes d'Azithromycine.

L'ensemble de ces produits et équipements de protection sont fabriqués au Maroc par des entreprises marocaines, et sont conformes aux normes de l'OMS.

Toute coopération ou coordination sanitaire interafricaine aujourd'hui, reste encore à l'état de vœux pieux, à l'image du projet de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZELCAF), censé créer un marché commun africain, regroupant les différentes zones économiques régionales, qui, malgré les réunions déjà tenues, peine à se mettre concrètement en place⁽¹⁰⁾.

La coopération sanitaire internationale, en période Covid-19, n'a pas été en mesure d'exister réellement face à une situation inédite, une absence totale de visibilité et le manque crucial de moyens. Un seul pays, la Chine, a été en mesure de répondre très rapidement à la fourniture de moyens, créant ainsi un rapport de force économique pour l'après Covid auquel il faudra être vigilant.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dont la réaction tardive à la pandémie Covid-19, n'a été constaté que lors d'une réunion du Conseil de Sécurité, par visioconférence le 10 avril 2020, a démontré une difficulté majeure à exister en tant que tel, par un visible manque de pertinence de ses recommandations, souvent peu étayées scientifiquement.

Les Etats Unis, le Brésil et d'autres pays ont menacé de cesser le financement de l'OMS, sous prétexte qu'elle est complaisante avec la chine et que sa gestion de la crise coronavirus, laisse beaucoup à désirer.

Une course acharnée est engagée entre les différents Etats, notamment, les grandes puissances, pour la recherche d'un médicament et d'un vaccin, au moment où l'Afrique qui est exclue de cette compétition, devra être attentive à même de bénéficier des résultats de ces recherches⁽¹¹⁾.

(10) www.maec.gov.ma

(11) Jean Koch « Essai sur la coopération internationale et le développement »,



APPROCHES POSSIBLES DE SORTIE DE CRISE : DÉCONFINEMENT ET RELANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

/ LE DÉCONFINEMENT ENTRE CONTRAINTES SANITAIRES ET ÉCONOMIQUES

Le déconfinement demeure une nécessité impérieuse, imposée par la réalité économique post-épidémique, l'équilibre social et le besoin de sérénité de la nation.

Il faudra parfaitement intégrer que déconfinement ne veut pas dire fin des mesures barrières, ni disparition du virus. Ainsi il conviendra de communiquer de manière efficace pour partager cet état de fait, comme de faire comprendre qu'il sera aussi quasiment impossible de reconfiner le pays, pour des raisons, en particulier, économiques que chacun peut comprendre.

La majorité des études semblent être favorables à un déconfinement progressif, au vu de la situation sanitaire nationale, qui a démontré une maîtrise relative de l'épidémie, et de la crainte d'une dégradation rapide de l'économie dans un confinement qui durerait.

/ LES APPROCHES DU HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

La première approche préconise, dans un premier temps, une levée de confinement qui prend en considération l'évolution naturelle de la pandémie sans aucune barrière qui s'étend ainsi à la majorité de la population jusqu'à ce qu'une immunité collective éventuelle soit acquise⁽¹²⁾.

Le second scénario propose la poursuite du confinement avec le maintien des mesures déjà prises, à savoir la distanciation physique, les mesures barrières et les mesures sanitaires comme la détection massive des cas, prise en charge médicale et l'isolement des cas contacts.

La troisième option envisage un déconfinement généralisé de l'ensemble de la population âgée de moins de 65 ans, non atteinte de maladies chroniques tout en maintenant les mesures d'autoprotection.

La quatrième sollicitation recommande un déconfinement large de la population active âgée de moins de 65 ans et de la population âgée de moins de 15 ans, non atteinte de maladies chroniques et partant, la relance de l'économie avec un retour progressif des activités sociales.

La cinquième proposition, conseille un déconfinement restreint de la population engagée dans l'économie, âgée de moins de 65 ans et non atteinte de maladies chroniques et une ouverture de l'économie sans compromettre la population qui présente un risque élevé de développer des complications vis-à-vis de cette épidémie.

(12) www.hcp.ma

/ L'APPROCHE GOUVERNEMENTALE

Le Ministère de la Santé a fixé plusieurs conditions pour la levée du confinement, entre autres, la stabilité de la situation épidémiologique, la tendance à la baisse des nouveaux cas de contaminations et l'inflexion de l'indicateur de propagation du virus sous la valeur⁽¹³⁾.

Le Ministère de l'Intérieur a fait également savoir que permettre à certains secteurs de reprendre leurs activités, ne signifie pas que l'état d'urgence sanitaire ou le confinement ont été levés.

Et d'ajouter qu'il est nécessaire de continuer à respecter les mesures de prévention mises en place au début de la crise sanitaire Covid-19, au regard du risque de contamination qui persiste.

Le 13 juin 2020, les Ministères de la Santé et de l'Intérieur préconisent le regroupement de la totalité des 700 cas déclarés positifs à cette date, et dont l'état de santé est stable, afin de libérer des places aux patients des autres maladies.

Cette initiative permettra d'accélérer, à partir du 20 juin 2020, le processus de levée progressive du confinement, tout en tenant compte de l'évolution de la situation épidémiologique du Royaume⁽¹⁴⁾.

/ LA RELANCE SOCIOÉCONOMIQUE

La relance économique nationale, face aux défis de l'après-confinement, sera assujettie à deux options à savoir, la relance ou l'austérité, deux scénarios qui ne sont pas clairement définis.

Certains préconisent le recours à la rigueur comptable et budgétaire, alors que d'autres suggèrent un appui à l'appareil productif, une équation qui divise les économistes seulement. Tout dépendra de la résilience des secteurs clés de l'économie marocaine.

La priorité sera de déterminer les ressources nécessaires à mobiliser pour soutenir les secteurs économiques, entre autres, ceux du tourisme, de l'automobile, de l'industrie du textile, les PME et les TPE.

Le Ministère des Finances précise que les grandes lignes du Plan de Relance Economique seront présentées en parallèle avec le projet de Loi de Finances Rectificative, tout en tenant compte de l'impact de la crise sanitaire sur le déficit budgétaire, la balance des paiements et de l'endettement, outre la mise en œuvre d'un plan d'action pluriannuel pour stimuler l'activité économique.

(13) www.bkam.ma

(14) www.finance.gov.ma

Ce plan de relance économique est une charte de promotion de l'économie et de l'emploi, qui s'appuie sur une ambition impliquant les différents secteurs tout en prenant compte de leurs spécificités.

Le Comité de Veille Economique, après avoir examiné la situation des établissements et des entreprises publiques, a convenu de créer un Fonds de Garantie Spécial qui permettra aux établissements impactés par la pandémie d'accéder à de nouvelles sources de financement nécessaires au renforcement de leurs capacités budgétaires et par conséquent, assurer une croissance soutenue et durable de leurs activités⁽¹⁵⁾.

L'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux a exprimé sa totale mobilisation, avec tout l'écosystème, pour la relance de l'économie nationale à travers un plan d'accélération de solutions de financement des entreprises⁽¹⁶⁾.

Cette même Autorité estime que certains outils méritent d'être dynamisés, à l'instar du marché de la dette privée, du marché alternatif dédié aux PME ou compartiment réservé aux investisseurs institutionnels, qui peut répondre aux besoins de financement des projets d'infrastructures.

Le Fonds monétaire arabe, la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, et d'autres organismes, ont manifesté leur intérêt de soutenir le Royaume du Maroc dans ses moments difficiles, en mettant à la disposition des autorités financières, des lignes de financements pour soutenir et accompagner les différents secteurs socioéconomiques.

Par ailleurs, d'autres instances financières tels que la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement ont pris les devants pour soutenir le secteur bancaire et accompagner les sociétés marocaines pour un accès au financement plus contrôlé⁽¹⁷⁾.

(15) www.finances.gov.ma

(16) <http://www.ammc.ma/>

(17) www.finances.gov.ma

CONCLUSION

Sans oublier la temporalité de cette pandémie, toujours en action au moment où nous écrivons, il nous semble juste de pouvoir, cependant, tirer une première conclusion à date de la rencontre sans précédent du virus avec le Monde et en particulier avec le Royaume du Maroc.

Il apparaît que le Maroc a fait preuve, contrairement à d'autres pays, d'une très bonne capacité d'analyse de la situation des pays déjà infectés et d'anticipation des mesures à prendre dans le cadre d'un calendrier déjà intuitif. A titre d'exemple la réquisition des stocks de médicaments, ou les quasi immédiates mesures de confinements.

Les mesures prises sur les Hautes Instructions de Sa Majeste Le Roi, quels qu'en soit les domaines ont été visionnaires, anticipatives, fortes et suivies d'effets et ordonnées autour des principaux axes retenus.

Il faut là aussi à titre d'exemple souligner le choix non négocié du type de traitement ou des campagnes de détection, des mécanismes de soutien aux plus démunis ou du déploiement des Forces de Sécurité pour garantir le bon respect des règles.

Les décisions comme la mise en place des différentes mesures ont toujours été effectuées avec intelligence tout en respectant un processus intellectuel clair et un plan d'action efficace. En guise d'illustration on notera que tout a été conduit dans le respect des priorités du Chef de l'Etat, qui a imposé de donner la priorité à l'Être Humain, sur le reste des actions aussi importantes soient elles.

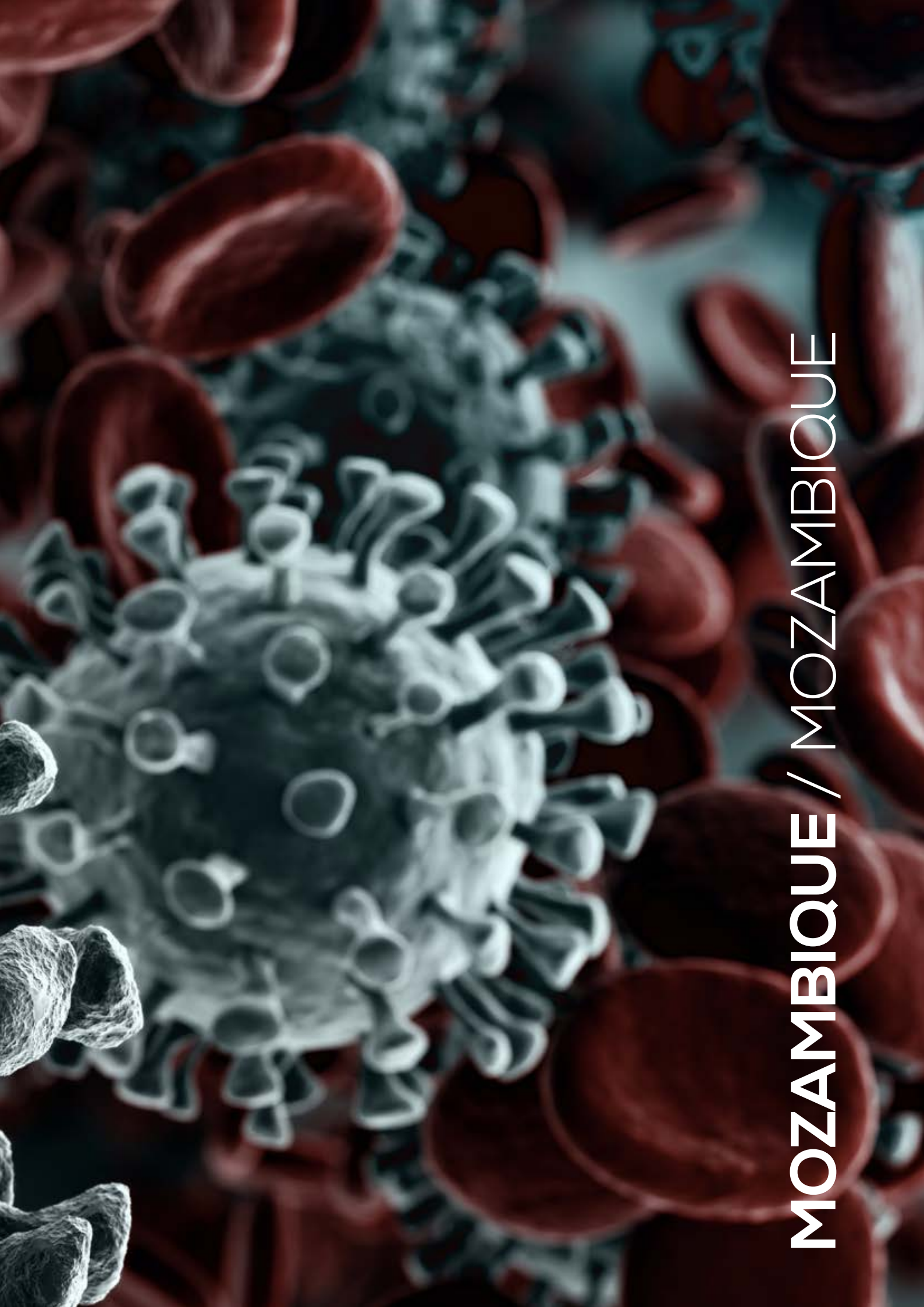
La grande qualité que l'on peut relever dans cette gestion d'une crise inédite c'est aussi non seulement la capacité de résilience de la Nation, mais l'immense flexibilité des entreprises capables d'affronter des défis complexes, comme la réadaptation de l'outil de production, ou la capacité d'innovation des structures qui, sans références ou expériences majeures, ont été en mesure d'assurer du téléenseignement ou de produire une application marocaine pour le Coronavirus.

Enfin on notera que le Maroc n'a pas failli à sa réputation d'altruisme et d'hospitalité en prenant en compte les problèmes à la fois des étrangers bloqués sur son sol, comme de ses propres ressortissants bloqués à l'étranger ou de ses Frères d'Afrique en apportant très rapidement une aide conséquente en matériels de santé.

Personne ne sait de quoi demain sera fait mais une certitude nous habite, celle que notre Pays est en mesure, dès à présent, à faire face à une résurgence majeure de cas, qu'il sera parfaitement en mesure de traiter et ainsi d'épargner un grand nombre de vies.

RÉFÉRENCES BIOGRAPHIQUES

- Académie Hassan II des sciences et techniques, étude sur « Le déconfinement : une stratégie globale et durable », mai 2020.
- Circulaire du ministère marocain de l'économie et finance, datée du 22 mai 2020, relative aux procédures et mécanismes à suivre par les administrations pour une reprise progressive du travail.
- Club marocain d'études en relations internationales, analyse du banquier d'affaires américain, Michael Zaoui sur « Le monde après Covid-19 : cas du Maroc », avril 2020.
- Différents bulletins quotidiens diffusés par la direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies, du ministère de la santé marocain.
- Différents points de presse réguliers de l'état de l'économie marocaine en période de crise coronavirus, animés par le ministre des finances.
- Haut-Commissariat au Plan, étude sur « Pandémie Covid-19 dans le contexte national, situation et scénarios », mai 2020.
- Institut Montaigne, analyse du conseiller économique français, Eric Chaney sur « Covid-19 : une première idée de son impact économique », mars 2020.
- Jean Koch, "essai sur la coopération internationale et le développement", édition l'Harmattan.
- Jean Claude Satucci « L'unification maghrébine : réalisations et obstacles », livre publié aux éditions Duresan.
- Le Tourneau Roger « L'évolution politique de l'Afrique du Nord », livre publié aux éditions Armand Colin.
- Rapports du bureau de l'économiste en chef de la région Afrique de la Banque Mondiale sur « l'évaluation de l'impact économique du Covid-19 », avril 2020 et « le coronavirus et l'Afrique », mars 2020.
- Revue Tiers Monde, analyse de l'économiste chilien, Gonzalo Martner Garcia sur « le rôle de la coopération régionale », année 2020.
- Revue hebdomadaire du marché des capitaux publiée par l'Autorité Marocaine du Marché des capitaux (AMMC).
- Roland Louvel « Quelle Afrique pour quelle coopération », livre publié aux éditions l'Harmattan.



MOZAMBIQUE / MOZAMBIQUE



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



M. Edgar Luís Cossa est conseiller politique auprès du Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CONSAN) au Cabinet du Premier ministre du Mozambique. M. Cossa est également conseiller pour la sécurité alimentaire et la nutrition de Mme. Graça Machel. Avec l'Agence des Nations Unies pour le développement, il a opéré avec le PNUD/FAO comme coordonnateur national du Programme conjoint sur la décentralisation et le développement local intégré.

Mr. Edgar Luís Cossa is Public Policy Specialist. He worked as advisor to the National Council for Food Security and Nutrition (CONSAN) in the Cabinet of the Prime Minister of Mozambique. Mr. Cossa was also Food Security and Nutrition Advisor to the renowned Ms. Graça Machel. With the United Nations Development Agency, he worked with UNDP/FAO as the national coordinator of the Joint Programme on Decentralization and Integrated Local Development.

Edgar LUÍS COSSA

Public Policy/Food Security and Nutrition Specialist - Mozambique



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT **P183**

CONTEXTO **P185**
RELATÓ DE COVID19 MOÇAMBIQUE : UMA ANALISE
SOBRE OS IMPACTOS E POSSIVEIS RISCOS SOCIAIS
DISTRIBUIÇÃO DO COVID :
/ NACIONALIDADE
/ SEXO
/ IDADE

MEDIDA TOMADAS PELO GOVERNO **P188**
/ NIVEL ADUANEIRO
/ NIVEL FISCAL

IMPACTOS ECONOMICO E SOCIAL **P191**

CONSIDERAÇÕES FINAIS **P194**

REFERENCIA **P196**

RÉSUMÉ

Depuis décembre 2019, lorsque la nouvelle épidémie de coronavirus a commencé à Wuhan, en Chine, elle s'est rapidement transformée en pandémie causant un arrêt partiel ou général des principales économies mondiales, ainsi que dans la plupart des pays du monde. Par conséquent, les estimations des pertes mondiales ainsi que les prévisions de récession économique sont en constante actualisation (IESE, 2020).

La propagation du Covid-19 au Mozambique a augmenté fortement malgré les mesures prises par le gouvernement. Le 26 juin, le pays avait enregistré une forte augmentation des cas positifs de Covid-19. Ce fait est également attribuable à la capacité du gouvernement de faire des tests. Le 6 juillet 2020, le pays a eu environ 1000 cas positifs, 277 se sont rétablis et 6 décès, nous pouvons voir que parmi les cas qui se sont avérés positifs, environ 90% sont asymptomatiques. Si l'on considère le contexte international et local où le nombre de cas de Covid-19 a augmenté dans le monde entier, l'état d'urgence a été prorogé pour la troisième fois par le président de la République par le décret no 214/2020 du 26 juin. La décision du gouvernement sur l'état d'urgence et le confinement a causé des dommages à l'économie nationale qui, dans une large mesure, dépend du secteur étranger à plus de 70%, et on ne prévoit aucun changement dans les répercussions nationales et internationales.

L'une des questions que l'on peut soulever est le fait que, même dans le cadre de l'état d'urgence qui a été déclaré, le gouvernement n'a pas fermé les frontières terrestres, aériennes ou maritimes, mais ces dernières n'ont pas opéré parce que les autres pays ont décidé la fermeture de leurs frontières comme l'Afrique du Sud. Le mot économie a déjà eu un impact au Mozambique, en raison de la réduction des prix des matières premières causée par la pandémie de Covid-19 et par conséquent le ralentissement des économies mondiales. Les investisseurs d'Exxon Mobil ont prorogé une décision finale concernant le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) le long du fleuve Rovuma, estimé à environ 20 milliards de dollars, et ont décidé de réduire ses coûts d'investissement de 30 %, pour 23 milliards de dollars et de réduire ses coûts opérationnels de 15 %, dans le total de ses opérations.

Il est important de souligner que, malgré les nombreux mécanismes qui ont été mis en place, l'économie du Mozambique sera gravement affectée par les chocs économiques d'autres pays partenaires, découlant du Covid-19 et de la chute de plusieurs secteurs d'activité et d'une série d'intervenants économiques, y compris le gouvernement. Sa vulnérabilité et essentiellement structurelle et résultant de sa forte dépendance extérieure au niveau du commerce, de la production, de la consommation, de l'investissement ainsi que des dépenses publiques. L'augmentation des prix des denrées alimentaires, conjuguée à la réduction du pouvoir d'achat de la population due à la suspension d'une série d'activités économiques en raison de la pandémie, réduira la consommation de denrées alimentaires, en particulier celles qui sont riches en micronutriments, qui sont plus coûteuses, comme les légumes, les fruits, les protéines animales, etc. Bien que le pays fasse encore face aux dommages causés par l'IDAI, les attaques des insurgés dans le Nord et les attaques armées des dissidents de Renamo mettent le pays dans une situation vulnérable.

ABSTRACT

Since December 2019, when the new coronavirus outbreak started in Wuhan, China, is quickly turned into a pandemic causing partial and general stoppage of the world's major economies, as well as in most of the countries around the world.

Consequently, the estimates on world losses, as well as the forecasts for economic recession are in constant updating process (IESE, 2020). The spread of the Covid-19 in Mozambique has been increasing sharply despite the measures taken by the Government, by June 26 the country had scored a sharp increase in Covid-19 positive cases. This fact has also been caused by the government's ability to conduct tests. July 6th, 2020 the country had about 1000 positive cases, 277 recovered and 6 deaths, we can see that among the cases that tested positive about 90% are asymptomatic. Looking at situation of international and local context where we have an increase on the number of Covid-19 cases all over the world, the State of Emergency was extended for the third time by the President of the Republic through Decree No. 214/2020 of June 26.

The government decision on State Emergency and the international lockdown context has been causing damages to the national economy which largely, more than 70%, relies on foreign sector and there is no forecast as to any change in the national and international impacts. One of the issues that can be referred to is the fact that, even under the State of Emergency that was declared the government did not close land, air or maritime borders but they have not been operating because the other countries have decided to declare full lockdown, such as South Africa.

The word economy already had impact in Mozambique, due to the reduction of commodity's prices caused by the Covid-19 pandemic and consequently the slowdown of world economies economic impact Exxon Mobil investors has extend a final decision, regarding the natural liquefied gas project (NLG) along the Rovuma River, estimated at about US\$ 20 billion, and decided to reduce its investment costs by 30%, for US\$ 23 billion and reduced operational costs by 15%, in the total of its operations.

It is important to highlight the fact that through the many mechanisms that have been demonstrated, the economy of Mozambique is and will be severely affected by economic shocks from other partner countries, arising from Covid-19 and falling over several sectors of activity and a series of economic stakeholders including the government. Its vulnerability and basically structural and arising from its high external dependency at the level of trade, production, consumption, investment as well as public expenses.

The increase in food prices, together with the reduction of people's purchasing power due to the suspension of a series of economic activities as a result of the pandemic will reduce the consumption of food, especially those which are rich in micronutrients, which are more expensive, such as vegetables, fruit, animal protein, etc. Despite that the country still facing IDAI damages, insurgent attacks in the north and still facing armed attacks from Renamo dissidents put the country in vulnerable situation.

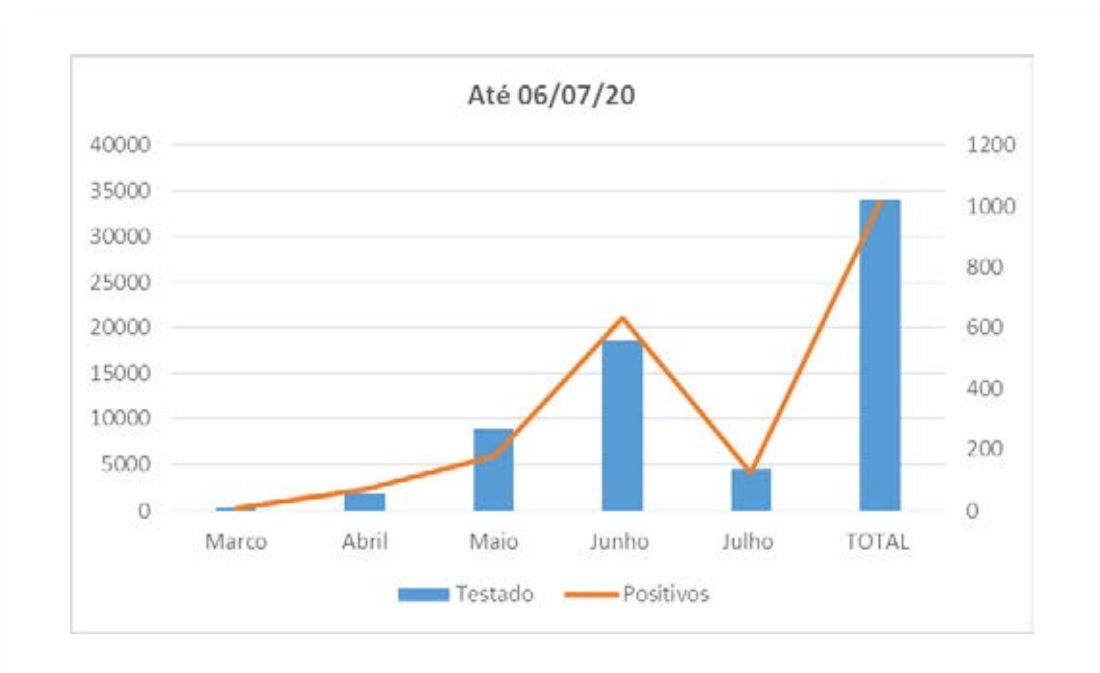
CONTEXTO

RELATÓRIO DE COVID 19 MOÇAMBIQUE : UMA ANÁLISE SOBRE OS IMPACTOS E POSSÍVEIS RISCOS SOCIAIS

Os coronavírus são uma grande família de vírus que podem causar doenças em animais ou seres humanos (MISAU, 2020). Vários coronavírus são conhecidos por causarem infecções respiratórias em seres humanos, que variam de constipação normal a doenças mais graves, como a Síndrome Respiratória do Oriente Médio (MERS) e a Síndrome Respiratória Aguda Grave (SARS). O coronavírus descoberto muito recentemente causa uma doença chamada de coronavírus COVID-19

Desde Dezembro de 2019 em que iniciou o surto do novo coronavírus em Wuhan, na China, que rapidamente se tornou em pandemia com efeito em paralizações parciais e gerais das maiores economias mundiais, bem como da maioria dos países pelo mundo inteiro. Consequentemente, estimativas de perdas económicas mundiais, bem como previsões de recessão económica não pararam de ser actualizadas (IESE, 2020). A propagação do COVID 19 em Moçambique, tem vindo aumentar rapidamente, apesar das medidas adoptadas pelo Governo.

O país registou até dia 26 de Junho um aumento rápido dos casos positivos de COVID 19. Este facto também se deveu ao aumento da capacidade do governo de fazer a testagem dos casos.



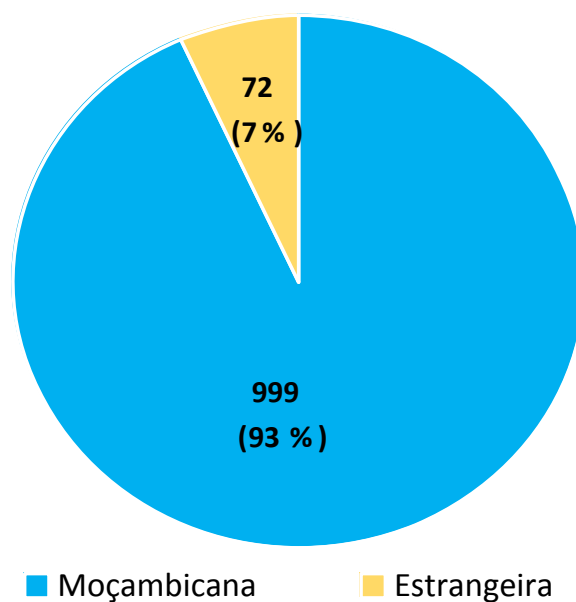
FONTE : INS, 2020

Até dia 06 de Julho de 2020, o país contava com cerca de 1000 casos positivos, 277 recuperados e 6 mortes. Os casos registados e testados positivos cerca de 90% são assintomáticos.

DISTRIBUIÇÃO DO COVID :

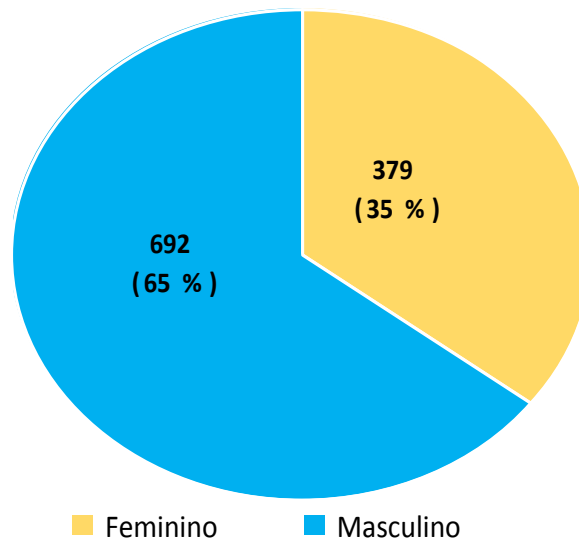
/ NACIONALIDADE

Os casos positivos em moçambique, em termos de distribuição entre nacionais e estrangeiros podemos considerar que cerca de 93% são nacionais e 7% de diferentes nacionalidades, outros residentes e outros em missão de negócios e turismo. Podemos observar na tabela abaixo como é notável a diferença.



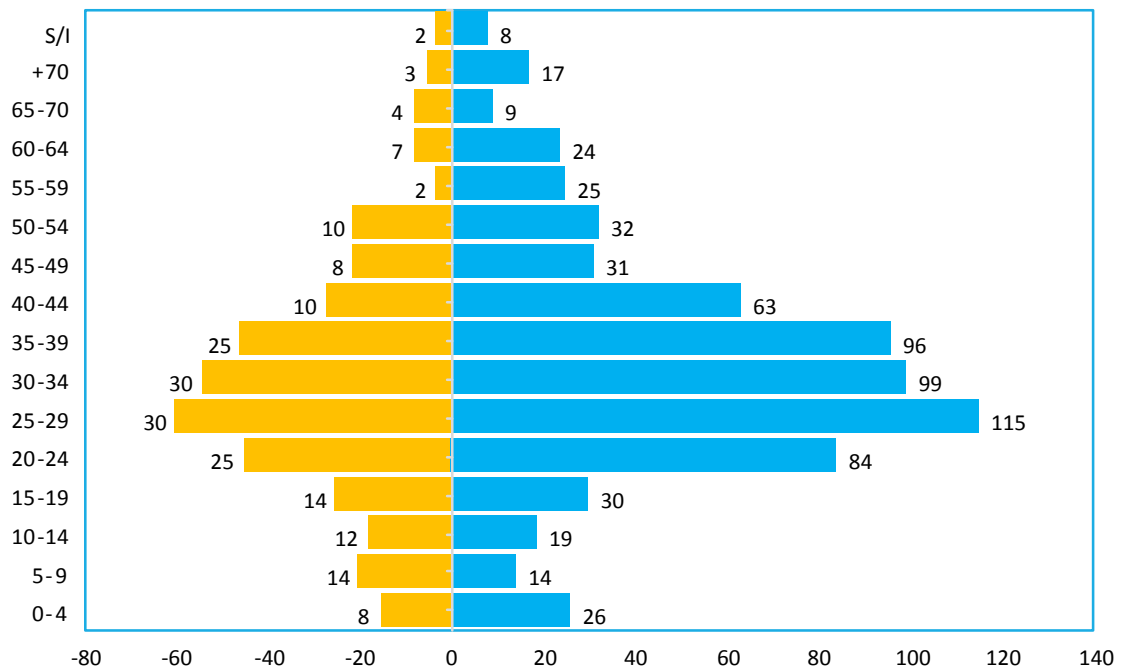
/SEXO

Nota-se também que no país, os homens (65%) estão mais contaminados que as mulheres (35%). Alguns comentadores e especialistas fazem referência que estes pelo seu nível de exposição, numa sociedade em que a divisão social do trabalho está ideologicamente contruída onde as mulheres concentram mais as suas actividades na esfera doméstica enquanto os homens na esfera pública. Por outro lado, é preciso ter em consideração, o número de trabalhadores mineiros deportados e retornados da vizinha África do Sul na sua maioria homens com uma parte significativa contaminada.



/ IDADE

Em relação a faixa etária das pessoas contaminadas pelo COVID 19, nota-se uma maior concentração na faixa etária de 20 a 44 anos de idade tanto para homens assim como para mulheres. O Interessante é verificar que comparando a idade de risco estabelecida e definida pela OMS (44 - Mais) temos maior concentração em Moçambique em crianças dos 0 - 4 anos e adolescentes dos 10 - 14 anos e 14 - 19 anos de idade.



MEDIDA TOMADAS PELO GOVERNO

Em situação do contexto internacional de aumento dos casos de COVID 19 em todo o mundo, o Presidente da República decretou o Estado de Emergência, pelo Decreto Presidencial n.º 11/2020, de 20 de Março, e ratificado pela Lei n.º 1/2020, de 31 de Março, note que na altura o país apenas contava com menos de 8 casos. As medidas do Estado de Emergências foram prorrogadas por uma terceira vez pelo Presidente da República através do Decreto Presidencial n.º 214/2020, de 26 de Junho, impondo-se, nessa medida, abordar algumas questões essenciais deste regime e a forma como as mesmas foram concretizadas pelos respectivos diplomas.

No caso concreto, importa sublinhar que enquanto a situação do estado de emergência se mantiver, as seguintes medidas restritivas – gerais e especiais – estarão em vigor (cf. artigo 3.º do Decreto Presidencial n.º 214/2020, de 26 de Junho (Daniel, 2020) :

- Suspensão da emissão de vistos de entrada e cancelamento dos vistos já emitidos;
- Suspensão das aulas em todas as escolas públicas e privadas, desde o ensino pré-escolar até ao ensino universitário;
- Proibição de realização de eventos públicos e privados, como cultos religiosos, actividades culturais, recreativas, desportivas, políticas, associativas, turísticas e de qualquer outra índole, exceptuando :
 - *Questões inadiáveis do estado;*
 - *Questões sociais, como cerimónias fúnebres;*
 - *Prática de actividades de manutenção física, em espaços abertos.*
- Suspensão de todos os prazos processuais e administrativos, incluindo o procedimento disciplinar;
- Suspensão dos prazos de prescrição e de caducidade relativos a todos os processos e procedimentos; e
- Obrigatoriedade de implementação de medidas de prevenção em todas as instituições públicas, privadas e nos transportes colectivos de passageiros.

O Governo por outro lado, aplicou medidas restritivas especiais nos seguintes dentro do território moçambicano os casos seguintes :

- sujeição a quarentena obrigatória domiciliária, de 14 a 21 dias, para todos os cidadãos que estejam a chegar ao país, tenham estado em locais com casos activos e os que tenham tido contacto directo com casos confirmados da COVID-19, devendo as autoridades sanitárias adoptar mecanismos de controle eficazes;

- Obrigatoriedade do uso, correcto e consciente, de máscaras de pano ou outro material e/ou viseiras em todos os locais de aglomeração de pessoas, como vias públicas, mercados, áreas comuns e nos transportes colectivos e semi-colectivos de passageiros;
- Limitação da circulação interna de pessoas em qualquer parte do território nacional, no caso de se verificar um aumento exponencial de casos de contaminação, podendo ser adoptado o cerco sanitário;
- Imposição de internamento de pessoas em estabelecimento de saúde com fins terapêuticos;
- limitação da entrada e saída de pessoas, do território moçambicano, através do encerramento parcial das suas fronteiras, exceptuando assuntos de interesse do Estado, apoio humanitário, saúde e transporte de carga;
- Exigência do conhecimento em tempo real de pessoas através do recurso a geolocalização;
- Requisição da prestação de serviços de saúde, serviços similares e outros que se considerem complementares;
- Encerramento de estabelecimentos comerciais de diversão e equiparados;
- Fiscalização dos preços de bens essenciais para a população, incluindo os necessários para a prevenção e combate à pandemia;
- Promoção e reorientação do sector industrial para a produção de insumos necessários ao combate à pandemia;
- Adopção de medidas de política fiscal e monetária sustentáveis, para apoiar o sector privado a enfrentar o impacto económico da pandemia;
- Adopção de estratégias de comunicação para intensificação de medidas de educação das comunidades e veiculação de mensagens de prevenção à pandemia, incluindo em línguas nacionais;
- Introdução de modalidades de trabalho, em função das especificidades da área de actividade, assegurando, contudo, as medidas de prevenção emanadas pelo sector da saúde e os mecanismos de controlo da efectividade;
- Criação de formas de atendimento alternativos, como telefone e/ou e-mail, para substituir o atendimento presencial nas instituições públicas e privadas.

Por outro lado, o Governo adoptou algumas medidas paralelas transitórias em matéria fiscal destinadas a atenuar o impacto do COVID-19. O Decreto n.º 23/2020, de 27 de Abril, confere aos agentes económicos de locais que tenham sido afectados pelo impacto do Covid-19 a possibilidade de beneficiarem das seguintes facilidades e incentivos:

/NÍVEL ADUANEIRO :

Até 31 de Dezembro de 2020, os agentes económicos beneficiam de autorização de saída antecipada na importação de produtos de prevenção e tratamento do Covid-19, devendo a respectiva regularização ocorrer no prazo máximo de 90 dias.

Para poderem beneficiar desta prerrogativa, os agentes económicos devem apresentar um termo de responsabilidade junto dos Serviços de Alfândegas competentes.

/NÍVEL FISCAL :

- dispensa geral dos pagamentos por conta nos meses de Maio, Julho e Setembro de 2020;
- adiamento para os meses de Janeiro, Fevereiro e Março de 2021, do pagamento especial por conta que devia ser realizado nos meses de Julho, Agosto e Outubro de 2020; e
- até 31 de Dezembro de 2020, está autorizada a compensação de créditos respeitantes a IVA, de que o sujeito passivo seja titular, com dívidas relativas a impostos de natureza diversa a cargo da Administração tributária.

Para poderem beneficiar das facilidades referidas nos números (1) e (2) acima, os sujeitos passivos de imposto :

- não podem ter tido um volume de negócios em 2019 superior a MT 2,500,000.00 aproximadamente a USD 35.700,00;
- têm que ter a sua situação fiscal regularizada; e
- estão obrigados a apresentar um requerimento devidamente fundamentado, em termos a regulamentar pelo Ministro que superintende a área das finanças.

Por outro lado, importa sublinhar que o pagamento de impostos sobre a importação de bens alimentares, medicamentos e outros bens essenciais ficará sujeito ao regime de regularização a posteriori.

De acordo com (Daniel, 2020), até ao momento não foram aprovadas medidas específicas para as indústrias extractivas, pelo que as empresas que operem nestes sectores estão sujeitas às regras gerais decorrentes do Decreto Presidencial 12/2020, e do Decreto 26/2020. Sem prejuízo, considerando a importância que as indústrias do petróleo & gás e mineira representam para a economia nacional, apesar das mesmas não serem expressamente qualificadas como « *indústrias essenciais* » para efeitos do disposto no Artigo 18.º, n.º 8, do Decreto 26/2020, nem os serviços que caem no seu âmbito sejam enquadrados na categoria de « *serviços essenciais* » fixada no Artigo 9.º do Decreto-Presidencial n.º 214/2020, entendemos que ambas caem no âmbito da definição de « *indústrias críticas para o funcionamento da economia* », prevista nesse mesmo artigo e, conseqüentemente, podem manter um efectivo laboral superior à regra geral de 1/3.

IMPACTOS ECONÓMICO E SOCIAL

Esta situação tem causado danos de vária ordem a economia nacional, a economia do país depende do sector externo a mais de 70%, não se prevê alguma alteração aos impactos nacionais e internacionais. Uma das questões que podem se fazer referência é o facto de, mesmo com o Estado de Emergência decretado pelo Presidente da República a 30 de Março, o Governo não fechou as fronteiras terrestres, aéreas e nem marítimas, mas essas ficaram fechados porque os outros países decidiram entrar em Lokcdown total como é o caso da Africa Sul.

Porém, a pandemia ainda está em curso e já tem causado importantes danos económicos ao nível mundial, inclusive em Moçambique, e não se sabe qual será a sua duração nem a dimensão de seu alcance ao nível de infecções (IESE, 2020). Com vista a conter o seu alastramento, o Governos, recorreu à restrição de circulação das pessoas e imposição de fortes limitações ao curso normal das actividades económicas, com efeitos económicos internos e externos.

Os impactos do COVID 19 na economia podem ser de ordem macroeconómica e ao nível dos meios de subsistência das familiares rurais. Ao nível macro de acordo com Sambo (2020), podemos encontrar grandes impactos na economia moçambicana :

// Governo de Moçambique aguardava este ano, a decisão final de investimento da Exxon Mobil, referente ao Projecto de gás natural liquefeito (GNL) da bacia do Rovuma, avaliado em USD 20 bilhões. Porém, devido a redução do preço das commodities causada pela pandemia da Covid-19 e o conseqüente arrefecimento das economias mundiais, a ExxonMobil decidiu reduzir os seus gastos de investimentos em 30%, para USD 23 biliões e reduzir as despesas operacionais em 15%, no total das suas operações. Este facto pesou para o adiamento de sua decisão final de investimento em Moçambique, concernente ao Projecto GNL offshore da bacia do Rovuma (Reid, Rumney & Jewkes, 2020; Reed, 2020). Em consequência desse adiamento, o Estado Moçambicano perdeu um enorme potencial de receitas fiscais.

// Ademais, considerando a dependência externa de Moçambique pela ajuda ao Orçamento e donativos devido ao seu défice fiscal crónico, e dada a catástrofe global que também afecta os seus principais doadores, os quais tiveram de adoptar políticas fiscais expansionistas com enormes sacrifícios financeiros, é de esperar que os apoios ao Orçamento Geral do Estado (OGE) possam estar comprometidos.

// Assumindo que a pandemia se estenda, as prioridades dos países parceiros serão as suas próprias economias, podendo enfrentar dificuldades devido às políticas expansionistas adoptadas. Portanto, embora estes parceiros tenham um compromisso com os países menos desenvolvidos, considerando o histórico recente das “dívidas ocultas” de Moçambique, que mancharam a sua credibilidade internacional, e devido aos elevados custos que este incorre com o serviço da dívida, pode-se prever que o país disponha de menos apoio externo ao orçamento. Este facto colocará o governo sob pressão de escassez de recursos externos para fazer face às despesas orçamentadas, não podendo compensar internamente devido a recuperação económica.

// Importa salientar que através dos diversos mecanismos demonstrados, a economia de Moçambique é e será severamente afectada pelos choques económicos de outros países parceiros, decorrentes da Covid-19, incidindo sobre os diversos sectores de actividade e os vários agentes económicos incluindo o governo. A sua vulnerabilidade é primeiramente estrutural e decorrente de sua elevada dependência externa quer ao nível do comércio, da produção, do consumo, do investimento, bem como das despesas públicas.

Do ponto de vista social, a crise da Covid-19 tem causado enorme impacto aos meios de subsistência e comunidades. A pandemia representa uma séria ameaça à segurança alimentar e nutricional nos países em desenvolvimento em particular Moçambique. A maioria das famílias são compradores líquidos de alimentos, sendo que os mais pobres gastam a maior parte de sua renda em alimentação.

Moçambique possui cerca de 36 milhões de hectares de terras férteis e aráveis, mas atualmente apenas 16% das terras adequadas para agricultura são cultivadas. Em Moçambique, mais de 70% das famílias pobres vivem em áreas rurais e dependem principalmente da agricultura para obtenção de alimentos e geração de renda (JICA, 2019). O sector emprega 80% da força de trabalho e constitui a principal fonte de renda para mais de 70% da população. Em geral, a produtividade agrícola do país é baixa.

A falta de tecnologias adequadas, o uso de métodos agrícolas tradicionais, variedades de sementes de baixo rendimento e baixos níveis de mecanização prejudicam a produtividade agrícola. Moçambique exporta principalmente minérios (como grafite, ferro e titânio). Em 2018, esses recursos representaram quase metade do total das exportações. As exportações de produtos alimentícios foram avaliadas em US\$ 208,5 milhões, correspondendo a 4,2% do total das exportações (um aumento de 154,8% em relação ao ano anterior). Os produtos agrícolas representaram 4,1% do total das exportações (uma queda de 6,4%).

Moçambique é um importador líquido de alimentos. Somente em 2018 o país teve um déficit comercial de alimentos e produtos agrícolas de US\$ 665 milhões, sendo que 15,5% do total de importações foram produtos alimentícios. Em comparação com o ano anterior, 2017, essas importações aumentaram 27% (JICA, 2019). Existe uma dependência significativa das importações agrícolas e alimentícias de alguns países, especialmente da África do Sul. Em 2018, cerca de 30% das importações totais vieram da África do Sul, seguidas pela Tailândia, com 12%. Nos últimos anos, os cereais foram o produto mais importado, representando mais de 7% do total das importações em 2018, seguido de óleo vegetal e animal, com 2%.

// A experiência de pandemias passadas e a crise dos preços dos alimentos de 2007/08 colocam a segurança alimentar e nutricional como uma das preocupações centrais. À estação chuvosa, que se estendeu de novembro de 2019 a abril de 2020, teve incidência satisfatória nas partes central e norte do país, o que deve gerar uma colheita abundante.

// A escassez de alimentos pode ser severa em regiões com baixa pluviosidade, especialmente em áreas propensas à seca, como por exemplo a província de Gaza (Mabalane, Chigubo e Chicualacuala), onde a falta de estradas adequadas e a possível escassez de água podem representar desafios adicionais.

// O corredor alimentar, que se estende pela fronteira com a África do Sul, permanece activa, protegendo Maputo da escassez de alimentos. Em geral, as cidades maiores devem sofrer menos se os corredores continuarem em funcionamento.

// O aumento no preço dos alimentos, juntamente com a diminuição do poder de compra das famílias devida à suspensão de diversas actividades económicas como resultado da pandemia reduzem o consumo de alimentos, em especial gêneros ricos em micronutrientes, de custo mais elevado, tais como vegetais, frutas, proteína de origem animal etc., o que compromete a qualidade das dietas e leva à desnutrição.



CONSIDERAÇÕES FINAIS

Moçambique é um país com uma economia totalmente dependente do investimento externo no orçamento. Nos últimos anos o apoio ao orçamento do Estado foi suspenso pelos parceiros de cooperação devido ao caso escandaloso das dívidas ocultas, contraídas em nome do Governo para implementação de um projecto de segurança marítima. Por outro lado, o país depende de importação de alimentares em mais de 30% com uma dependência da África do Sul e a China particularmente (países que adoptaram lockdown).

Estes factores colocam a economia nacional numa situação de risco eminente, devido ao COVID 19, a maior parte dos países do mundo que tem um impacto directo na economia nacional decretaram lockdown completo, impedindo a circulação de pessoas e dificultando a importação e exportação de bens.

// A decisão final de investimento da Exxon Mobil, referente ao Projecto de gás natural liquefeito (GNL) da bacia do Rovuma, avaliado em USD 20 bilhões, tem um impacto directo no orçamento, uma vez que se espera que o Estado encaixaria uma grande soma neste valor neste ano.

// O facto de o país ter adoptado algumas medidas para proteger a economia nacional, através de levantamento de imposto ao sector empresarial e algumas isenções fiscais de vido a esta pandemia do COVID 19, reduz imediatamente com a capacidade do Estado de captar receitas para seu orçamento de 2020 e 2021. Tendo em consideração que o orçamento para o ano 2020, esta sendo canalizado para responder as despesas não previstas provocadas por esta pandemia, como a organização de hospitais específicos, compra de matérias para testagem, equipamento para protecção entre outros.

// O facto de o país estar a enfrentar ataques armados no norte do país por insurgentes, destruindo e dizimando vida de moçambicanos e os seus meios de subsistência, requer do Estado a provisão de condições mínimas de sobrevivência daquelas comunidades. Por outro lado, este ataque armado cria receio nos investidores e nas grandes empresas como a TOTAL, EXXONMOBIL e outras empresas com operações locais para servir estes grandes projectos.

// Note-se que o país ainda se esta a recuperar dos impactos do ciclone IDAI, onde foram afectados vários sectores da economia do país e das comunidades locais com efeitos imediatos em três províncias. Ainda numa situação de reestruturação pós IDAI na sua maioria o sector privado procurando se recuperar enfrenta o desafio das medidas decretadas pelo Chefe de Estado devido ao COVID numa economia debilitado onde a injeção de capital directo nas pequenas empresas ainda não se faz sentir.

// número de desemprego vem aumentando, criando situações de insegurança alimentar nas famílias locais. A dependência de importações de produtos alimentares da África do Sul, reduziu a disponibilidade de alimentos no mercado local, com um impacto directo no aumento dos preços dos produtos alimentares, provocando bolsas de fome e insegurança alimentar no meio urbano e rural.

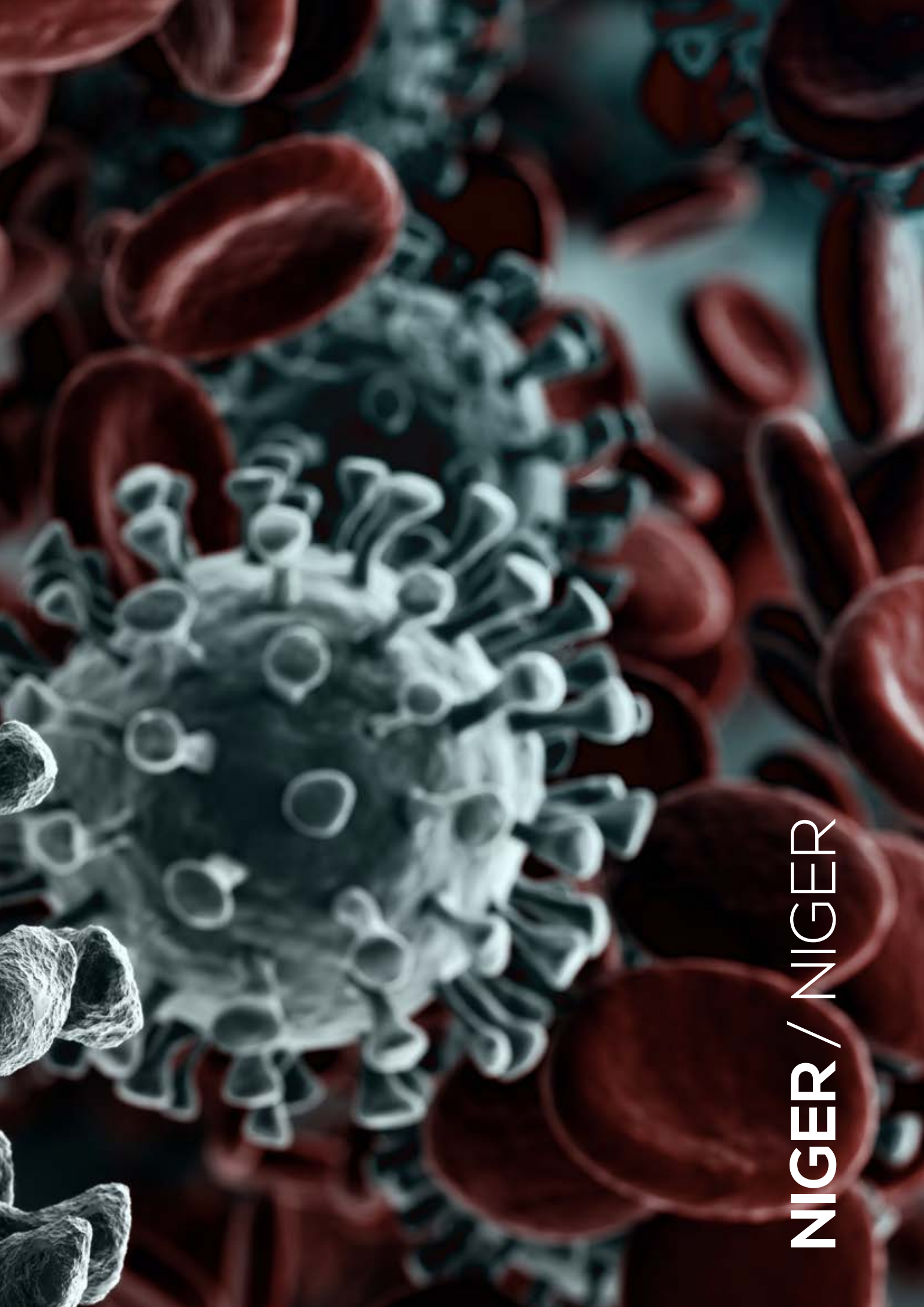
// A situação dos ataques armados no centro do país no processo de paz e reconciliação nacional organizado pelos militares discedentes da Renamo, que reclamam por revisão dos acordos de paz entre o Governo e a Renamo. Este facto, coloca risco na ligação do país norte e sul por via terrestre, por os ataques são protagonizados na estrada nacional número 1, pondo em causa a circulação de pessoas e bens com um impacto grande na economia nacional.

Olhando todo este cenário, pode-se notar que dos vários eventos naturais, sociais e humanos que o país enfrenta, o Governo tem desafio de alocação de recursos para diferentes situações que o país enfrenta reduzindo a capacidade local de combater o COVID 19, apesar do apoio dos parceiros de desenvolvimento.

Os impactos que a situação do COVID 19 vai criar na economia, sem incalculáveis neste momento pois ainda não se sabe quanto tempo esta pandemia irá durar e até que ponto em um curto espaço de tempo o país vai conseguir reverter a inflação e a redução no crescimento económico.

REFERÊNCIA

- . SUN. 2019. Rede de negócios. Disponível em :
<https://sunbusinessnetwork.org/our-members/mozambique>
- . USAID. 2013. 'Institutional Architecture for Food Security Policy Change'. Disponível em :
https://www.africleadftf.org/wpcontent/uploads/2018/02/Mozambique_IA_Assessment_Rpt_12_20_13.2.pdf
- . Reid, H., Rumney, E. & Jewkes, S. (2020) Excluído: Coronavírus, gas slump put brakes on Exxon's giant Mozambique LNG plan. Reuters. 20 de Março de 2020. Disponível em :
<https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-exxon-mobil-mozamb-idUSKBN2173P8>
- . Sambo, M & Siuta, M (2020); Moçambique e a Covid-19: Mecanismos Externos De Transmissão do seu Impacto Económico. http://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/05/ideias-131_MSMSi.pdf
- . Instituto nacional de Saúde. INS (2020).
<file:///C:/Users/Espa%C3%A7o%20Relive/Downloads/An%C3%A1lise-Epidemiologica-22.06.2020.pdf>
- . USAID. 2014. Perfil nutricional. Disponível em :
https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1864/USAID-Mozambique_NCP.pdf32
- . MADER 2010. Strategic Plan for Agricultural Development, PEDSA 2010-2019'. Disponível em:
<https://www.grain.org/media>



NIGER / NIGER



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



Le Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) a été créé au Niger en 2015 par la Présidence de la République du Niger. Il a pour missions de mener, des analyses et des études prospectives permanentes sur des enjeux stratégiques et sécuritaires de la vie nationale et internationale, ainsi que d'effectuer la planification conjointe de longs termes au profit des Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

The National Center for Strategic Studies and Security (CNESS) was created in Niger in 2015 by the Presidency of the Republic of Niger. Its missions are to conduct ongoing forward-looking analyses and studies on strategic and security issues of national and international life, as well as to carry out joint long-term planning for the benefit of the Defence and Security Forces (SDF).



Monsieur Garba Abdoul Azizou est Directeur Adjoint du Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) depuis décembre 2016. En janvier 2020, il a été nommé Coordonnateur Politique Adjoint de la Cellule Centrale d'Appui à la Mission Permanente du Niger au titre du Mandat au siège de Membre Non Permanent du Conseil de Sécurité pour les années 2020-2021. Il est titulaire d'un Master en sciences politiques, finalité approfondie et d'un Master en sciences politiques, finalité spécialisée en conseil politique, communication, marketing, lobbying et opinion publique, de l'Université Catholique de Louvain en Belgique.

Garba Abdoul Azizou has been Deputy Director of the National Center for Strategic Studies and Security (CNESS) since December 2016. In January 2020, he was appointed Deputy Political Coordinator of the Central Unit of Support to the Permanent Mission of Niger under the Mandate to the Headquarters of the Non-Permanent Member of the Security Council for the year 2020-2021. He holds a Masters Degree in Political Science, and a Masters in Political Advice, Communication, Marketing, Lobbying and Public Opinion from the Catholic University of Louvain in Belgium.

Abdoul Azizou GARBA

Directeur Adjoint du Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS)



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P201

INTRODUCTION

P203

/ RAPPEL DU CONTEXTE

/ PROFIL SANITAIRE DU NIGER

LES MESURES D'URGENCE SANITAIRE

P211

/ LA SITUATION DE LA PANDÉMIE

DISPOSITIF NATIONAL DE RIPOSTE

P218

/ DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET MÉCANISMES DE GESTION

/ FORCES ET FAIBLESSES DES MESURES D'URGENCE ET DU DISPOSITIF DE RIPOSTE CONTRE LE COVID-19

/ IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE

/ IMPACT

CONCLUSION

P224

BIBLIOGRAPHIE

P225

RÉSUMÉ

La crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du COVID-19 n'a pas épargné le Niger qui fait déjà face à une crise sécuritaire qui secoue l'ensemble de la région du Sahel. Pour répondre à la crise, le Niger s'est doté d'un cadre institutionnel et organisationnel de gestion de cette pandémie. Dans ce cadre, le gouvernement a élaboré un plan de réponse à la pandémie du COVID19 articulé autour de deux axes principaux, à savoir : la réponse sanitaire, notamment la prévention, la sensibilisation, le contrôle et la prise en charge des personnes affectées. En matière de prévention plusieurs mesures exceptionnelles ont été prises par le gouvernement en vue de gérer aux mieux la pandémie.

Cependant, force est de constater que d'une part : ces mesures d'urgence peinent à s'imposer à une frange importante des populations nigériennes pour des raisons et des facteurs multiples et d'autre part, la pandémie génère des effets sur le plan sanitaire, socioéconomique, socioculturel et aussi sécuritaire.

La présente note d'analyse qui va suivre a ainsi pour ambition de présenter l'évolution de la pandémie au Niger et de pré évaluer ses impacts sur les secteurs vitaux de l'Etat.



ABSTRACT

The global health crisis linked to the COVID-19 pandemic has not spared Niger, which is already facing a security crisis shaking the entire Sahel region. To respond that crisis, Niger has set up an institutional and organizational framework for managing the progress of the contamination.

Therefore, the government has developed a plan to face the COVID19 pandemic throughout two main axes, namely: health response, in particular prevention, awareness, control and care for affected people. In the area of prevention, several exceptional decisions have been taken by the government. However, it must be noted that these emergency decisions are struggling to impose themselves on a large segment of the Nigerien population for multiple reasons and factors. In addition, the pandemic is generating effects on health, socioeconomic, socio-cultural and security sectors.

The present analysis which will follow aims to present the evolution of the pandemic in Niger and to pre-assess its impacts on the important development and security sectors of the State.



« On ne peut pas
confiner la pauvreté »
Ibrahim Hassan Maiyaki.



INTRODUCTION


Depuis l'apparition de la maladie Coronavirus, connue également sous le nom de COVID-19, le monde entier a été bouleversé face sa progression et ses conséquences sanitaires. Au-delà, ce sont les rapports humains, des sociétés et des Etats qui ont subi un choc sans précédent . En effet, les habitudes, les modes de vie, les certitudes, ainsi que les projets individuels ou communs sont tous affectés par cette maladie jusque-là inconnue des scientifiques . Les systèmes sanitaires les plus performants et les économies les plus solides s'en trouvent profondément perturbés et s'avèrent incapables de contenir la pression de la maladie, devenue une pandémie. Partout ailleurs, les Etats essaient de tout mettre en œuvre pour préserver ou sauver leurs populations déjà atteintes par le COVID-19.

C'est le cas du le Niger qui a pris des mesures d'urgence sanitaire (mesures barrières) et a élaboré un plan de préparation et de réponse lui permettant d'y faire face. La mise en place de ce dispositif de riposte a pour but de limiter la propagation de la maladie et de l'endiguer dans la meilleure des cas possibles.

Cependant, il faut souligner que le caractère standardisé des mesures et la similitude des décisions prises par les Etats mettent en évidence l'effet surprise de la pandémie. Le fait d'être soudainement dans la même situation a sans doute motivé la majorité des pays à adopter presque les mêmes réponses. Mais, comme les régions et les Etats sont différents les uns des autres, l'application des mesures standardisées ne semble pas judicieuse. Ce qui s'avère efficace pour un Etat, peut ne pas l'être pour un autre. Beaucoup de pays ont été obligés de revisiter leur plan de riposte en fonction des effets de la pandémie sur certains secteurs vitaux.

C'est le cas du Niger où ces mesures, plus ou moins contraignantes, ont bouleversé la vie quotidienne des populations. Déjà ces dernières vivaient sous le seuil de la pauvreté et étaient confrontées au déficit de production alimentaire (*crises alimentaires presque cycliques*), avec un accès très limité aux soins de base. En outre, elles subissent la violence des groupes terroristes qui les obligent souvent à des déplacements massifs vers des localités plus sûres. Dans ces conditions très éprouvantes, les populations démunies ont du mal à accepter toute forme de mesure qui limiterait leur liberté de mouvements, en particulier les activités économiques qui leur permettent de gagner leur vie. L'OCDE corrobore cette réalité en affirmant qu'en Afrique de l'Ouest de manière générale : « *les mesures de confinement et de fermeture de marchés sont difficiles dans une région où empêcher les gens d'aller travailler peut mettre en péril leur survie* » .

*Hakim Ben Hammouda, Covid-19 : crise suprême de la globalisation ?
Chronique de Recherches internationales, Mai 2020.
<https://laviedesidees.fr/Les-visages-de-la-pandemie.html>,*



En effet, la problématique de la cohérence des mesures prises contre la propagation du virus, leur efficacité et l'adhésion collective au dispositif de riposte pose des problèmes au Niger comme dans le cas des autres pays ouest africain. Sur le terrain, on constate qu'une bonne partie des populations n'ont pas changé leurs habitudes malgré les mesures sanitaires contraignantes prises par le gouvernement. Par exemple, la distanciation est faiblement respectée dans les services publics et pas du tout respectée dans les quartiers populaires. Pour l'OCDE, dans tous les cas : « la distanciation sociale s'avère complexe sur un continent connaissant la croissance urbaine la plus rapide du monde, où deux à trois générations vivent souvent sous le même toit, et où les conditions sanitaires sont généralement mauvaises » . Le Niger bat le record mondial de la croissance démographique. Une situation qui contribuerait en outre à rendre difficile le respect de la distanciation sociale.

L'une des incohérences des mesures s'observe également au niveau de la fermeture des lieux de culte, des écoles, des bars, des restaurants et des hôtels, alors que les marchés, les centres commerciaux et le transport en commun n'ont jamais fait l'objet de mesures particulières. Il semble incohérent de fermer par exemple les mosquées et laisser les marchés qui drainent des milliers de personnes par jour.

Dans les rues de Niamey, on constate que les populations n'ont rien changé de leurs habitudes. Les mendiants continuent de prendre d'assaut les usagers qui empruntent les grandes artères de la ville, les cercles des jeunes, communément appelés « fadas », continuent de s'animer comme d'habitude, les imams n'hésitent pas non plus à violer la mesure de distanciation pour diriger la prière collective dans les quartiers. Il faut également noter que L'utilisation et la circulation de la monnaie (en billet et en pièce) ne peuvent que contribuer à la propagation du virus alors que le gouvernement n'a aucun moyen d'empêcher cela.

Toutes ces incohérences et ces limites montrent que, d'une part, la perception des populations est mitigée par rapport à la dangerosité de la pandémie et, d'autre part, l'Etat reste impuissant face aux nécessités d'ordre socioéconomique. Là où la pauvreté et l'insécurité alimentaire dominent, il est presque impossible à l'Etat d'assumer intégralement et effectivement son rôle. Dans ces conditions, la pression du COVID peut engendrer des révoltes qui risquent de déboucher sur de graves crises sociopolitiques. Pour éviter d'en arriver à une telle situation, le gouvernement préfère sans doute l'incohérence à la fermeté.


https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=132_132898-7sugv5emko&title=Lorsqu-un-virus-mondial-rencontre-des-realites-locales-Coronavirus-%28COVID-19%29-en-Afrique-de-l-Ouest, consulté le 12/06/2020.

En ce qui concerne les populations, il faut comprendre que la perception de celles-ci se présente différemment selon les couches sociales. Si la classe moyenne est capable de supporter certaines mesures contraignantes, ce n'est pas le cas pour la majorité de la population qui vit sous le seuil de la pauvreté. Comme disait le griot généalogiste et dramaturge Djado Sékou : « là où la faim domine, il n'y a point d'honneur ou de croyance à préserver, celui qui a faim est capable de tout... ». C'est une façon ironique de rappeler au prince que son autorité est en jeu lorsque son peuple a faim. Comme le disait le proverbe grec : « un peuple qui commande à la faim et à la soif n'obéit à personne ». Dans le contexte nigérien, la pauvreté est synonyme de faim, elle pousse une bonne partie des populations à contester ou à violer les mesures contre la pandémie.

En prenant des décisions contraignantes, l'Etat court le risque de perdre davantage la confiance des populations. Ces dernières ne croient plus aux discours politiques même dans le cas d'une pandémie aussi dangereuse que le COVID-19. Une étude réalisée par l'Université de Zinder a montré que le manque de confiance aux discours politiques est l'une des principales raisons qui poussent les populations à résister aux mesures prises par le gouvernement. Pour croire au discours de l'Etat sur la pandémie, les populations demandent d'abord des preuves par simple témoignage d'une ou plusieurs personnes ayant déjà contracté la maladie. On constate clairement que la communication gouvernementale n'a pas suffi à convaincre sans preuve tangible à l'appui.

La fermeture des marchés, des écoles et le couvre-feu sont par exemple des mesures qui suscitent particulièrement la colère et l'incompréhension de beaucoup de citoyens.

Pour ces derniers, le couvre-feu n'est pas opportun puisque, dans tous les cas, ils estiment que le virus circule plus dans les marchés la journée que dans la soirée où la majorité est confinée aux domiciles. Par ailleurs, pour ceux ou celles qui pratiquent des activités économiques le soir, le couvre-feu est tout simplement inacceptable. Ce couvre-feu n'empêche en rien la propagation de la pandémie. Si les vendeurs et autres travailleurs du soir ne trouvent pas dans l'immédiat des activités de substitution, ils seront au chômage sans aucune forme de compensation ou de mesures d'accompagnement. Cette mesure est jugée incohérente et inefficace, en plus elle est liberticide à certains égards car certains acteurs s'interrogent sur sa pertinence. Un acteur de la société civile ironise sur le couvre-feu en ces termes : « le gouvernement profite de la pandémie pour restreindre les libertés, le couvre-feu est insensé puisque le virus n'est pas confinable la nuit ».



Dans un pays comme le Niger, les risques d'abus et de violation des droits de l'homme ne sont pas à écarter dans le cadre d'un couvre-feu. Le plus souvent c'est la répression qui est utilisée par les forces de l'ordre pour faire appliquer la mesure. D'ailleurs, au début de l'instauration du couvre-feu à Niamey, des images des hommes et des femmes bastonnées par les forces de l'ordre ont circulé sur les réseaux sociaux. Des manifestations violentes ont eu lieu dans certains quartiers de Niamey où de jeunes ont contesté le couvre-feu. On constate que l'incohérence ou l'inadaptabilité d'une mesure peut conduire à une crispation sociale. Face aux risques de basculement dans la violence, le gouvernement a finalement opté pour la levée du couvre-feu, un mois seulement après son instauration.

En plus des frustrations socioéconomiques, les mesures sanitaires ont suscité également des réactions socioreligieuses, venant notamment des musulmans. À tort ou à raison, certains croyants jugent injustes la fermeture des mosquées, car pour eux toute cette histoire de coronavirus ne serait qu'un complot qui vise l'islam. Cette catégorie de croyants pense que le virus a été fabriqué par l'Occident pour empêcher les musulmans de pratiquer leur religion. Dans la foulée quelques individus s'érigent en défenseurs de l'islam et des musulmans pour provoquer des émeutes dans les quartiers de la capitale et à l'intérieur du pays. Sur cette instrumentalisation religieuse de la pandémie, le politiste Sounaye Abdoulaye disait que : « tout acte des pouvoirs publics doit se justifier du point de vue religieux, il se mesure à l'aune de l'islam » celui-ci ou plus précisément la mosquée est devenue intouchable ».

Le gouvernement en a conscience et c'est pour cette raison qu'il a dès le début associé les leaders religieux à la sensibilisation sur la pandémie. L'Association islamique du Niger, l'église catholique et les protestants sont tous représentés dans le comité consultatif auprès du comité interministériel de lutte la pandémie du COVID-19.

Mais, cela n'a pas empêché d'autres confréries de s'opposer radicalement aux mesures et de vilipender le gouvernement comme étant complice du complot contre l'islâm. Comme l'expliquait Dr Moulaye Hassane : « deux doctrines théologiques s'affrontent autour de la problématique du coronavirus : d'un côté, le wahhabisme confrérique (qui adhère aux mesures de l'État) et d'un autre côté, le salafisme non wahhabite (qui s'oppose à ces mesures) ». Il rappelle que la confrontation entre ces deux courants est d'ordre politique et historique et ne peut avoir pour cause la pandémie. Moulaye explique que dans l'histoire de l'islam même la Ka'aba et bien d'autres Mosquées du monde musulman ont bien connu des périodes de fermeture pour diverses raisons, y compris de pandémies. Si tel est le cas, on va bien que l'instrumentalisation religieuse de la pandémie met simplement en évidence les divergences politico-idéologiques qui caractérisent certains courants islamiques.

Mais, au-delà de ces divergences l'International Crisis Group (ICG) estime que : « ce n'est ni la réduction des revenus ni l'inflation qui semble catalyser les mécontentements, mais plutôt l'interdiction des prières collectives. Les cinq prières quotidiennes et la prière hebdomadaire du vendredi sont perçues par nombre de musulmans comme un aspect fondamental de leur foi, et les effectuer dans une mosquée comme une obligation religieuse » .


Sur le plan culturel également les mesures sont difficilement acceptables, car les mariages, les baptêmes et les funérailles sont des moments symboliques pour la société nigérienne et africaine de manière générale. Il s'agit d'évènements importants qui rassemblent des familles en vue de partager des joies ou des peines. Ces cérémonies symbolisent la solidarité, la fraternité et l'esprit familial au sens large. Toute mesure qui va à l'encontre de ces moments solennels est susceptible de rejet vigoureux par les populations.

Dans l'état actuel des choses, il est difficile de d'évaluer l'application effective des mesures par les populations. Quoi qu'il en soit, la situation est tellement entourée de risques et d'incertitudes que le gouvernement a décidé de lever toutes les mesures à l'intervalle de moins de dix semaines.

Désormais, l'Etat devrait compter uniquement sur son plan de riposte et le protocole curatif. L'annulation des mesures semble prématurée au regard de la situation préoccupante qui prévaut à Zinder, la deuxième ville du Niger. Mais, pour le savoir, il est opportun d'appréhender la problématique du COVID-19 en essayant de mettre en exergue les incohérences des signaux envoyés à la population et la faiblesse de leadership ouvrant la voie à des situations contraires à l'Etat de droit (non-respect des mesures par exemple), ainsi que les impacts prévisibles de la pandémie sur la santé, l'économie et la sécurité.

Tout de même, la prudence est recommandée face à une situation volatile et incertaine. Toute analyse sur le COVID-19 est à relativiser. C'est pourquoi notre ambition est simplement de contribuer à la compréhension des facteurs qui affectent l'efficacité et l'effectivité des mesures ainsi que leurs effets sur les secteurs vitaux de l'Etat.

Sous cet angle, il est important de préciser que la réflexion qui sera menée dans le cadre de cette note d'analyse se situe dans un champ temporel et spécial strictement délimité. Nous avons commencé l'analyse à Niamey en début du mois d'avril et l'avons terminée en début du mois de juin 2020.



Après un bref rappel du contexte, la note sera structurée autour de deux parties : une partie descriptive (I) qui s'attardera sur l'état de la pandémie et les mesures prises par le gouvernement et une partie analytique (II) qui abordera les impacts prévisibles de la pandémie en matière sanitaire, économique et sécuritaire. Afin d'aider à la prise de décision pour la suite, nous en terminerons en formulant quelques recommandations.

/ RAPPEL DU CONTEXTE

Le 31 décembre 2019, le monde entier est informé de l'apparition d'une pneumonie inconnue dans la ville de Wuhan (province d'Hubei) en Chine et dont l'extrême contagiosité, ainsi que les complications létales montrent qu'il s'agit d'une nouvelle maladie à coronavirus, baptisée le COVID-19 par l'OMS . Aujourd'hui, cette maladie est devenue une pandémie à l'échelle planétaire. Presque la totalité des pays du monde est affectée dans les mêmes conditions.

Moins touchée que les autres continents, l'Afrique reste malgré tout la zone la plus menacée par la pandémie. Selon l'OMS, le continent africain pourrait devenir le prochain épicode de l'épidémie de coronavirus . Les africains doivent se préparer au pire averti pour sa part l'éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur Général de l'OMS . En partageant les mêmes inquiétudes, le Secrétaire Général des Nations Unies affirme que l'Afrique pourrait enregistrer des millions de morts si la communauté internationale ne mobilise pas les fonds nécessaires pour stopper la pandémie .

Dans le cadre d'une simulation, la Commission Economique des Nations Unies estime que : « dans le meilleur des cas, la pandémie de COVID-19 pourrait tuer au moins 300 000 personnes et risquerait de pousser 29 millions de personnes dans l'extrême pauvreté » . Le même rapport indique que : « Dans le pire des cas, l'Afrique pourrait compter 3,3 millions de décès et 1,2 milliard d'infections » .

Une analyse du Centre d'Études stratégiques de l'Afrique (CESA) estime que la propagation de la pandémie dépend des facteurs de risque qui caractérisent chaque pays . Une telle analyse n'est sans limite si l'on considère les effets de la pandémie dans certains pays européens ou américains qui ne présentent pas sans doute les mêmes facteurs de risques d'aucun pays africains.

Cependant, au-delà de toutes ces prévisions apocalyptiques, Nina Wilén, remarque que les gouvernements des États africains ont promptement réagi dès l'apparition de la pandémie . Comme disait Gounteini D. Lankouandé : « les jours passent et l'évolution du COVID-19 ne laisse pas percevoir de signes particulièrement lisibles sur le possible effondrement des Etas africains... » .

Chaque pays a essayé de renforcer sa résilience contre la pandémie à travers des mesures de prévention et la mise en place de dispositif de riposte. C'est le cas du Niger qui compte une population de 22 442 948 millions, une superficie de 1 267 000 Km², et une densité de 17,2 habitants/km². En termes de riposte, l'Etat devrait prendre en compte ces aspects démographiques et territoriaux.



/ PROFIL SANITAIRE DU NIGER

Depuis 2015, le Niger s'est doté d'un nouveau document de politique sanitaire nationale et d'un nouveau plan de développement sanitaire 2017-2021. La mise en œuvre de cette politique permettra de renforcer la performance que le pays a enregistré ces dernières années. Cependant, la situation sanitaire reste toujours caractérisée par les taux élevés de morbidité et de mortalité, la fréquence des épidémies, l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières, ainsi l'accès difficile aux soins pour une certaine catégorie des populations (les plus démunies). Selon l'OMS, en 2018 le système sanitaire du Niger se présente comme indiqué dans le tableau ci-dessous indiqué :

Structures institutionnelles	Infrastructures sanitaires	Nombre
Ministère de la Santé publique au niveau national	Hôpital de référence	1
	Hôpital national	3
	Maternité de référence	1
	Centres de santé de la mère et de l'enfant	1
	Centrale d'achat de médicament	1
	Laboratoire d'expertise national	1
	Centre national de transfusion sanguine	1
Directions régionales au niveau régional	Centre hospitalier régional	7
	Centre national de transfusion sanguine	7
	Centres régionaux de transfusion sanguine	5
District sanitaire au niveau départemental, avec un réseau de centres de santé intégrée et des cases de santé	Centres de santé intégrés	1057
	Cases de santé	2466

A ces infrastructures s'ajoutent les cabinets médicaux privés, les pharmacies, les hôpitaux privés et de coopération, les écoles publiques et privées de santé, ainsi que la faculté de médecine . Pour Sandra Galbusera, tous ces hôpitaux ne disposent que de 12 anesthésistes qui savent utiliser les 12 respirateurs existants. De même, le Niger ne possède qu'une vingtaine d'ambulances équipées de matériel d'oxygénation intégré . Dans ces conditions, il est difficile de contenir et de prendre en charge un taux élevé de patients affectés par le COVID-19.

LES MESURES D'URGENCE SANITAIRE

Face à la montée en puissance de la pandémie du COVID-19 dans le monde, le gouvernement nigérien a pris dix mesures d'urgence sanitaire qui se présente comme suit :

TABLEAU N° 2 : PRÉSENTATION DES DIX MESURES D'URGENCE
DU GOUVERNEMENT NIGÉRIEN

Niger : Mesures d'urgence contre le COVID-19
Fermeture des aéroports internationaux de Niamey et de Zinder pour une durée de 2 semaines renouvelable à compter du 19 mars 2020 à minuit sauf pour les vols domestiques, cargos, sanitaires, et militaires ; mesure renouvelée ;
Fermeture de toutes les frontières terrestres pour une durée de 2 semaines renouvelable à compter du 19 mars 2020 à minuit excepté pour le transport des marchandises ; mesure renouvelée ;
Fermeture des autogares et suspension des transports terrestres en commun pour une durée d'une semaine renouvelable à compter du 21 mars 2020 à minuit ; mesure renouvelée et levée par la suite ;
Proclamation de l'état d'urgence sanitaire sur toute l'étendue du territoire national à compter du 27 mars à minuit ;
Instauration à Niamey d'un couvre-feu de 19 h à 6 h, puis de 21 h à 5 h pour une période de deux semaines renouvelables à compter du 28 mars ; mesure renouvelée et levée par la suite ;
Isolement sanitaire de la ville de Niamey pour une durée de 2 semaines renouvelable, à compter du 29 mars à minuit ; mesure renouvelée et levée par la suite ;
Recherche active des cas suspects et renforcement des tests notamment en aménageant des centres de test dans chaque chef-lieu de région et dans certains chefs-lieux de département très isolés ;
Fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une durée de 2 semaines renouvelable à compter du 20 mars 2020 à minuit ; les parents sont chargés de la garde de leurs enfants ; mesure renouvelée, mais ouverture prévue le 03 juin ;
Fermeture des bars, des boîtes de nuit, salles de cinéma et des lieux de spectacle à compter du 18 mars 2020 à minuit ;
Interdiction des regroupements, notamment lors des cérémonies familiales (mariages, baptêmes, décès, etc.) ;
Interdiction d'organiser toutes prières collectives et fermeture des lieux de cultes jusqu'à nouvel ordre, mesure levée.

La presque totalité de ces mesures ne sont plus d'actualité aujourd'hui et n'ont d'ailleurs jamais été scrupuleusement respectées. Seule la fermeture des aéroports, des lieux de loisir et des écoles a été réellement respectées par les populations. C'est seulement à ce niveau que l'État dispose de moyens de contrôle et sanctions nécessaires. Dans les autres cas, il est difficile de contrôler les populations, le gouvernement ne dispose pas des moyens requis. Il compte donc aussi sur la solidarité nationale pour faire face à la pandémie. On constate notamment que les opérateurs économiques qui ne peuvent supporter longtemps le poids de ces mesures, ont appuyé l'Etat de façon à écourter la période de restriction.

Par ailleurs, il faut noter que d'autres mesures ont été prises sur le plan strictement sanitaire et aussi dans le cadre d'un allègement, ainsi que par rapport au fonctionnement de l'administration publique en période de confinement . Ces mesures se présentes comme indiquées dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU N° 3 : PRÉSENTATION DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS ET D'ALLÈGEMENTS.

Mesures strictement sanitaires :

- **Prise en charge gratuite des malades confirmés positifs au COVID 19 suivant le protocole chloroquine et/ou azithromycine en milieu hospitalier ou de soins ;**
- **Mise en œuvre de la stratégie de recherche active des cas suspects de malades à coronavirus ainsi que le renforcement du test de dépistage et du confinement ;**
- **Renforcement des équipements de protection du personnel de santé engagé dans le lutte contre le CORONAVIRUS ;**
- **Recrutement de 1500 agents de santé à la Fonction Publique.**

Mesures d'allégement fiscal :

- Exonération de droits et taxes sur tous les produits importés qui rentrent dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (masques de protection, gel hydroalcoolique etc.) ;
- Mise en place de facilités de crédit d'enlèvement pour tout importateur qui le souhaite pour une durée de quinze à quatre-vingt-dix (15 à 90) jours, moyennant production d'une caution bancaire ;
- Report de la date limite de paiement de la vignette à la fin du mois de juin 2020 au lieu du 31 mars 2020 ;
- Prise en charge par l'Etat des factures d'électricité et d'eau pour les tranches sociales pour les mois d'avril et mai 2020 ;
- Suspension des contrôles fiscaux sur place pendant les mois d'avril et mai 2020 ;
- Exonération de la TVA pendant toute la durée de la suspension des activités, pour les transports terrestres inter urbain de personnes ;
- Report du paiement de la deuxième échéance de l'impôt synthétique du secteur de transport au 1er mai 2020 au lieu du 1er mars 2020 ;
- Application d'un taux réduit de 10% en matière de TVA dans le secteur de l'Hôtellerie ;
- Application d'un taux d'amortissement des immeubles de 5% au lieu de 2% pour tenir compte de l'importance des capitaux investis dans le secteur de l'Hôtellerie ;
- Exonération de l'IMF au titre de l'exercice 2019 dans le secteur de l'Hôtellerie ;
- Suspension des poursuites en matière de recouvrement des impôts et taxes pendant trois (3) mois soit jusqu'au 30 juin 2020 pour les agences de voyages ;
- Suspension des poursuites en matière de recouvrement des impôts et taxes pendant deux (2) mois à compter du 1er avril 2020 pour les bars et débits de boissons ;
- Suspension des poursuites en matière de recouvrement des impôts et taxes pendant deux (2) mois à compter du 1er avril 2020 dans le secteur des sports et loisirs.

Mesures par rapport au fonctionnement de l'Administration Publique :

- Désignation par chaque Ministre ou Responsable d'institution de la République des agents devant assurer la continuité du service public de manière rotative ;
- Suspension de tous les stages dans l'Administration Publique ;
- Départ en congés de tous les travailleurs en possession d'une décision de mise en congés ;
- Suspension de l'utilisation des ascenseurs dans les services publics ;
- Dotation des services publics d'accueil en moyens de protection individuelle et collective appropriés ;
- Interdiction d'accès au service à tout agent non retenu ;
- Restriction des visites des usagers du service public ;
- Respect des consignes de sécurité prévues par la réglementation sanitaire en vigueur ;
- Restriction des réunions de direction ou de service sauf en cas d'extrême nécessité, le cas échéant, écourter lesdites réunions.

Mais au-delà de l'analyse de l'efficacité de toutes ces mesures, il est important de présenter l'évolution et les impacts prévisibles de la pandémie.

/ LA SITUATION DE LA PANDÉMIE

Le premier cas de coronavirus a été détecté au Niger le 19 mars 2020. Mais, en moins de quatre semaines seulement, la contamination est l'une des plus élevées de l'Afrique subsaharienne . Les chiffres évoluent rapidement en fonction des facteurs de risque ou de l'efficacité de l'application des mesures sanitaires et de la riposte.

À la date du 15 avril 2020, la situation pandémique du Niger se présente comme suit.

FIGURE N° 2 : ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉVOLUTION DE LA MALADIE ENTRE LE 19 MARS ET LE 15 AVRIL

Nombre de cas confirmé	Nombre de décès enregistré	Taux de létalité	Nombre de personnes sous traitement	Nombre de personnes guéries	Répartition par sexe
584 cas	14	2,5	473	97	F : 206, 35 % M : 378, 65 %

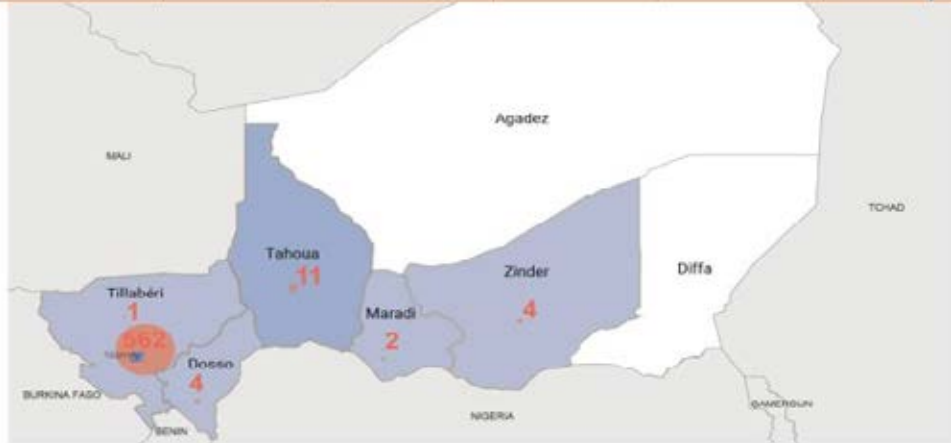
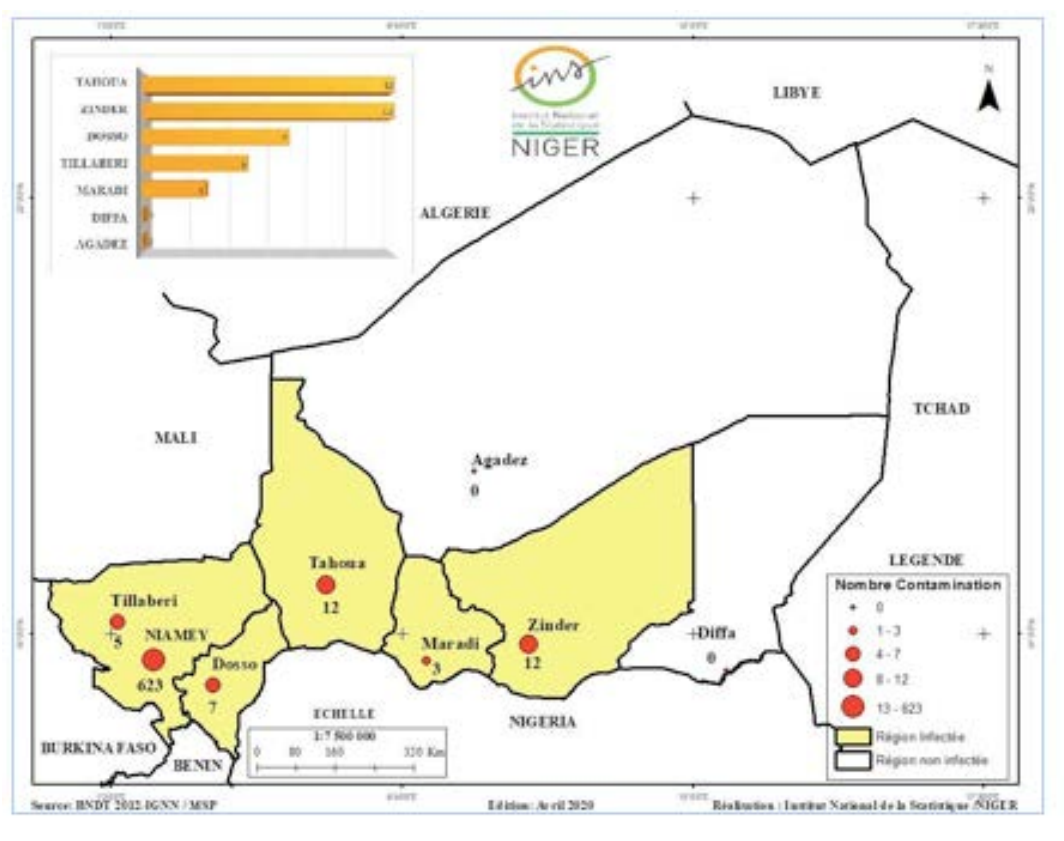


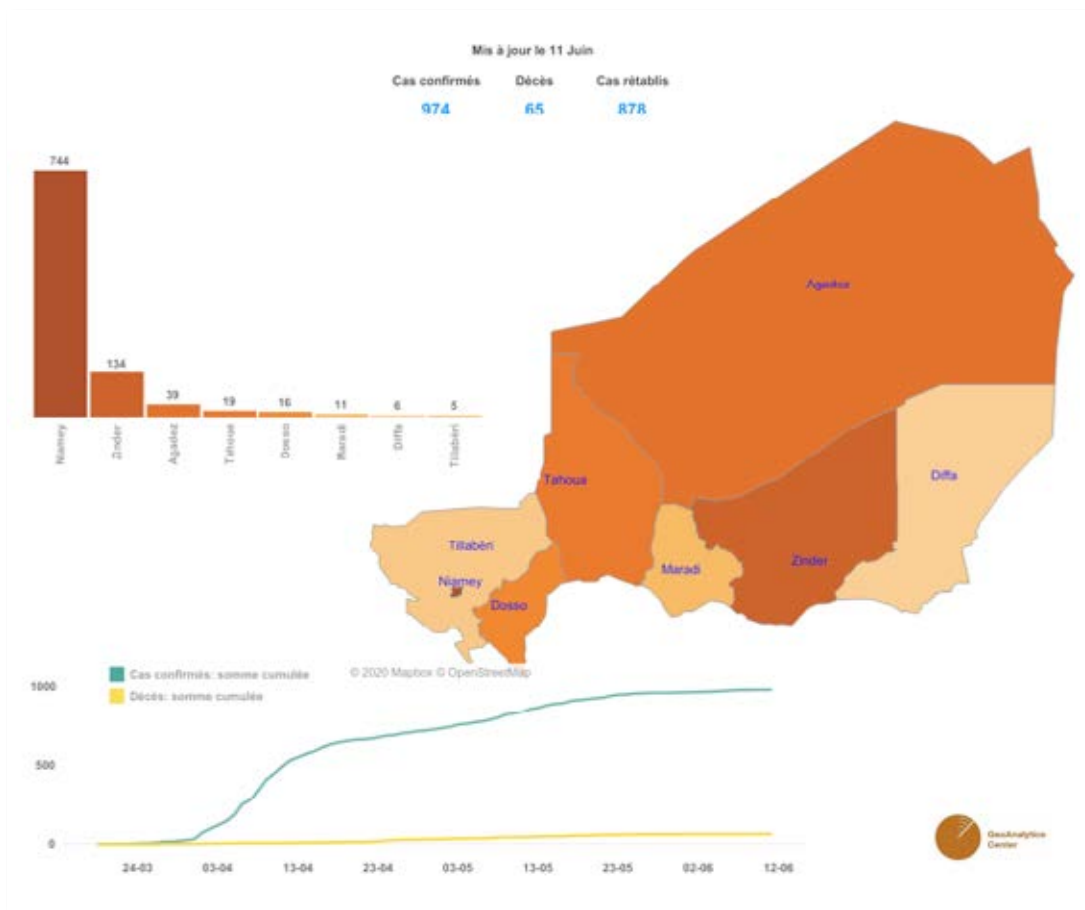
FIGURE 3 : NE NOMBRE DE PERSONNES TESTÉES POSITIVES AU COVID-19 À NIAMEY ET DANS LES RÉGIONS, À LA DATE DU 22 AVRIL 2020.



Selon l'INS, à la date du 22 avril 2020, au Niger, le nombre de patients en traitement a fortement baissé (- 12,4 %), en passant de 510 cas, le 21 avril 2020, à 447 cas, le 22 avril 2020 . La figure, ci-dessous, donne l'évolution du nombre de personnes testées positives, décédées et guéries du COVID-19 au Niger, du 19 mars 2020 au 22 avril 2020 . L'interprétation donnée par l'INS est que le pic est dépassé et la contamination commence à reculer . Des Régions comme Agadez et Diffa n'ont toujours pas enregistré de cas. Les autres régions sont aussi faiblement atteintes, sans même enregistrer de décès. Cette situation s'explique sans par le fait que Niamey soit très tôt mis en quarantaine et aussi du fait de la répartition géographique des populations. On constate également que le milieu rural est épargné grâce à la mesure d'isolement. Si cette dynamique est maintenue, le Niger pourrait-il contrôler la propagation la maladie dans les prochains mois ?

La situation du 11 juin donne les tendances représentées dans la figure ci-dessous :

FIGURE N° 4 : SITUATION DE LA PANDÉMIE AU NIGER, UNE MISE À JOUR DU 11 JUIN 2020.



Les chiffres montrent une concentration de la pandémie dans la région de Niamey la capitale qui enregistre 744 cas suivi de la région de Zinder, la deuxième grande ville du pays avec 134 cas. Mais, paradoxalement la région de Maradi qui est considérée comme la capitale économique s'en sort mieux avec seulement 11 cas. Selon le PUND, du 17 au 20 Mai, la région de Niamey n'a enregistré aucun nouveau cas, contrairement à celle de Zinder qui devient le foyer le plus actif avec de nouveaux cas enregistrés tous les jours .

Globalement le taux de guérison dépasse 90% pour un taux de létalité d'un peu plus de 6%. Ce dernier reste quand-même très élevé car si les 23 millions des nigériens devraient contracter la maladie, plus d'un million mourront. Même si le taux de guérison est assez important, les risques sont également importants pour le pays. A la date du 12 juin, le conseil des ministres a communiqué un total de 5140 personnes testées et un total de 974 personnes contaminées . Au regard de ces chiffres, le taux de contamination est presque de 19%. Selon la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), la vulnérabilité de la population nigérienne au COVID se présente comme indiquée dans le tableau ci-dessous .

TABLEAU N° 4 : VULNÉRABILITÉ DE LA POPULATION NIGÉRIENNE AU COVID-19.

▪ Sous-alimentation, en % de la population	17
▪ Maladies respiratoires chroniques, en % de la population	5
▪ Maladie rénale chronique, en % de la population	5
▪ Maladies cardiovasculaires chroniques, en % de la population	3
▪ VIH/SIDA, en % de la population	0,2
▪ Incidence de la tuberculose, taux pour 100 000	171

Ces chiffres montrent que de manière globale la population peut être plus résiliente face à la pandémie, bien que celle-ci est loin d'être maîtrisée.



DISPOSITIF NATIONAL DE RIPOSTE

Le rapport de la CEA sur la situation du COVID-19 en Afrique alertait sur les risques importants de perte en vies humaines (entre 300 000 et 3 300 000), l'augmentation de la pauvreté (27 000 000 de plus) et la baisse de la croissance économique (2,6 % de l'économie dans le pire scénario) . Dans de telles conditions un pays très vulnérable comme le Niger se doit de mettre tout en œuvre pour résister à la pandémie. C'est l'objectif visé par le plan de préparation et de réponse à la pandémie du COVID-19, élaboré par le gouvernement.

Articulée autour de la réponse sanitaire et de l'atténuation des impacts socioéconomiques, la mise en œuvre de ce plan nécessitera la mobilisation de 1 436 milliards de francs CFA, soit 2,2 milliards d'euros . Pour mobiliser ces fonds, le Niger doit s'appuyer sur la solidarité nationale et internationale. En effet, un fonds de solidarité a été créé pour prendre en charge les dépenses liées au soutien aux ménages et à l'économie, ainsi que le fonctionnement du dispositif institutionnel de gestion de la pandémie . Une table ronde des partenaires techniques et financiers a été organisée autour de la réponse sanitaire et l'atténuation des effets négatifs de la pandémie sur les activités socioéconomiques du pays .

/ DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET MÉCANISMES DE GESTION

Dès l'apparition du premier cas positif, le gouvernement a créé un Comité technique de gestion de la réponse à la pandémie, dans le cadre de l'initiative « one health » qui se veut une approche intégrée de prise en charge des situations sanitaires complexes . Les principales missions de ce comité consistent à assurer la mise en œuvre des mesures prises par le gouvernement et la coordination des activités opérationnelles et à servir d'interface en matière de communication avec le Public .

Il est déployé dans toutes les régions et comprend un secrétariat et sept commissions nationales spécialisées . Dans sa configuration organisationnelle, le Comité est composé de plus de 100 membres, tous fonctionnaires, représentants des services et institutions de l'État, des organisations internationales et des ONG . Autrement dit, tous les membres du Comité ont d'autres obligations professionnelles qui ne sont pas liées à la crise du COVID-19. Dans le cadre du fonctionnement, l'article 18 de l'Arrêté qui crée ce Comité stipule qu'il se réunit chaque jour à 8 h 30 .

Mais, les questions suivantes se posent : comment réunir autant de personnes quotidiennement ? La pléthore des membres n'est-elle pas en contradiction avec des mesures de distanciation ? Quelle efficacité peut-on espérer dans ces conditions de travail ?

Par ailleurs, un Comité interministériel a été également créé pour assister le Ministère de la Santé publique dans la coordination de la préparation et de la riposte à la pandémie . Composé 26 ministres, le Comité interministériel joue essentiellement un rôle de veille et d'orientation, il se réunit sur convocation de son président . À ce niveau aussi des questions se posent : dans quelles conditions se réunissent tous ces membres du Comité alors que les mesures de distanciation et le télétravail sont recommandées ? Pourquoi le Comité se réunit-il seulement sur convocation de son président, alors qu'il joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre efficace du plan de réponse ? Quel est le lien fonctionnel entre le Comité Technique et le Comité Interministériel ?

En outre, on constate que le Ministre de la Défense Nationale ne fait pas partie des membres du comité Interministériel, alors même que la pandémie a des implications sécuritaires qui touchent aussi la défense .

Le Comité Interministériel est lui-même appuyé par un Comité consultatif composé de 14 membres, un Groupe d'Experts composé de 11 membres et une Cellule de communication composée de 14 membres .

En analysant le contenu de tous les textes qui créent ces différentes structures, on constate un chevauchement des missions, des attributions qui ne sont pas clairement ou pas du tout fixées. De surcroît les modalités de collaboration qui ne sont pas explicites. Une pléthore de structures sans coordination efficace pourrait avoir des conséquences sur le travail purement administratif et aussi sur la prise en charge de la maladie.

/ FORCES ET FAIBLESSES DES MESURES D'URGENCE ET DU DISPOSITIF DE RIPOSTE CONTRE LE COVID-19

Les mesures d'urgence sanitaire prises par le gouvernement ne peuvent aboutir à des résultats probants que si une discipline et une prise de conscience collective conjuguées soient effectives. Mais, pour susciter le respect et l'acceptation de ces mesures par tous, il faudrait que celles-ci soient cohérentes et adaptées aux réalités de la société nigérienne. Dans la même logique, le plan de riposte devrait aussi tenir compte de tous les domaines stratégiques et vitaux du pays.

À la lumière des constats évoqués en introduction, on se rend compte qu'il existe des faiblesses à corriger et des atouts sur lesquels il faudrait capitaliser. Par exemple l'anticipation des autorités nigériennes est l'un des points forts de la lutte contre la pandémie. Celle-ci a sans doute contribué à protéger le milieu rural et les autres régions du pays qui ne sont que faiblement affectées. L'organisation de la table ronde à l'attention des partenaires pour la mobilisation des ressources et la création du fonds de solidarité sont des approches inclusives qui sollicitent la participation de tous les acteurs à la lutte contre la pandémie. Il s'agit là d'un autre point fort à saluer. Dans la mise en place des structures d'orientation et de gestion, le gouvernement du Niger a voulu associer les organisations internationales et les ONG. C'est le cas du Comité technique où toutes ces organisations sont représentées et du Comité Interministériel qui fait une ouverture dans ce sens. Cette démarche montre que le Niger tient à la transparence dans la lutte contre la pandémie.

Dans l'hypothèse d'une propagation continue de la pandémie, le système sanitaire nigérien ne serait pas capable d'absorber un afflux massif de patients nécessitant des soins intensifs. Dans le cas d'une épidémie de méningite, le système sanitaire risquerait de s'effondrer complètement. Généralement, pour diverses raisons (coût élevé des soins, accueil déficient, stigmatisation, commercialisation de médicaments hors du circuit officiel, attachement à la médecine traditionnelle, etc.), la majorité de la population ne fréquente pas les hôpitaux et centres de soin. Beaucoup préfèrent recourir à l'automédication au risque de provoquer des complications létales. Cette situation montre le degré de faiblesse du système sanitaire et le manque de confiance qu'il inspire. Dans ces conditions, sauf dans le cas de dépistage volontaire ou obligatoire, il est difficile de connaître le nombre exact des personnes contaminées. En effet, la chaîne de contamination risque d'être alimentée par des canaux qui échapperaient totalement au contrôle du système sanitaire. Une étude plus exhaustive est nécessaire dans ce sens afin de mesurer l'impact réel du COVID-19 sur les efforts de développement du système sanitaire, notamment la mise en œuvre du plan de développement sanitaire 2017-2021 et du plan stratégique national e-santé 2020-2023

/ IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE

L'impact économique du COVID-19 au Niger est lié principalement aux mesures de restrictions prises par le gouvernement. Les effets pourraient entraîner le ralentissement de l'économie, notamment dans les secteurs du transport, de l'hôtellerie ou encore du tourisme, avec des annulations parfois à 100%. Dans les meilleures conditions, c'est seulement quelques entreprises qui iront en faillites, accentuant ainsi le taux de chômage. Dans les pires conditions, c'est toute l'économie formelle qui va s'effondrer. Les ménages qui dépendent du secteur privé risquent de retomber sous le seuil de pauvreté.

Selon le ministre nigérien des finances, la croissance économique qui devrait être à 6,9 % en 2020 sera finalement de 4,1 % avec les effets du coronavirus . Le ministre prévient qu'il y aura : « un ralentissement, voire un arrêt des activités économiques, un gel des investissements publics et privés, une baisse de l'emploi, des salaires, des revenus et de la consommation des ménages » .

En outre, la situation actuelle va entraîner une baisse des recettes internes et une détérioration du solde global de la balance des paiements par rapport aux prévisions initiales pour 2020 . Les zones rurales seront les plus affectées à cause de l'accès limité aux produits de premières nécessaires et la mévente de la production maraichère qui constituerait un énorme manque à gagner pour les agriculteurs.

Cependant, pour minimiser les effets de la pandémie sur le plan socioéconomique, le gouvernement devrait prévoir un plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les zones qui seront déclarées les plus affectées par la maladie. Le gouvernement devrait également renforcer le dispositif de suivi et de contrôle des prix sur le marché. En cas d'extrême nécessité, le gouvernement pourrait subventionner certains produits alimentaires de base ou procéder à la distribution gratuite et ciblée de vivres.

Dans les mesures d'accompagnements prises, le gouvernement a déjà procédé au lancement de la première phase de distribution gratuite des vivres aux personnes vulnérables dans la région de Niamey . Cette opération qui a concerné plus de 30 000 ménages, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan élaboré à cet effet . L'ensemble des régions sont concernées par cette distribution gratuite de vivre qui pourrait atténuer une éventuelle crise alimentaire aigue.

/ IMPACT SÉCURITAIRE

Selon l'International Crisis Group (ICG), la pandémie du coronavirus : « pourrait semer le chaos dans les États fragiles, déclencher des perturbations de grande ampleur et mettre gravement à l'épreuve les systèmes de gestion des crises. » .

Au sahel et dans le bassin du lac Tchad, on constate une recrudescence de l'insécurité alors que les Etats qui composent ces régions essayent de mettre en œuvre leurs plans de riposte contre la pandémie. Dans le cas du bassin du lac Tchad, Boko Haram multiplie ses attaques sur les positions militaires du Cameroun, Niger, Nigéria et du Tchad.

Au Niger, ces attaques sont concentrées sur la ville de Diffa, chef-lieu de la région qui porte le même Nom. Au cours du seul mois de mai, cette ville a enregistré cinq (5) attaques contre les positions de l'armée, faisant au moins 14 soldats morts, plusieurs blessés et d'importants matériels détruits ou emportés par les terroristes. Ces derniers ont également procédé au lancement de plusieurs roquettes visant des structures stratégiques telles que la société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP), l'aéroport de Diffa et le camp militaire.

En termes d'hypothèse, on est en mesure d'affirmer que l'objectif de Boko Haram est de provoquer une situation de crise humanitaire doublée d'un effet de débordement (*spillover effect*) qui affaibliront d'avantage l'Etat central. D'ailleurs, le leader de Boko Haram se réjouissait de l'apparition de la pandémie qu'il considère comme la conséquence du « mal commis par des pays occidentaux ». Pour Boko Haram, il y'a vraisemblablement une opportunité à exploiter autour du COVID-19. C'est sans doute pour cette même raison que l'État Islamique a exhorté ses militants à profiter de la propagation de la maladie pour mener des actions . En intensifiant ses attaques au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad, Boko Haram créerait une crise humanitaire d'envergure qui serait difficile à gérer au regard de la progression de la pandémie.

Il faut rappeler que la région de Diffa abrite déjà plus de 126 492 réfugiés et 102 726 déplacés internes . Selon le HCR, la violence persistante de Boko Haram au nord-ouest du Nigeria a forcé environ 23 000 personnes à fuir vers le Niger en quête de sécurité durant le seul mois d'avril 2020 .

La même violence terroriste est observée dans la région du Liptako Gourma où sévissent une multitude de groupes terroristes. Cette région qui couvre les frontières des trois pays sahéliens (*Burkina Faso-Mali-Niger*) est en proie à l'insécurité depuis presque une décennie.

Si la pandémie devait persister, elle pourrait avoir les implications sécuritaires ci-dessous décrites par le cabinet de conseil IREMOS .

FIGURE N° 5 : RISQUES SÉCURITAIRES LIÉS À LA PANDÉMIE DU COVID-19.



Dans le cas du Niger, pour minimiser toutes ces implications, les autorités nigériennes devraient adopter une approche équilibrée dans la lutte contre le COVID et celle contre le terrorisme. La réponse contre le COVID-19 devrait absolument prendre en compte la dimension sécuritaire. Pour le moment, les six (6) axes stratégiques du plan de riposte visent essentiellement à renforcer le système sanitaire et concerne pas les implications d'ordre sécuritaire .

Pourtant, depuis l'apparition de la pandémie, on observe particulièrement une recrudescence de la violence terroriste dans le Sud-Est et à l'ouest du pays. L'enjeu pour le gouvernement, est de pouvoir maintenir la pression des opérations militaires sur ces groupes terroristes, tout en essayant de préserver également les populations de la pandémie.

Pour l'ICG, sept (7) tendances sont à surveiller en matière d'impacts sécuritaires de la pandémie : la vulnérabilité des populations des zones de conflits, l'altération des mécanismes de gestion des conflits, les risques de bouleversement de l'ordre social, l'instrumentalisation politique de la crise, les enjeux sur la scène internationale, les risques liés à la solidarité opportuniste et les risques de nouvelles éruptions de conflits liés aux choix des mesures d'atténuation .

La situation humanitaire pourrait être catastrophique dans les camps des réfugiés en cas de contamination massive. Les mesures d'urgence prises par le gouvernement peuvent également déstabiliser ces camps assez mal perçus par les populations et dont se méfient aussi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Par ailleurs, l'impact économique de la pandémie pourrait ainsi favoriser le basculement des jeunes désœuvrés dans les rangs des terroristes ou des autres groupes criminels



CONCLUSION

Le COVID-19 charrie un cortège de malheurs qui a affecté le monde dans sa quasi-totalité. Il a révélé aux États leurs limites et aux hommes leur vulnérabilité, laissant au passage une désolation indescriptible, ainsi que des questionnements sans réponses : Quelle leçons tirer du coronavirus ? Qu'est-ce qu'il nous apprend sur nos États ? Quels types rapports et d'interactions jailliront de l'après COVID-19 ?

Cependant, au Niger, la lutte contre le coronavirus au Niger a été marquée dès le début par une anticipation du gouvernement qui n'a pas tardé à prendre des mesures préventives avant même la déclaration du premier cas. A ce jour, le bilan de la lutte semble satisfaisant, malgré quelques incohérences observées dans la prise de décision.

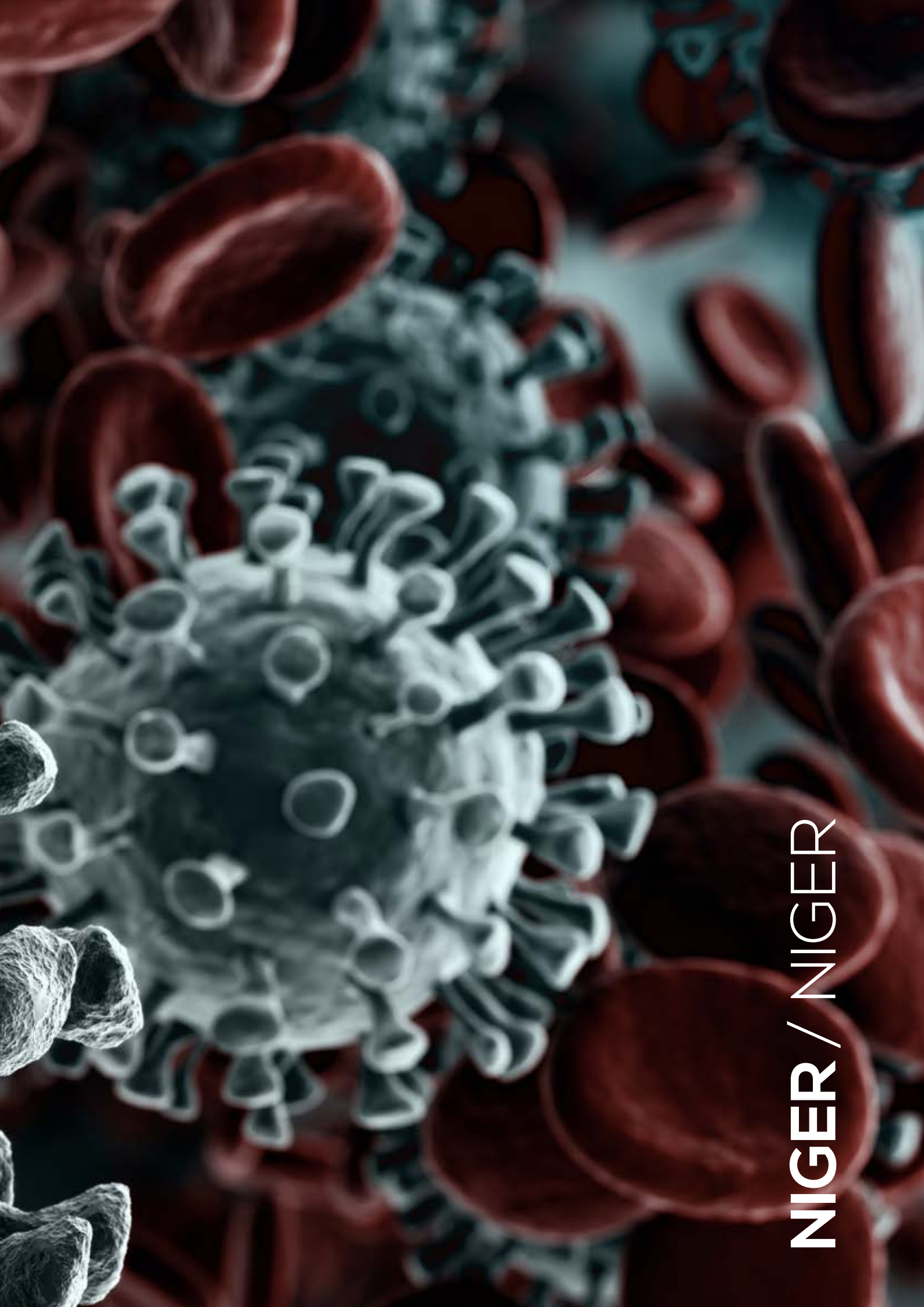
L'une des leçons à tirer, consiste à prendre conscience de l'extrême vulnérabilité et de dépendance de l'État. Il faudra également repenser le rapport de l'État aux populations. Ces dernières peuvent boycotter les décisions politiques les plus importantes par manque de confiance en l'État. Or dans le cas de COVID-19, l'efficacité de la lutte contre pandémie dépendra plus de l'engagement et de la participation des citoyens.

Le rapport aux nouvelles technologies et à la science devrait être aussi repensé dans un pays comme le Niger qui investit moins dans ces domaines. Le simple manque d'internet peut paralyser le bon fonctionnement de l'Administration. Il revient au gouvernement de tout mettre en œuvre pour se donner les capacités de faire fonctionner l'État en tant de crise.

BIBLIOGRAPHIE

- Alexandre RODD, Covid-19 et terrorisme : analyse de la menace dans un contexte de pandémie”, note du CREOGN, Numéro 48 – Avril 2020 ;
- Alain Antil, “l’arrivée du Covid-19 en Afrique subsaharienne, quels scenarios,” l’Afrique en question n 53, Ifri avril 2020 ;
- Alain Antil et Katia Djellat, “ le Covid-19 au Sahel : pandémie lente mais impacts multiples”, l’Afrique en question n 55, Ifri mai 2020;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l’occasion du Sommet virtuel de l’UA sur le COVID-19, Niamey 11 juin 2020 ;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l’occasion de la visioconférence avec la task force de l’union africaine sur la covid-19, Niamey 9 juin 2020 ;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l’occasion de la visioconférence sur la troisième reconstitution des fonds de GAVI pour la période 2021-2025, 5 Juin 2020 ;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l’occasion du Sommet virtuel de l’UA, Niamey 29 Avril 2020 ;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l’occasion du Sommet virtuel G5 Sahel-Union Européenne, Niamey 28 avril 2020 ;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l’occasion du Sommet virtuel de l’UEMOA, Niamey 27 avril 2020 ;
- Allocution de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, Président en exercice de la CEDEAO à l’ouverture du sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le covid-19, Niamey 23 Avril 2020 ;
- Arrêté N° 0052/PM du 20 mars 2020, portant création d’un comité interministériel de lutte contre la pandémie coronavirus (covid-19) ;
- Arrêté N°000034/MSP/CAB du 29 Janvier 2020, portant création, missions, composition et fonctionnement d’un Comité Technique de gestion de la réponse à la pandémie de coronavirus (COVID-19) ;
- Bulletin d’information du Système des Nations Unies au Niger, Édition spéciale n.2 Covid-19, UNCG Niger, 15 Mai 2020
- Cartographie des facteurs de risque de propagation du COVID-19 en Afrique, CESA, Washington, 13 Avril 2020;
- Communiqué du conseil des ministres du 17 mars 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 20 mars 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 27 mars 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 03 avril 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 17 avril 2020 ;

- Communiqué du conseil des ministres du 22 avril 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 30 avril 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 08 mai 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 15 mai 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 22 mai 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 29 mai 2020 ;
- Communiqué du conseil des ministres du 12 juin 2020 ;
- COVID-19: une menace sans précédent pour le développement, FMI, avril 2020
- Evolution de la situation statistique de la pandémie du covid-19, institut national de la statistique, note n° 36 du 15 mai 2020 ;
- Evolution de la situation statistique de la pandémie du covid-19, institut national de la statistique, note n° 35 du 13 mai 2020 ;
- Evolution de la situation statistique de la pandémie du covid-19, institut national de la statistique, note n° 34 du 12 mai 2020 ;
- Gounteini D. Lankoandé, Thèse du catastrophisme du COVID-19 : ressenti des africains ou réalités ? GRAAD working paper n°003, Ouagadougou, avril 2020.
- Hakim Ben Hammouda, Covid-19 : crise suprême de la globalisation ? Chronique de Recherches internationales, Mai 2020 ;
- Message à la Nation de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, à l'occasion du Bilan des 9 années de mise en œuvre du Programme de Renaissance, Niamey 6 Avril 2020 ;
- Message à la Nation de Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du Niger, sur la situation de la pandémie du coronavirus (COVID-19, Niamey 27 Mars 2020 ;
- Nina Wilén, "Context matters – Why Africa should tailor its own measures to fight covid-19", africa policy brief, no 31, avril 2020;
- Note d'analyse du CNESS sur le COVID-19, Mai 2020;
- OCDE, lorsqu'un virus mondial rencontre des réalités locales : coronavirus (covid-19) en Afrique de l'ouest, 11 Mai 2020 ;
- OIM, Répondre à la pandémie pendant les crises multidimensionnelles au Sahel : « Stop au virus, pas aux gens. », Dakar 15/05/2020 ;
- Organisation mondiale de la Santé, Bureau de la Représentation du Niger, Rapport annuel 2019 ;
- Rapport de situation de l'OMS sur la préparation à l'épidémie du nouveau coronavirus au Niger, N° 01 du 11 février 2020;
- Rapport d'enquête sur le non respect des mesures contre le COVID-19 à Zinder, Université de Zinder, Mai 2020.



NIGER / NIGER



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel a été créé le 12 septembre 1973 à la suite des grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel dans les années 70. Il regroupe 13 États membres (Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal, Togo, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad et Cap Vert). L'objectif général du CILSS est la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel.

The Permanent Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS) was created in 1973 following the major droughts in the Sahel in the 1970s. It brings together 13 Member States (Benin, Ivory Coast, Gambia, Guinea, Guinea -Bissau, Mauritania, Senegal, Togo, Burkina Faso, Mali, Niger, Chad and Cape Verde). The objective of CILSS is the search for food security and the fight against the effects of drought and desertification, for a new ecological balance in the Sahel.



**Souleymane
OUÉDRAOGO**

Directeur Général (CILSS)

Souleymane Ouédraogo a été nommé le 1^{er} mars à la tête du Centre régional Agrhymet. Il a dirigé le Secrétariat exécutif du CILSS entre 2016 et 2017. Il a contribué entre 1997 et 2000 au comité de coordination régionale de gestion des ressources nationales et des systèmes de production du CILSS. Il a ensuite été chef du Département de gestion des ressources naturelles système de production jusqu'en 2008. De 2009 à 2013, il a été président de SONAGESS, Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire du Burkina Faso. Avant cela, il a été conseiller au ministère burkinabé de l'agriculture. Ingénieur-agronome de formation, Ouédraogo est titulaire d'un 3^e cycle en économie rurale de l'Université nationale de Côte d'Ivoire et d'une thèse en sciences économiques et business avec une spécialisation en économie agricole de l'Université de Groningen des Pays-Bas.

Souleymane Ouédraogo was appointed on March 1 to head the Agrhymet Regional Center. He headed the Executive Secretariat of CILSS between 2016 and 2017. Between 1997 and 2000 he contributed to the regional coordination committee for the management of national resources and production systems of CILSS. He was then head of the Natural Resources Management System Production Department until 2008. From 2009 to 2013, he was President of SONAGESS, Burkina Faso's National Society for Food Security Stock Management. Before that, he was an advisor to the Burkina Faso ministry of agriculture. An agricultural engineer by training, Dr. Ouédraogo holds a 3rd cycle degree in rural economics from the National University of Côte d'Ivoire and a thesis in economics and business with a specialization in agricultural economics from the University of Groningen Netherlands.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P231

INTRODUCTION

P233

RÔLE ET PLACE DU CILSS DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

P234

- / UNE PRODUCTION AGRICOLE ACCEPTABLE
- / DES CONDITIONS PASTORALES DIFFICILES
- / DES NIVEAUX DES PRIX DES DENRÉES DE BASE GLOBALEMENT STABLE MAIS EN RAPIDE AUGMENTATION
- / UN NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE RECORD
- / MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL
- / L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES
- / IMPACTS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MÉNAGES
- / IMPACTS SUR LES FLUX TRANSFRONTALIERS DES PRODUITS AGRICOLES, AGROALIMENTAIRES ET PASTORAUX
- / IMPACT SUR LE PASTORALISME
- / UNE RÉDUCTION DES SURFACES CULTIVÉES
- / UNE BAISSSE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

P248

RÉFÉRENCES

P249

RÉSUMÉ

La région du Sahel et de l'Afrique est l'une des zones les plus régulièrement touchées par le phénomène de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë. De nombreux facteurs sont à l'origine de ces crises alimentaires à répétition. En plus de la persistance des facteurs climatologiques et des autres facteurs abiotiques et socioéconomiques, l'insécurité civile est devenue ces dernières années l'une des principales causes des crises alimentaires dans la région.

Le CILSS, à travers le Centre Régional AGRHYMET et en collaboration à l'ensemble des acteurs régionaux et nationaux, assure la coordination de la production de l'information régionale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec les pays. Pour faciliter le consensus dans la production d'information sur la sécurité alimentaire, le Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires (RPCA), co-animé par le CILSS et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, s'appuie sur l'expertise de ses membres, notamment celles spécialisées dans la production et l'analyse d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit des services gouvernementaux, le CILSS, la FAO, le FEWS NET, l'UNOCHA, le PAM et les ONG internationales.

Ainsi, avant la pandémie du Covid-19, la région connaissait déjà un contexte socioéconomique déjà fragilisé à travers :

- *Une situation sécuritaire très préoccupante depuis plusieurs années, avec des attaques terroristes qui se généralisent dans la totalité de la bande sahélo-saharienne et qui est en nette dégradation comparativement à l'année dernière avec de nombreuses pertes en vies humaines et des centaines de milliers de personnes déplacées ;*
- *Une situation pastorale très préoccupante malgré une production agricole 2019/2020 satisfaisante. Les déficits fourragers dans le Sahel Ouest, l'incessibilité des pâturages dans les zones d'insécurité et l'interdiction de la pratique de la transhumance transfrontalière en cours dans certains pays d'accueils habituels des transhumants en provenance du Sahel ;*
- *Une situation économique essoufflée par l'exacerbation des parts des dépenses allouées à la sécurité dans les pays du Sahel et par l'inflation persistante dans plusieurs pays du Golfe de Guinée ;*
- *Un niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle record dans la région avec plus de 17 millions de personnes en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle pendant la soudure (juin-Aout 2020), dont plus d'un million en situation d'urgence.*
- *Une menace acridienne en perspective avec une arrivée imminente des criquets pèlerins dans la région qui risque de compromettre les productions agricoles et les moyens d'existence des populations.*

Avec la pandémie COVID-19, apparue dans la région en mars 2020, les actions prises par les différents États pour maîtriser la propagation de la maladie ont rapidement eu des conséquences sur une sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà fragilisée. Ces impacts ont été notables sur les conditions de vie des ménages, sur les flux transfrontaliers des produits agricoles, agroalimentaires et agropastoraux et sur le pastoralisme. Ces impacts négatifs pourraient avoir des conséquences sur la campagne agricole en cours avec une aggravation de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle si la menace acridienne se réalisait.

ABSTRACT

The Sahel and Africa region is one of most affected regions by the phenomenon of food insecurity and acute malnutrition. There are many factors that cause these repeated food crises. In addition to the persistence of climatological and other abiotic and socio-economic factors, civil insecurity has become in recent years one of the main causes of food crises in the region.

CILSS, through the AGRHYMET Regional Center and in collaboration with all regional and national actors, coordinates the production of regional information on food security and nutrition with member states. In order to reach consensus of information production on food security, the Food Crisis Prevention and Management Network (RPCA), co-led by CILSS and the Sahel and West Africa Club, relies on the expertise of the members, particularly those specialized in the production and analysis of information on food security and nutrition; government departments, CILSS, FAO, FEWS NET, UNOCHA, WFP and international NGOs.

Thus, before the Covid-19 pandemic, the region was already experiencing an already weakened socioeconomic context through:

- A very worrying security situation for several years, spreading terrorist attacks throughout the Sahelo-Saharan strip, a clear deterioration compared to last year with numerous human life losses and hundreds of thousands of displaced people;*
- A very worrying pastoral situation despite satisfactory 2019/2020 agricultural production. Fodder deficits in the Western Sahel, the inaccessibility of pastures in insecure areas and the prohibition of cross-border transhumance practice in some countries that usually host transhumants from the Sahel;*
- A weak economic situation due to a high share of expenditure allocated to security in the Sahel countries and by persistent inflation in several countries of the Gulf of Guinea;*
- A record level of food and nutritional insecurity in the region with more than 17 million people in need of food and nutritional assistance during the lean season (June-August 2020), including more than one million in emergency situations.*
- An imminent locust threat in perspective, arrival of locusts in the region risks to compromise agricultural production and populations livelihoods means.*

Due to COVID-19 pandemic, which appeared in the region in March 2020, the actions taken by various States in order to control the spread of the disease had consequences on already weakened food and nutritional security. These impacts had serious consequence on households living conditions, agricultural cross-border flows, agri-food and agro-pastoral products and on pastoralism. Furthermore, these could have a greater negative consequence on the current agricultural season with a worsening of the food and nutritional insecurity situation if the locust threat materializes.

INTRODUCTION

L'impact de la Pandémie COVID 19 et de la menace acridienne sur les sécurités alimentaires dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

La région du Sahel et de l'Afrique est l'une des régions les plus régulièrement touchée par le phénomène de l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë au niveau des enfants de moins de cinq ans. En effet, depuis la sécheresse des années 73, où la région a enregistré l'une des plus graves crises alimentaires de son histoire contemporaine, elle s'est par la suite installée dans la région de manière plus ou moins chronique avec des intensités variables d'une année à l'autre. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces crises alimentaires à répétition dans la région. De celles-ci, on peut retenir principalement les problèmes liés aux changements. L'on se souvient encore de la sécheresse des années 84/85 dans les pays du sahel qui a occasionné une baisse importante de la production, occasionnant ainsi la seconde grande crise alimentaire majeure dans la région et de celle de 2008, qui a été à l'origine plusieurs émeutes de la faim dans certains pays de la région à cause de la flambé des prix des denrées de base, principalement le prix du riz qui avait atteint des prix records.

L'autre facteur de risque qui fragilise encore la région est lié aux attaques des ravageurs et ennemis des cultures (criquets pèlerins, Chenille légionnaire d'automne). La dernière grande invasion de criquets pèlerins de la région date des années 2003-2005 et celle de la chenille est toujours en cours.

Aujourd'hui encore, malgré la persistance des facteurs climatologiques et les autres facteurs abiotiques et socioéconomiques, l'insécurité civile est devenue la principale cause des crises alimentaires dans la région. Tous les pays du Sahel, y compris le Nigeria sont concernés par cette insécurité civile qui occasionne tous les jours des pertes importantes en vies humaines et un nombre important de populations déplacées jamais observé dans la région.

La région est donc l'une des plus pauvres du monde. En effet, 15 des 17 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sont classés parmi les 20 pays les plus pauvres selon l'indice du développement humain du PNUD (2019). Seuls, le Ghana et le Cabo Verde bénéficient d'un indice de développement jugé moyen.

Bon-an mal an, de 7 à 10 millions de personnes sont classées en insécurité par le dispositif du PREGEC piloté par le CILSS en étroite collaboration avec l'ensemble des pays et des partenaires de la région.

Pour cette campagne agricoles 2019/2020 qui s'achève, plusieurs facteurs ont contribué à exacerber la vulnérabilité les ménages de la région avant même l'avènement de la pandémie à Covid-19. Il s'agit de la persistance de l'insécurité civile, de la situation pastorales précaires, des problèmes économiques dans certains pays et de l'arrivée imminente des criquets pèlerins qui menace la campagne agricole 2020-2021.

C'est au regard de la particularité de cette campagne agricole qui s'achève et qui traduit la fragilité avec laquelle la région affronte cette pandémie, que ce travail a été initié pour mieux cerner l'impact du Covid-19 et la menace acridienne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.



RÔLE ET PLACE DU CILSS

DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le CILSS joue un rôle central dans le Réseau de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (RPCA) dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest où il assure la coordination de la production de l'information régionale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en étroite collaboration avec les pays et les partenaires. Ainsi, le CILSS à travers le Centre Régional AGRYHMET collecte, analyse et fournit les informations régionales sur la situation de la campagne agropastorale, l'hydrologie, la météorologie, la gestion des terres et la désertification et évalue régulièrement la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au regard de la fragilité de la sous-région à cause de la récurrence des problèmes climatiques, sécuritaires et de pauvreté, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qu'elle soit chronique ou aigue est permanente.

C'est pourquoi, le CILSS ne ménage aucun effort en partenariat avec l'ensemble des acteurs de la région pour élaborer conjointement et manière consensuelle des indicateurs pertinents pour permettre le suivi régulier de la situation alimentaire et nutritionnelle de la région et fournir l'information pour la prise de décision.

Pour s'assurer de l'implication effective de l'ensemble des pays dans la production de l'information consensuelle sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour l'aide à la décision, le dispositif régional PREGEC, qui fonctionne depuis une trentaine d'années, tient six grandes rencontres annuellement. Ces rencontres ont pour objectifs de partager et de discuter des informations récentes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de disposer d'une analyse régionale consensuelle en utilisant le Carte Harmonisé.

Pour faciliter le consensus, le réseau s'appuie sur l'expertise de ses membres, notamment celles spécialisées dans la production et l'analyse d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (les services gouvernementaux, le CILSS, la FAO, le FEWS NET, l'UNOCHA, le PAM et les ONG internationales).

Les données sont collectées et analysées aux niveaux national et régional à travers des enquêtes agricoles permanentes réalisées dans les pays, des missions d'évaluation rapides ponctuelles, des enquêtes de vulnérabilité des missions conjointes d'évaluations préliminaires des récoltes, l'exploitation des images satellitaires et le suivi des marchés et des flux transfrontaliers etc.

Une première réunion du dispositif se tient au mois de juin avec pour objectif la réactualisation des zones à risque d'insécurité alimentaire à l'entrée de la période de soudure. C'est également l'occasion de faire le point sur la mise à jour des plans nationaux de réponses et de préparer le dispositif régional pour de la campagne agricole suivante.

En septembre, soit 3 mois après le démarrage de la campagne agricole, la réunion est élargie à l'ensemble des pays. Elle permet de faire le bilan à mi-parcours de l'hivernage (évaluation qualitative prévisionnelle de récoltes, identification préliminaire des zones à risque et perspectives alimentaires). Et, de définir avec les pays, le calendrier et la composition des équipes conjointes régionales en charge de l'évaluation préliminaire des récoltes et les dates des cycles nationaux d'analyse du Cadre Harmonisé qui ont lieu en octobre et novembre dans l'ensemble des pays.

La rencontre de novembre permet au dispositif de valider les résultats des productions agricoles et les bilans alimentaires prévisionnels pour la région et de dégager la situation de l'insécurité alimentaire régionale et les perspectives alimentaires de l'année de consommation.

En décembre, les résultats consolidés, consensuels et validés sont présentés à l'instance politique sous régionale (CEDEAO et UEMOA) et aux différents partenaires techniques et financiers.

La réunion de mars permet disposer des résultats définitifs de la campagne agricole, des bilans alimentaires révisés et la mise à jour de la carte de la vulnérabilité régionale.

Une réunion restreinte est enfin prévue en avril pour présenter la mise à jour de la situation alimentaire régionale et les besoins des plans nationaux de réponses des pays.

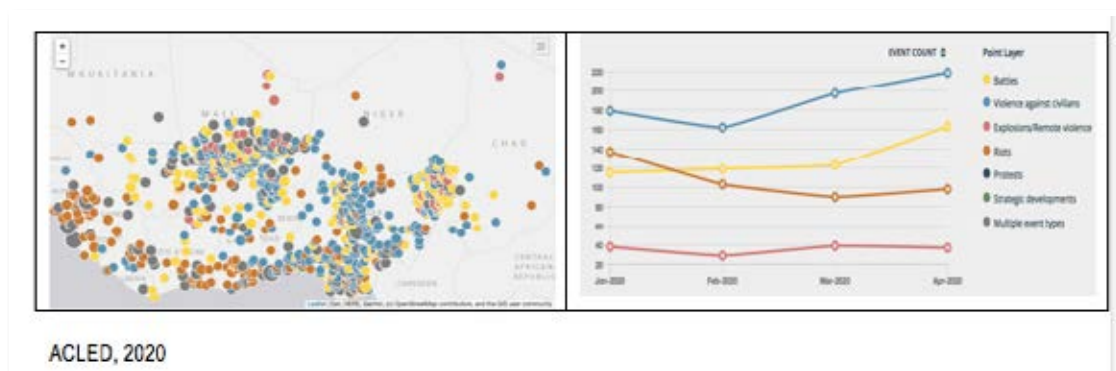
Ce dispositif et ces cadres de discussion permettent aux différents acteurs nationaux et régionaux d'éviter les contradictions au tour des chiffres et de se focaliser sur la réponse au problème d'insécurité alimentaire.

Un contexte régional déjà peu reluisant
Une situation sécuritaire toujours précaires

La situation sécuritaire de la région est très préoccupante depuis plusieurs années avec des d'attaques terroristes qui se généralisent dans la presque totalité de la bande sahélo-saharienne. En effet, le groupe terroriste Boko harram sévit depuis plusieurs années dans la zone du Lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad et le Cameroun). Une douzaine de groupe armés sévissent dans le nord du Mali , dans les zones du Liptoko gourma ou la zones des trois frontières (Burkina Faso, Niger et Mali).

Il s'agit entre autre du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), des mouvements arabes de l'Azawad (MAA), du Haut conseil pour l'unicité du l'Azawad (HCUA), des coordinations des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance (CMFRPR) ; du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'ouest (Mujao), du groupe d'autodéfense Touareg Imghad et alliés (GATIA), du mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA), d'Ansar Dine, de Al-Qaida au Maghreb (Aqmi) et du Mouvement pour l'unicité et Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ; et les groupes rebelles du Nord Tchad.

Selon ALED, entre le début de l'année 2020 et la fin du mois d'avril, les combats, les violences contre les civils, les protestations et les émeutes dans la région ont entraîné la mort de 5740 personnes et la situation est en nette détérioration comparaison à l'année dernière.



/UNE PRODUCTION AGRICOLE ACCEPTABLE

La production céréalière de la région est globalement satisfaisante pour la campagne agricole 2019/2020. Elle est évaluée à 74 millions de tonnes en légère hausse de 0,4% comparée à la campagne dernière et de 12% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (tableau 1). Cette situation cache cependant des disparités entre les pays. En effet, des baisses significatives de production sont observées au Cabo Verde, en Gambie, en Sierra Léone et au Niger avec respectivement 80% ; 47%, -15% et -6% comparativement à la moyenne quinquennale. Quant à la production des racines et tubercules, elle est évaluée à 190 millions de tonnes en légère hausse de 0,8% comparée à la campagne dernière et en hausse de 16% comparée à la moyenne des cinq dernières années.

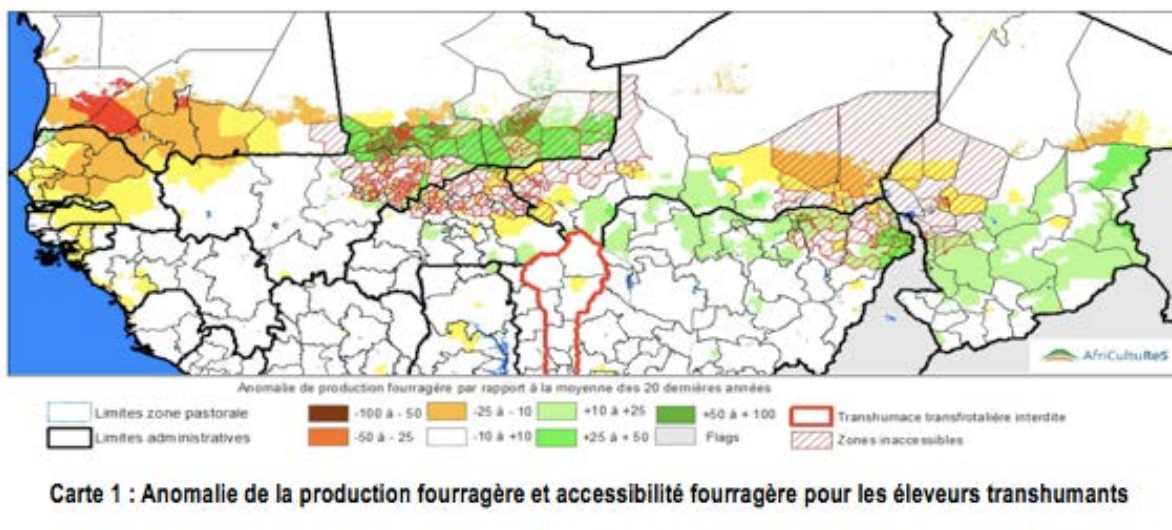
TABLEAU 1 : PRODUCTION CÉRÉALIÈRES DÉFINITIVES DE LA CAMPAGNE 2019/2020 DANS LES PAYS DE LA RÉGION DU SAHEL DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Pays	Production de la campagne 2019/2020			Pays	Production de la campagne 2019/2020		
	X1million	Variations vs 2018/2019	Variations vs 5 yrs Avg		X1million	Variations vs 2018/2019	Variations vs 5 yrs Avg
Burkina Faso	5,18	0%	15%	Bénin	2,17	3%	16%
Cap Vert	0,0064	-11%	-80%	Côte d'Ivoire	3,14	-2%	-3%
Gambie	0,084	-15%	-47%	Guinée	4,27	6%	16%
Guinée Bissau	0,24	7%	16%	Ghana	4,55	30%	52%
Mali	10,45	3%	21%	Liberia	0,27	7%	1%
Mauritanie	0,47	15%	32%	Nigeria	29,88	0%	12%
Niger	5,3	-13%	-6%	Sierra Leone	1,075	-29%	-15%
Sénégal*	2,76	-4%	27%	Togo	1,372	2%	11%
Tchad	2,92	-3%	6%	Pays Côtiers	46,75	2%	13%
Sahel	27,42	-2,30%	12,20%				

Sources : CILSS, 2020

/ DES CONDITIONS PASTORALES DIFFICILES

Au niveau pastoral, la bande sahélienne, fait face depuis plusieurs années à de graves difficultés de disponibilité de pâturage à cause d'une part du déficit de production fourragère dans le Sahel ouest (Mauritanie et Sénégal) et cela pour la troisième année consécutive et d'autre part de l'inaccessibilité des pâturages dans plusieurs zones du Sahel central et austral à cause de l'insécurité civile qui exacerbe la pression sur les éleveurs. La transhumance transfrontalière qui soulageait les éleveurs de la zone sahélienne est également impactée par les interdictions de transhumance transfrontalière en cours dans certains pays d'accueil. Cette situation impacte très négativement les moyens d'existences des pasteurs de la région.



Depuis le début et l'exacerbation de l'insécurité civile dans la région, la part du budget alloué à l'armée et à la sécurité a considérablement augmenté dans plusieurs pays notamment dans les pays du Sahel laissant peu de ressources pour les investissements dans les secteurs productifs et sociaux. A titre d'exemple pour un pays comme le Burkina Faso la part du budget alloué à la sécurité est passée de 12,89% en 2010-2012 à 26,86% en 2016-2018.

L'inflation est également présente et perdure depuis plusieurs années dans les pays de la cote comme le Libéria (LI), la Sierra Léone (SL), le Nigeria (NG), le Ghana (GH), la Gambie (GM) et la Guinée (GN). La situation est particulièrement préoccupante pour la Sierra Léone et Libéria qui dépendent principalement du marché international pour les denrées de base.

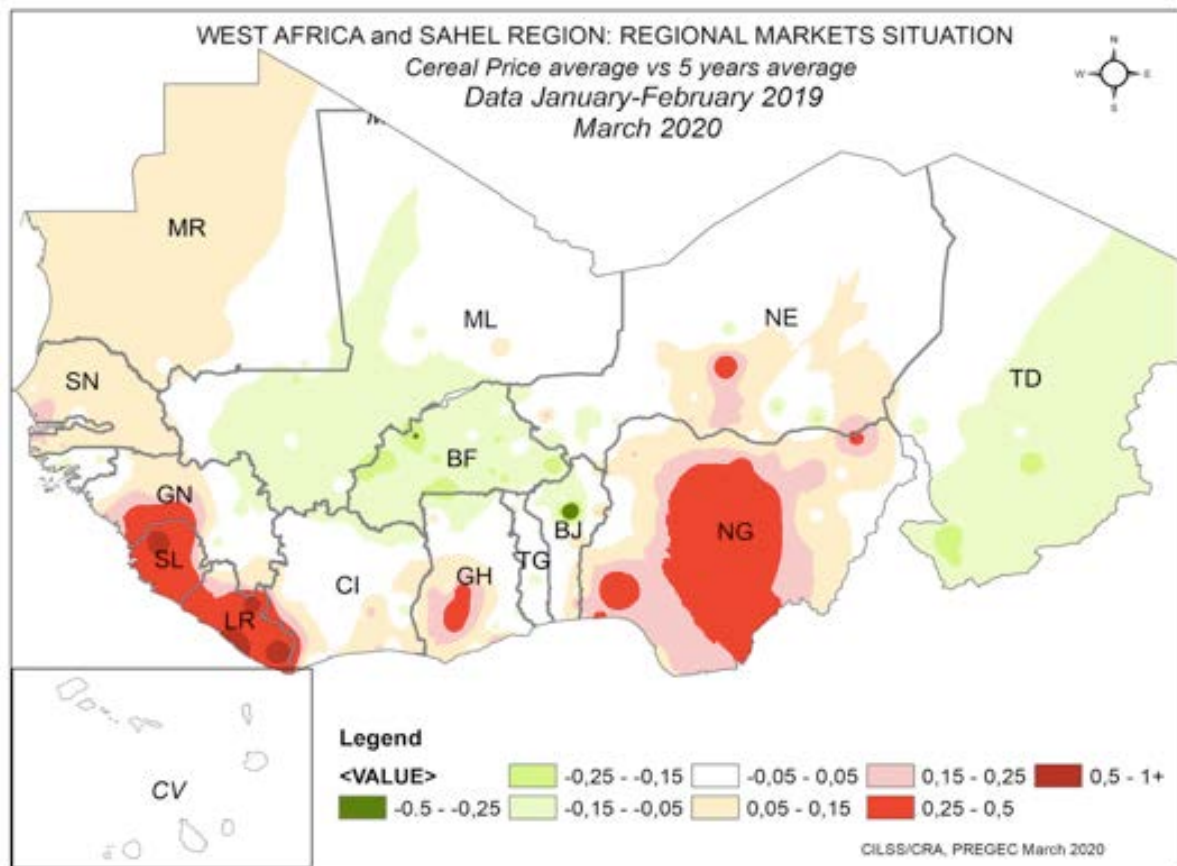
FIGURE 1 : SITUATION DE L'INFLATION DANS LA RÉGION DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Source : tradingeconomics.com

/DES NIVEAUX DES PRIX DES DENRÉES DE BASE GLOBALEMENT STABLE MAIS EN RAPIDE AUGMENTATION

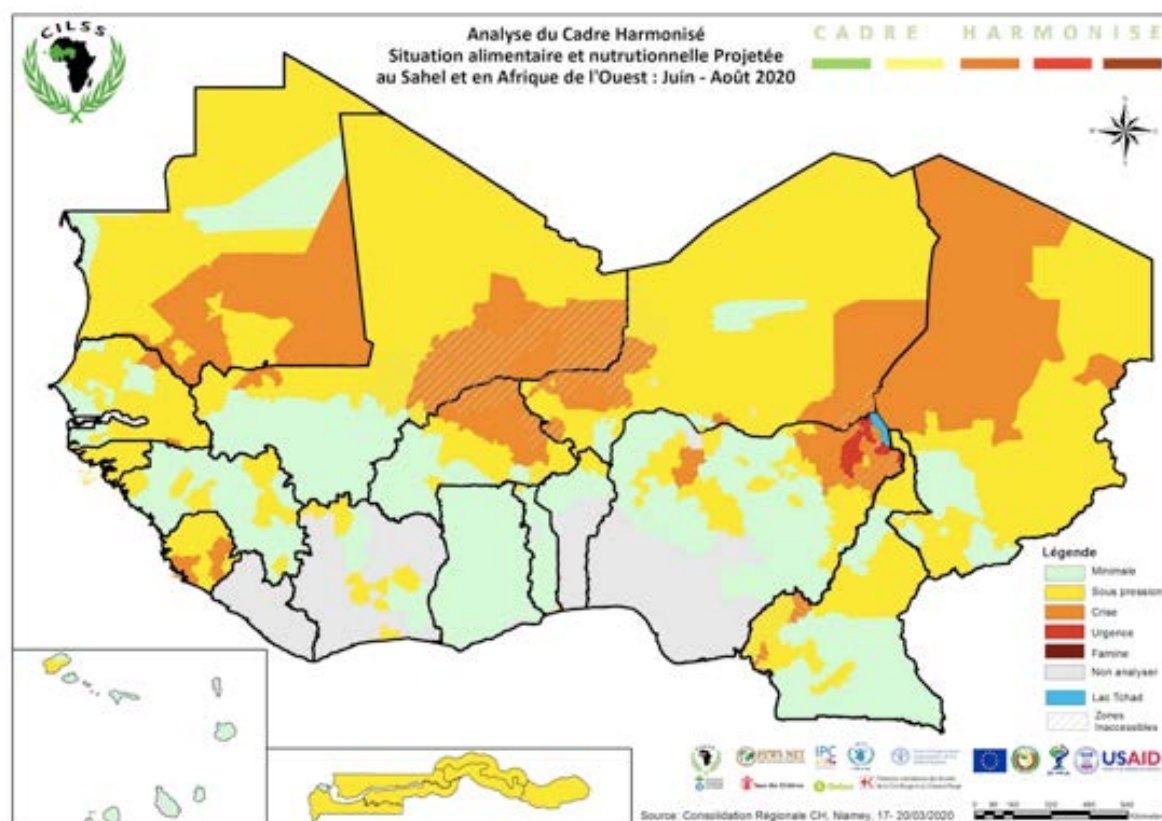
Les prix des denrées de bases demeurent toujours stables avec des variations de -5% à +5% comparativement à leur niveau moyen dans certains pays comme au Burkina Faso, Mali, au Tchad, au Togo, au Niger et au Bénin. Par contre dans les autres pays, les prix des denrées de base sont en nette hausse : il s'agit du Sénégal, de la Guinée et du Nigeria. Toutefois, les hausses plus importantes (supérieures à 25%) sont observées dans plusieurs états du Nord Nigeria, en Guinée, en Sierra Léone et au Libéria. Les zones en situation d'alerte, avec des prix des denrées supérieurs à 50% par rapport à la normale et/ou une baisse de 50% des prix des principaux produits de rente, sont localisées au Nigeria dans les Etats de Bauchi, Gombe, Kaduna, Kano, Katsina et Taraba. Les zones à risque avec des variations haussières de prix entre +25% à +50% sont localisées au Niger dans les départements de Maine Soroa, de Aguié, de Guidan Roundji, de Maradi, de Bouza, de Belbedji et de Tanout), en Guinée dans les préfectures de Dalaba et de Mamouet et au Tchad dans les préfectures de Am jaras, de Wadi hawar, de Fada et de Mourtcha. Les pays comme la Sierra Léone et le Libéria avait des prix de l'importé supérieurs à 25% comparativement à la moyenne dans plusieurs localités avec la crise du COVID-19.



Carte 2 : CILSS, 2020

/ UN NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE RECORD

Les analyses du Cadre Harmonisé avant la pandémie du Covid 19 montraient qu'environ 17 millions de personnes (dont sept millions pour le Nigeria) auraient besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle pendant la soudure, dont plus d'un million en situation d'urgence. Ce qui représente plus du double du nombre d'individus généralement confrontés à cette insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Avec la pandémie du Covid 19 cette situation va encore aggraver et entraîner le basculement de plus de 50 millions de personnes en situation de crise.



CARTE 3 : CARTE PROJETÉE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

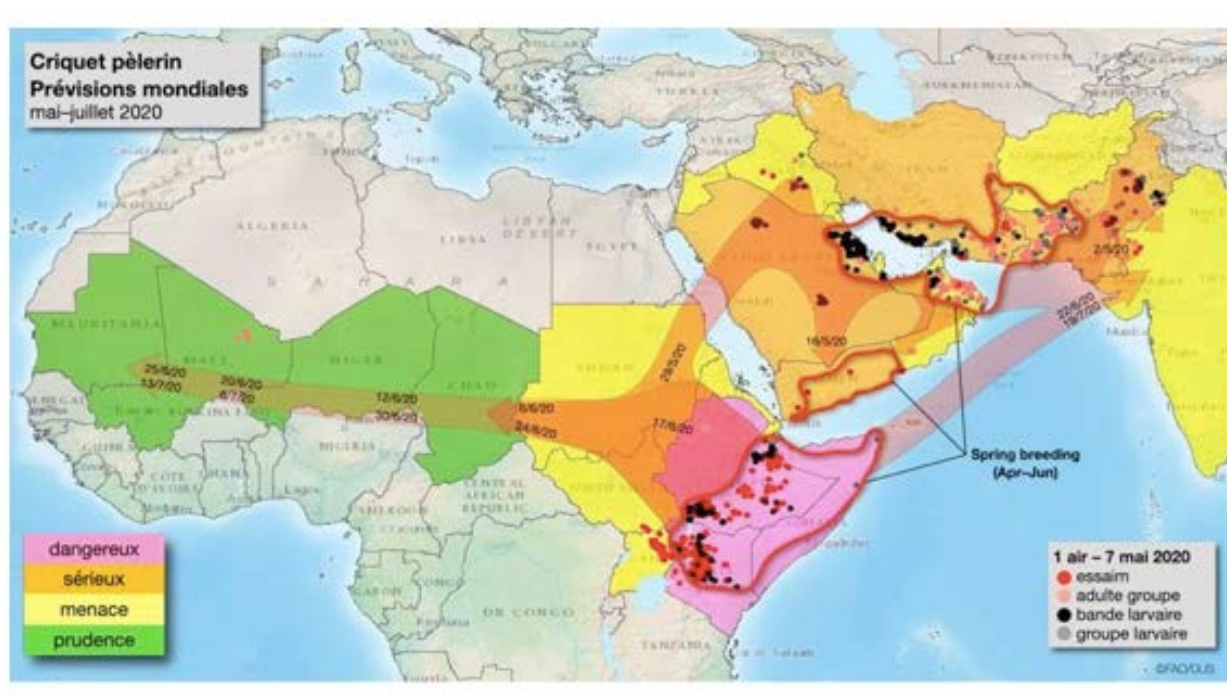
TABLEAU 2 : D'ESTIMATION DES POPULATIONS SELON CINQ CLASSES D'INSÉCURITÉ PRÉVU EN JUIN – JUILLET – AOUT 2020 AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Country	Total Population analyzed	None/minimale	Under-presur	Crisis	Emergency	Catastrophe /Famine	Total Pop in Phase 3 à 5
Togo	5 768 550	5 311 876	453 115	3 560	-	-	3 560
Cabo Verde	481 155	405 622	65 521	10 012	-	-	10 012
Benin	8 154 221	7 344 140	795 504	14 578	-	-	14 578
Ghana	28 552 702	26 726 375	1 804 615	21 712	-	-	21 712
Guinea_Bissau	1 298 279	913 459	317 053	67 767	-	-	67 767
The Gambia	2 455 843	1 763 268	555 988	136 586	-	-	136 586
Cote d'Ivoire	6 181 235	5 111 105	901 732	168 398	-	-	168 398
Guinea	10 259 827	8 573 522	1 419 134	267 170	-	-	267 170
Mauritania	4 173 047	2 764 040	799 826	542 194	66 986	-	609 180
Senegal	16 705 590	12 468 577	3 470 287	757 851	8 874	-	766 725
Chad	14 640 810	10 543 253	3 080 199	882 474	134 884	-	1 017 358
Mali	20 537 000	15 541 372	3 654 887	1 210 866	129 874	-	1 340 741
Sierra Leone	8 260 417	2 912 022	4 043 410	1 231 462	73 523	-	1 304 985
Burkina	21 398 997	14 093 370	5 153 661	2 015 791	136 175	-	2 151 966
Niger	22 140 083	15 109 102	5 018 614	1 950 608	61 758	-	2 012 367
Nigeria	103 042 030	76 709 687	19 245 241	6 543 645	543 458	-	7 087 102
Total SWA	274 049 786	206 290 791	50 778 786	15 824 676	1 155 533	-	16 980 208
Cameroon	25 081 875	16 332 511	6 635 117	1 913 547	212 567	-	2 126 114
Total SWA & CMR	299 131 660	222 623 302	57 413 904	17 738 223	1 368 100	-	19 106 323

Une menace acridienne en perspective avec une arrivée imminente des criquets pèlerins dans la région

Avec l'installation prochaine de la saison des pluies en mai-juin et sur la base des prévisions réalisées par le Service d'Information sur le criquet pèlerin de la FAO (DLIS) en mai 2020, la probabilité du mouvement des essaims du Criquet pèlerin de la Corne de l'Afrique vers le Sahel et l'Afrique de l'Ouest est très élevée. Ce fléau viendrait s'ajouter à celui de la chenille légionnaire d'automne qui sévit déjà dans la région depuis ces 5 dernières années. Les conséquences immédiates pourraient se traduire par des pertes de semis en début de saison avec pour incidence d'éventuelles multiples ré-semis qui pourraient survenir.

Les cultures irriguées tel que le riz pourraient également subir des dommages. Si les essaims arrivent sont mûres et que les conditions sont propices pour la ponte, ces derniers risquent de pondre et la première génération de larves pourrait également occasionner encore plus de dégâts sur les cultures pluviales et sur le pâturage herbacé et arboré. D'autres générations pourraient voir le jour si les mesures prises n'arrivent pas à contenir ces essaims, ce qui pourrait maintenir l'invasion dans la région et au-delà de la présente campagne agricole.



CARTE 4 : D'OCCURRENCE ET DU RISQUE DU CRIQUET PÈLERIN -AVRIL 2020 (CARTE D'OCCURRENCE ET DU RISQUE DU CRIQUET PÈLERIN -AVRIL 2020 (SOURCE FAO/DLIS))

/MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL

Quatre principales sources d'information ont permis d'évaluer qualitativement des impacts de la pandémie à Covid-19 sur la sécurité alimentaire de la région du Sahel et de l'Ouest.

- La première source d'information, ce sont les résultats des deux cycles d'analyses du Cadre Harmonisé qui ont été conduites dans 16 pays de la région. La première analyse a été faite au cours des mois d'octobre et novembre 2019 et la seconde analyse a été faite en février – mars 2020. Au cours de ces analyses, l'ensemble des facteurs déterminants (danger et vulnérabilité) et les facteurs limitant de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et la stabilité) ont été analysés pour l'ensemble des zones dans chaque pays, avant de procéder à la classification de chaque zone selon les 5 cinq classes de l'insécurité alimentaire et estimer les populations en insécurité alimentaire.
- La seconde source concerne le suivi de la situation alimentaire courante des pays à travers les bulletins conjoints de sécurité alimentaire et les bulletins de suivis des marchés

- *Le suivi des impacts des mesures prises par les gouvernements sur le fonctionnement des marchés et les flux transfrontaliers, la situation nutritionnelle, les mouvements des troupeaux, les conditions de vie des ménages et évolution de la situation acridienne à travers des fiches de collecte. Ce suivi est fait dans l'ensemble des pays en collaboration avec les dispositifs nationaux d'information (SI) et les systèmes d'alerte précoce nationaux (SAP), les systèmes des nations unies et les ONG internationales. Pour ce rapport nous avons bénéficié de données de mars et d'avril 2020.*

- *Enfin, nous avons également bénéficié dans la synthèse des discussions de la conférence sur l'impact du COVID-19 sur les flux transfrontaliers et les marchés régionaux, tenue par visioconférence 15 mai 2020 à l'initiative de la présidence de Faso, du CILSS et du PAM.*

/ L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

Depuis l'apparition du premier cas du COVID-19 dans la région en mars, en plus des conséquences sanitaires et des pertes en vies humaines, la lutte contre la maladie a entraîné d'énormes pertes économiques aggravant ainsi la vulnérabilité des populations aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales. En effet, les mesures sanitaires préconisées et mises en œuvre par les États : fermeture des frontières et des marchés, couvre-feu, isolement sanitaire de certaines localités, limitation de la mobilité (confinement total ou partiel de certaines villes), bien que légitimes ont eu des conséquences négatives importantes sur les moyens d'existence populations, en particulier sur l'accès à l'alimentation des couches les plus vulnérables.

/IMPACTS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MÉNAGES

Les différentes mesures adoptées par les gouvernements, bien que bénéfiques pour contenir la pandémie, ont par contre des impacts négatifs significatifs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, plus particulièrement les ménages pauvres et très pauvres. L'apparition de cette pandémie a créé une psychose générale au sein des populations, dont beaucoup d'entre elles sont restées réticentes à maintenir les fréquentations des centres de santé pour éviter la stigmatisation. Ainsi, certains centres de santé ont fonctionné au minima avec une très faible fréquentation des malades. La même tendance a été observée sur les admissions des enfants malnutris dans les centres de récupération nutritionnelle. Les mères des enfants refusaient de fréquenter les centres de soins pour éviter la contamination.

Ce qui a eu pour corolaire une augmentation des enfants sous alimentés mais non identifiés et des changements de protocoles de prise en charge des rares cas de malnutris enregistrés. Il y a lieu de considérer une détérioration plus accrue de la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq dans la région dans ce contexte de la pandémie du Covid-19.

Les mesures de confinement, de fermeture des marchés, de fermeture des frontières terrestres et aériennes, les couvre-feux ont perturbé l'équilibre déjà précaire des capacités d'ajustement des populations pauvres et très pauvres. En estimant que près de 60 % de la population sahélienne et ouest africaine sont dans ces catégories socioéconomiques (pauvres et très pauvres), on peut s'attendre à des mauvaises conditions de consommation alimentaire en quantité et en qualité. En effet cette frange de la population vit au quotidien des petites activités génératrices de revenus pour combler le gap de leurs besoins alimentaires. La prise de ces mesures a par conséquent limité fortement le recours aux stratégies d'adaptation employées par les pauvres pour garantir le minimum d'énergie per capita pour mener une vie active.

Les activités génératrices de revenus quotidiens (petit commerce, vente de la main d'œuvre) sont très perturbées dans la plupart des pays. Sur les 9 pays analysés au cours du mai, les situations sont assez similaires d'un pays à l'autre et présenté comme suit :

- *Au Bénin, 20% des ménages ont un accès limité aux moyens de production. Le reste (80%) conduisent leurs activités dans les conditions habituelles. La situation est homogène sur tout le pays.*
- *Au Burkina Faso, toutes les régions ont rapporté une situation d'urgence avec des possibilités très réduites de conduite des activités génératrices de revenus quotidiens (petit commerce, vente de la main d'œuvre). Cette situation concerne toutes les 12 régions suivies au Burkina Faso. La même tendance est observée pour les activités agricoles dans toutes les régions qui sont en situation d'urgence avec peu ou pas d'accès aux moyens de productions (terres, intrants et main d'œuvre).*
- *En Guinée, la conduite des Activités génératrices de revenus quotidiens (petit commerce, vente de la main d'œuvre) sont limitées à très limitées dans 50% des zones suivies. Cette situation s'explique en partie par le ralentissement et l'arrêt respectivement des flux nationaux et transfrontaliers des produits agricoles comparativement à habituellement du fait de l'état d'urgence toujours en vigueur dans le pays suite au COVID19. L'accès aux moyens de production (intrants et main d'œuvre) est limité ou inaccessible dans environ 30% des zones suivies.*
- *Au Niger : Le suivi des 75 départements et communes du pays révèle que les activités génératrices de revenu et activités agricoles sont conduites respectivement à 81% et 88% des conditions normales. Toutefois environ 2% de ces zones (11 départements et communes de Niamey) ont atteint le seuil d'urgence et 1% (5 départements) ces zones sont en situation d'alerte en ce qui concerne les activités génératrices de revenus. Pour les activités agricoles 2% des départements sont en alerte. Il s'agit de l'accès limité aux intrants et l'absence de la main d'œuvre du fait du non-retour des jeunes partis en exode et bloqués à cause des fermetures des frontières et le confinement de la capitale Niamey.*

- *Au nord Nigeria, les mesures prises dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions négatives sur les activités génératrices de revenus dans les 13 États suivis dans la partie (regroupant 44 zones). 57% des zones ont atteint le seuil d'alerte ce qui explique les mauvaises conditions d'accès aux revenus aux ménages pauvres et très pauvres qui dépendent des marchés pour leur approvisionnement en denrées alimentaires. Aussi les activités agricoles (accès aux intrants et la disponibilité main d'œuvre) sont assez limitées (7%) ou Peu/pas accessibles (27%) des zones. Globalement, les activités génératrices de revenus et l'accès aux intrants et à la main d'œuvre agricole sont très détériorées dans plus d'un tiers des zones suivies dans les 13 Etats du Nord Nigéria.*
- *Au Mali, les mesures prise par le gouvernement ont affecté les AGR dans l'ensemble des 55 zones suivies. Les activités sont très limitées ou à l'arrêt dans 50% à 65% des cas. Cependant les activités agricoles se déroulent normalement dans toutes zones où l'accès aux intrants agricoles et à la main d'œuvre n'ont pas été impactés par les mesures prises dans le cadre de la gestion de la pandémie.*
- *Au Togo environ 30% des ménages n'ont plus accès a leurs activités génératrices de revenus quotidiens (petit commerce, vente de la main d'œuvre), alors que 20% des ménages ont des activités très limitées et 50% des activités limitées. Les activités agricoles sont pratiquement normalement dans plus de 80% des zones suivis. Les accès aux intrants agricoles et à la main d'œuvre et sont limités dans 20% des zones.*
- *Au Tchad : l'analyse des données collectés dans 70 zones fait ressortir que dans 73 % des zones les activités sont limitées (27%), très limitées (23%) et en arrêt (22%). Sur le plan des activités agricoles, la situation reflète des difficultés dans 38 % de zones suivies dont 15% sans accès aux intrants et à la main d'œuvre et 23% ayant un accès limité.*

/IMPACTS SUR LES FLUX TRANSFRONTALIERS DES PRODUITS AGRICOLES, AGROALIMENTAIRES ET PASTORAUX

La distribution des aliments a été globalement freinée au regard de la fermeture des frontières, des marchés et des couvre-feux. Même si officiellement les fermetures de frontière ne concernaient pas des denrées alimentaires, les flux internes se font à travers des transports mixtes. Ce qui permet à plusieurs petits commerçants de pratiquer l'activité dans l'informel et d'assurer un approvisionnement acceptable des villes, de baisser les prix et d'assurer une source de revenu stable pour les populations vulnérables ;

Au niveau des flux transfrontaliers, les données du suivi des flux sur les principaux corridors de la région fait ressortir une importante baisse au niveau des flux des produits agropastoraux et halieutiques au cours des mois de mars et d'avril. La situation du covid-19 a contribué à amplifier la baisse des flux transfrontaliers qui connaissaient déjà une morosité en début d'année 2020 à cause des principaux facteurs listés dans le contexte d'avant le covid-19 ;

Quant aux flux des importations des produits sur le marché internationale (riz, blé maïs, lait, huiles, viandes) l'impact du covid-19 sur ces produits est relativement plus faible à cause du fait que le processus de transfert prend plusieurs mois et les stocks étaient disponibles dans les ports, dans les pays et déjà en mer. Néanmoins, les importations et les exportations à destination ou en provenance de la Chine avaient déjà connu un ralentissement important à partir des mois de janvier et de février 2020. L'impact du COVID19 pourrait également se sentir sur les transactions et les importations des intrants agricoles en particulier sur les acquisitions de pesticides et équipements dans la cadre de la lutte contre l'invasion acridienne.

Les mesures de distanciations sociales et des confinements qui ont suivis dans le monde entier entraineront sans nul doute des retards importants dans les acheminements des marchandises, y compris les intrants agricoles. Donc on peut s'attendre à des réductions des stocks de ces produits plus que d'habitude et à des hausses progressives des prix, jusqu'à la normalisation de la situation si des mesures ne sont pas prises par les pays.

/IMPACT SUR LE PASTORALISME

Sur le plan pastoral, bien avant le début de la crise soudaine du COVID-19, le contexte sécuritaire avait entraîné des perturbations des activités pastorales (marchés à bétail fermés, transhumance interdite, conflits, difficulté d'accès à certains pâturages) dans la bande sahélienne avec comme corollaire une dégradation/érosion des moyens d'existence des éleveurs. Au Sénégal et en Mauritanie, les éleveurs faisaient déjà face aux conséquences des déficits de biomasse enregistrés en 2019.

La fermeture des frontières terrestres, les prises de mesures supplémentaires d'interdiction de la transhumance par certaines Etats et l'exacerbation de l'insécurité dans les principaux bassins de la région (Lac Tchad et Liptako Gourma) ont entraîné le blocage des transhumants et leurs troupeaux. Les éleveurs affectés sont désemparés dans les zones de confinements avec les risques de conflits entre les différents usagers des ressources naturelles du fait de la forte pression sur les ressources pastorales déjà dégradées.

Quelles pourraient être les conséquences de la pandémie sur la Campagne agricole à venir.

Au regard de la mobilisation des ressources pour lutter contre la pandémie du COVID-19 par les Etats, une baisse significative des investissements publiques dans la préparation de la campagne agricole est prévisible dans plusieurs pays. Des conséquences néfastes sont prévisibles sur la campagne agropastorale en cours de démarrage.

/ UNE RÉDUCTION DES SURFACES CULTIVÉES

La réduction des superficies emblavées à cause de la baisse importante des pouvoirs d'achat des ménages ruraux et des mesures sanitaires prises impactent négativement sur le niveau des productions agropastorales et halieutiques. En effet, des méventes ont été relevées sur certaines productions de rente comme le coton, le sésame et la noix de cajou dont les campagnes de commercialisation ont été perturbées par le covid-19 et les mesures sanitaires y afférent. Les retards dans les acheminements et les coûts supplémentaires dus au stockage constituent également un manque à gagner.

En plus des mauvaises conditions alimentaires du fait des impacts des mesures de gestion de la pandémie, des milliers voir des millions de jeunes migrants se trouvent bloqués dans les zones d'exode. Cette immobilisation de la force de travail en milieu rural va avoir des conséquences négatives sur la performance agricole de la campagne 2020/2021. Les travaux champêtres ont démarré dans plusieurs pays en l'absence de cette main-d'œuvre agricole combien importante pour la mise en valeur des terres agricoles et la mobilisation des ressources financières pour combler les gaps des besoins alimentaires des ménages ruraux.

/ UNE BAISSÉ DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Un risque de baisse des rendements malgré la bonne pluviométrie annoncée par les prévisions saisonnières. En effet, la disponibilité et l'accessibilité aux intrants agricoles (semences, fertilisants et produits phytosanitaires) seront négativement affectées par les retards dans les transports du fret dans le cadre du covid-19. Notre région ne dispose pas de stocks consistants. Par conséquent, les prix connaîtront une flambée et le taux d'utilisation d'intrants minéraux par les agriculteurs baisserait forcément si des mesures urgentes ne sont pas prises.

En outre, avec l'installation prochaine de la saison des pluies en mai-juin et sur la base des prévisions réalisées par le Service d'Information sur le criquet pèlerin de la FAO (DLIS) en mai 2020, la probabilité d'un mouvement des essaims du Criquet pèlerin de la Corne de l'Afrique vers le Sahel et l'Afrique de l'Ouest est très élevée. Ce fléau viendrait s'ajouter à celui de la chenille légionnaire d'automne qui sévit déjà dans la région depuis ces 5 dernières années. Les conséquences immédiates pourraient se traduire par des pertes de semis en début de saison avec pour incidence d'éventuelles multiples ré-semis qui pourraient survenir. Les cultures irriguées tel que le riz pourraient également subir des dommages. Si les essaims arrivants sont mûres et que les conditions sont propices pour la ponte, ces derniers risquent de pondre et la première génération de larves pourrait également occasionner encore plus de dégâts sur les cultures pluviales et sur le pâturage herbacé et arboré. D'autres générations pourraient voir le jour si les mesures prises n'arrivent pas à contenir ces essaims, ce qui pourrait maintenir l'invasion dans la région et au-delà de la présente campagne agricole. La production céréalière des pays de la ligne de front (environ 20-30% de production céréalières régionales) serait menacée par cette invasion annoncée des criquets pèlerins.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au regard de la situation difficile que travers la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, un nombre mesures doivent être mise en œuvre pour contribuer à réduire significativement l'impact de la maladie à Covid-19 et du péril acridien en perspectives dans le court terme. Il s'agira de :

Au niveau agropastoral :

- *Soutenir les producteurs avec des intrants, des équipements à travers la facilitation de l'acheminement des intrants agricoles des ports aux marchés nationaux et la mise en place de mesure de détaxer temporairement les importations des intrants et des matériels agricoles.*
- *Aider à trouver des débouchés pour les produits de rente, facilité l'accès et le remboursement des crédits de campagnes.*
- *Mettre en place dans les zones de déficits des mécanismes d'approvisionnement en produits alimentaires (distributions aux pauvres et très pauvres, ventes à prix social etc...)*
- *Mise en place rapide des mécanismes de réponse pour prévenir les infestations du criquet pèlerin à le renforcer la lutte et la surveillance contre les criquets pèlerins et la chenille légionnaire à travers le déclenchement des outils et mécanismes de riposte et la mobilisation des moyens pour renforcer les capacités des Etats et de la région pour lutter contre ces nuisibles.*

Au niveau des flux transfrontaliers :

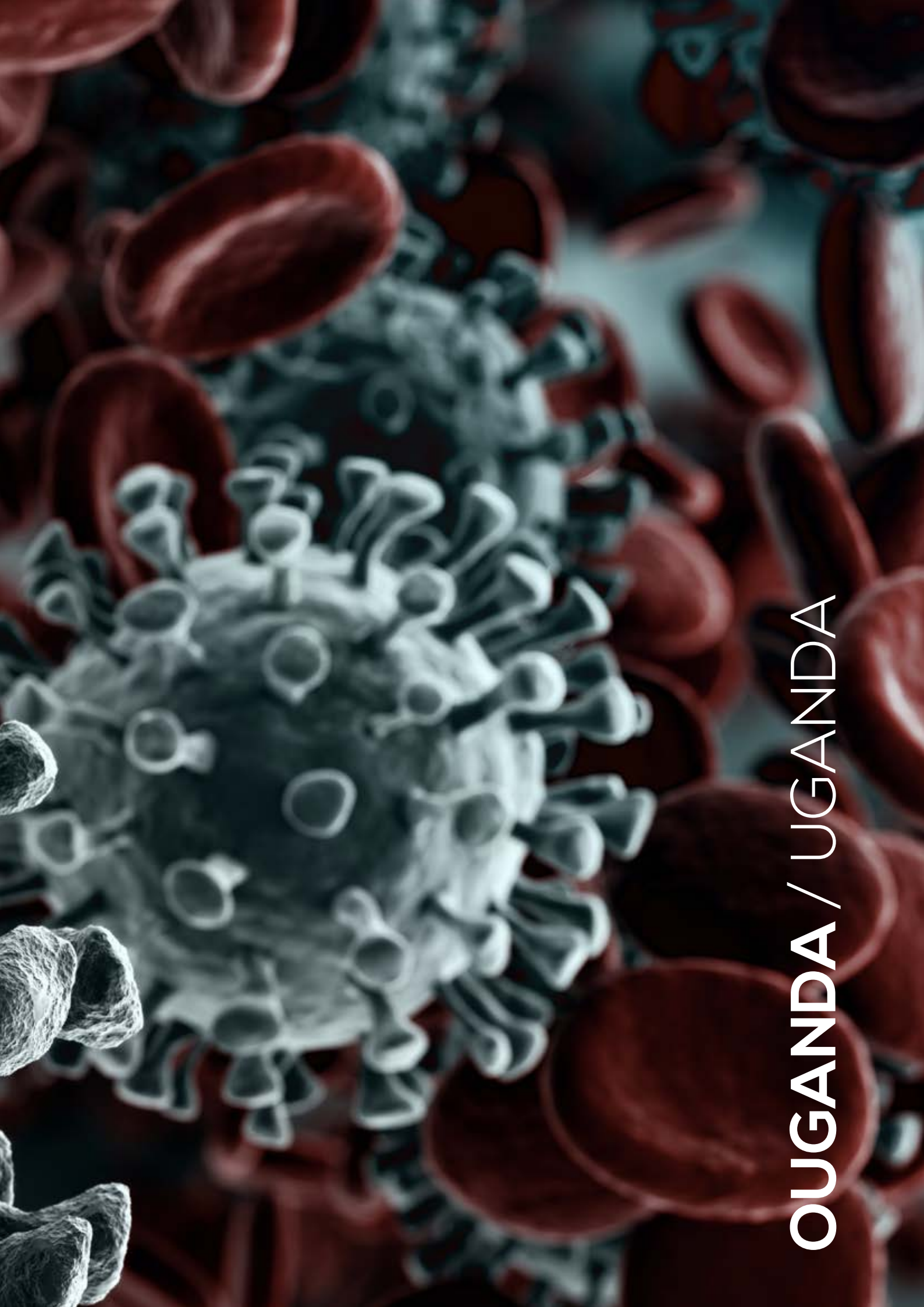
- *Ouvrir rapidement et de manière concertée avec les autres Chefs de la région les frontières pour accélérer l'exportation des produits agricoles particulièrement les produits périssables et l'entrée des produits alimentaires importés.*
- *Appuyer les producteurs et leurs faïtières dans le stockage et la commercialisation des produits de rente qui ont connus des difficultés au cours de la campagne de commercialisation à cause du COVID-19 (noix de cajou, sésame etc...)*

Au niveau de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle :

- *Distributions et ventes aux personnes vulnérables à travers la mise œuvre des plans nationaux de réponse ;*
- *Lever rapidement les mesures de confinement et la réouverture des marchés et des villes en quarantaine.*

RÉFÉRENCES

- Mohamed Abdellaoui et Mohamed Ag Ahmedou, 2015 : 12 principaux groupes armés au Mali, qui sont les vrais maîtres ? <https://www.aa.com.tr/fr/politique/12-principaux-groupes-armés-au-mali-qui-sont-les-vrais-maîtres-encadré/44661>
- CILSS, 2020 : Réunion restreinte RPCA, 2 Avril 2020 Relevés des conclusions
- CILSS, 2020. Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë courante en Mars-Mai 2020 et projetée en juin- aout 2020. Fiche de communication.
- FAO/DLIS, L'observatoire acridien, Criquet pèlerin 2020, Criquet pèlerin - Mise à jour 27 mai 2020, <http://www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html>
- ACLED: The Armed Conflict Location & Event Data Project, Bring Clarity to crisis, www.acleddata.com, consulté 27 mai 2020
- IPC, Integrated Food insecurity Phase Classification, www.ipcinfo.org
- RPCA: <http://www.food-security.net>
- Sidwaya, 2020 : analyse budgétaire du Burkina Faso, Des dépenses de sécurité et de défense en hausse. www.sidwaya.info/blog/2019/09/19/analyse-budgetaire-2010-2019-des-depenses-de-securite-et-de-defense-en-hausse
- Trading économie, 2020 : Consumer Prices Index, annual inflations rates, tradingeconomics.com, consulté 25-mai-2020
- UNDP 2019: Human Development Report, Countries Global reports. <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-report-2019>



UGANDA / UGANDA



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



International Women's Centre for Empowerment se penche sur les questions d'autonomisation des femmes, de gouvernance, d'entrepreneuriat, etc. C'est une organisation non gouvernementale dont le bureau est à Kampala en Ouganda. Elle opère en coordination avec d'autres OSC locaux, des réseaux et des institutions qui utilisent des modèles d'affaires sociaux pour créer un changement dans la société ougandaise en appliquant le sens des affaires dans des programmes conçus pour le développement socio-économique et politique du pays.

The International Women's Center for Empowerment examines issues of women's empowerment, governance, entrepreneurship, etc. It is a non-governmental organization with offices in Kampala, Uganda. It operates in coordination with other local CSOs, networks and institutions that use social business models to create change in Ugandan society by applying business acumen in programs designed for socio-economic and political development. from the country.



Barbara NIMUSIIMA

Directrice de recherche à l'Institut de l'Autonomie des Femmes en Afrique

Mme Nimusiima est spécialiste des TIC/Finance et de l'Égalité des sexes. Elle a travaillé pour l'Organisation des N.U. pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Ouganda sur des programmes transfrontaliers. (Uganda, Rwanda, Burundi, DRC). Actuellement avec l'International Women' Centre for Empowerment (IWCE), elle travaille à l'élaboration de programmes qui améliorent les stratégies sociales sensibles au soutien et à la facilité du développement durable, principalement pour l'accès des femmes aux programmes de marché à la gouvernance et à l'automatisation numérique, etc. Ses programmes visent à améliorer l'accès des pauvres aux ressources, l'éducation, le renforcement des capacités, etc.

Ms. Nimusiima is an ICT / Finance

and Gender Equality specialist. She has worked for the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) in Uganda on cross-border programs. (Uganda, Rwanda, Burundi, DRC). Currently with the International Women's Center for Empowerment (IWCE), she is working on developing programs that enhance social strategies responsive to the support and ease of sustainable development, primarily for women's access to market programs on governance and digital automation, inter alia. Its programs aim to improve access for the poor to resources, education, capacity building, etc.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P253

INTRODUCTION

P255

BATTLING AND INVISIBLE MONSTER AND INDEPENDENT ANALYSIS OF THE FIGHT AGAINST THE COVID-19 PANDEMIC IN UGANDA

P257

/ BACKGROUND

/ OBJECTIVE

/ RATIONALE

/ WOMEN ON THE FRONTLINE

/ IMPACT OF COVID-19 ON THE SOCIAL ORDER OF UGANDA

/ ECONOMY

/ LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

/ SECURITY

/ SOCIAL IMPACT

/ EDUCATION

/ CULTURE

/ INTERNATIONAL COOPERATION

/ GOVERNMENT INTERVENTION

/ IMAGINING A POST PANDEMIC UGANDA

RECOMMENDATIONS

P273

RÉSUMÉ

« LUTTER CONTRE UN MONSTRE INVISIBLE : UNE ANALYSE INDÉPENDANTE DE LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE COVID-19 EN OUGANDA »

La nouvelle maladie coronavirus, apparue en fin de 2019, a atteint tous les pays du monde en juillet 2020, laissant beaucoup de personnes languir dans des pertes de vie et de moyens de subsistance sans précédent. En réponse à la pandémie, le gouvernement ougandais a pris des mesures pour contenir la propagation du virus, en suspendant les mouvements commerciaux de passagers nationaux et internationaux, en fermant les écoles, les clubs de sport, les hôtels, les restaurants, les salons, les lieux de divertissement et de culte, certains marchés et en annonçant un couvre-feu nocturne national. En mai, les cas liés au COVID-19 étaient encore inférieurs à 500 et aucun décès n'avait été enregistré. Le virus a jusqu'ici touché et tourné autour de presque tous les fronts de la société, ne laissant rien comme avant.

L'impact économique de COVID19 a touché tous les niveaux de la production industrielle de haut niveau à l'approvisionnement intermédiaire et au consommateur de bas niveau. Le blocage de quatre mois a causé d'importants déséquilibres commerciaux, certaines entreprises ayant gelé leurs activités, mais les frais généraux se sont maintenus. Parmi les entreprises les plus durement touchées figurent celles du secteur informel, qui emploie 80 % de la main-d'œuvre ougandaise, en plus d'autres secteurs (le tourisme, l'immobilier, les transports...). La dette nationale a également augmenté après que le gouvernement ait contracté de nombreux emprunts pour pallier les lacunes financières.

Sur le plan de la santé, le pays a connu une double tragédie. Alors que le gouvernement cherchait à éradiquer le coronavirus en le faisant passer au premier rang des priorités, et compte tenu du gel des transports publics, d'autres préoccupations prioritaires en matière de santé ont été reléguées au second plan, ce qui a causé une détresse consécutive aux groupes qui ont besoin de services d'urgence (les victimes de troubles mentaux, les femmes enceintes, les personnes handicapées...)

Le gouvernement a déployé des forces de sécurité à travers le pays pour appliquer les directives présidentielles telles que le couvre-feu de nuit. Cependant, certains éléments de la sécurité sont allés trop loin et ont commis des actes extrajudiciaires dans le cadre de leur mandat. Human Rights Watch a accusé les patrouilles de sécurité ougandaises d'avoir utilisé « une force excessive, y compris battre, tirer des coups de feu et détenir arbitrairement des personnes à travers le pays. »

Sur le plan social, d'une part, le confinement a rassemblé les familles, en particulier lorsque les parents se sont impliqués dans les activités d'éducation de leurs enfants. Cependant, diverses formes de violence familiale ont été enregistrées. D'autre part, un laxisme a été relevé en ce qui concerne le soutien à apporter aux sans-abris, aux personnes handicapées et aux plus de 1,4 million de réfugiés en Ouganda.

L'éducation a, elle aussi, été touchée par le COVID-19, ce problème n'étant certainement pas unique à l'Ouganda, au point que des écoles ont envisagé l'éventualité d'une année blanche. Une certaine forme d'enseignement a été dispensée à la radio et à la télévision, mais l'inégalité flagrante et l'accès aux TIC entre les zones urbaines aisées et rurales pauvres en ont fait une option peu pratique.

En ce qui concerne la dimension culturelle, la pandémie a changé l'ordre culturel tel que nous l'avons toujours connu et a créé beaucoup d'incertitude chez les praticiens culturels.

La pandémie a par ailleurs révélé en Ouganda les limites des systèmes analogiques et a montré le caractère incontournable de la technologie à notre époque, comme elle a tiré le signal d'alarme au gouvernement sur la politique budgétaire.

ABSTRACT

“BATTLING AN INVISIBLE MONSTER : An Independent Analysis of the Fight against the Covid-19 Pandemic in Uganda”

The novel coronavirus disease that emerged at the end of 2019 has reached every single country in the world as of July 2020, leaving many languishing in unprecedented loss of lives and livelihood. In response to the pandemic, the government of Uganda took action to contain the spread of the virus—including the suspension of commercial national and international passenger movements, closure of schools, sports clubs, hotels, restaurants, saloons, places of entertainment and worship, some markets and a nationwide nighttime curfew. As of May , the COVID-19 related cases are still under 500 and no fatalities recorded. The virus has so far touched and turned around nearly all fronts of society, leaving nothing the same as we knew it.

The economic impact of COVID19 is multi-level and is affecting all strata of society – from the top level industrial production to the intermediary supply and to the bottom consumer, in diverse ways. The four-month-long lock down has caused significant trade imbalances as some businesses froze and yet overhead costs continued. Some of the most affected businesses include the informal sector, which employs 80% of Uganda’s work force, a major drop in diaspora remittances, tourism (Uganda’s biggest foreign exchange earner), real estate, all forms of transport, among others. The national debt has also shot through the ceiling as the government went on a borrowing spree in a bid to plug the financial gaps occasioned by the coronavirus on key sectors.

In terms of health, the country has experienced a double tragedy, whereby as the government sought to nip the coronavirus in the bud by making it top priority, and given that there was a public transport freeze, other previously key priority health concerns took the back seat. This has caused severe distortion in health care provision and consequential distress to groups that require emergency services such as mental health victims, expectant mothers, people living with disabilities, among others.

The government deployed security forces across the country to enforce the Presidential directives such as the night-long curfew. However, in their zeal to execute their job, some elements in the security have gone over the top and committed acts that are extrajudicial to their mandates. Human Rights Watch accused Ugandan security patrols of using «excessive force, including beating, shooting and arbitrarily detaining people across the country.»

Socially speaking, on the one hand, the lock down brought families together, particularly as parents got involved in their children’s education engagements while on the other hand it brought out the worst in some people as gender-based and other forms of domestic violence have been reported to increase exponentially and most of the time with impunity. Other social impacts include limited or no attention to vulnerable groups like the homeless, people living with disabilities and the over 1.4 million refugees in Uganda.

One of the hardest hit sectors of society by COVID-19 is education and this problem is certainly not unique to Uganda. Schools went into lock with a possibility of having a dead year. Some teaching has gone on radio and television but the gross inequality and access to ICTs between the well-off urban and poor rural communities has made this an impractical option.

In the cultural dimension, the pandemic has affected culture in that it has changed the cultural order as we have always known it and created a great deal of uncertainty for cultural practitioners that find their livelihood in culture.

One of the things the pandemic has exposed in Uganda is the limitations of analogue systems and shown why technology is indispensable in this day and age.

The COVID-19 pandemic has been an eye-opener for the Ugandan government about its fiscal policy.

INTRODUCTION

Ce document évalue l'impact de la pandémie du COVID-19 dans les domaines clés de l'économie ougandaise et juge les mesures prises par le gouvernement pour stabiliser l'économie dans son ensemble.

Lors de son troisième plan national de développement, l'Ouganda a fait face au COVID19, dont le corollaire a nécessité des mesures préventives dans le domaine de la santé tout en tenant compte de l'impact socio-économique de la pandémie. La prise en compte de l'insuffisance des recettes fiscales a contraint le gouvernement à envisager un nouveau modèle économique basé sur le concours de la population afin de ressusciter de manière efficiente les entreprises informelles.

Suite à la pandémie, l'Ouganda se doit de prioriser les approvisionnements alimentaires sur les marchés de faible exportation (1,7%). Cependant, Les préoccupations du gouvernement concernant la qualité des aliments a mis en évidence l'importance de la sécurité sanitaire et de l'alimentation ; au niveau politique, la mise en place d'une infrastructure conforme des stockages d'aliments et d'autres installations après récolte, revêt une grande importance dans cet effort. L'ampleur de l'impact du Covid 19 a aussi touché les chaînes de valeur agricoles. Les producteurs laitiers ont été confrontés à une forte volatilité des prix en raison de l'arrêt temporaire des transformateurs laitiers.

Au niveau monétaire et fiscal, la Banque centrale ougandaise a offert une enveloppe de 200 millions de dollars américains pour stabiliser la monnaie, bien que cela n'ait pas pu freiner la baisse continue du shilling.

En parallèle à cette initiative, une série de réformes monétaires ont été proposées, telles que l'augmentation de la liquidité, la stabilisation des taux de change face à la volatilité financière mondiale et la réduction du taux de la banque centrale (CBR) de 1 ou 2% (entre 7% et 8%). Étant donné que la majorité de la société agraire ougandaise ménage avec de petits plans d'épargne et de micro finance, il est important de différencier les recettes fiscales de manière sélective pour protéger les entreprises vulnérables et garantir la liquidité du Trésor. Un impact pandémie plus prononcé sur les femmes est envisagé car les femmes ont 6 fois moins d'épargne que les hommes, et près de 60% des femmes ne peuvent pas lever de fonds d'urgence, contre 50% d'hommes.

Les femmes continuent de s'appuyer sur les réseaux sociaux qui sont fortement compromis en cette période de pandémie.

Les tendances commerciales en Ouganda indiquent que la plupart des petites et moyennes entreprises (PME) échouent au cours de leur première année. Dans des conditions très défavorables comme lors du COVID-19, le taux d'échec de ces PME devrait être élevé car déjà, neuf entreprises sur dix ont signalé une augmentation des charges d'exploitation en raison des mesures restrictives instituées par le gouvernement pour freiner la propagation de la maladie.

Enfin, l'Ouganda a également créé des centres de dépistage rapide, et a renforcé la capacité des établissements de santé les plus proches des cas infectés.



INTRODUCTION

This paper summarizes insights on key areas that relate to the COVID-19 pandemic's impact on Uganda, and how best the government can intervene to stabilize the overall economy. Uganda registered its first COVID-19 patient at the end of the formulation of its third National Development Plan. The subsequent preventive health care interventions implied a revision to the plan to account for the socio-economic impact of the pandemic.

The extent to which the impact has hit this population is difficult to quantify, partly because the informal sector accounting for over 50% of the businesses is not well captured in accounting systems of finance such as tax revenues. However, key economic model projections based on the behavior of these populations have informed the government on how best to resuscitate informal (and formal) businesses.

The pandemic has challenged Uganda to prioritize sustainable supply of low (1.7%) export market stable foods for its population. Concerns on the quality of these stable foods has also drawn in closely the importance of food safety, and therefore food standards for the food Ugandans want to eat. At policy level, the urgent need to install food storage and other post-harvest facilities has become important in this effort.

The extent of the pandemic impact also apparently depends on the agricultural value chains. Already, dairy farmers have faced heavy price volatility as dairy processors temporarily shut down.

In regards to monetary and fiscal policy, the Central bank of Uganda has provided a USD \$200 million intervention in an attempt to stabilise the currency, though it might not be sufficient to prevent the continuing decline of the Ugandan shilling. Further to this intervention, A number of monetary policy reforms have been proposed such as buying back some of the bonds to increase liquidity, stabilization of exchange rates from global financial volatility, and scaling down the Central Bank Rate (CBR) by 1 or 2 percentage point (to between 7% and 8%).

Since the majority of the agrarian Ugandan society saves with small saving schemes and microfinance, selectively differing tax revenue to protect vulnerable businesses as well as ensuring treasury liquidity is important. A more pronounced pandemic impact on women is envisaged because women have 6 times less savings than men, and close to 60% of the women cannot raise emergency funds, compared to 50% men. Women continue to rely on social networks which are heavily compromised in a pandemic.

Business trends in Uganda indicate that most of small and medium enterprises (SMEs) fail within the first year. Under very unfavorable conditions like during COVID-19, the failure rate of these SME's is expected to be high as already, nine out of ten businesses have reported an increase in operating expenses due to the restrictive preventive measures instituted by government to curb the spread of the disease.

Lastly, Uganda, has also had to rethink its response to pandemics around its border posts by either establishing quick testing centers or and boosting capacity of nearest health facilities to handle the pandemic patients.

BATTLING AN INVISIBLE MONSTER

AN INDEPENDENT ANALYSIS

OF THE FIGHT AGAINST THE COVID-19 PANDEMIC IN UGANDA

A/ BACKGROUND

When news about COVID-19, then called Coronavirus, broke out from the industrial city of Wuhan in China, it never occurred to the rest of the world that this was the beginning of something that would change the world order as we have known it in all facets. The novel coronavirus disease that emerged at the end of 2019 began threatening the health and lives of millions of people after a few weeks. The disease is highly contagious with the possibility of causing severe respiratory complications. The pandemic has reached every single country on the continent as of June 2020. The devastation that COVID-19 has wreaked upon developed countries is a topic that has etched a permanent headline on all major global news channels, publishing the daily death toll from the world's most affluent cities, in their hundreds and sometimes thousands. At the time, Uganda's infections had reached just under 500 with no fatalities registered.

In response to the pandemic, the government of Uganda took action to contain the spread of the virus including the suspension of commercial national and international passenger movements, closure of schools, sports clubs, hotels, restaurants, saloons, places of entertainment and worship, some markets and a nationwide nighttime curfew. This kind of national shutdown is unprecedented in the history of Uganda. The lockdown is affecting people in different ways, particularly owing to the inequality that our society experiences.

For those people that are well resourced, besides the inconvenience of restricted movements, life goes on in the comfort of their homes. For those with limited means, who by far constitute the majority, life has taken a turn to completely unfamiliar territory. Either way, the coronavirus pandemic is bringing out a new aspects of society and new experiences that no one had ever dreamed of. It is manifesting different dimensions of humanity; from social evils that are usually disguised under normal circumstances now brought out to bear, to acts of kindness and opportunities for altruism and philanthropy.

Overall, the pandemic has completely created a new Uganda that in many respects will retain the new way of life for some time to come or, in some cases, for good.

B/ OBJECTIVES

This independent analysis seeks to underscore the following:

- *To analyse the impact of COVID-19 on the social order of Uganda*
- *How the pandemic has affected women's rights and welfare*
- *To assess the handling of the COVID-19 situation by the government of Uganda*
- *To comparatively analyse the management of the pandemic with other countries*
- *To focus of some specific emerging issues from the pandemic and how they will affect the country in the medium and long term.*

C/ RATIONALE

When the COVID-19 virus broke out in China, one of the immediate preventive measures put in place by the authorities was to lockdown Wuhan City, then the epicenter of the virus. Whereas it may have looked like quite extreme, when the virus eventually spread to other parts of the world, all governments had few options but borrow lessons from the Chinese playbook – lockdown. When the first virus victims were reported in Uganda, the president of Uganda predictably made the announcement to lockdown the country with immediate effect. The freezing of human movement would have an unimaginable impact on the people in ways that none had witnessed, not in this generation. It has shaken the foundations of nearly all facets of life, affecting people mostly in a negative way. One thing that is significantly recognizable is the fact that the President worked in tandem with other players, at the forefront of which are women.

D/ WOMEN ON THE FRONTLINE

It is noteworthy that leadership has played an instrumental role in the fight against COVID-19 across the globe. Many leaders have either demonstrated their ability to lead during a crisis of epic scale or simply brought their ineptitude to the fore. Elements of male chauvinism have variously been reported in global media among some leaders during the pandemic. But the most conspicuous bit is the role that women leaders have displayed in dealing with the virus, both locally and worldwide. The results of this are there for all to see. In Uganda, women have become the faces of the fight against the virus.

The Minister of Health, the indefatigable Dr. Jane Ruth Aceng, has put up a formidable fight and made Uganda one of the world's success stories. The quietly effective pediatrician has played the role of 'Commander-in-Chief' of the national taskforce and received an extravagance of praises from all quarters. She is not alone in this enterprise; she has been working like hand-in-glove with the Permanent Secretary in the same Ministry, Dr. Diana Atwine. Then there is the State House Anti-Corruption Unit head, Col. Ruth Nakalema who has been instrumental in tracking errant security officers assigned to COVID-19 activities and safeguarding COVID-19 funds. She has brought to book top government officials for misappropriation of COVID-19 funds. This pandemic has been a coming of age of women leaders in Uganda. These examples speak volumes and are indeed liberating in as far as appraising the role of women leadership in times of crisis and symbolic of the role they could play in future crises.

E/ IMPACT OF COVID-19 ON THE SOCIAL ORDER OF UGANDA

Following the declaration by the World Health Organisation (WHO) of COVID-19 as a global pandemic, the world body released the following statement : "We are facing a global health crisis unlike any in the 75-year history of the United Nations — one that is killing people, spreading human suffering, and upending people's lives. But this is much more than a health crisis. It is a human, economic and social crisis. The coronavirus disease is attacking societies at their core." The WHO was not far from the truth, as Uganda is witness to the accuracy of this prediction. The virus has so far touched and turned around nearly all fronts of society, leaving nothing the same as we knew it. This is a defining moment for the social order of Uganda in particular and the world in general. Following is a glimpse of the way the COVID-19 impact is observable on different issues.

/ ECONOMY

The economic impact of COVID-19 is multi-level and is affecting all strata of society from the top level industrial production to the intermediary supply and to the bottom consumer, in diverse ways, as we shall see in this section. Whereas the coronavirus is at the centre of it all, in reality, the knock-on effect of the pandemic is having by far more impact on Ugandans than the virus itself. I have analysed the impact of COVID-19 on the Ugandan society according to the following :

- **MACROECONOMIC LEVEL**

The pandemic is likely to have a significant economic toll on Uganda. For each month that the COVID 19 crisis persists, the simulations using IFPRI's Social Accounting Matrix (SAM) multiplier model for Uganda suggest national GDP could fall by between 0.7% and 0.8%. Household incomes are likely to fall, particularly among the poor. Given the current situation, the projection for economic growth in FY2019-20 has been revised downwards by the Ministry of Finance, Planning and Economic Development of Uganda from 6.0 percent to between 5.2 and 5.7 percent, depending on the severity of the COVID-19 impact on the country. Currently, about 42% of all the tax collected in Uganda is from international trade. This tax is mainly in the form of VAT and import duty on imports, and excise duty on the importation of petroleum products. A slowdown in international trade as a result of the coronavirus is likely to have a massive negative impact to tax collections this year.

- **TRADE**

At the mid-level, where most of Uganda's working class falls, things may never again be business-as-usual. With over two months in lockdown, there has been no productivity going on and yet the overhead costs remain.

During his late April 2020 address to the nation, President Museveni directed that banks and landlords consider rescheduling loans and rent arrears for business properties rather than unfairly demand that people follow the old schedule. He made it clear that the idea was not about forfeiting the money but rather come up with more flexible payment terms. Even under this arrangement, it is going to take a while for the business community to return to what things were before the pandemic for obvious reasons, key of which is the fact that purchasing power will be at its lowest as prospective clients will also be emerging from the same conditions. Some businesses are now behind on both bank loans and rent, all of which are paid on a monthly basis. This double tragedy may easily lead some businesses to bankruptcy and even foreclosure.

Imports will also be affected by travel restrictions and a reduction in demand within the local economy. The majority of Uganda's imports come from Asia, particularly China, as mentioned above. Overall, imports are expected to decline by 44% in the final four months of this financial year, according the Finance Ministry. However, this provides an opportunity for the country to produce some imports locally.

The government, which had a decline in local manufacturing, has now geared up to increase local capacity by setting up facilities, especially in the health sector. Some of these facilities are making masks, sanitizers and the pharmaceutical scaling of hydro chloroquine production. For some time, now the government has been promoting the Buy Uganda Build Uganda (BUBU) strategy in a bid to prop up local production and markets and, surely, there is no better time for it to realize this dream than now.

• THE INFORMAL SECTOR

Then there is the category of the informal sector, which is usually referred to as the part of any economy that is neither taxed nor monitored by any form of government. This is the sector where financial security depends on highly personalized efforts – especially in the gig economy – which along with the rest of the informal sector employs 80% of the Ugandan workforce, and contributes 50% to the country's gross domestic product (GDP). This group, I believe, is the one that has been hit the hardest by a severe economic meltdown resulting from stringent lockdown measures. They have lost jobs and their businesses have been padlocked.

The President ordered that all commercial arcades across the country be shut down, including markets that don't deal in essential commodities such as food. The informal sector is also by far the largest employer of women in Uganda, from market vendors to the burgeoning beauty industry for hair dressing and cosmetology, women have taken a foothold in this sector. These businesses cut across the country, from big towns to the small rural outposts, all laden with female labour force.

• DIASPORA REMITTANCES

According to Bank of Uganda figures, the global Ugandan diaspora contributed \$1.4 billion (*about 4 trillion shillings*) to the country's economy in 2017, almost the same as revenues from tourism, with Ugandans in North America sending home more than \$100m in remittances. The advantage of these payments is that they usually flow directly into the hands of households, which increases household income and reduces the likelihood of households falling into poverty. This monetary support has positive effects on both education and health outcomes and it has been shown to support human capital development, particularly in children. Many governments including Uganda now recognise the crucial contribution of migrant workers. Uganda is among the top five recipient African countries of money from people living abroad. Diaspora remittances are also a key source of foreign exchange for Uganda. The uncertainty of the future of the Ugandan diaspora means Ugandan households stand to regress in their quality of life.

• TOURISM

Tourism has been (*and will continue to be*) severely affected by a sharp drop in tourists coming to Uganda following extensive travel restrictions in the USA, Europe and Asia. As of now, tourism is the leading source of foreign exchange in Uganda. It constitutes 7.7 percent of the country's GDP and employs close to seven hundred thousand people. It should be noted that a good number of these work opportunities, particularly in the hospitality business are occupied by women. Tourism earnings are expected to decline significantly in the last four months of the financial year. Following a drop in incomes of travelers, the tourism industry may take time to pick up again for months after lockdowns around the world.

Lower tourist spending is not only affecting hotels, restaurants, taxi enterprises, tourist guides and jobs, but also food processing and agriculture. Lower public revenues from the Uganda Revenue Authority (URA) are likely to affect the government budget. Lower remittances income will likely reduce household consumption of consumer goods and hit sectors producing intermediate goods.

It is estimated that the absence of tourists alone may cause monthly losses of around UGX 26.3 billion per month (about \$7m. Thus, the loss in tourism revenues accounts for about two thirds of the total estimated impact. The low activity in industry and services sectors has resulted into loss of jobs further leading to a decline in economic growth and an increase in the level of poverty.

The number of people that could be pushed into poverty is estimated at approximately seven hundred and eighty thousand . This paints a very bleak future of the economic future of Uganda once these pillars are weakened almost simultaneously.

- **REAL ESTATE**

With curtailed movement across the country and the citizenry in survival mode, the most obvious sector that is sure to count losses is the real estate industry. It is evident that the immediate impact has been a severe drop in real estate transactions such as purchase of new homes, land, and new tenants moving into new business locations. The situation becomes worse because it affects the income streams and return on investments. Developers say one of the biggest markets are young men and women who left the country to go and work abroad in places like UAE, Saudi Arabia, Qatar, etc., not to mention the sizeable Ugandan diaspora in North America and Europe. According to PWC, the country is estimated to have a workforce of over 165,000 people in the Middle East alone, remitting up to Shs2.4 trillion (approx. \$700 million). Most of them send money to buy land, build houses and invest in rental housing. However, due to the pandemic that has hit these economies, some of them have lost their jobs while those that are still holding on to theirs face an uncertain future, hence the effect on the local real estate business.

- **TRANSPORT**

The transport sector probably employs the largest number of youths in Uganda. This includes the commuter taxi business that employs a driver and a conductor in a single passenger service vehicle, the bus transport business that has grown in leaps and bounds, not to mention the forward and backward linkages related to the business, employing extra people that do various businesses within the various taxi and bus parks, from loading luggage to selling food stuff and other commodities to departing or arriving passengers.

These taxi and bus parks are located in virtually all districts across the country. Then there is the massive boda boda (passenger motorbike) transport business. Data from the Kampala Capital City Authority (KCCA) shows 120,000 registered motorcycles in the city alone, not inclusive of the unregistered riders, who are in their thousands. The countrywide grounding of public transport has put all these young people out of work and cast them into a precarious situation, even after the lockdown. It should be noted that women have benefited least in this sector as it is entirely dominated by men, with just a handful of women that are trying to break through the gender barriers.

• NATIONAL DEBT BURDEN

The International Monetary Fund (IMF) in May 2020 approved US\$491.5 million (about Shs1.9 trillion), under the Rapid Credit Facility, to help Uganda address the economic impact of the COVID-19 pandemic. This money was borrowed on the premise that, “The external and fiscal accounts are expected to deteriorate, creating substantial urgent external and fiscal financing needs,” according to the Finance Ministry. Accordingly, the emergency financial support under the Rapid Credit Facility, along with the additional donor financing it is expected to help catalyze, will help address Uganda’s urgent balance of payments and budget support needs. Justifying the loan application, Finance Minister Matia Kasaija recently told Parliament that the industry and services sector are being affected by the disease. The Finance Ministry estimates that about 780,000 people would be pushed into poverty in the short run while as many as 2,600,000 risked the same fate in the long run, due to the coronavirus pandemic.

Uganda’s total public debt amounted to \$12.55b as at end June 2019. External debt accounted for \$8.35b (66.5 per cent) and domestic \$4.2b (33.5 per cent) respectively. The national debt burden of a poor country like Uganda to this extent does not inspire confidence in our fiscal future. For those of us following the economic development of Uganda, it is well known that in recent years the country has been borrowing hundreds of millions of dollars to finance large infrastructure projects, such as roads and power dams. Most of the money is from the usual sources: the World Bank, IMF, Exim Bank of China and, more recently, local commercial banks that charge quite a premium on interest rates. It is also well known that a lot of this borrowing was pegged on Uganda’s oil prospects following exploration in Western Uganda.

But with things dragging on at a snail’s pace and oil production dates incessantly pushed outward, not to mention the falling price of oil on the global market, the debt situation of Uganda is not looking good by all accounts. All this is punctuated by a poor culture of absorption of funds, poor mobilization of counter-funding, poor transparency and accountability mechanisms, among others. This begs questions such as: could the COVID19 pandemic be just another stratagem by state managers to pilfer national funds and sink the country further deep into the sea of debt? We wait to see.

/ LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

It has been said that Uganda’s health care system is used to operating in ‘emergency mode,’ having experience with Ebola and cholera. The country does not have a world class healthcare system to talk of, although, to its credit, the government has tried to invest quite a sum, of course with much support from development partners, in development of the healthcare system and spreading to the grassroots level with facilities. Whether these systems work with the desired efficiency is a matter of debate.

The advent of the COVID-19 pandemic is clearly a litmus test for these systems, should the virus spread to the grassroots. However, it must be acknowledged that, thus far, the government has proved its readiness to combat the virus, if the actions that it has taken are anything to go by. On top of the preparedness that government has put in place in terms of medical equipment, personnel, organization and funding, an aggressive seven-point health messaging campaign has focused on social distancing, the wearing of face masks, handwashing with soap, using sanitisers and avoiding touching eyes, nose and the mouth.

As at the time of compiling this analysis, the results of this concerted effort are there for all to see. Currently, Uganda is outshining its East African neighbors, having maintained a significantly lower burden of COVID-19 despite a higher per capita testing. Thus far, of the estimated 40,000 tests that have been detected only 160 cases of COVID-19 and over 50% have recovered from supportive treatment in Uganda. Compared to the reports from the developed world; USA, Britain, Italy, Spain, etc., this is quite flattering for Uganda and would easily make the country appear like a health superpower.

Writing in the local newsprint *The New Vision* of March 15th 2020, Dr. Ekwaro Obuku, a member of the Uganda Medical Association opined that, "The key success factors in Uganda's fight against COVID-19 have been unassuming yet focused leadership from the top, community mobilization and cooperation, substantial monetary investment, trusting professionals in science and above all raising awareness about the pandemic. In all this, the heroic proletariat of professionals in medical care: nurses, doctors and midwives; the media and the armed forces have been leading at the frontline."

Below, we look at some of the public health issues that are taking the hit from the lack of attention from government health care provision.

- **MENTAL HEALTH**

No health problem has received the kind of attention that the coronavirus pandemic has, not even the peak of the HIV and Ebola in previous years. The bombardment of the public by the government with around-the-clock warnings through mainstream media and virtual platforms, and enforcing any breach of these measures through force using the powerful security apparatus, has elicited unprecedented fear among the public. When this is punctuated by confinement at home of people who have lived all their lives actively interacting with their work or school peers, one cannot simply expect the status quo to continue. In public mental health terms, the main psychological impact to date is elevated rates of stress or anxiety. This is one of the contributors of domestic violence, as I will expound further in another paragraph below. As stringent measures are introduced especially curtailment of human mobility and its effects on many people's usual activities, routines or livelihoods levels of loneliness, depression, harmful alcohol and drug use, and self-harm or, in some extreme cases, suicidal behaviour are also expected to rise.

For those who were already suffering mental health issues before the pandemic, access to the only mental health referral in Uganda (Butabika Hospital) is problematic. The stress of securing travel clearance from the local authorities is too much for some people to bear in the event of required emergency attention. The financial strain occasioned by the lockdown does not make matters any better; it requires private transport arrangements to move a mental patient to the hospital, a thing that may be really costly, depending on the distance from Butabika Hospital.

According to the WHO, many people around the world are likely to suffer from physical and mental problems for several years after the COVID-19 epidemic has subsided. That is the grim message from doctors and psychologists who warn that even after lockdown measures has been lifted, thousands of individuals will still be suffering. Some of these problems will be due directly to the impact that the virus has had on those it has infected.

In addition, there will be a considerable impact on vulnerable people affected by the lockdown and isolation. As a result, there is a danger our society could become more anxious and risk-averse, say scientists who have called for a range of research programmes to be launched to understand the issues and to allow society to prepare itself for the physiological and psychological problems that lie ahead.

- **PEOPLE LIVING WITH DISABILITIES**

Even at the best of times, persons with disabilities (PWDs) face challenges in accessing healthcare services, due to lack of availability, accessibility, affordability, as well as stigma and discrimination. The risks of infection from COVID-19 for persons with disabilities are compounded by other issues, that warrant specific action: Disruption of services and support, pre-existing health conditions in some cases which leave them more at risk of developing serious illness or dying, being excluded from health information and mainstream health provision, living in a world where accessibility is often limited and where barriers to goods and services are a challenge, and being disproportionately more likely to live in institutional settings. Thus far, no COVID-19 infections in Uganda involve a PWD and we can only hope that it stays that way.

In March 2020, a story illustrating this scenario was run on the 9 o'clock news of NTV, a leading local media house, of a disabled woman and narrated her ordeal of having to walk several kilometres over a space of two days to access medical care suited to her condition. Her attempt to use a boda boda ride was prevented by security officers under the pretext that they were simply enforcing the rules, to which people in her condition are no exception. This lady's story is likely one of countless cases that are suffering silently without anyone to tell their story.

General individual self-care and other preventive measures against the COVID-19 outbreak can entail challenges for persons with disabilities. For instance, some persons with disabilities may have difficulties in implementing measures to keep the virus at bay, including personal hygiene and recommended frequent cleaning of surfaces and homes. Cleaning homes and washing hands frequently can be challenging, due to physical impairments, environmental barriers, or interrupted services. Others may not be able to practice social distancing or cannot isolate themselves as thoroughly as other people, because they require regular help and support from other people for every day self-care tasks. This is a reality affecting PWDs across many jurisdictions.

To ensure that persons with disabilities are able to access to information on COVID-19, it must be made available in accessible formats. As things stand, nearly all information about the pandemic is in the form of audio, audiovisual and print. There is no known effort undertaken by the Ministry of Health to, for instance, to cater for the blind and deaf. There has been some efforts to include sign language during President Museveni's addresses to the nation about COVID-19 and the regular press briefings by the Media Centre, much to their credit.

• **PREGNANT MOTHERS**

Pregnant mothers in the northern district of Nebbi District are giving birth from homes due to lack of transport to health centres during the lockdown, putting their lives and those of newborn babies at risk. While no fatalities have been recorded, the district leaders say nearly 38 mothers have delivered without complications from home with the help of experienced mothers. Others are seeking the services of traditional birth attendants. In a news report that appeared in the Monitor of 21st May 2020, “Many of our pregnant mothers in the communities have gone back to traditional birth attendants for fear of being arrested if they are seen being transported to hospitals on boda bodas,” the leaders say.

/ SECURITY

President Museveni’s penchant for deploying security forces in diverse situations, including those not related to security matters, is well documented. The COVID-19 pandemic presented a perfect opportunity to put the security apparatus to work. These forces include the Uganda Police Service, the Uganda People’s Defence Forces (UPDF), the Military Police and the more recently formed Local Defence Units (LDUs). Security forces have become the face of the COVID-19 ‘war’ in Uganda. They have been engaged in food distribution provided by government but, most significantly, they have been deployed to enforce the lockdown and curfew. Have they done a great job in their work? That is debatable.

Firstly, it goes without saying that the incidences of insecurity and crime have significantly dropped during the COVID-19 lockdown and curfew. Seeing that most crime is perpetuated at night, usually with the aid of boda boda motorcycles, the curfew has curtailed the movements of people with criminal intent.

However, in their zeal to execute their job, some elements in the security have gone over the top and committed acts that are extrajudicial to their mandates. There is no shortage of examples to illustrate this point. At the start of the lockdown, the media was awash with stories of brutal force meted out upon citizens that were found in breach of the curfew that starts at 7pm and ends at 6:30am. Those that were found still loitering the streets, in their business premises or still making haste to return home were subjected to corporal punishment. Others, especially women returning from markets with luggage on their heads or babies on their backs sustained injuries in the process of running for their dear lives while being pursued by security personnel on the streets. This later changed as the President reined in errant officers and ordered them to be more civil in their work or face heavy disciplinary action.

During that period, a local court in April charged ten police officers with aggravated torture for allegedly forcing dozens of women to rub mud on their genitals as punishment for breaking a coronavirus curfew. The incident took place on April 2 in the northern town of Elegu, on the border with South Sudan, the day after a nighttime curfew took effect. The Uganda Police spokesman, Fred Enanga announced a joint investigation with the army into the « alleged aggravated torture of thirty one women and seven men.

According to Mr. Enanga, the patrollers kicked doors open and dragged the occupants out, some of them falling in the muddy surfaces. Victims reported the incident to their landlady, Beatrice Auma, who took photos of their injuries. The images went viral. The injuries included wounds on the women's thighs and buttocks, apparently from caning -- a known practice of the Ugandan security forces.

On April 2, Human Rights Watch accused Ugandan security patrols of using «excessive force, including beating, shooting and arbitrarily detaining people across the country» in enforcing social distancing and lockdown requirements. In a rejoinder, the Ugandan police said that two men were in hospital after being shot for violating restrictions on transport in a bid to curb the spread of coronavirus.

On another occasion, police and soldiers in Kampala beat women fruit vendors, market-goers and people in bars with batons in a bid to disperse people gathering in groups, which contravened social distances measures.

/ SOCIAL IMPACT

In many respects, this analysis has already hinted on the social impact of COVID-19 on the Uganda society as this is reflected in nearly all dimensions discussed in this document. However, we also look at the specific areas that are impacted by the virus and the status thereof.

• FAMILY COHESION

On the social impact of COVID-19, it is fair to start on optimistic tone. One of the benefits that one will get following a random survey is the fact that most families have been 'reunited' during the lockdown. Reunited because of the nature of life in the fast lane that is characteristic of particularly urban working residents. The same cannot be said of life in the rural areas where the lockdown has had minimal effect. There, life has continue normally with villagers still cultivating their gardens and life going on as usual, not to mention the thin presence of security apparatus to enforce curfew regulations. It is in the towns and cities where the curtailment of movement and disablement of public transport has created inevitable coming together of families that had for long been separated by work-related issues.

For most families, it is the first time in years for the head of the family to spend quality time with the spouse and children. Many school-going children are benefiting from home schooling with the help of their parents and some marriages are reported to be strengthened due to the quality time shared by partners. To this end, the pandemic can be credited for strengthening families, the most important unit in the society.

However, there is a flip side to it; the 'forced reunion' of families has had a negative effect on some families that were already dealing with pre-COVID-19 domestic conflicts or related unresolved issues, hence the emergence of domestic violence to unprecedented levels.

• **GENDER-BASED VIOLENCE**

The economic impact of COVID-19 resulting from the widespread closure of businesses and industries puts increased financial strain on communities, particularly in segments of the population that are already vulnerable. Already, women disproportionately work in insecure, lower-paid, part-time and informal employment, with little or no income security and social protection, such as health insurance and are therefore less protected from economic recession in times of crisis. This makes women more economically dependent on men and therefore more susceptible to tolerate abuse. Gender-based domestic violence has risen to unprecedented levels since the advent of the pandemic according to the police reports. The banning of public transport means it is not easy for domestic violence victims to easily seek redress from the police stations, which may be far flung from the crime scene. But the fear of reporting such crimes by the victim for fear of jeopardizing the material support from the abusive spouse may be a contributing factor. With the main focus of security forces on COVID-19 related activities, it seems domestic violence may remain endemic until further notice, unless civil society takes action.

• **THE HOMELESS**

Although figures are not readily available, it is clear that Kampala city is a dwelling place for many homeless people that mainly constitute women and children. Most of these people depend on handouts that they beg from passersby. With the lockdown and curfew in place, it is difficult to imagine how this vulnerable group is subsisting. There has so far been no mention of any contingency plan for them to date. It was only until mid May 2020 that the line Minister for youth and children presented a budget of US\$2bn (*about \$500,000*) to Parliament to help out street children and other such vulnerable persons. However, the budget was summarily dismissed as the Honourable Members tasked the Minister to present details of the numbers and particular places of abode of these youths, details she did not have. In the event of a break out of the virus, which usually is most prevalent in metropolises, this group is highly exposed to the dangers of the pandemic. They have no access to clean running water, face masks, sanitizers, etc.

• **REFUGEES**

Over one million refugees have fled to Uganda in the last two and a half years, making the country the third largest refugee-hosting country in the world after Turkey and Pakistan, with 1.36 million refugees by June 2018. As at compiling of this report, that number must have increased quite significantly. Wars, violence and persecution in the Horn of Africa and Great Lakes Region are the main drivers of forced displacement into Uganda, led by South Sudan's conflict, insecurity and ethnic violence in the Democratic Republic of the Congo (DRC) and political instability and human rights violations in Burundi. Twelve of Uganda's 121 districts host the overwhelming majority of refugees. About 92 percent live in settlements alongside the local communities, mainly in northern Uganda or West Nile (Adjumani, Arua, Koboko, Moyo, Lamwo and Yumbe) with smaller numbers in central Uganda or Mid West (Kiryandongo and Hoima) and southern Uganda or South West (Kyegegwa, Kamwenge and Isingiro). Urban centres are home to eight percent of the refugee population, especially Kampala.

If the pandemic struck in the host communities, these persons stand to suffer disproportionately both from the virus and its aftermath – whether due to limited movement or otherwise. For now, there has been no reported cases of the virus in any of the host communities save for the only case that was registered from the Nakivale refugee camp in western Uganda and treated to recovery in Masaka Hospital was a Burundian refugee. With the care of the Office of the Prime Minister and the United Nations High Commission for Refugees, we must assume that these displaced persons are in good hands.

- **YOUTHS**

Youth in Uganda are the youngest population in the world, with 77% of the population being under 25 years of age. There are 7,310,386 youth from the ages of 15–24 years of age in Uganda. This poses a big challenge for Uganda, particularly in the advent of COVID-19. Already, in terms of employment, youth are disproportionately unemployed, and those who are employed often work in the informal economy or gig economy, on precarious contracts or in the service sectors of the economy, that are likely to be severely affected by COVID-19. We have already seen how much they have been affected in the informal and transport sectors as discussed earlier above. This reality is just a microcosm of what is happening to this age group globally. Young people are naturally full of energy, the confinement of which in homes prompts them to convert it into other usually anti-social practices such as drug abuse, sexual immorality, among others. On the other hand, these youths depend on their parents or guardians that constitute a small minority that is already hard-pressed with the economic squeeze. This combination of factors is simply a recipe for disaster.

/ EDUCATION

One of the hardest hit sectors of society by COVID-19 is education and this problem is certainly not unique to Uganda. The global lockdown of education institutions is causing major (and likely unequal) interruption in students' learning. Available information has it that more than one billion youth are now no longer physically in school after the closure of schools and universities across many jurisdictions. In Uganda, the Ministry of Education came up with some stopgap measures to ensure that children were not sent home to play but so that they continue their education at home, in the hope of not missing out too much. In that vein, it came up with means of taking on teaching for primary and secondary school onto local radio and television channels on an untested and unprecedented scale with a lot of trial and error and uncertainty for everyone. That means teaching sessions have been arranged with the view that students tune in and follow according to the curriculum. Unfortunately, it didn't take so long to discover that this measure was facing severe bottlenecks. Firstly, the idea of putting teaching sessions on television was limited by the fact that there are no free-to-air channels in Uganda.

Not all parents are able to maintain the monthly subscriptions when they expire. This is not to mention that not all homes have a TV set. Parents in rural areas, who are the majority, have no access to electricity. Access to electricity (% of population) in Uganda was reported at 22 % in 2017, according to the World Bank collection of development indicators, compiled from officially-recognized sources. Although by this time those figures may have significantly changed, they still represent a small percentage of less than a quarter of the population being privileged to enjoy electricity. Other limitations include the fact that electricity is not stable as there are usually unannounced load shedding that may affect teaching schedule for those that have access. The Parliament of Uganda reviewed the media tools government education program and members argued that it simply untenable.

Some schools largely resorted to sending homework to students under their autonomous programmes to keep their students busy. With this has come the directive that parents play an active role in helping their children achieve their goals. Families are central to education and are widely agreed to provide major inputs into a child's learning. While home schooling has surely produced some inspirational moments, some angry moments, some fun moments and some frustrated moments, it seems very unlikely that it will on average replace the learning lost from school. But the bigger point is this: There will likely be substantial disparities between families in the extent to which they can help their children learn. Key differences include the fact that there are categories of parents that continued with their daily work schedules in key sectors such as medical personnel (sometimes with both parents in the same field), those that sell essential foodstuffs, in supermarkets, among others.

These families are unable to provide the quality time needed by their children the same way that those that are off work are giving. Besides the amount of time available to devote to teaching, there are issues like non-cognitive skills of the parents, resources (for example, not everyone will have the kit to access the best online material), and also the amount of knowledge. it's hard to help your child learn something that you may not understand yourself. This is not mention the fact that there are families where the parents are not literate, hence unable to offer any kind of help to their children. Consequently, this episode will lead to an increase in the inequality of human capital growth for the affected cohorts.

The categories of students in Uganda that are facing the greatest challenge are those in candidate classes of Primary 7, Senior 4 and Senior 6. Even in the best of circumstances, these students work under immense pressure in order to perform well and usually take very short or holidays at all during the calendar. That they have had to lose this portion of time out of schools spells uncertainty to them as to how things will pan out during this unprecedented year. But these are just part of an even bigger problem.

At a tertiary level, the careers of this year's university graduates may be severely affected by the COVID-19 pandemic. They have experienced major teaching interruptions in the final part of their studies and finally they are likely to graduate at the beginning of a major global recession. Evidence suggests that poor market conditions at labour market entry cause workers to accept lower paid jobs, and that this has permanent effects for the careers of some. With an already poor record of absorption of graduates due the mismatch of job opportunities and qualified manpower, punctuated with the already high unemployment rates, the economic impact of COVID-19 on businesses spells doom for the incoming workforce. 2020, and probably beyond, is the worst time to be a prospective job seeker in Uganda, and certainly everywhere in the world.

/ CULTURE

The pandemic has affected culture in three major ways: it has changed the cultural order as we have always known it; created a great deal of uncertainty for cultural practitioners that find their livelihood in culture and last but not least, created a gap in access to cultural goods and services for those that need them.

In terms of how we live our lives, the idea of social distancing and confinement are changing our social habits in ways that are likely to determine how we live going forward. This will mainly depend on whether the virus completely disappears or if it becomes part of parcel of our society just as other viruses like HIV/AIDS. The way in which Ugandans interact, and indeed how the rest of the world does, may never remain the same. It is needless to detail how this will affect the way of living in very specific terms in this short analysis, as this too will vary from region to region, and given the cultural diversity around the country.

In terms of cultural productivity, this situation is particularly affecting artists and the ways in which they work. Cancelled concerts, postponed festivals, delayed album launches, suspended film production and closed cinemas – all of which are having a devastating impact on the livelihoods of artists, many of whom are independent workers or who work in small and medium-sized enterprises, which are particularly vulnerable to financial shocks. Even countries in Europe with a social security system that covers artists and cultural professionals report that they are likely to face difficulties mitigating the impact – the culture sector risks being among the first to be impacted by the COVID-19 crisis and not necessarily prioritised in terms of urgent response measures. Long term, this could push many artists out of their professions.

In Uganda, the arts and culture operate in the gig economy, where for instance, musicians depend on crowds to whom they perform on a regular basis. The same applies to theatre, dance, cinema and other visual arts. All this army of cultural practitioners has practically been put out of action and if the authorities insist on keeping in place the social distancing measures for some time to come, then it may be a while before the gig economy returns to normal. According to recent reports, the Government and event organizers have lost over sh150bn (\$40m) in cancelled cultural events during the COVID-19 lockdown. The ministry of gender, labour and social development reported that the cancellation of over 300 cultural events caused the enormous economic, social and emotional cost to both the government and over 700 artists along with their fans. This was revealed by the line Minister during celebrations of the World Culture Day, which was celebrated online for the first time under the theme “Art, Culture and Crises : Opportunities and Challenges in Uganda”.

Addressing journalists at Uganda Media Centre in Kampala, in an event to mark the World Culture Day 2020, the minister of state for gender and culture, Peace Mutuuzo, said the entire creative value chain including creation, production, distribution and marketing has been disrupted. The closure of all sports facilities also falls under this category. Uganda was enjoying a thriving sports culture pre-COVID-19 with countless athletes earning their living from it. As in above, the new social distancing culture is likely to hurt sporting activities a great deal and impede the prospects.

Uganda's culture line ministry, the Ministry of Gender, Labour and Social Development (MoGL&SD) is one of the most grossly underfunded of all, with an annual budget of US\$30 billion (\$8m). To compare with others, the Ministry of Defence and Veteran Affairs was allocated US\$3.5 Trillion (\$900 million). Uganda's annual budget for 2019-20 is US\$34.3 Trillion (about \$9.8 billion). The MoGL&SD houses the Departments of Culture, Labour, Women, Youth, Children and the Elderly. The percentage of the national cake allocated to all these very vital departments is extremely appalling, to say the least.

/ INTERNATIONAL COOPERATION

We have seen some positive steps towards multilateral cooperation in this regard, in some cases at an individual level. In March 2020, Africa's response to the Coronavirus Disease (COVID-19) outbreak received a boost as the Africa Centre for Disease Control and Prevention (Africa CDC) and the Government of Ethiopia received a consignment of medical equipment from the Jack Ma and Alibaba Foundations. The shipment included over 1.5 million laboratory diagnostic test kits and over 100 tons of infection prevention and control commodities. There has been no information about Western power, the traditional donors (development partners of Africa) making any significant contributions to the continent, understandably because they too are battling their own problems and because their economies are progressing into recession.

At a regional level, there has been some level of cooperation in the wake of the pandemic, notwithstanding the combative relations between Uganda and some of its neighbours, notably Rwanda. Following the recovery of all initial cases of COVID-19 in Uganda, all the new cases have been truck drivers coming in from Kenya and Tanzania. Despite having over four times more cases of COVID-19 and some deaths too, Tanzania has refused to lockdown the country and their President has always been dismissive of the reports of medical professionals about the gravity of the problem, in some cases even castigating them.

/ GOVERNMENT INTERVENTION

The fact that the government put in place the lock down before detecting any cases was the best action of all. However, as is usually the case, there have been challenges in the handling of the pandemic that must be pointed out. Following the lockdown, the government of Uganda announced handouts of food stuffs (6 kgs of maize flour and 3 kgs of beans) to 1.5 million needy households in Kampala and Wakiso districts. Through the Office of the Prime Minister, a fundraising drive was launched and the general public responded quite generously in making contributions that ranged from money to foodstuff. Countless individuals and companies delivered things, from truckloads of flour to checks ranging from five to seven digits. The distribution started quite well, until loopholes emerged as observers shone a spotlight on the various inefficiencies, least of all by the government spokesman.

Mr. Ofwono Opondo, the executive director of the Uganda Media Centre, through which official government information is channeled, in a blogpost on April 30 said the number of people who needed relief food in Kampala Metropolitan was grossly underestimated. He said government agencies responsible for data collection and analysis necessary for effective decision-making and implementation had been found "inadequate, incompetent, disorganised", and perhaps "deliberately inefficient, and facilitating conspiracy, fraud and corruption so that individuals can benefit through underhand methods.

At the time, top officials in the Office of the Prime Minister, including the Permanent Secretary, were arrested over procurement of the relief food. They were charged, among other things, with inflating prices of food. Mr. Opondo said the arrest of the six senior officials had further slowed implementation as new duty bearers had to be appointed and approved.

In the same vein, the media has been awash with information of how COVID-19 has opened avenues for those in positions of power to pilfer funds from the Treasury for their own selfish interests. This followed the time when government tabled a supplementary budget of Shs304bn. Matters came to the fore when the Parliament allocated itself funds to the tune of Shs10bn (\$2.6m) purportedly for monitoring activities related to COVID-19 in their constituencies. This move was met by a stormy public backlash as social media was awash with condemnation of the act. The President later weighed in and joined the public in condemning the act, calling it "morally reprehensible".

A court would later nullify that payment as illegal and directed that they refund the monies to the COVID-19 committee. This kind of chaotic organization at such a high level is symptomatic of the maleficence that the political class is willing to do regardless of what is at stake if only it will whet their appetite for money. The MPs' action was a major dent on the reputation and trust of government to take seriously a crisis that has put humanity at ransom.

/IMAGINING A POST-PANDEMIC UGANDA

There is no doubt that the world will eventually emerge from the COVID-19 sooner or later and the lockdown and curfew will be lifted. What is unequivocal, however, is that we may never wake up to the world as we knew it. There is a likelihood that we will carry on with some of the lockdown prevention mannerisms that we have been subjected to. With its history of crises, including wars and diseases, Ugandans are a resilient lot that will likely adapt to the new normal and soldier on. But the psychological toll of the pandemic may pose some reasons for concern.

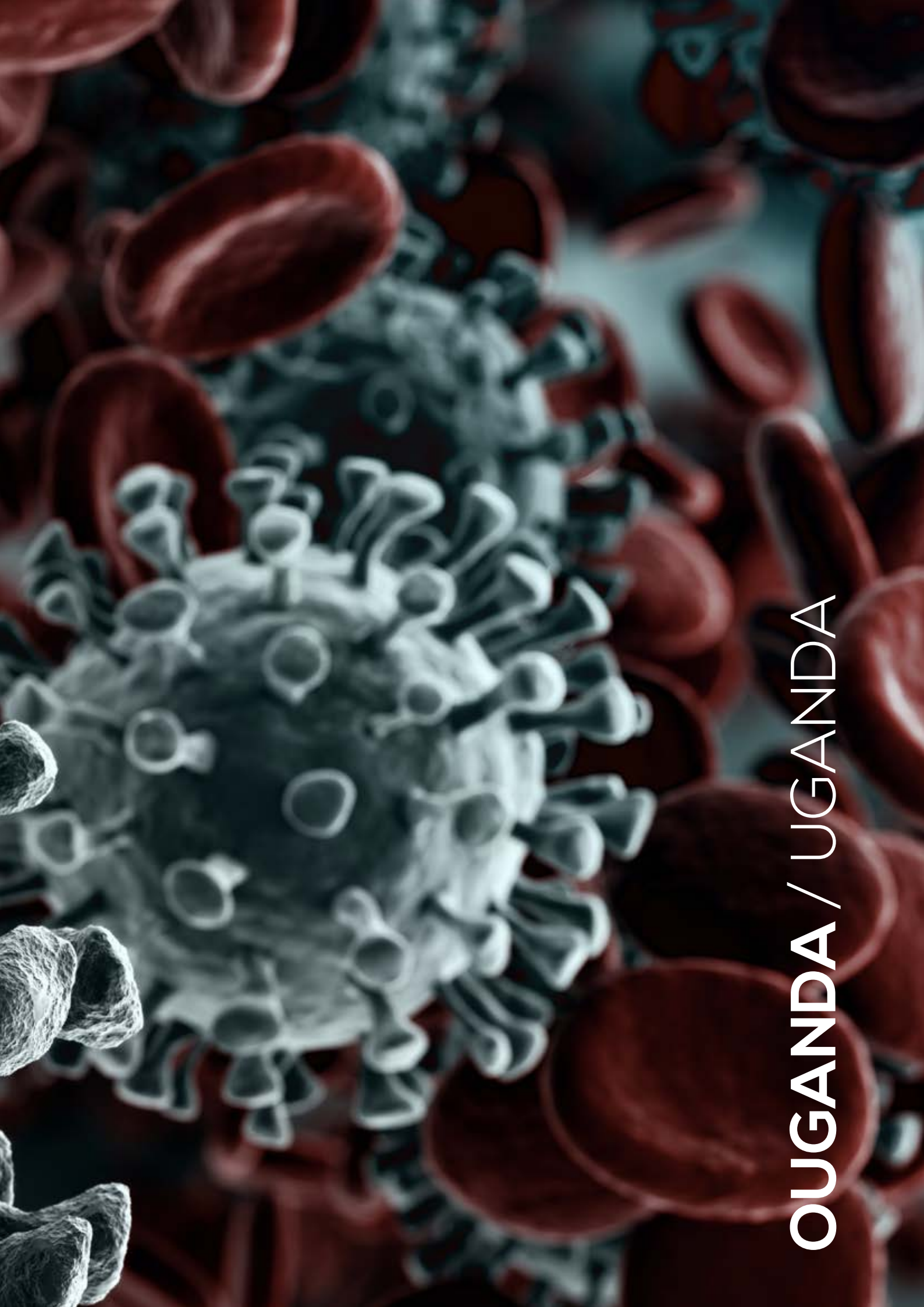
As though in anticipation of the breakout, Dr. Taylor, the author of *The Psychology of Pandemic*, published his book just a few weeks before coronavirus emerged in China in late 2019. «The spreading and containment of contagion in the case of a pandemic is very much a psychological phenomenon,» he says. «It's not just some bug that's going at random around the world. It's people's behaviour that determines whether or not a virus will spread.» As if following Dr. Taylor's cue, the President of Uganda announced that even after the lockdown is lifted, all citizens will be required to wear a face mask at all times in the public and social distance will continue to be practiced. This is likely to extend to educational institutions. We cannot be sure for how long this will continue but either way it will change the face of our society, both physically and psychologically.

Going back to the routine is likely to be one of the hardest things Ugandans are going to experience. We found it difficult to get into the routine of lockdown, so it stands to reason that we will find it difficult to get out of the routine of lockdown as well. Having had routines disrupted for weeks, for some people for the first time in their lives, it may never be business as usual.

RECOMMENDATIONS

- Going by the manner in which the government of Uganda has handled the coronavirus pandemic, it has demonstrated the importance of cohesion within government ministries and departments. The controversies between the Executive, the Judiciary and the Legislature over the Shs20 million that Members of Parliament allocated to themselves purported to coordinate COVID-19 activities in their constituencies was a sore eye that should never happen again during such moments of crisis. Knowing well that Uganda is a poor country with very limited resources, maximizing what is available through proper organization is a very salient issue and collaboration with civil society and private sector. The government realized over US\$30 billion (\$8 million) in donations from local businesses and individuals in cash and in kind. Government has potential to raise much more with better organization.
- The pandemic has also exposed the limitations of analogue systems and shown why technology is indispensable in this day and age. Uganda, like most African countries, is still lagging behind in harnessing technology to improve systems. Where technology has been applied we have seen how it has made life really easy, for instance, the social distancing and lockdown have enabled mobile money transactions to thrive as paper money is a known vector for transmission of contagious diseases. *(Women are well represented in the forward and backward linkages associated with mobile money business, mainly working as agents).* But where government fell short we saw problems, for instance, if there was good investment in ICT-driven learning in the entire education sector, schools would have seamlessly continued during the lockdown. But the limited ICT options of radio and television class sessions have failed miserably because of the lack of the requisite infrastructure to enable such. This should be a critical area of investment post-COVID-19.
- The COVID-19 pandemic has been an eye-opener for the Ugandan government about its fiscal policy. With the limited investment in the health sector, most of the big projects are left at the mercy of donors such as USAID. Government spends a big chunk of the budget on defence at the time when there is neither an ongoing war nor anticipating any soon and then the cost of maintaining a bloated public administration. According to the African Union 2001 Abuja Declaration agreed quota, African governments should allocate 15% of their GDP towards health. However, this is far from the reality. Uganda needs to strongly consider investing in the health infrastructure and research in order to be better prepared for future health crises.
- It is well documented how the personal saving culture is poor in Uganda. Sadly, the same applies for the government! The people that run our government clearly come from cultures where saving for the future is not practiced; how else do you explain the manner in which the country is chronically in debt and can even borrow from one source to settle other debts. During the COVID-19 pandemic the government had to run to the World Bank to borrow as a stopgap measure occasioned by the pandemic. What will happen when the country is no longer credit-worthy? The government must adopt the culture of spending within its means and saving for precautionary motives such that when the country is faced with such debilitating emergencies as COVID-19 all the energy is spent on dealing with the crisis and not looking for money.

- Uganda would benefit a great deal from reducing the cost of governance. The glaring statistics is really unflattering for government; we probably have one of the largest parliament of parliamentarians in the world (400 members for a population of 43 million people, the same size as the Indian Parliament representing 1.2 billion people!). Uganda has the largest number of Presidential advisors per capita, on top of Resident District Commissioners and others. If this wanton wastage was converted to investment in health services for citizens, Uganda will have a world class health care system and thus better prepared to deal with pandemics.
- Uganda needs to wean herself from the chronic disease called aid. For years, President Museveni has championed the phrase, "Trade, not aid", while calling for development partners to consider removing trade bottlenecks and instead create an enabling environment for African countries to use their resources to prosper. The aid syndrome has crippled the country ability to stand on its own feet. The government ought to move away from this mindset and work towards self-sustainability especially when the situation demands that it fend for its own. Whereas it is not bad in itself, aid may never be received in perpetuity.
- The National Social Security Fund (NSSF) should take the recommendation to bail out its members with the proposed 20% of savings to those that need it under this emergency situation. The NSSF is Uganda's largest social security fund with US\$. 13 Trillion (about \$3.5billion) current fund value, 2.3 million total members and 1.2 million core members. The current law exempts entities with less than five (05) workers from making contributions to the NSSF. Currently, each contributing employee saves 15% of his/her salary to the fund, with the employer contributing 10% and the 5% by the employee. According to the current law, for one to access savings, among other conditions, one has to clock 55 years of age, be unemployed for a minimum period of one year or be in exempted employment. However, the new bill now before parliament proposals a midterm pay-out of 20% of the members' accumulated balances to offset the effects of COVID-19. That members who have been out of employment for a period of three (03) months, have saved for a period of 10 years and / or have clocked 45 years of age should qualify for this payout. The fund's management has resisted this proposal, saying this pay out could jeopardise the fund's liquidity and affect capital investments it is engaging in. It is highly recommended that NSSF considers making the payout to salvage the desperate situation most of its members are caught in.
- Support crop and livestock farming activities by extending affordable credit facilities to organised rural households (women, youth, cooperative societies), providing improved farm inputs and quality extension services to households and commercial farmers, making available water for production, strengthening storage facilities and minimising post-harvest losses, storage and transportation to improve supply chain of food crops, cash crops and livestock products.
- There is a need to support agro-processing industries to increase production of what is being imported that can be produced locally. For example, with milk, the country can produce pasteurized milk and powdered milk to substitute the imported ones.



UGANDA / UGANDA



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



Dr Lule Ivan est employé par l'Autorité nationale de planification (NPA) de l'Ouganda. NPA a pour objectif de produire des plans de développement complets et intégrés pour le pays. Dans le cadre de planification globale, le NPA a élaboré une vision nationale (Vision 2040) qui est censée être réalisée à travers 3 cycles de développement de dix ans chacun qui ont commencé en 2010. Parmi ceux-ci, un cycle de planification avec 2 plans de développement de cinq ans a été achevé.

Dr Lule Ivan is employed by the Uganda National Planning Authority (NPA). NPA is mandated to produce comprehensive and integrated development plans for the country. As part of overall planning, the NPA has developed a national vision (Vision 2040) which is supposed to be achieved through three ten-year development cycles that started in 2010. Within these, the planning cycle for two five-year development plans has been completed.

Lule IVAN

*Eng. Dr. Ivan Lule, Executive Board Member,
National Planning Authority, Uganda*



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT	P279
INTRODUCTION	P281
UGANDA'S FOOD SECURITY AMIDST TRADE PRESSURES	P282
ANTICIPATED MONETARY AND FISCAL APPROACHES IN COVID-19 ERA	P283
UGANDA'S GENDER ISSUES IN COVID-19 ERA	P285
UGANDA'S RESILIENCE TO THE COVID-19 CHALLENGE	P285
FURTHER RECOMMENDATIONS	P286

ABSTRACT

This paper summarizes insights on key areas that relate to the COVID-19 pandemic's impact on Uganda, and how best the government can intervene to stabilize the overall economy. registered its first COVID19 patient at the end of the formulation of its third National Development Plan. The subsequent preventive health care interventions implied a revision to the plan to account for the socio-economic impact of the pandemic. The extent to which the impact has hit this population is difficult to quantify, partly because the informal sector accounting for over 50% of the businesses is not well captured in accounting systems of finance such as tax revenues. However, key economic model projections based on the behavior of these populations have informed the government on how best to resuscitate informal (and formal) businesses.

The pandemic has challenged Uganda to prioritize sustainable supply of low (1.7%) export market stable foods for its population. Concerns on the quality of these stable foods has also drawn in closely the importance of food safety, and therefore food standards for the food Ugandans want to eat. At policy level, the urgent need to install food storage and other post-harvest facilities has become important in this effort. The extent of the pandemic impact also apparently depends on the agricultural value chains. Already, dairy farmers have faced heavy price volatility as dairy processors temporarily shut down.

In regards to monetary and fiscal policy, the Central bank of Uganda has provided a USD \$200 million intervention in an attempt to stabilise the currency, though it might not be sufficient to prevent the continuing decline of the Ugandan shilling. Further to this intervention, A number of monetary policy reforms have been proposed such as buying back some of the bonds to increase liquidity, stabilization of exchange rates from global financial volatility, and scaling down the Central Bank Rate (CBR) by 1 or 2 percentage point (to between 7% and 8%).

Since the majority of the agrarian Ugandan society saves with small saving schemes and microfinance, selectively differing tax revenue to protect vulnerable businesses as well as ensuring treasury liquidity is important. A more pronounced pandemic impact on women is envisaged because women have 6 times less savings than men, and close to 60% of the women cannot raise emergency funds, compared to 50% men. Women continue to rely on social networks which are heavily compromised in a pandemic.

Business trends in Uganda indicate that most of small and medium enterprises (SMEs) fail within the first year. Under very unfavorable conditions like during COVID-19, the failure rate of these SME's is expected to be high as already, nine out of ten businesses have reported an increase in operating expenses due to the restrictive preventive measures instituted by government to curb the spread of the disease.

Lastly, Uganda, has also had to rethink its response to pandemics around its border posts by either establishing quick testing centers or and boosting capacity of nearest health facilities to handle the pandemic patients.

RÉSUMÉ

Ce document évalue l'impact de la pandémie du COVID-19 dans les domaines clés de l'économie ougandaise et juge les mesures prises par le gouvernement pour stabiliser l'économie dans son ensemble.

Lors de son troisième plan national de développement, l'Ouganda a fait face au COVID19, dont le corollaire a nécessité des mesures préventives dans le domaine de la santé tout en tenant compte de l'impact socio-économique de la pandémie. La prise en compte de l'insuffisance des recettes fiscales a contraint le gouvernement à envisager un nouveau modèle économique basé sur le concours de la population afin de ressusciter de manière efficiente les entreprises informelles.

Suite à la pandémie, l'Ouganda se doit de prioriser les approvisionnements alimentaires sur les marchés de faible exportation (1,7%). Cependant, Les préoccupations du gouvernement concernant la qualité des aliments a mis en évidence l'importance de la sécurité sanitaire et de l'alimentation ; au niveau politique, la mise en place d'une infrastructure conforme des stockages d'aliments et d'autres installations après récolte, revêt une grande importance dans cet effort. L'ampleur de l'impact du Covid 19 a aussi touché les chaînes de valeur agricoles. Les producteurs laitiers ont été confrontés à une forte volatilité des prix en raison de l'arrêt temporaire des transformateurs laitiers.

Au niveau monétaire et fiscal, la Banque centrale ougandaise a offert une enveloppe de 200 millions de dollars américains pour stabiliser la monnaie, bien que cela n'ait pas pu freiner la baisse continue du shilling. En parallèle à cette initiative, une série de réformes monétaires ont été proposées, telles que l'augmentation de la liquidité, la stabilisation des taux de change face à la volatilité financière mondiale et la réduction du taux de la banque centrale (CBR) de 1 ou 2% (entre 7% et 8%). Étant donné que la majorité de la société agraire ougandaise ménage avec de petits plans d'épargne et de micro finance, il est important de différencier les recettes fiscales de manière sélective pour protéger les entreprises vulnérables et garantir la liquidité du Trésor. Un impact pandémique plus prononcé sur les femmes est envisagé car les femmes ont 6 fois moins d'épargne que les hommes, et près de 60% des femmes ne peuvent pas lever de fonds d'urgence, contre 50% d'hommes. Les femmes continuent de s'appuyer sur les réseaux sociaux qui sont fortement compromis en cette période de pandémie.

Les tendances commerciales en Ouganda indiquent que la plupart des petites et moyennes entreprises (PME) échouent au cours de leur première année. Dans des conditions très défavorables comme lors du COVID-19, le taux d'échec de ces PME devrait être élevé car déjà, neuf entreprises sur dix ont signalé une augmentation des charges d'exploitation en raison des mesures restrictives instituées par le gouvernement pour freiner la propagation de la maladie.

Enfin, l'Ouganda a également créé des centres de dépistage rapide, et a renforcé la capacité des établissements de santé les plus proches des cas infectés.

INTRODUCTION

Based on projections from 2014 national census, Uganda has a population of over 40 million. Of these, about 68% are in subsistence farming. However, while this population is able to provide food safety for many households, the economy of the country greatly depends on the construction and manufacturing sectors, contributing up to 23.6% of the GDP (World Bank, 2020, Figure 1). However, the informal sector also captures a significant portion of production. This is a sector that largely depends on communal services such as public transport, public health facilities and public schools.

During the implementation of the COVID-19 preventive measures, many of the communal services were suspended to curb the spread of the disease. This therefore greatly affected the informal sector including market vendors, tailors, transporters, et al. The extent to which the impact has hit this population is difficult to quantify, partly because the informal sector is not well captured in accounting systems of state finance, such as tax revenues.

However, key economic model projections based on the behavior of these populations can inform the government on how best to resuscitate informal (and formal) businesses that have failed or continuing to fail during this COVID-19 period. This paper gives insights on key areas that relate to the pandemic's impact, and how best the government can help in order to support the overall economy.



UGANDA'S FOOD SECURITY AMIDST TRADE PRESSURES

During the pre-COVID-19 period, increased funding for the agricultural sector to cater to full value chain priority crops to cushion a vulnerable population had always been an important discussion. This funding has always been inclined towards export promotion to drive the economy. Automatically, for the agricultural sector, cash crops such as coffee, cotton and tea have been promoted, contributing to upto 13.8% of Uganda's export (NDPIII, 2020).

The COVID-19 pandemic has challenged Uganda in ensuring that there is a prioritized sustainable supply of food to the locked down population. This has increased significance of other staple crops like maize and beans that previously didn't have a significant export market (up to 1.7%) (NDPIII, 2020). Concerns for the quality of these staple foods has also drawn on the importance of food safety, and therefore food standards for the food Ugandans want to eat.

At a policy level, the urgent need to install food storage and other post-harvest facilities has become important in this effort. At the same time, the demand for these staple foods has also increased imports for the same from the neighboring countries. There is a price that Uganda has also paid for this as this increases cross-border human traffic causing more COVID-19 infections.

Amidst this challenge, it is important to note that agricultural production has not been affected by the lockdown. Luckily, the rains have also favored the farmer during this season. A bumper harvest amidst the shortages in homes creates a novel challenge in ensuring that trade of the agricultural produce is exported. The cargo restrictions of some non-essential agricultural foods creates an opportunity for import substitution.

Although most agricultural activities were not suspended during the COVID-19 preventive measures, the agriculture sector in Uganda is not immune; there could be a lag-time before long-term effects are experienced. The extent of the impact might depend on the agricultural value chains. Already, dairy farmers have faced heavy price volatility as dairy processors temporarily shut down. Tea growers are suffering the slow movement of their goods across borders; this has resulted in a 40% drop in prices (FSDU, 2020).

Consumption of food crops in Uganda still favors the 71% of the farmers (FSDUganda, 2020); these are the ones engaged in food crops. However, perishable food needs to be preserved to enable the country to benefit from regional markets that might have higher demand than Uganda. On the other hand, 48% of Ugandan adults earn from farming or fishing activities (FSDU, 2020).

With over 20% water coverage, the country still needs to build capacity to exploit businesses around water bodies. Fishing using traditional means is still prevalent in Uganda with very limited precision on the fisherman's expectations. New business such as fish maw export have also introduced new dynamics in the fresh fish industry. In summary, the food and agriculture industry have interesting dynamics closely linked to the most vulnerable population. This calls for well-thought out fiscal and monetary policy interventions. More related recommendations are captured in the subsequent chapters.

ANTICIPATED MONETARY AND FISCAL APPROACHES IN COVID-19 ERA

The COVID-19 subsequent lockdown in Uganda has caused a decline in business activity by more than 50 business index percentage points (Lakuma et al 2020). Businesses from the western and northern regions of Uganda have experienced the largest decline in business activity; on the other hand, the central region has experienced the least decline (Lakuma et al., 2020). This could be attributed to dependence of commuter transport, and limited embrace of ICT solutions in these up-country businesses.

For Uganda specifically, the Ministry of Finance, Planning and Economic Development (MFPED) provided preliminary assessment on March 20, 2020 of the short-term impact of the pandemic, anticipating the following :

- *Increase in the number of the poor in the population by 2.6 million;*
- *Significant deterioration of the current account balance, owing to expected severe reductions in exports, tourism receipts and workers remittances;*
- *Domestic revenue shortfall of Shs288.3 billion in FY 2019/20 and Shs350 billion in FY 2020/21 due a reduction in economic activity. Uganda Revenue Authority anticipate a loss of UGX 116.26 billion in customs revenue by the end of June due to this crisis alone, expanding the overall revenue loss UGX 513.26 billion by the close of June 2020.*
- *Heightened pressure on fiscal space as a result of additional expenditure to address rapid response in the health sector and livelihood support for affected persons.*

During economic recessions, there are a lot of expectations as government interventions to resuscitate the economy. Precisely the monetary and fiscal policy has to change to enable conducive environment for take-off. Uganda has previously had economic recessions due to political uprisings, and in most cases the World Bank and IMF have guided the process of economic recovery. On many occasions, the approaches taken have given only temporary solutions, calling for a need for Uganda to define long-term approaches. Therefore, very well-calculated decisions are important in regards to sustainability are needed.

Ideally, under fiscal policy incentives, development partner interventions should focus on supporting programs that will help the resurrection of smaller retailers and traders (FSDU, 2020). While the support can remain off-budget, it is important that the intervention is captured to contribute to the bigger picture of the economy. With reduced purchasing power of the population, the government will need to increase currency circulation through the purchase of key commodities.

The central Bank (Bank of Uganda) is important in the enforcing the monetary policy.

As of March 30, 2020, Bank of Uganda had provided for a USD \$200 million intervention in an attempt to stabilise the currency, though it has not yet appeared to be sufficient to prevent the continuing decline of the shilling (Newvision 2020). Further to this intervention, a number of monetary policy reforms have been proposed by the National Planning Authority. These include the Bank of Uganda buying back some of the bonds to increase liquidity. The Bank of Uganda needs to intervene in the exchange rate market so as to help in the stabilization of the exchange rates from global financial volatility. The central bank should further scale down the Central Bank Rate (CBR) by 1 or 2 percentage point (to between 7% and 8%), as may be deemed appropriate (NPA, 2020).

Since the majority of agrarian Ugandan society saves with SAACOs (FSDU, 2020) and micro-finance, there is a need to cushion these financial systems to sustain Ugandans. For example, selectively differing tax revenue to ensure treasury liquidity at the same time protecting very vulnerable businesses is important. The Uganda Revenue Authority has been directed not to demand for tax returns during the COVID period. Tax defaulters have also been given a break.

Consequently, the revenue collections for the semi-annual period are expected to be low. The COVID-19 challenge creates the urgent need to further digitalise revenue collection in the country. This will ensure that immobilized business owners continue to pay taxes.

One important development that has been registered by Finance officials in Uganda is the creation of a business stabilization fund. This fund has distributaries from IMF and World Bank initiatives as well as the local population. The fund is also well-aligned with the objectives of the country’s development bank (Uganda Development Bank) that is meant to ensure local business continuity and sustainability through improved access to affordable credit for Small and Medium Enterprises (SMEs).

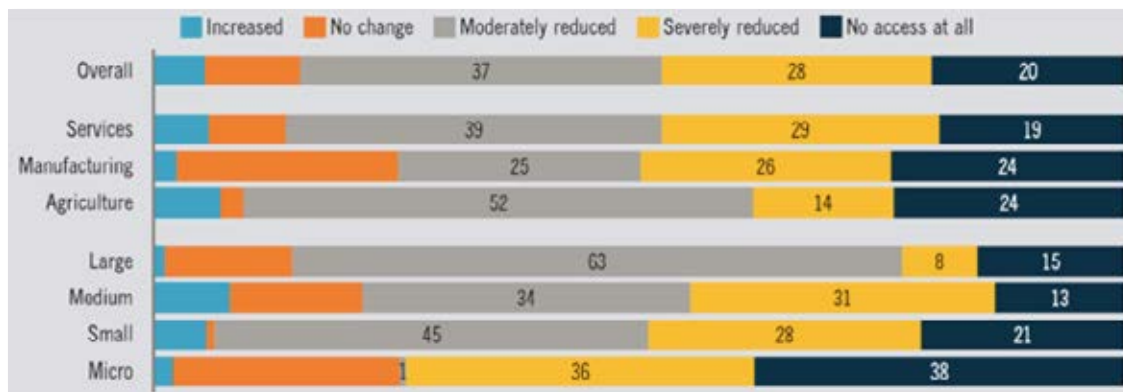


FIGURE 1. CHANGE IN ACCESS TO INPUTS (PERCENTAGE OF FIRMS) BY SECTOR AND FIRM SIZE SOURCE : RAPID BCI SURVEY APRIL 2020

UGANDA'S GENDER ISSUES IN COVID-19 ERA

The Pandemic is not gender-agnostic. Considering that many women in Uganda have remained in the informal sector, it will probably leave women worse off. Key statistics to ponder are that women have six (6) times less savings than men. In cases of emergency, close to 60% of women cannot raise funds, compared to 50% of men. Women continue to rely on social networks that are heavily compromised in a pandemic (FSDUganda, 2020). Therefore, a study on gender-based interventions is eminently critical in addressing the challenges faced by the greatest population mass.

UGANDA'S RESILIENCE TO THE COVID-19 CHALLENGE

Resilience in pandemics is greatly associated with long-term strategies to sustain production in all economic sectors. One key strategy is embracing digitization of the economy and services (FSDU, 2020). In emphasizing the importance of digitization, the following challenges in Uganda are worth noting. During the COVID-19 lockdown, thousands of elderly-age recipients of Uganda's SAGE program have been left stranded. In addition to these, 23% of Ugandans survive on daily or irregular income, meaning that travel restrictions limit their earnings, and they are at risk of losing 100% of their income (FSDUganda, 2020). One out of two males in Uganda do not have the capacity to raise income during prolonged crises. A study by Lakuma et al (2020) shows that 21.6% of the businesses in Uganda would close in 1 to 3 months, while 20% would close in a space of 3 to 6 months should lockdown measures continue.

Under existing long-term strategies, Uganda's legislature is proposing to allow Ugandans to access up to 20% of their social security funds to enable them meet their basic needs. There were mixed reactions to this proposal, with demerits around the national social security fund liquidating some of its assets to avail this money. Assuming that this can destabilize the performance of the fund, alternative approaches need to be sought to address the shortage in income. Through the office of the prime minister, the Ugandan government has distributed food rations to stranded urban dwellers, assuming that the rural population can still access food at their farms.

According to business trends in Uganda, most small and medium enterprises fail within the first year (Turyakira and Ikiror, 2005). Under very unfavorable conditions like during COVID-19, the failure rate of these SME's is expected to be high. The decline in SMEs is mainly due to increased operating costs to cope with the related restrictions instituted by the government of Uganda. Specifically, nine out of ten businesses report experiencing an increase in operating expenses due to preventive measures instituted by government to curb the spread of the virus (Lakuma et al, 2020).

Considering that 90% of Uganda's private sector falls in this category, it is important for the government to guarantee their survival. The Uganda Development Bank (UDB) is yet an important entity for Uganda to devise systematic approaches of organizing funding and affordable credit for credible SMEs. This approach will start to be followed right from the relief funds from IMF to help fight COVID-19 impact.



FURTHER RECOMMENDATIONS

Apart from the direct cost of losing human life, COVID-19 disease is expected to stunt Uganda's growth in the near term (UNDP, 2020). While the economic approaches are addressed the future of how Uganda handles pandemics is also important. Uganda has had COVID-19 testing facilities in a couple of hospitals.

However, the rate of infection was anticipated to be high hence the increased number of samples to test from first patients and their contacts. Uniquely, Uganda also received a lot of patients who are truck drivers via cross-border transport. This moved the threat from airports that have been locked down to passengers to geographical border points. However, these border posts are not normally equipped with laboratory facilities to quickly address the challenge. Uganda, has therefore had to rethink its response to pandemics around its border posts by either establishing quick testing centers and/or boosting capacity of nearest health facilities to handle the pandemic patients. Uganda has never had Ebola cases crossing at border points. However, Ebola is less infectious, and the preventive measures that have been recently taken have enabled Uganda to contain the disease. However, COVID-19 has created a new challenge that is worth addressing by all countries participating in regional trade.

Another strategy to circumvent importation constraints linked to pandemic control measures is the intentional promotion of import substitution. In Figure 2 we see the key commodities that Uganda needs to consider generating from its natural resources. This is key in providing alternatives to the current regional trade challenges.

The government of Uganda should consider mobilizing additional resources to fund the COVID-19 interventions, rather than reallocating existing resources that have been already earmarked for strategic development projects or programmes (UNDP, 2020).

There is a need to scale-up existing social protection programmes to include youth, women and populations living with HIV/AIDS. In this effort, it is important to immediately map existing social protection programmes, complemented with rapid assessment by Local Government to identify the most vulnerable (UNDP, 2020).

Finally, digitalizing food supply chains is yet another area of improvement to work on with the private sector. This should start with the staple foods to avoid increases in food prices arising from disruption in movement.

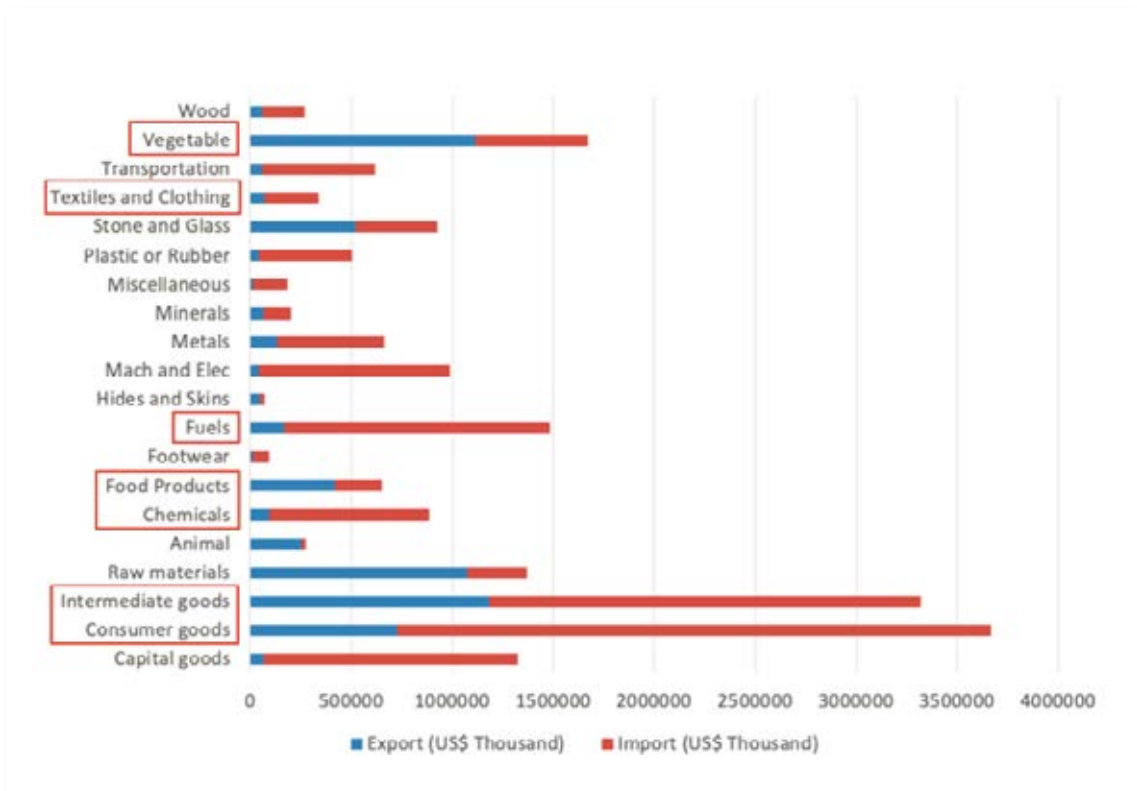


FIGURE 2. PRIMARY PRODUCTS FOR IMPORT AND EXPORT FOR UGANDA, 2018. RED BOX INDICATES AREAS WHICH MAY BE HARDEST BY COVID-19 PANDEMIC AND RESPONSE SOURCE: UNDP, 2020.

A microscopic image showing a large, spherical coronavirus particle with a characteristic crown of spike proteins. The particle is light blue and is surrounded by numerous red blood cells, which are dark red and biconcave in shape. The background is dark, making the particles stand out.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



Le Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense est le plus haut établissement d'enseignement militaire dans les domaines de sécurité et de défense en République Démocratique du Congo. Le CHESD est chargé d'assurer l'autonomie stratégique du pays et d'assurer la formation postuniversitaire des cadres supérieurs civils, militaires, nationaux et non congolais à la réflexion prospective et à la recherche approfondie.

The College of Advanced Strategies and Defense Studies (CHESD) is the highest military education and research institution in the fields of security and defense in the Democratic Republic of Congo. The CHESD is responsible for ensuring the strategic autonomy of the country and providing postgraduate training for senior civilian, military, national and non-Congolese executives in prospective thinking and in-depth research.



Cyril MUSILA

*Docteur
en sciences sociales*

Chef du Département d'Etudes Doctrinales et de Recherches Stratégiques (CHESD), professeur de géopolitique des conflits africains – Peace studies à l'Institut Catholique de Paris et à l'Université Paris I Sorbonne. Il enseigne aussi à l'Université Pédagogique Nationale (UPN, Kinshasa). Il est chercheur associé à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et Directeur du Centre d'Etudes Stratégiques et de Sécurité Internationale (CESSI).

Dr. Musila is the Head of the Doctrinal Studies and Strategic Research Department (CHESD), and Professor of Geopolitics for African Conflicts and Peace Studies at The Catholic University of Paris and the University of Paris I Sorbonne. He also teaches at the National Pedagogical University (UPN) in Kinshasa. He is an associate researcher at the French Institute of International Relations (IFRI) and Director of the Center for Strategic Studies and International Security (CESSI).



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P291

LA PANDÉMIE COVID-19 VUE DEPUIS LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : PLUSIEURS CRISES EN UNE !

P293

/ STRATÉGIES NATIONALES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19
/ IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19 SUR LA SANTÉ PUBLIQUE
/ BRÈVE ANALYSE DE LA PANDÉMIE : UNE CRISE MULTIFORME
/ CE QUE RÉVÉLÉ LA PANDÉMIE SUR L'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

P307

RÉSUMÉ

Alors que le monde fait face à une crise sanitaire inédite causée par la pandémie du COVID-19, la RDC, avec 99,9 millions d'habitants et plus de 500 000 réfugiés des pays voisins, a enregistré le premier cas confirmé à Kinshasa le 10 mars 2020. Le 12 avril, 235 cas étaient confirmés dont 20 décès, soit un taux de létalité de 8,5% des cas rapportés. 40,6% des cas étaient importés.

A la mi-juin 2020, date de rédaction de cette étude, 5.825 cas étaient confirmés dans le pays et Kinshasa, la capitale de plus de 10 millions d'habitants, en était l'épicentre avec 94% de cas.

Avant l'annonce du premier cas, les autorités politiques et sanitaires avaient pris des dispositions anticipatives en fermant les frontières et en mettant en place un comité multisectoriel de riposte et un secrétariat technique chargés de coordonner les politiques et les actions destinées à endiguer l'éclosion de la pandémie.

L'étude analyse les impacts de la pandémie sur le système de santé et le secteur économique mais se concentre aussi sur ce que cette crise révèle sur la République Démocratique du Congo : ses fragilités et ses défaillances, mais également et surtout son inventivité et les opportunités qu'offre la pandémie en termes de prospective et de perspective pour l'Afrique et la République Démocratique du Congo d'après-Covid-19.



ABSTRACT

While the world is facing an unprecedented health crisis caused by the COVID-19 pandemic, the DRC, with 99.9 million inhabitants and more than 500,000 refugees from neighboring countries, recorded the first confirmed case in Kinshasa on March 10, 2020. By April 12, 235 cases were confirmed, including 20 deaths, which correspond to 8.5% lethality of reported cases. Of the cases, 40.6% came from abroad.

As of mid-June 2020, when this study began, there were 5,825 confirmed cases in the country. Kinshasa, the capital with more than 10 million people, was the epicenter with 94% of cases.

Before the first case occurred, the political and health authorities had taken proactive steps by closing borders, establishing the Multi-sectoral Response Committee and a technical secretariat to coordinate policies and actions to delay the outbreak of the pandemic.

The study analyses the pandemic's impact on the health system and the economic sector but also focuses on what this crisis reveals about the Democratic Republic of Congo: Its fragility and failures, its inventiveness, and opportunities that the pandemic offers in terms of foresight and perspective for Africa and the post-COVID Democratic Republic of Congo.

LA PANDEMIE COVID-19 VUE DEPUIS LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : PLUSIEURS CRISES EN UNE !

Alors que le monde fait face à une crise sanitaire sans précédent causée par la pandémie du COVID-19, la RDC, qui compte 99,9 millions d'habitants² et plus de 500 000 réfugiés des pays voisins, a enregistré le premier cas confirmé à Kinshasa le 10 mars 2020. En date du 12 avril, 235 cas de COVID-19 confirmés ont été notifiés dont 20 décès, soit un taux de létalité de 8,5% des cas rapportés, suite au premier cas de transmission locale enregistré le 17 mars 2020. 40,6% des cas étaient importés .

A la date du 20 juin 2020, le cumul des cas, depuis le début de l'épidémie le 10 mars 2020, est de 5.826, dont 5.825 cas confirmés et 1 cas probable. Au total, il y a eu 130 décès (129 cas confirmés et 1 cas probable) et 841 personnes guéries ; 470 cas suspects détectés après investigations ; 154 nouveaux cas confirmés, dont 124 à Kinshasa, 20 dans le Haut-Katanga, 9 au Nord-Kivu et 1 dans le Haut-Uélé ; 5 nouveaux cas de décès confirmés ; 34 nouvelles personnes sorties guéries. Au total, douze provinces sur les 26 que compte le pays sont affectées. Kinshasa constitue, à ce stade, l'épicentre de l'épidémie avec 94% des cas confirmés. Dans la ville-province de Kinshasa, parmi les cas recensés pour lesquels l'information était connue, la majorité ont été répertoriés dans la zone de santé de la Gombe (30,4%) et Binza-Meteo (10,1%).

A la mi-juin 2020, près de 3 mois que le premier cas de Covid-19 a été déclaré à Kinshasa, il est très tôt d'évaluer les effets de cette pandémie en République Démocratique du Congo, Néanmoins, les statistiques officielles annoncent quelques 4.000 cas positifs déclarés et une centaine de personnes décédées. Rien à voir avec l'expérience et les dégâts subis durant un même laps de temps par la Chine, les Etats-Unis, le Brésil ou les pays européens pour ne citer que ceux-ci, des pays réputés disposer des systèmes de santé bien plus robustes, des cadres économiques consistants et des systèmes politiques stables et éprouvés.

/ STRATEGIES NATIONALES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

Le 11 mars 2020, le gouvernement congolais a publié une première version du plan de préparation et de riposte contre l'épidémie de COVID-19 en RDC. La version finale de ce plan dont le budget s'élève à US\$ 135,2 millions a été partagée le 1^{er} avril 2020.

Ce plan a pour objectif général de « contribuer à interrompre la transmission du virus COVID- 19 et de minimiser son impact sanitaire et socio-économique sur toute l'étendue de la RDC pour une période de 12 mois ». Ce plan est organisé autour de neuf objectifs spécifiques :

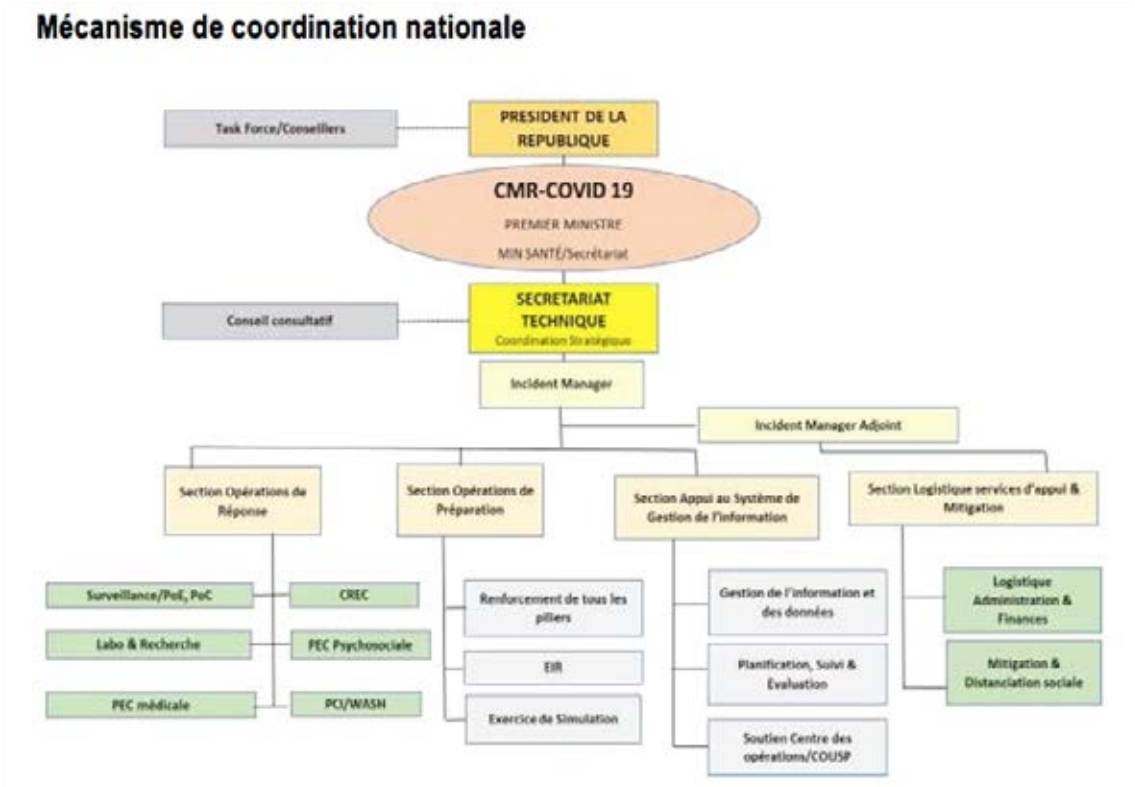
- *Renforcer la gouvernance ;*
- *Organiser les structures de prise en charge des malades COVID-19 ;*
- *Renforcer les capacités de diagnostic de laboratoire ;*
- *Renforcer les capacités de surveillance et d'investigation des cas ;*
- *Améliorer la prévention et le contrôle des infections dans toutes les structures de santé et la communauté ;*
- *Renforcer la communication sur le risque et l'engagement communautaire ;*
- *Renforcer le système logistique d'urgence de COVID-19 ;*
- *Assurer la prise en charge psychosociale ;*
- *Mettre en œuvre les mesures de réduction de risque de propagation (mesures de distanciation sociale).*

Un Comité multisectoriel de riposte (CMR-COVID-19) et un Secrétariat Technique (ST) ont été mis en place au niveau national pour la coordination de la réponse. Le Comité multisectoriel de riposte est présidé par le Premier Ministre, le Ministre de la Santé assurant le secrétariat. Le Secrétariat Technique est dirigé par le Dr Muyembe, Coordinateur de la Réponse COVID-19, nommé par le Président de la République. Le Secrétariat Technique, quant à lui, assure la gestion stratégique de toutes les commissions de riposte et de préparation qui lui sont rattachées.

Les instances rattachées au ST appuient l'Incident Manager et son adjoint à travers 4 sections :

- *Opérations de Réponse, autour des commissions suivantes : (i) surveillance, (ii) prise en charge médicale, (iii) prise en charge psycho-sociale, (iv) communication des risques et engagement communautaire (CREC), (v) Prévention et Contrôle de l'Infection (PCI/WASH), (vi) Laboratoire et recherche ;*
- *Opérations de Préparation : (i) le renforcement des piliers avec les différentes thématiques traditionnelles, (ii) les équipes d'intervention rapide (EIR), (iii) les exercices de simulation ;*
- *Appui au Système de Gestion de l'Information : (i) gestion de l'information et des données, (ii) planification, suivi et évaluation, (iii) soutien aux COUSP ;*
- *Logistique, Services d'appui et Mitigation des risques : (i) Commission Logistique, l'Administration, les Finances, (ii) Commission Suivi des mesures de Mitigation des risques et Distanciation Sociale, y compris Sécurité.*

Mécanisme de coordination nationale



SOURCE : PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, SECRETARIAT TECHNIQUE COVID-19, PLAN DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE AU COVID-19 EN RDC, MARS 2020.

Ce système de coordination sera reproduit au niveau provincial ; avec notamment un comité provincial de coordination (CPC), présidé par le gouverneur provincial assisté du ministre provincial de la Santé et du chef de la Division provinciale de la santé (DPS).

Les recommandations du Président de la République démocratique du Congo contre Covid-19 se résument en deux points :

POUR L'ACCÈS AU TERRITOIRE CONGOLAIS :

- La suspension, dès le 20 mars 2020 et jusqu'à nouvel ordre, de tous les vols en provenance des pays à risque et des pays de transit. Seuls les avions et les navires cargos et autres moyens de transport frets seront à destination de la République Démocratique autorisés à accéder au territoire national et leurs personnels soumis aux contrôles ;
- Le report des voyages du Congo de tous les passagers résidents ;
- Imposition à tous les passagers, à leur arrivée aux frontières nationales, de remplir une fiche de renseignements et de se soumettre, sans exception, à l'obligation de lavage des mains et du prélèvement de la température ;
- Imposition d'une mise en quarantaine de 14 jours maximum à toute personne suspectée à l'issue du test de température, pour un examen approfondi et au besoin d'interner, dans les hôpitaux prévus à cet effet, les personnes qui seront testées positives ;
- Dotation de tous les postes d'entrée maritime, fluviale, lacustre et terrestre du territoire national du même dispositif de surveillance pour renforcer le contrôle des passagers en provenance de l'étranger
- Soumission systématique des personnes en partance de Kinshasa vers les différentes Provinces de la RDC aux mesures de contrôle dans le but d'éviter la propagation de cette pandémie sur le reste de notre pays.

EN CE QUI CONCERNE LES RASSEMBLEMENTS DES PERSONNES :

- Interdiction de tous rassemblements, réunions, célébrations, de plus de 20 personnes sur les lieux publics en dehors du domicile familial ;
- Fermeture des écoles, des universités, des instituts supérieurs officiels et privés sur l'ensemble du territoire national à partir du 19 mars 2020 pour une durée de 4 semaines ;
- Suspension de tous les cultes pour une période de 4 semaines à partir du 19 mars 2020
- Suspension des activités sportives dans les stades et autres lieux de regroupement sportif jusqu'à nouvel ordre ;
- Interdiction, jusqu'à nouvel ordre, de l'ouverture des discothèques, bars, cafés, terrasses et restaurants ;
- Interdiction de l'organisation des deuils dans les salles et les domiciles. Les dépouilles mortelles seront conduites directement de la morgue jusqu'au lieu d'inhumation et en nombre restreint d'accompagnateurs ;
- Prise en charge aux frais du Gouvernement de tous les cas testés positifs sur l'ensemble du territoire.

Dès le départ, sept provinces ont été classées par le Gouvernement congolais comme étant « à haut risque » du fait de leur proximité avec la capitale et/ou les pays frontaliers en épidémie, à savoir : le Kongo Central, le Kwango, le Kwilu, le Maï- Ndombe, le Kasaï, le Haut-Katanga, la Tshopo. Les 15 provinces restantes sont également considérées comme à risque . Toutefois, les capacités de test étant limitées (731 échantillons testés au 31 mars), le nombre de cas et de provinces touchées pourrait être plus important.

Face à cette situation préoccupante, le Gouvernement a activé un Centre des opérations d'urgence de santé publique (COU-SP) pour la coordination, la préparation et la réponse au COVID-19. Un Plan de préparation et de riposte d'une durée de 12 mois et d'un montant de 135.256.142 USD a été élaboré et partagé début avril. Il vise à « interrompre la transmission de COVID-19 et à minimiser son impact sanitaire et socio- économique » .

Une série de mesures nationales ont été annoncées le 18 mars 2020, notamment : l'interdiction des rassemblements de plus 20 personnes dans les lieux publics ; la suspension des cultes et activités sportives ; la fermeture des écoles, universités, restaurants, bars etc., ainsi que des restrictions des mouvements des personnes (suspension des vols en provenance de pays à risque et pays de transit), et des dispositifs de surveillance des frontières. Le 24 mars, le Chef de l'Etat a décrété l'état d'urgence, ainsi que l'isolement de Kinshasa avec la suspension des voyages à l'intérieur du pays. Le 02 avril, le Gouverneur de Kinshasa a annoncé le confinement total de la commune de la Gombe pour une durée initiale de 14 jours du 06 au 20 avril 2020.

Alors que la RDC est déjà confrontée à une crise humanitaire aigue et complexe avec 15,6 millions de personnes estimées dans le besoin d'une assistance humanitaire, l'épidémie de COVID-19 engendre une pression supplémentaire importante sur des infrastructures et services sociaux de base déjà très limités, exacerbant les vulnérabilités des populations affectées et aggravant les conditions de vie déjà très précaires de la population (pauvreté chronique, mauvaises pratiques d'hygiène, promiscuité, etc.).

Cette crise du COVID-19 intervient en effet dans un contexte particulièrement fragile. L'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) - urgence de santé publique de portée internationale - a fait plus de 2 000 morts en RDC depuis août 2018 et fortement fragilisé les systèmes de santé dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Malheureusement à la date du 10 avril 2020 un cas de MVE a été confirmé dans la zone de Béni, et au 14 avril 2020, un total de trois cas confirmés de MVE a été enregistré dans la même zone.

La RDC connaît actuellement la pire épidémie de rougeole de son histoire avec près de 354 000 cas enregistrés depuis janvier 2019, dont plus de 6 500 décès. Le nombre de cas de choléra reste également élevé avec près de 31 000 cas rapportés en 2019. A cela s'ajoutent plus de 5,5 millions de déplacés internes causés notamment par des conflits, quelque 15,6 millions de personnes en insécurité alimentaire (phase de crise et d'urgence) et environ 4,7 millions de personnes souffrant de malnutrition aigüe dont une majorité d'enfants.

/ IMPACT DE LA PANDEMIE COVID-19 SUR LA SANTÉ PUBLIQUE

Comme on vient de le voir, la pandémie survient donc dans un contexte sanitaire très affecté par l'épidémie à virus Ebola et la rougeole, les tensions sécuritaires, les déplacements de populations et la malnutrition, dues à l'insécurité en particulier à l'est du pays dans le Kivu et l'Ituri.

IMPACT SANITAIRE SUR LES PERSONNES

Alors que les études sur le COVID-19 au niveau global se poursuivent, d'après les données disponibles, plus de 80% des patients atteints souffrent d'une maladie bénigne ou asymptomatique et se rétabliront. Cependant, environ 15% peuvent développer une maladie grave et 3% à 5% peuvent devenir gravement malades.

En RDC, l'épidémie affecte l'ensemble de la population. Les personnes de plus de 15 ans représentent jusque-là 99 pour cent des cas confirmés dans le pays avec un âge médian de 44 ans et des extrêmes allant de 13 à 87 ans. Près de 69% des cas confirmés à ce jour sont de sexe masculin. Dix agents de santé figurent parmi les cas confirmés, soit une proportion de 8%.

Comme constaté au niveau global, le COVID-19 a un impact direct plus important sur la morbidité et la mortalité des groupes vulnérables spécifiques tels que les personnes âgées, les malades chroniques, les personnes immunodéficiences/dépressives. Le virus influe également négativement sur le bien-être psychosocial, psychologique et émotionnel des personnes malades et leurs proches.

IMPACT SUR LES SYSTÈMES DE SANTÉ

La transmission met à rude épreuve un système de santé déjà très fragile, avec une couverture sanitaire de seulement 30% avant l'épidémie de COVID-19, et avec seulement 27% des institutions sanitaires ayant un indice moyen de capacité opérationnelle de délivrance des prestations conforme aux normes (personnels de santé formés, disponibilité d'intrants, d'équipements, de matériels médicaux, existence de protocoles).

Le nombre de respirateurs artificiels disponibles dans le pays pour la prise en charge des cas sévères de COVID-19 est extrêmement limité et largement insuffisant. Compte tenu des capacités déjà limitées, la surveillance de l'épidémie de COVID-19 à l'échelle nationale s'avèrera difficile.

Une grande partie du personnel et des équipements disponibles étant mobilisée pour la réponse COVID-19, un risque majeur se pose concernant la prévention et la prise en charge d'autres pathologies (rougeole, choléra, paludisme, malnutrition etc.) et le risque de nouvelles flambées épidémiques. De même, l'offre de services en matière de santé préventive, les soins prénatals et postnatals risquent de diminuer considérablement mettant particulièrement en danger les femmes et les enfants qui constituent respectivement 50,8% et 58,5% des personnes dans le besoin en RDC (PRH 2020). L'accès aux soins risque également d'être davantage limité dans certaines zones du pays en raison de l'insécurité (en particulier à l'est). Les mouvements de population causés notamment par l'insécurité et les conflits dans certaines régions augmentent la complexité de la prestation de soins de santé et de la réduction du risque de transmission.

IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE INDIRECT

L'impact indirect de la pandémie de COVID-19 est notamment lié aux mesures que le gouvernement congolais ainsi que d'autres gouvernements au niveau global ont dû prendre pour limiter la propagation de l'épidémie.

IMPACT ÉCONOMIQUE

- Impact indirect sur l'économie : Les effets du COVID-19 sur l'économie globale sont déjà très perceptibles même si certains économistes estiment qu'ils seront temporaires. L'économie congolaise, tributaire notamment du secteur minier et fortement dépendante des importations est très affectée. Une étude conjointe (GoRDC, OIT, UNICEF, ONU Femmes, Banque Mondiale, Banque Africaine de développement et PNUD) devrait être lancée pour évaluer les impacts macroéconomiques et microéconomiques de l'épidémie de COVID-19 sur l'économie congolaise et d'identifier les canaux de transmission de ce choc sanitaire sur l'économie. Néanmoins on constate déjà la flambée des prix des produits alimentaires associée à la chute du cours du franc congolais par rapport au USD.
- Impact indirect sur la chaîne d'approvisionnement et les marchés : A ce jour, le fret aérien, maritime, fluvial et routier reste autorisé sous surveillance sanitaire. Toutefois, les mesures restrictives mises en place au niveau international et national, mais aussi la concurrence face à certains équipements et matériels recherchés, entraînent des perturbations qui risquent de s'aggraver.
- Impact indirect sur les marchés : le fonctionnement des marchés pourra être perturbé avec une possible réduction de la disponibilité des vivres et non vivres (rupture des stocks et de la chaîne d'approvisionnement liée à la réduction des importations et du commerce transfrontalier) et de leur accessibilité physique (possible fermeture des marchés dans le cadre des mesures de prévention). Une hausse des prix des denrées de base a déjà été rapportée sur le marché local à certains endroits, à laquelle s'ajoute une réduction du pouvoir d'achat des ménages (liée au ralentissement économique et diminution des revenus générés).

IMPACT INDIRECT SUR LES PERSONNES

- Impact indirect sur les moyens de subsistance : Les restrictions de mouvements et le ralentissement économique entraînent des pertes de revenus, avec des conséquences majeures pour les personnes ayant des revenus faibles. Or en RDC, près de 77% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté de US\$1,90 par jour (en parité de pouvoir d'achat) et 74% vit dans une pauvreté multidimensionnelle, faisant de la RDC l'un des pays les plus pauvres du monde.
- Impact indirect sur le système éducatif : À la suite de la fermeture des écoles dans l'ensemble du pays, 18 millions d'enfants de 3 à 17 ans ont interrompu leur scolarité. Ces enfants risquent de perdre leur année scolaire, voire d'abandonner définitivement leurs études s'ils ne sont pas rescolarisés rapidement.
- Impact indirect sur la protection : Les risques de protection sont accrus en raison de l'épidémie ainsi que des mesures qui ont dû être prises pour limiter la propagation du COVID-19, notamment la stigmatisation des personnes malades ; les abus et violations des droits humains par les forces de sécurité dans le contexte d'état d'urgence ; la séparation familiale liée aux mesures d'isolement ; la négligence, exploitation et les violences, y compris sexuelles, contre les enfants et les adolescents dans le contexte de déscolarisation et de perte de revenus des ménages ; les violences conjugales exacerbées en contexte de confinement ; risques de protection liés à des stratégies de survie des femmes et des filles etc.
- Impact indirect sur l'assistance humanitaire : La distanciation sociale imposée par le Gouvernement (pas de rassemblement de plus de 20 personnes) aura un impact direct sur la réponse humanitaire en cours (changement dans les modalités de distribution, accès aux populations limité etc.) et il est presque impossible pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés de s'y conformer du fait de leurs conditions de vie (sites, familles d'accueil).

GROUPES DE POPULATION LES PLUS VULNÉRABLES

Les groupes de population les plus à risque en raison de leur vulnérabilité et leurs capacités sont les suivants :

- Les personnes âgées ;
- Les personnes (adultes et enfants) souffrant de maladies chroniques, de malnutrition (*notamment en raison de l'insécurité alimentaire*), les personnes immuno-déficientes ;
- Les personnes (adultes et enfants) déplacées internes, retournées, rapatriées, réfugiées ;

- Les personnes (adultes et enfants) vivant dans des zones urbaines surpeuplées ;
- Les femmes et les enfants (les femmes enceintes, enfants séparés et non accompagnés, enfants vivant hors cadre familial, notamment en termes de risque de protection et accès aux soins) ;
- Les personnes à faibles revenus (en particulier les travailleurs journaliers, petits producteurs agricoles, petits commerçants et des groupes similaires du secteur informel) ;
- Les personnes ayant des contacts sociaux fréquents et effectuant des mouvements pour leur travail/ activités de subsistance ;
- Les personnes en situation de handicap.

Ces groupes de population ont des vulnérabilités multiples, se superposant parfois face aux effets directs et indirects du COVID-19. Ces vulnérabilités incluent :

- Un état de santé qui augmente leur sensibilité à l'infection virale ;
- Un accès plus faible aux services de prévention et de traitement en raison de leurs moyens insuffisants, de pratiques de discrimination, d'inaccessibilité des infrastructures pour des conditions géographiques ou sécuritaires ;
- Un accès plus faible aux services de bases tels que la santé ou encore l'eau, l'hygiène et l'assainissement ;
- Un travail/rôle social qui les expose à la contamination ou qui rendent difficiles l'application de mesures de prévention et de distanciation sociale ;
- Des moyens de subsistance limités et le risque d'augmentation des stratégies d'adaptation négatives (baisse de la consommation alimentaire, vente d'actifs, dette, mariage précoce/forcé et prostitution forcée) ;
- Des risques spécifiques de protection accrus (séparation, violences sexuelles et domestiques) résultant des mesures utilisées pour prévenir et contrôler la propagation des maladies, comme les mesures d'isolement et de quarantaine ;
- Des conditions de vie/habitation avec une forte promiscuité rendant difficile toute pratique de distanciation sociale.

/ BREVE ANALYSE DE LA PANDEMIE : UNE CRISE MULTIFORME

On pourrait dire que la RDC, longtemps malmenée par l'épidémie d'Ebola et les conflits armés dans le Kivu, s'en sort plutôt bien comme le maximum des pays africains d'ailleurs. Mais puisqu'il s'agit d'une pandémie dont personne ne maîtrise suffisamment l'évolution, peut-être que d'énormes difficultés sont à venir, comme l'annonce souvent l'OMS, ou peut-être pas.

Néanmoins on peut se risquer de faire une brève analyse de ces trois mois de gestion de la pandémie par l'équipe de riposte ainsi que des comportements des populations face aux dispositions mises en place. Il ne s'agit pas ici d'un rapport que pourrait faire tel ou tel autre Ministère directement impliqué dans la gestion ou encore dans le dispositif de la riposte.

De manière générale on constate que, face à la pandémie, c'est l'ensemble du système qui a été ou est ébranlé : sanitaire, politique, économique, anthropologique, et démocratique. Il faut penser en termes de complexité et transdisciplinarité, comme dit le sociologue-politologue Edgar Morin. Ces crises sont interdépendantes et s'entretiennent les unes les autres.

CETTE CRISE EST ANTHROPOLOGIQUE GLOBALE

En effet, la pandémie nous révèle la face infirme et vulnérable de la puissance humaine ; elle nous révèle également que l'unification techno-économique du globe a créé en même temps qu'une interdépendance généralisée, une communauté de destin sans solidarité. C'est comme si le monde n'entrait plus dans nos grilles d'analyse. Les repères intellectuels sur l'homme, sur la nature, sur les croyances et les convictions sont bousculés.

C'EST AUSSI UNE CRISE DE LA PENSÉE POLITIQUE ET DE LA PENSÉE TOUT COURT

En effet, depuis le début du 20e siècle, s'est progressivement installé un système international qui a consacré la destruction par absorption du politique par l'économique, la destruction de l'économique par l'idéologie néolibérale, la destruction de l'intelligence réflexive par celle du calcul et de la comptabilité. Tout cela empêche de concevoir les mesures impératives qui s'imposent. Ainsi aujourd'hui l'association de ce qui ressemble contradictoire semble plus que nécessaire.

Il faudra donc :

- Combiner la mondialisation (coopération à travers les grands échanges internationaux) et la démondialisation (prise en compte les territoires abandonnés, promotion des autonomies vivrières et sanitaires des nations) ;
- Combiner le développement (enrichissement individualiste) et l'enveloppement (solidarité et communauté) ;
- Combiner la croissance et la décroissance en déterminant ce qui doit croître et ce qui doit décroître). La croissance porte en elle-même la vitalité économique, la décroissance porte en elle le salut écologique et la dépollution.

/ CE QUE REVELE LA PANDEMIE SUR L'ETAT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'entrée de la pandémie en République Démocratique du Congo a révélé à la manière d'un miroir grossissant les difficultés, les lacunes et les défaillances de ce pays, mais également les nouvelles opportunités qui s'offrent.

LA PROFONDEUR DES DÉFAILLANCES

La crise de la Covid-19 a mis à nu plusieurs défaillances de ce pays et leurs conséquences sur le vivre-ensemble et le bien-être de tous. Parmi ces défaillances, les plus marquantes sont :

- *La nature extravertie de l'économie nationale et, par conséquent, la dépendance de l'extérieur en produits de première nécessité :*

Les produits agro-alimentaires de base sont importés pour combler l'insuffisance de la production locale (*agriculture et produits manufacturés agro-alimentaires*). Avec des millions de km² de terres arables, la RDC n'en exploite à peine que 10% alors qu'elle pourrait nourrir jusqu'à 2 milliards d'êtres humains si ce potentiel agricole était réellement mis en valeur.

Ainsi, aussitôt que les mesures de confinement et de fermeture des frontières ont été prises, on a assisté à une flambée des prix des denrées alimentaires, semant une panique générale dans les marchés. La décision suivante de mettre la ville de Kinshasa en quarantaine, coupée des provinces et de l'extérieur du pays, a parachevé l'angoisse. Les marchés ont été pris d'assaut et il ne restait plus rien sur les étals.

- *La faiblesse d'un système de santé et d'hygiène publics :*

Ce système se trouve dans l'incapacité de protéger les Congolais, de produire des médicaments de base, de prévenir la pandémie et de garantir des soins de santé appropriés à la grande majorité de Congolais.

La pandémie a poussé la population à ne plus se présenter à l'hôpital. Plusieurs centres de santé ont dû fermer, le personnel soignant craignant de se faire contaminer. Le respect des « mesures barrières » et le lavage régulier des mains étant impossible dans plusieurs quartiers où l'eau courante ne coule pas au robinet.

- *Le déficit des pôles de recherche au niveau national :*

La République Démocratique du Congo ne dispose que d'un seul centre de recherche biomédical de pointe, l'Institut National de Recherche Biomédical (INRB) que dirige le Dr Muyembe, celui-là même qui est devenu le grand spécialiste du traitement de l'épidémie à virus Ebola. L'INRB, fondé en 1975, est le fruit de la coopération franco-congolaise et est le centre de référence pour l'OMS. A l'éclosion de la pandémie, il était le seul centre qui pouvait pratiquer les tests de COVID-19 sur toute l'étendue du pays, soit sur plus de 2.345.000 km². Un défi pour cet institut dans un pays réputé faiblement doté d'infrastructure de transport et de communication. Ce qui signifie de longues périodes d'attente pour transporter des échantillons prélevés en dans les provinces lointaines et pour connaître les résultats.

Devant l'urgence et la difficulté de l'INRB à couvrir seul la ville multimillionnaire de Kinshasa, les villes de provinces ainsi que les zones rurales où des cas de Covid-19 étaient soupçonnés, un centre d'analyse privé a été créé dans une clinique privée à Kinshasa en avril 2019.

Par ailleurs, le cas de Madagascar où un jeune médecin chercheur congolais, le Dr Munyangi Jérôme, a contribué à mettre au point un protocole national soignant les malades atteints de covid-19, a montré comment notre pays néglige la recherche scientifique. En effet, les hommes et les institutions de recherche sont obligés de faire leurs preuves ailleurs avant que leur propre pays les reconnaisse. C'est du gâchis.

- *La faiblesse de la gestion des politiques publiques et le manque de clarté des décisions politiques*

Les mesures de gestion de la pandémie et les décisions prises par les autorités se sont faites dans la confusion générale et dans l'incohérence totale entre l'équipe de gestion technique de la crise (*Coordination de la Riposte*), les différents ministères, le gouverneur de la ville. Entre la publication des décisions et les démentis qui les suivaient, on se demandait comment se prépare une décision de politique d'urgence aux conséquences importantes sur les modes de vie des populations ; quels sont les pôles de décision et de communication ; quelle crédibilité et clarté du message à adresser aux populations, etc.

Ces confusions ont eu pour conséquence que les populations ont douté du premier cas présenté comme positif : tantôt présenté comme un étranger arrivant de l'Europe, tantôt comme un Congolais de la diaspora de la France, alors que l'intéressé déclarait être en bonne santé.

Quant aux populations connectées sur les réseaux, elles se sont référées à ces derniers, faute d'une décision et d'une communication claire et crédible. Tout ceci a pour conséquence le risque de discréditer le décideur et donc de mettre en échec la politique publique en question.

La seconde faiblesse est vite apparue dans la manière de maintenir des capacités scolaires des élèves. Alors que la décision de la fermeture des écoles et des universités était bien claire, il fallait rassurer les parents sur la continuation crédible et claire du programme scolaire à travers des plateformes en ligne, à la radio ou à la télévision. Malgré les efforts des ministres concernés de proposer des émissions radiodiffusées ou télévisées à l'endroit des élèves, on ne pouvait pas cacher le fait que le pays n'était pas préparé à maintenir un minimum de capacités scolaires dans des cas d'urgence. Les programmes télévisés ont tout de suite été confrontés au déficit d'électricité dans la ville de Kinshasa, sans même parler des provinces non alimentées en électricité.

La dernière faiblesse a été le manque de lisibilité des décisions politiques concernant la pandémie. En effet, dans le grand brouhaha général, on pouvait se demander comment sont agencées les décisions et comment faire respecter les échelles de pouvoir et les directives de différents acteurs : entre le message du Président de la République, les recommandations du Ministère de la Santé et de l'équipe de riposte, et les décisions du gouverneur de la ville ?

BESOIN DES INSTITUTIONS DE SANTÉ SOLIDES

En RDC, ce que la crise sanitaire mondiale révèle aussi, ou confirme plutôt, c'est la nécessité de disposer, au-delà des systèmes de santé, d'institutions publiques fortes, organisées, capables de définir des stratégies et de les mettre en œuvre. Le COVID-19 a montré que l'évacuation sanitaire d'aucune élite africaine vers l'Europe n'a pas eu lieu. Tous ont besoin de se soigner en Afrique avec le commun des Africains. Tout comme la majorité des pays africains, la RDC a besoin d'hôpitaux équipés avec du personnel médical formé ainsi que des centres de recherche médicale de pointe afin d'aider à soigner correctement les populations.

C'est en clair la reconnaissance du rôle incontournable de l'Etat pour faire face aux situations de crise, qu'elle soit d'ailleurs sanitaire, économique ou sécuritaire. Mais quel Etat ? Celui qui s'occupe du bien-être de ses citoyens, qui leur redistribue la richesse nationale à tous, pas seulement à l'élite et aux privilégiés.

Comme le souligne Gilles Yabi, le directeur de WATHI, cela signifie que l'Etat ne doit pas se laisser distraire par le discours selon lequel la construction et le renforcement des Etats passe avant tout par les compétences, le professionnalisme et le dévouement des conseillers des décideurs politiques et de ceux qui transforment les décisions en actions concrètes sur le terrain, mais plutôt dans les structures de santé et de recherche et dans toutes les autres institutions publiques mobilisées dans la gestion de crise.

L'OPPORTUNITÉ DE RÉGÉNÉRER L'HUMANISME

La pandémie, avec la distanciation sociale et la rupture de la circulation entre les villes et entre les provinces, mettent à rude épreuve la capacité à vivre ensemble comme communauté nationale. On ne se fréquente plus, on ne se donne plus les accolades amicales, etc. Si cette pandémie n'offre pas l'occasion de refonder un nouvel humanisme, de restaurer les bases d'une vie commune plus solidaire à l'échelle nationale et planétaire, elle offre l'opportunité de régénérer et de ressourcer l'humanisme. Montaigne définit l'humanisme en ces termes : « je reconnais en tout homme mon compatriote, mon frère ». Comment donc régénérer cet humanisme ? La définition de l'humain ne peut se limiter à l'idée d'individu. L'humain se définit par trois dimensions : il est à la fois l'individu, à la fois biologique en tant qu'une partie de l'espèce humaine et à la fois social c'est-à-dire membre de la société. L'opportunité de régénérer l'humanisme congolais signifierait que toute action et toute décision doit toujours être sensible à tout ce qui affecte les Congolais. En tant que principe, il faut vérifier comment toute action et décision politique quelle qu'elle soit affecté positivement les Congolais.

Ce changement me semble fondamental. Pour que la société congolaise puisse survivre, elle doit se métamorphoser. Cela supposerait une inversion des valeurs du monde dans lequel nous vivions avant le coronavirus.

L'humanisme régénéré puise consciemment aux sources de l'éthique qui sont la solidarité et la responsabilité. La solidarité suscite la responsabilité et la responsabilité suscite la solidarité. Ces sources ont tari avec l'individualisme, la domination du profit, la bureaucratisation généralisée.

L'humanisme régénéré reconnaît l'interdépendance concrète entre tous les humains. Comme l'humanité est menacée de toutes sortes de périls mortels (armes nucléaires, fanatismes, guerres civiles internationalisées, dégradation de la biosphère, crises de dérèglement de l'économie dominée par la spéculation financière, et maintenant la pandémie virale), la vie de l'espèce humaine et celle de la biosphère deviennent une valeur prioritaire.

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

La pandémie de Covid-19 pousse à regarder loin, en arrière et devant, pour comprendre les enjeux derrière et au-delà de cette crise. Quelles leçons tirer du passé ? L'histoire nous apprend que par le passé, chaque épidémie majeure - depuis mille ans - a conduit à des changements essentiels dans l'organisation politique des nations, et dans la culture qui sous-tendait cette organisation. J'aime la synthèse que fait Jacques Atali et qui résume clairement ce regard rétrospectif. La grande peste du 14^e siècle en Europe a participé à la remise en cause radicale de la place politique du religieux (le Pape et le Clergé), et à l'instauration de la police, comme seule forme efficace de protection de la vie des gens. C'était la naissance de l'Etat moderne, accompagné de l'esprit scientifique comme ses conséquences. A la fin du 18^{ème} siècle, le médecin remplaça le policier comme le meilleur rempart contre la mort. On est donc passé en quelques siècles d'une autorité fondée sur la foi, à une autorité fondée sur le respect de la force, puis à une autorité plus efficace, fondé sur le respect de l'Etat de droit.

De ce passé on apprend que chaque pandémie discrédite le système de croyances et de contrôle en place et qui n'a su empêcher que meurent d'innombrables gens ; et les survivants se vengent sur leurs maîtres, en bouleversant le rapport à l'autorité. La pandémie du COVID-19 pourrait mettre ainsi en cause le système sanitaire mondial représenté et défendu par l'OMS. Elle remet également en cause la mondialisation dans sa forme actuelle qui a déserté certains territoires abandonnés à eux-mêmes au profit d'autres devenus des îlots de prospérité ou des paradis fiscaux. D'ailleurs, la crise peut être une opportunité pour les grands acteurs internationaux de réorienter la mondialisation par la relocalisation ou l'installation des usines de fabrication et de transformation en RDC et plus généralement en Afrique. Mais elle peut également représenter une grande opportunité pour l'Afrique de s'affranchir de certaines pesanteurs. L'exemple malgache du médicament contre la pandémie illustre bien cette volonté que la RDC et l'Afrique peuvent se soigner seules et proposer leur découverte à l'ensemble de la planète.

Ainsi après la pandémie, on peut avoir deux scénarios.

Selon le premier scénario, le système d'autorité fondé sur la protection des droits individuels pourrait s'effondrer ou être sérieusement mis en cause selon que l'Etat pourra protéger ou non les Congolais. Et avec ce système d'autorité les deux mécanismes sur lesquels tout Etat moderne se base : le marché et la démocratie, qui sont deux façons de gérer le partage des ressources rares, dans le respect des droits des individus.

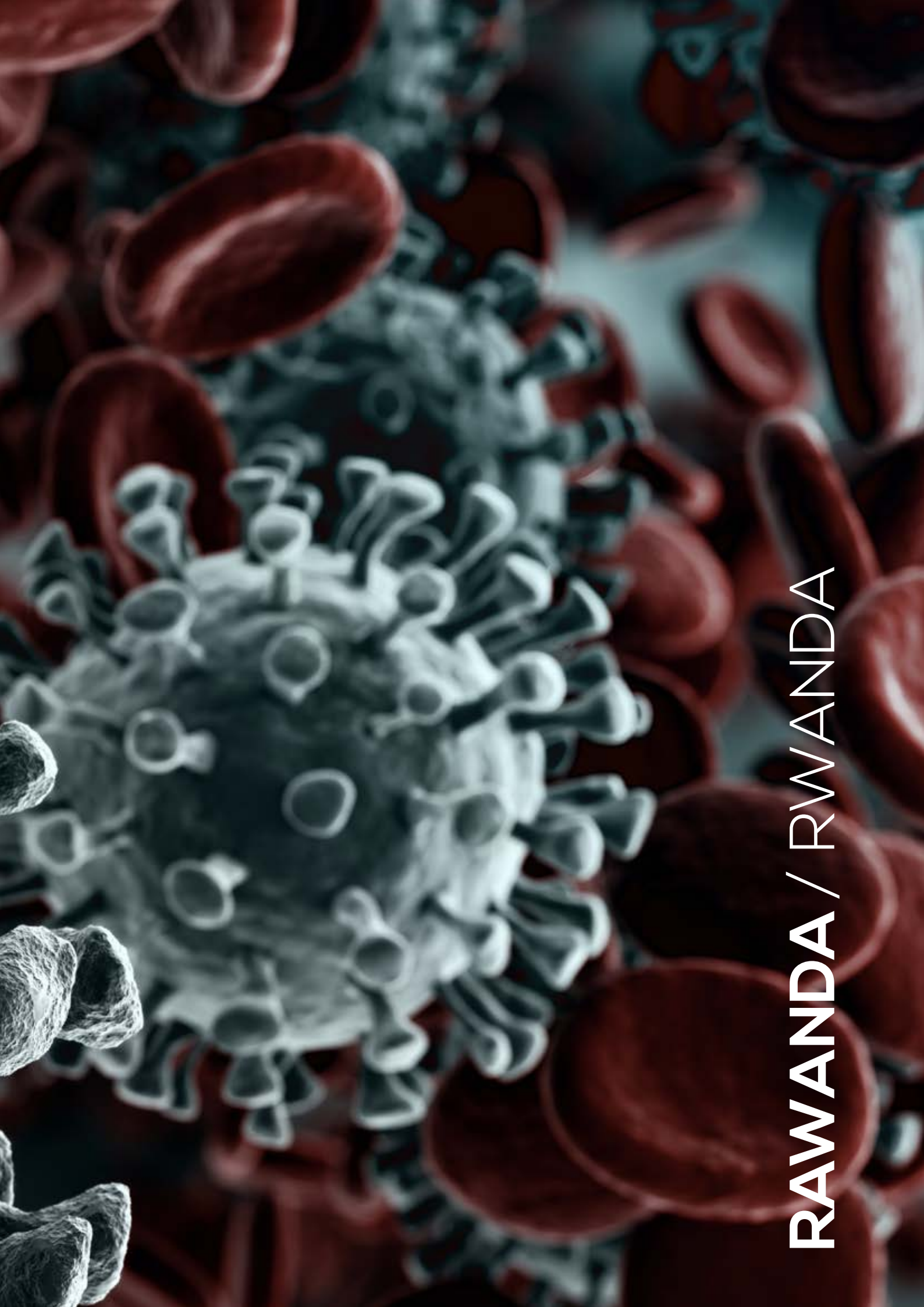
Le second scénario est que la résilience et le désir de vivre soient toujours les plus forts ; et qu'à la fin, les Congolais renversent tout ce qui les empêche de jouir des courts moments de leur passage sur terre. Selon ce scénario, la légitimité du pouvoir politique appartiendra à ceux qui sauront démontrer le plus d'empathie pour les autres et non les autorités morales ou les fondateurs des partis politiques.

Par ailleurs, cette crise se révèle être une opportunité pour l'Afrique, et donc pour la RDC, de redéfinir sa trajectoire en tant que peuple, de tracer sa voie et de bâtir sa souveraineté.

Quant aux secteurs économiques prioritaires et dominants ils seront aussi ceux de l'empathie : La santé (dont l'eau courante), l'hospitalité (les systèmes de solidarité), l'alimentation (production congolaise), l'éducation (gratuité, de qualité et centrée sur les besoins du pays), l'écologie (la salubrité publique et la protection du bassin du Congo). Exactement les secteurs les plus en difficulté aujourd'hui, les plus négligés et sur lesquels l'ancien système ne se sera pas suffisamment investi. Ces secteurs s'appuieraient évidemment sur les grands réseaux de production et de circulation de l'énergie et de l'information, nécessaires à l'économie. Une chose est certaine, le pays et les hommes ne seront plus les mêmes et n'auront plus la même mentalité que ceux d'aujourd'hui. Quelque chose se passe et sera passé dans leur vie, dans leurs comportements et dans leurs façons de concevoir les choses.

Ce qui me semble important c'est préparer cette transition afin qu'elle ne passe pas dans la violence et comme dans un champ de ruines, mais le plus doucement possible. Et plus vite on mettra en place cette stratégie, plus vite la RDC sortira de cette pandémie et de la récession qui l'accompagne déjà.

Cette note suggère que la République Démocratique du Congo dispose d'une équipe ou d'une commission pluridisciplinaire qui approfondisse, de façon scientifique, les lignes qui sont suggérées ici. Des compétences exigées avec profils de chercheurs opérationnels (recherche-action) : en agronomie (agro-forestier, agriculture industrielle), en médecine (spécialisée de santé publique notamment), en recherches biologique et chimique, en enseignement maternel, primaire, secondaire et universitaire capable d'aider la RDC à acquérir des connaissances utiles et à formuler des réponses aux défis locaux et mondiaux du 21e siècle, en économie (dont en économie rurale) ; en travaux publics (ponts et chaussées); un planificateur (prospectiviste), en sociologue (sociologie rurale, mécanismes de solidarités). Ce noyau de compétences peut s'appuyer sur d'autres types d'expertises plus pointues.



RAWANDA / RWANDA



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



HIGH LANDS CENTRE OF
LEADERSHIP FOR DEVELOPMENT
Shaping Policy Practice

The High Lands Centre of Leadership for Development (HLC-L4D) est un centre privé, à but non lucratif de recherches politiques et de mentorat relatif à l'enregistrement des entreprises au Rwanda. Le Centre dispose d'une équipe de chercheurs ayant une grande expérience dans la conduite de recherches politiques dans les domaines de l'agriculture, du changement climatique, de la gestion aux ressources.

Plus de détails sur : <https://l4d-rwanda.com/>

The High Lands Centre of Leadership for Development (HLC-L4D) is a private, non-profit Policy research and mentorship center relating to the registration of companies in Rwanda. The centre has a team of researchers with extensive experience in conducting policy research in areas of agriculture, climate change, natural resources management, and socio-economic studies.

*Details can be found from this link:
[https://l4d-rwanda.com/\(HLC-L4D\)](https://l4d-rwanda.com/(HLC-L4D))*



Alfred R. BIZOZA

*Ass. Professor, University of Rwanda
Founder and President of High Lands Centre of Leadership for Development (HLC-L4D)*

Alfred R. BIZOZA est docteur et professeur associé en économie agricole à l'Université du Rwanda. Il était directeur de recherche à l'Institut d'analyse et de recherche politique, et membre du conseil d'administration de la Banque nationale du Rwanda en tant qu'économiste. BIZOZA est également président du conseil d'administration des ministères de la parole authentique du temple de Sion au Rwanda et président fondateur du High Lands Centre of Leadership for Development (HLC-L4D).

Alfred R. BIZOZA holds a PhD and is Associate Professor in Agricultural Economics at the University of Rwanda (UR). He has served as the Director of Research at the Institute of Policy Analysis and Research. He served as an Economist and Board Member at the National Bank of Rwanda. Dr. Bizoza is also a Chair of the Board of Trustees of Zion Temple Authentic Word Ministries in Rwanda and founder and president of the High Lands Centre of Leadership for Development (HLC-L4D).



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P313

SUMMARY : SOCIO-ECONOMIC IMPACTS OF THE NOVEL CORONAVIRUS (COVID-19) OUTBREAK IN RWANDA

P315

INTRODUCTION

P317

EMERGING LITERATURE ON GLOBAL SOCIO-ECONOMIC IMPACTS OF COVID-19

P320

- / POTENTIAL COVID-19 IMPACTS ON THE GLOBAL ECONOMY
- / OUTLOOK OF RWANDAN ECONOMY BEFORE THE OUTBREAK

MATERIALS AND SOURCES OF DATA

P323

RESULTS AND DISCUSSION

P324

- / STEPWISE POLICY RESPONSE AGAINST THE SPREAD OF COVID-19
- / EFFECTS OF COVID-19 ON THE NEAR TO MEDIUM-TERM OUTLOOK
- / ANALYTICAL FRAMEWORK OF THE COVID-19 IMPACTS
- / COVID-19'S POTENTIAL IMPACTS ON SMES
- / SOURCE : NISR, IBES 2018 SURVEY COVID-19'S POTENTIAL IMPACTS ON AGRICULTURE

CONCLUDING REMARKS

P343

REFERENCES

P345

RÉSUMÉ

La pandémie de COVID-19 a déjà eu des répercussions sur la vie des gens et sur l'économie mondiale et nationale. Les pays sont affectés différemment, ce qui entraîne des réponses politiques différentes. Cette étude se concentre sur le Rwanda. Elle documente les mesures stratégiques en cours et les répercussions socio-économiques prévues à cause du COVID-19, à court et à moyen termes, en se focalisant sur le commerce extérieur de marchandises, les petites et moyennes entreprises (PME) et l'agriculture. Nous avons mené des consultations auprès de personnes clés dans différents secteurs, ainsi qu'un examen des études à l'échelle régionale et mondiale, en mettant l'accent sur l'Afrique sub-saharienne et, dans la mesure du possible, sur le Rwanda.

Les principaux résultats de cette étude supposent des effets négatifs de la COVID-19 sur le commerce international, sur les PME et sur l'agriculture au Rwanda, malgré les mesures stratégiques proactives prises par le gouvernement et la réaction positive de la population. Par exemple, en raison de la perturbation de la demande internationale et des chaînes d'approvisionnement, on estime que le commerce international au Rwanda va diminuer d'ici 2022 pour atteindre environ 17,7 % du PIB actuel (estimations de l'OMC). Les mesures possibles pour remédier à ces effets liés au commerce comprennent la collaboration collective sur la possibilité d'éliminer les effets non liés au commerce barrières tarifaires pour assurer une circulation facile des biens intermédiaires et finaux pour l'alimentation et la santé et d'autres mesures conjointes de rétablissement pour stabiliser les relations commerciales contre la pandémie.

En ce qui concerne les PME, elles sont touchées par la baisse de productivité, la compensation des salaires, et le remboursement des prêts après la période de prolongation offerte par les banques commerciales, conformément à la recommandation de la Banque nationale du Rwanda. Les mesures monétaires et fiscales prises jusqu'à présent par le gouvernement fournissent des solutions à court terme, elles doivent être renforcées par d'autres capitaux, mais aussi par des politiques de renforcement de la protection visant à soutenir le redressement rapide des PME et à prévenir d'autres conséquences connexes.

Le secteur agricole est le pilier de la sécurité alimentaire et de l'emploi pour la majorité des Rwandais actifs, mais il est affecté par la baisse de productivité et l'augmentation des prix des produits de base principalement à cause de la perturbation de certains processus de logistique.

Dans l'ensemble, en réponse au COVID-19, les interventions stratégiques devront être adaptatives, en plus des mesures monétaires et financières déjà prises. Il faut plus de ressources financières en plus des pratiques d'adaptation individuelles. Le fait que le Rwanda soit actuellement connu pour son leadership efficace et digne de confiance constitue une base solide pour anticiper généralement moins de conséquences que d'autres pays. Pourtant, le Rwanda doit renforcer sa collaboration régionale avec d'autres pays, et les organisations multinationales pour s'attaquer efficacement aux répercussions socioéconomiques à court et à moyen terme du COVID-19. Nous recommandons une plus grande collaboration en matière de recherche et un meilleur plan pour documenter les répercussions continues et rétroactives du COVID-19 afin d'appuyer les futurs processus décisionnels dans l'ensemble des pays africains.

ABSTRACT

The COVID-19 pandemic has already affected the world both in terms of people's lives and the global and national economies. Countries are affected differently leading to varied subsequent policy responses. This study is among a few emerging cases for Africa and focuses on Rwanda. It documents the ongoing policy response measures and anticipated short to medium socio-economic impacts of COVID-19 with a focus on external merchandise trade, small and medium enterprises (SMEs) and agriculture. The data used for this analysis was collected mainly from the desk research in addition to information collected from the different media outlets on a daily basis with an average of twenty media articles per day to obtain relevant data related to COVID-19 in terms of its spread and its consequences both from the health and people's livelihood perspectives. To add on this information and validate the content, we conducted some key consultations with resource persons in key sectors plus a review of emerging scholarly and other research materials emerging regionally and globally focusing on Sub-Saharan Africa to set the stage for the regional context and in particular for Rwanda wherever possible.

Major results of this study postulate negative effects of COVID-19 on international trade, on SMEs, and on agriculture in Rwanda. Despite proactive policy measures taken by the government and how the population has so far positively responded, these sub-sectors have been negatively affected by the COVID-19 though at different levels. For instance, because of the disruption in international demand and supply chains, the international trade in Rwanda is estimated to have declined by 2022 to about 17.7% of the current GDP following the WTO's assumption of the global decline which is estimated between 13% and 32%. Possible actions to address these trade-related effects include collective collaboration on the possibility for the removal of non-tariff barriers to ensure easy circulation of both intermediary and final goods for food and health and other joint recovery actions to stabilize the trade relationships against the pandemic.

With respect to SMEs, these are affected through declined labour productivity, offset of salaries and wages, and increased financial burden for loan repayment after the extension period offered by the commercial banks as per recommendation of the National Bank of Rwanda. We articulate that the monetary and fiscal measures so far taken by the government provide short term solutions and need to be strengthened by other capital but also protective enhancing policies to support quick recovery of SMEs and prevent other related consequences such as increased social protection burden by the government. Findings show further the expected impacts on the agriculture sector resulting from shocks in both the international demand of export crops and reduced national consumption, especially for hotels, restaurants, and other tourist-related services.

The agriculture sector is the mainstay of food and nutrition security, and employment for the majority of active Rwandan. But it is to be affected in terms of reduced labor productivity and increased commodity prices mainly due to disruption in some logistical management process along the various components of the value chains.

Overall, in responding to COVID-19, policy responses will need to be adaptive responses in addition to monetary and fiscal measures already undertaken. More financial resources are needed in addition to individual's adaptation practices. The fact that Rwanda is currently known with effective and trusted leadership, these provide a strong basis to generally anticipate fewer consequences compared to other countries, all else equal. Yet, Rwanda as a country cannot operate in isolation, strengthening regional collaboration with other countries, and multinational organizations will help the country to effectively address the short to med-term socio-economic impacts of COVID-19. This study ends with a call for more research collaboration and a better plan to document the ongoing and retroactive impacts of COVID-19 to support future policy decision-making processes across African countries.

SUMMARY

SOCIO-ECONOMIC IMPACTS OF THE NOVEL CORONAVIRUS (COVID-19) OUTBREAK IN RWANDA

The COVID-19 pandemic has already affected the world both in terms of people's lives and the global and national economies. Countries are affected differently leading to varied subsequent policy responses. This study is among a few emerging cases for Africa and focuses on Rwanda. It documents the ongoing policy response measures and anticipated short to medium socio-economic impacts of COVID-19 with a focus on external merchandise trade, small and medium enterprises (SMEs) and agriculture. The data used for this analysis was collected mainly from the desk research in addition to information collected from the different media outlets on a daily basis with an average of twenty media articles per day to obtain relevant data related to COVID-19 in terms of its spread and its consequences both from the health and people's livelihood perspectives. To add on this information and validate the content, we conducted some key consultations with resource persons in key sectors plus a review of emerging scholarly and other research materials emerging regionally and globally focusing on Sub-Saharan Africa to set the stage for the regional context and in particular for Rwanda wherever possible.

Major results of this study postulate negative effects of COVID-19 on international trade, on SMEs, and on agriculture in Rwanda. Despite proactive policy measures taken by the government and how the population has so far positively responded, these sub-sectors have been negatively affected by the COVID-19 though at different levels. For instance, because of the disruption in international demand and supply chains, the international trade in Rwanda is estimated to have declined by 2022 to about 17.7% of the current GDP following the WTO's assumption of the global decline which is estimated between 13% and 32%.

Possible actions to address these trade-related effects include collective collaboration on the possibility for the removal of non-tariff barriers to ensure easy circulation of both intermediary and final goods for food and health and other joint recovery actions to stabilize the trade relationships against the pandemic.

With respect to SMEs, these are affected through declined labour productivity, offset of salaries and wages, and increased financial burden for loan repayment after the extension period offered by the commercial banks as per recommendation of the National Bank of Rwanda. We articulate that the monetary and fiscal measures so far taken by the government provide short term solutions and need to be strengthened by other capital but also protective enhancing policies to support quick recovery of SMEs and prevent other related consequences such as increased social protection burden by the government. Findings show further the expected impacts on the agriculture sector resulting from shocks in both the international demand of export crops and reduced national consumption, especially for hotels, restaurants, and other tourist-related services. The agriculture sector is the mainstay of food and nutrition security, and employment for the majority of active Rwandan. But it is to be affected in terms of reduced labor productivity and increased commodity prices mainly due to disruption in some logistical management process along the various components of the value chains.

Overall, in responding to COVID-19, policy responses will need to be adaptive responses in addition to monetary and fiscal measures already undertaken. More financial resources are needed in addition to individual's adaptation practices. The fact that Rwanda is currently known with effective and trusted leadership, these provide a strong basis to generally anticipate fewer consequences compared to other countries, all else equal. Yet, Rwanda as a country cannot operate in isolation, strengthening regional collaboration with other countries, and multinational organizations will help the country to effectively address the short to med-term socio-economic impacts of COVID-19. This study ends with a call for more research collaboration and a better plan to document the ongoing and retroactive impacts of COVID-19 to support future policy decision-making processes across African countries.

INTRODUCTION

The outbreak of coronavirus, known as COVID-19, has disrupted the global economies, having first been reported in Wuhan, China in December 2019 (McKibben and Fernando, 2020). Already some socio-economic impacts are observed globally as well as in specific countries. At the time of writing this paper, more than three thousand people losing their lives worldwide on a daily basis, with the USA being the most affected with a daily loss of more a thousand while the death rate for China has declined at three people. The trend of the disease is increasingly becoming the foremost issue to be addressed by respective governments and development partners. Beyond causing very worrying fatalities, the pandemic is expected to affect negatively the global economy in different ways, through both demand and supply sides of the economy. Already experienced include a disruption in food supply chains and a reduced labour force in manufacturing and agriculture sub sectors. Other sectors affected include in transportation and in quarantine measures visibly impeding farmers' access to input and output markets, curbing productive capacities and denying a point of sale for produce among others (Cullen, 2020). In the context of highly integrated world due to globalization and regional integration, the impact of COVID-19 is beyond mortality and disposition (disruption of livelihoods) and has considerably slowed down the global economy (UNCTAD, 2020). Consistent with McKibbin and Fernando (2020), even if the outbreak is constrained rapidly, it will significantly impact the global economy in the short run. They argue for possible measures to halt the outbreak, including support of central banks and treasuries to ensure the recovery of disrupted economies, more monetary, fiscal and health policy responses, and wide dissemination of good hygiene practices, and more investment in the health systems going forward (McKibbin, W., & Fernando, 2020b).

The global economic recession is projected in 2020. The IMF outlook report (April, 2020) projects a decline of 6.1% in 2020 for the advanced economies, 2.2% decline for emerging and developing countries, and 1.6% decline for the Sub-Saharan African region. The report further suggests if the slowdown is through labor productivity or factor productivity shocks, then the impacts on GDP would be approximately similar to both developed and developing countries (Rob, Will, & Laborde, 2020).

However, if the influences of the mitigation measures are instead due to disruption in international trade, the developing countries would face worse consequences. The COVID-19 pandemic will likely aggravate poverty. The World Bank estimates that poverty will increase by more than 11 million people in East Asia and the Pacific region as its lower scenario (World Bank, 2020).

The economies that depend on sectors such as tourism, non-food manufacturing, trade, informal labor, imports, and aviation, among others, are particularly vulnerable to the COVID-19 outbreak. In Sub-Saharan Africa particularly, the GDP of oil exporters countries is expected to decline by 2.9% mainly due to the expected decline in global demand of oil, for middle-income countries by 3%, and for low income



/ COUNTRIES BY 1.6 % (SEE TABLE 1)

The COVID-19 pandemic seems to be a war, and in numerous ways, it is. The success of recovering from it is subject to the robustness of the policy responses implemented during the crisis (Dell'Arccia, Mauro, Spilimbergo, & Zettelmeyer, 2020). It is a challenge even for advanced economies with the means to incur unexpected expenditure finance amidst falling revenues. The challenge is greater for low income and emerging economies that experience capital flight, these will necessitate grants and support from the global community (Dell'Arccia et al., 2020).

Several studies are evolving in different disciplines documenting and showcasing the varied impacts of COVID-19 impacts; but only a few have focused on the impacts for Africa apart from those on health effects of COVID-19 (e.g. Nkengasong and Mankoula, 2020; Velavan and Meyer, 2020; Kapata et al., 2020). Two diverging views emerge from these studies. On the one hand, some studies argue that Africa is likely to be the most affected region mainly because most countries have weak health systems, together with inadequate surveillance and laboratory capacity, scarcity of public health human resources, and limited financial resources. They indicate that because of the existing dense traffic between China and Africa, the latter is at high risk of being the most affected (Velavan and Meyer, 2020).

On the other hand, the other strand of studies argues for the greater preparedness of Africa, than before, to deal with the effects of the COVID-19 outbreak due to substantial progress made since the 2014-2016 Ebola outbreak, lessons learned from the previous similar outbreaks and significant investments into surveillance and preparedness (Kapata et al., 2020).

Thus, there are fewer individual case-studies documenting specific policy response measures each country is implementing to deal with the short term, medium, and long-term effects of the COVID-19 outbreak since its declaration on 30th January 2020 to be a Public Health Emergency of International concern (Sohrabi et al., 2020). This paper attempts to contribute to an understanding of the pandemic as on-going worldwide crisis; and of the evidence about the socio-economic impacts of COVID-19. The paper examines also the policy measures that specific countries have taken, with a focus on international trade, Small and Medium Enterprises (SMEs), and agriculture in Rwanda.

The rest of this paper is organized as follows : In section two, we provide some global trends of economic impacts of the COVID-19 and the outlook of the economy in Rwanda prior to the outbreak of COVID-19. Section three describes the materials and sources of data used for estimating possible impacts. Section four presents and discusses potential socio-economic impacts on Rwanda. Finally, section five ends the paper with concluding remarks.

Table 1. IMF's projections of annual GDP change (%)

	2019	2020	2021
Sub-Saharan Africa	3.1	-1.6	4.1
▪ Oil exporters	1.7	-2.9	2.5
▪ Nigeria	2.2	-3.4	2.4
▪ Angola	-1.5	-1.4	2.6
▪ Gabon	3.4	-1.2	3.6
▪ Republic Of Congo	-0.9	-2.3	3.4
▪ Chad	3	-0.2	6.1
Middle-income countries	2.3	-3	4.9
▪ South Africa	0.2	-5.8	4
▪ Ghana	6.1	1.5	5.9
▪ Cote d'Ivoire	6.9	2.7	8.7
▪ Cameroon	3.7	-1.2	4.1
▪ Zambia	1.5	-3.5	2.3
▪ Senegal	5.3	3	5.5
Low-income countries	5.6	1.6	4.9
▪ Ethiopia	9	3.2	4.3
▪ Kenya	5.6	1	6.1
▪ Tanzania	6.3	2	4.6
▪ Uganda	4.9	3.5	4.3
▪ Democratic Republic of Congo	4.4	-2.2	3.5
▪ Rwanda	10.1	3.5	6.7
▪ Mali	5.1	1.5	4.1
▪ Madagascar	4.8	0.4	5



EMERGING LITERATURE ON GLOBAL SOCIO-ECONOMIC IMPACTS OF COVID-19

/ POTENTIAL COVID-19 IMPACTS ON THE GLOBAL ECONOMY

There is a relationship between population health and economic welfare, individual economic behavior, and the economic growth of a state. Infectious disease outbreak influences, directly or indirectly, the economy of a country through different channels, depending on economic buffers of that country. The mortality rate among the admitted patients to hospitals of the new coronavirus is estimated at 15% (Huang, et al., 2020), this figure may increase depending on behaviors of the virus and each country's reactions to mitigate its spread. This implies that the proportions and persistence of the economic damage due to the novel coronavirus would depend on the government measures to handle the situation. The IMF, in the World Economic Outlook, has already declared a global economic crisis (Baldwin and di Mauro, 2020). On the other hand, it could be the time when policy practitioners manage a collective response to the crisis.

Globally, there is a literature building-up about the potential magnitude of the economic shock that COVID-19 is likely to cause. In a best-case scenario, i.e. the outbreak is restricted to China and other countries, Boone et al., (2020) indicate the world economic growth could contract by around 0.5% in 2020. In a downside scenario, i.e. if the outbreak spreads widely over the northern part of the earth addition, their estimate reveal the World Gross Domestic Products (GDP) growth would reduce by 1.5%. The bulk of the impact is attributed to low demand especially for non-food commodities. COVID-19 is likely to dramatically aggravate poverty as it spreads across the world. According to Rob, at al., (2020), a downturn in global economic growth of 5% in 2020 could led to a fall of over 140 million people into extreme poverty (measured against the \$1.90 poverty line) in 2020 an increase of 20% from present levels. Overall, the agriculture and food sector is projected to be more resilient than others in the COVID-19 circumstance (Rob, Will, & Laborde, 2020). This is because the food demand is reasonably inelastic to the incomes. Nevertheless, the food system itself would suffer a larger negative effect in the trade shock. Food system is an intricate web of interactions of food actors. As the virus feasts widely and the the lock downs increase, the food system is likely to be stressed in the coming period (Maximo, 2020). Currently, there are not realized supply shock in terms of availability, but there is opening to be observed in the logistics of the movement of food (Maximo, 2020; IFAD, 2020). It is anticipated a potential less production, but not yet noticeable.

This is due to the odds of reduction in labor productivity, affecting labor-intensive forms of production. Rob et al. (2020) reveals that there would be an average decline in labor productivity of 1.4% during 2020 as a result of labor productivity shock, inferring a 1.4% drop in labor supply. On the other hand, the shortage of labor and workers being unable to do their jobs could definitely disturb the production and processing of food.

IFAD (202) has cautioned that owing to transport restrictions and confinement /quarantine measures will likely obstruct farmers' access to inputs and outputs markets for their produce, thereby constraining their production capacities, and refuting the sale's point of the produce; and that there will be an increase on postharvest losses of agricultural produce and wastes if appropriate measures are not taken. For the livestock sector, there would be an issue of markets and diminished capacity of slaughterhouses (Maximo, 2020). This is due to logistical issues and labor shortages. The effect on the overall consumption will be limited; and the dietary patterns may likely change with a decline in the consumption of meats and other higher value products consumption (Maximo, 2020). This will likely cause the price slumps (due to stock instability) and problems related to poor food intake. In addition, the fear of continued infection could worsen the effect on food consumption through reduced visits to food markets.

Particular to Eastern Africa, evidence already abounds that the restrictions on services and the non-food industry have negatively affected the countries, including Rwanda. Among the other sectors, tourism, retail, travel, non-food industries, and hospitality sectors are likely to be the most affected. The Eastern Africa region is one of the fastest-growing regions in the world and the economy and exports highly depend on the service sector. However, the virus mitigation measures will negatively impact regional growth (Mold, 2020).

/OUTLOOK OF RWANDAN ECONOMY BEFORE THE OUTBREAK

Prior to the outbreak of COVID-19, Rwanda's economic growth was very strong. By the end of 2019, the GDP's growth was estimated at 9.4%. The agriculture sector increased by 5%, the industry sector by 17% and the service sector by 8% with their respective contributions to GDP of 1.3%, 2.9%, and 4.0% (NISR, 2019-Q4). Imports grew by 10.6% against 3.8% for exports. Prior to COVID-19, the Rwandan francs had depreciated by 4.9% in 2019 from 4.0% in 2018. From the monetary sector, the lending rates reduced from 17.7-16.6% while the saving rate had slightly reduced from 8.24 to 7.64%. In the previous 4th quarter of 2019, inflation grew at 6% from 2.4 in the 3rd quarter in 2019.

From the financial sector, both the banking sector and the micro-finances (MFIs) relied mostly on the deposits, capitalized well above the required capital adequacy ratios (CARs) estimated at 35.5% and 24.1% against 15%, respectively (BNR, 2020).

The fiscal performance for 2018/2019 was generally good. It grew slightly at a slow rate to a certain degree constant. This was due to general domestic macroeconomic performance, which affected the revenue collection as well as donor budget aid disbursements. These two aspects are key determinants of the accrual of resources for spending during a certain period. On the side of spending, the step of finalizing all necessary procedures mandatory for spending also affected the level of expenditures during this period. The following Table (2) shows the revenue performance for the previous fiscal year (2018/19) reflecting a positive performance as compared to the period 2017/2018.

Table 2: Revenue performance 2018/2019 (in billion Rwandan francs)

Government operations in Billion Rwandan francs	Fiscal year 2017/18	Fiscal year 2018/2019	
	Act.	Revised Budget	Prov. Act.
Domestic revenue	1,461.5	1,635.8	1,670.2
Tax revenue	1,252.9	1,396.9	1,418.8
Direct taxes	538.7	602.6	617.1
Taxes on goods and services	616.1	684.9	690.0
Taxes on international trade	98.1	109.4	111.7
Non-tax revenue	208.6	238.9	251.4
Of which Peace keeping operations	150.1	160.6	151.0

Source: MINECOFIN, (2020)

Looking at the current status, the effects of COVID-19 are not yet clear because they are retroactive. But the IMF has already projected an economic growth by 2020 of 3.5% and 6.7% in 2021 from initial projection of 8% for Rwanda (IMF, 2020). In response to the economic impacts of COVID-19, Rwanda as many other countries, has already acted in terms of policy response measures to curb the effects of the pandemic.

These include salary donation by top officials to contribute to the Coronavirus relief funding, presidential salary donation, provision of food during the pandemic and government bearing the full cost, use of donation from some foreign billionaires, and some mitigation measures by the central bank to reduce the risks of lack of liquidity and the cost of financial transactions costs, among others (Ozili, 2020). But they will have implications on the monetary aggregates such as the broad aggregate money supply (M3) especially through reduced credits to the private sector, which is currently the main contributor of the M3 growth (now estimated at 15.4%).

This would further translate into high levels of inflation due to observed levels of growth in M3 and the economy in general.

MATERIALS AND SOURCES OF DATA

We start from an understanding that most of the economic sectors will be affected negatively, especially all those that contribute to the national aggregate income. Although distinct international and local institutions have started to estimate the likely consequence on the world, regional and national economic, but it is still a challenge as the recovery policy actions and the rate of adjustment will differ across the states. Nevertheless, this should not preclude a research attempt in contributing to the ongoing debate on the expected impacts of the COVID-19.

Since most of the people are in confinement to reduce the potential spread of the pandemic, information used in this paper was obtained through the use of internet in collecting information disseminated through sources such as national media : national Television (RTV), Radio Rwanda, Igihe.com and Newstimes.co.rw, Kigali Today, TV1, Radio 1, KT radio, City radio, ImvahoShya.co.rw, Ukwazi.com, Umuseke, Inyarwanda, and Flash fm. On average, we collected an average of twenty nine articles per day, in 101 days, on COVID-19 and its consequences at meso and micro-levels.

Official communication outlets by the government and its agencies, as well as other credible sources news about the effects of COVID-19 have been systematically recorded in our initiated log-book of COVID-19-related data and information over the period spanning from March 18 to June 30, 2020 (see Figure 1).

We further made some selected calls to stakeholders in relevant sectors to validate some of the collected information and also to understand their perspectives on potential impacts of COVID-19 on their respective sectors. The nationally collected data were supplemented with various emerging regional and global reports focusing on Africa and especially Sub-Saharan Africa to set the stage for the regional context and in particular for Rwanda wherever possible.

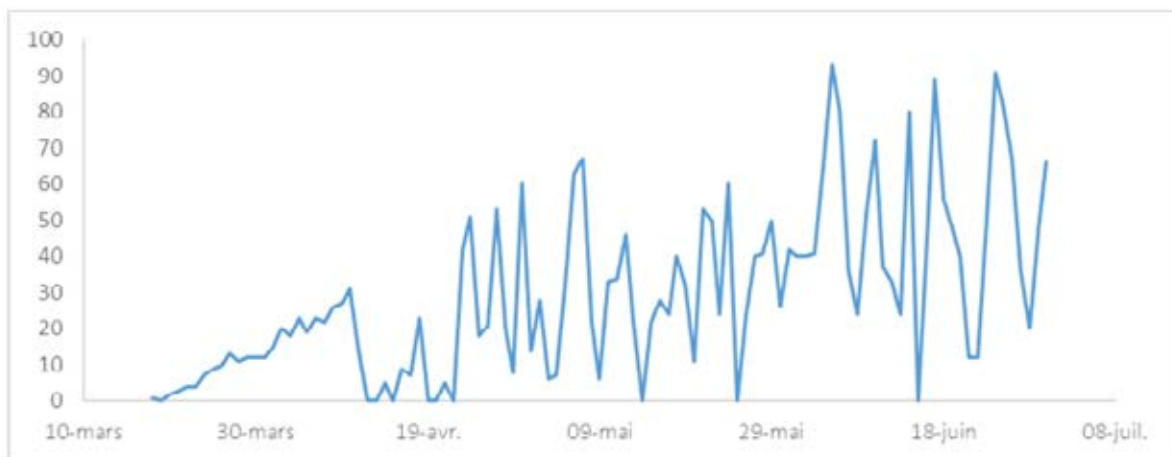


Figure 1. Media outlets recorded per day in log-book of COVID-19-related impacts



RESULTS AND DISCUSSION

/ STEPWISE POLICY RESPONSE AGAINST THE SPREAD OF COVID-19

For the case of African countries, the Africa Centres for Disease and Prevention (Africa CDC) guidelines of March 27, 2020 proposes a four-phase approach where measures to be adopted need to be taken cautiously in order not to cause a severe negative impact on the social wellbeing and economic progress of countries with a growing economy such as Rwanda.

The following phases have been proposed with respective actions. When there is no reported COVID-19 case, response measures involve preparedness activities such as putting in place a contingency plan for response to COVID-19 as a preliminary stage. In the first phase, it is when there are one or more imported cases and limited local transmission related to imported cases. The aim of response measures consist of preventing sustained transmission of COVID-19 by activating the emergency operations and establishing a response structure while triggering the established contingency plan at the same time.

The second phase is characterized with increasing numbers of imported cases along with rising local spread linked to known transmission chains and outbreak clusters with a known common exposure. The aim of the response measures is to contain and slow transmission of COVID-19.

The third phase is characterized by the emerging of localized outbreaks, the occurrence of one or more cases or deaths outside known transmission chains, sustained person-to-person transmission, and the detection of cases among severe acute respiratory infection (SARI) case with no known exposure. Response measures aim at delaying the transmission of COVID-19, delaying and reducing outbreak peak and burden on health services.

The fourth phase is when there is widespread, sustained community transmission with multiple generation transmission chains, but most cases occurring outside of chains and community-wide transmission throughout all or nearly all the country.

After the global spread of COVID-19, individual countries have had to take own approaches in enforcing the measures taken globally to limit the spread of COVID-19 across, and within countries (Fosu and Edunyah, 2020). These measures comprise lockdown strategies, closure of borders, halting airline operations, enforcing distances between persons, restricting the movement of people, quarantining affected and exposed persons, fumigation and continual sanitizing of hands, frequent hands washing, and the usual quote do not touch your face.

Therefore, Rwanda, as many other Sub-Saharan countries, after confirmation of the first imported case of COVID-19 on March 14, 2020, through its Ministry of Health (MoH), has increasingly taken different measures and restrictions to mitigate the spread of the virus. Registered numbers of cases are increasing, though at somewhat a constant rate where (from Mid-March to April) the peak was on 23rd March (17 cases), 24th April (22 cases) and 30th April (18 cases). Currently, the recorded cases have increased compared to the previous two months (March-April) of the outbreak. On average, the rate of infectious has also increased at somewhat extent where the current peak observed on 14th June (41 cases), 22nd June (59 cases) and 29th June (101 cases) (Figure 2). The updated figures released by the Ministry of Health (MoH) daily, Rwanda has tested a total of 151,641 (cumulative tests). The positive cases record is 1063, representing 0.7% of the cumulative tests. The positive cases by gender perspective, 818 (76.9%) are male while 245 (23.1%) are female. It is clear that male are the most affected by the pandemic than female. With respect to age category, people below 39 years old are more infected (75.5%). Of those infected, so far (until June), 493 (46.4%) have fully recovered. With three (3) fatality in the country, the country remains with 567 active cases of COVID-19.

Table 3. Status of COVID-19 cases (March-July, 2020)

Age category	Cases	Male	Female	Imported cases	Locally Transmitted	Recovery	Deaths
<20	121	818	245	372	691	493	3
20-29	342						
30-39	340						
40-49	163						
50-59	61						
60-69	30						
70-79	6						

Source: Rwanda Biomedical Centre (RBC) (2020)

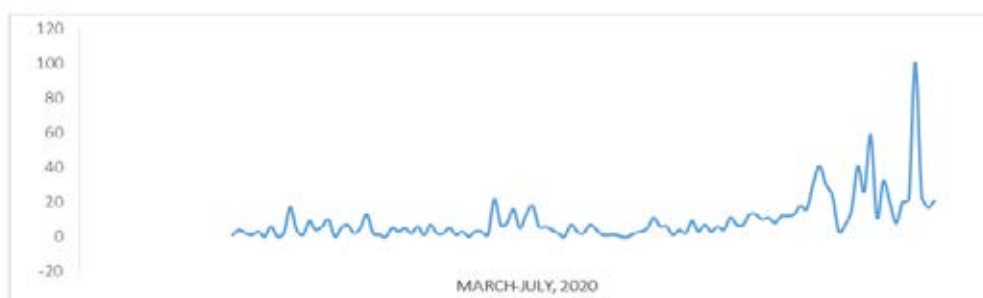


Figure 2. Trends of confirmed positive COVID-19 cases in Rwanda

Furthermore, the containment has concurrently started with the first case of COVID-19, including immediate investment in health systems and mitigation of the social impact of the public health crisis. Some of these preparatory investment comprise preparation of isolation rooms at different areas (such as Kanombe military Hospital, Kabgayi, and Kanyinya) and about 430 medical staff were trained in handling the outbreak. Subsequently, progressive policy guidance measures were also taken to deal with the spread of COVID-19 but at the same time allowing certain socio-economic activities in the last four months March-June, 2020 (see Table 3). Consequently, the implications of these actions cannot be easily handled in this piece of paper. In the next sub-section, we present the expected effects with a focus to three sectors of the economy: trade, SMEs, and agriculture.

**TABLE 3. STOCKTAKING OF SOCIAL, FISCAL, MONETARY,
AND OTHER MACRO-LEVEL MEASURES TAKEN IN RWANDA**

Date	Issuer/ Sector	Policy response
March 6 th	Office of Prime Minister	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Establishment of the multidisciplinary team chaired by the Prime Minister. ▪ Establishment of sub-committees along the decentralized entities
March 9 th	Tourism	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Removal of the seven (7) days' notice period prior to visiting date for tourist to postpone their park permit; removal of the thirty (30) days requirement prior to visiting date, for tour operators to have submitted the final payment for reserved permits; ▪ Tourists who wish to postpone their park permits due to flight cancellations or travel ban or being infected with COVID-19 have up to 2 years to postpone their bookings at no extra cost; ▪ Tourists who purchased low season discounted permits for mountain gorilla trekking are free to postpone and consume them anytime within a period of two (2) years; and
June 16 th		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Meetings, Incentives, Conferences, and Events (MICE) tourists who purchased discounted permits for mountain gorilla trekking are free to postpone and consume them anytime within a period of two (2) years. ▪ Domestic tourism and international tourism for visitors traveling with charter flights (individuals or groups) will resume, ▪ Hotels shall continue operations and are encouraged to participate in domestic tourism and offer conference services in adherence with provided health guidelines.
March 14 th	Health	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Screening and testing of all travelers arriving in Rwanda at all points; ▪ Travelers presenting one of the COVID-19 symptoms and all suspect cases were taken for isolation at nearest hospital for further investigation and laboratory testing procedures; and ▪ Suspect case in self-quarantine conditions must abide by wearing masks all time, self-isolate from others. ▪ Employees should be permitted to work from home wherever possible, in consultation with their employers; ▪ Large gatherings such as weddings and sporting events are to be postponed, and the number of people attending burial ceremonies should be minimized; ▪ Businesses and restaurants continue to operate, but the adequate distance between customers must be maintained (at least 1 meter); and ▪ Unnecessary movements should be avoided, and public transport must not be overcrowded.
June 30 th		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Public and private businesses will continue with essential staff while other employees continue working from home; ▪ Motorcycle are permitted to carry passengers except in Rusizi district and the zone under lockdown in the city of Kigali. Strict hygiene must be observed and masks worn at all times. ▪ Religious wedding ceremonies will resume but should not exceed 30 persons. ▪ Religious ceremony for burial shall resume with no more than 30 persons. Funeral gatherings should not exceed 30 persons; ▪ Civil marriage ceremonies will continue but should not exceed 15 persons.
March 14 th	Religion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Places of worship are closed from Sunday 15 March 2020, with prayers to be conducted from home;

June 16 th -30 th		<ul style="list-style-type: none"> Places of worship will remain closed. In the meantime investment in Covid-19 precautionary and preventive measures is encouraged as part of preparation for the reopening upon an epidemiological assessment;
March 14 th	Education	<ul style="list-style-type: none"> Temporary closure of all schools and higher learning activities (private and public) for two weeks from March 16, 2020. The ministry of education took responsibility to facilitate the travel of all secondary boarding schools by covering the related costs from their respective schools to different towns and cities.
April 20 th		<ul style="list-style-type: none"> Television and Radio learning for primary and secondary schools, and e-learning program for Universities.
June 16 th		<ul style="list-style-type: none"> New Schools, classrooms and toilets... construction activities that will be implemented under unconventional and home-grown approaches
March 14 th	Transport	<ul style="list-style-type: none"> Temporary measures to deal with the spread of COVID-19 such as hygienic obligations; avoidance of unnecessary travels, respect of other measures such as social distancing, and also other security guidance.
April 24		<ul style="list-style-type: none"> All cargo and conveyors shall be offloaded and transhipped at the customs point of entry (i.e. Rusumo and Kagitumba Customs Border Posts); Transporters who shall have two truck drivers (one from the point of departure and a second driver based on Rwandan territory), shall be allowed to proceed to final destination after fulfilling the health guidelines. All services that have been offered by customs offices in Kigali and other customs controlled areas shall be availed at the entry borders; Warehousing facilities shall available for loading, offloading and warehousing of cargo at the entry points; Inland cargo depots shall be availed for effective loading and transshipment exercises at the customs entry point; Clearing of good should be done using the pre-clearance mechanisms currently in place i.e. SCT clearance framework and payment of duties and taxes before the arrival of the goods for quick release at the entry border posts; All declaration documents accompanying cargo must be submitted electronically to customs administration to avoid paper manipulation; Clients with perishable goods and consignments that require special warehousing facilities such as petroleum products shall be allowed to proceed to destination after change of crew members (truck drivers) in respect with the current health guidelines in place; Clearing agents must declare the full details description of goods to expedite the clearance and release of goods; All imports must use EBM version 2 to ease declaration and release of their goods; Transit cargo should be escorted upon entry to the final destination and truck drivers will only stop at the destination points.
May 31 st		<ul style="list-style-type: none"> Travel between various provinces and the city of Kigali as well as passenger motorbike services remain closed in the interest of public health.
June 30 th		<ul style="list-style-type: none"> Public transport (except for goods and cargo) within Rusizi district remains prohibited.
March 14 th	ICT& Sport	<ul style="list-style-type: none"> Delivery of the services will mostly be done online apart from other emergency cases. Group and individual sports activities sport that used to gather people was suspended until further notice. However, sport can be done from home to stay fit.
April 1 st – 14 th 30 th , May 18 th , June 2 – 16 th - 30 th		<ul style="list-style-type: none"> Digital payment should be used as an alternative form of payment. Non-contact outdoor sports are permitted however gyms shall remain closed.

March 18 th	Monetary and financial sector	<p>The Central Bank of Rwanda has taken the following measures:</p> <ul style="list-style-type: none"> Easing loan payment to borrowers affected or to be affected by COVID-19, the introduction of an extended lending facility, rediscounting of the existing treasury bonds, reduced the reserve requirement ratio to allow for more liquidity to support the businesses, and removal of charges for online bank services.
May 20 th		<ul style="list-style-type: none"> Effective May 21, 2020, the daily limit for cash out of personal cheques extend to 5,000,000 Rwandan francs while third party cheques will be allowed an amount not exceeding 2,000,000 Rwandan francs.
March 19 th	Air transport through Rwandair	<ul style="list-style-type: none"> Thirty (30) days flights suspension effective on Friday, March 20, 2020. This applies to the all arriving and departing commercial passenger flights including Rwandair.
March 19 th -28 th	Governance/ Local government	<ul style="list-style-type: none"> Only online means (email and phone calls or SMSs) are permitted for any request of services from the ministries). The closing hours of bars in Kigali and other cities are fixed at 21h00pm, and these in rural areas is at 7 pm. Increase of personal hygiene, especially through frequent hand-washing with soap, as well as disinfection and cleaning of homes, markets, bus stations, restaurant, and bars; Residents are reminded to maintain a physical distance of at least one (1) meter in crowded places such as markets or bars and avoid sharing drinking containers with other people; and prayer activities are not permitted to move worship and prayer activities to unauthorized places of any kind such as prayer rooms, private homes, or caves. In line with the government measures to mitigate the spread of coronavirus; this Saturday, March 28, 2020 there is no communal work (<i>Umuganda</i>). The public are requested to do the general housekeeping in their respective homes and keep them clean. The government of Rwanda has introduced an initiative to support vulnerable families who have been affected by the lockdown with the intention to curb the spread of the virus. The intervention has started in some parts of the three (3) districts of Kigali. This initiative is looking for an appropriate way of taking support to secondary cities. The supports include foods and other essential products. The cities were prioritized because they are most likely to be affected by the lockdown.
June 25 th		<ul style="list-style-type: none"> Six villages of the city of Kigali have been placed in lockdown for at least for 15 days: the villages of Kamabuye and Zuba in Nyarurama Cell; Nyenyeri Village in Bwerankori Cell all of Kigarama Sector and Rugano Village, Kinunga Cell, Gikondo Sector in Kicukiro District and two villages namely Kadobogo and Gisenga in Kigali Cell, Kigali Sector, Nyarugenge District. Local authorities and security forces have been asked to monitor the implementation of the decision so that the picture of normal life is restored in all these villages.
March 20 th	Public taxes	<ul style="list-style-type: none"> Suspension of tax audits and post-clearance to reduce pressure and physical interactions with taxpayers for a period of one month; Extension for financial statement certification for two months; Suspension required 25% down payment for outstanding tax admissible for amicable settlement for one month; and Encouraging the use of online services including mobile declaration and payment as well as call Centre and email used to send messages or requests for quicker facilitation.
April 5 th	Office of Prime Minister	<ul style="list-style-type: none"> Salary donation by top officials to contribute to the Coronavirus relief funding, presidential salary donation.

March 21 st	Central Government	<p>The Office of the Prime Minister has requested enforcement of the previous measures. The following measures were in force beginning at 23:59 on Saturday, March 21, 2020 for an initial period of two (2) weeks:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Unnecessary movements and visits outside the home are not permitted, except for essential services such as healthcare, food shopping, banking, and for personnel performing such services; ▪ Electronic payments and online banking services should be used whenever possible rather than visiting banks or ATMs; ▪ All employees (public and private) shall work from home, except for those providing essential services; ▪ Borders are closed, except for goods and cargo, and returning Rwandan citizens and legal residents who will be subject to mandatory 14-days quarantine at designated locations; ▪ Travel between different cities and districts of the country are not permitted except for medical reasons or essential services. Transport of goodwill continue to function; ▪ Shops and markets are closed except those selling food, medicine (pharmacies), hygiene and cleaning products, fuel, and other essential items; ▪ Motors are not permitted to carry passengers but may offer delivery services. Other public transport within cities will only operate for essential movements; ▪ All bars are closed; and ▪ Restaurants and cafes may only provide take-away service.
April 30 th		<p>The cabinet reviewed existing measures and approved the following effective Monday, May 4, 2020</p> <ul style="list-style-type: none"> • Markets will open for essential vendors not exceeding 50% of registered traders; • Manufacturing and construction sectors will open with essential workers; • Hotels and restaurants will operate but close by 7pm; • Individual sporting activity in open spaces is permitted however, the sports facilities shall remain closed; • Public and private transport will resume within the same province; • Bus operation will ensure passengers maintain social distancing and only passengers with masks will be allowed onboard; • Funeral gatherings should not exceed 30 persons.
May 18 th		<ul style="list-style-type: none"> • Civil marriage ceremonies will resume but should not exceed 15 persons. Other related ceremonies including church services and receptions are not permitted;
June 2 nd		<ul style="list-style-type: none"> • Non-contact outdoor sports are permitted. • Motos are permitted to carry passengers except in Rusizi and Rubavu districts. This follows the Covid-19 assessment across the country. Strict hygiene must be observed and masks worn at all the times.
June 16 th		<ul style="list-style-type: none"> • Domestic tourism and international tourism for visitors travelling with charter flights (individuals or groups) will resume • Hotels shall continue operations and are encouraged to participate in domestic tourism and offer conference services. All services offered must be in adherence with health guidelines; • Motos are permitted to carry passengers except in Rusizi and Rubavu districts. This follows the Covid-19 assessment across the country. Strict hygiene must be observed and masks worn at all the times. • Public and private transport between provinces shall resume except movement to and from Rusizi and Rubavu districts. Transport of goods and cargo will continue with no more than two (2) people onboard; • Religious wedding ceremonies will resume but should not exceed 30 persons.

June 30 th		<ul style="list-style-type: none"> Religious ceremony for burial shall resume with no more than 30 persons. Funeral gatherings should not exceed 30 persons; Civil marriage ceremonies will continue but should not exceed 15 persons. Motos are permitted to carry passengers except in Rusizi district and. This follows the Covid-19 assessment across the country. Strict hygiene must be observed and masks worn at all the times.
March 22 nd -23 rd	Trade	<ul style="list-style-type: none"> Restriction for increasing prices of goods, whether imported or domestically; display the prices on commodities so that they are visible to consumers/buyers; Avoid issuing invoices that do not match the amount received; refrain from the use of substandard weighing scales and from selling expired goods and avoid interfering with the work of trade inspectors. All industries are to temporarily suspend operations for an initial period of two (2) weeks, except for the industries working in the areas of agro-processing, beverages, medical and pharmaceutical products, hygiene and sanitation products, as well as industries producing raw materials used in the above-mentioned industries; The authorized industries are requested to: identify key staff/workers providing essential services to report on duty while others shall work from home where possible; put in place necessary measures and facilities to protect staff/workers and client from Covid-19 contamination and respect the minimum distance of one (1) meter between two people; refrain from hiking prices of the products during this period of time, and indicate the number of staff/workers who will report on duty during these two (2) weeks. Each staff/worker is requested to present a service card when going to work.
April 1 st – 14 th 30 th , May 18 th , June 2 – 16 th - 30 th		<ul style="list-style-type: none"> All traders are required to accept digital payment as an alternative form of payment.
March 22, 2020	National Police	<ul style="list-style-type: none"> Temporarily Services related to the driving license are for two (2) weeks; and Motor vehicle inspections services are not working for two (2) weeks.
April 12 th		<ul style="list-style-type: none"> The use of drones are added to the existing methods to raise awareness against the Coronavirus pandemic.
June 19 th		<ul style="list-style-type: none"> The "NtabeAnjye" translated as 'may not be me who become the root of the spread of the Coronavirus' initiative campaign aimed at influencing the individual positive choices while preventing to be the source of Covid-19 infections where s/he live, walk, in the vehicle or at work.
March 23, 2020	MINAGRI	<ul style="list-style-type: none"> Farming and related activities will continue to function so that the food chain is not disturbed. These services include animal medicines and feed, inputs, reaping/harvesting, buying and collecting agricultural and livestock products, agriculture, and animal husbandry adverts and food and animal resources processing industries.
March 24, 2020	Banking Sector	<ul style="list-style-type: none"> The Rwanda Bankers' Association (RBA) has recommended the banks to temporarily close some of their branches in the country, especially the ones located in Kigali city, to support government measures to restrict movement in the country in order to mitigate the spread of COVID-19.
	Social Sector/ CNLG	<ul style="list-style-type: none"> National Commission for the Fight against Genocide of Tutsi (CNLG) informs the general public of a two-week suspension of visiting memorials of the Genocide against Tutsi in groups for ; Visit by a single person is authorized to the Genocide memorial sites and with respect for preventive measures. A visitor who will not comply with the regulations with not be received. The commemoration of Genocide against Tutsi was done at household level – with online facilitated related events and dialogues

March 29, 2020		<ul style="list-style-type: none"> It was communicated that the commemoration will be done at household level and this happened on April 7, 2020.
April 28, 2020	Environment	<ul style="list-style-type: none"> The used of face masks should be disposed in a specific bin and it is prohibited to mix it with others household or public garbeges.
May 8 th , 2020	Cosmetology and wellness for beauty salons-requirements /RSB	<ul style="list-style-type: none"> Having document identifies cosmetic services and their cost, All the services providers (workers) must be test for infectious diseases, every four (4) months, Putting in place special dustbin reserved for used face masks; Having first aid kit includes at least alcohol, among others
June 4 th , 2020	Mine, Petroleum and Gas	<ul style="list-style-type: none"> Reducing miners, quarries and staff congestion, Establishing staffing means of testing with Covid-19 epidemic, establishing a system for managing and recording information in all staff travel records, allowing employees to work in categories and providing them with all safety equipment while on duty.

/ EFFECTS OF COVID-19 ON THE NEAR TO MEDIUM-TERM OUTLOOK

The previous World bank report (Calderon et al. 2020) assesses the potential economic impact of COVID-19 and suggests some possible policy response in Sub-Saharan Africa. The report acknowledges that a range of alternative strategies for mitigation of COVID-19 depends on the country context. The report stresses that low-income countries may consider less aggressive but tailored containment strategies that might allow for greater continuation of normal economic activities. It cautions that whatever a strategy a country may adopt, adverse effects would be inevitable. As indicated by the same report for example, severe effects on hospitality business (such as as hotels, restaurants, and other leisure-based activities) and transport and travel sectors have declined in the world.

Of course, a few country cases have started documenting apparent and potential impacts of COVID-19 on the near to medium-term economic outlook. In a bid to contribute to the emerging COVID-19-related literature, in this section, we investigate the potential effects of the COVID-19 outbreak on the external trade, SMEs, and agriculture in Rwanda. Three major reasons have motivated the choice of these sectors. first, these sectors employ more than 60% of the Rwandan population and hence the main source for their livelihoods. Second, they represent three levels of policy actions initiated to contain the negative effects of COVID-19. In the trade sector, the proposed policy actions are somewhat mixed. Whilst some commercial facilities are in total lockdown, others are only in partial lock-down.

In SMEs, a majority of whom deal in the service sector, the functioning largely features high labour intensive activities – implying dense human interactions. Thus, most of them have remained under total lockdown – with the exception of those dealing with food. Rwanda had been under lockdown since March 21 where only essential services continued to operate. Recently, the cabinet eased the COVID-19 lockdown, allowing most businesses to resume operations.

A number of activities such as schools, bars, entertainment and social gatherings are still not allowed to open. All members of the public are encouraged to continue observing protective measures, including wearing face masks, keeping 2-meter distance between individuals and washing hands on a regular basis. In the agriculture sector, the sector is not locked down apart from a few activities related to fisheries. We start by presenting the analytical framework, opted to assess the impact of COVID-19 on these sectors.

/ ANALYTICAL FRAMEWORK OF THE COVID-19 IMPACTS

The COVID-19 pandemic is expected to affect negatively both components of the aggregate demand and supply as well as financial services (Baldwin and di Mauro, 2020). It will affect the demand side through the decline of the household consumption due to restrictions on movement and uncertainties surrounding future incomes, the fall of investment because of uncertainty and poor expectations about future profitability, the decline of exports resulting from a disruption in supply chains of export products and border closure, and the increasing government expenditure due to expansionary fiscal policy and increased health and other social-related expenditure to the COVID-19 effects (Chukwuka and Ekerushe, 2020).

The supply shocks will result from shutdowns and supply chain disruptions, causing ripple effects across all economic sectors. For example, stay-at-home, social distancing, lockdowns, and quarantines are expected to reduce both the supply of labor and capacity utilization of enterprises (Goshu et al., 2020). Accordingly, restrictions on the movements of people will certainly interrupt several value chains, availability of food and agricultural products, with a potential impact on prices (Goshu et al., 2020). With respect to financial shocks, enterprises and SMEs, in particular, are expected to face liquidity crunch and unable to service their bank loans, calling for adequate measures beyond the extension of loan repayment (Ozil, 2020). We adapt the Baldwin and di Mauro (2020) framework, in Figure 3, that reflects on how the COVID-19-related shocks will affect the economy

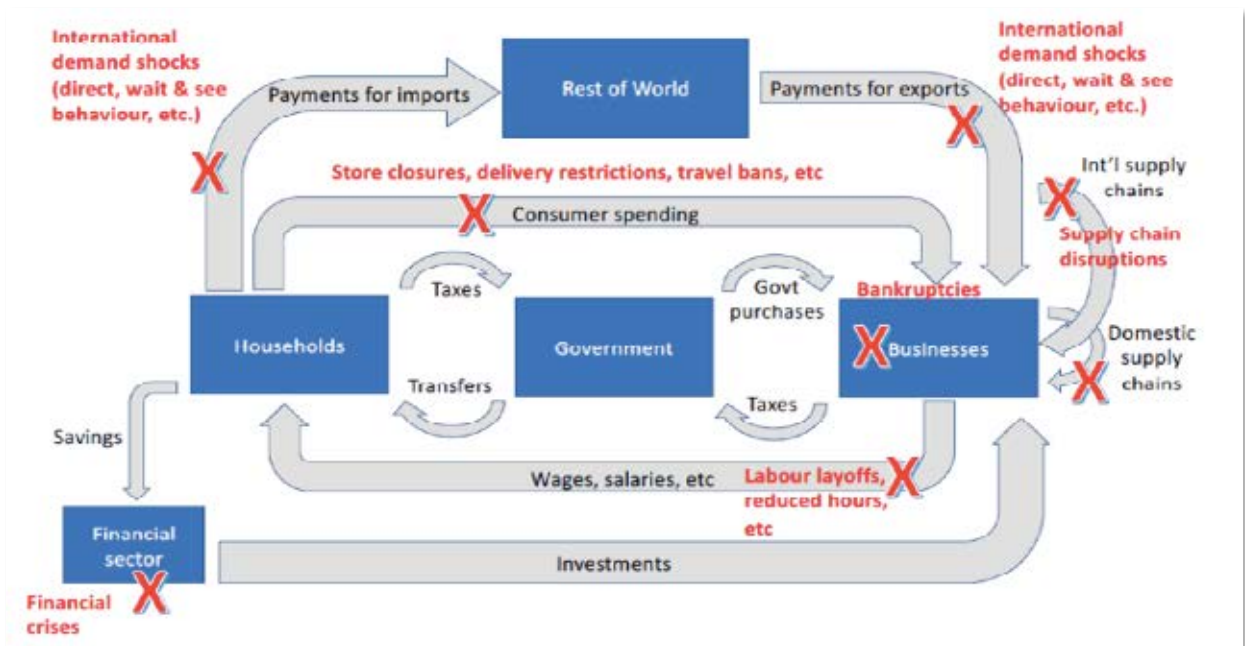


FIGURE 3. ANALYTICAL FRAMEWORK OF COVID-19 IMPACTS ;
SOURCE: BALDWIN AND DI MAURO (2020)

/ EFFECTS OF COVID-19 ON THE NEAR TO MEDIUM-TERM OUTLOOK

The previous World bank report (Calderon et al. 2020) assesses the potential economic impact of COVID-19 and suggests some possible policy response in Sub-Saharan Africa. The report acknowledges that a range of alternative strategies for mitigation of COVID-19 depends on the country context. The report stresses that low-income countries may consider less aggressive but tailored containment strategies that might allow for greater continuation of normal economic activities. It cautions that whatever a strategy a country may adopt, adverse effects would be inevitable. As indicated by the same report for example, severe effects on hospitality business (such as as hotels, restaurants, and other leisure-based activities) and transport and travel sectors have declined in the world.

Of course, a few country cases have started documenting apparent and potential impacts of COVID-19 on the near to medium-term economic outlook. In a bid to contribute to the emerging COVID-19-related literature, in this section, we investigate the potential effects of the COVID-19 outbreak on the external trade, SMEs, and agriculture in Rwanda. Three major reasons have motivated the choice of these sectors. first, these sectors employ more than 60% of the Rwandan population and hence the main source for their livelihoods. Second, they represent three levels of policy actions initiated to contain the negative effects of COVID-19. In the trade sector, the proposed policy actions are somewhat mixed. Whilst some commercial facilities are in total lockdown, others are only in partial lock-down.

Table 4 presents the trends of Rwanda's external trade value in US million for the last three years (2017-2019) and the projected decline in trade value for the period 2020-2022. We have considered an optimistic scenario (SC1) and a pessimistic scenario of the decline in external trade value as result of the COVID-19 effect. We have used the estimated range of the world trade declined proposed by the World Trade Organization (April, 2020) projected between 13 and 32%. Thus, considering 13% as the optimistic scenario (SC1) and 32% as the pessimistic scenario (SC2), we estimate the external total trade value for Rwanda to decrease by US\$1,729.28 million by 2022, which is equivalent to about 17.7% of GDP estimated at US\$9,781.13 million. This is an estimated value based on the above assumptions, but this may underestimate or overestimate the real impact because of the unknown duration of COVID-19 and the extent to which the on-going policies by the government of Rwanda will be effective.

TABLE 4. RWANDA'S EXTERNAL TRADE VALUE (IN US MILLION) : 2017-2022

	Area	An. Growth (%) 2018/19	Baseline		SC1	SC2	SC1	SC2	SC1	SC2
			2018	2019	2020	2020	2021	2021	2022	2022
Export	World	12.4	697.67	784.24	682.29	533.28	593.59	362.63	516.42	246.59
	EAC	36.4	69.51	94.84	82.51	64.49	71.79	43.85	62.45	29.82
	EAC	5.9	556.26	589.33	512.71	400.74	446.06	272.50	388.07	185.30
Re-export	World	9.4	348.56	381.47	331.88	259.40	288.74	176.39	251.20	119.95
	EAC	-12.0	52.04	45.82	39.87	31.16	34.68	21.19	30.17	14.41
								2,003.		
Tot.Trade	World	11.2	3,895.9	4,333.82	3,770.4	2,947.00	3,280.27	9	2,853.8	1,362.69
	EAC	7.7	677.81	729.99	635.09	496.39	552.53	337.55	480.70	229.53
Trade Balance	World	11.0	-1,803.5	-2,002.40	-2,262.7	-2,643.16	-2,556.86	9	2,889.2	2,372.50
	EAC	3.2	-434.71	-448.66	-506.99	-592.23	-572.90	781.75	-647.37	1,031.91

Source: Authors' computation based NISR, 2020

Table 5 depicts the main merchandise trade partners of Rwanda during January and February 2020 just before the COVID-19. All these countries have been affected by the COVID-19 which in turn may affect the performance of the country in terms of export, re-export, and imports. Using the same two scenarios as above proposed, Rwanda is likely to face a monthly loss of between US\$ 8.9 to 22.05 million in lost would be export earnings, US\$ 3.6-9.01 million for the re-export, and a decline of US\$ 32.8 to 80.92 million would be the imports, assuming a completely worse scenario of the lockdown. All, these will have negative effects to the national economy during the COVID-19 until the recovery period of the overall economy after the anticipated recession.

Country	Export Value: US \$ Million			Re-Export Value: US \$ Million			Import Value: US \$ Million				
	2019	2020		Country	2019	2020		Country	2019	2020	
	Feb (R)	Jan	Feb		Feb (R)	Jan	Feb		Feb (R)	Jan	Feb
United Arab Emirates	10.79	48.73	37.50	DR-Congo	23.94	25.41	25.15	China	59.60	63.51	58.92
DR-Congo	4.10	7.10	5.65	Qatar	0.68	0.00	1.34	Kenya	12.28	24.36	40.85
Pakistan	3.23	3.73	3.71	Burundi	0.64	0.46	0.43	India	32.84	10.56	22.40
Canada	0.00	0.00	2.89	Ethiopia	0.11	0.70	0.28	Tanzania South Africa	11.09	23.47	20.75
Hong Kong	0.92	2.30	2.57	Uganda	0.30	0.10	0.24		4.63	16.51	18.47
Singapore	3.24	1.45	1.55	United Arab Emirates	0.16	0.09	0.15	Burkina Faso	0.00	9.44	11.01
Switzerland	1.99	1.12	1.50					United Arab Emirates	16.90	18.74	10.97
United Kingdom	1.48	1.53	1.45	Tanzania, United Kingdom	0.00	0.43	0.11	United States	4.12	4.75	10.03
Egypt	0.36	1.42	1.41	Belgium	0.15	0.00	0.11	Belgium	3.62	3.76	6.00
Belgium	0.87	1.33	1.39	Turkey	0.18	0.03	0.09	Switzerland	6.69	10.38	5.68
Rest of the World	20.69	10.16	9.28	Rest of the World	0.07	0.08	0.08	Rest of the World	98.49	41.17	47.82
Total	47.67	78.89	68.91	Total	0.19	0.00	0.17	Total	250.25	226.65	252.89

Source: NISR (2020). Formal external trade in goods. National Institute of Statistics of Rwanda, Kigali, Rwanda

**SOURCE: NISR (2020). FORMAL EXTERNAL TRADE IN GOODS.
NATIONAL INSTITUTE OF STATISTICS OF RWANDA, KIGALI, RWANDA**

Looking at these estimates, in addition to existing structural challenges and heterogeneity in levels of regional integration facing Rwanda's external trade, the country will still have to devise measures that will counter the additional challenges to be caused by the COVID-19 pandemic. Despite good progress, Rwanda has made in terms of free movement of people and financial and macro-economic integration; more efforts are still needed with regard to trade, regional infrastructure, and productive integration in the regional economic communities such as the Eastern African Communities (EAC) and COMESA (Bizoza and Kigabo, 2016). Concurrently, Rwanda has had yet other structural challenges for its regional integration to address, even before the COVID-19 pandemic. In response to these COVID-19 trade-related effects, regional and collective actions between countries will yield effective recovery measures than going individually. Possible actions may include the removal of non-tariff barriers to ensure easy circulation of both intermediary and final goods for food consumption and health products across countries and other joint recovery plans to stabilize the trade relationships to be affected by the pandemic.

/ COVID-19'S POTENTIAL IMPACTS ON SMES

There are rare case studies on COVID-19 impacts on SMEs in Africa. But those available tend to suggest that SMEs will be among the economic sub-sectors to be affected by the pandemic. Ozili (2020) contends that the survival of about 50,000 SMEs in Africa may be threatened, and those with the highest exposure to the global supply chain and have China as the main source of primary and intermediate inputs will be affected the most. The World Bank has estimated a global GDP decline of 3.9%, and that developing countries will be hit the hardest, with an average decline in GDP of 4% to 6% (Maliszewska et al., 2020). The current (in June) World Bank estimates that global gross domestic product by 2020 will fall to 5.2% below zero. Developed countries will be reduced by 7% below zero; of the European Union using the euro will fall by 9.1% below zero. Since these SMEs contribute in many ways to GDP, they are to suffer the additional shock affecting them. The SMEs in Rwanda contributed 20.5% to the national aggregate income and 60% to employment in 2011 (IBES, 2018).

Thus, the potential consequences of COVID19 on SMEs will relate to the disruption in domestic supply chains, especially for African economies where the economy is less digitized and depend more on people to people interactions, characterized with bankruptcies, labor layoffs, reduced working hours and hence lower labor productivity. Policy measures taken by Rwanda, like in other African countries to contain the spread of the pandemic like the restriction of unnecessary movements; closures of some businesses such as bar and restaurants; working from home for both public and private workers; travel restriction between different cities; and other considered as non-essential (e.g. nonfood and health-related), all will certainly affect related-SMEs.

TABLE 6. ESTIMATED AGGREGATED NUMBER OF ENTERPRISES BY ECONOMIC ACTIVITIES

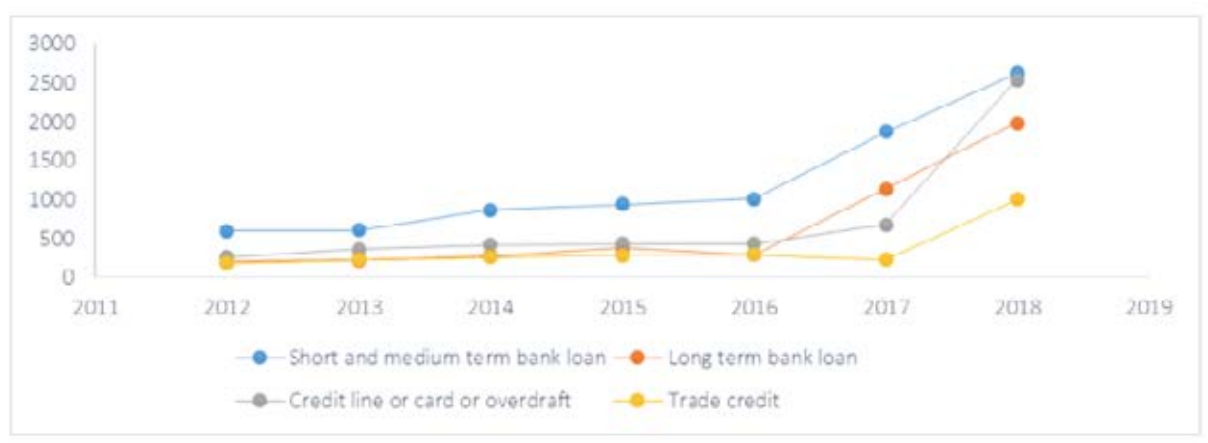
Main Economic Activity	Formal	Informal	Total number	% Share
Mining and quarrying	↓ 145	↓ 300	↓ 445	↓ 0.24
Manufacturing	↓ 1238	↓ 10074	↓ 11312	↓ 6.05
Electricity, gas, steam and air conditioning supply	↓ 43	↓ 19	↓ 62	↓ 0.03
Water supply, sewerage, waste management and remediation activities	↓ 48	↓ 2200	↓ 2248	↓ 1.20
Construction	↓ 139	↓ 16	↓ 155	↓ 0.08
Wholesale and retail trade, repair of motor vehicles and motorcycles	↓ 7817	→ 88630	→ 96447	↓ 51.54
Transportation and storage	↓ 138	↓ 58	↓ 196	↓ 0.10
Accommodation and food service activities	↓ 2310	↓ 49633	↓ 51943	↓ 27.76
Information and communication	↓ 176	↓ 649	↓ 825	↓ 0.44
Financial and insurance activities	↓ 841		↓ 841	↓ 0.45
Real estate activities	↓ 82	↓ 60	↓ 142	↓ 0.08
Professional, scientific and technical activities	↓ 535	↓ 874	↓ 1409	↓ 0.75
Administrative and support service activities	↓ 407	↓ 1672	↓ 2079	↓ 1.11
Education	↓ 720		↓ 720	↓ 0.38
Human health and social work activities	↓ 387		↓ 387	↓ 0.21
Arts, entertainment and recreation	↓ 55	↓ 462	↓ 517	↓ 0.28
Other services activities	↓ 741	↓ 16649	↓ 17390	↓ 9.29
Total	↓ 15821	↑ 171294	↑ 187115	↓ 100.00

Source: (NISR, IBES 2018 survey), Note: the arrows indicate a decline of economic activities in all these sub-sectors, SMEs in whole sale and retail trade, accommodation, and food related services will be the most affected.

Table 6 above shows the distribution of enterprises across Rwanda's economic activities. The majority, 51.5%, are in activities or do operate activities related to wholesale and retail trade, repair of motor vehicles and motorcycles. The second largest share of enterprises are in the accommodation and food services (27.8%). All these enterprises are expected to be affected negatively in terms of their income generation. For instance, on March 22, 2020, Igihe.com newspaper revealed that Rwanda's hotel sector had incurred a total loss of 13 bn Rwf, affecting about 1061 hotels and lodges. These hotels and lodges employ more than around 13,860 workers people, while the tourism and hospitality sectors have a whole workforce of more than 77,446 employees (LFS, 2018). Since the majority are micro (1-3 workers) and small enterprises (4-30 workers), we anticipate effects on labor productivity due to the reduced number of working hours, closure of businesses, and potential labor dismissals and offset of wages and salaries whose effects will depend on the duration of the outbreak as well as the ability of each of the enterprises to recover from COVID-19 impacts.

It is worth noting that starting from the year 2016, SMEs have increasingly relied upon bank loans, credit lines and/or overdrafts to finance their respective short, medium and long term operations (Figure 4). Thus, consequently, the COVID10 outbreak will likely cause more financial burden in terms of obligations to repay their loans. Those businesses heavily in debt may end up closing, further exacerbating the negative consequences. Measures were already taken by the Central Bank of Rwanda and so secondary banks (since March 18, 2020) such as easing loan payment to borrowers affected or to be affected by COVID-19, the introduction of an extended lending facility, rediscounting of the existing treasury bonds, and reduced the reserve requirement ratios. These measures will allow availability of more liquidity to support the businesses and hence short term response, calling for other policy measures for the medium-term. For example, the extension of the repayment period does not reduce the financial burden for the business; it rather mitigates against potential recovery constraints by rescheduling the repayment modalities. Innovative policy actions with collaboration of development partners are needed to protect and support the recovery of these SMEs by means of such interventions as the provision of guarantees to banks and micro-lenders for more liquidity, capital injection in their respective businesses to avoid more loan burden to the recovery process, reduction of public taxes for businesses entities as part of subsidies where applicable, and diversified but also highly subsidized financial credits through business guarantee funds.

FIGURE 4. TRENDS OF BANK LOANS BY ENTERPRISES.



/ SOURCE: NISR, IBES 2018 SURVEY COVID-19'S POTENTIAL IMPACTS ON AGRICULTURE

Worldwide, there is a growing evidence that the COVID-19 pandemic will adversely impact more heavily on industry and services sectors than on agriculture. Impacts on agriculture and the food supply chain will likely only come as consequences on the demand and hence deteriorating the statuses of food security (Siche, 2020). This may manifest in downward trends in household consumption, which in turn would cause a decline in agricultural production affecting rural livelihoods across the region, particularly the women who engage most heavily in this sector (Calderon et al., 2020). But a study in Ethiopia, a somewhat similar context to Rwanda, sustains that the sector is less likely to be affected, at least in the short run (Goshu et al., 2020). It is argued that the sector might be affected in the next year, where exportable farm products will be affected because commercial farms are likely to reduce the number of employees (Evelina et al., 2020).

In the context of Rwanda, the outlook of the sector before the COVID-19 has promising, with a 5% growth and 1.3% contribution to the overall GDP growth (NISR, 2019-Q4). In the last quarter of 2019, the production of commercial crops such as flowers, pyrethrum, and sugar cane increased by 9% except an 11% drop in the production of coffee. Particular to coffee being one of the major exportable crops for Rwanda, even before this COVID-19 pandemic, there is an overall gradual decline and, more recently, stagnation in coffee production over the last 20 years due to limited farmers' incentives such as low farm gate prices and global price fluctuations (Clay et al., 2018; Ngango and Kim, 2019). But due to individual's shares to adhere to protective behaviors, the sector is to be affected though seemingly resilient than other sectors (Rob, Will, & Laborde, 2020). Information collected from the national media coverage (on 30th March 2020 from Kigali Today outlet) also reported that some coffee processing firms had required farmers to change their practices of harvesting coffee whereby at present, one coffee tree is to be harvested by only one person when in the past two persons would be required for each tree. This, in order to comply with the mandatory one-meter social distancing. Today one coffee tree is harvested by one person while it used to be harvested by two people so that they comply with one-meter social distancing.

Though it is not easy to compute now the impact, but this will translate into a reduced number of casual laborer's or an increase in the time it would take for coffee harvesting, and hence labor productivity. Furthermore, other potential effects in the agriculture sector will result from reduced consumption in hotels and restaurants, schools and households due to restrictions in movements, disruption in the logistical flow because of the protective behavior, and the shocks in international demand, especially for exportable crops. For example, one 5-stars hotel is will likely to consume an estimate of 1 MT of potatoes per 1-2 months purchased from farmers before the outbreak, hence affecting the supply side in terms of markets and possibly causing post-harvest losses. Obviously, there will be some negative effects though the real estimate of the impact will be retroactive.

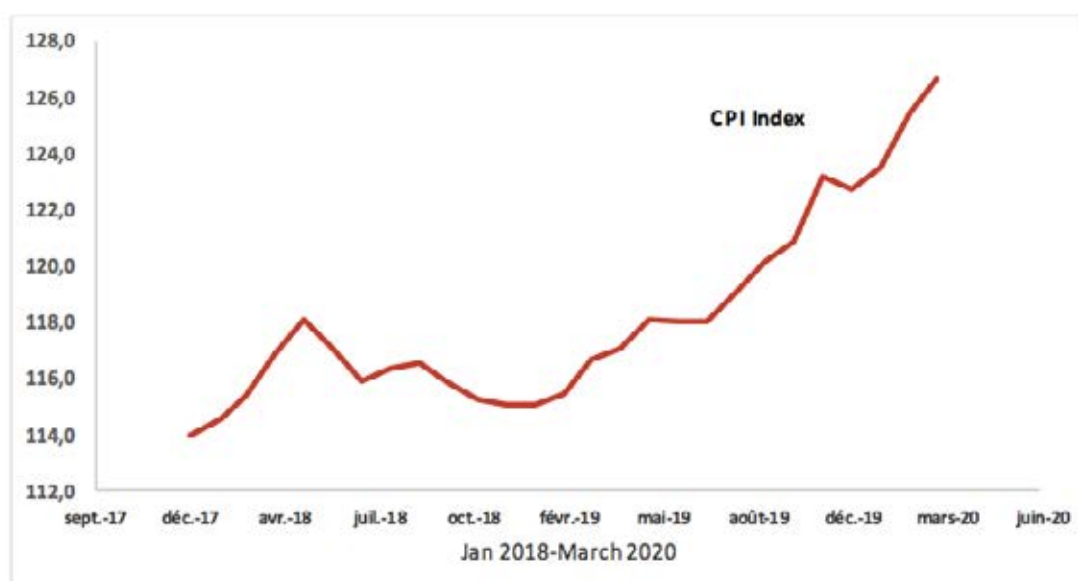
Looking at the trend of the Consumer Price Index (CPI), this has been increasing with an annual change of 8.5% as of March 2020 compared to 16.5% in the rural areas (NISR, 2020). Coupled with the COVID-19 effects, the trend is likely to continue increasing in the short run as result of shortage in food imports and disruptions in the supply chain dur to the pandemic. However, due to strong price control mechanisms by the Ministry of Trade and Industry initiated from March 22, 2020 such as restrictions on the price increase of goods and display of prices on commodities so that they are visible to consumers and /buyers, strong enforcement measures including fines to no-compliant traders as well as temporary closure of those repeatedly not complying, among others. These measures have reduced the extent to which the consumer price index could have increased. It is anticipated an increase in prices but in different levels for food and non-alcoholic products, housing, water, electricity, gas, and other fuels, health, communication (expected to increase because of the lockdown) while the price of gas oil and premium will decline due to reduced oil prices at the global market.

Other components of the CPI are less likely to change, such as education, recreation, and culture, restaurants, and hotels because of the complete lockdown of some of the related businesses and services. Therefore, even though the second agricultural season of February to June was well prepared before COVID-19, ongoing policy actions and new policies need to contain the potential negative effects of the disease and factor in the seasonality effects, especially adequate handling of the harvest of Season B and preparation of the next season. In addition, the agriculture sector should be considered as one of the immediate focus for consideration during the recovery period due to its sensitivity in terms of food security and labor employment for the majority of Rwandan citizens.

TABLE 6 : TRANSMISSION MATRIX OF COVID'S IMPACTS IN AGRICULTURE

<i>Policy actions against COVID-19</i>	<i>Expected outcomes on the domestic market</i>	<i>Expected outcomes due to international demand shocks</i>
Restrictions on movements, border closing of cross-border for people's movements, closure of schools, suspension of flights for people's movements, closing of hotels and restaurants, and bars, and social protection of potential people affected, increased budget burden to adjust the demand and to support citizens affected by COVID-19.	Irrational demand and supply functions due mainly to reduced home consumption both at the household level and from hotels and restaurants, reduced income, increased demand for food distribution, disruption of in logistics movement across the different value chains, increased prices in the short run for essential commodities, especially for the retail markets.; reduced prices for commercial crops such as potatoes at farmer level; potential risks on input supply if the outbreak persists, Decline in agricultural labor productivity and income shocks for daily workers in agriculture; agro-processing companies relying on imported raw materials which may take longer because of the disruption in the logistical arrangement; decline in agricultural labor productivity and income shocks for daily workers in agriculture, reduced total production especially for vegetable and other seasonal crops.	Reduced supply of exportable crops, reduced international demand, reduced effectiveness of logistical support, Reduced trade value, especially from cross-border trading; negative effects on the intra-trade of food commodities (now estimated at 60% for the EAC).

FIGURE 5. CPI INDEX TREND BEFORE AND DURING COVID-19;



Source: Author's computed from CPI statistics (NISR, 2020)

CONCLUDING REMARKS

This article discusses the potential effects of COVID-19 on international trade, on small and medium enterprises (SMEs), and on agriculture in the context of Rwanda. It proposes some policy actions to address short to medium socioeconomic impacts in these particular sub-sectors. As it is still difficult to predict when the COVID-19 outbreak will diminish to end, and the magnitude of the impacts it will cause, the results are indicative of the potential impacts until retroactive estimates are obtained after the pandemic. But we know countries are taking specific measures to address the effects. In this paper, we provided a narrative description of some of the proactive and stepwise policy responses to COVID-19 by the government of Rwanda and the short-term impacts of these measures in order to reflect on possible entry points for the recovery period after the pandemic. These measures include monetary and fiscal measures, health management, social protection measures for the people affected by the pandemic, and other measures meant to contain the negative impacts of the spread of COVID-19. Because of the disruption in international demand and supply chains, the international trade in Rwanda is estimated to have declined by 2022 to about 17.7% of the current GDP. This is an estimated value based on the domestication of WTO's assumption of the global decline between 13% and 32%. But this assumption may underestimate or overestimate the real impact because of the unknown duration of COVID-19 and the extent to which the ongoing policies by the government of Rwanda will be effective. Possible actions to address these trade-related effects include collective collaboration on the possibility for the removal of non-tariff barriers to ensure easy circulation of both intermediary and final goods for food and health and other joint recovery plans to stabilize the trade relationships to be affected by the pandemic.

SMEs are supposed to be affected in terms of labor productivity, offset of salaries and wages, and increased financial burden for loan repayment after the pandemic because of the closure of businesses. We demonstrate that the measures taken so far by the government in line with monetary and fiscal facilitation for operating businesses will provide short term response. The government in collaboration with partners will need both protective and capital enhancing policies such as highly subsidized financial credits, tax-based subsidies during the recovery period, and other innovative policy incentives to support SMEs recover quickly and re-employ more people, which in turn would reduce the potential social burden for the government as a result of potential employment shocks.

Our results also show potential impacts that the pandemic may cause in the agriculture sector. These are also linked to the shocks in both the international demand of export crops and reduced national consumption, especially for hotels and restaurants, as well as other tourist-related services, reduced labor productivity, and disruption in some logistical management process along the various components of the value chains. In addition, the agriculture sector should be considered as one of the immediate focus for consideration during the recovery due to its sensitivity in terms of food security and labor employment for the majority of Rwandan citizens. Even though the government of Rwanda has initiated some price control measures, yet some increases in prices are expected as short-term effects linked to potential deficiencies in different transmission mechanisms such as irrational consumer behaviors in response to the COVID-19. Moreover, even though the ongoing agricultural season was well prepared, the government in collaboration with the partners will need to contain the short-term impacts of the disease but still a factor in the seasonality effects especially the harvest of Season B and preparation of the next season while also considering this sector as one of the immediate focus sectors during the recovery due to its sensitivity in terms of food security and labor employment for the majority of Rwandan citizens.

Finally, the pandemic broke out by surprise and only as an emergency case. Unusually negative effects are also expected. But as it turns out, it has become a testing parameter of the extent to which African economies are robust and resilient to such a pandemic. Response to this crisis does not require only financial resources or the level of economic resilience but also the governance in place to effectively drive the population and their economic behaviors. The fact that Rwanda as a nation is known for good and effective governance, enjoying the trust of her people for being responsive to their needs, makes the Government's policy measures provide the basis to generally anticipate fewer consequences compared to other countries. But, Rwanda as a country cannot operate in isolation, strengthening regional collaboration with other countries, and multinational organizations will help the country to effectively face the short to medium term socio-economic impacts of COVID-19. The paper ends with a call for more research collaboration and a better plan to document the ongoing and retroactive impacts of COVID-19 to support future policy decision-making processes across countries.

REFERENCES

- Africa CDC. (March 27, 2020). Recommendations for Stepwise Response to COVID-19. Addis Ababa, Ethiopia: African Union.
- Ashimwe, E. (2020, March 17). Coronavirus: Jack Ma donates 20,000 test kits, 100,000 masks, and 1,000 protective gear. Retrieved April 10, 2020, from The new times: <https://www.newtimes.co.rw/news/coronavirus-jack-ma-donates-20000-test-kits-100000-masks-and-1000-protective-gear>
- Baldwin, R., & di Mauro, B. (2020). Introduction. In Baldwin, & di Mauro, Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes. A CEPR Press VoxEU.org eBook.
- Baldwin, R., & Tomiura, E. (2020). Thinking ahead about the trade impact of COVID-19. *Economics in the Time of COVID-19*, 59.
- Bizoza, A., & Kigabo, R. (2016). Structural Challenges and Heterogeneity Effects on Rwanda's Trade Integration in the EAC. Article presented for the PGNET conference. Kigali, Rwanda.
- BNR, (2020). Monetary Policy and Financial Stability Statement. Central Bank of Rwanda, Kigali, Rwanda.
- BNR. (April 15, 2020). Exchange Rate. Kigali, Rwanda.
- Boone, L., Haugh, D., Pain, N., & Salins, V. (2020). Tackling the fallout from COVID-19. In R. Baldwin, & B. Weder di Mauro, *Economics in the Time of COVID-19* (pp. 37-42). London, UK: Centre for Economic Policy Research.
- Brenton, P., & Chemutai, V. (2020). Trade Responses to the COVID-19 Crisis in Africa.
- Calderon, C., Kambou, G., Zebaze, D., Korman, V., Kubota, M., & Cantu, C. (2020). *Africa's Pulse*, License: Creative Commons Attribution. Washington, DC: World Bank.
- Chukwuka, O., & Ekerushe, A. (2020). Understanding the impact of the COVID-19 outbreak on the Nigerian economy. Blog article, Focus in Africa.
- Clay, et al. (2018). Farmer incentives and value chain governance: Critical elements to sustainable growth in Rwanda's coffee sector. *Journal of Rural Studies*, 200 213.
- Cullen, M. T. (2020). Coronavirus Food Supply Chain Under Strain what to do? Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- Dell'Araccia, G., Mauro, P., Spilimbergo, A., & Zettelmeyer, J. (2020, April 1). Economic Policies for the COVID-19 War. Retrieved April 5, 2020, from IMFBlog insights and analysis on economics and finance : <https://blogs.imf.org/2020/04/01/economic-policies-for-the-covid-19-war/>
- Fosu, G., & Edunyah, G. (2020). Flattening the Exponential Growth Curve of COVID-19 in Ghana and Other Developing Countries; Divine Intervention Is A Necessity. *Divine Intervention Is A Necessity*.
- Goshu, D., Ferede, T., Diriba, G., & Ketema, M. (2020). Economic and Welfare Effects of COVID-19 and Responses in Ethiopia: Initial insights.
- Huang, C., Wang, Y., Xingwang, L., Ren, L., Zhao, J., Hu, Y., et al. (2020). Clinical features of patients infected with 2019 novel coronavirus in Wuhan, China. *The Lancet*, 497-506.

- IFAD. (2020, April). COVID-19. Retrieved April 5, 2020, from International Fund for Agricultural Development: <https://www.ifad.org/en/covid19>
- IMF. (2020). Request for disbursement under the Rapid Credit-facility. Kigali, Rwanda : Press Release Rwanda, Staff Report; and Statementt by the Executive Director for Rwanda, Country Report No. 20/115.
- Kapata , N., Ihekweazu, C., Ntoumi, F., Raji, T., Chanda-Kapata, P., Mwaba, P., et al. (2020). Is Africa prepared for tackling the COVID-19 (SARS-CoV-2) epidemic. Lessons from past outbreaks, ongoing pan-African public health efforts, and implications for the future. *International Journal of Infectious Diseases*, 233-236.
- Maliszewska, M., Mattoo, A., & Mensbrugge, V. (2020). The Potential Impact of COVID-19 on GDP and Trade: A Preliminary Assessment. *World Bank Policy Research Working Paper*, (9211).
- Maximo, T. (2020). Coronavirus Food Supply Chain Under Strain what to do? Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- McKibbin, W., & Fernando, R. (2020). The economic impact of COVID-19. In & B. R. Baldwin, *Economics in the Time of COVID-19* (pp. 45-51). London, UK: Centre for Economic Policy Research.
- McKibbin, W., & Fernando, R. (2020b). The economic impact of COVID-19. *Economics in the Time of COVID-19*.
- MINECOFIN. (2020). Annual Economic Report Fiscal Year 2018/2019. Kigali, Rwanda.
- Mold, A. (2020). Impact Assessment of Covid-19: The Case of Eastern Africa. Kigali, Rwanda: Unated Nation Economic Commission for Africa (UNECA): Sub-Regional Office for Eastern Africa.
- NISR. (2019Q1). Gross Domestic Products. Kigali, Rwanda.
- Nkengasong, J., & Mankoula, W. (2020). Looming threat of COVID-19 infection in Africa: act collectively, and fast. *The Lancet*, 841-842.
- Ozili, P. (2020). Financial inclusion research around the world: A review. In *Forum for social economics*, 1-23.
- Rob, V., Will, M., & Laborde, D. (2020). How much will global poverty increase because of COVID-19? Washington D.C., USA: International Food Policy Research Institute.
- Siche, R. (2020). What is the impact of COVID-19 disease on agriculture? *Scientia Agropecuaria*, 3-6.
- Sohrabi, C., Alsafi, Z., O'Neill, N., Khan, M., Kerwan , A., Al-Jabir, A., et al. (2020). World Health Organization declares global emergency: A review of the 2019 novel coronavirus (COVID-19). *International Journal of Surgery*.
- UNCTAD. (2020). Global Trade Impact of the Coronavirus (COVID-19) Epidemic. Geneva, Switzerland.
- Velavan, T., & Meyer, C. (2020). The COVID-19 epidemic. *Trop Med Int Health*, 278-280.
- World Bank. (2020). East Asia and Pacific: Countries Must Act Now to Mitigate Economic Shock of COVID-19. Washington D.C., USA.
- World Meter. (2020, April 5). COVID-19 CORONAVIRUS PANDEMIC. Retrieved April 5, 2020, from Worldometer: <https://www.worldometers.info/coronavirus/coronavirus-age-sex-demographics/>

A detailed 3D rendering of a coronavirus particle, shown in a light greyish-blue color, with its characteristic crown of spike proteins. The particle is centrally located and surrounded by numerous red blood cells, which are depicted in a dark red color. The background is a dark, almost black, space, which makes the red blood cells and the central virus particle stand out prominently. The overall composition is a close-up, microscopic view of the virus in a biological environment.

SÉNÉGAL / SENEGAL



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



AWG est un Think Tank orienté Stratégie et Développement. Il accompagne les Gouvernements et Administrations en Afrique, dans l'implémentation des dix-sept (17) Objectifs du Développement Durable, et à la mise en cohérence entre l'Agenda 2030 des Nations- unies «ODD» et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, «l'Afrique que nous voulons». AWG est aussi spécialisé dans le Plaidoyer, la Communication et les Relations publiques, pour les Institutions, les Organisations, les Entreprises, les Administrations publiques et Gouvernements.

AWG is a think tank oriented towards Strategy & Development; it supports African governments and administrations in the implementation of seventeen (17) United Nations Sustainable Development Goals (SDGs) in national public policies for achievement by 2030. AWG also helps governments and administrations ensure consistency between the SDGs in the United Nations 2030 Agenda and the African Union's Agenda 2063, "The Africa We Want." AWG also specializes in Advocacy, Communication and Public Relations for Institutions, Organizations, Enterprises, Public Administrations and Governments.



Siré SY

*Président du Think Tank
Africa WorldWide Group*

Économiste et spécialiste des relations publiques, Siré Sy est le président, depuis 2014, du Think Tank Africa WorldWide Group, qui se concentre sur les questions de géostratégie, de géoéconomie et de relations publiques pour l'Afrique. Ancien rédacteur en chef de «African Business Journal» et de «Panafrique Strategy». Il a travaillé dans le secteur bancaire (BICIS) et était aussi chargé de communication dans la fonction publique.

An Economist and Public Relations Specialist, Siré Sy has been the President of the think tank Africa WorldWide Group since 2014, which focused on questions of Geostrategy, Geoeconomics and Public Relations for Africa. A former Editor-in-Chief of "African Business Journal" and "Panafrique Strategy", he also worked in the banking sector (BICIS) and in the Senegalese civil service as a Communications Officer.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT	P351
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	P353
LE MOT DU PRÉSIDENT D'AWG	P354
INTRODUCTION	P355
DU CONTEXTE INTERNATIONAL À LA SITUATION DU SÉNÉGAL	P356
A / LE CONTEXTE INTERNATIONAL DE LA PANDÉMIE	
B / LA SITUATION DE RÉFÉRENCE AU SÉNÉGAL	
C / LES MESURES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES PRISES PAR LE SÉNÉGAL	
D / LES MESURES SANITAIRES PRISES PAR LE SÉNÉGAL	
E / LES MESURES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES PRISES PAR LE SÉNÉGAL	
ANALYSE DYNAMIQUE DE LA GESTION DU COVID-19 AU SÉNÉGAL	P364
A / UN APERÇU SUR L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID 19 EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, SANITAIRE, SOCIALE ET SÉCURITAIRE	
B / ANALYSE DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE SUR LE PLAN SÉCURITAIRE	
C / LES PROBLÈMES DE CAPACITÉS DES STRUCTURES ET DES MOYENS DU SYSTÈME DE SANTÉ DU SÉNÉGAL	
D / POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES DE L'ORGANISATION ET DE LA GESTION DE CRISE	
E / LA COOPÉRATION RÉGIONALE, CONTINENTALE ET INTERNATIONALE	
RECOMMANDATIONS DU THINK TANK AFRICA WORLDWIDE GROUP	P371
A / MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE RÉSILIENCE DANS CHAQUE PAYS AFRICAIN	
B / LE PLAN VIGIPIRATE SANITAIRE, UN PROTOCOLE POUR UNE STRATÉGIE DE GESTION D'UNE CRISE SANITAIRE	
C / ANALYSE SOCIOLOGIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE SUR LA GESTION DE LA COVID-19 AU SÉNÉGAL POUR UNE DOUBLE APPROCHE- INSTITUTIONNELLE ET COMMUNAUTAIRE- DANS LA GOUVERNANCE DES CRISES	
CONCLUSION	P374
BIBLIOGRAPHIE	P376

RÉSUMÉ

La Covid-19, sa gestion et ses conséquences ont révélé au Sénégal, que son autosuffisance et sa sécurité-souveraineté alimentaire, d'une part, et d'autre part, la fragilité et le sous-équipement (en personnel comme en infrastructures médicales et en produits pharmaceutiques) de ses structures et de son système de santé, ne devraient plus être considérées comme des priorités à régler, mais comme une Conditionnalité à attaquer. Dans l'immédiateté et dans sa globalité. Une Conditionnalité, qui, en termes de gouvernance et de politiques publiques, précède et conditionne toute priorité. Parce que la Conditionnalité est plus urgente que la priorité, l'avenir et la stabilité du Sénégal, dépendra en grande partie de sa capacité à nourrir (sécurité alimentaire) et soigner sa population (sécurité sanitaire).

ABSTRACT

The management and consequences of the Covid-19 in Senegal revealed that its self-sufficiency and food security-sovereignty, on the one hand and on the other, fragility and under-equipment (in personnel as in medical trays and pharmaceuticals) of its structures and its health system should no longer be seen as priorities to be addressed, but as a Conditionality to be tackled. In the immediacy and in its entirety. A Conditionality, which, in terms of governance and public policies, precedes and conditions any priority. Because Conditionality is more urgent than the priority, the future and the stability of Senegal, will largely depend on its ability to feed (food security) and care for its population (health security).



 NUMEROS D'URGENCE
SAMU 1516
CELLULE D'ALERTE 1919

www.sante.gov.sn / www.primosante.sn / www.sneips.sante.gov.sn

 N° Vert 800 00 50 50
Appel gratuit

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MSAS / MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

OMS/ ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

RPC / RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

CNGE / COMITÉ NATIONAL DE GESTION DES ÉPIDÉMIES

BM / BANQUE MONDIALE

FMI / FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

BOAD / BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

UE / UNION EUROPÉENNE

UA / UNION AFRICAINE

TT AWG / THINK TANK AFRICA WORLDWIDE GROUP

COVID-19 / CORONAVIRUS DISEASE 2019

PSE / PLAN SÉNÉGAL EMERGENT

MAP / MAGHREB ARAB PRESS



LE MOT DU PRÉSIDENT D'AWG

Le Covid-19, serait-il un accélérateur et préfigure-t-il un Nouvel Ordre Mondial ? Un Nouvel Ordre Mondial qui serait un monde où en plus de la compétition mondiale sous forme d'accaparement, d'acquisition et d'exclusion, sera complété par un monde des nouvelles formes de solidarité, de partage et des espérances collectives. Ce que finalement la révolution prolétarienne russe de 1917, n'a pas permis ce que la révolution culturelle chinoise de 1966 n'a pas réussi, ce que les deux guerres mondiales de 1914-1918 et de 1939-1945 n'ont pas réalisé, ce que la guerre froide Est contre Ouest de 1945 à 1989, n'a pas autorisé, le Coronavirus Covid-19, semble le réussir, en ces temps qui courent. Un monde de répit et un monde de temps d'arrêt, sous fond de confinement. Un monde de paix et d'accalmie plutôt qu'un monde de guerre et de tensions. Un monde où on écoute les "Souffles" (Birago Diop), un monde où on écoute à la fois, les choses et les êtres et pas uniquement le Capital et le Marché. Un monde où le bien le plus précieux parce qu'à partir duquel, découlent tous les autres biens c'est la Santé (humaine et animale) et la Nature (Environnement et Écosystème). Ce que l'infiniment grand, la Politique, la Diplomatie et les Relations internationales n'a pas pu régler, l'infiniment petit -un virus-, a pu le régler. A sa façon. Le Covid-19 nous révèle qu'un autre monde est possible- celui du répit- et nous renseigne sur notre forte interdépendance et notre forte interconnexion. Le Covid-19 donne l'occasion pour l'Afrique, de reprendre son destin en main et de renégocier sa place dans la mondialisation, en "décrochant" intelligemment de la logique néo-libérale (le Capital et le Marché) pour réinventer sa propre trajectoire afro-centrée, en définissant ses propres conditionnalités qui, pour le Think Tank AWG, sont ses Systèmes de Santé publique, son Système Éducation et la Formation et la Transformation de ses ressources naturelles sur le continent.

Siré SY, Président du Think Tank
Africa WorldWide Group
www.africaworldwidegroup.org

INTRODUCTION

Le président Léopold Sédar Senghor (1962-1981) a eu à faire à une crise politique (1962), universitaire (Mai 68) et alimentaire (1973). Le président Abdou Diouf (1981-2000) a eu à faire face à une crise scolaire (1988), monétaire (1994) et du front social (1998). Le président Abdoulaye Wade (2000-2012) a eu à faire face à une crise énergétique (2007), alimentaire (2008) et politique (2012). Quant au Président Macky Sall, il est en face de sa première crise (Covid-19), une crise humanitaire-une crise totale- parce que touchant à tous les secteurs d'activité de l'Humain en même temps et sous le même rapport (crise sanitaire, crise économique, crise sociale, crise scolaire et universitaire, crise culturelle).

Et le moins que l'on puisse dire, c'est la grande confusion dans la gestion de la Covid-19 en termes de stratégies et de tactiques dans la riposte du gouvernement dans cette guerre contre la Covid-19. Si au tout début de la crise du Covid-19, le président sénégalais Macky Sall, a pu créer un consensus politique fort, en recevant et en échangeant avec la classe politique, le patronat, les syndicats, les leaders d'opinion et les forces vives du Sénégal, ce consensus a vite volé en éclat, dans la gestion de la crise de la Covid-19 et dans la mise en œuvre d'une panoplie de mesures que d'aucuns ont salué et d'autres, ont vivement critiqué.

Ce présent rapport revient sur ces points suivants du contexte international à la situation de l'arrivée de la Covid-19 au Sénégal les différentes mesures qui ont été prises dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 au Sénégal.

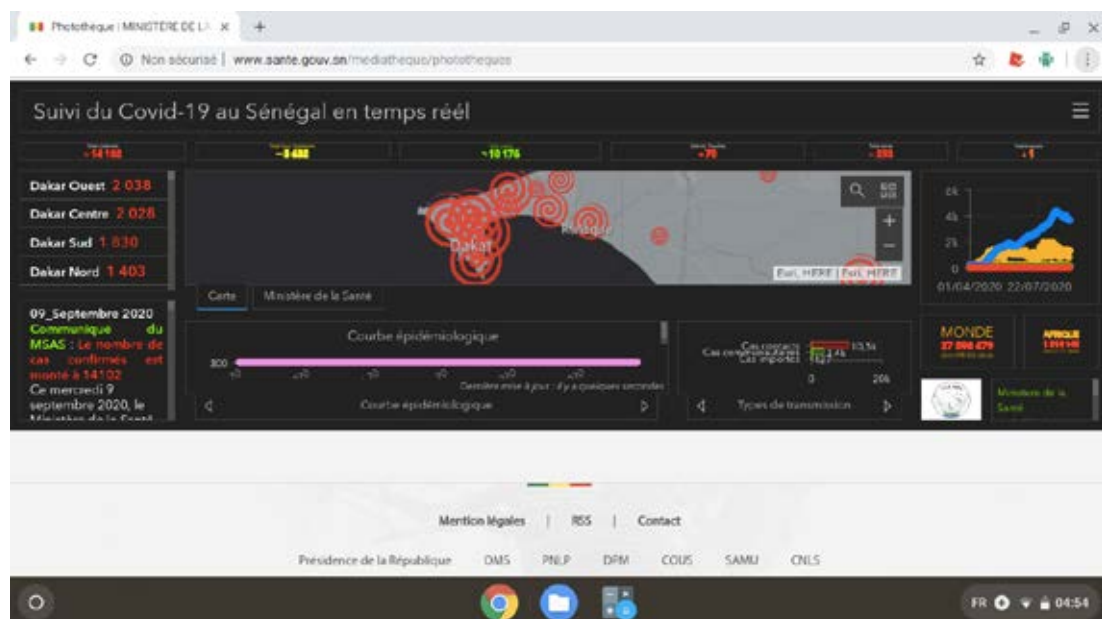
Aussi, ce rapport s'inscrit dans une analyse dynamique dans la gestion et la gouvernance de la crise par le gouvernement et les différentes autorités sénégalais, avant de proposer des recommandations en termes de politiques publiques à mener et d'initiatives à prendre, en vue du management des crises à venir.

DU CONTEXTE INTERNATIONAL À LA SITUATION DU SÉNÉGAL

La pandémie du Covid-19 s'est déclarée en Chine plus précisément dans la ville de Wuhan, capitale de la province du Hubei, en début décembre 2019. De la Chine, la pandémie s'est répandue d'abord en Asie, notamment en Corée du Sud, avant de gagner l'Europe qu'elle va surprendre dans sa vitesse de propagation. Après l'Europe, la pandémie arrive aux USA et en Canada, avant d'atterrir en Afrique qui fut la dernière région à être attaquée par Covid-19.

/ LE CONTEXTE INTERNATIONAL DE LA PANDÉMIE

Début décembre 2019, un virus apparaît en Chine dans la ville de Wuhan dont beaucoup ignore l'origine. Certains affirment qu'il provient d'un animal et d'autres avancent que c'est un virus qui se serait échappé d'un laboratoire de niveau P4 situé dans la ville Wuhan, capitale de la province du Hubei dans la République Populaire de Chine (RPC). La RPC va notifier pour la première fois l'OMS, le 31 décembre 2019, l'apparition d'une nouvelle épidémie contagieuse à coronavirus qui sera dénommée Covid-19. Dès Janvier 2020, après avoir été surprise par la létalité de cette épidémie nationale qui sera pandémie mondiale, la RPC va prendre des actions drastiques telles que le confinement total à Wuhan, ensuite dans la province du Hubei, construit des hôpitaux de fortune avec un impact majeur sur son activité industrielle. C'était donc un indicateur clair de la gravité de la situation. L'Europe, peu familière de ce type de pandémie qu'elle n'a plus vécu depuis le siècle dernier, a très rapidement corrigé le tir en se rendant compte que son système de santé était plus performant à prendre en charge la maladie (dont le remède existe et est disponible) mais pas efficacement une pandémie (dont le remède n'est pas encore connu encore moins disponible). Mais, c'était bien déjà trop tard.



Quant aux USA et l'Administration Trump, qui ont longtemps sous-estimé la pandémie en la considérant comme une grippe saisonnière, -un virus chinois- en paieront le plus lourd tribut en termes de pertes en vies humaines (430.000 personnes infectées et plus de 80.680 décès à la date du 11 Mai 2020) et une destruction massive des emplois (30 millions à la date du 11 mai 2020). Dans un pays, où plus de 27,5 millions d'habitants n'ont pas d'assurance maladie.

Quant à l'Afrique au pluriel, très tôt les mesures à la dimension de la pandémie, seront prises en amont. Les mesures préventives ont commencé par la fermeture des frontières et l'arrêt des vols internationaux. Elles ont été suivies par des mesures visant à réduire la mobilité de masse, tels que les restrictions de transport intérieur et les couvre-feux. Le coronavirus poursuit sa progression sur le continent et continue sa lente et inexorable progression à travers l'Afrique. Selon le site web du Centre de prévention et de contrôle des maladies de l'Union africaine, l'Afrique compterait 14 524 cas confirmés de coronavirus, 788 personnes sont mortes et 2.570 ont été guéries, à la date de Mai 2020. D'autres sources assurent que la barrière des 15.000 infections a déjà été franchie. Quatre pays les plus touchés en Afrique sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte et le Maroc. Le meilleur conseil pour l'Afrique est de "se préparer au pire et de s'y préparer dès aujourd'hui", a averti le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Sur le plan économique, il est attendu en Afrique, par la Commission Economique de l'Afrique, une récession de 5% en 2020 et des pertes d'au moins 20 millions d'emplois là où il aurait fallu en créer au moins 15 millions, d'où un déficit de plus de 35 millions d'emplois et un accroissement de la pauvreté pour près de 15% de la population du Continent.

Cette situation masque mal des disparités importantes. Quand des pays comme la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Ghana ou encore le Rwanda maintiendront leur économie à peu près aux niveaux de l'année 2019, les géants africains que sont l'Afrique du Sud (-7%), l'Égypte (-5%), l'Angola (-9%) ou l'Algérie (-9%), pourraient connaître de véritables crises économiques avec des conséquences sérieuses en matière de développement humain. Les pays vivront de ce fait des situations contrastées. Au sein de chaque pays, et en fonction des zones géographiques et des secteurs économiques, l'impact économique de la pandémie ne sera pas le même.

/ LA SITUATION DE RÉFÉRENCE AU SÉNÉGAL

C'est le 2 mars 2020 que le Sénégal a enregistré son premier cas de coronavirus. Il s'agit d'un expatrié qui est rentré à Dakar mercredi sur un vol en provenance de France. Il a demandé une assistance médicale deux jours plus tard dans une clinique privée, qui a ensuite contacté le MSAS. Le ministre de la Santé du Sénégal a déclaré que les autorités allaient contacter et surveiller les passagers du vol, ainsi que les autres personnes qui ont été en contact avec l'homme. Aussitôt, un Comité National de Gestion des Epidémies (CNGE) a été mis en place regroupant autour du MSAS, tous les départements ministériels. Plus de vingt jours après l'apparition du premier cas de Covid-19, le 22 avril 2020, le Sénégal va mettre en place un Comité de suivi de la mise en œuvre des opérations du Force Covid-19, comité doté d'un fonds de 1.000 milliards de FCFA.

Sur quatorze régions administratives que compte le Sénégal, six (06) ont été touchées par le Covid-19 pour un tableau sanitaire suivant: Le 12 mai 2020 à 10 heures, le Sénégal comptait officiellement 1 995 cas d'infection au Covid-19 (+ 109 par rapport à la veille) dont 742 ont été déclarés guéris (+ 27 par rapport à la veille), 19 personnes décédées, 1 personne évacuée (décédée en France) et 1.151 sous traitement (+ 82 par rapport à la veille) selon un communiqué officiel du ministère de la Santé.

/ LES MESURES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES PRISES PAR LE SÉNÉGAL

Plus d'un mois après l'apparition du premier cas de Covid-19, le 23 mars 2020, le Président de la République du Sénégal a décrété l'État d'urgence sur l'ensemble du territoire national à compter du 23 mars 2020 à minuit. Par un décret du 3 avril 2020, le président de la République, Macky Sall, a prorogé pour une durée de trente jours, soit jusqu'au 4 mai, l'État d'urgence proclamé le 23 mars 2020 sur toute l'étendue du territoire national. A cela s'est ajoutée la loi n° 2020-13 habilitant le Président de la République à prendre, par ordonnances, des mesures relevant du domaine de la loi pour faire face à la pandémie Covid-19 et autorisant la prorogation de l'État d'urgence.

Le Président Macky Sall avait déjà annoncé le 14 mars 2020 les mesures suivantes :

- Interdiction, pour une durée de 30 jours, de toutes les manifestations publiques sur l'ensemble du territoire national
- Suspension temporaire de l'accueil des bateaux de croisière sur le territoire national - renforcement systématique des contrôles sanitaires au niveau des frontières terrestres, aériennes et maritimes
- Suspension des enseignements dans les écoles et universités, pour une durée de 3 semaines, à compter du lundi 16 mars 2020 (reconduite ensuite jusqu'au 4 mai)

- Renforcement de la protection des personnels de santé, de sécurité, de défense et de secours mobilisés
- Suspension des formalités nationales liées aux pèlerinages, pour l'année 2020, aux lieux saints de l'islam et de la chrétienté.

Le 15 avril 2020, le ministre du tourisme et des transports aériens a annoncé que la suspension des vols vers/ depuis le Sénégal était prolongée jusqu'au 31 mai 2020.

Les mesures prises dans ce cadre sont assorties d'un couvre-feu de 20h à 6 h.

Les autorités sénégalaises ont en outre annoncé le 16 mars la suspension de tous les vols en provenance et à destination des pays suivants : France, Espagne, Italie, Belgique, Tunisie, Algérie, à compter de mercredi 18 mars à 23h59 et pour une période de 30 jours. Les évacuations sanitaires ne sont pas concernées.

Les frontières terrestres avec la Mauritanie sont fermées à compter du 21 mars jusqu'à nouvel ordre, celles avec la Gambie le sont à compter du 23 mars.

Au plan interne, un certain nombre de mesures ont été prises par les autorités gouvernementales. Au niveau du Transport interurbain, les déplacements entre les régions du pays sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Pour les taxis, en dehors du chauffeur, deux clients seulement sont autorisés.

Au niveau des Quais de pêche, de nouveaux horaires ont été fixés comme suit, ouverture lundi mercredi vendredi, désinfection une fois par semaine. Pour le Marché central aux poissons de Pikine : Ouverture : lundi - mercredi vendredi, balayage et désinfection mardi et les jours non ouvrables.

Pour les marchés dans les quartiers sur l'étendue du territoire : Fonctionnement normal de 6 heures à 18 heures. Pour les boulangeries, le travail s'effectue de 8 heures à 6 heures du matin. Le personnel passe la nuit. Pour les Pharmacies, celles de garde fonctionnent de 8 heures à 6 heures du matin. Une ordonnance à la main pour les malades.

Pour les Grandes surfaces, le fonctionnement va de 7 heures à 18 heures 30 minutes pour que les employés puissent rentrer avant le couvre-feu. Les Administrations publiques ne sont pas en reste et les horaires de travail sont fixés de 9 heures à 15 heures depuis le 25 mars 2020. Concernant les établissements bancaires, le gouvernement a fixé leurs horaires entre 8 heures et 15h 30 minutes. Guichets fermés à la clientèle à partir de 14h 45 minutes.

Pour ce qui sont des Cérémonies familiales, les mariages et baptêmes sont totalement interdits pour éviter tout rassemblement.

Pour les sport et divertissements, les terrains de sport et plages sont totalement fermés. Cependant, en cas de Décès, la prière mortuaire et enterrement autorisés. Après le cimetière, chacun rentre chez lui.

Le 11 Mai 2020, le Président de la République du Sénégal, Macky Sall, va s'adresser à son Peuple pour la troisième fois en deux mois.

A l'issue de son discours à la Nation, le Président Sall va prendre quinze (15) principales mesures dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, que sont :

- *PRÉVISION DE SORTIE DE LA CRISE : Août voire septembre 2020.*
 - *SÉNÉGALAIS DÉCÉDÉS DU COVID-19 À L'ÉTRANGER : Possibilité de rapatriement des corps.*
 - *STRATÉGIE ACTUELLE : Adaptation de la stratégie nationale de lutte et non relâchement.*
 - 4. *GESTES BARRIÈRES : maintenues notamment port obligatoire de masque et respect de la distance physique.*
 - *DISTRIBUTION DE MASQUES : 10 millions de masques locaux à confectionner et à distribuer dans les lieux publics.*
 - *HORAIRE COUVRE-FEU : 21h à 05h.*
 - *HORAIRES DE TRAVAIL : 9h à 16h.*
 - *MARCHÉS : Ouverture 6 jours sur 7 et nettoyage le 7^{ème} jour.*
 - *LOUMAS (Marchés Hebdomadaires) : Ouverture niveau département à définir en rapport avec l'Administration Territoriale. Personne ne va exercer en dehors de son département.*
 - *LIEUX DE CULTE : Ouverture annoncée et conditions à convenir avec le Ministre de l'Intérieur.*
 - *RETOUR DANS LES ÉCOLES : Ouverture le 2 juin pour les classes d'examen.*
 - *AUTRES CLASSES : continuer d'apprendre à la maison suivant les programmes radio et télé et TIC.*
 - *UNIVERSITÉS : concertation pour l'enseignement à distance avec le Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation.*
 - *HIVERNAGE : assouplissement des mesures sur le transport pour le retour des travailleurs agricoles qui souhaitent retourner cultiver.*
 - *NITIAIVES ET INNOVATIONS : celles nées de la crise seront prises en compte dans le Programme de Relance post COVID-19.*
 - *ASSOUPPLISSEMENT DU COUVRE-FEU ET ASSOUPPLISSEMENT DES RESTRICTIONS : du couvre-feu et de levée des restrictions sur les déplacements interurbains Il est désormais de 23 heures à 5 heures du matin.*
- Les restrictions du transport inter-régions sont aussi levées dans les conditions du couvre-feu. Les restaurants, les salles de sport et les casinos sont autorisés à rouvrir. Nous sommes le 5 Juin 2020, date à laquelle ces décisions ont été prises. Les autorités sénégalaises insistent sur le fait que l'application de ces mesures d'assouplissement doit se faire dans le respect du port du masque et de la distanciation physique.*
- *LEVÉE DU COUVRE-FEU et de L'ÉTAT D'URGENCE : Le président sénégalais Macky Sall a annoncé lundi 29 Juin 2020 au soir, la levée dès mardi du couvre-feu et de l'état d'urgence instaurés contre la Covid-19. Ainsi que de la reprise des vols internationaux à partir du 15 juillet 2020 malgré la progression continue de la maladie dans le pays.*



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET
DE L'ACTION SOCIALE

PRÉVENTION CORONAVIRUS - COVID-19

Le **coronavirus** est toujours là.
Pour se protéger et protéger la communauté, maintenons
nos activités en respectant ces **règles simples**

- Porter un masque

Le port de masque est obligatoire au Sénégal



- Privilégier le transport individuel autant que possible

- Respecter la distance physique d'au moins un mètre avec les autres

- Se laver les mains à l'eau et au savon ou utiliser un gel hydro-alcoolique



- En cas d'apparition d'un des signes suivants (mal de gorge, toux, fièvre, etc.), restez chez vous et appelez **le 1919, le 1515 ou le 800005050**



N° Vert 800 00 50 50

Appel gratuit

www.sante.gouv.sn / www.promocarte.sn / www.snips.sante.gouv.sn



SAMU 1515

Au niveau des Quais de pêche, de nouveaux horaires ont été fixés comme suit, ouverture lundi – mercredi – vendredi, désinfection une fois par semaine. Pour le Marché central aux poissons de Pikine : Ouverture : lundi - mercredi – vendredi, balayage et désinfection mardi et les jours non ouvrables.

Pour les marchés dans les quartiers sur l'étendue du territoire : Fonctionnement normal de 6 heures à 18 heures. Pour les boulangeries, le travail s'effectue de 8 heures à 6 heures du matin. Le personnel passe la nuit. Pour les Pharmacies, celles de garde fonctionnent de 8 heures à 6 heures du matin. Une ordonnance à la main pour les malades.

Pour les Grandes surfaces, le fonctionnement va de 7 heures à 18 heures 30 minutes pour que les employés puissent rentrer avant le couvre-feu. Les Administrations publiques ne sont pas en reste et les horaires de travail sont fixés de 9 heures à 15 heures depuis le 25 mars 2020. Concernant les établissements bancaires, le gouvernement a fixé leurs horaires entre 8 heures et 15h 30 minutes. Guichets fermés à la clientèle à partir de 14h 45 minutes.

/ LES MESURES SANITAIRES PRISES PAR LE SÉNÉGAL

Suite aux directives édictées par l'OMS, le Sénégal s'est inscrit dans le rappel des recommandations contre le Covid-19 :

- *Se laver fréquemment les mains avec une solution hydro alcoolique (SHA) ou à l'eau et au savon*
- *Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après et se laver les mains*
- *Éviter les contacts proches avec les personnes qui ont de la fièvre et qui toussent*
- *En cas de fièvre, de toux et de difficultés à respirer, consulter un médecin sans tarder et lui indiquer les voyages effectués*

Au retour d'un pays où des cas de Covid-19 ont été diagnostiqués, il est recommandé de :

- *Adopter les bonnes pratiques d'hygiène : se laver les mains régulièrement ; tousser dans son coude ; utiliser des mouchoirs à usage unique*
- *Réduire les activités non indispensables (cinéma, restaurant, soirées ...) et la fréquentation de lieux où se trouvent des personnes fragiles (hôpitaux, maternités, établissements pour personnes âgées...)*
- *Surveiller sa température 2 fois par jour*

/ LES MESURES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES PRISES PAR LE SÉNÉGAL

Après avoir décrété l'État d'urgence, un fonds de riposte et de solidarité, Force-Covid-19, a été créé par le gouvernement et sera doté de 1.000 milliards de FCFA). Le ministère des Finances et du Budget a annoncé depuis le 27 mars l'ouverture d'un compte bancaire dénommé "Compte spécial fonds coronavirus/Covid-19) sur les livres de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour recueillir les différentes contributions financières à la lutte contre le Covid-19. "Pour en atténuer l'impact, j'ai créé un Fonds de riposte et de solidarité contre les effets du Covid-19, Force Covid-19, qui sera doté de 1000 milliards de FCFA. Ce Fonds sera alimenté par l'Etat et toutes les bonnes volontés", a déclaré le président de la République. Il a lancé un appel "à tous, au secteur privé et aux partenaires bilatéraux et multilatéraux, afin qu'ils apportent leur soutien au Force Covid-19", soulignant que "les ressources du Fonds serviront entre autres, à soutenir les entreprises, les ménages et la diaspora".

Selon le chef de l'Etat sénégalais, "des mesures fiscales générales et spécifiques seront également prises en soutien aux entreprises". Le président Macky Sall a annoncé qu'au titre des mesures générales, "il sera accordé une remise partielle de la dette fiscale constatée au 31 décembre 2019 due par les entreprises et les particuliers, pour un montant global de 200 milliards". La dotation du Fonds Covid-19 à hauteur de 1.000 milliards FCFA est bouclée suivant la répartition ci-après : appui financier des partenaires : 586 milliards FCFA contribution volontaire des Sénégalais 15 milliards FCFA et recadrage budget 2020 : 399 milliards FCFA. Une fois le budget des 1.000 milliards FCFA mobilisés au titre du Plan de résilience du Sénégal, sa répartition est ainsi programmée : soutien au secteur de la santé pour une enveloppe de 64,4 milliards FCFA; la résilience et la cohésion sociale pour une enveloppe de 100 milliards FCFA , la sauvegarde de la stabilité macroéconomique une enveloppe de soutien pour le secteur privé afin de maintenir les emplois pour une enveloppe de 802 milliards FCFA et une enveloppe de 33,6 milliards FCFA prévus pour la sécurisation des circuits d'approvisionnement et de distribution pour les denrées alimentaires, les médicaments et l'énergie pour toucher un million de ménages c'est-à-dire huit (8) millions de sénégalais. Aussi, avec le report des créances sur trois mois, le Président Macky Sall a pris la décision d'épargner aux débiteurs des banques commerciales, le paiement de leurs encours de créances, fussent-ils entreprises individuelles ou salariés d'entreprise.



ANALYSE DYNAMIQUE DE LA GESTION DU COVID-19 AU SÉNÉGAL

Une analyse dynamique de la gestion du Covid-19 au Sénégal portera, en attendant qu'une étude plus approfondie et plus exhaustive soit faite, sur un aperçu sur l'impact de la pandémie du Covid-19 au Sénégal, sur le plan économique, sanitaire, sociale et sécuritaire. Il s'agira aussi de revenir sur les problèmes auxquels le Sénégal et son Gouvernement ont dû faire face en ce qui concerne les problèmes de capacités des structures et des moyens de santé. Également, de revenir sur les points forts et points faibles dans l'organisation et dans la gestion de la pandémie et de la crise, notamment en ses dimensions culturelles, politiques et règles universelles, surtout pour ce qui sont sur les décisions de fermetures des commerces et lieux de culte et de fortes réductions de la mobilité dans les transports et de l'interdiction des voyages et déplacement inter-régions, de l'état d'urgence. Il s'agira aussi de faire le point sur la coopération régionale, continentale et internationale.

/ UN APERÇU SUR L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID 19 EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, SANITAIRE, SOCIALE ET SÉCURITAIRE

Sur le plan économique, la croissance est projetée à 3% contre 6% initialement prévu. Le Plan Sénégal Emergent avait réussi de produire une croissance économique soutenue de l'ordre de 6% en moyenne sur les six dernières années. Le président sénégalais Macky Sall a invoqué dans une allocution télévisée l'impact que la pandémie et les restrictions avaient sur l'économie de ce pays dont le taux de croissance risque de tomber « de 6,8% à 1,1%, voire moins ».

Une croissance riche en Capital et très pauvre en création d'emplois parce que pas du tout inclusive. Une croissance qui n'a pas permis sur six ans, une réduction sensible de la pauvreté et du chômage devenus très préoccupants au Sénégal. Tous les quatre secteurs de l'économie nationale sont affectés, essentiellement le secteur réel (l'ensemble de l'économie), le secteur administration publique, le secteur monétaire, et le secteur extérieur (reste du monde).

Au niveau du Secteur réel, l'on a pu constater: -une baisse de l'activité des hôtels -une baisse de la production des entreprises suite à la baisse des importations et des exportations - une hausse du chômage suite à la baisse de la production des entreprises -une baisse des recettes du secteur des transports aériens et terrestres suite à la fermeture des frontières et les mesures d'interdictions et de restrictions du transport interurbains et inter-régional -une baisse de l'investissement public beaucoup de projets vont être reportés ou annulée - une hausse de la consommation publique par les mesures prises par le gouvernement pour sauver les emplois et les entreprises en difficultés.

Pour ce qui est du Secteur des Administrations publiques, l'on a pu constater aussi à ce niveau une baisse des recettes fiscale suite aux mesures de report des impôts et taxes mais également de la baisse de la production des entreprises du secteur réel une baisse des investissements publics, et hausse de la consommation publique pour faire face aux impacts négatifs du virus sur les travailleurs, les entreprises, les ménages du secteur réel - une hausse de l'endettement et des dons au prêt des institutions financières nationales et internationales pour couvrir les dépenses de ripostes - un système bancaire est mobilisé pour aider l'Etat à faire face à la pandémie.

Au niveau du Secteur extérieur, l'on a pu constater une baisse des importations et des importations des entreprises avec le reste du monde - une baisse du mouvement des personnes surtout des touristes avec la fermeture des frontières aériennes - une baisse des ressources externes (dette et dons) dû au fait que les pays partenaires souffrent du même problème - moratoire ou annulation de la dette antérieure pour pouvoir économiser une part importante du budget pour une mobilisation rapide des fonds.

Sur le plan du Secteur monétaire, les acteurs monétaires ont joué un rôle important dans le financement à travers les actifs intérieurs et créances nette de l'Etat en provenance de la banque centrale et autre institution de dépôts réorganisation des émissions des OAT au niveau du marché boursier de l'union le report d'échéance des dettes des entreprises en difficultés par les banques - certaines facilitations de la banque centrale aux banques de second rang pour les inciter à soutenir les PME.

/ ANALYSE DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE SUR LE PLAN SÉCURITAIRE

Sur le plan sécuritaire, les Forces Armées ont participé à l'effort de guerre (force covid-19) lancé par le Président de la République à hauteur de 20 millions de francs CFA, au-delà de leurs missions de veille au respect des mesures prises par les autorités dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Une manifestation de solidarité des Forces Armées qui, depuis le début n'ont ménagé aucun effort sur le plan sanitaire avec la mise sur pied d'un hôpital de campagne à Touba et de la mise à disposition du ministère de la Santé et de l'Action sociale des hôpitaux militaires de Dakar pour une meilleur réponse face au covid-19.

Dans le cadre de la protection des personnes et des biens dans un contexte sécuritaire marqué par une hausse du taux de criminalité, les autorités ont jugé urgent de renforcer les mesures de sécurité à travers la mobilisation des différentes forces. Ainsi, il a été mis en place un Commandement conjoint Police et Gendarmerie, composé du Commandant de la légion de gendarmerie Ouest et du commissaire centrale de Dakar.

En plus des actions de sécurisation sectorielles organisées par la police et la gendarmerie, 526 policiers et gendarmes ont été mobilisés pour procéder à une vaste opération de sécurisation dans le département de Dakar. Ces éléments ont effectué des patrouilles dans les zones à risque, des contrôles de véhicules sans plaque et de celles étrangères, des check points et des identifications de personnes suspectes.

Ce dispositif dissuasif et préventif Police-Gendarmerie a permis de rassurer les populations et de renforcer la cohésion qui constitue un facteur déterminant pour la réussite des missions de protection des citoyens dans le cadre de l'État d'urgence et du couvre-feu, décrétés depuis le lundi 23 mars 2020 en vue d'éviter les rassemblements, de restreindre les déplacements afin de mieux protéger la population. Ainsi, un dispositif de veille a été mis en place regroupant les armées, la police et la gendarmerie.

/ LES PROBLÈMES DE CAPACITÉS DES STRUCTURES ET DES MOYENS DU SYSTÈME DE SANTÉ DU SÉNÉGAL

La pandémie du Covid-19 a montré à nu, la fragilité, la vulnérabilité et surtout le sous-équipement du système de santé du Sénégal. En effet, le Sénégal, toutes structures de santé comprises (hôpitaux, districts, postes et cases de santé) ne disposent que de 681 lits d'hospitalisation au total et sur toute l'étendue du territoire national, pour une population de 16 millions d'habitants, renseigne

l'Ordre des Médecins du Sénégal. Soit un ratio de 0,004 lit par habitant. Dont d'ailleurs, les 450 lits avaient été déjà occupés avant l'avènement de la pandémie. Pire, sur 16 millions, le Sénégal ne dispose que de 50 lits chauds (c'est-à-dire des lits aptes pour la réanimation des patients).

Notons qu'avec un budget du MSAS pour l'exercice 2020, d'un montant de 701.709.588.658 FCFA en autorisation d'engagement et 191.714.747 125 FCFA en crédit propres, le système de santé sénégalais est organisé selon une structure pyramidale à trois niveaux : central, intermédiaire et périphérique.

Le niveau central correspond au sommet de la pyramide. On y retrouve les services ministériels, les centres hospitaliers universitaires et les structures sanitaires privées.

Le niveau intermédiaire fait référence à la région médicale et aux centres hospitaliers régionaux mais également aux brigades régionales de l'hygiène. La base de la structure pyramidale est constituée par les services départementaux de l'action sociale et les districts sanitaires dans lesquels se retrouvent, les postes de santé, les centres de santé et les cases de santé.

Au niveau des ressources humaines, au Sénégal, la répartition du personnel de la santé dans les régions révèle que Dakar (la capitale) concentre plus de professionnels de santé, comparé aux autres régions. Dans l'ensemble, 46% des professionnels de la santé se trouvent à Dakar, suivi de Thiès (10%) et Saint-Louis (6%). La région de Kédougou concentre seulement 1%, ce qui fait d'elle la région la moins dotée du pays. Par ailleurs, ces chiffres cachent des disparités en fonction du type de personnel.

En effet, 29% des médecins généraux et 28% des sages d'Etat du pays sont à Dakar contre 2,2% et 2,8% à Kédougou. De même, 70% des pédiatres se trouvent à Dakar, au moment où il n'y a pas de médecin pédiatre à Kédougou.



Cette situation de Dakar est le corollaire de sa démographie qui à elle seule regroupe 23% de la population totale du pays, mais aussi de sa position stratégique en tant que pôle lucratif dans les dépenses de santé avec le plateau technique le plus relevé. Le Sénégal compte 11 Établissements Publics de Santé (EPS) de niveau 3 dont les 10 se trouvent dans la région de Dakar et l'autre dans la région de Diourbel (commune de Touba). Les régions de Kolda et Sédhiou sont les moins dotées en infrastructures sanitaires avec 3 centres santé sur 99 (3,0%) 50 Postes de santé sur 1458 (3,4%) pour la région de Sédhiou et 4 centres santé sur 100 (4,0%) 59 Postes de santé sur 1458 (4,0) pour la région de Kolda.

/ POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES DE L'ORGANISATION ET DE LA GESTION DE CRISE

- *Un point fort dans l'organisation et la gestion de la pandémie, se situe au niveau de l'angle d'approche de la crise. Car, dès le début, le Chef de l'Etat sénégalais, dans le cadre des séries d'audiences, a reçu la classe politique de l'opposition, le secteur privé, les syndicats et les forces vives, pour recueillir leurs avis et conseils quant à une meilleure gestion nationale de la crise.*

Pour un président, Macky Sall, qui jadis est très sûr même de sa science (PSE) au point qu'il n'était poreux à aucun souffle contraire dans le sens du vent de son PSE, un président habitué à gouverner seul, à prendre seul ses décisions, et à se retrouver seul dans la tempête une telle démarche d'ouverture et d'élévation, a été salué de tous et par tous.

- *En deux mois de gestion de la crise du Covid-19, le président Macky Sall s'est adressé à trois (3) reprises à son Peuple. Cela renseigne, pour beaucoup, cette fois-ci, de son sens de l'écoute attentive et participative, son sens de l'écoute de soi pour mieux comprendre les autres. L'écoute, comme le gouvernement de Soi et des Autres. Et non plus d'imposer par tous les moyens et en tout temps, sa volonté de puissance.*
- *Un autre point fort dans la gestion de la crise, est le fait que les autorités ont compris quoique crise sanitaire avant tout et après tout, mais que dans l'intervalle, la riposte contre le Covid-19, ne saurait être l'affaire des seuls médecins et l'affaire d'un seul ministère, en occurrence le MSAS.*
- *Dans le cadre de la mise en place du CNGE, comme dans le cadre de la mise en place du Plan de résilience contre le Covid-19, une démarche pluridisciplinaire a été adoptée. Un autre point est la mesure d'accompagnement pour les couches sociales les plus vulnérables, pour une enveloppe de 50 milliards FCFA.*

Par ailleurs, si dans les angles d'approches, il n'y a eu que de points forts, par contre c'est au niveau des opérations, dans la mise en œuvre, qu'il y a eu plusieurs points faibles qui ont été notés par le Think Tank AWG, dans la gestion de la crise qui est la pandémie du Covid-19 au Sénégal.

- *D'abord en termes de Communication, le Président a fait comprendre au Peuple sénégalais, dans un ton presque menaçant, que la gestion de cette pandémie est une affaire de l'Etat, une affaire d'Etat, qui sous-tendait que l'Etat allait prendre toutes ses responsabilités quant au non-respect des mesures que les Sénégalais voyaient venir: fermeture des lieux de cultes, fermeture des marchés, interdiction des déplacements inter-régions, couvre-feu et État d'urgence dans tout ce que cela renvoie en termes de restrictions des libertés individuelles et collectives. C'est pourquoi, en dépit de tous les efforts déployés par le gouvernement en termes de politique de prévention, certaines populations ont même défié l'autorité en ce qui concerne le couvre-feu et dans l'adoption des mesures barrières (port de masque, distanciation sociale, lavage des mains). C'est dans le cadre de sa communication pour l'action, que le gouvernement sénégalais est complètement passé à côté. Car au lieu d'une communication communautaire et dans une communication publique, le gouvernement sénégalais a toujours été dans une communication de type institutionnel et dans une communication de type politique.*

• *Un autre point faible, a été la sourde oreille du gouvernement, face à la sollicitation d'une bonne partie de l'opinion publique, à fermer les frontières aériennes, maritimes et terrestres du Sénégal avant même l'apparition du premier cas "importé". Le gouvernement avait estimé que la situation était sous contrôle et que rien ne justifiait la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres, quand il sera temps. Seulement, le gouvernement a oublié que dans le cadre des épidémies, quand il est temps de fermer les frontières, il est déjà trop tard. En atteste et pour preuve, l'Occident qui a pris le risque de rapatrier leurs ressortissants de la Chine et de l'Europe vers les USA, en pleine pandémie.*

• *Dans le fonds des 1.000 milliards FCFA, la Santé a été la grande oubliée. Au lieu de "Soigner la Santé", la gestion du Covid-19 à travers le Plan de résilience, ressemblait plus à la gestion d'une crise alimentaire plutôt que la gestion d'une crise sanitaire.*

• *Un des points faibles, est également, cette congénitale bien sénégalaise qui fait qu'à chaque obstacle, au lieu de travailler directement avec les acteurs de la société civile qui ont une maîtrise du terrain, l'on préfère mettre en place une nouvelle institution ou organisation dont le budget de fonctionnement est supérieur que le budget des actions et activités à réaliser sur le terrain. La gestion de la pandémie du Covid-19, était une bonne occasion pour réhabiliter et doter de moyens humains et matériels, deux directions phares dans ce contexte la Direction de la Protection civile et la Direction du Service National d'Hygiène.*

/ LACOOPÉRATION RÉGIONALE, CONTINENTALE ET INTERNATIONALE

En ce qui concerne l'appui financier des partenaires du Sénégal, le FMI a offert 264 milliards FCFA, la Banque mondiale de son côté a contribué pour 138 milliards FCFA, la Banque Ouest Africaine pour 26,074 milliards, la Banque Islamique à hauteur de 98 milliards FCFA et la Banque Africaine de Développement pour 60 milliards FCFA . Au niveau national, la plupart des pays africains mettent en place des mesures de confinement, de dépistage (des cas suspects) et la localisation de contacts. L'inconvénient de ces confinements, s'ils se prolongent, est leur impact négatif sur les activités socio-économiques. A l'échelle du continent le 3 avril 2020, dix présidents africains se sont entretenus en visioconférence, à laquelle s'est joint leur homologue français Emmanuel Macron, pour réfléchir sur un plan de riposte à la pandémie de Covid-19 en Afrique. Cette visioconférence s'est tenue à l'initiative de Cyril Ramaphosa, le président en exercice de l'Union africaine (UA) et de Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission.

Ibrahim Boubacar Keïta, Abiy Ahmed, Paul Kagame, Macky Sall, Félix Tshisekedi, Abdel Fattah Al Sissi, Emmerson Mnangagwa et Uhuru Kenyatta, le patron de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus et le Dr John Nkengasong, directeur du Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union africaine. A l'issue de cet entretien, le Président de l'Union africaine et Président de la république d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa a nommé, le 12 avril 2020, le Dr Ngozi Okonjo-Iweala, le Dr Donald Kaberuka, M.Tidjane Thiam et M. Trevor Manuel en tant qu'envoyés spéciaux de l'Union africaine pour mobiliser le soutien international pour l'Afrique dans ses efforts pour relever les défis économiques auxquels les pays africains seront confrontés à la suite de la pandémie de COVID-19.

- *Au niveau continental, l'Union africaine a rapidement agi pour créer un Fonds pour lutter contre le coronavirus, avec des engagements totalisant déjà 20 millions de dollars. Toujours dans le cadre des initiatives continentales, après avoir eu des entretiens téléphoniques avec le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, et le président du Sénégal, Macky Sall, Sa Majesté le Roi Mohamed VI, Roi du Maroc, a lancé une initiative africaine pour lutter contre le coronavirus, en proposant un plan d'action concerté, conjoint et coordonné pour partager les expériences de gestion de l'épidémie sur le continent. Eu égard aux estimations de l'OMS pour l'Afrique, qui prédit un avenir sombre si l'Afrique n'agit pas rapidement et de manière décisive.*

"Il s'agit d'une initiative pragmatique et orientée vers l'action qui permet le partage d'expériences et de bonnes pratiques en vue de faire face à l'impact sanitaire, économique et social de la pandémie", déclare l'agence publique marocaine MAP.

Après avoir démontré une success story dans la gestion de la pandémie du Covid, le Maroc se rend disponible à partager et à accompagner ses pays voisins du continent, son expérience réussie d'endiguement de la pandémie du Covid-19.

RECOMMANDATIONS DU THINK TANK AFRICA WORLDWIDE GROUP

Si la pandémie du Covid-19 n'a pas été (encore) désastreuse pour l'Afrique au pluriel en termes de pertes en vies humaines, par contre, elle aura affecté et elle affectera encore négativement les économies africaines. Le Covid-19 aura révélé toute la vulnérabilité et toute la fragilité des structures économiques sociales et sanitaires de bon nombre de pays africains. Pour le Sénégal, et peut être aussi pour des pays africains surtout au sud du Sahara, la pandémie du Covid-19 a mis à nu, l'absence en amont d'une Stratégie Nationale de Résilience, actée et élaborée, en termes de politiques publiques, pour anticiper sur le futur et

/ MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE RÉSILIENCE DANS CHAQUE PAYS AFRICAIN

Dans le cadre du Management de la Très Haute Performance comme celui d'un Etat, sa résilience est donc sa capacité à maintenir ou à rétablir un niveau de fonctionnement acceptable des services essentiels malgré les perturbations. Cette stratégie nationale de résilience repose sur trois (3) piliers : (1) l'Anticipation "l'action"; (2) la Réaction "riposte"; (3) la Restauration "rétablissement".

- *La gestion du Covid-19 au Sénégal, a prouvé qu'un Gouvernement ne devrait pas attendre une perturbation pour faire un Plan de résilience. Il faut donc en amont, une Stratégie Nationale de Résilience qui pourrait ressembler à un document de check-up où les acteurs auront déjà à portée de main, un protocole qui leur permet de dérouler leurs actions/activités avec une possibilité de vérifier-corriger les manquements et les failles des intervenants, et en même temps améliorer la Stratégie Nationale de Résilience. Avec des niveaux d'alerte comme le Vert quand la perturbation est grave, mais l'essentiel des services essentiels fonctionnent puis le Jaune quand la perturbation est très grave au point qu'une seule partie des services essentiels fonctionne et enfin le Rouge quand la perturbation est devenue une catastrophe d'une grande ampleur avec une défaillance totale des services essentiels. Presque plus rien ne fonctionne normalement.*

/ LE PLAN VIGIPIRATE SANITAIRE

• UN PROTOCOLE POUR UNE STRATÉGIE DE GESTION D'UNE CRISE SANITAIRE :

Un Plan Vigipirate Sanitaire, qui se décline en quatre (4) niveaux que sont :

- Niveau 1* C'est la Mise en éveil sanitaire. C'est à la fois, une approche préventive et médicale. C'est le temps des diagnostics et de des contrôles face à une épidémie/pandémie (les prises de températures, les tests médicaux, la mise en quarantaine, la fermeture des frontières, la sensibilisation-information, la communication communautaire). C'est le moment des tous premiers cas de déclaration de l'épidémie/pandémie, qu'ils soient des cas importés ou des cas communautaires (début de propagation de l'épidémie/pandémie au sein de la communauté).

Niveau 2 Une fois que l'épidémie/pandémie s'est installé dans le pays, nous sommes déjà dans le Temps 2 d'un Plan Vigipirate Sanitaire. C'est le Plan de Prise en Charge des patients contaminés. Ce plan se matérialise par l'isolement des cas positifs, leur prise en charge (soins médicaux), le tracking des personnes contacts (pour arrêter la chaîne de transmission). C'est donc l'étape de la cartographie des mouvements et les forces de sécurités sont souvent mises à contribution, pour imposer le respect des directives.

Niveau 3 C'est le temps de la Mise en œuvre du Plan Catastrophe. Au vue des systèmes de santé de la plupart des pays africains au Sud du Sahara, le Niveau 3 d'un Plan Vigipirate Sanitaire qui est celui de la Mise en œuvre du Plan Catastrophe. Jusqu'ici, le Ministère en charge de la Santé, dans le cadre des Niveaux 1, 2 et 3 du Plan Vigipirate Sanitaire, a porté le Lead stratégique et opérationnel de la riposte contre l'épidémie/pandémie. Dans le cadre d'un Niveau 3 qui est la "Mise en œuvre du Plan Catastrophe" d'un Plan Vigipirate Sanitaire, le Ministère en charge de la Santé transmet le Lead stratégique au Chef de l'Etat, Président de la République, qui va décréter un État d'urgence et prendre la tête des opérations, comme un Général qui engage ses troupes dans une guerre totale. Cependant, avec les Forces de Défenses (*L'Armée nationale*) et les Forces de sécurités (*Police et Gendarmerie*), il ne s'agit pas d'être seulement un Président-Général dans le cadre de cette guerre totale et souvent asymétrique, mais d'être un Président-Stratège, en prenant le temps de l'écoute attentive et participative, de l'écoute de soi pour mieux comprendre les autres. L'écoute, comme le gouvernement de Soi et des Autres. Le Ministre en charge de la Santé et l'Université et la Faculté de Médecine (*Le Ministère de l'Enseignement Supérieur*), devront travailler en très étroite collaboration pour garder le Lead opérationnel (*prise en charge et soins médicaux, donc la médecine opérationnelle*).

Niveau 4 Le Niveau 3 prépare automatiquement le Niveau 4 qui est le Plan d'intégration des différents corps de métiers, des différents ministères, dans une approche holistique et multi-pluridisciplinaire. Ici, un Comité National de Gestion des Épidémies/Pandémie, installé au tout début du Niveau 1 du Plan Vigipirate Sanitaire, va muter et monter en gamme et en épaisseur, pour devenir un Conseil Scientifique et de Guerre Sanitaire, présidé par le Président de la République et composé des institutions républicaines, du Secteur privé, de l'Université, Think Tanks et Centres de Recherche, de l'Opposition politique et des Médias, des Guides religieux et des pouvoirs traditionnels.

/ ANALYSE SOCIOLOGIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE DE LA GESTION DE LA COVID-19 AU SÉNÉGAL : POUR UNE DOUBLE APPROCHE-INSTITUTIONNELLE ET COMMUNAUTAIRE - DANS LA GOUVERNANCE DES CRISES

En Afrique subsaharienne et particulièrement au Sénégal, la politique, le débat et la recherche du consensus, ne devraient pas être seulement une affaire d'Etat institutionnalisé, mais aussi l'affaire de forces politiques et sociales traditionnelles, parfaitement efficaces dans leur domaine et omniprésentes même dans les aspects les plus modernes de l'Afrique d'aujourd'hui. Et souvent très démocratiques à leur façon. Les héritages sociaux et économiques, la persistance des communautés, des pouvoirs traditionnels et des croyances originelles, sont plus pertinents souvent à l'échelle locale que nos Etats institutionnalisés et institutions supranationales dans de nombreuses régions. Surtout quand il s'agit de mobiliser les communautés pour une cause et de leur parler dans le langage et dans la pédagogie qui sied.

La gestion de la pandémie de la Covid-19 au Sénégal, a été révélatrice que les communautés sont incontournables dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, de la gouvernance publique et de la communication publique, surtout en temps de crise. L'Etat et le Gouvernement du Sénégal, dès le début du cas zéro (le premier cas) de la pandémie, a proclamé que la gestion de cette crise de la Covid-19, est une affaire d'Etat et à ce titre, tolérance zéro quant au non-respect des décisions gouvernementales qui seront prises. L'Etat, derechef, a fermé Écoles, Lieux de culte, Gares routières, sans concertation préalable et épuisement des facultés réciproques de conviction, avec les porteurs d'enjeu des forces vives et les leaders communautaires. Et quand devant la pression sociale et populaire, suite à un ras-le-bol des populations après trois mois de restrictions des libertés, d'instauration d'un État d'urgence et de couvre-feu, les récriminations et les défiances à l'autorité et aux forces de sécurité, se sont faits jour à travers quatre grandes villes du Sénégal (Touba, Tivaouane, Ziguinchor et Dakar).

Du fait des perturbations économiques et de la paupérisation grandissante aggravées par ces mesures prises par les autorités, l'État et le Gouvernement du Sénégal, ont voulu à un certain moment, desserrer l'étau, en allégeant les mesures de restriction pour entre autres, sauver l'année scolaire, les gouvernants ont décrété de nouvelles mesures d'allègement des restrictions (ouverture des lieux de culte, réouverture des écoles).

Certaines communautés et pas des moindres s'y sont opposés, en maintenant leurs lieux de cultes fermés. Et même, les parents d'élèves ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école. Ce qui a mis à nu, une crise d'autorité de l'Etat et un cafouillage au plus haut sommet de l'Etat, qui a fini par céder aux revendications de la rue et des communautés.

CONCLUSION

Avec le recul, était-il nécessaire d'adopter la Stratégie de la peur, en prenant toute cette batterie de mesures drastiques. Etat d'urgence assorti d'un couvre-feu, restriction et privation dans les mobilités, mise en place d'un fonds de mille milliards FCFA, fermeture des écoles, universités, lieux de culte, gares routières et marchés? Comme l'avait suggéré le Dr Thior, spécialiste en Santé publique, ne fallait-il pas laisser le virus circuler pour une immunité collective, en laissant la vie continuer (tout simplement) en renforçant le dispositif de prévention (les mesures barrières) et en boostant la prise en charge médicale (relèvement du plateau médical). Moralité le président Macky Sall gagnerait à plus prêter l'oreille et l'attention, aux dynamiques internes et locales et qu'être (trop) à l'écoute des réalités externes et globales.

La Covid-19 a montré au président Macky Sall et à son gouvernement, ce que vaut réellement le Plan Sénégal Emergent (PSE) sur le terrain après quatre années de mise en œuvre, au-delà des slogans, des théories, et des déclarations d'intention. En effet, après avoir bouclé la première phase (4 ans) du PSE, la Covid-19 est venue pour lui rappeler que le PSE était plus dans l'Économisme (croissance synthétique du PIB) que dans l'Économie (développement économique et progrès social), parce que le PSE marche sur une jambe parce que ne prenant presque pas, l'autre versant de l'Émergence, le versant social (emploi et santé). Et pourtant, depuis 2015, le Think Tank Africa WorldWide n'a cessé d'alerter qu'à la moindre secousse forte, tout s'effondrera comme un château de cartes. Comme avec cette Covid-19 où le président Macky Sall et son gouvernement, viennent de se rendre compte, que malgré tous ses efforts et ses slogans, du niveau de pauvreté des sénégalais et de la vulnérabilité de l'économie dont 80% repose sur l'informel. Mais également, de l'indigence des structures médicales et du notre système de Santé du Sénégal qui est malade et de l'urgence à soigner la Santé au Sénégal.

Sur le plan tactique, dans sa gestion de la Covid-19, le Président Macky Sall et le gouvernement du Sénégal, ont trop prêté son oreille à l'international et ont pris peur des prédictions catastrophiques de l'OMS et de l'Occident. Le président sénégalais a paniqué. Au point de décréter la guerre avant l'heure, alors qu'il fallait en appeler à une forte mobilisation sociale.

Sur le plan de la gouvernance, le président sénégalais, Macky Sall, a cherché un consensus politique alors qu'il fallait trouver un consensus communautaire.

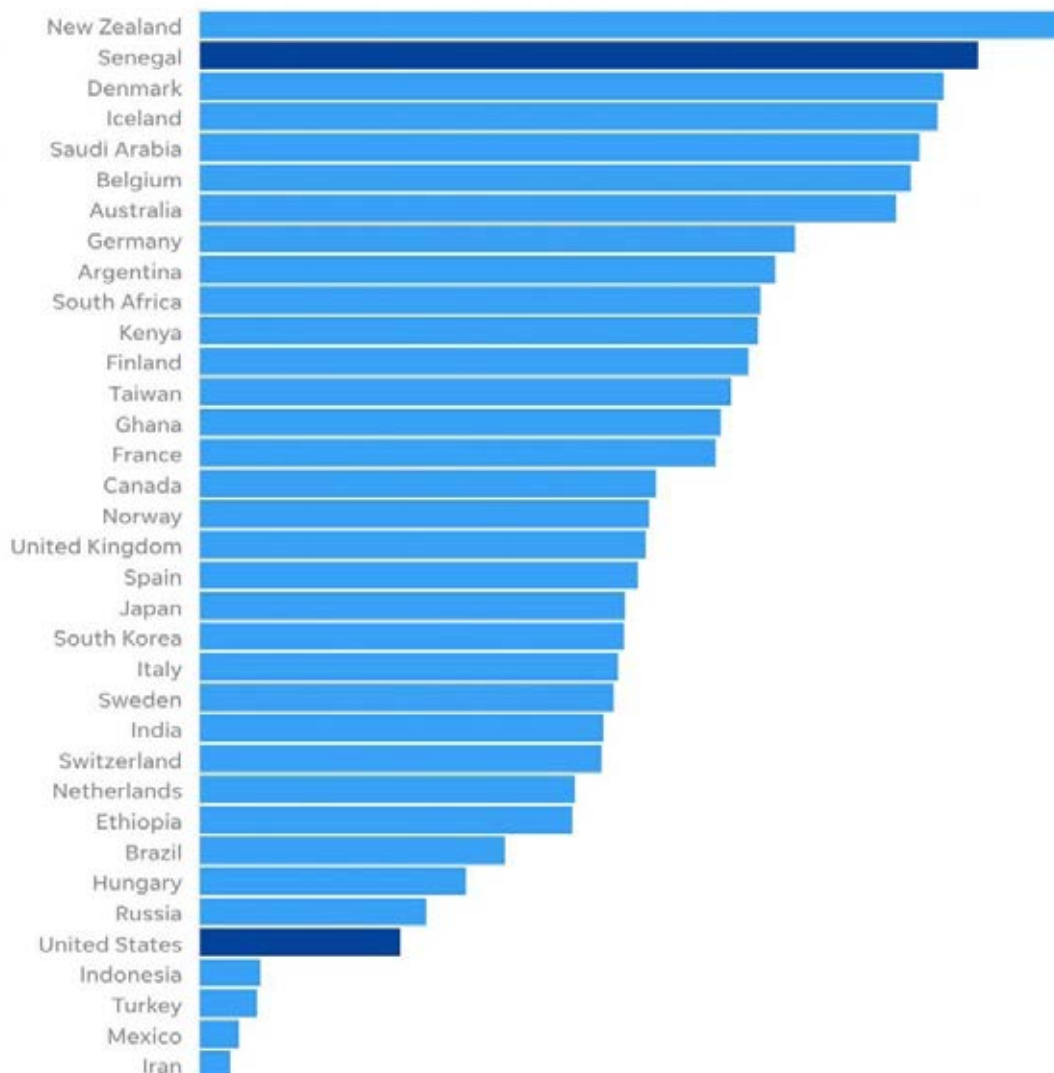
Sur le plan de la communication du gouvernement sur la Covid-19, celle-ci a été plus une communication pour les "élites" et non une communication envers les communautés.

Sur le plan médical et sanitaire, le gouvernement du Sénégal a plus fait dans la stigmatisation des populations, en leur voyant comme des prochaines victimes de la Covid-19, alors qu'il fallait traiter les populations sénégalaises comme des Acteurs, les propres acteurs de leur propres santé-sécurité.

Sur le plan social, la manière dans la distribution des vivres au Sénégal et les choix sur les produits alimentaires en question (riz, sucre, huile et bonjour le diabète !), se sont déroulées comme dans une situation d'aide alimentaire alors que nous sommes dans une crise humanitaire. Il y a eu un enchaînement d'impairs que cause souvent, la peur, quand on prend des décisions dans l'affolement.

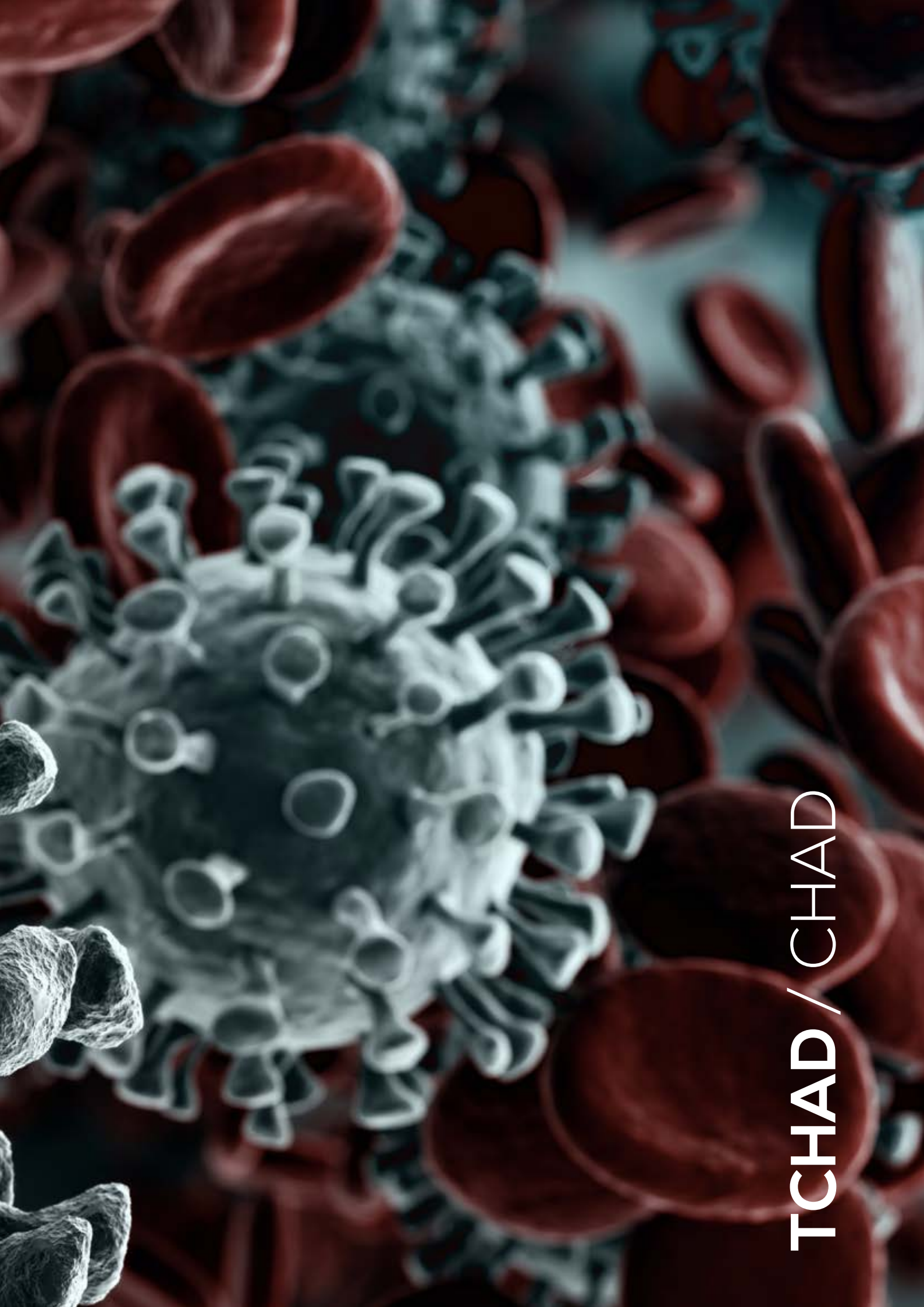
Senegal handled Covid-19 better than many other countries

Experts say Senegal's leaders have delivered clear, consistent, science-based information about the virus and launched an early, aggressive response. Nations and index numbers:



BIBLIOGRAPHIE

- Ministère de la Santé qui publie des communiqués de presse chaque jour
- www.covid19.gouv.sn/ : site officiel d'information sur le Covid-19
- <http://prevcovid19.com>
- <https://covid19.sn> : relais des campagnes d'information et de sensibilisation sur le coronavirus au Sénégal
- https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019?gclid=EAlaIqobChMlxZS_46Xk6QIVTvirCh1DEAoGEAAAYASAAEgJKVfD_BwE (Organisation mondiale de la santé : page dédiée au coronavirus.)
- Discours du président de la République du 23 mars 2020 annonçant l'État d'urgence
- Arrêté portant fermeture des mosquées dans la région de Dakar. 19 mars 2020
- Communiqué sur la suspension des rotations de navires à passagers. 15 mars 2020
- Arrêté portant interdiction des manifestations. 13 mars 2020 - 95.5 ko
- Circulaire relative aux normes sanitaires dans les établissements touristiques, 11 mars 2020
- Décret n° 2020-977 portant nomination des membres du Comité de suivi de la mise en œuvre des opérations du FORCE COVID 19.
- <https://www.jeuneafrique.com/910230/societe/coronavirus-en-afrique-une-carte-pour-suivre-au-jour-le-jour-lavancee-de-lepidemie/> (Jeune Afrique)
- <https://www.map.ma/Notre-actualite/Covid-19-et-afrique-covid-19-deux-nouvelles-newsletters-special-coronavirus> (Agence Marocaine de Presse)
- <https://www.banquemondiale.org/>
- <https://www.imf.org/fr/Topics/imf-and-covid19>
- <https://www.bceao.int/fr/Covid-19>
- <https://www.sec.gouv.sn/> (Le site du Secrétariat Général du Gouvernement du Sénégal)



TCHAD / CHAD



L'AFRIQUE FACE AU COVID AFRICA CONFRONTS COVID



**Désiré
OUBADJIMDEHBA**

Chef de Projet / Project Manager

Né à N'Djamena, de nationalité tchadienne, Désiré Oubadjimdehba s'est inscrit à la faculté guinéenne des sciences sociales au département d'Histoire et obtient successivement les diplômes de Licence en 2009 et de Maitrise en 2011 option Histoire des Relations Internationales. Il poursuit ses études à l'Université de Yaoundé au Cameroun en 2013 où il s'inscrit à la faculté des lettres et sciences humaines au Département d'Histoire option Histoire des Relations Internationales où il obtient le diplôme de Master II en avril 2016. En Janvier 2018, il est recruté au Centre d'Études pour le développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) dont il y fut le Directeur Général de Février 2018 à Décembre 2018, et ensuite chargé de projet et de formation au sein du CEDPE jusqu'à nos jours.

Born in N'Djamena, Chad, Désiré Oubadjimdehba obtained successively the Bachelor's degree in 2009 and the Master's degree in 2011 in the History of International Relations from the Faculty of Social Sciences in the Department of History in Guinea. He continued his studies at the University of Yaoundé in Cameroon in 2013 where he got the Master II degree in April 2016 from the Faculty of Arts and Humanities in the Department of History, in the History of International Relations. In January 2018, he was recruited at the Center for Development Studies and the Prevention of Extremism (CEDPE) where he was the Director General from February 2018 to December 2018, and then project and training manager at the CEDPE until today.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ / ABSTRACT

P379

CONTEXTE

P381

/ L'IMPACT DE LA COVID 19 DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE, SANITAIRE, SOCIALE ET SÉCURITAIRE ;

/ LES PROBLÈMES AUXQUELS LES ÉTATS OU LES GOUVERNEMENTS ONT DÛ FAIRE FACE EN TERMES DE CAPACITÉS DES STRUCTURES D'ACCUEIL ET DU SYSTÈME SANITAIRE ;

/ LES POINTS FORTS ET FAIBLESSE DANS LA GESTION DE LA CRISE ;

/ LES DIMENSIONS CULTURELLES ET RÈGLES UNIVERSELLES ;

/ LA COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE ;

/ LES DÉCISIONS DE MISE EN CONFINEMENT OU ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE : DÉMARCHE DE PRÉPARATION AU CONFINEMENT ET LES OPTIONS.

CONCLUSION

P391

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

P392

RÉSUMÉ

La pandémie COVID 19, communément appelée Coronavirus, est apparue en République Populaire de Chine à la fin de l'année 2019 et s'est rapidement répandue dans le monde entier. Les pays d'Afrique ne sont pas épargnés, dont le Tchad qui fait face à cette crise sanitaire qui a poussé les autorités et les partenaires à prendre des mesures de riposte d'urgence afin d'endiguer la propagation de la maladie. Le premier cas d'infection, détecté le 19 mars 2020, concerne un ressortissant étranger en provenance du Cameroun qui a été testé positif et mise en quarantaine à l'hôpital de Farcha réquisitionné pour la prise en charge des autochtones contaminées et des personnes en provenance de l'étranger pour une période de deux semaines.

Face à cette situation, des mesures d'urgence ont été prises par le président de la République, avec la mise en place d'un comité de veille contre le COVID 19, qui sera remplacé par la suite par un comité de gestion de crise, dont il prendra en main la gestion. Pour freiner une propagation de la maladie et la contamination de la population, des mesures de restriction ont été prises, comme le blocage des frontières avec les pays voisins, la fermeture des lieux publics (églises, mosquées, marchés, écoles, restaurants, bars, grillades de viandes...) et tous lieux de regroupement de plus de 50 personnes, en plus d'autres mesures (l'instauration d'un couvre-feu et de l'état d'urgence sanitaire renouvelable, la restriction des voyages à l'intérieur du pays et des minibus de transports, l'interdiction des vols commerciaux sauf les cargo autorisés.)

Pour répondre également à la situation sociale et économique, le président a, lors de son discours au peuple, annoncé des mesures sociales d'accompagnement de la population par la gratuité de l'eau pour une période de six mois, de l'électricité pour trois mois et l'allègement des taxes aux opérateurs économiques. Malgré cette annonce, les populations se disent dupées par les autorités du fait que les kits alimentaires destinés aux personnes vulnérables ont été distribués à des personnes nanties. Ce manque d'aide à la population compromet à un certain niveau le respect des mesures barrières ; les personnes interrogées se disent abandonnées à leur triste sort et préféreraient mourir de COVID 19 que de la faim.

Il convient de souligner que le Tchad n'a pas franchi la barre de 1000 cas, contrairement à d'autres pays d'Afrique. Selon un rapport du ministère de la santé et du comité de gestion de crise, le Tchad totalise 860 cas des personnes infectées malgré la faible efficacité du système sanitaire qui manque des matériels pour la prise en charge. Cette situation a également fait découvrir des réalités cachées des structures sanitaires. Pour renforcer le nombre du personnel sanitaire, un recrutement de 1636 diplômés sans emplois a été engagé d'urgence.

Cette crise sanitaire est intervenue dans un contexte sécuritaire fragile, le Tchad ayant été victime d'attaques terroriste des éléments de Boko Haram dans la province du Lac sur une des îles appelées Bohoma qui a fait plus d'une centaine de morts. Sur le plan d'aide et de coopération, le gouvernement a fait appel aux partenaires nationaux et étrangers qui ont apporté des contributions matérielles et financières.

ABSTRACT

CEDPE Report on the Impact of COVID 19 in Chad

The COVID-19 pandemic, commonly known as Coronavirus, emerged in the Popular Republic of China at the end of 2019 and spread rapidly around the world. African countries, including Chad, are not expected to prevent the spread of the disease. Chad is also facing this health crisis, which has prompted the authorities and its partners to take emergency measures. The first infected case, detected on 19 March 2020, was a foreigner from Cameroon who tested positive and was quarantined at the Farcha hospital, which was requisitioned for the care of people with COVID-19 and people from abroad for a quarantine period of two weeks.

Facing this health situation, emergency measures taken by the President of the Republic included setting up a watch committee against COVID-19, to be replaced by a crisis management committee whose members will take charge of its operations. To halt the spread and contagion, measures were taken restricting certain freedoms, including closing the borders with neighboring countries; closing public places (churches, mosques, markets, schools, restaurants, bars, meat grills, etc. and other places where more than 50 people can gather); establishing a curfew and a renewable state of (health) emergency; restricting travel within the country and transport minibuses; and banning commercial flights except for authorized cargo ships.

In an attempt to address the social and economic situation, in a speech to the nation, the President announced social measures to support the population by providing free water for six months, free electricity for three months, and tax relief for economic operators. Despite this announcement, people say they are being misled by authorities who promised to distribute food kits to vulnerable people, which has turned into distribution to wealthy people.

This lack of aid to the population compromises at a certain level respect for preventive measures. People interviewed say they are given up to their sad fate and would rather die from COVID-19 than from hunger. However, Chad has not passed the 1,000 case mark as in other African countries, according to the report of the Ministry of Health and the Crisis Management Commission. The country has a total of 860 cases, infected patients and deaths, although the health system is not very efficient and lacks adequate equipment for the care of these cases.

This situation has also brought to light hidden realities with regard to health infrastructure. To strengthen the number of health staff, the recruitment of 1636 unemployed graduates was urgently needed to support the team in the field.

The health crisis occurs in a fragile security context. Chad was recently the victim of terrorist attacks by Boko Haram forces in Lake Province on one of the islands called Boom, which resulted in more than 100 deaths. In terms of assistance and cooperation, the Government has appealed to national and foreign partners, who have responded with material and financial contributions.

INTRODUCTION


Fin 2019, une pandémie dénommée COVID 19 communément appelée Coronavirus a vu le jour en Wuhan en République Populaire de Chine. Rapidement cette maladie a pris une dimension planétaire gagnant plusieurs pays du monde. La population mondiale se retrouve surprise par cette maladie qui se propage de manière fulgurante faisant d'énormes victimes sans distinctions sociales ni raciale. Tous les continents sans exceptions sont touchés. L'Afrique n'est pas du reste. Le monde entier est touché, il faut comprendre que c'est par rapport à l'interdépendance des Etats auquel la mondialisation qui définit le monde actuel comme un village planétaire. Cette pandémie a relancé le débat sur le concept de la mondialisation et l'interdépendance tant contestée sous divers domaines.

Des polémiques sur la naissance de cette pandémie sont récurrentes entre les deux géants mondiaux, les Etats Unis d'Amérique et la République populaire de Chine. Les USA accusent la Chine d'avoir fabriqué le virus dans leur laboratoire à Wuhan et l'avoir laissé échapper. Cette pandémie il faut le dire révolutionne le monde sur le plan géopolitique et laisse présager une guerre diplomatique ouverte entre ces deux derniers qui ont d'importants intérêts à travers le monde. Les USA qui accusent constamment la Chine à travers son Président Donald Trump qui se dit convaincu de la responsabilité chinoise dans la propagation de ce virus, il va jusqu'à appeler de manière ironique la COVID 19, « Virus Chinois » ce qui crée de plus en plus une tension politico-diplomatique entre ces deux super puissances.

Dès le début de l'apparition du virus dans certains pays d'Europe, d'Amérique et d'Afrique, les autorités et la population banalisaient cette pandémie en se disant que cela ne peut pas être si grave jusqu'à ce que les cas de contaminations augmentent avant qu'ils ne prennent conscience. Les Etats Unis et l'Angleterre qui n'avaient pas pris au sérieux cette pandémie sont touchés et enregistrent des dizaines des cas de contaminations et de décès.

Du côté de l'Afrique, des interprétations diverses sont faites sur les voies de contaminations en ce sens que le continent ne peut être touché vue sa condition climatique qui s'explique par un ensoleillement et que la peau de l'homme noir est beaucoup plus résistant, qu'en aucun cas le virus ne peut résister sous l'effet du soleil ardent d'où 45° degrés à l'ombre.

Au plan social, la population quant à elle dit que le gouvernement invente des cas pour bénéficier des aides étrangères et des partenaires. Cette négligence a conduit de nos jours à la propagation rapide du virus sur le continent, bien que le continent n'enregistre pas assez de cas de contaminations contrairement à l'Europe, l'Asie et les USA, mais tout porte à croire qu'il est important de mettre en place des plans de riposte adéquats afin d'éviter le pire. Contrairement à l'Afrique du Nord, l'Afrique Sub-saharienne a un mode de vie beaucoup plus communautaire qu'individualiste et dont le système de santé ne dispose pas des équipements et infrastructures de prise en charge des malades s'il arrive que les cas explosent comme on le constate aux USA ou en Europe.



Le Tchad est également touché par cette pandémie, dont progressivement des cas de contamination ne font qu'augmenter. Le 1er cas détecté le 19 mars, le Tchad a franchi à nos jours le seuil de 800 cas des personnes infectées et le seuil de 70 cas de décès. Pour juguler la crise, le comité de gestion de la crise a pris des mesures d'urgence afin d'y faire face.

Ces mesures sont entre autres : le couvre-feu, l'état d'urgence, la mise en quarantaine de la ville de N'Djamena, la fermeture des lieux de commerces, des lieux de cultes, des écoles et autres activités regroupant plus de 50 personnes, les cérémonies telles que : les mariages, les funérailles et autres de réjouissance sont interdites.

/ IMPACT ÉCONOMIQUE

La pandémie COVID 19 a paralysé la situation économique mondiale suite aux restrictions des activités économiques pour éviter la propagation du coronavirus. Tous les pays ont pris des dispositions de fermeture de leurs frontières limitant l'entrée des personnes sur leur territoire. Ces restrictions ont de manière drastique réduit les échanges entre les pays et mis en difficultés certains pays en voie de développement qui sont dans une situation économique et sociale déplorable.

Depuis 2014, le Tchad traverse une situation économique due à la chute du baril du pétrole et au contexte sécuritaire accentué par le déploiement des soldats pour la lutte contre le terrorisme dans les pays amis tels que le nord du Mali et dans la lutte contre Boko Haram sur son territoire et dans le bassin du Lac Tchad dans le but de garantir sa souveraineté nationale et territoriale et d'apporter sa contribution dans les efforts déployés par la communauté internationale.

Le Tchad a pris des initiatives de restrictions de ses frontières avec les pays voisins le 19 mars 2020 après avoir enregistré son premier cas de contamination dont un ressortissant marocain venu de Douala au Cameroun. Face à cette situation, d'importantes mesures sont prises pour éviter l'entrée des personnes sur son territoire et laissant juste l'accès aux véhicules transportant des marchandises et des produits alimentaires. Une interdiction de regroupements publics avec la fermeture des lieux de commerce qui ne vendent pas des produits alimentaires. À cet égard la fermeture des lieux de commerces sont mal perçus par la population qui estime que le gouvernement a pris des mesures juste pour pouvoir affamer la population et solliciter l'aide des partenaires étrangers.

Les mesures de fermeture des lieux de commerce, ont un impact considérable pour les commerçants qui effectuent des sorties régulières pour se procurer des produits. La fermeture de la frontière entre le Cameroun et le Tchad a également une conséquence sur la population qui effectue souvent le déplacement dans les zones frontalières pour se procurer des marchandises. Compte tenu de sa dépendance extérieure en termes d'approvisionnement des produits dû à son enclavement sans accès à la mer. Les grossistes et les détaillants commerçants peinent à joindre les deux bouts face à la crise qui ne fait que perdurer. Lors de son discours à la nation le 14 avril 2020, le chef de l'Etat a pris certaines mesures allégeant la précarité de la situation pour les opérateurs économiques. La réduction de 50% des taxes pour certaines entreprises et l'exonération de certaines activités des taxes.

Les recettes au niveau fiscal prennent un coup réel, dans la mesure où le gouvernement est obligé de diminuer les taxes à 50% pour les entreprises et exonérés certaines activités de la taxe lors de l'annonce par le chef de l'Etat des mesures de riposte . La fermeture de certaines activités commerciales qui permettent à l'Etat de prélever des taxes créent une paralysie économique notamment le secteur de transport. Au niveau de la douane l'Etat ne peut pas faire des recettes comme il le faisait auparavant. Cette crise vient asphyxier le circuit de la douane par la restriction d'entrée sur le territoire. L'Etat a de la peine à faire face pour solder la dette intérieure et extérieure. Ce qui peut à la longue créé une autre situation socioéconomique dont la crise sanitaire a un impact réel sur l'Etat qui débourse des moyens matériels et financiers.

Les petits points des activités commerciales telles que : les restaurants, les cafés, les alimentations, les bars, les grillades et les boutiques qui ne vendent pas les produits alimentaires. Le secteur de commerce extérieur dont l'importation des produits de premières nécessités à la consommation de la population ont pris un coup réel. Les femmes peinent avec leur petit commerce à réaliser les activités qui leur permettent de survivre au quotidien.

/ IMPACT SANITAIRE

Comparativement à d'autres pays africains, le Tchad a un système de santé peu cohérent qui ne favorise pas une bonne prise en charge sanitaire des personnes malades. Des infrastructures sanitaires ne disposent pas des équipements appropriés et adaptés à la riposte contre la pandémie de COVID 19 qui nécessitent des moyens colossaux tant sur le plan financier, matériel et des ressources humaines qualifiées. Le président de la république dans sa déclaration au peuple le 24 mars 2020 a annoncé le déboursement de 15 milliards de FCFA pour l'acquisition des équipements de prise en charge des éventuels malades du COVID 19 . La crise sanitaire vient se plonger dans une situation économique et sociale délétère dont le pays a de la peine à faire face. Les équipements sanitaires tels que : les respirateurs artificiels, les structures d'accueils ne sont pas appropriés. Le test de dépistage est en nombre insuffisant.

Pour faire face à la pandémie de coronavirus, le gouvernement a pris des mesures d'urgence en mettant en place un comité de veille piloté par le secrétaire d'État à la présidence de la République monsieur Pahimi Kalzeube Debeut et qui sera dissout plus tard et remplacé par le comité de gestion de crise sous la houlette du Président de la République Idriss Deby Itno. Dès la détection du premier cas au coronavirus, le gouvernement a pris la décision de réquisitionner l'hôpital de Farcha pour le soin des personnes contaminées pour leur prise en charge sanitaire et des personnes suspectées ou venant de l'étranger. Le personnel soignant n'est pas également qualifié par les moyens et outils adéquats pour la prise en charge des personnes malades. La peur de la population pousse à l'automédication et le refus de la fréquentation des centres de santé. Pour renforcer le secteur de la santé en personnel le gouvernement a instauré un recrutement immédiat de 1638 diplômés en instance d'intégration à la fonction publique .

/ IMPACT SOCIAL

Le premier cas de COVID 19 a été détecté le 19 mars 2020 sur un marocain résidant à N'Djamena venu de Douala au Cameroun, il a été mis en quarantaine à l'hôpital de Farcha pour la prise en charge. La détection de ce premier cas a permis au gouvernement de comprendre que l'heure est grave et qu'il faut prendre des séries des mesures qui consistent à freiner la propagation et la prévention contre le coronavirus. Ces mesures qui ont été prises sont entre autres : les interdictions de regroupements publics, la fermeture des restaurants, des grillades de viandes, des cafeterias, des bars et toutes autres manifestations qui peuvent regrouper plus de 50 personnes. La distanciation sociale de plus de deux mètres, le port de masques notamment les cache-nez est rendu obligatoire.

La fermeture des lieux de cultes notamment les églises et les mosquées jusqu'à nouvel ordre. Ces mesures interdisant les regroupements de plus 50 personnes dont les prières en groupe sont appréciées diversement par la population qui se voit priver de tout mouvement et de leur liberté de culte.

Pour les fidèles catholiques, le baptême initialement prévu au mois d'avril n'a pas eu lieu compte tenu des mesures interdisant l'ouverture des lieux des cultes. Mais en accord avec les leaders religieux et les autorités les cultes se font à domicile avec un nombre limité des fidèles respectant les mesures de distanciation sociale. Le Ramadan de l'année 2020 s'est passé dans un contexte social particulier auquel, les mesures barrières qui consistent à rester chez soi et éviter les prières dans les mosquées ont eu des conséquences majeures sur des personnes vulnérables n'ayant pas des ressources nécessaires et dont ils profitent de la charité pour assurer le jeun.

Le gouvernement a pris certaines dispositions pour permettre à la population de profiter de la gratuité de l'électricité pendant trois mois à savoir 450 kilo water, la gratuité de l'eau pendant 6 mois à savoir 15 mètres cube par ménages. D'autres séries de mesures ont été prises pour faciliter l'accès aux moyens de survie de la population mais force est de constater certaines de ces mesures n'ont pas suivi d'effet en dépit de la situation précaire dans laquelle elle se trouve .

L'interdiction de voyage et la mise en quarantaine de la ville de N'Djamena à des conséquences réelles sur la vie de la population qui n'arrivent pas à vaquer normalement à ses occupations et à effectuer les voyages dans les autres localités du pays. Les personnes qui ont quitté des zones rurales pour la ville de N'Djamena n'arrivent pas à repartir chez elles du moment où la saison de la campagne agricole a débuté avec la saison des pluies qui a commencé dans la zone méridionale du pays. Les bus de transport interdit de circuler, certaines personnes tirent profit avec leur véhicule personnel pour assurer le déplacement de N'Djamena dans les provinces.

Le transport de N'Djamena-Moundou qui coutait initialement 10.000 FCFA a triplé jusqu'à 30.000 FCFA . Cette situation se déroule sous le regard complice des forces de l'ordre qui à leur tour profitent pour se faire des frais. La fermeture des lieux de commerce, notamment les bars, les alimentations, les restaurants, les cafés, les boutiques de ventes des articles non alimentaires, des cinémas, les salles de jeux ont conduit des milliers de personnes au chômage dont au début de la crise le taux d'insécurité a augmenté dans la ville N'Djamena. Il faut noter que ces activités cités ci-dessus sont les grands pourvoyeurs d'emplois au pays et embauchent une grande partie des chômeurs dont les diplômés sans emplois qui peine à se trouver de l'emploi dans le secteur public et privé.


Les produits de consommation sont devenus excessivement cher et la population a de la peine à se procurer. Le secteur de transport dont la restriction a été faite par le gouvernement est devenu de plus en plus cher. Il y a un problème réel dans la prise en charge de la famille dont les moyens ne permettent aux chefs de familles de s'acheter les denrées alimentaires qu'il faut. Les femmes qui partaient au marché n'arrivent à mener normalement leurs activités, les agents de la mairie profitent pour extorqué les paisibles citoyens qui se cherchent au quotidien.

/ IMPACT SÉCURITAIRE

La crise sanitaire liée au coronavirus intervient dans un contexte déjà fragile où le pays fait face à une montée plus forte du terrorisme notamment dans le bassin du Lac. Dès le début de l'apparition du premier cas de COVID 19 au Tchad, le pays a été frappé par une attaque du groupe terroriste Boko Haram dans la province du Lac. Cette attaque a fait une dizaine de morts et plusieurs blessés. Le Président de la République Idriss Deby Itno s'est dépêché sur le front baptisant l'initiative de "colère de Boma".

Pendant plus de deux semaines le ratissage dans toutes les îles du Lac a été mené et permis au gouvernement de faire un nettoyage systématique affirmant que le Lac est sécurisé et aucun terroriste de Boko Haram ne s'y trouverait.

Pour assurer la sécurité de la population en cette période crise sanitaire, le comité de veille a pris quelques mesures sont entre autres : instauration d'un couvre-feu dans quelques régions du pays dont N'Djamena, pour la première fois de 5h 00 mn du matin à 19H 00 mn pour une période de deux semaine et ensuite une seconde fois pour période de semaines dont l'heure a été revue de 5h 00 mn du matin à 20h 00 mn, l'instauration de l'état d'urgence sanitaire sur toute l'étendue du territoire national pour deux semaines et ensuite prolongée pour une durée de deux mois. L'autre mesure est celle de la mise en quarantaine de la ville de N'Djamena dans un rayon de 25 km interdisant les voyages dont l'entrée et la sortie.



Les Points forts et faiblesse dans la gestion de la crise. L'apparition de la pandémie au Tchad est venue mettre les autorités tchadiennes devant une situation sociale, politique et économique complexe gangrenée par la chute du baril du pétrole sur le plan mondial. La gestion de la crise par le gouvernement soulève beaucoup d'interrogation et des débats sur sa capacité à y faire face et d'apporter des solutions idoines à la population. Des mesures prises par le gouvernement s'avère insuffisantes et tardives dans la mesure où les travailleurs du public n'arrivent pas à subvenir à leur besoin au quotidien.

Cette crise sanitaire intervient dans un contexte social déplorable dont le chômage des jeunes en attente d'emplois est si croissant que les mesures ne sont pas prises en tenant compte de leur situation. Les mesures d'accompagnement ne sont pas suffisantes dans la mesure où toutes les populations ne bénéficient des mêmes avantages. Les lieux de commerce qui sont interdites se font dans la clandestinité telle que : les bars, les hôtels, les restaurants, les auberges et les cabarets. Ce comportement s'explique par le non accompagnement du gouvernement à ce secteur d'activités et dont les propriétaires ont de la peine à joindre les deux bouts.

Les mesures d'accompagnent pour la gratuité d'eau et d'électricité ne couvrent pas toute la population et l'incapacité de ces sociétés qui n'arrivent pas à satisfaire le besoin en approvisionnement régulier en eau et électricité. Les populations des zones rurales et même de la capitale ne sont pas branchées au circuit. Les mesures barrières ne sont pas respecter dans sa totalité par la population qui estime que le gouvernement n'a fait aucun effort pour les mesures d'accompagnement leur permettant de rester à domicile.

Les promesses faites par le chef de l'Etat pour la distribution des vivres à la population s'est avérée inefficace dans la mesure où les personnes concernées n'ont pas bénéficiées de ces vivres et attendent toujours. Jusqu'à nos jours l'ONASA (Office Nationale de Sécurité Alimentaire) n'a pas tenue à la promesse de faire la distribution des vivres à la population.

Les forces de l'ordre mobilisées pour accompagner les autorités sanitaires dans la mise en œuvre du programme de lutte contre le COVID 19 se livrent à la bavure. Les policiers brutalisent la population pour exiger le respect des mesures barrières et des dispositions prises par le comité de veille. L'arnaque des paisibles citoyens devient monnaie courante. Le couvre-feu et l'état d'urgence instaurer par le gouvernement devient un système de rackette sur la population dont les policiers et les agents de la police municipale se font des frais chaque fois et à tout bout de chemin. Les mesures fermant les frontières ne sont pas respectées par la population et même les agents de sécurités notamment la police frontalière est laxiste, elle laisse passer les personnes par la frontière moyennant de l'argent. Certaines personnes passent clandestinement par la pirogue la nuit pour entrer dans la ville de Ndjamena. Le refus de certaines personnes de se mettre en quarantaine après leur retour de l'extérieur ou même étant malade de COVID 19. Les autorités sanitaires sont incapables de maintenir des personnes malades qui refusent la quarantaine.

LA DISTRIBUTION DES KITS ALIMENTAIRES À N'DJAMENA
DANS LA COMMUNE DU 7E ARRONDISSEMENT





CRÉDIT PHOTO : TOUS LES TCHADIENS INTELLECTUELS

Ces images ci-dessus montrent des personnes vulnérables venues chercher des kits alimentaires. Derrière la barrière sont des personnes vulnérables qui sont empêchées laissant la latitude aux personnes avec les véhicules se servir avant de d'avoir accès.

Les Points forts et faiblesse dans la gestion de la crise. L'apparition de la pandémie au Tchad est venue mettre les autorités tchadiennes devant une situation sociale, politique et économique complexe gangrenée par la chute du baril du pétrole sur le plan mondial. La gestion de la crise par le gouvernement soulève beaucoup d'interrogation et des débats sur sa capacité à y faire face et d'apporter des solutions idoines à la population. Des mesures prises par le gouvernement s'avère insuffisantes et tardives dans la mesure où les travailleurs du public n'arrivent pas à subvenir à leur besoin au quotidien.

/ DIMENSIONS CULTURELLES ET RÈGLES UNIVERSELLES

La COVID 19 est venue instaurer un nouveau mode vie et du quotidien des tchadiens qui sont appelés à limiter leur fréquentation par rapport aux mesures barrières qui consistent à éviter la contamination et la propagation de Coronavirus. La société n'étant pas habituée au respect obligatoire des mesures d'hygiène se trouve contrainte à observer l'hygiène quotidiennement notamment : le lavage de la main au savon et au gel hydro alcoolique, à la désinfection régulière de leur domicile ou lieux d'activités socioprofessionnelles.

Les mesures barrières qui restreignent les visites inutiles dans les familles, éviter la salutation main à main est un coup dur pour la famille qui voit en ces mesures comme une aliénation culturelle emprunter de l'occident. Certaines personnes foulent aux pieds les mesures barrières et continuent avec les vieilles pratiques de se donner les mains, ils disent que le COVID 19 n'existe pas. Malgré les campagnes de sensibilisations qui sont accentuées par les organisations de la société et le ministère de la santé le message n'est pas pris en compte par certaines personnes. L'interdiction de regroupement dans les lieux publics dont les cérémonies de mariage, des funérailles, des baptêmes des lieux de cultes. Malgré l'interdiction de regroupement des funérailles, les populations enfreignent ces interdictions et se livrent au regroupement public pour observer les veillées mortuaires.

Certaines églises et mosquées continuent de manière clandestine à officier les messes et les prières. Pour les rituels de lavage des cadavres des personnes décédées de COVID 19 ou d'autres maladies créent de problèmes. Cette situation a conduit à la mort de deux personnes qui étaient contaminées suite au rituel de lavage d'un cadavre d'une personne décédée de COVID 19 .

Tout au début de l'épidémie, le gouvernement a pris des mesures mais n'était pas strict sur ces mesures ce qui a laissé un moment des ouvertures aux personnes qui se livraient à l'organisation des cérémonies. Malgré l'interdiction de regroupement dans les lieux de deuil certaines familles bravent l'interdiction en organisant des funérailles et des enterrements avec un regroupement de plus d'une centaine de personnes. Suite à cette situation le comité de veille a pris des dispositions interdisant l'organisation des funérailles à domicile et avec un nombre important de personnes. Désormais l'organisation des rituels de deuils se déroulent à la morgue des hôpitaux sous la présence des agents de la voirie et quelques parents proches du défunt et des leaders religieux notamment : les imams, pasteurs ou prêtres.

La population perçoit très mal cette situation qui empêche d'assister aux rituels et d'accompagner le défunt à son dernier demeure . Pour le lavage des mains, certaines personnes se disent fatiguer de cet exercice quotidien. Il faut noter qu'un cas de refus de lavage des mains dans une des banques s'est terminé par la bagarre à N'Djamena. La grande partie des ménages dans la ville de N'Djamena ne disposent pas des dispositifs de lavage des mains parce qu'ils ne croient pas et se disent également qu'elles n'ont pas des moyens de s'acheter du fait que le prix a excessivement grimpé.



/ LA COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE

L'urgence sanitaire internationale déclarée par l'organisation Mondiale de la Santé (OMS) a l'endroit des pays du monde membre de l'organisation. Le Tchad lancé un appel à ses partenaires et aux entreprises pour la levée des fonds pour la riposte contre COVID 19. L'OMS partenaire du ministère de la santé a apporté son soutien au gouvernement tchadien dans la lutte contre la maladie. Les représentations diplomatiques et autres organisations internationales apportent régulièrement leur appui au comité de veille chargé de gérer la crise ainsi que les sociétés basées au Tchad, soit en matériel ou en argent. Le Royaume du Maroc, la Turquie, la République Populaire de Chine qui ont apporté des aides en équipement et médicaments sanitaires pour la lutte contre le COVID et la prise en charge des personnes malades . Hormis les aides matériels reçues, le plan de riposte avait prévu selon le président de la république la mobilisation de 100 milliards auprès des partenaires nationaux et étrangers .

/ LES DÉCISIONS DE MISE EN CONFINEMENT OU ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE : DÉMARCHE DE PRÉPARATION AU CONFINEMENT ET LES OPTIONS.

La détection du premier cas de COVID 19 a poussé le gouvernement à déclarer l'état d'urgence et instaurer le couvre-feu. Cette décision est intervenue sans mesure d'accompagnement au préalable, les populations ont été prises de manière surprise et ne sont pas à mesure de faire face à la situation sociale dans les ménages. La démarche n'a pas suivi son cours normal, la population n'était pas informée au préalable. L'état d'urgence instauré par le comité de veille qui est chargé de gérer la crise sanitaire restreint certaines libertés de la population dont elle a un impact majeur sur le quotidien des activités économiques.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré deux mois après lorsque le comité de veille a fait état de la gravité de la situation sanitaire. Le nombre des cas depuis le 19 mars jusqu'à nos jours est de 860 cas de personnes contaminées et 74 cas de décès . Le comité de veille dirigé par le secrétaire d'Etat à la présidence Kalzeubé Pahimi Debeut a été jugé inefficace puis remplacé par le comité de gestion sous la direction du Président de la République Idriss Deby Itno. Les différentes décisions qui sont prises tombent comme une boule de neige où la population se retrouve déboussolée, ne sait pas à quel saint se vouer.

CONCLUSION

Au regard des initiatives engagées par le gouvernement et ses partenaires, la lutte contre le COVID 19 a permis l'implication notoire de beaucoup des acteurs. La pandémie est déclarée d'impératif sanitaire qui nécessite le déploiement des moyens colossaux afin de faire face à d'éventuelles situations épidémiologiques et la prise en compte de manière adéquate. Déclaré urgence sanitaire internationale par l'Organisation Mondiale de la Santé, le COVID 19 a réveillé le monde entier sur les risques qu'elle représente par rapport aux dégâts orchestrés en Chine et dans d'autres pays. Le gouvernement tchadien s'est empressé de prendre des dispositions d'urgence qui sont entre autres : le confinement partiel de la population, l'interdiction des voyages, des regroupements publics, la fermeture des lieux de cultes (églises et mosquées) des écoles et universités, restrictions des mouvements des populations par l'instauration d'un couvre-feu et de l'état d'urgence. Il faut noter que malgré les mesures prises par le gouvernement, leurs respects sont tout autres par la population qui brave ces restrictions sous le regard complice des forces de l'ordre. Le COVID 19 a un impact considérable au plan économique, social, sanitaire, sécuritaire et politique. Cet impact a plongé les citoyens dans la précarité sociale dont une oisiveté, les activités économiques ne se réalisent pas normalement comme dans le passé. Les autorités en charge du respect des mesures et des dispositions se livrent à l'arnaque et à la corruption. L'impact du COVID 19 a fait comprendre au gouvernement les réels problèmes de dysfonctionnement dont le secteur de la santé est confronté avec le manque des infrastructures et de personnel qualifié.

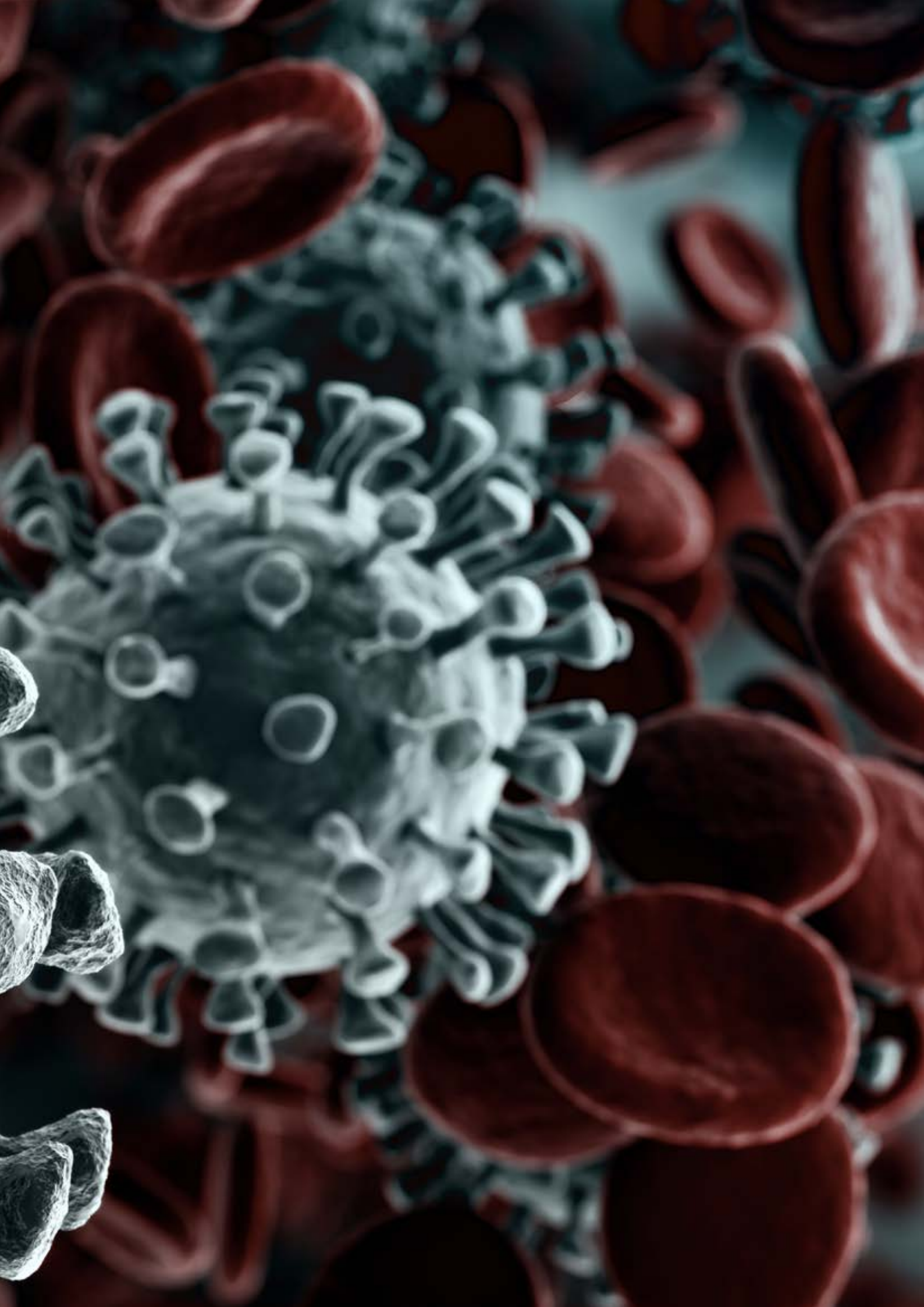
Au plan social un changement de comportement et de mode de vie s'observe dans certains ménages et personnes pour éviter de se faire contaminer. Des réseaux de sensibilisations ont pris des initiatives communautaires qui permettent de conscientiser la population sur les risques et des règles d'hygiènes.



SOURCES ET RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIQUES

- Rapport du ministère de la santé et de l'hygiène publique.
- Rapport du comité de gestion de crise du 24 juin 2020.
- Déclaration du président de la république à la télévision nationale. 19 avril 2020
- Décision du comité de veille contre le COVID 19
- www.alwhidainfos.com
- www.tchadinfos.com
- www.présidencetchad.com
- Mbaihondouma Alexis, paysan, 53 ans, N'Djamena le 17 mai 2020.



REMERCIEMENTS

ACKNOWLEDGEMENTS

Au moment de diffuser le rapport « L'Afrique face au COVID 19 », qui rassemble différentes contributions des Centres de Recherches qui constituent le « Club de Casablanca », je souhaite exprimer ma reconnaissance envers tous ceux qui ont contribué à rendre visible, tangible, à transformer en une réalité, notre volonté de contribuer à la réflexion en l'Afrique et pour l'Afrique.

Ce travail, augure bien de l'avenir de notre capacité à « produire de l'intelligence », en faisant fi de nos différences linguistiques, économiques ou culturelles, pour proposer des idées novatrices, tellement nécessaires en ces périodes d'incertitudes et de remise en cause des modèles.

Dans ce cadre je veux souligner auprès de tous la totale implication des équipes qui ont dû assurer dans l'ombre, et avec votre aide, les tâches de coordination nécessaires à la réalisation d'un document en deux langues de cette qualité.

Merci à toutes et à tous, et à très vite pour de nouvelles analyses.

Driss Benomar
Président

This publication of « Africa Confronts COVID » brings together contributions from research centers across the membership of the Casablanca Club.

I want to take the opportunity to express my gratitude to all those who have helped make our shared vision of bringing together thoughtful contributions across Africa for Africa visible, tangible — and transformed from idea to reality.

Coming together in this manner bodes well for our future ability in the Casablanca Club to reach across linguistic, economic and cultural diversity to deliver insight and innovative ideas so necessary in these times of uncertainty and recovery.

In this context, brightened by the work of our contributors, I would like to thank the publication team whose full engagement ensured the smooth coordination and execution of tasks needed for the production of a bilingual document of this quality.

Thank you once again to everyone, and see you soon for our next great work together.

*Driss Benomar
Chairman*



"... A STRONG VOICE FOR RESEARCH CENTERS AND THOUGHT LEADERS ACROSS AFRICA WITH THE WORLD..."





www.thecasablancaclub.com
contact@thecasablancaclub.com